

@

**RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE**



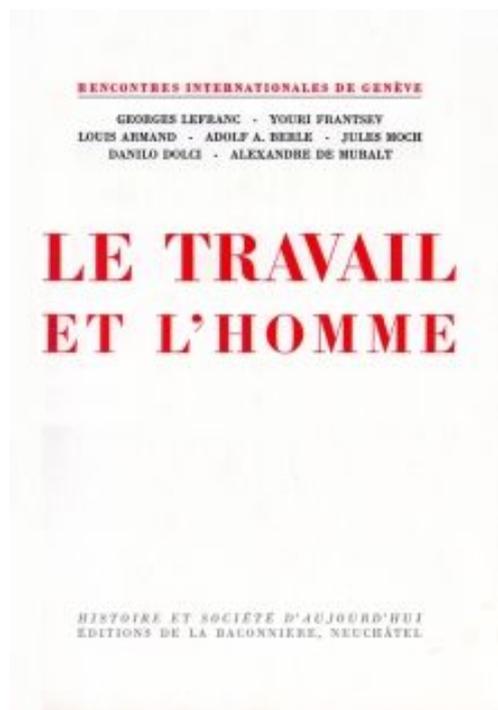
**TOME XIV**  
(1959)

**LE TRAVAIL  
ET L'HOMME**

Georges LEFRANC – Youri FRANTSEV  
Louis ARMAND – Adolf A. BERLE – Jules MOCH  
Danilo DOLCI – Alexandre de MURALT

## Le travail et l'homme

Édition électronique réalisée à partir du tome XIV (1959) des Textes des conférences et des entretiens organisés par les Rencontres Internationales de Genève. Les Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1959, 396 pages. Collection : Histoire et société d'aujourd'hui.



Promenade du Pin 1, CH-1204 Genève

# **Le travail et l'homme**

## **deuxième de couverture**

La notion de travail revêt aujourd'hui, dans notre société activiste et industrialisée, une signification nouvelle, au point que notre civilisation a pu être qualifiée de civilisation du travail. Loin d'être une servitude fatale ou une expiation, le travail est glorifié comme le moyen qui permet de transformer radicalement les conditions de la vie humaine.

Une telle manière de voir a un fondement solide. Il n'est pas douteux que l'homme trouve dans le travail une joie et un apaisement. Mais cet équilibre n'est-il pas instable et précaire ? En ce sens déjà qu'il implique une dépendance — fût-elle conquérante — à l'égard du monde, au détriment d'une sagesse nécessaire à ce détachement que le cours de la vie impose à chacun. Il y a plus : la mécanisation a dépersonnalisé le travail industriel au point de lui ôter toute initiative. Comment invoquer dès lors la joie du travail libérateur ?

Le machinisme a introduit parmi les hommes, en dépit de la démocratisation, deux catégories : l'une pour qui le travail est réellement une joie, l'autre qui n'en connaît guère que la répétition lassante des mêmes gestes. Qu'en est-il alors de cet élément de spiritualité inséparable d'une activité vraiment humaine ?

Mais aux pronostics désabusés de ceux qui voient en noir les perspectives ouvertes par l'automatisation, on peut opposer que les conditions nouvelles de la production, qui permettent de réduire les heures de travail et d'augmenter les salaires, rendent plus aisée la vie de tous les hommes, et leur permet d'accéder à la vie de l'esprit dans une mesure impensable autrefois.

## TABLE DES MATIÈRES

(Les tomes)

[Avertissement - Introduction](#)

DISCOURS D'OUVERTURE : [Alfred Borel](#) — [Antony Babel](#) : Le travail : asservissement ou libération ?

\*

[Georges LEFRANC](#) : [Du travail maudit au travail souverain ?](#) Conférence du 2 septembre.

PREMIER ENTRETIEN PUBLIC : [L'esclavage du travail](#), le 3 septembre.

[Youri FRANTSEV](#) : [Le travail et l'activité créatrice du peuple](#). Conférence du 3 septembre.

DEUXIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Le travail en Union soviétique](#), le 4 septembre.

PREMIER ENTRETIEN SPÉCIAL : [Les problèmes du travail en Afrique noire](#), le 5 septembre.

ENTRETIEN PRIVÉ : [La démocratisation du travail](#), le 5 septembre.

[Louis ARMAND](#) : [Vues prospectives sur le travail](#). Conférence du 7 septembre.

TROISIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Vues prospectives](#), le 8 septembre.

[Adolf A. BERLE](#) : [Capitalisme collectivisé](#). Conférence du 8 septembre.

[Jules MOCH](#) : [Socialisme moderne : ni capitalisme, ni communisme](#). Conférence du 8 septembre.

QUATRIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Travail et planification](#), le 9 septembre.

DEUXIÈME ENTRETIEN SPÉCIAL : [L'Organisation internationale du Travail et les problèmes humains](#), le 9 septembre.

CINQUIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Utopies et réalités socialistes](#), le 10 septembre.

[Danilo DOLCI](#) : [Quelques aspects du rapport entre le gaspillage et l'immaturité technico-culturelle](#). Conférence du 10 septembre.

SIXIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Problèmes économiques siciliens](#), le 11 septembre.

[Alexandre DE MURALT](#) : [Le travail scientifique](#). Conférence du 11 septembre.

SEPTIÈME ENTRETIEN PUBLIC : [Travail et recherche](#), le 12 septembre.

\*

[Index : Participants aux conférences et entretiens.](#)

@

# Le travail et l'homme

## AVERTISSEMENT

@

p.007 A l'instar des volumes consacrés aux Rencontres des années précédentes, celui-ci vise à restituer fidèlement les débats de Genève.

On trouvera, en tête, l'Introduction par laquelle le Comité d'organisation des R.I.G. a proposé à l'attention des participants et du public le thème retenu, à savoir : *Le Travail et l'Homme*.

Les textes des conférences sont publiés ici *in extenso*. Ils sont suivis du compte rendu sténographique de tous les entretiens, allégés de certaines digressions sans rapport avec le déroulement organique du dialogue. Nous nous sommes efforcés de conserver au texte des entretiens, autant que possible, son caractère oral.

La relation des entretiens est précédée de l'allocution prononcée au déjeuner d'ouverture par M. le Président du Département de l'Instruction publique Alfred Borel, et du discours prononcé en cette même circonstance par M. le professeur Antony Babel, Président du Comité des R.I.G.

Dans l'index alphabétique placé à la fin du volume, le lecteur trouvera les noms des participants aux entretiens avec la référence de leurs interventions.

@

## **Le travail et l'homme**

*Le Comité d'organisation des Rencontres Internationales de Genève est heureux de pouvoir exprimer ici sa gratitude à ceux dont l'appui généreux lui a permis d'assurer le succès de ces XIV<sup>èe</sup> R.I.G., et tout particulièrement à l'UNESCO et aux autorités cantonales et municipales de Genève.*

# Le travail et l'homme

## INTRODUCTION

@

p.009 Le mot de travail, dans l'antiquité, éveillait l'idée d'une peine imposée par une sorte de nécessité fatale. Le langage moderne a conservé ce sens dans l'expression « homme de peine ». Dans le contexte religieux de la tradition hébraïque, c'est d'une sorte d'expiation qu'il s'agit, le travail y étant conçu comme le moyen donné aux hommes de se racheter du péché originel et de reconquérir une dignité spirituelle perdue.

Sans tenter de marquer ici l'évolution de la notion de travail en Occident, à travers l'expérience chrétienne et la Renaissance, il est aisé d'observer qu'elle revêt aujourd'hui, dans notre société activiste et industrialisée, une signification toute nouvelle et infiniment plus large ; au point que notre civilisation a pu sans paradoxe être qualifiée de civilisation du travail. Loin d'être une servitude fatale ou une expiation, le travail est glorifié comme le moyen qui permet de transformer radicalement les conditions de la vie humaine. Il suffit de penser que des philosophes, aussi divergentes par ailleurs que celles de Karl Marx et de Bergson, s'accordent pour définir l'homme par sa capacité de fabriquer et d'utiliser des outils.

Le monde moderne apparaît ainsi comme animé d'un véritable culte du travail, lié à une conception de l'homme où prévaut l'image d'un être qui, livré d'abord à une nature hostile, la façonne et la conquiert, et qui se façonne et se conquiert lui-même par cette humanisation de la nature. Tâche grandiose, qui exige la collaboration de tous.

Une telle manière de voir a un fondement solide. Il n'est pas douteux que l'homme trouve dans le travail une joie et un apaisement. Joie du devoir accompli, d'abord. A un niveau supérieur, joie d'une activité qui triomphe des obstacles extérieurs en les transformant en appuis, et qui se réalise toujours davantage comme liberté. Mais l'équilibre atteint de la sorte n'est-il pas instable et précaire ? En ce sens déjà qu'il implique une dépendance — fût-elle conquérante — à l'égard du monde, au détriment d'une sagesse nécessaire à ce détachement que le cours de la vie impose à chacun. Et cette dépendance est ressentie cruellement lorsque l'individu, dans cette civilisation du travail, se voit

## Le travail et l'homme

contraint à l'inactivité. Il y a plus. Si le temps est bien révolu des ouvriers qui, au début du siècle dernier, p.010 attaquaient les usines et les machines, si les conditions du travail industriel se sont en quelque sorte normalisées, il reste que la mécanisation l'a dépersonnalisé au point de lui ôter toute initiative. Comment invoquer dès lors la joie du travail libérateur, la solidarité qui lui confère un sens ? Entre le grand capitaine d'industrie, qui dirige de son bureau l'immense réseau de ses affaires, et les ouvriers qu'il emploie, la distance n'est-elle pas plus grande que celle qui séparait au moyen âge l'apprenti du maître dans une corporation ? C'est ainsi que le machinisme a introduit parmi les hommes, en dépit de la démocratisation, deux catégories : l'une pour qui le travail est réellement une joie, l'autre qui n'en connaît guère que la répétition lassante de mêmes gestes. Qu'en est-il alors de cet élément de spiritualité inséparable d'une activité vraiment humaine ? Il n'est pas douteux que le retour à l'artisanat, où cet élément était intérieur au travail lui-même, accompli avec un certain amour, est un rêve utopique. Si l'artisanat continue à subsister sous une certaine forme dans l'économie contemporaine, c'est pour ainsi dire accessoirement, et l'avenir ne peut être envisagé que dans les conditions nouvelles imposées par cette économie à l'échelle planétaire.

Mais aux pronostics désabusés de ceux qui voient en noir les perspectives ouvertes par le machinisme et aujourd'hui l'automatisation, on peut opposer que les conditions nouvelles de la production, qui permettent de réduire les heures de travail et d'augmenter les salaires, rendent plus aisée la vie de tous les hommes, et leur permet d'accéder à la vie de l'esprit dans une mesure absolument impensable autrefois. Que l'on songe seulement à la situation d'il y a cent ans, alors que l'on travaillait jusqu'à dix-huit heures par jour dans les usines. Pourtant, ce processus d'industrialisation croissante ne va pas sans poser aujourd'hui de nombreux et redoutables problèmes : les loisirs — que les R.I.G. ont déjà eu l'occasion d'aborder ; l'incessante transformation de la technique, le chômage, l'humanisation du travail, l'organisation de la production, l'équilibre à maintenir entre le développement économique et la croissance de la population, la situation dans les pays techniquement sous-développés — où le fait du travail moderne se heurte à une méfiance engendrée par des coutumes et des traditions culturelles très différentes. Et encore, last but not least, le problème du travail de l'artiste, de l'intellectuel, du savant, dans la société contemporaine ; un travail dont le coefficient de création

## **Le travail et l'homme**

personnelle est imprescriptible, et qui doit s'exercer lui aussi dans des conditions toutes nouvelles.

Et ce sont là quelques aspects seulement du thème choisi pour 1959 par le Comité des R.I.G.

@

# Le travail et l'homme

GEORGES LEFRANC

## DU TRAVAIL MAUDIT AU TRAVAIL SOUVERAIN ? <sup>1</sup>

@

p.011 Voici deux tiers de siècle, en 1893, un dialogue se nouait par delà les frontières, d'une extrémité à l'autre de l'Europe, entre deux grands écrivains, opposant leurs thèses sur le sujet qui nous rassemble aujourd'hui. D'un côté, Emile Zola ; de l'autre Tolstoï, tous les deux à cette époque au faite de leur gloire. Prenant la parole au banquet de l'Association générale des Etudiants, Zola y a prononcé un panégyrique du travail. C'est le travail, dit-il, qui donne son sens à la vie. Elle n'en a pas d'autre.

« Le travail... est l'unique loi du monde, le régulateur qui mène la matière organisée à sa fin inconnue. La vie n'a pas d'autre sens, pas d'autre raison d'être ; nous n'apparaissions chacun que pour donner notre somme de labeur et disparaître... »

Pour lui, ce n'est pas du Ciel que viennent les vertus, mais de la vie laborieuse.

En face de lui, Tolstoï estime que le travail est bien loin de présenter ces mérites, bien loin d'élever l'homme au-dessus de l'animal ; le travail le ravale au niveau de la fourmi. Il n'est pas une vertu, il est un besoin. Tolstoï va jusqu'à dire :

« Dans notre société défectueusement organisée, il est souvent un agent d'anesthésie morale, comme le tabac, le vin et autres moyens de s'étourdir et de se cacher le désordre et le vide de l'existence ».

---

<sup>1</sup> Conférence du 2 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

p.012 Ce dialogue, où se heurtent deux conceptions opposées du travail, traduit alors une opposition géographique entre deux mondes : l'Ouest et l'Est, l'Europe A et l'Europe B de Delaisi, mais aussi une opposition historique entre deux époques. Pour ceux qui assistent à ce dialogue, Tolstoï fait figure de porte-parole d'un idéal révolu. Zola apparaît au contraire comme l'annonciateur des temps nouveaux. Tolstoï maudit le travail, comme on l'a fait souvent dans le passé ; Zola, au contraire, annonce sa souveraineté comme on commence à le faire dans certains milieux.

Voilà donc posé dans sa brutalité le problème dont j'ai mission ce soir d'aborder l'aspect historique comme introduction au thème de ces Rencontres.

Je ne parlerai ni en homme de parti, ni en philosophe, ni en sociologue, mais simplement en historien qui, depuis trente-cinq ans, n'a guère cessé d'être en contact avec les préoccupations du mouvement ouvrier.

Je me placerai successivement à trois points de vue. J'essaierai d'abord de définir comment s'exprime, aux origines de l'humanité, cette malédiction du travail. J'essaierai ensuite de montrer comment s'est faite une progressive réalisation du travail, et enfin, je me poserai cette question : va-t-on vers une souveraineté du travail ? Car le point d'interrogation qui figure au titre de cette conférence a pour moi une extrême importance.

\*

L'humanité, à ses débuts, a senti le travail comme une malédiction. La philologie, la mythologie, la philosophie sont d'accord pour nous permettre de l'établir.

La philologie d'abord. Chez les Grecs, aucun mot n'avait le sens

## Le travail et l'homme

de travail comme nous l'entendons aujourd'hui. Chez les Latins, le mot *labor* indique l'accomplissement d'une tâche quelque peu difficile, quelque peu pénible. Dans la vieille langue germanique, le mot *arbeit* signifie : peine, souffrance, détresse. Il s'apparente sans doute à un vieux mot slavon qui signifie : esclave. D'autres étymologies le rattachent à un verbe qui signifie : devenir orphelin. En <sup>p.013</sup> russe, les termes qui signifient travail, *padoma*, *robota*, se relient au mot qui signifie : esclave, et qui paraît antérieur.

En français, pendant longtemps on s'est contenté des mots qui venaient du latin : *opus* et *labor* ; mais le mot qui finalement est passé au premier plan a une étymologie beaucoup plus curieuse. Travail vient de *tripalium*, l'appareil à trois pieux. C'est un instrument dont on se sert pour ferrer les chevaux rétifs. Dans la vieille langue française, le mot *tripalium* signifie aussi quelquefois : catafalque funéraire.

Esclave, prisonnier, orphelin, instrument de torture, catafalque funéraire, il faut avouer que le mot de travail dans son origine en France, n'évoque pas beaucoup d'idées agréables...

La mythologie confirme ce que nous apprend la philologie. Dans la mythologie gréco-latine, il n'y a pas de dieu du travail. Significatif d'ailleurs est le mythe de l'âge d'or qui circule dans la littérature, d'Hésiode à Lucrèce et à Ovide. Le travail est imposé à l'homme par la vieillesse de la terre ; le monde va s'usant ; la terre va s'appauvrissant, l'homme doit désormais peiner pour obtenir ce que jadis la terre lui offrait généreusement.

Sans doute ce mythe de l'âge d'or représente-t-il la nostalgie d'une économie de cueillette ; il semble que, dès le Néolithique, on évoquait avec regret la « belle époque » du Paléolithique !

## Le travail et l'homme

Ce problème de la place occupée par le travail dans les religions anciennes, dans les sociétés indo-européennes primitives a été repris récemment par l'historien Georges Dumézil <sup>1</sup>. Il a cherché quelle place on donnait aux travailleurs dans les sociétés indo-européennes. Depuis longtemps on savait que ces sociétés étaient divisées en trois grandes catégories : les prêtres, les guerriers, les agriculteurs et les éleveurs. Dumézil a montré que lorsque la différenciation des fonctions techniques a créé une classe d'artisans, ceux-ci ont été, ou bien intégrés dans la classe la plus basse, la plus misérable, celle des agriculteurs et des éleveurs, ou placés dans une nouvelle classe, qui était encore inférieure aux autres. Exception <sub>p.014</sub> faite cependant pour les sociétés celtes ; c'est un problème sur lequel je me réserve de revenir plus tard.

Quant aux philosophes, ils sont dominés par un mépris aristocratique du travail. Pour les philosophes grecs, les véritables valeurs sont la contemplation, la connaissance libre et désintéressée. Les Grecs adressent au travail manuel cinq griefs principaux. Ils reprochent au travail de fatiguer le corps ; d'asservir l'esprit à la recherche du gain ; de placer l'individu dans un état de dépendance à l'égard d'autrui ; de ne plus laisser à l'individu le temps nécessaire pour se consacrer à la cité ou à ses amis ; enfin, de diviser les hommes en les dressant les uns contre les autres dans une concurrence souvent très âpre. Et la conclusion qu'ils en tirent, c'est qu'il vaut mieux sans doute que certains hommes soient entièrement sacrifiés aux tâches productives pour que d'autres puissent entièrement se consacrer aux tâches contemplatives.

---

<sup>1</sup> DUMÉZIL, Georges. *Métiers et classes fonctionnelles chez divers peuples indo-européens*. Annales, 1958, n° 4.

## Le travail et l'homme

Dans ce mépris du travail manuel réside une prétendue justification de l'esclavage, cette plaie des sociétés antiques.

Est-ce particulier aux Grecs ? Il ne semble pas. Nous avons un témoignage d'Hérodote déclarant que chez la plupart des barbares, « ceux qui apprennent les arts mécaniques et même leurs enfants sont regardés comme les derniers citoyens, au lieu qu'on estime, comme les plus nobles, ceux qui n'exercent aucun art mécanique, et principalement ceux qui se sont consacrés à la profession des armes ». (II, 167.) <sup>1</sup>

Dans la Cité de Platon, on sait qu'il y a les sages, les guerriers, les artisans et les laboureurs. A la différence de Marx, Platon met les travailleurs hors de l'Etat et hors du Communisme.

Aristote insiste à maintes reprises sur le fait que le travail de l'esclave est peut-être compréhensible, excusable, mais que le travail assumé librement par l'artisan, ne peut en aucune manière se justifier. Il écrit :

« La cité organisée au mieux ne fera pas de l'artisan un citoyen... La qualité de citoyen n'appartient pas à tous les hommes libres, du seul fait qu'ils sont libres. Elle appartient à ceux qui ne travaillent p.015 pas nécessairement pour vivre. Ceux qui travaillent nécessairement pour un seul homme sont esclaves ; pour le public, ouvriers et thètes. » (Politique. III, 3, 2-3.)

Les témoignages sont donc concordants. Cependant, je me demande s'il ne faut pas les limiter par les indications puisées plutôt dans l'histoire générale que dans l'histoire des idées.

Dans un article publié en 1943, intitulé *Hiérarchie du travail et*

---

<sup>1</sup> V. aussi Economique, IV, 2.

## Le travail et l'homme

*autarcie individuelle dans la Grèce archaïque*<sup>1</sup>, André Aymard a souligné fortement que les Egéens, avant les Grecs, ne semblent pas avoir méprisé le travail. Dans les poèmes homériques, le travail n'est jamais condamné en soi ; il n'entraîne pas de dégradation sociale. Les plus grands personnages de la société homérique, hommes ou femmes, mortels ou dieux, ne dédaignent pas le travail, même le travail manuel.

Peut-être le mépris du travail a-t-il été introduit dans la société hellénique par de nouveaux venus, au début du second millénaire ?

Quelque chose de l'ancienne mentalité semble survivre chez Hésiode, notamment dans les conseils qu'il donne à son frère Persès lorsqu'il écrit : « L'opprobre est de ne rien faire. »

Autre observation : la honte que les philosophes grecs attachent à l'idée de travail concerne certaines formes de travail manuel, non pas toutes les formes de travail. Le travail agricole, qui est pourtant un travail manuel, n'est jamais méprisé. Il assure la vie sans aliéner la personne ; il prépare à la guerre. Il permet peut-être d'entrer en contact avec les Immortels, car l'homme qui cultive participe à un ordre divin ; il se soumet à une épreuve qui permet de voir comment les Dieux le jugent.

Finalement, c'est donc l'idée de dépendance vis-à-vis d'autrui qui paraît le plus choquante aux Grecs, lorsqu'ils condamnent le travail manuel. Ils acceptent le travail occasionnel ; ils refusent le travail professionnel.

Ne faut-il pas faire encore un pas de plus et se demander si, à

---

<sup>1</sup> Revue d'histoire de la Philosophie et d'histoire générale de la Civilisation. 1943.

## Le travail et l'homme

côté de l'idéologie conservatrice de certains philosophes, une autre p.016 idéologie ne s'est pas affirmée plus ou moins obscurément, favorable à toute forme de travail ? Le discours de Périclès, relaté par Thucydide, affirme qu'à Athènes « nul n'est gêné par la pauvreté et par l'obscurité de sa condition sociale, du moment qu'il peut rendre des services à la cité ». Et Périclès ajoute : « Chez nous, il n'est pas honteux d'avouer sa pauvreté. Il l'est bien davantage de ne pas chercher à l'éviter. Les mêmes hommes peuvent s'adonner à leurs affaires particulières et à celles de l'Etat. Les simples artisans peuvent entendre suffisamment les questions de politique. » (XXXVII et XL.)

Par Démosthène nous savons qu'à Athènes une loi permet de poursuivre en diffamation quiconque a reproché à un individu sa condition, si modeste soit-elle. Hérodote lui-même mentionne le cas des Corinthiens qui ne méprisent pas le travail artisanal. (II, 187.)

Tous les philosophes d'ailleurs n'ont peut-être pas adopté ces idées conservatrices et on peut se demander si, lorsque Socrate interroge sur la morale et sur la philosophie les artisans et les ouvriers, il n'est pas déjà le porte-parole d'idées beaucoup plus avancées que celles que recueilleront Platon ou Aristote.

En vérité, et ce sera la conclusion de cette première partie, le mépris du travail manuel dans l'Antiquité n'a sans doute été ni aussi général, ni aussi définitif que, sous l'influence de certaines idéologies, on est parfois aujourd'hui porté à le penser.

\*

J'en viens maintenant à la réhabilitation progressive du travail. Je rencontre immédiatement un problème litigieux : celui de la

## Le travail et l'homme

pensée chrétienne. Faut-il considérer le christianisme comme portant à son plus haut point la malédiction du travail, ou faut-il au contraire l'interpréter comme amorçant ce mouvement de réhabilitation ?

Certains attendent peut-être une réponse catégorique. En toute conscience, je ne la crois pas possible car l'apport du christianisme p.017 sur le problème qui nous occupe a été divers. Suivant les opinions qu'on peut avoir, on aura toujours tendance à forcer un facteur ou un autre.

D'un côté, nous placerons d'abord la malédiction fameuse de la Genèse : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Nous y placerons également l'indifférence de Jésus aux biens matériels telle qu'elle s'exprime dans l'évangile selon saint Matthieu. (VI, 29-34.)

De l'autre côté, nous inscrirons le fait que Jésus est le charpentier de Nazareth, qu'il a manié la scie et le rabot. Nous retiendrons que les apôtres sont pour la plupart des artisans ; le plus représentatif est saint Paul de Tarse, celui qu'on a surnommé le tisserand ambulant, et qui lança la formule célèbre : « *Si quis non vult operari, non manducet* » (que celui qui ne veut pas travailler ne mange pas) dans l'Épître aux Thessaloniens. (II, III, 8-10.) Nous mentionnerons la condamnation par saint Augustin des moines qui considèrent le travail comme indigne d'eux. Nous rappellerons le fait que saint Benoît célèbre le travail des mains destiné non seulement à créer des richesses, mais à combattre le désœuvrement, à lutter contre les passions au même titre que le jeûne et la prière ; nous savons qu'à l'appel de saint Benoît les monastères sont devenus des centres de travail actif.

## Le travail et l'homme

Cependant, le travail chez ces chrétiens n'est pas encore considéré comme ayant une valeur en soi. Saint Benoît lui-même condamne formellement la fierté qu'on pourrait retirer du travail. Il dit : « S'il y a des artisans dans les monastères, ils exerceront leur art en toute humilité, à condition que l'abbé le leur permette. Si l'un d'eux venait à s'enorgueillir de ce qu'il sait faire, se persuadant qu'il apporte quelque profit au monastère, on lui interdira l'exercice de son métier et il ne s'en occupera plus, à moins qu'il ne se soit humilié et que l'abbé ne lui ait commandé d'y retourner. » (Règle, 57.)

Ce qu'il faut souligner, je crois, c'est que pendant ces siècles obscurs du Moyen Age, une lente évolution s'est produite : le travail paysan où l'Antiquité avait vu la garantie de la liberté, a peu à peu cessé d'être libre ; la société féodale et les liens <sup>p.018</sup> seigneuriaux ont condamné le travail paysan à une triple dépendance : économique, sociale et politique. Au contraire, le travail artisanal a entrepris de conquérir lentement mais péniblement, je ne dis pas la liberté, mais des libertés sous la forme de ces franchises qu'il se fait reconnaître par des chartes. Et peu à peu, il arrive à une indépendance plus grande que celle du travail paysan.

Un de nos jeunes historiens, Jacques Le Goff, qui prépare une thèse sur l'évolution de l'idée de travail d'après les manuels des confesseurs, distingue dans cette évolution trois périodes : jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle, ce qui, selon lui, domine la pensée catholique, c'est le mépris du travail, hérité de l'Antiquité. Le maintien de la répartition sociale des indo-européens : *oratores*, ceux qui prient ; *bellatores*, ceux qui font la guerre ; et tout à fait en bas, *aratores*, ceux qui labourent. Le travail alors est une pénitence et n'est rien d'autre.

## Le travail et l'homme

Puis, à partir du XII<sup>e</sup> siècle, le tarif des pénitences qui jusque là était appliqué contrairement aux fautes commises, ne l'est plus. On prend en considération la catégorie sociale du pécheur. Les ordres mendiants admettent que certaines pénitences ne doivent pas porter atteinte au travail. On assouplit les règles relatives au jeûne, au repos dominical et cette compréhension s'explique semble-t-il dans une grande mesure par le recrutement urbain des ordres mendiants, dominicain et surtout franciscain. C'est un peu plus tard, au XIV<sup>e</sup> siècle, (troisième période), qu'on verra reparaître un certain mépris du travail manuel, dû en grande partie à la différenciation sociale qui oppose le patriciat et le petit peuple.

Dans cette valorisation progressive de l'idée de travail, la Réforme a, bien entendu, joué un rôle décisif. Luther, comme les catholiques, voit dans le travail le remède au péché. Il renforce l'obligation du travail. Il affirme que la vie monastique contemplative ne procède que de l'égoïsme des moines. Pour lui, chacun doit accomplir sa tâche du mieux qu'il peut.

« Tous les travaux, dit-il, matériels et spirituels, s'ils sont accomplis dans un esprit d'obéissance envers Dieu et par amour du prochain, ont une égale dignité spirituelle. » Il fait l'éloge des humbles travaux de la servante. Il cite en exemple le maréchal-ferrant dont <sup>p.019</sup> le corps est couvert de suie et de saleté, mais dont l'âme exhale devant Dieu un vrai parfum.

Calvin va plus loin que Luther. Il a connu la pauvreté. Il a vécu dans un milieu urbain ; à Strasbourg, il s'est inscrit sur le registre de la corporation des tailleurs. Pour lui, le travail est vraiment le service de Dieu. Tout gain fourni par le travail est légitime, même le gain du commerçant. « D'où viennent les profits des

## Le travail et l'homme

commerçants ? dit-il. Sinon de leur activité et de leur diligence au travail. »

Et peu à peu se dessine un nouveau type d'homme volontaire, actif, dur au travail, que le puritanisme précisera encore. On exalte l'effort pour l'effort et on condamne tous les divertissements, notamment la chasse et le jeu.

Plus contradictoire sans doute a été l'apport des humanistes. Quelques-uns, qui sont peut-être une minorité, mais parmi lesquels il faut ranger Erasme, ont maintenu à l'égard du travail le mépris aristocratique des philosophes antiques. D'autres, au contraire, admirent le travail artisanal, célèbrent la joie de la création, et parmi eux Thomas Morus qui, dans son *Ile d'Utopie*, clame sa sympathie pour les pauvres ouvriers et artisans, et réclame l'obligation du travail : six heures par jour, trois heures le matin et trois heures le soir pour tous. Il affirme aussi que chacun doit passer deux ans à la campagne pour développer son activité physique dans le travail des champs, et une année à la ville en exerçant un métier particulier.

A côté de Thomas Morus, Rabelais, qui montre Ponocrates instruisant Gargantua en le menant voir les métiers et les fabrications diverses de ces métiers. (*Gargantua*, XXIII-XXIV.)

Ce second courant humaniste s'affirme avec les philosophes français du XVIII<sup>e</sup> siècle. A l'époque, rappelons-le, le terme « travail » est encore pris dans son sens restreint. Il est curieux de constater dans l'*Encyclopédie*, que le mot « travail », au sens où nous l'entendons aujourd'hui, n'occupe que six lignes de texte, alors que le travail du maréchal-ferrant, le *tripalium* a droit, lui, à 120 lignes.

## Le travail et l'homme

Paradoxalement, le dictionnaire de Trévoux, inspiré par les Jésuites, apporte une définition un peu plus évoluée...

A côté de l'effort que retiennent seulement les Encyclopédistes, il place l'habileté, ce qui ouvre la porte peut-être au travail <sup>p.020</sup> intellectuel. « Le travail, dit le dictionnaire de Trévoux, est l'application à quelque exercice pénible ou qui demande de la dextérité. »

Si le sens du mot n'évolue que lentement, les idées cependant se transforment ; la réhabilitation du travail se poursuit. D'Alembert, dans le Discours préliminaire de l'Encyclopédie, affirme qu'il n'est pas vrai que les arts libéraux soient nécessairement supérieurs aux arts mécaniques et qu'on a tort de les considérer comme inférieurs. Voltaire, au chapitre XXX de *Candide*, qui en est la conclusion, lance cette phrase : « Le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin. »

Rousseau, comme Thomas Morus, revient sur l'idée de l'obligation du travail : travailler est un devoir indispensable à l'homme, mais il apporte une autre idée qui constitue, par rapport aux idées de l'Antiquité, un total renversement. Pour Rousseau, l'artisan est beaucoup plus libre que le paysan ; l'artisan ne dépend que de son travail. « Il est libre, aussi libre que le laboureur est esclave, car celui-ci tient à son champ dont la récolte est à la discrétion d'autrui. »... « Partout où l'on veut vexer l'artisan, son bagage est bientôt fait, il emporte ses bras et s'en va. » (Emile, III.)

Ici s'impose une question que je ne veux pas esquiver, bien que je sois hors d'état d'y répondre : dans cette évolution de l'idée de travail, quel a été l'apport de la franc-maçonnerie ? Ses origines

## Le travail et l'homme

semblaient la désigner pour un rôle important, mais les textes me semblent contradictoires. La plupart des textes où la franc-maçonnerie célèbre le travail datent du XIX<sup>e</sup> siècle et non du XVIII<sup>e</sup>. Le grand ouvrage de Martin Saint-Léon fait état d'un document qui se trouve aux Archives nationales <sup>1</sup> : un rituel de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sur les conditions d'admission dans la maçonnerie. Ce rituel déclare qu'il est interdit de recevoir ceux qui exercent un métier vil et abject ; que les domestiques ne pourront être que des frères servants ; qu'il sera exceptionnel de recevoir des maîtres des corps de métier, et que les compagnons (les salariés) ne seront en aucun cas et en aucune manière admis. Rarement, dit le texte, on admettra un maître artisan et jamais un compagnon.

<sup>p.021</sup> Face à ce texte catégorique, je dois rappeler l'interprétation de Dumézil dont je parlais à l'instant. Il croit voir dans les origines celtiques de certaines maçonneries une des raisons pour lesquelles cette maçonnerie s'est montrée favorable à un idéal compréhensif du travail. Peut-être quelqu'un pourra-t-il apporter une précision sur ce point.

\*

La troisième partie du sujet nous retiendra plus longtemps : la réhabilitation du travail ayant été ainsi poursuivie de siècle en siècle, on aboutit, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'idée de la souveraineté du travail. Le travail, d'abord maudit, puis peu à peu réhabilité, devient au XIX<sup>e</sup> siècle pour toute une famille spirituelle (de plus en plus nombreuse d'ailleurs) non pas une des valeurs, mais la valeur suprême autour de laquelle doit être construite la cité des hommes.

---

<sup>1</sup> Cote F 7. (H. 236)

## Le travail et l'homme

Ce renversement n'est pas l'œuvre de la Révolution Française. Les Jacobins, les Sans-Culottes n'ont conçu le travail qu'en fonction de la propriété ; elle-même pensée comme une garantie de la liberté. Peut-être découvrirait-on cependant chez les Sans-Culottes de l'An II un certain mépris du commerçant et du spéculateur, considérés comme des parasites, et une défense passionnée du consommateur considéré comme un exploité, qui annoncent par certains côtés le fouriérisme.

C'est sous la Restauration que l'idée de travail a pris son extension actuelle, en partie grâce à un curieux personnage, Alexandre de Laborde, dont le père avait été guillotiné, qui lui-même avait été exilé, qu'on retrouve à un moment donné dans l'entourage de Babeuf et qui entreprend de célébrer l'unité du travail et la valeur du travail comme principe de la société nouvelle. Dans un ouvrage paru en 1818 <sup>1</sup>, Alexandre de Laborde écrit : le travail est le « créateur de tous les biens, de toutes les richesses, à qui tout devrait être sacrifié, qui mérite seul tous les hommages ; c'est le principe de tout bien, source de toute industrie ».

p.022 En fait, avant 1840, ce sont les socialistes qui ont diffusé dans les masses travailleuses un certain nombre d'idées concernant le travail. Cinq ou six qui reviennent chez à peu près tous les penseurs socialistes de cette époque.

L'idée de l'obligation du travail.

L'idée du droit au travail.

---

<sup>1</sup> Cet ouvrage s'intitule : *De l'esprit d'association dans tous les intérêts de la communauté.*

## Le travail et l'homme

L'idée du droit au produit intégral du travail.

L'idée plus subtile déjà, du droit au travail joyeux, sur laquelle Fourier a insisté.

L'idée qu'une organisation du travail est nécessaire, lancée par Saint-Simon, puis reprise par d'autres qui lui donnent des formes nouvelles.

Enfin, chez certains socialistes, l'idée que sur le travail un nouvel art, une nouvelle religion doivent être construits.

Ce qui fait la force de cette mystique socialiste, c'est le sentiment que la malédiction, qui effectivement pèse sur le travail depuis les origines de l'humanité n'est pas une malédiction éternelle ; elle n'est pas d'origine divine, elle est d'origine sociale. On peut y mettre un terme. Cette affirmation sera reprise, développée, précisée par les deux grands chefs de file du mouvement ouvrier dans la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Marx et Proudhon. Peut-être tous les deux d'ailleurs sous l'influence de Hegel, qui fut sans doute le premier des philosophes à voir dans le travail un aspect essentiel de la destinée humaine.

Proudhon et Marx, opposés sur tant de points, s'accordent pour voir dans le travail ce qui distingue l'homme de l'animal. Pour eux, le travail transforme la nature ; il permet à l'homme de se réaliser. Proudhon, dans son ouvrage sur *La justice dans la Révolution et dans l'Église*, définit le travail comme « une extension et une perpétuation de l'être par son action sur la nature ».

Marx, tout pétri de la pensée hégélienne, lance l'idée que le travail est l'essence de l'homme, que toutes les activités de consommation, si elles sont prises comme but final, dégénèrent fatalement en activités animales. Pour Marx, qu'est-ce que le

## Le travail et l'homme

travail ? C'est « un acte qui se passe entre l'homme et la nature : l'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. » p.023 (*Capital*, I. p. 180-181.) En même temps qu'il agit sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillaient.

Proudhon, qui ne parviendra jamais à se débarrasser d'une certaine nostalgie de l'artisanat, insiste sur trois idées. 1. D'abord, l'idée de l'unité du travail. Le travail est un et identique dans son plan et indéfini dans ses applications comme la création elle-même. 2. L'idée de la primauté morale du travail. Par le travail bien plus que par la guerre, l'homme a manifesté sa vaillance. Par le travail bien plus que par la piété marche la justice et si quelque jour notre agissante espèce parvient à la félicité, ce sera encore par le travail. 3. L'idée de la primauté intellectuelle enfin : « celui qui a son idée dans le creux de la main est souvent un homme de plus d'intelligence, en tout cas, plus complet que celui qui la porte dans sa tête, incapable de l'exprimer autrement que par une formule. » (*De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, VI<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> études.) Pour Proudhon, l'*homo faber* n'est devenu *homo sapiens* que parce qu'il avait d'abord été *faber*. Ces trois idées mènent à une revendication qui ne se taira plus : celle du droit à l'indépendance. Si le travail est libre de sa nature, d'une liberté intérieure, il a droit à une liberté extérieure.

Marx, lui, analyse en détail la quadruple aliénation du travailleur. Aliéné par rapport à la nature dont il est coupé, aliéné par rapport à l'espèce dont il est isolé, aliéné par rapport à son travail où il étouffe, aliéné par rapport aux produits de son effort dont il est spolié. Il arrive à cette conclusion pessimiste : « L'ouvrier, loin d'y être heureux, s'y sent malheureux. Il n'y

## Le travail et l'homme

développe aucune énergie libre, ni physique, ni morale, mais y mortifie son corps et y ruine son esprit. Et c'est pourquoi l'ouvrier ne se sent chez lui que lorsqu'il a quitté son travail. »

Marx dit encore : « Un certain rabougrissement du corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale, en même temps que par la division qui lui est propre, elle attaque l'individu à la racine même de sa vie. » (*Capital*, II, p. 52.)

<sup>p.024</sup> Le travail qui aboutit à faire de l'homme ce que Marx appelle un homme parcellaire, par opposition à l'homme intégral. Mais en face de ces notations pessimistes s'inscrit une espérance, celle que la fin de l'aliénation sociale permettra la fin de l'aliénation technique, que l'homme parcellaire disparaîtra en faveur de l'homme intégral dont Marx annonce l'avènement. « La grande industrie, dit-il, oblige la société sous peine de mort, à remplacer l'individu morcelé porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral, qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises. » (*Capital*, II, p. 165.) Ainsi, finalement, Marx rejoint Proudhon dans une aspiration polytechnique.

Ces idées, lancées par Marx et Proudhon vont pénétrer peu à peu la conscience ouvrière et la pensée des révolutionnaires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Mais elles les pénètrent très inégalement. Ce que les masses ouvrières retiennent de l'enseignement de leurs deux grands maîtres à penser, c'est d'abord l'idée de la souveraineté légitime du travail,

## Le travail et l'homme

qu'elles interprètent comme menant à la souveraineté légitime des travailleurs.

Les syndicalistes, et particulièrement les syndicalistes révolutionnaires, veulent assurer la souveraineté du travail dans l'usine et dans la cité. La formule de : la mine aux mineurs, les phrases de la Charte d'Amiens, l'idée de démocratie sociale, celle de contrôle ouvrier, vont toutes dans le même sens.

Nul ne peut nier l'efficacité réformiste de ces formules qui ont abouti à la création d'un droit du travail, d'une médecine du travail, et à la création d'organisations comme le Bureau international du Travail dont la charte proclame que le travail n'est pas une marchandise, ni un article de commerce. Mais si l'efficacité réformiste de ces formules est certaine, l'espoir révolutionnaire de la fin de l'homme parcellaire et de l'avènement d'un homme intégral semble ne pas s'être suffisamment précisé. La plupart des socialistes se sont bornés à répéter ce qu'avait dit Marx ou Proudhon. Peut-être chez Kautsky et chez Jaurès trouve-t-on un effort pour essayer de préciser cet espoir.

<sup>p.025</sup> Mais on se borne en général à répéter que la fin de l'aliénation sociale entraînera *ipso facto* la fin de l'aliénation technique. Il faut attendre *La joie au travail* d'Henri de Man, en 1929, pour qu'un penseur socialiste essaie de définir les modalités nouvelles de ce que beaucoup de socialistes présentent comme une résurrection.

Parallèlement, un certain nombre d'intellectuels cherchent, eux, dans le travail, le principe d'un renouvellement moral et culturel de la société.

Une nouvelle morale d'abord. On célèbre la valeur créatrice du

## Le travail et l'homme

travail, opposée à la guerre et au jeu. On exalte le goût du travail bien fait, la conscience professionnelle, un nouvel honneur, de Péguy à Pierre Hamp. Dans un roman récent de Pierre Hamp, j'ai encore trouvé cette phrase : « L'homme qui travaille au millième n'a pas d'écart de conscience. Sa perfection professionnelle se retrouve dans sa dignité de vie. » (*Kilowatt*, p. 379.)

On voit dans le travail le moyen de réconcilier les hommes, le principe d'une nouvelle communion. Les expositions universelles prennent la suite des pèlerinages et des jubilés. Certains sociologues constatant que la vie moderne disloquait la famille, comptent sur les groupements professionnels pour assurer à la société une nouvelle cohésion.

Toutes ces idées se trouvent admirablement résumées dans une conférence de Charles Andler, en 1912, sur la *Civilisation socialiste*. « Il y a une moralité de la chose créée qui atteste celle du créateur et réagit ensuite sur lui. Une moralité de producteur naît du travail lui-même, par une éducation du goût qui s'épure et devient plus rigoureux à mesure que la méthode de travail est devenue elle-même plus précise. Cette moralité issue d'un travail de plus en plus qualifié et qui transforme toutes choses autour d'elle comme par rayonnement, nous dirons qu'elle est la nouvelle moralité socialiste. » Elle développera le sentiment de la solidarité entre les hommes, le sentiment de la conquête de l'homme sur la nature ; elle aboutira à un nouvel état d'esprit, aimant et prodigue, comme celui de l'artiste, énergique et ascétique comme celui du savant.

Un disciple de Sorel, Edouard Berth, développant la même idée, affirme que « la cité ne pourra être reconstruite que sur la base du travail, jouant le rôle que jadis la guerre assumait dans la cité »<sup>p.026</sup>

## Le travail et l'homme

héroïque. Au héros de l'Antiquité, comme au saint du Moyen Age et au citoyen moderne doit succéder le travailleur social. »

Se dessinent aussi l'idée d'un humanisme du travail, au-delà de l'humanisme classique, au-delà de l'humanisme chrétien ; une culture fondée sur l'effort créateur ; l'idée d'une esthétique du travail exaltant ses martyrs, avec Constantin Meunier, ou misant sur un retour à la liberté de l'art. Toutes ces idées se trouvaient développées à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. A ce moment, on a bien l'impression qu'on marche vers une souveraineté du travail.

Parvenu là, je pourrais m'arrêter, conclure, mais je pense que l'histoire faillit à sa tâche si elle n'applique pas ses méthodes d'analyse au passé le plus récent. Il me faut donc maintenant ajouter une série d'observations qui justifieront le point d'interrogation que je plaçais au début de cette conférence.

Alors qu'on pouvait croire que la souveraineté du travail s'annonçait, brusquement tout est remis en question. La primauté réclamée pour le travail est contestée sur différents plans.

D'abord (et je n'oublie pas que je parle à Genève), dans la pédagogie nouvelle. Elle met au premier plan, comme expression de la personnalité et comme méthode de formation le jeu plutôt que le travail, l'activité libre et désintéressée plutôt que l'activité imposée et productrice.

Après la pédagogie, l'enseignement des événements contemporains. Le fait brutal, il faut bien le constater, c'est que depuis un demi-siècle, la souveraineté du travail, telle qu'on l'entendait dans les milieux socialistes, n'a réussi à s'instaurer nulle part.

## Le travail et l'homme

En Occident, au lendemain de l'autre guerre, lorsque les socialistes ont eu à préciser (un peu trop rapidement) leurs formules constructives, l'idée de nationalisation tripartite représente déjà un recul de l'idée de souveraineté du travail. A côté des représentants des travailleurs, on fait place aux représentants des consommateurs ou des usagers de l'État ; voyez la définition proposée par Charles Gide et adoptée par la C.G.T. française. « L'entreprise est nationalisée lorsqu'elle n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la communauté et qu'elle n'a d'autre but que de <sup>p.027</sup> procurer aux consommateurs le maximum d'utilité et d'économie. » Cette définition ne mentionne même plus le mot de travail. Rétrospectivement, le combat que nous avons mené de 1934 à 1939 pour un Plan du Travail, me paraît un peu comme un combat d'arrière-garde.

D'autre part, en Russie soviétique il semble qu'aujourd'hui l'évangile de Zola soit consacré vérité officielle. Nous savons que la constitution soviétique fait du travail une obligation, qu'elle a repris la vieille formule : qui ne travaille pas ne mange pas. Mais la question qu'il faut bien poser est celle-ci : la souveraineté du travail est-elle la souveraineté du travailleur sur le lieu du travail ? La boîte à idées n'est sans doute pas un instrument de souveraineté pour celui qui y jette une suggestion ; les convulsions douloureuses des conseils ouvriers de Hongrie ou de Pologne prouvent que le problème n'est pas résolu. L'enthousiasme à la production doit être suscité par des moyens extérieurs. L'U.R.S.S. demeure aux prises avec le problème de l'aliénation technique, commun à toutes les sociétés de type industriel.

A ce bilan de l'histoire contemporaine, il me faut ajouter encore

## Le travail et l'homme

quelques observations empruntées à des sociologues et à des psychologues.

Du côté des intellectuels, je retiendrai deux témoignages : en premier lieu celui du sociologue français Maurice Halbwachs, qui, étudiant les réactions de l'ouvrier au travail, est arrivé à cette conclusion que cet ouvrier, au contact permanent de la matière inerte, est condamné par la nature même de son travail à perdre une partie de son humanité. Isolé, il devient de plus en plus incapable de vie sociale <sup>1</sup>.

En second lieu celui de Simone Weil qui, ayant travaillé en usine, a clamé la solitude de l'ouvrier devant la machine. A ceux qui proclamaient la possibilité d'une culture fondée sur le travail, elle répond brutalement : rien n'est moins instructif qu'une machine. On est là pour obéir et pour se taire. Poussant plus loin sa remarque, elle ajoute : la révolution sociale elle-même n'y p.028 pourrait rien changer. « Il y a dans le travail des mains et en général dans le travail d'exécution, qui est le travail proprement dit, un élément irréductible de servitude que même une parfaite équité sociale n'effacerait pas. » (*La condition ouvrière*, p. 261.)

A cette condamnation lancée par une intellectuelle répondent des condamnations venues des milieux ouvriers eux-mêmes. Celle de Navel, par exemple, qui décrit l'ouvrier pris entre la crainte de manquer de travail et l'horreur du travail qui lui est imposé : le travail mécanisé, parcellaire, réduit en miettes dont parle Friedmann.

Navel écrit : « Le travail ne justifie rien. Le travail justifie le

---

<sup>1</sup> Maurice Halbwachs. *Les classes sociales*. Paris 1939.

## Le travail et l'homme

charron dans un village. Incontestablement, il voit les services qu'il rend. Il justifie l'artisan, le menuisier, le plombier, l'ébéniste qui voient la tête de leur client. Il ne justifie pas le travailleur de la grande industrie qui produit pour la guerre ou pour les besoins de luxe de la classe privilégiée et qui produit une pièce en ignorant où elle va dans l'ensemble de la machine. » (*Travaux.*)

Devant ces analyses pessimistes, devant ces révoltes désespérées, on réalise brusquement que la psychologie de l'ouvrier est peut-être beaucoup plus proche de celle de Tolstoï que de celle de Zola.

Certains socialistes d'ailleurs, il faut le reconnaître, avaient eu des inquiétudes ; Jules Guesde, par exemple, qui, s'adressant aux syndicalistes, leur avait dit : « Vous vous trompez lorsque vous pensez que vous créerez une société où l'homme sera libre. A la porte de cet atelier, le travailleur, qu'il soit directeur, mécanicien ou homme de peine, dépose sa volonté et son individualité pour n'être plus qu'un rouage plus ou moins automatique, plus ou moins important d'un mécanisme immense qui le domine et le fait mouvoir. »

Un disciple de Marx qui devint son gendre, Paul Lafargue, dans une série d'articles publiés dans *L'Égalité*, et réunis sous ce titre provocateur : « Le droit à la paresse » s'était attaqué, avec un humour quelque peu sacrilège, à cette religion du travail qu'il sentait monter. « Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa <sup>p.029</sup> suite les misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion furibonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. »

## Le travail et l'homme

Et Lafargue ajoutait, irrespectueusement : « Jéhovah, le Dieu barbu et rébarbatif, donne à ses adorateurs le suprême exemple de la paresse idéale ; après six jours de travail, il se repose pour l'éternité... »

Je me garderai bien d'aller aussi loin que Lafargue, mais tout se passe cependant comme si, aujourd'hui, dans la société qui est sous nos yeux, de nombreux travailleurs acceptaient, résignés, l'aliénation sur le lieu de travail, avec l'espoir de pouvoir vivre en hommes une fois leur travail terminé.

De l'aliénation à la jouissance, dit Pierre Naville dans un ouvrage récent sur Marx ; mais le titre — et il l'a senti — peut aussi s'inverser : de la jouissance à l'aliénation.

Chez beaucoup d'hommes, ce n'est pas le travail qui exprime les aspirations profondes, mais le loisir et ce qu'ils y mettent. Ainsi, de nouveaux dieux apparaissent : le sport, le jeu, l'art, les techniques modernes de distraction.

Civilisation du travail ou civilisation du loisir ? On a déjà posé la question. Peut-être ne faut-il pas aller trop loin dans cette opposition. Je ne crois pas qu'il faille remplacer un mythe travailliste, comme on l'a dit, par un mythe ludiste. Il est possible que des synthèses nouvelles s'opèrent. Thierry Maulnier écrivait récemment que l'homme de demain occuperait peut-être une partie de ses loisirs à jouer et travailler. C'est le sens profond du bricolage, qui est tellement populaire dans les milieux ouvriers. Mais nous aboutissons tout de même à quelques constatations sévères.

Jadis on adhérait, dans les milieux ouvriers, à l'idée de la souveraineté du travail ; on croyait qu'elle assurerait la

## Le travail et l'homme

souveraineté du travailleur dans l'usine et dans la cité. Mais aujourd'hui le travailleur refuse la souveraineté du travail sur sa propre vie car il a le sentiment de n'être homme que hors du travail. A l'aliénation subie (et quelquefois combattue) sur les lieux de travail, risque cependant de s'ajouter une autre aliénation, souhaitée et recherchée dans le loisir.

p.030 En guise de conclusion, je me bornerai à proposer trois idées :

La première concerne l'histoire. De cette revue des idées et des faits à travers les siècles se dégage, me semble-t-il, un sentiment d'humilité pour les intellectuels, plus particulièrement pour les philosophes. Celui que trop souvent les idées ont retardé par rapport aux faits. Trop souvent, les jugements des intellectuels ont porté sur des structures économiques et sociales périmées et dépassées.

Dans l'Antiquité, la politique des tyrans, et celle de Périclès, me paraissent avoir été, en matière de travail, infiniment plus hardies que les idées de Platon ou d'Aristote, plus ou moins marquées par la nostalgie du passé.

Au moyen âge, ce qui me semble avoir le plus contribué à transformer les idées sur le travail, c'est la montée des artisans et des commerçants, acharnés à opérer leur trouée dans un monde hostile.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les physiocrates s'obstinent à proclamer que seul le travail de la terre est productif, alors que la Révolution Industrielle a déjà commencé ; et Rousseau célèbre la liberté de l'artisan à la même époque, quand déjà la révolution industrielle fait éclater le cadre des métiers.

## Le travail et l'homme

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la pensée des socialistes et des syndicalistes est dominée par une conception du travail beaucoup trop influencée par le souvenir du travail artisanal.

Par une fâcheuse méconnaissance des réalités, le travail n'a jamais été autant exalté qu'à l'époque où il présentait au plus haut degré les tares que les philosophes de l'Antiquité lui avaient reprochées. L'apologie des métiers a coïncidé presque exactement avec leur agonie.

La seconde idée concerne l'individu. Henri de Man, dans un article publié après sa mort par la revue *Sources*, constatait qu'il n'y a pas de travail sans peine. Il ajoutait : « Tout effort comporte un élément de peine puisqu'il présuppose un renoncement à la satisfaction de certains instincts de paresse et de jouissance. D'autre part, le travail satisfait d'autres instincts, également inséparables de la nature humaine, à commencer par l'instinct créateur qui implique de la curiosité, du jeu, de la construction, de l'amour-propre, du désir de puissance, de la satisfaction esthétique et bien <sup>p.031</sup> d'autres éléments psychologiques encore. » Et de Man concluait : « Il faut reconnaître, entre ces deux aspects de la disposition de l'homme à l'égard du travail, l'existence sinon d'une contradiction, tout au moins d'une polarité, partant d'une tension. » Et il demandait « de faire de la tension entre les deux pôles une source d'énergie psychique ».

Il faut, je crois, le faire en chaque individu. L'erreur du passé, de la plupart des penseurs de l'Antiquité notamment, a été de considérer qu'une partie des hommes devait être sacrifiée à la production. Aristote disait : « L'esclavage est un mal inévitable, du moins jusqu'au moment où les navettes marcheront toutes seules, et où les plectres feront d'eux-mêmes résonner les lyres. »

## Le travail et l'homme

Aujourd'hui, les navettes marchent toutes seules, les lyres aussi. C'est en chacun qu'il est possible de faire coexister les valeurs de travail et les valeurs de loisir. Mais cette affirmation est valable pour tous les hommes. Le métallurgiste d'Europe ou des Etats-Unis qui s'estime encore exploité doit prendre conscience du fait qu'il est privilégié par rapport aux coolies ou aux fellahs d'Afrique du Nord.

La troisième idée concerne l'avenir de la communauté humaine. Dans l'histoire universelle, l'originalité de notre civilisation d'Occident tient pour une grande part à l'importance qu'elle accorde au travail. L'homme blanc, c'est l'homme qui travaille ; c'est aussi hélas, celui qui fait travailler, bien au-delà de ce que réclame la satisfaction des besoins élémentaires.

Peut-être cette réalité ancienne est-elle en voie de se transformer. Les peuples qui jusque-là dédaignaient le travail y sont contraints par les gouvernements qui ne voient pas d'autre moyen d'assurer l'indépendance nationale.

Certes, en Occident, le travailleur n'est nulle part parvenu à la souveraineté qu'on lui promettait et qu'il espérait. Mais notre civilisation courrait un péril mortel si, déçue par cette constatation, elle recommençait à ne plus voir dans le travail que l'effet d'une malédiction.

Le travail reste pour elle la condition du salut et de la survie.

@

YOURI FRANTSEV

## LE TRAVAIL ET L'ACTIVITÉ CRÉATRICE DU PEUPLE <sup>1</sup>

@

p.033 Le fait que le thème *Le Travail et l'Homme* soit posé à ces Rencontres qui doivent unir les hommes de différentes conceptions, au nom de la paix et du progrès social, nous semble la manifestation d'une brillante tradition, qui remonte certainement au grand citoyen de Genève qu'est Rousseau.

Les organisateurs des Rencontres ont exprimé le souhait que « la session montre comment la notion même de travail, de simple exigence vitale en est arrivée à signifier une transformation radicale de l'existence humaine ». Pour nous, sociologues soviétiques, ce problème est fondamental, il pénètre, sans exagération, toute notre activité visant à étudier les phénomènes sociaux. Il suffit de dire qu'en plus de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., des Académies des Sciences des Républiques et d'un certain nombre de chaires des écoles supérieures, cent quatre-vingts instituts de recherche, qui ont mis au point plus de six cents thèmes, ont étudié en 1959 les questions du travail. Je profite volontiers de l'amabilité des organisateurs des Rencontres pour exposer certaines déductions des sociologues soviétiques sur l'un des aspects du problème soumis à l'examen de la session : le travail et l'activité créatrice du peuple.

La sociologie a constaté depuis longtemps que le travail de l'homme est devenu une force qui lui est étrangère, voire opposée.

---

<sup>1</sup> Conférence du 3 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

p.034 Ce processus de l'aliénation est la plus grande tragédie de l'histoire de l'humanité. Le travail a perdu son caractère d'activité créatrice. C'est justement la raison pour laquelle le trait fondamental de l'activité de la majorité des travailleurs durant l'histoire a résidé dans le fait que cette activité, comme l'a dit Marx, a perdu son contenu spirituel. Au cours de l'histoire de la société divisée en classes, le travail, pour la plupart des gens, est devenu un ensemble d'opérations exécutées plus ou moins automatiquement, en perdant sa vertu créatrice. Cela est reconnu même par les sociologues qui n'appliquent pas la méthode de Marx dans leurs travaux, comme par exemple Elton Mayo, un des fondateurs de la sociologie industrielle aux Etats-Unis, dans la plupart de ses livres consacrés aux problèmes de la civilisation industrielle mécanisée. Un de ces sociologues, M. Georges Friedmann, président de l'Association sociologique internationale, cite dans son livre *Où va le travail humain ?* les réflexions suivantes d'ouvriers français : « Huit heures de travail à l'usine suffisent pour épuiser l'énergie, la fraîcheur des forces, l'imagination »<sup>1</sup>. Comme le reconnaissent certains sociologues, cet état d'abattement accompagne le travail quotidien dont le principal défaut est que l'intérêt en est absent. La tâche de la société actuelle, comme le reconnaissent nombre de sociologues, consiste à susciter auprès du travailleur un intérêt créateur, à remplir le travail d'un grand contenu spirituel. Georges Friedmann qualifie à ce propos les sentiments qui s'emparent de l'ouvrier : « abattement du milieu technique et absurdité sociale »<sup>2</sup>. Le travail de l'ouvrier est privé du contenu spirituel, « il est

---

<sup>1</sup> G. FRIEDMANN, *Où va le travail humain ?* Paris, pp. 73, 68.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 73.

## Le travail et l'homme

déspiritualisé »<sup>1</sup>, écrit-il dans un autre livre. Cela semble un paradoxe.

En effet, le travail de l'homme est orienté vers un but ; l'homme se pose des objectifs déterminés et cherche à les atteindre. Et c'est cela le travail. C'est précisément cela qui distinguait en premier lieu l'homme, *tool making animal*, au début du paléolithique, de ses ancêtres animaux. Parmi les penseurs de jadis, Spinoza l'avait déjà compris, qui parlait dans *l'Éthique* (I<sup>e</sup> partie, théorème 36) p.035 du travail de l'homme comme impliquant un but. Il en a été ainsi durant toute l'histoire de la société, et c'est justement en cela que réside la grandeur du travail en tant que manifestation de l'activité créatrice de l'homme. Mais dans l'histoire de la société divisée en classes, les buts pratiques de tel ou tel travail n'étaient que techniques et ne s'associaient pas aux grands buts sociaux. Les buts directs du travail, sous le régime de l'exploitation, n'étaient pas compris, et ne pouvaient l'être, comme coordonnés au grand but social.

Le travail pour autrui habitua pendant des siècles les travailleurs à le considérer comme un moyen d'existence et non comme un but de l'existence. Les grands penseurs du passé rêvaient de l'époque où, dans une société mieux organisée, l'intérêt social serait prépondérant et où les « soins particuliers » diminueraient. Jean-Jacques Rousseau a écrit par exemple : « Mieux l'État est constitué, plus les affaires publiques l'emportent sur les privées, dans l'esprit des citoyens. Il y a même beaucoup moins d'affaires privées parce que la somme du bonheur commun fournissant une portion plus considérable à celui de chaque

---

<sup>1</sup> G. FRIEDMANN, *Problèmes humains du machinisme industriel*, 1946, p.363.

## Le travail et l'homme

individu, il lui en reste moins à chercher dans les soins particuliers. »<sup>1</sup> C'est une idée juste. Elle est proche des Soviétiques, dont le travail s'inspire d'idées analogues. C'est pourquoi je voudrais, ce soir, parler de l'expérience de mon pays dans ce domaine.

Dans la société soviétique, l'élimination du travail pénible, nuisible et non qualifié, la transformation du travail, d'obligation pénible en besoin vital de l'homme, le développement de l'automatisation et des autres formes du progrès technique sont accompagnés de l'élévation du niveau matériel et culturel du peuple et de la création des conditions réelles pour la solution de l'un des problèmes fondamentaux de la société humaine, c'est-à-dire de l'élimination des distinctions entre le travail manuel et le travail intellectuel. Mais cela ne signifie nullement que sous le communisme le travail manuel disparaîtra en général et que le travail, comme pensait Charles Fourier, deviendrait un jeu. Karl Marx, dans le manuscrit de la version préliminaire du *Capital*, a raillé cette idée de Fourier<sup>p.036</sup> sur le caractère du travail sous le communisme présenté comme un simple amusement. Il y a une autre voie de développement du travail. La puissance spirituelle du processus matériel de la production implique nécessairement la pensée créatrice de l'ouvrier, du kolkhozien, de l'employé, du savant. Le travail en U.R.S.S., surtout pendant la période de l'édification intense de la société communiste, acquiert un grand contenu spirituel. Quels sont les traits essentiels de ce processus ?

En parlant de l'édification de la nouvelle société, Lénine avait maintes fois souligné que « c'est seulement l'expérience collective,

---

<sup>1</sup> J.-J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, Livre II, chapitre XV.

## Le travail et l'homme

l'expérience de millions de gens qui peut fournir sous ce rapport des indications décisives, justement parce que pour notre cause, pour celle de l'édification du socialisme, l'expérience des centaines et des centaines de milliers d'individus des couches supérieures qui faisaient l'histoire jusqu'ici, aussi bien dans la société féodale que dans la société capitaliste, est insuffisante. Nous ne pouvons faire de même, précisément parce que nous comptons sur l'expérience de tout le monde, sur l'expérience des millions de travailleurs » <sup>1</sup>. L'élaboration du plan septennal et son exécution sont le résultat et la manifestation du processus de la transformation du travail, qui augmente en vitesse et en étendue, en une initiative personnelle de millions de gens. Les formes sous lesquelles se manifesta cette activité sont diverses. L'une des formes de cette initiative, ce sont les conférences de production qui se tiennent en permanence dans les usines. Dans une usine de construction de machines pour l'industrie chimique dans l'Oural, par exemple, 10-14 % du personnel participent constamment à ces conférences où sont débattues toutes les questions de la production. Tout le personnel participe littéralement à la discussion et à la solution des questions de la production, de la vie courante et de la culture. Plusieurs jours à l'avance on affiche dans les ateliers la liste des questions qui seront examinées à la prochaine conférence et tout est mis en œuvre pour recueillir à l'avance les propositions de tous les membres du personnel.

<sup>p.037</sup> Une autre forme, qui s'est manifestée il y a un mois seulement, mérite d'être signalée. Ce sont les commissions techniques qui s'occupent des questions de l'implantation des

---

<sup>1</sup> V. LÉNINE, *Œuvres*, t. 27, pp. 374-375 (russe).

## Le travail et l'homme

techniques nouvelles, de la mécanisation, de l'automatisation de la production, qui facilitent le travail. Dans certaines usines de Moscou, on a élu des dizaines de commissions analogues auxquelles participent ouvriers et ingénieurs, savants et économistes. En effet, l'automatisation et la mécanisation ne menacent pas de chômage les travailleurs soviétiques. La réduction de la journée de travail ne signifie pas une diminution des revenus. Au contraire, grâce au progrès technique, nous obtiendrons au cours des prochaines années le niveau de vie le plus élevé et la journée de travail la plus courte. En U.R.S.S., le progrès technique est en train de devenir l'affaire de tous les travailleurs, l'objet de leurs préoccupations et de leurs pensées créatrices.

Les entreprises industrielles et les chantiers possèdent environ 24.000 organisations de base des sociétés scientifiques et techniques que dirigent les syndicats. Le XII<sup>e</sup> Congrès des syndicats de l'U.R.S.S. (1959) a cité des chiffres éclatants qui nous ont permis d'apprendre qu'au cours des cinq dernières années, onze millions d'inventions et de propositions de rationalisation ont été l'œuvre des ouvriers, des ingénieurs et des techniciens. Il y a en U.R.S.S. différentes organisations syndicales, des comités syndicaux dans les entreprises qui disposent de plusieurs millions de militants, s'occupant directement des questions visant à améliorer les conditions de travail et à rendre le travail plus efficace.

Ce mouvement s'exprime aussi dans les différentes formes d'initiative des kolkhoziens. Des conseils techniques sont formés, par exemple, dans les kolkhozes. Un conseil analogue a été constitué au kolkhoze « Znamia Oktiabria » (« Le drapeau

## Le travail et l'homme

d'Octobre ») (district de Podolsk, région de Moscou). Avant d'examiner une question quelconque du travail kolkhozien au conseil technique, les rapporteurs consultent au préalable des ouvrages scientifiques, font connaissance avec l'expérience des autres kolkhozes, recueillent les propositions des kolkhoziens. La présidente d'un kolkhoze d'Ukraine, G. Bourkatskaia, députée au Soviet Suprême de <sup>p.038</sup> l'U.R.S.S., a dit : « Nous avons commencé l'étude de nos possibilités par équipes, par fermes. Les kolkhoziens ont participé activement à la révélation de nouvelles réserves. » <sup>1</sup> Les nouvelles possibilités de travail sont révélées par les kolkhoziens eux-mêmes : sur l'initiative des mécaniciens Alexandre Guitalov et Nikolai Manoukovski, un remarquable mouvement des masses kolkhoziennes s'est déployé dans tout le pays en vue de cultiver le maïs et le tournesol sans dépense de travail manuel.

Les conditions pour le développement de l'initiative de tous les travailleurs se trouvent dans le régime social soviétique lui-même ; ce développement a été possible parce que l'Etat soviétique et le Parti communiste de l'Union Soviétique ont créé des cadres remarquables non seulement dans le domaine de l'industrie mais aussi dans celui de l'agriculture : des cadres instruits, connaissant et aimant leur travail.

Le processus du développement du travail se manifeste également dans le fait qu'on voit grandir parmi les ouvriers et les kolkhoziens le nombre de ceux qui ont reçu une bonne instruction, le nombre des rationalisateurs et des novateurs, des gens qui savent penser d'une façon scientifique. Dans notre pays, 54 millions de personnes font actuellement des études. Chaque

---

<sup>1</sup> La *Pravda* du 15 février 1959.

## Le travail et l'homme

année, 2,5 millions d'ouvriers apprennent de nouveaux métiers, plus de 5 millions élèvent leur valeur professionnelle, 3,5 millions étudient dans les écoles du soir, dans des instituts et des écoles secondaires spéciales, sans abandonner leur travail. A la fin du plan septennal, 3 millions de personnes fréquenteront les écoles de la jeunesse ouvrière et rurale.

Cela change de plus en plus le visage des usines et des kolkhozes. A la fabrique de drap de Koupavino, aux environs de Moscou, qui figure parmi les entreprises qui ont pris l'initiative de cumuler le travail et les études, de 1950 à 1957, 433 personnes ont reçu une instruction secondaire de sept ans, 108 ont terminé l'école de dix ans, 235 une école secondaire textile, et 20 un institut. La plupart des ouvriers et des employés de la fabrique auront une instruction secondaire et beaucoup d'entre eux recevront une instruction <sup>p.039</sup> supérieure. Le kolkhoze « Progrès » (région d'Irkoutsk en Sibérie) compte 280 personnes aptes au travail, notamment dix enseignants, un ingénieur et un zootechnicien ayant une instruction supérieure ; le président du kolkhoze a une instruction supérieure incomplète ; le président du Soviet rural, les directeurs de la bibliothèque, du club, de la ferme et un zootechnicien ont une instruction secondaire spéciale ; 25 kolkhoziens ont une instruction secondaire complète et 50 une instruction secondaire incomplète. Le kolkhoze « Staline », dans la région de Vinnitsa en Ukraine, compte 8.500 habitants. Au village travaillent 62 enseignants, 36 travailleurs de la santé publique, 29 spécialistes des établissements culturels et d'usage public. Les écoles sont fréquentées par 969 élèves. Ces dernières années, 1.690 habitants ont reçu une instruction secondaire et 187 une instruction supérieure. Il y a 427 spécialistes de l'agriculture.

## Le travail et l'homme

La réforme de l'école secondaire, sa polytechnisation joueront un grand rôle dans l'union des études et du travail, dans l'accroissement du bagage scientifique de tous les travailleurs ; elles se répercuteront également sur l'extension du travail de l'homme, l'enrichissant de plus en plus de pensée scientifique.

Le caractère universel de l'activité des individus sur la base des forces productives existantes se manifeste de plus en plus dans l'initiative qui se développe au travail <sup>1</sup>. En quoi l'activité de l'individu devient-elle capable de briser l'ancien cadre de la division du travail ? C'est un grand problème sociologique. Comme le reconnaissent certains sociologues, il faut briser le cadre étroit de la division du travail ; c'est la condition du progrès social et intellectuel de l'homme. Dans la société soviétique, l'activité de l'homme revêt un caractère de plus en plus universel sur la base de la profession donnée. Le processus de développement du travail se manifeste dans le fait que l'homme est de plus en plus, dans une plus ou moins grande mesure, l'organisateur du processus du travail, un maître diligent qui sait penser non seulement à l'échelle de son équipe, du kolkhoze ou de l'entreprise, mais aussi apprécier dans l'intérêt de l'Etat ses tâches et ses succès.

<sup>p.040</sup> Lorsque tel kolkhoze, telle usine, telle équipe au kolkhoze ou à l'usine, dresse son plan et étudie les possibilités réelles de son exécution avant terme en partant des tâches de l'Etat et des plans nationaux bien compris, cela se répercute d'une façon convaincante sur l'activité de chaque kolkhozien et ouvrier. La lumière de la grande tâche sociale éclaire l'activité pratique quotidienne de chaque travailleur. Dans chaque œuvre, chaque

---

<sup>1</sup> MARX et ENGELS, *Œuvres*, t. 3, p. 441 (russe).

## Le travail et l'homme

travailleur soviétique reconnaît, dans tout son éclat et concrètement, le but social de son travail quotidien. N. S. Khrouchtchev a dit que « le travail quotidien à l'usine, dans la mine, dans les champs, c'est justement la lutte pour le communisme. Il importe de comprendre que l'édification du communisme est une chose terrestre, humaine, l'œuvre de millions de travailleurs »<sup>1</sup>. Les buts directs du travail de chaque Soviétique sont en même temps la part intégrante de tout le processus de la marche de la société vers le communisme.

Dans le travail, l'homme continue à se transformer ; on voit s'élargir son horizon social, s'affermir la conscience que prend l'individu de sa place dans la société, de l'importance sociale de son travail et de toute son activité quotidienne pratique. Le travail de chacun au cours de l'édification intense de la société communiste devient de plus en plus une œuvre sociale. C'est précisément la raison pour laquelle les travailleurs d'avant-garde sont des hommes politiques et des personnalités publiques ; élus aux Soviets, ils reçoivent du peuple les mandats de députés au Soviet Suprême et dans les organes locaux du pouvoir, ils se voient décerner le titre de Héros du Travail Socialiste. Le peuple considère le travail comme une activité sociale. Le Soviétique voit mûrir en lui, dans les œuvres pratiques, un collectivisme élevé, la conscience de l'importance de son travail et de son lien avec le travail du collectif donné et de tout le peuple, et ensuite avec le travail des autres peuples de tout le système socialiste mondial. La compréhension par chaque travailleur de la grande importance sociale de son travail est une source de vive satisfaction morale.

---

<sup>1</sup> La *Pravda*, du 14 février 1959.

## Le travail et l'homme

p.041 Je me permettrai à ce propos d'évoquer brièvement la question des stimulants matériels et moraux du travail, question qui a été soulevée au XXI<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. L'interdépendance de ces stimulants exprime la dialectique d'un processus social. Le Soviétique est personnellement intéressé, au point de vue matériel, à accroître son initiative au travail. Cela lui procure, à lui et à sa famille, le bien-être. En travaillant mieux, il gagne davantage. Par ailleurs, les stimulants moraux acquièrent une importance de plus en plus grande. La répartition selon le travail joue un grand rôle éducatif en disposant chacun à avoir l'attitude envers le travail qui triomphera sous le communisme. C'est précisément le système de la répartition selon le travail, la combinaison des stimulants matériels et moraux, qui créent les conditions qui permettent à la société d'apprécier moralement la négligence, ou au contraire l'honnêteté des travailleurs.

L'effet du stimulant moral du travail se manifeste dans le fait que celui-ci, pendant la période du passage au communisme, devient une œuvre sociale et est l'objet de l'attention continue de l'opinion publique. L'intérêt matériel des gens pour les résultats de la production est d'une grande importance éducative dans la société socialiste et garantit le soutien moral de la société et l'évaluation de la quantité et de la qualité du travail de chacun. L'application conséquente du principe du stimulant matériel, de la rémunération d'après le travail, est en même temps, dans la société socialiste, un moyen d'éducation morale. L'opinion publique éduque dans l'homme les stimulants moraux du travail, car celui-ci devient une valeur morale. « Dans notre pays, conclut N. S. Khrouchtchev dans son rapport au XXI<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., le travail social est devenu d'ores et déjà l'expression des nouveaux

## Le travail et l'homme

rapports socialistes entre les gens, l'indice des hautes qualités morales de l'homme. » <sup>1</sup> Le besoin de travailler selon ses capacités devient pour chacun un impératif intérieur. A ce propos, je voudrais attirer votre attention sur l'exemple de l'ouvrière Gaganova. La presse occidentale a déjà écrit à propos de Valentina Gaganova : p.042 « Elle est chef d'équipe au combinat cotonnier de Vychni-Volotchek, ville située entre Moscou et Leningrad. Elle avait tout pour être heureuse de son sort. Il n'y avait pas de meilleure équipe que la sienne. Elle figurait toujours en première place du tableau d'honneur et touchait un salaire élevé. Mais Valentina Gaganova n'était quand même pas satisfaite parce qu'elle se désolait de l'insuccès des autres. Elle fit donc le sacrifice de son haut salaire et demanda à prendre la tête d'une équipe retardataire afin de l'élever peu à peu, grâce à son savoir-faire, au niveau de l'avant-garde. » Nous avons lu cette description dans le journal français *Le Monde* du 12 août. L'auteur de cet article a même inventé le terme « gaganovisme », car il sait que l'initiative de Gaganova n'est nullement un exemple isolé. Des centaines et des milliers de Soviétiques font de même. Mais il n'est pas besoin d'inventer des termes ; ce qui compte, c'est de saisir le sens du phénomène social. Lorsqu'il s'agit des sociologues et des journalistes occidentaux, nous nous heurtons trop souvent à une incompréhension naturelle ou feinte des phénomènes de la vie sociale soviétique. L'auteur de l'article sur le « gaganovisme » n'est pas une exception heureuse. Selon lui, l'explication est très simple : « En attendant l'abondance, il faut travailler de plus belle, réaliser avant terme le plan septennal et pour l'heure, c'est cela

---

<sup>1</sup> KHROUCHTCHEV, *Les chiffres de base du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1959-1965*, p. 112 (russe).

## Le travail et l'homme

surtout qui compte. » Lorsqu'il s'agit de la vie en Occident, certains sociologues et journalistes des pays occidentaux aiment à raisonner à chaque occasion et sans aucune raison sur les valeurs morales, et les voient là où il n'y en a pas. Mais lorsqu'il s'agit des Soviétiques, ces sociologues et publicistes oublient toute notion de valeur morale. Ils donnent de la société soviétique une caricature primitive, comme les dessins de l'époque néolithique, avec ses traits géométriques. En réalité, il s'agit de l'aspect moral du travail, du fait que le travail est devenu une valeur morale. Celui-ci procure une grande satisfaction morale et l'homme cherche à ce que le travail lui procure cette satisfaction.

Le travail devenant une valeur morale, il est tout à fait naturel que dans les équipes, dans les usines et les kolkhozes, les travailleurs, surtout les jeunes, lorsqu'ils dressent les plans de leur travail, examinent en même temps les questions de la morale en général, <sup>p.043</sup> se posent de hautes exigences morales concernant non seulement le travail mais aussi la vie courante, la famille, leur développement intellectuel et leur instruction.

Marx a insisté sur l'importance de la science : «... Le degré de développement du capital fondamental montre jusqu'à quel point les connaissances sociales en général, la science, sont devenues une force productive directe et de là jusqu'à quel point les conditions mêmes du processus social de la vie sont soumises au contrôle de l'intellect commun et sont transformées conformément à ses exigences. » <sup>1</sup>

Dans la société soviétique, les différents aspects du processus de la vie sociale sont soumis de plus en plus à l'effet conscient et

---

<sup>1</sup> Extrait des manuscrits inédits de Marx. *Bolchévik*, n° 11-12, 1939.

## Le travail et l'homme

au contrôle de l'intellect. C'est justement dans ce sens que se développe l'initiative des masses et c'est précisément cela qui forme le contenu spirituel accru de l'activité pratique de l'homme.

La science donne au travailleur soviétique non seulement le pouvoir sur la nature, mais en même temps la compréhension du lien indissoluble de son œuvre avec toute la société, la détermination des succès de certaines branches de la production par les victoires des autres branches. Là réside en premier lieu l'importance sociale des sciences naturelles dans la société soviétique. En apprenant, par exemple, les rudiments de la chimie, le paysan soviétique d'aujourd'hui comprend quel rôle jouent les ouvriers des différentes industries dans la fertilisation de son champ. Il voit se dresser devant lui non seulement les maillons du processus technologique, mais aussi l'interaction des phénomènes sociaux qui aboutit au résultat escompté. Dans la société soviétique, la science parle de la nécessité d'unir les efforts de tous, de l'importance de l'échange des connaissances et de l'expérience dans la société. C'est ainsi que s'élargit le cadre, semble-t-il, d'une profession étroite, qu'une idée créatrice l'imprègne, que son contenu s'enrichit, que s'élargit l'horizon du travailleur.

Dans la société soviétique, le processus du travail est en même temps un processus d'acquisition continue des connaissances. C'est <sup>p.044</sup> pourquoi il n'est pas rare que les entreprises soviétiques disposent d'une base scolaire. Le kolkhoze « Rossia » (« La Russie ») du territoire de Stavropol possède une école secondaire formant des zootechniciens et des mécaniciens. On envisage d'ouvrir prochainement une filiale de l'Institut d'agriculture de Stavropol qui permettra aux kolkhoziens de s'instruire le soir. Les

## Le travail et l'homme

kolkhoziens estiment que dans quelques années, la plupart d'entre eux auront une instruction spéciale. Il va sans dire que ces choses-là se rencontrent plus souvent dans les usines. C'est ainsi que l'usine des roulements à billes N°1 de Moscou possède comme beaucoup d'autres entreprises une école de la jeunesse ouvrière, une école secondaire, une école technique, la filiale d'un Institut de mécaniciens. Une attention particulière est réservée à l'instruction technique et générale des ouvriers travaillant dans les lignes automatiques et les ateliers automatisés. Cela est tout à fait compréhensible vu que le travail pénible y est presque entièrement éliminé. L'ajusteur-opérateur qui commande le système complexe des machines et des appareils est devenu la figure principale de la production automatique. Dans l'atelier automatique, la quasi-totalité des ouvriers ont une instruction générale de 8-10 ans. Un ouvrier sur quatre fait des études secondaires ou supérieures. A l'usine « Faucille et Marteau » à Moscou, 16 ouvriers ont reçu l'année passée leur diplôme d'ingénieur dans un institut métallurgique, et la même année 50 ouvriers sont entrés en première année de cet institut sans abandonner leur travail. A l'usine de la chimie du coke à Kémérovo, en l'espace de sept ans près de 300 ouvriers termineront les écoles secondaires spéciales et plus de 100 les instituts.

La vie courante montre que l'homme a une attitude créatrice, active, envers le processus de production. A l'usine de caoutchouc synthétique à Voronège, un ouvrier sur trois est un novateur. Au cours des neuf premiers mois de 1958, on a mis en pratique dans cette usine 718 innovations. On a organisé dans les ateliers de cette usine des vitrines d'informations techniques qui font

## Le travail et l'homme

connaître les nouveaux livres, revues et traductions des ouvrages techniques étrangers dont la bibliothèque de l'usine est entrée en possession. L'usine publie chaque mois un « Bulletin du rationalisateur » et le <sup>p.045</sup> journal de l'entreprise réserve des pages spéciales aux nouvelles techniques, aux réalisations des novateurs des entreprises apparentées. Telle est, pour ainsi dire, l'atmosphère du travail à l'usine.

Dans la société soviétique, on attribue une grande importance non seulement aux sciences naturelles, techniques, mais aussi aux sciences sociales, dans le développement du travail. Elles expliquent aux hommes l'importance de leur activité, la nature des rapports sociaux et des forces sociales, les lois de l'évolution de la société.

Dans la société socialiste, l'homme connaît sa valeur sociale et culturelle et sa place glorieuse dans la vie de la société. Dans la société soviétique, les hommes ont conscience du sens réel et de l'importance de leurs efforts communs. Les Soviétiques envisagent des efforts communs, s'efforcent de les prendre exactement en considération, de calculer les délais nécessaires pour accomplir la tâche qu'ils se sont proposée. Comme l'accomplissement de ces tâches résulte de l'union des efforts de nombreuses forces, la mise en lumière du rôle et des possibilités de chaque collectif et de chaque homme dans la réalisation du plan prévu, ainsi que des tendances du développement en cours, devient la tâche primordiale du travail d'organisation. Seule la conception correcte de l'individualité de chacun peut assurer le succès du travail d'organisation.

Je n'ai cessé de parler du travail, mais l'initiative créatrice et l'activité de chaque Soviétique grandit également dans

## Le travail et l'homme

l'organisation des loisirs. On sait que l'activité des artistes amateurs en U.R.S.S. a acquis une énorme ampleur. Rien que les syndicats comptent actuellement 217 000 groupes d'artistes amateurs comprenant plus de 4 millions de personnes.

L'usine « Krasnoïé Sormovo » de la ville de Gorki possède des dizaines de groupes d'artistes amateurs : art dramatique, danse, chorales, sections de football, de volley-ball et autres sections sportives. On forme maintenant, dans les Maisons et les Palais de la Culture, des théâtres populaires, dérivés des meilleures troupes dramatiques. Les syndicats possèdent plus de 50.000 troupes de théâtre. Plusieurs de ces troupes ont été applaudies à Paris, Londres, New-York. Il est incontestable que l'accroissement des loisirs des Soviétiques accroîtra dans d'énormes proportions le nombre des <sup>p.046</sup> nouveaux écrivains. On verra se révéler de plus en plus, à côté des littérateurs professionnels, des gens qui consacreront leurs loisirs à la généralisation artistique de ce qu'ils voient dans la vie et dans leur travail quotidien. Quant au sport, il a déjà pris des proportions énormes. Rien que dans les rangs des syndicats, il y a 50.000 équipes sportives comprenant 8 millions de membres.

Le développement de l'initiative dans la vie spirituelle, dans le domaine de la science et de l'art modifie dans son ensemble le caractère du travail des membres de la société, l'enrichit d'un contenu spirituel.

La théorie scientifique à laquelle s'en tiennent les sociologues soviétiques a montré la place qui revient au travailleur dans l'histoire. C'est une idée maîtresse non seulement de l'économie politique mais aussi de la philosophie et de la sociologie marxiste-léniniste. Cette théorie a montré que le travail a créé l'homme. Elle

## **Le travail et l'homme**

a permis de comprendre l'activité de l'homme à toutes les époques : lorsqu'il fabriquait ses premiers instruments grossiers en pierre, dans la société primitive ; lorsqu'il bâtissait les immenses ouvrages de l'époque de l'esclavage ; lorsque le travail pénible du serf préparait l'apparition de la civilisation capitaliste et lorsque sont apparus le prolétariat et un nouveau régime social, le socialisme. Un tournant décisif se produira dans l'histoire de ce travail millénaire de l'homme lorsque le travail de chacun se transformera en une initiative développant toutes les forces physiques et spirituelles de l'homme et lui procurant joie et satisfaction.

@

LOUIS ARMAND

## VUES PROSPECTIVES SUR LE TRAVAIL <sup>1</sup>

@

p.047 Monsieur le Président, je dois vous remercier de vos aimables paroles. Une très grande partie de ce que vous avez dit est due, bien entendu, à la politesse et à l'amitié que vous portez, a priori, à un quasi compatriote. Mais j'accepte volontiers — voyez que je ne suis pas modeste — ce que vous avez dit sur l'aspect humain qui doit dominer, en effet, à notre époque, tout métier d'ingénieur. L'ingénieur construit le monde qu'il le veuille ou non. Et beaucoup d'ingénieurs seraient beaucoup plus heureux s'ils pouvaient travailler dans un domaine qui n'a pas d'influence profonde sur le monde, comme beaucoup de savants voudraient savoir que ce qu'ils découvrent ne dépassera pas le champ qu'ils s'étaient fixé lorsqu'ils ont choisi leur voie. Mais progressivement, et ceci s'est fait en moins d'une génération, l'ingénieur s'est rendu compte que, où qu'il soit, les neuf dixièmes de sa réussite, les neuf dixièmes de son effort, les neuf dixièmes du bilan de sa vie ont, en bien ou en mal, un effet sur le social, c'est-à-dire sur la construction de la société, qu'il s'agisse des outils qu'il produit pour la société, ou qu'il s'agisse de la mentalité de cette société du travail.

Lorsque vous m'avez demandé de venir à Genève, j'ai eu une hésitation. Non que j'hésitais à venir — j'avais regretté de ne pouvoir participer à vos travaux sur un autre sujet plus facile : p.048

---

<sup>1</sup> Conférence du 7 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

l'énergie — mais parce que je pouvais choisir deux voies : l'une aurait été très facilement académique et consistait simplement à reprendre le problème du progrès technique et du travail ; j'ai préféré vous présenter, non sous forme de conférence, et je vous prie de m'excuser, mais sous forme de causerie, ce que j'ai appelé *Vues prospectives sur le travail*. Et, par définition, les vues prospectives, parce qu'elles sont très ambitieuses quant à l'étendue, sont évidemment modestes quant à la profondeur ou quant aux conclusions dans chacun des domaines prospectés.

Je suis convaincu de la nécessité de ces tours d'horizon prospectifs et c'est pourquoi j'ai choisi cette forme d'exposé. Je vous prie de bien vouloir me pardonner de le faire dans une université, où la règle est plutôt de professer « ex cathedra ».

Peu de néologismes ont eu autant de succès que ce terme « prospectives ». Mais, comme à tout ce qui a du succès on lui fait dire beaucoup plus qu'il ne signifiait au début. C'est cependant une notion qui s'impose et qui est strictement de l'heure.

Qu'est-ce que cette notion ? C'est celle des vues d'avenir et d'avenir à long terme. « Long terme » d'ailleurs ne signifie pas un siècle, cela n'aurait pas de sens. L'expression « long terme » signifie « au-delà des préoccupations immédiates ». Si vous voulez « prospectives » s'oppose à « prévisions ». Les prévisions, en effet, peuvent être entrevues avec des méthodes habituelles et chaque spécialiste peut en faire dans son domaine avec une certaine probabilité de réussite.

La prospective, cela consiste à voir au-delà. Et ces vues prospectives se révèlent très différentes des prévisions en raison de l'accélération de l'histoire.

## Le travail et l'homme

L'accélération de l'histoire est une conséquence de l'accélération de la technique, elle-même conséquence directe de l'accélération des sciences. De cette accélération tout le monde parle, mais très peu en tirent des conséquences, et surtout des conséquences relatives à leurs propres domaines, parce qu'évidemment tous les problèmes sont beaucoup plus compliqués lorsqu'on veut bien tenir compte de tous les facteurs d'évolution qui peuvent jouer. Ces facteurs sont de deux sortes : il y a les facteurs propres au métier que l'on considère, mais il y a des facteurs qui se trouvent <sup>p.049</sup> en dehors du champ prospecté et qui vont avoir une interdépendance avec le champ propre. Et ce sont ces facteurs annexes qui, en fait, risquent de changer complètement les prévisions que l'on fait dans un certain domaine.

Autrement dit, la prospective consiste à voir plus loin que les difficultés immédiates, et surtout à voir autour de ses préoccupations propres pour accepter les répercussions que peuvent avoir sur le problème étudié les événements extérieurs.

En fait, on ne peut avoir de vues prospectives que par des travaux faits en commun, à condition que ceux qui travaillent en commun soient assez dégagés de leurs préoccupations propres pour accepter les difficultés qui résultent de la prise en considération de cet avenir qu'on peut qualifier d'éloigné, mais que l'accélération de l'histoire rapproche tous les jours.

Ces vues prospectives vont arriver à des conclusions assez différentes de celles des prévisions habituelles et nous en avons tous les jours des exemples. Le plus typique, et dans lequel je choisirai quelques illustrations, est celui de l'énergie.

Vous savez combien le problème de l'énergie a agité le monde

## Le travail et l'homme

depuis une dizaine d'années. On a d'abord cru à une pénurie d'énergie. Les meilleurs esprits ont conclu à l'arrêt de certaines civilisations faute d'énergie.

Puis, l'énergie atomique a apporté un grand espoir et on a cru pouvoir « programmer » le développement de l'énergie. Beaucoup d'économistes et de techniciens distingués ont travaillé sur ce sujet et sont arrivés à l'idée que l'Europe occidentale allait manquer d'énergie et qu'on devait prendre des mesures dans ce sens.

Or, moins de trois ans après ces prévisions et après l'application des mesures correspondantes, on se trouve face à un excédent d'énergie qui a été tellement brutal qu'il en résulte des conséquences très importantes et que vous connaissez. C'est l'exemple typique de la différence entre les prévisions et la prospective. Les prévisions ont été faites aussi sérieusement que possible ; on ne peut pas mettre en doute la bonne foi des gens qui, en Angleterre, en Allemagne, en France, aux Etats-Unis, ont conclu à la pénurie <sup>p.050</sup> d'énergie, et cependant, les phénomènes ont évolué différemment parce qu'il n'y a pas eu de vues prospectives du problème de l'énergie, c'est-à-dire qu'on n'a pas réuni autour d'une table des gens à qui l'on eût dit : « Faites part à vos collègues, non seulement de vos certitudes, mais également de vos appréhensions et de vos espoirs. » C'est précisément pourquoi nous n'avons pas pu inclure les problèmes relatifs au pétrole saharien dans ce bilan de l'énergie. Les résultats des recherches sahariennes n'étaient pas sûrs à l'époque, et les prévisionnistes ne voulaient compter que sur des résultats assurés. De même n'a-t-on pas assez tenu compte des économies réalisées chez les utilisateurs d'énergie, sur lesquelles on était moins bien renseigné que sur les productions.

## Le travail et l'homme

Je prendrai un autre exemple : la prospective consiste de temps en temps, à accepter de se projeter dans l'avenir, un tout petit peu plus loin qu'il n'est nécessaire pour assurer son propre métier. On arrive alors à des conclusions assez différentes. C'est ainsi qu'à la S.N.C.F. on manquait de voitures de voyageurs après la guerre. Les techniciens chargés de régler ce problème avaient conclu qu'on devait acheter des voitures qui permettaient de transporter le plus possible de voyageurs. L'essentiel était pour eux de donner satisfaction le plus rapidement possible aux demandes des voyageurs. Les voitures-couchettes ne leur paraissaient pas indiquées puisqu'elles transportent moins de monde. Ils avaient donc fait en cette matière une prévision très modeste et beaucoup pensaient que c'était une bonne utilisation.

La solution a été de leur dire : « Imaginez que vous avez quinze ans de plus, et dans quinze ans, vous présentez à votre fils — parce que l'enfant représente la prospective — un train pour Toulouse où les gens voyagent la nuit sans être allongés. » A la suite de cette projection de prospective, les mêmes ingénieurs ont alors multiplié par quatre le nombre de places-couchettes prévu et ces places sont largement utilisées.

Une société chimique a fait la même expérience pour son programme d'embauche de personnel de recherche. On a dit aux ingénieurs : « Placez-vous à quinze ans d'intervalle. Quel âge aura le personnel ? Que sera-t-il ? Dans quelle catégorie de travail p.051 pourra-t-il assurer un service normal ? » Et une quinzaine de jours plus tard ils sont venus avec des prévisions très différentes.

Rien plus que le problème du travail ne mérite un examen prospectif. Et nous pouvons féliciter les organisateurs des Rencontres internationales de Genève d'avoir choisi ce sujet qui

## Le travail et l'homme

sera constamment à la base des discussions sur les sociétés humaines et qui mérite des examens de plus en plus rapprochés, tant il évolue vite, en fonction des possibilités offertes par les techniques.

La première idée prospective sur le travail, c'est de se demander si les possibilités immenses qu'offre l'évolution de la technique sont bien utilisées pour organiser au mieux le travail dans nos sociétés. Cela résulte du premier tour d'horizon. Et c'est le tour de cette idée que je voudrais faire avec vous.

Qu'il s'agisse de professeurs, d'industriels, de syndicalistes, nous devons tous nous demander : avons-nous bien préparé l'utilisation des possibilités que la technique moderne va nous offrir dans les années qui viennent pour en tirer de meilleures *conditions* de travail ?

Le progrès technique, cela a été déjà dit mais on peut toujours le répéter, c'est une force qu'on ne peut pas ralentir. Je ne dis pas que ce soit une force du type de la radioactivité sur quoi rien ne peut agir, mais c'est une force du type de l'évolution. Elle est exactement le prolongement de l'évolution. L'homme est né imaginaire, l'homme a besoin d'appliquer son imagination, c'est au domaine technique que son imagination s'applique le plus facilement et le progrès technique est un phénomène qui va se développer.

Au début du siècle, certains pensaient que pour sauver des civilisations, pour sauver certaines valeurs, il fallait freiner le progrès technique. Mais l'expérience a prouvé que ce n'était pas possible. Il faut donc considérer le progrès technique comme ces forces que nous voyons constamment assurer devant nous la

## Le travail et l'homme

propagation et le développement de la vie : c'est dans son orientation que réside notre responsabilité et c'est essentiellement des progrès dans le domaine du travail qu'il faut s'occuper.

Peut-on, dans ce domaine, être satisfait ? Peut-on dire qu'on a fait beaucoup de progrès ? Là, il faut répondre non. On croyait <sup>p.052</sup> que la révolte des canuts contre Jacquard était de l'histoire ancienne, mais elle ne diffère pas de la réaction des dockers contre la mécanisation ou de la réaction de beaucoup d'ouvriers contre l'automatisation.

Nous n'avons pas réussi à dissiper cette réaction instinctive de défense du monde du travail devant le progrès technique, bien qu'il soit démontré maintenant que rien n'arrêtera sa marche en avant.

Il y a donc un écart considérable entre cette puissance presque aveugle du progrès technique et cette impossibilité devant laquelle nous sommes d'éclairer le monde du travail sur le progrès technique.

Autrement dit, cette réaction élémentaire du monde du travail s'élevant contre ce qui peut lui enlever un gagne-pain existe encore et domine beaucoup de réactions. Cela montre que nous n'avons pas réussi à gagner beaucoup de terrain dans le domaine de l'information, quoiqu'il y ait de moins en moins de gens qui protestent contre le machinisme.

Les incidences du progrès technique sont de deux sortes et cela explique la réaction défavorable du monde du travail. Il y a des effets directs tels que la suppression de certains emplois et — j'insisterai beaucoup sur ce point — la monotonie apportée par le progrès technique à certaines occupations. Ce sont les effets

## Le travail et l'homme

directs par lesquels le progrès technique se présente au monde du travail industriel. Donc, l'effet direct est défavorable. L'effet indirect, on le connaît, c'est qu'au total on pourra augmenter le standing de vie, en diminuant l'effort physique, mais l'effet général est masqué par l'effet direct. Et nous n'avons pas réussi à convaincre les intéressés et à les faire accepter d'une façon normale cette évolution qui leur est bénéficiaire, mais souvent seulement à terme, et surtout parce que ce ne sont pas les mêmes qui pâtissent et qui bénéficient.

Où nous apercevons bien que c'est là, en effet, le point délicat, c'est que le monde agricole a réagi tout différemment devant le progrès technique, et ceci contrairement à ce qu'on pensait généralement. Si l'on questionnait les gens en France, il y a une vingtaine d'années sur le progrès technique, en effet personne ne discutait de sa réussite dans le monde industriel parce qu'on connaissait les machines automatiques, l'organisation du travail, la chaîne de <sup>p.053</sup> Citroën, tandis qu'on doutait de l'adaptation de l'agriculture française au progrès technique.

Or, le résultat est inverse. L'agriculture — et c'est vrai aussi en Suisse — a mordu rapidement au progrès technique. Très vite les agriculteurs se sont habitués aux machines quelles qu'elles soient, depuis le monte-foin jusqu'à la faucheuse et la machine à arracher les pommes de terre. L'agriculteur s'y est mis brutalement et avec une certaine joie, et on peut dire une certaine fierté. Pourquoi ? Quand on achète une machine, celui qui l'utilise voit sa peine diminuer tandis que la joie du travail reste la même. L'agriculteur continue à organiser le travail dans son exploitation et il est toujours maître chez lui ; il a les mêmes problèmes, mais les tâches sont plus aisées. Par conséquent il a une réaction favorable

## Le travail et l'homme

vis-à-vis de l'effet direct de la modernisation. L'effet indirect, au contraire, il ne le voit pas et il est cependant important, et il aura des répercussions défavorables car, avec les machines on a et on aura dans l'avenir besoin de beaucoup moins de main-d'œuvre et que le père de famille ne pourra pas utiliser ses enfants à la campagne de la même façon qu'auparavant. En France, les paysans commencent maintenant seulement à s'apercevoir de cette répercussion indirecte de la mécanisation.

Il y a donc chaque fois un effet direct et un effet indirect, mais, suivant que l'on aborde le bon ou le mauvais, la réaction est différente. Et c'est une de nos responsabilités les plus importantes de savoir instruire et d'être honnêtes vis-à-vis des masses de travailleurs sur les répercussions du progrès technique.

Il y a un urgent effort d'information à faire si l'on ne veut pas voir se reproduire de très grosses erreurs. Il est anormal en effet que le monde du travail, qui est le plus intéressé par le progrès technique, soit le plus réticent vis-à-vis de celui-ci. Et de cela, notre siècle n'a pas lieu d'être fier.

Quelque chose de plus grave encore, c'est que le progrès technique ne met pas seulement en difficulté des individus, mais il peut mettre en jeu toute une profession. C'est un problème qui existait depuis longtemps mais dont la brutalité et l'importance ne font qu'apparaître.

<sup>p.054</sup> J'ai pris tout à l'heure l'exemple de l'énergie. Revenons-y et prenons le problème de la houille, un des plus typiques du travail. Le métier de mineur est un métier dur et dangereux. On a cru jusqu'à voici trois ans que l'avenir de l'Europe était lié à l'activité des mines, car on ne pensait pas pouvoir importer d'Amérique la

## Le travail et l'homme

houille qui manquait et l'on a fait du métier de mineur un véritable devoir national dans les pays charbonniers. Il y a encore moins de trois ans, les ingénieurs français cherchaient des mineurs en France, déplaçaient des familles du midi vers l'est, organisaient l'installation de travailleurs italiens. Les responsables syndicaux étaient appelés à appuyer cette action et à convaincre les hommes qui venaient à la mine qu'ils remplissaient une tâche, non seulement nationale, mais vraiment européenne, une tâche de solidarité. On leur avait démontré que le développement de l'Europe et le bien-être de tous étaient liés à leur production. Il ne s'agit pas d'un simple exemple pour cette conférence, les textes sont là et ils ne sont pas anciens. On a aussi organisé des écoles pour former des ouvriers mineurs ; on a formé les cadres pour les recevoir. Les industriels qui fabriquent des outils pour la mine ont étudié des outils pour perfectionner le travail du mineur et, en chaîne, tout un monde, d'une dizaine de milliers d'individus, s'est mis en marche pour extraire la houille.

Or, aujourd'hui, il faut se tourner vers ces hommes et leur dire : « Votre travail est inutile. »

Ces retournements que, sur le papier, on désigne simplement comme des « retournements de conjoncture », lorsqu'ils se situent dans le domaine du travail, sont tout autre chose qu'une substitution dans une statistique des calories-houille par des calories-pétrole ou des calories-gaz ; cela sonne très profond. Et lorsqu'il faut expliquer à des travailleurs qu'il faudrait envisager un autre métier et à des ingénieurs qu'il faut changer d'orientation, on mesure alors la responsabilité de ceux qui décident du travail dans la vie moderne. Nous avons là un exemple typique de cette responsabilité de la société vis-à-vis du travailleur qui caractérise l'époque actuelle.

## Le travail et l'homme

En effet, le contrat de travail n'est plus aujourd'hui considéré comme un contrat entre deux individus ou entre une entité et un p.055 individu. Il est de plus en plus considéré comme un contrat entre l'individu et une collectivité beaucoup plus grande, disons : une nation.

Ce qui caractérise ce phénomène, ce fut sa brutalité. C'est en quelques années que le phénomène s'est déclaré et il a atteint une telle échelle qu'on a pu lire dans les journaux des chiffres extraordinaires. En particulier : on envisage de réduire de 100.000 le nombre des mineurs dans la Ruhr. Je ne pense pas d'ailleurs que ce chiffre soit exact, mais l'ordre de grandeur est susceptible de déclencher des révolutions dans les esprits. Vous connaissez les problèmes qui se sont posés en Belgique, ce sont des problèmes avant-coureurs, à côté du grand problème qui se pose. Et cela, je le répète, en quelques années, jamais l'évolution des techniques n'avait produit de phénomènes aussi brutaux.

Ainsi M. le Président Jules Moch me permettra de rappeler un problème qu'il connaît bien et que j'ai eu l'honneur d'étudier avec lui : la coordination des moyens de transport. Il est de ceux qui l'ont posé à temps, et il n'a d'ailleurs pas été entendu. Mais, bien qu'on n'ait pas entendu ceux qui parlaient alors, on a eu trente ans entre le début de la maladie, si je peux ainsi m'exprimer, ou le début de la transformation des idées, et la grande crise. Et comme on avait du temps devant soi on n'a jamais bien résolu le problème, mais il ne s'est pas traduit par un drame du travail, parce que l'évolution a été lente. Il a coûté cher aux collectivités, plus ou moins cher dans les divers pays — car il n'y a pas de pays qui n'ait été atteint. Cela s'est traduit par une perte de substance, sans drame du travail. Tandis que la rapidité actuelle de l'évolution

## Le travail et l'homme

des techniques risque aujourd'hui de nous amener de véritables drames et le problème se pose de savoir si nous sommes bien placés, bien préparés pour résoudre de tels problèmes.

Il est important que l'on puisse répondre vite, positivement, à de telles questions, sinon on met en cause les principes mêmes de notre civilisation du travail.

Ne croyez pas qu'il n'y a que les techniques « largement dépassées », comme on a tendance à le dire pour la houille, qui soient sujettes à de tels raz-de-marée ; je peux citer un autre <sup>p.056</sup> exemple. Quand la France a constaté qu'elle pouvait au Sahara trouver des richesses, elle s'est aperçue que le Sahara représentait des milliers de kilomètres carrés et qu'elle n'avait pas de géologues à l'échelle de ces domaines. Nous avons donc fait de la propagande pour la formation de géologues. On a eu le temps de les former, puis les progrès de la technique sont arrivés et les géologues qui travaillaient autrefois au marteau et au chameau travaillent maintenant au scintillographe et à l'hélicoptère, par conséquent ils prospectent des kilomètres carrés là où les autres prospectaient des hectares. On a donc pu faire très vite le travail et je ne vous surprendrai pas en disant qu'on aura peut-être très vite à se poser un problème de reconversion.

Ne vous dites pas : nous sommes à l'abri de ces phénomènes parce que nous n'avons pas d'industries périmées. N'importe quoi peut devenir périmé, et surtout très vite. Pensez au problème du bois et de la matière plastique. Comment tout cela peut-il évoluer ? Ceux qui connaissent un peu les structures de prix de revient vous diront qu'il suffirait de peu de chose au point de vue fiscal pour que certaines industries disparaissent complètement. Et rapidement. Vous pouvez avoir une profession menacée et, avec

## Le travail et l'homme

l'interdépendance des techniques, cela se répercute dans quantité d'autres domaines, de ceux qui fabriquent l'outillage à ceux qui distribuent les produits fabriqués. Disons que le problème de la reconversion des travailleurs va devenir un des problèmes courants des années à venir. Dans beaucoup de cas, les techniciens — je parle des cadres — ont la quasi certitude qu'ils ne pourront pas faire toute leur carrière dans la voie qu'ils ont choisie.

On a dit : « Heureux le Père Eiffel qui était persuadé qu'après l'âge de la pierre viendrait l'âge du fer et qu'on allait définir la construction en fer pour des générations. » Qui peut dire la même chose du moindre matériau de construction ? Les tuyaux de plomb qui duraient depuis deux mille ans sont maintenant remplacés par le vinyle. Peu de gens l'avaient prévu. Combien y aura-t-il d'années de vinyle ? Il sera certainement dépassé avant deux mille ans...

Tous ces phénomènes, vous allez les retrouver lorsque M. Danilo Dolci fera sa conférence sur le « gaspillage et l'immaturité <sup>p.057</sup> technico-sociale », titre que j'ai beaucoup admiré parce qu'il faut un très grand courage, en effet, pour accepter la responsabilité de notre immaturité dans le domaine technico-social. C'est quelque chose de très important, dont il faut prendre conscience. Les syndicalistes disent : « Nous admirons sincèrement les ingénieurs lorsqu'ils inventent des appareils pour simplifier le travail. Nous avons l'impression qu'ils connaissent bien leur métier. Ils savent ce qu'il faut faire. Ils réalisent, ils mettent au point des appareils extraordinaires, et souvent très vite. Comment se fait-il que, lorsqu'il s'agit de prévoir un phénomène économique, nous ne trouvons pas l'équivalent, la personne compétente capable de faire des prévisions à l'échelle de notre carrière, de notre situation, de notre vie familiale ?... »

## Le travail et l'homme

Nous leur répondons que c'est plus difficile, mais ils ne le croient pas. Pour un esprit qui n'est pas habitué à la science, un calcul de réacteur atomique paraît très difficile, le calcul d'un avion paraît une chose inaccessible. Par contre, faire des prévisions sur des tonnes de houille, des tonnes-kilométriques de chemin de fer ou de transport routier paraît une chose accessible. Il est très difficile de démontrer que ceux qui font ces erreurs de prévisions n'y mettent ni légèreté ni mauvaise foi.

La conférence choisie par M. Danilo Dolci me paraît tout à fait la suite, ou le complément, des domaines que j'aborde ici.

Je vous ai dit : tout ceci va évoluer en chaîne. En effet, on ne peut même pas se tranquilliser en se disant : il n'y aura plus de mineurs, mais il y aura le gaz de Lacq, il y aura du gaz saharien, il y aura du fuel. Personne ne sait aujourd'hui comment s'introduira l'énergie atomique. Je le dis devant vous sans réserve, mais il y a des auditoires où l'on se ferait maltraiter de le dire aussi franchement. Les incertitudes de l'énergie atomique sont beaucoup plus grandes qu'on ne le croyait il y a quelques années. Et personne ne sait comment elle va se développer. Personne ne sait si elle n'arrivera pas au moment où l'on finira les derniers tuyaux de gaz, ou si au contraire elle n'apparaîtra que beaucoup plus tard. Rien n'est plus caractéristique dans ce domaine que la réaction de l'industriel dynamique par excellence qu'est M. Mattei, l'homme <sup>p.058</sup> qui a donné six pattes à sa louve pour faire la réclame du Supercortemaggiore. Mattei, l'homme du gaz italien, avait prévu, après son Agip pétrolière, une Agip nucléaire. Il pensait que l'énergie nucléaire allait déboucher rapidement. Il avait réuni des éléments de valeur. Puis, très brutalement, devant les volumes de gaz découverts, ces dernières années un peu partout, il a dissous

## Le travail et l'homme

son Agip nucléaire. Cela peut se faire à l'échelle d'une petite affaire qui débute, et peut-être a-t-il bien fait de la dissoudre avant que l'affaire prenne beaucoup d'importance, et cela vous montre l'incertitude dans un domaine qui cependant paraît le plus plein d'avenir.

Voilà donc un des éléments de cette solidarité qui existe entre le travailleur et la collectivité. Nous devons nous en féliciter sur le plan humain ; que le travailleur se sente utile à la collectivité va certainement dans le sens de l'amélioration de la dignité du travail, et nous avons tous fait de la propagande pour cela. Nous avons tous, chaque fois que nous l'avons pu, démontré à l'individu que non seulement il assurait la subsistance de sa famille, mais qu'il rendait service à la collectivité. Nous savons qu'à ce moment-là, l'individu s'élève d'un degré. Mais puisque nous acceptons ce supplément de transcendance, il faut en contrepartie que la société prenne la responsabilité de l'utilisation de l'homme.

Quand on examine le problème sous cet angle, on s'aperçoit que la notion de travail et toute l'évolution qu'elle va comporter est liée à l'unité économique que représente une collectivité. C'est la législation, la rémunération, les conditions générales du travail d'un individu qui définissent la collectivité à laquelle il est normal qu'il appartienne. Si bien que lorsqu'on veut aujourd'hui faire des unités, ce sont des unités économiques dont le travail est, si vous le voulez, la liaison, dont le travail est le ciment. Autrefois c'était la force du prince qui définissait l'unité politique ; aujourd'hui je suis persuadé que nous tendons vers des unités dont l'essentiel sera justement l'unité de considération que l'on a pour le travail.

Si bien que lorsqu'on veut faire ces nouvelles unités qu'on appelle des unités économiques, on ne peut réellement les faire

## Le travail et l'homme

qu'entre collectivités qui ont des niveaux de vie analogues, sinon p.059 les disparités apparaîtront qu'on le veuille ou non. C'est pourquoi le monde s'organise en fonction des divers niveaux de travail, un peu comme s'organise la matière en fonction des niveaux d'énergie.

Cette notion est celle qui sépare le plus les pays techniquement équipés de ce qu'on appelle les pays sous-développés. Il est impossible de ne pas parler de ce problème. On le retrouve autour de toutes les considérations que l'on développe jusqu'au bout, parce que, ce qui fait les pays sous-développés, c'est qu'on ne peut pas faire travailler beaucoup d'hommes à des tâches de haut rendement. La richesse d'un pays, c'est le produit d'un nombre d'heures de travail par le rendement de ces heures de travail, et, dans les pays sous-développés, ni l'un ni l'autre facteur ne sont favorables.

Au début, cela s'expliquait facilement puisque la terre était la richesse principale. Il suffisait qu'un pays ait une terre moins riche pour que le travail rende moins.

Ensuite se sont ajoutés les équipements de voies de communication, puis, progressivement, tous les équipements industriels. La Suisse est l'exemple le plus typique de l'enrichissement par l'équipement industriel. Mais les pays sous-développés n'ont rien, et en fait, ils seront pauvres tant qu'on ne pourra pas faire travailler les gens. Et c'est peut-être sur cette notion du travail qu'il y a le moins d'accord de pensée ; c'est peut-être dans ce domaine qu'on a le moins ouvert le débat, car il est très difficile, quand on n'appartient pas à leur collectivité, d'expliquer que l'essentiel pour s'enrichir n'est pas de recevoir des dons, mais de s'organiser pour travailler au mieux.

## Le travail et l'homme

Et cela est d'autant plus grave que les méthodes qui réussissent dans les pays très développés ne sont pas celles qui donnent les meilleurs résultats dans les pays sous-développés. Vous devinez ce dont je veux parler : lorsqu'on apporte à un pays sous-développé le dernier cri de la technique moderne, susceptible d'enrichir le Texas, on lui fournit une installation qui utilise très peu d'hommes. Et cela n'enrichit pas. Vous allez me répondre : Oui, mais cet équipement a demandé beaucoup d'heures de travail. C'est vrai, il a demandé des heures de travail d'ouvriers ou de cadres très p.060 spécialisés et c'est précisément ce personnel qui sera le dernier à naître dans les pays sous-développés.

Par conséquent, lorsqu'on met à la disposition des pays sous-développés le dernier cri de la technique, on fait travailler beaucoup plus de gens dans les pays déjà équipés pour construire ce matériel, qu'on ne fait travailler de gens dans les pays sous-développés.

Le problème n'a donc pas été posé en prenant une vue prospective qui serait la suivante : quel est le niveau d'équipement qui correspond au maximum d'utilisation de la main-d'œuvre dans le pays, c'est-à-dire à la mise au travail du maximum d'hommes de la collectivité la moins bien pourvue ?

Il n'est pas certain qu'on ne soit pas capable de trouver un intermédiaire entre le forgeron ou le tisseur à bras et le laminoir à train continu, à condition que cet équipement soit très rapidement susceptible d'être fabriqué dans le pays lui-même pour que l'ensemble du travail y soit effectué.

Un exemple caractéristique peut être de prendre ses désirs pour des réalités. Et l'on trouve à ce sujet une phrase dans le Plan

## Le travail et l'homme

chinois : « Nous fabriquerons nos aciers non pas avec des grands hauts fourneaux, mais avec des petits hauts fourneaux. » Je n'ai jamais su exactement quel était cet équipement technologique, mais je suis sûr que l'idée était bien celle-là : nous n'avons pas besoin de grands hauts fourneaux du type américain, parce que cela utilisera très peu de monde, et nous ne saurons jamais les fabriquer, mais nous aimerions avoir des outils plus faciles, plus rustiques, à moindre rendement, mais que nous fabriquerions chez nous, et qui serviraient à équiper ce que l'on peut appeler la chaîne optimum du travail.

Un autre problème tout à fait caractéristique, c'est la pauvreté du Moyen-Orient, où pourtant s'échappe dans l'atmosphère l'équivalent de millions de tonnes de pétrole en gaz naturel.

Ce problème est tellement l'exemple de l'absurdité qu'il a frappé tout le monde, même ceux qui passent en avion au-dessus de ces pays. C'est précisément parce que certaines idées prospectives ont été lancées qu'on est venu nous poser l'autre jour ce problème. On ne peut en effet le résoudre avec les moyens employés au Texas, <sup>p.061</sup> car si on voulait faire du caoutchouc synthétique avec tout ce gaz, on aurait vite fait d'inonder le monde et de faire travailler au maximum quelques milliers d'Arabes. Nous n'aurions alors rien résolu. Il faudrait trouver une utilisation de ce gaz susceptible de mettre au travail un nombre de gens important. Je le répète, l'essentiel est, autour de ce gaz, de faire travailler des gens. Et c'est peut-être le plus grand sujet de discussion avec le Moyen-Orient à propos du pétrole. Le Moyen-Orient dit : « Lorsque vous étiez les seuls détenteurs d'énergie, vous, Occidentaux, c'est-à-dire lorsque toute l'énergie venait de la houille, incontestablement vous vous êtes enrichis. L'Angleterre a bâti en

## Le travail et l'homme

grande partie sa puissance sur la houille ; le Nord de la France, la Belgique, la Ruhr, tous ces pays qui avaient de la houille se sont enrichis.

Comment se fait-il que, maintenant que la richesse vient du pétrole, ce ne soit pas nous qui nous enrichissions ? »

La réponse est qu'ils ne sont pas sur la scène du travail. Les tubes ne se font pas chez eux ; les trépons se fabriquent ailleurs ; les moteurs diesel pour les forages aussi ; les hommes qui réalisent les raffineries sont ailleurs, même si on installe la raffinerie sur leur sol, cela ne change pas grand-chose.

Autrement dit, il s'agit d'assurer autour de l'évolution des techniques le maximum de travail dans les pays sous-développés et les pays équipés ne doivent pas penser que la solution est simplement l'exportation des biens qui, chez eux, enrichissent. C'est une tout autre pensée qu'il faut développer.

Quand on considère le problème des pays sous-développés, on est amené bien entendu à des considérations physiologiques sur le travail. Cela aussi, nous avons tendance à l'oublier. Je parlais tout récemment du problème du Congo belge à l'un de ses responsables, où l'on est passé brutalement, avec des gens qui, pour la majorité étaient d'accord, du régime du non-travail à une journée de 8 heures de travail — et ce n'est pas accepté sans réactions. Je crois personnellement que ce sont des réactions physiologiques tout autant que politiques ou de propagande. Je n'aborderai pas ici ce problème, mais j'ai été conduit à aborder la physiologie du travail à l'occasion des problèmes sahariens. On se rend compte <sup>p.062</sup> que les normes du travail ont été établies partout dans des pays tempérés, qu'il s'agisse des normes intellectuelles

## Le travail et l'homme

ou physiques, qu'il s'agisse de l'attention, si difficile dans certaines conditions. Il faut, là encore, ne pas penser comme on l'a toujours fait chez nous.

Bien sûr, nous avons résolu physiologiquement le problème au Sahara, comme la guerre l'avait fait résoudre ailleurs. Autrefois, quand on allait au Sahara — avant le frigidaire et les conserves — l'essentiel était pour l'Européen de s'habituer à vivre comme un Arabe, pour résister. Mais l'expérience montrait que l'Européen vivant comme un Arabe était un peu diminué au bout d'un certain temps, tandis qu'aujourd'hui on a adopté la solution, rendue possible grâce à l'évolution de la technique, consistant à faire travailler les hommes dans des conditions beaucoup plus favorables. C'est ainsi qu'on a monté des appareils à air conditionné et qu'on a créé une véritable physiologie du travail. Et ce qui frappait ceux qui sont allés voir les premiers prospecteurs au Sahara, c'était qu'ils n'étaient pas aussi brunis par le soleil que les Européens moyens après un été comme celui de cette année. Ceux qui travaillent au Sahara ont compris qu'ils doivent prendre des précautions pour garder toutes leurs possibilités.

Par contre, il y a des domaines où ce n'est pas possible, et il faut y réfléchir sérieusement. Pour nous distraire, rappelons en passant que la température du corps humain est réglée à 37° et qu'on l'oublie trop souvent. Si on avait pensé physiologie du travail, on n'aurait généralisé ni le Fahrenheit, qui est artificiel, ni l'échelle centigrade qui se rapporte à l'eau. On aurait établi une graduation autour de 37°, et non symétrique, car l'organisme étant mieux constitué pour résister au froid qu'à la chaleur, la capacité en travail est sensiblement réduite lorsque la température ambiante s'approche de ce seuil physiologique.

## Le travail et l'homme

C'est peut-être pourquoi certains savants ont pensé que les hommes qui nous ont précédés il y a très longtemps, qui devaient chasser avec des outils peu perfectionnés, ne pouvaient développer la force physique nécessaire qu'à la faveur de la fraîcheur nocturne. On peut donc concevoir que nous ayons à reviser sérieusement <sup>p.063</sup> certaines notions de travail en fonction des climats, car beaucoup de nos idées sont basées sur des réactions de pays tempérés.

Grâce aux progrès techniques, le travail physique va diminuer, beaucoup plus encore qu'on ne le croyait il y a quelques années, car on a été dans ce domaine très imaginatif. Les pessimistes disaient : « Cela ne sert à rien, parce que si vous supprimez la fatigue musculaire, vous créez d'autres types de fatigue par l'uniformité — et l'ennui est aussi grave que la fatigue physique. »

Les optimistes répondent : « Cette crainte du monde des automates est tout à fait exagérée, car à partir du moment où l'homme n'est là que pour jouer un rôle d'automate, on sait maintenant le remplacer par une machine dans la plupart des cas. » Autrement dit, il faut estimer d'avance les progrès qu'on peut tirer de la technique, car celle-ci non seulement remplace le muscle, mais aussi le cerveau pour des tâches élémentaires à répétition. Il faut simplement en tirer parti. Nous avons de nombreux exemples dans ce domaine, mais on ne s'imagine guère à quel point les réticences dans cette voie ont été nombreuses.

Je me permets de vous raconter une petite histoire ferroviaire. La grande différence entre les chemins de fer français et les chemins de fer américains, a dit un humoriste, c'est que les chemins de fer américains ont été créés dans un pays où l'on manquait de femmes, alors que les chemins de fer français ont été

## Le travail et l'homme

créés à une époque où il y avait beaucoup de femmes, si bien qu'on a toujours évité de créer des gardes-barrière en Amérique, tandis qu'en France on a fait beaucoup de « maisonnettes » pour gardes-barrière. Mais la garde-barrière est devenue de plus en plus coûteuse, et c'est normal, tandis qu'elle ne s'est pas perfectionnée, la seule chose qu'on lui demande étant de l'attention, et le monde moderne faisant que l'attention est une chose qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir. Au contraire, la signalisation électrique automatique des passages à niveau, basée sur des relais, voyait son prix de revient diminuer et sa sécurité augmenter. Nous sommes donc passés progressivement à l'automatisme — comme l'avaient fait les Américains — et nous avons reçu des quantités de protestations, ne venant pas seulement des gardes-barrière, mais aussi de gens qui avaient des p.064 idées sur l'impossibilité de généraliser l'automatisme sans diminuer le caractère humain de je ne sais quoi. Voilà les réserves qu'on trouvait il y a quelque dix ans dans les milieux respectables.

Faisons confiance à la technique et disons-nous qu'elle peut régler de nombreux problèmes d'automatisme et de ce fait éviter bien des besognes ennuyeuses.

Mais on peut se demander alors comment le monde du travail va évoluer.

Pour faire ce tour d'horizon, il est assez facile d'éliminer un certain nombre de problèmes ou d'en souligner certains. On vient de dire : le travail de force va être réduit, et il faut le dire largement, il peut être réduit dans une très large proportion dans les domaines les plus divers.

Des pessimistes disaient : « Bien sûr, on va pouvoir faire

## Le travail et l'homme

fonctionner automatiquement les tours dans les usines, mais on aura toujours besoin de terrassiers. » Or, tout d'un coup sont apparues les grandes machines du génie civil. Les hommes qui ont maintenant trente ans ne peuvent pas imaginer à quel point cela a été brutal. On a commencé Génissiat — qui n'est pas tellement vieux — avec des milliers d'ouvriers. Quand on a fait Donzère-Mondragon, pas tellement longtemps après, on a utilisé un ensemble d'outils tels que certains remplaçaient cent ouvriers. On a fait la comparaison du cubage de terre déplacé par le canal avec celui déplacé pour le canal de Suez, qui était du même ordre de grandeur, tandis que le nombre d'ouvriers était divisé par plus de cent.

Les pessimistes ont dit : « Cela va très bien pour les grands travaux, vous vous en tirez, mais pour les petits travaux, pour faire une route... » Or, vous pouvez voir comment on opère pour étendre un tapis de goudron avec une Barber Green. On me dira encore : « Mais pour les petites canalisations, il faudra creuser des tranchées, ou pour placer des câbles téléphoniques... » et vous avez pu voir que, pour la moindre villa des environs de Genève, on utilise une pelle mécanique.

Prenons un domaine tout différent, celui du travail ménager. Lorsqu'en 1938 on discutait du problème de la mécanisation des travaux ménagers, la conclusion unanime était : Il se peut<sup>p.065</sup> que des appareils ménagers soient employés en Amérique, en tout cas, en France il n'en sera jamais ainsi... on ne devait pas voir développer les machines à laver parce qu'elles détérioraient le linge et que le linge faisait partie d'un trousseau de famille, etc... Et quand les machines à laver sont arrivées, juste après la guerre, de très bons esprits, admettant l'équipement familial, ont alors

## Le travail et l'homme

donné toutes chances à la boutique où on oserait laver son linge dans une machine banale. Or, on a vu le succès de telles entreprises consacrées par l'apparition du terme nouveau « lave au poids ». Alors les pessimistes se sont repliés sur la position : Bien sûr, le problème du lavage est réglé, mais ce qui fatigue, c'est le repassage. Alors on a inventé le nylon, et le dacron, etc... et il n'y a plus besoin de repassage.

Il viendra donc un moment où il y aura relativement peu de travaux physiques pénibles. Il restera encore des mineurs de fond parce que pendant longtemps on ne saura pas faire l'acier autrement. Il restera des ouvriers qui souderont des constructions métalliques sur les toits, même quand il fait chaud ou quand il pleut. Pour tous ces hommes-là, la société de demain doit être généreuse, c'est à eux qu'il faut donner ce supplément que nous promet la technique, avec certitude. « Mais alors, diront les pessimistes, on a supprimé tout un tas de métiers qui étaient équilibrés, comme l'artisanat. » Et j'ai vu, dans le résumé du problème du travail qu'on a donné pour ces réunions, qu'on avait justement mentionné cette crainte de la disparition de l'artisanat. C'est une question de définition, et c'est aux organisateurs de l'avenir qu'il revient de créer de l'artisanat. Pas du tout pour refaire les chaussures à la main, pour réinventer la supériorité du cousu main sur le cousu machine. Non. Cela, c'est de l'évolution régressive, diraient les biologistes. En revanche, vous avez remarqué que si l'on fabrique toujours les automobiles en série, si l'on fabrique les postes de radio en série, la réparation de ces appareils devient un problème essentiel. A tel point que l'hebdomadaire américain *Time* qui a l'habitude de faire paraître en couleurs sur la première page le portrait des gens importants, s'est

## Le travail et l'homme

payé le luxe de mettre sur sa première page un homme qui tenait un tournevis et l'article qui l'accompagnait disait à p.066 peu près : « Celui qui va tenir le monde de demain, c'est le réparateur. » Quel rôle ne va-t-il pas jouer en effet, puisque nous allons tous dépendre de lui pour l'ascenseur, le frigidaire, le tourne-disques, etc... Autrefois, tout le monde « bricolait » comme tout le monde avait son jardin — il est vrai que beaucoup de gens ont encore des jardins, mais pour faire des fleurs, et beaucoup de gens bricolent, mais ceux qui bricolent ne réparent pas quand même leur appareil de télévision.

Il y a tout un monde de réparateurs à créer, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que la technique réclame des hommes pour assurer les travaux monotones dont nous parlions, elle impose qu'on s'organise pour créer concurremment des métiers qui ont exactement le caractère artisanal d'autrefois, c'est-à-dire qui demandent une masse de connaissances, de l'initiative et permettent en contre-partie une assez grande liberté d'organisation.

Voilà tout un artisanat d'un type nouveau que l'on peut créer à condition de faire un effort d'imagination. On peut renouveler le travail, et ceux qui ont la nostalgie du menuisier peuvent penser que le menuisier sera remplacé dans quelques années par l'homme qui réparera le mieux les tourne-disques de la ville...

Voilà donc une forme de l'évolution du travail qui pourrait nous éloigner de l'ennui et de la monotonie auxquels nous condamnons parfois le machinisme, tendance qu'il faut combattre et qui pose un problème psychologique et social très important. C'est à la société de demain de faire preuve d'imagination pour éviter que certains travaux ne soient anti-humains, car il est exact qu'on ne peut pas

## Le travail et l'homme

imposer comme vocation à des hommes un certain nombre de métiers auxquels conduirait l'organisation industrielle si on ne la tempérerait pas — et ce genre de travail est cependant imposé, non pas comme on l'a vu quelquefois par les individus qu'elle enrichit, mais bien pour élever le standing de vie général, pour que l'appareil photographique soit accessible à tous, ou pour que tout le monde puisse écouter la radio. Ces métiers sont donc liés non pas au profit des particuliers, mais au bien-être général, et on doit les respecter ; raison de plus de s'en occuper sur le plan psychologique.

p.067 Et cela d'autant plus que l'ennui par la monotonie atteindra plus l'individu de demain, qui sera curieux ; c'est-à-dire que si l'on ne fait rien, on créera des métiers monotones au moment où l'on développera la curiosité, par l'école, par la radio ou par les loisirs. Par conséquent le contraste serait trop grand si l'on ne pensait pas que l'individu à l'esprit ouvert sera plus apte qu'autrefois à faire d'autres métiers. Par conséquent, nous pouvons imposer aux organisateurs du travail de l'avenir d'envisager carrément des possibilités pour un homme de changer de métier.

Nous arriverons très vite à cette notion : changer de métier à l'échelle d'une vie ou changer d'occupation à une échelle plus courte (journée ou semaine).

L'idée d'une telle diversité rappelle celle de l'évolution de l'alimentation de l'homme, il y a très longtemps ; au début il cherchait à manger à sa faim quand il trouvait de la nourriture — et sans considération de monotonie. Mais plus tard, quand il disposa d'une nourriture abondante, pour manger plus, il inventa la gastronomie, à base d'amélioration de chacun des mets, et aussi et surtout de succession de mets différents. Ainsi put-il manger plus, et de fait disposer d'un plus grand potentiel physiologique.

## Le travail et l'homme

Le travail est, en fait, comme la nourriture, un besoin pour l'homme et on peut imaginer que l'homme doive avoir dans la journée un certain nombre d'heures d'une occupation et un certain nombre d'heures d'une autre occupation. Le « menu de travail » sera un jour, je crois, quelque chose que l'on pratiquera normalement, à l'échelle de la vie ou à l'échelle de la journée : des hommes beaucoup plus intellectuels qu'autrefois ne devront plus être condamnés à faire le même métier et, comme nous l'avons dit tout à l'heure, cela coïncidera avec les impératifs de l'évolution des techniques.

On voit souvent la promotion sociale dans la création d'une hiérarchie, dans le passage de soldat à caporal ou à sergent ; elle peut très bien se faire par le passage, à un certain âge, d'un métier à un autre et c'est à cela que doivent tendre notre éducation et notre instruction professionnelle pour rendre l'homme apte à combattre cette monotonie qui le guette dans le travail.

p.068 Je ne vois quant à moi aucune réserve à conclure que les possibilités de la technique permettent de rendre le travail plus humain et surtout, d'en faire une symbiose avec la vie courante. La plus grande responsabilité de l'Occident serait de laisser évoluer le travail en fonction des seuls objectifs économiques sans s'occuper de la transformation profonde, d'ordre psychologique, qu'il peut, qu'il doit subir. Même en disant que la productivité du travail favorise directement la classe des travailleurs, que par conséquent ce sont les premiers intéressés à accepter cette productivité, si on laisse évoluer uniquement cette base, nous irons certainement à des heurts, car les heures de travail apparaîtront comme bien rémunérées, mais antinaturelles.

Autrement dit, l'homme risque d'avoir de plus en plus

## Le travail et l'homme

l'impression qu'il sacrifie une partie de sa vie pour pouvoir vivre le reste, alors qu'incontestablement, la plupart des individus ont le désir d'incorporer le travail dans leur vie.

Il y a deux attitudes à prendre devant l'évolution et il faut se dire que les possibilités ouvertes par la technique peuvent être utilisées aussi bien à rendre le travail plus humain, à créer une symbiose entre les occupations hors du travail et celles du travail, qu'à rendre le travail uniquement productif.

Ce qui est très grave, c'est que notre civilisation technicienne se laisse aller au gré de l'évolution technique — évolution technique qui va être de plus en plus riche. Toute découverte va, en effet, rendre le travail plus productif, mais si elle fait de ce travail un travail inhumain, le seul résultat est que la tendance sera d'avoir moins de travail et plus de loisirs, et que l'on se rattrapera de la dureté du travail par des loisirs difficiles à remplir et qui donneront bien des déboires.

Nous sommes en effet maintenant dans une ère où les hommes de toutes classes se mêlent pour leurs loisirs. Autrefois les hommes aisés avaient des distractions différentes de celles de la masse des travailleurs. Et ces distractions se prenaient en dehors de ceux-ci. Un certain nombre de ces distractions n'étaient pas accessibles à tous. Tout ce qui était littéraire, tout ce qui était théâtre était très fermé. Le paysan de France ne savait que par ouï-dire ce <sup>p.069</sup> qu'était l'Opéra. Tandis que maintenant la plupart des paysans connaissent toutes les chanteuses et avec la télévision ils se familiariseront avec tout ce que la France compte d'acteurs.

Finalement une très grande partie des distractions tourne autour de l'automobile, de la radio, de la télévision, de la plage et

## Le travail et l'homme

des voyages. Toutes ces distractions sont partagées par toutes les classes de la société et les moins bien partagés envient les autres.

Par conséquent, si nous n'avons qu'une politique de travail à base de rendement, nous verrons un travail de plus en plus dur pour des loisirs de plus en plus violemment ou intensément occupés. Et ce n'est pas là un mode de vie équilibré. Tandis que nous pouvons faire un effort pour qu'une partie des résultats escomptés du progrès technique soit utilisée à assurer l'humanisation de ce travail. C'est là le véritable défi de la technique à l'Occident. La technique va certainement lui donner beaucoup de satisfactions, mais il faut prendre les devants pour qu'on puisse organiser ces techniques dans le sens désirable — et c'est possible.

Aussi est-ce le grand débat qu'il faut ouvrir, parce que nous ne pouvons pas continuer à penser, alors que les progrès techniques ont changé de 1 à 100 les possibilités physiques de l'homme, comme les possibilités d'échanges, donc d'évolutions psychologiques des sociétés, que les structures du monde du travail d'hier résoudre les problèmes de demain. Nous avons besoin d'imagination pour créer ces structures nouvelles. L'Occident qui doit sa grandeur à l'association de l'imagination et de la foi se doit de jouer un rôle dans cette mutation qui se prépare.

@

# Le travail et l'homme

ADOLF A. BERLE

## CAPITALISME COLLECTIVISÉ<sup>1</sup>

@

### Introduction

p.071 La pensée du XIX<sup>e</sup> siècle s'est tournée vers les besoins économiques des masses. Cela était naturel : la situation matérielle des travailleurs l'exigeait. En revanche, à l'époque, le problème idéologique semblait moins compliqué et moins aigu. Il fallait avant tout nourrir ceux qui avaient faim. Les ouvriers avaient droit à un salaire leur permettant de vivre décemment. Le débat portait sur la seule question de méthode.

Nous entrons aujourd'hui dans la dernière phase de ce débat. Les progrès techniques du XX<sup>e</sup> siècle ont démontré qu'il est possible de nourrir de vastes populations, organisées de manière efficiente, de leur assurer assez de biens et de services pour qu'elles puissent jouir d'un confort raisonnable. Leur vie ne dépend plus d'impératifs brutaux telles la misère et la crainte de la famine. Cependant tous les problèmes économiques ne sont pas pour autant résolus : loin de là. Ce que l'on peut affirmer, c'est que l'Europe et les Etats-Unis ont mis au point les techniques, constitué le capital, réuni les instruments et mis sur pied des organisations matériellement capables de résoudre les problèmes de la production et de la répartition des biens entre toutes les couches de leur population. Bien que cette œuvre ne soit pas terminée, nous savons qu'elle peut l'être.

---

<sup>1</sup> Conférence du 8 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

p.072 En conséquence, l'Europe occidentale et les Etats-Unis pressentent déjà l'avènement d'une ère nouvelle, peut-être plus importante encore que l'actuelle. Lorsque les grands problèmes que pose la misère humaine auront été résolus, lorsqu'il sera évident que la majorité des hommes peuvent jouir d'une vie confortable, une question plus importante encore se posera : qu'est-ce qu'une bonne vie et quelle est la bonne société qui peut l'assurer ? Tel pourrait bien être le grand débat de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Il s'agit là d'une question que, depuis les Athéniens jusqu'aux existentialistes, tous les philosophes se sont posée. Elle n'apparaît cependant qu'à l'arrière-plan dans cette discussion.

Deux grandes forces ont permis de résoudre les problèmes économiques. L'une fut le progrès technique dans tous les domaines : agriculture, transports, production, machinisme, chimie, électronique. L'autre fut un système d'organisation sociale permettant à l'homme d'appliquer ces découvertes techniques à ses besoins.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on se préoccupa surtout du problème de l'organisation. Deux groupes se constituèrent : celui qu'inspire la pensée socialo-communiste, d'une part, qui trouve aujourd'hui son expression en Union soviétique et peut-être, bien que ce ne soit pas certain, en Chine communiste. D'autre part, le régime capitaliste, moins systématique, dont les Etats-Unis et l'Europe occidentale sont les représentants les plus autorisés. Ni l'un ni l'autre groupe n'a été ni n'est statique. Les deux formes se développent à une grande vitesse et l'on peut s'attendre que toutes deux évoluent plus rapidement encore au cours des trois ou quatre prochaines décennies. Il faut du reste l'espérer. Ces deux

## Le travail et l'homme

systemes devront faire face aux plus importants besoins du monde en matière économique pendant une période où ces besoins augmentent sans cesse. Les experts américains en démographie estiment que la population du monde passera de moins de trois milliards aujourd'hui à plus de six milliards en l'an 2000. Alors que la population de l'Europe n'augmentera que de 44 %, celle des Etats-Unis et de l'Union soviétique doublera. Les deux systèmes parallèles de production et de distribution, à savoir le capitalisme moderne et le communisme moderne, devront donc supporter un énorme fardeau.

p.073 Je parle ici au nom du capitalisme moderne, tel qu'il s'est développé aux Etats-Unis. Ma thèse est qu'il a créé une forme d'activité collective capable de produire et de distribuer des biens susceptibles d'un développement illimité ; capable aussi d'évoluer et de s'améliorer ; capable d'éviter, au cours de ce processus de développement, les pertes et les cruautés de la révolution, qui se rapprochent de celles de la guerre.

Je n'ignore pas les violentes critiques formulées contre ce système par les théoriciens communistes lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste, à Moscou, en 1956 ; je n'ignore pas non plus le fait que les dirigeants communistes ont fait subir à leur propre système des modifications à la suite desquelles il possède aujourd'hui certains traits du système américain. J'accepte le postulat qu'une économie socialiste pourra, avec le temps, produire autant que l'économie américaine, qu'elle pourra distribuer autant et qu'elle devrait être à même de donner à son peuple un standard de vie aussi élevé que celui qui existe aux Etats-Unis et depuis plus récemment en Europe occidentale.

Je ne pense pas qu'elle puisse fournir davantage. Lorsque les

## **Le travail et l'homme**

deux systèmes auront atteint une capacité égale de production, le problème que posera une civilisation communiste sera le même que celui que pose aujourd'hui la civilisation capitaliste occidentale. C'est dire que le problème sera alors celui d'un choix philosophique, le choix dans la manière de bien vivre, le choix dans ce que l'on considère comme une société heureuse et le choix d'une philosophie permettant à chacun de comprendre le sens de sa vie dans cette société.

### **Les formes d'organisation**

Les connaissances techniques et la capacité de production ne connaissent pas de frontières géographiques : elles se développent partout où il y a des hommes instruits. L'application d'une technique pour faire face aux besoins d'une population exige cependant l'association de deux conditions : tout d'abord des hommes capables d'organiser l'opération sur une échelle en rapport avec la population, c'est-à-dire sur une échelle de masse ; ensuite, un nombre sans cesse <sup>p.074</sup> plus élevé d'instruments, de machines, d'usines, de moyens de transports et de communications, etc. C'est là ce que nous nommons le capital. Il est aussi indispensable dans un système socialiste que dans un système capitaliste. La seule différence est dans les termes. Au fond, la principale différence entre les deux systèmes réside dans le fait que l'Ouest a commencé par constituer son capital et a ensuite construit autour de lui son organisation. Les sociétés communistes qui, contrairement à la prédiction de Marx, eurent leur origine dans des régions où le capital était rare, organisèrent tout d'abord la main-d'œuvre et se servirent de sa production pour constituer le capital.

## Le travail et l'homme

Historiquement, les deux méthodes furent l'une et l'autre impitoyables. L'exploitation, au dix-neuvième siècle, du soi-disant « marché libre » du travail eut pour conséquence des conditions que Karl Marx a décrites avec exactitude. D'après ce système, la main-d'œuvre était payée aussi bas que possible et la plus grande partie possible de la production était mise de côté pour augmenter le capital au moyen duquel on construisait des prototypes d'usines modernes. Les dictateurs communistes se servirent eux de l'organisation politique et militaire pour imposer à leur main-d'œuvre un véritable esclavage. Ils accordèrent à cette main-d'œuvre aussi peu que possible, sacrifiant les hommes à la construction des usines et des machines, promettant une meilleure production et la distribution de la totalité de cette production à la génération suivante, moment auquel ils supposaient que le système économique socialiste serait non seulement rentable, mais fonctionnerait normalement de lui-même, rendant superflue l'armature politique. D'une analyse consciencieuse, il résulte que l'organisation communiste a simplement fait, au XX<sup>e</sup> siècle, ce que l'organisation capitaliste a fait de 1860 à 1920. Du point de vue purement économique, il est de plus en plus clair que les résultats du système communiste seront sensiblement les mêmes que ceux du système capitaliste. Les prémisses philosophiques, pourtant, étaient différentes.

On constatera que les deux systèmes dépendent finalement du pouvoir. L'organisation communiste tire tout son pouvoir de l'État. Le capitalisme occidental a permis et a même encouragé le <sup>p.075</sup> développement du pouvoir non étatique dans la vie économique. Il réserve l'État comme moyen pour supprimer les abus de pouvoir, tandis que, dans l'État communiste, il n'y a aucune instance

## Le travail et l'homme

d'appel quelconque, sauf la rébellion. C'est là une supériorité du système occidental. Lorsqu'il y a abus de pouvoir, lorsqu'un individu ou un groupe comme, par exemple, un syndicat ou un groupe de consommateurs, ont été frustrés individuellement ou collectivement, l'Etat politique est à même de réparer le tort causé ou l'injustice commise.

Du point de vue de l'organisation, les deux héritiers de la révolution technique et industrielle se sont ainsi révélés être la société anonyme moderne et le commissariat du peuple socialiste. La société anonyme est moins bien comprise parce qu'elle n'est pas une institution doctrinaire. Elle se développe de manière empirique, par des essais et des erreurs. Elle a été formée aussi bien par les circonstances économiques que par les interventions périodiques du pouvoir politique. La société anonyme a vu le jour parce qu'elle correspondait à un besoin et elle a développé ses attributs au fur et à mesure que ses fonctions se développaient.

Nous connaissons tous les critiques faites à la théorie capitaliste du point de vue moral. A Paris, récemment, une foule s'assembla près de la Tour Eiffel. Il faisait chaud ; la foule avait soif. Une maison française envoya un camion et vendit des boissons. Un Russe dit alors à un touriste américain : « Quel scandale ! Ce capitaliste profite de la soif du peuple. » L'Américain répondit : « C'est possible, mais quel est le moyen le plus rapide, le meilleur marché et le plus pratique de donner à boire à ces gens ? Si l'entreprise privée peut faire face aux besoins plus rapidement et meilleur marché, l'Américain choisira cette méthode. Si tel n'est pas le cas, l'État interviendra. » La première prémisse du capitalisme occidental est qu'il n'est pas doctrinaire quant aux méthodes. Aux Etats-Unis, une partie du pays est approvisionnée en électricité par

## Le travail et l'homme

des sociétés privées. Mais dans le Nord-Ouest et dans la région de la vallée du Tennessee, une organisation étatique a contracté un emprunt auprès du gouvernement, a construit des usines, et fournit l'électricité à de vastes régions. Si l'entreprise privée ne peut pas répondre aux besoins, alors l'Etat intervient.

p.076 La raison pour laquelle le capitalisme américain n'est pas statique réside dans le fait que, dans la plupart des régions, le processus de formation du capital, la construction des usines et celle des machines, la fabrication et la distribution sont meilleur marché et entraînent moins de formalités bureaucratiques lorsqu'ils sont aux mains de sociétés que dans celles de l'Etat.

A leur insu peut-être, les Etats-Unis ont adopté la règle de la célèbre école d'économie politique de Lausanne qui a peut-être été le mieux formulée par l'économiste italien Devitti di Marco, dont le livre *Public Finance* a eu une influence considérable.

Vous vous rappelez sa thèse : la forme d'organisation qui produit et distribue de la manière la plus efficace et le meilleur marché doit être choisie dans une république de caractère social. Il n'y a de vice ou de vertu ni dans l'étatisme, ni dans l'entreprise privée. Tous deux sont des instruments qui doivent être jugés d'après leurs résultats.

Prenons le système américain et examinons ses résultats. Commençons par la production. Sans production, le système échoue.

La production américaine atteint en moyenne approximativement la somme de 500 milliards de dollars par an, soit environ 2 200 dollars par tête d'habitant. Ces deux chiffres seront dépassés en 1960.

## Le travail et l'homme

Il convient d'analyser ces chiffres. Le montant total de la production ne peut pas être dépensé. Le capital doit être reconstitué et augmenté. De même, le chiffre moyen du revenu personnel ne donne pas d'indications en ce qui concerne sa répartition. Sans entrer dans de longs exposés statistiques, on peut dire que le revenu d'une famille moyenne aux Etats-Unis atteint environ 6 000 dollars par an. La situation des familles à bas revenus s'améliore de manière continue, alors que, d'autre part, le pourcentage des familles très riches diminue. Les Etats-Unis deviennent rapidement, pour se servir du langage d'un économiste, un pays à classe unique, et cette classe est la classe moyenne.

Il existe des régions où la distribution a été plus lente, bien qu'elle s'améliore. La pauvreté n'a pas encore été supprimée, mais p.077 elle est aujourd'hui en général le résultat de l'immigration et de problèmes particuliers à certaines régions, notamment le problème des noirs dans le Sud. Mais, même là, l'augmentation de la distribution a été régulière. En 1959, les conditions des moins privilégiés sont infiniment meilleures qu'en 1929. Même dans les régions les moins favorisées, il n'y a pas de misère comparable à celle qui existe en Orient ou même en Europe (dans le sens que les Orientaux ou même les Européens donnent à ce terme) : les moins privilégiés savent — même lorsqu'ils sont au chômage — qu'ils seront nourris et logés et que leur niveau de vie sera à peu près égal à celui d'un ouvrier soviétique à l'heure actuelle. Ils peuvent en outre raisonnablement croire que la situation de leurs enfants sera bien meilleure que la leur. C'est pourquoi il n'y a pas de mouvement communiste important aux Etats-Unis. Le prolétariat constitue une si faible minorité qu'il est négligeable économiquement et politiquement, et le processus économique et

## Le travail et l'homme

social supprime progressivement ce qu'il en reste. Aux Etats-Unis, un communiste n'a pas grand-chose à exploiter du point de vue économique ; politiquement il ne peut être qu'aux ordres d'un gouvernement étranger qui, en apparence tout au moins, désire faire la conquête des Etats-Unis. C'est pourquoi, aux Etats-Unis, les communistes ne sont pas considérés comme des réformateurs sociaux — à cet égard ils paraissent ridicules — mais comme des gens qui, en cas de guerre, pourraient être dangereux.

La distribution de la richesse aux individus se fait surtout, aux Etats-Unis, par le canal des salaires. A l'heure actuelle, il y a pour ainsi dire le plein emploi, ce qui signifie qu'environ 68 millions d'individus, sur une population totale de 175 millions, sont propriétaires de leur propre affaire ou sont des salariés. Leur gain moyen est d'environ 2 dollars 25 l'heure, c'est-à-dire un tout petit peu moins de dix francs suisses, avec une semaine de travail, dans l'industrie (bien que tel ne soit pas le cas dans l'agriculture) de moins de 40 heures — ce nombre d'heures tendant encore à diminuer, alors que le salaire calculé par heures tend encore à augmenter.

Les industries de tous genres, les manufactures, les mines, les transports, les services publics et les services de distribution <sup>p.078</sup> produisent pour environ 350 milliards de dollars par an. Le reste — soit environ 150 milliards — est représenté par l'agriculture, le travail des services gouvernementaux et les services rendus par les entreprises commerciales de distribution à la clientèle.

Il n'y a donc pas de doute à avoir sur la capacité de production remarquable du système américain tel qu'il fonctionne actuellement. Cette capacité pourra encore être considérablement augmentée sans que cela suscite des difficultés importantes.

## Le travail et l'homme

### Les grands collectivismes

Les instruments essentiels de la production industrielle américaine sont les sociétés anonymes, que l'on désigne aux Etats-Unis par le terme de « corporations ». Plus de 90 % de toute l'industrie américaine est organisée en sociétés anonymes. Bien qu'il en existe plusieurs centaines de milliers, deux tiers de la production industrielle américaine est entre les mains de quelque 500 ou 600 grandes sociétés. Enfin, précisons que quelque 200 géants sont responsables de la moitié de cette production. Nous n'entendons pas par là les affaires financières, telles que les banques, les compagnies d'assurance, etc., mais les sociétés qui produisent vraiment, celles qui fabriquent des automobiles, qui tirent du pétrole du sol et le raffinent, qui exploitent les mines et fondent l'acier, qui fabriquent et distribuent les produits chimiques. En d'autres termes, nous parlons des producteurs directs. Quant aux autres, nous y reviendrons brièvement par la suite.

A l'origine, ces sociétés étaient pour la plupart propriété d'industriels capitalistes. C'est contre eux qu'étaient dirigées les attaques de Karl Marx et les critiques, non moins amères, de romanciers tels que Charles Dickens, en Angleterre, et Upton Sinclair, aux Etats-Unis. Cette phase de la propriété individuelle, cependant, fut passagère. Vers la fin du siècle dernier, les actions des grandes sociétés anonymes étaient déjà réparties entre des milliers d'actionnaires. Au cours des cinquante années suivantes, la répartition se fit sur une très large échelle. La bourse de New-York a évalué, en 1959, à 12.500.000 le nombre de personnes <sup>p.079</sup> possédant des actions de sociétés américaines, alors qu'il n'y avait encore que 6.500.000 détenteurs d'actions en 1952.

Une autre répartition des richesses, plus large encore, mais

## Le travail et l'homme

moins visible, eut lieu simultanément. De nos jours, quatre cinquièmes de toutes les familles américaines possèdent des polices d'assurance sur la vie ou ont souscrit auprès de trusts ou d'institutions financières des contrats leur assurant le paiement d'une pension à partir d'un certain âge, pension qui s'ajoutera à la rente-vieillesse que leur garantit le gouvernement. Ces institutions de prévoyance possèdent déjà environ 90 % des actions des sociétés anonymes, grandes et petites, qui existent aux Etats-Unis. Lorsque les sociétés anonymes contractent un emprunt, elles le font auprès de ces institutions financières. En outre, ces institutions achètent un nombre toujours plus grand d'actions de sociétés anonymes, et en particulier des plus importantes d'entre elles. Cette tendance est suffisamment accentuée pour que l'on puisse raisonnablement prédire que la propriété des actions sera de plus en plus entre les mains de ces fonds de prévoyance et que les dividendes et autres bénéfices seront ainsi automatiquement distribués parmi la plus grande partie de la population.

Ainsi plus d'un Américain ne possédant en propre aucune action quelconque de société anonyme participe néanmoins aux bénéfices des grandes sociétés par l'intermédiaire de sa caisse de pension ou de sa police d'assurance. Les caisses de retraites, en particulier, qui accumulent rapidement et de manière continue des sommes importantes par les versements des salariés et des patrons, les emploient à souscrire les actions disponibles sur le marché des compagnies auxquelles elles sont rattachées. Il s'agit là, en fait, d'un processus de socialisation graduelle de la propriété, sans, pourtant, que l'Etat intervienne.

Il est, certes, impossible de prédire l'avenir. Mais si la tendance actuelle persiste, on peut prévoir que, dans une génération, la

## Le travail et l'homme

moitié ou les deux tiers de toutes les familles américaines toucheront, directement ou indirectement, la grande majorité de tous les bénéfices de l'industrie américaine, en encaissant soit les intérêts de la dette obligatoire des sociétés, soit les dividendes payés pour les actions.

p.080 Pourquoi cette évolution diffère-t-elle si totalement de celle qu'avait imaginée Karl Marx dans son livre *Théorie de la crise* ? Vous vous souviendrez que Marx ne pensait au capitaliste qu'en tant que propriétaire individuel, dont le désir unique était d'accumuler pour lui-même, de même que les rajahs hindous d'autrefois amoncelaient chaque année de nouveaux trésors. Mais, étant donné la manière dont les choses se sont passées, l'individu n'a pas maintenu ces droits de propriété. Celle-ci a été divisée entre des millions d'individus et répartie de manière presque aussi large que si la distribution avait été faite par l'Etat.

Très simplement, ce qui s'est produit, c'est une forme de collectivisme. Les entreprises devenaient si vastes qu'il était impossible à un seul individu quel qu'il soit, ou même à de petits groupes d'individus, de les financer. Il fallut faire appel aux économies de millions de gens pour trouver les capitaux nécessaires. Ils furent réunis soit par la vente directe d'actions ou d'obligations à des particuliers, ou par de grandes institutions financières. En outre, les portefeuilles d'actions des titans de l'industrie du XIX<sup>e</sup> siècle furent divisés toujours plus rapidement après leur mort, étant donné la croissance des familles et du nombre des héritiers. De son côté, l'Etat intervint lui aussi en imposant de forts droits de successions. Cette évolution fut parallèle au développement du syndicalisme américain et à l'augmentation constante des salaires aux Etats-Unis. Les ouvriers

## Le travail et l'homme

firent eux aussi des investissements ; le processus de répartition de la richesse en fut accéléré et il se poursuit de nos jours à un rythme croissant. De sorte que, au lieu des énormes accumulations de capitaux appartenant à des particuliers prévues par Marx, la caractéristique réelle de l'évolution économique fut le développement d'un nouveau moyen de répartition de la richesse.

### Les sources du capital

Ce serait une erreur, cependant, de considérer que le capital nécessaire a surtout été trouvé grâce à la vente, par les sociétés anonymes, de leurs actions ou de leurs obligations à des particuliers ou même à de grandes institutions financières.

<sup>p.081</sup> Depuis le début, ou presque, les sociétés anonymes industrielles cherchèrent à constituer leur propre capital. Elles le firent en inscrivant au nombre de leurs dépenses la dépréciation subie par leurs usines, leur matériel et leurs biens. En outre, elles ne versèrent pas à leurs actionnaires la totalité de leurs bénéfices, mais elles en mirent de côté une certaine partie qui s'ajoutait au capital. A la fin de chaque année, par conséquent, une affaire prospère réussit à augmenter les fonds disponibles pour le renouvellement de son équipement ou pour l'acquisition de nouvelles machines d'un montant qui correspond aux sommes destinées à couvrir la dépréciation et aux bénéfices non distribués. Ce deuxième poste représente au bilan près de la moitié du total des bénéfices. La plupart des grandes sociétés, aux Etats-Unis, doivent leur développement à ce facteur. Dans le jargon des économistes américains, on qualifie cette méthode de « internally generated capital », que l'on pourrait traduire par capital fourni de l'intérieur ou créé de l'intérieur. Cet autofinancement est

## Le travail et l'homme

directement lié à la question du prix. Le prix auquel les marchandises sont vendues comprend donc non seulement le coût direct de la production, mais aussi une somme destinée à couvrir les dépréciations, une augmentation du capital et le bénéfice à distribuer.

Sur ce point — et de manière assez surprenante — le collectivisme privé des Etats-Unis se comporte comme le collectivisme gouvernemental communiste. Les porte-parole du communisme aux Etats-Unis aiment à dire que les citoyens soviétiques paient peu d'impôts et que, finalement, ils n'en paieront aucun. En fait, le citoyen soviétique paie ses impôts sous forme du prix exagéré qu'il paie pour les marchandises que l'Etat lui vend — ou encore sous la forme de salaires plus bas. Le système des prix en Union soviétique comprend non seulement le coût du fonctionnement de la machine de l'Etat, mais aussi celui de l'armée et de ses aventures militaires, de même qu'un montant couvrant l'augmentation de capital indispensable à un système industriel moderne. Aussi bien dans le système américain que dans le système soviétique, la formation du capital est fonction de l'organisation industrielle collective.

Il est vrai qu'aux Etats-Unis un peu plus de 20 % du capital industriel est aujourd'hui fourni par l'épargne individuelle, ce <sup>p.082</sup> qui représente un montant substantiel. Mais 60 % de ce capital provient de l'auto-financement grâce à la structure des prix. Enfin, il y a encore 20 % qui vient de prêts consentis aux sociétés anonymes par les banques américaines et qui constitue en somme une charge collective sur l'économie par l'entremise du système monétaire.

Une analyse complète du système démontrerait sans doute qu'au XX<sup>e</sup> siècle le capital américain est fourni par le

## Le travail et l'homme

consommateur sous la forme des prix qu'il accepte de payer.

Qui porte le poids principal de la formation du capital en Union soviétique ? Nous ne pouvons pas le dire exactement. Mais en fin de compte, ce sont les ouvriers eux-mêmes, car le niveau de vie qu'ils peuvent atteindre au moyen des salaires qui leur sont payés, les prix qu'ils doivent payer et les rations qui leur sont allouées sont sans aucun doute très inférieurs à leur production totale. L'Union soviétique, en effet, exploite son peuple dans un style XX<sup>e</sup> siècle pour obtenir du capital, tout comme l'Europe et l'Amérique ont exploité leurs propres populations au XIX<sup>e</sup> siècle. En revanche, les Etats-Unis ont aujourd'hui atteint un niveau de production qui permet la formation du capital sans qu'il soit nécessaire d'imposer au peuple des sacrifices personnels. L'Europe occidentale parvient, elle aussi, au même stade.

### Le problème politique

Le développement de grandes collectivités connues aux Etats-Unis sous le nom de sociétés anonymes pose un problème que les Américains semblent avoir résolu à leur manière. Les expériences faites ont permis de dégager quatre principes généraux :

Premièrement, aucune société anonyme n'a été autorisée à jouir d'un monopole.

De temps à autre, des monopoles ont été créés. Dans chaque cas, l'Etat, en tant que force politique, est intervenu en obligeant la société qui jouissait du monopole à se diviser en plusieurs unités. Tel fut le cas pour la Standard Oil en 1911, pour l'Aluminium Corporation of America en 1947 et pour d'autres sociétés dans <sup>p.083</sup> l'intervalle. La peur que ressentent les

## **Le travail et l'homme**

Américains devant la puissance économique qu'un monopole peut procurer a eu pour conséquence le vote de lois, en particulier la loi antitrust Sherman, de 1890, qui interdit les monopoles de même que l'organisation de cartels au moyen desquels plusieurs sociétés, travaillant ensemble, pourraient obtenir la toute-puissance d'un monopole.

Deuxièmement, le système politique américain s'est toujours opposé à ce que les sociétés anonymes américaines jouent un rôle en vue dans le domaine politique ou gouvernemental. En tant qu'individus, les dirigeants des sociétés anonymes, les actionnaires et d'autres peuvent être actifs dans les partis politiques comme n'importe qui ; mais leurs compagnies ne sont autorisées à consacrer que des sommes strictement limitées aux activités politiques. D'une manière générale, l'électeur américain est enclin, lorsqu'il sait qu'une société anonyme a participé par ses subsides à une campagne électorale, à accorder son vote à celui des adversaires qui n'a pas partie liée avec les intérêts d'argent.

Troisièmement, les Américains se sont sans cesse opposés à ce que le pouvoir de l'Etat soit confondu avec le pouvoir de la collectivité économique que nous appelons société anonyme. L'antipathie est mutuelle. La société anonyme n'a jamais aimé que l'Etat en tant que force politique intervienne dans la conduite de l'entreprise ; de même, dans la plupart des cas, l'Etat n'est pas disposé à assumer le poids et la responsabilité de la vie économique. Dans tous les cas, les Américains ont considéré comme dangereuse toute union entre l'Etat et l'entreprise industrielle employant des ouvriers et vendant sa production. On a toujours attendu de l'Etat qu'il gardât une position indépendante, afin que les entreprises commerciales ne puissent pas se servir

## Le travail et l'homme

abusivement de lui. De son côté, l'entreprise commerciale a le devoir de rester indépendante, afin que l'Etat ne puisse pas l'exploiter à des fins politiques. Il y a eu des exceptions à cette règle, mais elles ont été relativement peu nombreuses.

Quatrièmement, on insiste de plus en plus pour que les droits de l'homme, dont les citoyens ont obtenu la reconnaissance au cours des siècles et qui protègent l'individu contre les empiètements de <sup>p.084</sup> l'Etat, soient généralement applicables pour les protéger contre les abus de la puissance économique par des grandes entreprises. Dans le domaine des relations entre patrons et ouvriers, ces droits sont protégés par les syndicats, dont la loi reconnaît que c'est le rôle ; dans d'autres domaines, le respect des droits économiques de l'homme fait de plus en plus partie du système législatif du pays. C'est ainsi qu'une société anonyme ne peut établir aucune préférence entre ses acheteurs — elle n'a pas le droit de vendre à un client à un prix inférieur à celui fait à un autre client, mais elle doit offrir ce qu'elle vend à des conditions sensiblement égales à tous les intéressés. Le rôle de la législation dans ce domaine fait actuellement l'objet d'un nouvel examen attentif aux Etats-Unis et il est probable qu'elle sera rendue encore plus efficace.

Le problème politique que posent aussi bien le système américain que le système socialiste est le vieux dilemme du pouvoir. Le pouvoir est indispensable pour faire fonctionner une grande organisation, qu'il s'agisse de l'Etat ou d'une société privée. Il se trouve favorisé et va en croissant au fur et à mesure que les entités économiques deviennent plus importantes. La dépendance du public à leur égard s'accroît également. Dans la mesure où l'exercice du pouvoir est nécessaire à l'organisation de la

## Le travail et l'homme

production, il doit être accepté — de même que la formation du capital sur une vaste échelle doit être acceptée comme inévitable dans la civilisation technique moderne. D'autre part, le pouvoir tend à corrompre celui qui en dispose, comme Lord Acton l'a souligné, et le danger existe vraiment que ceux qui détiennent le pouvoir dans un but précis s'en servent en réalité à leur profit et en abusent d'une manière indue. La civilisation occidentale dans son ensemble a sans cesse lutté contre les abus de pouvoir. Cette lutte s'est manifestée au temps de la Réforme puis plus tard lors des combats pour l'obtention d'une constitution en Grande-Bretagne, ensuite au cours de la Révolution en France et dans la longue campagne qui eut son aboutissement dans la Constitution américaine et ses améliorations successives.

Avant que ne naissent les grandes organisations industrielles, les Occidentaux, tant Européens qu'Américains, ont rêvé en vain <sup>p.085</sup> d'un système où le libre jeu de l'offre et de la demande, ainsi que celui de la concurrence serviraient de régulateur automatique de la vie économique. Ce fut la doctrine de l'économiste anglais Adam Smith, et celle des écoles de pensée classiques aux Etats-Unis et en Europe. C'était la base de la soi-disant philosophie libérale du XIX<sup>e</sup> siècle. Tous ces rêves s'avérèrent futiles : le jeu de la concurrence et le système du marché libre ne mirent aucun frein au pouvoir ; en fait, la concurrence illimitée conduisait soit aux monopoles, soit à l'exploitation. Dans certains domaines, les principes du marché libre opèrent encore avec force aujourd'hui, et c'est ainsi qu'ils existent dans le domaine du commerce international où nous commençons maintenant seulement à en modifier l'application. Mais, entre de grands organismes, ainsi que c'est désormais toujours le cas pour les grandes entités, les prix et

## Le travail et l'homme

salaires dépendent en réalité non plus seulement des intérêts privés, mais des sentiments prédominants dans la communauté. Lorsqu'on heurte ces sentiments, on provoque automatiquement, aux Etats-Unis, l'intervention de l'Etat.

En fait, le progrès de ces idées, leur lente assimilation par le public et le fait qu'on s'en sert pour stimuler les progrès de la nation dans la voie de la démocratie représentent les grandes réalités de la vie économique républicaine de l'Amérique.

### Résumé

En résumé, que voyons-nous ?

Dans l'industrie, une grande productivité, des salaires élevés, la répartition des profits à des millions de soi-disant « propriétaires » qui, en réalité, ont cessé d'avoir aucun lien avec l'entreprise. Il est assez ironique de constater que, dans le plus grand système capitaliste du monde, il y a peu de capitalistes que l'on puisse identifier comme tels. En effet, tous ces bénéficiaires de l'industrie, qu'ils soient actionnaires, pensionnés ou bénéficiaires d'assurances n'ont en fait pas plus à dire dans la direction de l'entreprise qu'un vice-proprétaire en Europe. Ils n'ont rien à dire, parce qu'ils ne désirent pas avoir le droit d'intervenir dans la <sup>p.086</sup> gestion et parce qu'ils ne pourraient pas en tout état de cause s'en servir utilement, sauf dans les cas exceptionnels qui ne font que confirmer la règle.

Les administrateurs de ces entreprises n'en sont pas les propriétaires. Dans la plupart des grandes sociétés anonymes, le nombre des actions aux mains des directeurs et des dirigeants est infime par rapport à l'ensemble du capital-action. Les administrateurs et leur personnel sont en effet de véritables

## Le travail et l'homme

fonctionnaires au service de l'entreprise privée. Ils peuvent arriver à occuper des positions en vue et même devenir riches ; mais ils ne peuvent plus désormais devenir milliardaires comme c'était le cas il y a un siècle. Les organisations privées et non étatiques possèdent en fait un appareil bureaucratique qui ressemble beaucoup à celui des commissariats communistes, bien qu'il soit moins rigide et plus susceptible de modifications. En dernier ressort, l'opinion publique, qui peut mettre en action l'Etat, constitue la suprême instance. Elle peut, dans des cas sérieux, obtenir le renvoi de la direction ou la nationalisation d'une affaire.

Bien qu'il s'agisse là d'un système collectif de grande envergure, une certaine sphère a été réservée à l'initiative du particulier et aux petites affaires. En gros, 25 % des affaires américaines sont encore de petites affaires et propriété individuelle. Il s'agit là d'une zone sans cesse fluctuante, car, aussitôt que l'affaire se développe, elle est susceptible de s'intégrer dans une combinaison plus large. Il existe pourtant encore une zone de liberté de mouvement dans laquelle l'individu peut manœuvrer s'il le désire. Mais l'espace disponible pour les initiatives individuelles tend à se rétrécir au fur et à mesure que le temps passe.

Il y a dans le système américain un défaut majeur. Il est toujours malaisé pour l'Etat d'établir des plans en vue de résoudre les grands problèmes. Dans ce domaine, le socialisme d'Etat a un avantage — à supposer, naturellement, que les planificateurs fassent preuve de sagesse et ne commettent que peu d'erreurs. En regard du gaspillage inhérent au système de liberté américain, il y a la marge d'erreurs toujours possibles que commettent les auteurs des plans étatiques. Cependant, il est clair que la nécessité

## Le travail et l'homme

d'établir <sup>p.087</sup> des plans pour l'avenir augmente chaque année. Si je pense à l'énorme poids que l'augmentation de la population ajoute régulièrement au fardeau pesant déjà sur le système économique, il me semble évident que la planification doit être accrue. D'autre part, dans un système communiste comme celui de la Russie soviétique, les planificateurs seront probablement amenés à faire des efforts encore plus grands, étant donné que les Russes veulent disposer d'eux-mêmes, vivre à leur guise avec des exigences qui vont en croissant.

Le monde est aujourd'hui plein de bruits étranges et terrifiants. Hitler est mort avec ses rêves de domination mondiale, mais de Moscou et de Pékin nous parviennent de terribles échos : leurs peuples, leur système et leur génie se croient appelés à dominer le monde. Hitler et Mussolini avaient dit la même chose. Le résultat fut la guerre.

La guerre doit-elle recommencer ? En 1943, le secrétaire d'Etat Cordell Hull visita Moscou et rencontra Staline et Molotov. Il leur dit : « Ne pouvez-vous pas laisser votre révolution prendre sa place particulière dans l'histoire sur la simple base de ses résultats effectifs ? En Amérique, la révolution démocratique a changé le cours de l'histoire de la moitié du monde en moins d'un siècle par la seule force de l'exemple. Si votre système procure aux êtres humains ce dont ils ont besoin et ce qu'ils désirent, les imitateurs ne vous manqueront pas. Ne pouvez-vous pas abandonner une fois pour toutes l'impérialisme des tsars ? » Deux ans plus tard, victorieux dans la guerre, les Etats-Unis renoncèrent à la possibilité de se créer un empire. Aucun pays au monde n'a été forcé ou ne le sera d'accepter le système américain. Il n'existe pas dans le camp occidental de contre-partie à l'occupation de la

## Le travail et l'homme

Hongrie, à celle du Tibet, à la campagne d'intimidation contre la Tchécoslovaquie en 1948, ou à l'occupation de l'Allemagne orientale.

Sans guerre, les deux systèmes doivent arriver à trouver l'équilibre qui leur convient et des pays désireux de les imiter pacifiquement. Les Etats-Unis ont considéré le capitalisme moderne comme l'une des phases d'une évolution qui, de plus en plus, permet de résoudre les problèmes économiques et permet d'espérer que <sup>p.088</sup> l'homme pourra se consacrer aux grands problèmes de sa destinée. Or, les philosophes, de la Grèce à nos jours, ont considéré que c'était là le but suprême que l'homme veut atteindre. Formons le vœu que le socialisme-marxisme fasse des progrès et que, renonçant lui aussi aux tentations de l'impérialisme, il marche dans une voie donnant au monde un exemple. Ainsi, les deux systèmes, américain et soviétique, se rejoindront dans un effort commun, afin que le XXI<sup>e</sup> siècle se voie épargner les agonies par lesquelles le XX<sup>e</sup> a passé.

@

JULES MOCH

## SOCIALISME MODERNE : NI CAPITALISME, NI COMMUNISME <sup>1</sup>

@

p.089 Je voudrais, dès mes premiers mots, remercier M. Berle, non seulement de nous avoir fait bénéficier de sa parfaite connaissance du français, mais encore et surtout d'avoir ouvert une mine presque inépuisable de sujets de réflexion, tout en nous prouvant qu'au pays du capitalisme triomphant subsistent des idéalistes plaçant les valeurs morales au-dessus des biens matériels. Le connaissant de longue date, ainsi que ses études sur la répartition de la fortune aux Etats-Unis, sachant qu'il fréquente et anime ces milieux libéraux que tenta de pourfendre feu le sénateur Mac Carthy, et qu'il appartient au « brain trust » de Roosevelt, je ne m'étonne pas de sa profession de foi, même si elle complique ma tâche d'adversaire à la fois du capitalisme et du communisme, sous toutes leurs formes.

Il faut en effet parler de « toutes les formes » de ces deux régimes comme l'a fait M. Berle, et non d'une structure permanente, propre à chacun d'eux. Ni l'un ni l'autre n'est, au cours des ans, demeuré semblable à lui-même. Ayant ici mission de les critiquer l'un et l'autre, ce sont leurs formes actuelles et non, — comme le font trop de leurs adversaires — celles de jadis qu'il me faut rappeler. La doctrine socialiste — ici, je reprocherai amicalement à M. Berle d'avoir parlé de la « pensée socialo-

---

<sup>1</sup> Conférence du 8 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

communiste », alors qu'il s'agit <sup>p.090</sup> de deux pensées distinctes et opposées — la doctrine socialiste, dis-je, doit en effet s'adapter scrupuleusement à la vie, si elle refuse de se muer en un dogme sclérosé.

\*

Le capitalisme, tout d'abord, et sur ce point je suis pleinement d'accord avec M. Berle, ne ressemble plus à son ancêtre du siècle dernier. Marx écrivait à l'aube de la vapeur : Puissantes et coûteuses, les nouvelles machines transformaient en vastes usines les manufactures d'antan ; en sociétés anonymes les propriétés familiales ; en puissance bancaire, boursière ou spéculatrice les avoirs jadis directement investis. L'artisanat et les campagnes se muaient en un immense prolétariat que ne protégeait aucune loi sociale ; le travail intensif des femmes et des enfants de huit ans limitait les salaires au niveau permettant à peine à l'homme de vivre et de se reproduire...

D'où, avec la prolétarianisation de travailleurs naguère indépendants, leur paupérisation croissante, leur exploitation par le patronat, forme modernisée de la propriété de l'homme par l'homme, leurs révoltes et le développement de la lutte de classes. Celle-ci naissait internationale, comme la servitude humaine. N'ayant rien à défendre, les ouvriers n'avaient, selon Marx, pas de patrie. D'où son appel célèbre de 1848 : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », une révolution sociale devant seule abolir l'exploitation du travail en réalisant l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

\*

Temps révolus ! La vapeur a perdu son monopole. Les moteurs

## Le travail et l'homme

électriques ou à carburants, de faible puissance unitaire et de coût réduit, demain les réacteurs, accélèrent la mécanisation en permettant une dispersion croissante d'une énergie sans cesse multipliée et une amélioration accélérée des rendements et de la production. D'où la renaissance de certains artisanats modernisés, où le compagnon, voyant son employeur œuvrer à côté de lui et comme <sup>p.091</sup> lui, le connaît, l'estime, et espère s'établir à son tour grâce au crédit ; ne se sent plus, comme l'ouvrier, simple numéro d'un immense atelier, rivé au salariat, ni même parfois solidaire de sa classe.

La concentration du prolétariat trouve ainsi une limite, imprévisible pour Marx. Seul vainqueur de la compétition, le secteur tertiaire, celui des services et des intermédiaires, groupe 58 % de la population active américaine et 42 % de la française, l'industrie — en recul relatif — n'en occupant plus aujourd'hui que 35 et 33 %, et l'agriculture, réduite en proportion de sa modernisation, en réunissant 9 % aux Etats-Unis, pourtant gros exportateurs de produits de la terre, et encore 25 % en France. Ainsi, la prolétarianisation ne s'est pas généralisée. Première leçon pour les socialistes : ils n'arriveront nulle part légalement au pouvoir s'ils veulent donner ou maintenir à leur parti un caractère exclusivement ouvrier, au lieu de rassembler des démocrates de toutes origines sociales.

\*

De même, l'accroissement de la production, la baisse des prix de vente, la substitution, pour l'écoulement des surplus, à la conquête des marchés extérieurs — génératrice de colonialisme, d'impérialisme et de guerres — de l'extension du marché en profondeur, ont contredit la thèse séculaire marxiste de la

## Le travail et l'homme

paupérisation absolue, sauf inflexions temporaires dues aux guerres et aux crises. Le pouvoir d'achat réel des travailleurs a plus que doublé aux Etats-Unis en 36 ans, entre 1920 et 1956, malgré la réduction de 48 à 40 heures de la durée moyenne du travail. En France, il a doublé plus lentement, en 80 ans, entre 1850 et 1930 ; et, si notre actuel niveau de vie correspond sensiblement à celui de 1930, c'est que les ruines matérielles cumulées des deux guerres mondiales équivalent pour nous à quarante années de stagnation dans la marche au bien-être, durant les 45 années écoulées depuis 1914...

Cet enrichissement, sinon relatif — le fait est contesté — du moins absolu — il est incontestable — des salariés, les lois sociales, <sup>p.092</sup> la puissance syndicale expliquent l'intégration des travailleurs dans les Etats industrialisés, l'affaiblissement des luttes de classes — sauf explosions soudaines —, parfois même le « patriotisme d'usine », quand sont accordés des garanties de fixité d'emploi et ces salaires annuels auxquels les travailleurs modernes semblent aspirer plus qu'aux nationalisations d'usines.

\*

Evolution aussi sur le plan doctrinal. De Stuart Mill à Léon Say, les théoriciens avaient doté le régime d'un double régulateur automatique : la loi de l'offre et de la demande déterminait la production en fonction des besoins, et la variation du taux de l'intérêt adaptait l'épargne aux investissements, de manière à éviter un hiatus entre la production future et la demande, l'ensemble garantissant tant bien que mal un plein emploi aussi idéal qu'imaginaire.

Thèses toujours rejetées par les socialistes, arguant des crises

## Le travail et l'homme

cycliques qui, tous les sept ou dix ans, ébranlaient le régime, décuplaient le chômage, ruinaient les épargnants.

Thèses désormais abandonnées par le capitalisme lui-même : comment défendre la régulation automatique, notamment depuis la grande crise mondiale de 1929-1935 ? Comment ne pas s'inspirer de Keynes, dont l'influence au sein du capitalisme s'apparente à celle de Marx parmi les travailleurs ? L'économiste anglais a anéanti la doctrine de Stuart Mill et, avec elle, la foi en un équilibre du plein emploi, né du mariage, au moyen du taux d'intérêt, entre l'offre d'épargne et le montant de l'investissement. Il a justifié, pour juguler les crises, les interventions de l'Etat — augmentation des dépenses ; réduction des impôts, grands travaux, importations de choc, etc... — qui constituent autant de reniements des principes du capitalisme primitif.

Comment au reste ceux-ci s'appliqueraient-ils à un marché qui n'est plus, sauf exceptions, régi par la libre concurrence, mais bien par des monopoles parfois et par des oligopoles souvent, par une entreprise unique, ou un groupe puissant fixant souverainement les <sup>p.093</sup> prix, tandis que l'Etat intervient partout, promulgue des lois sociales, décide de tarifs douaniers, contrôle prix ou qualités ?

Les concentrations financières prévues par Marx se sont beaucoup plus complètement réalisées que les concentrations techniques, limitées par les dimensions optimales des entreprises. M. Berle l'a excellemment noté. Voici quelques données confirmant la thèse qu'il a tout à l'heure développée. C'est un point sur lequel nous sommes d'accord. En 1947, par exemple, 113 grosses sociétés américaines, sur un total de 307.000, possédaient 48 % des terrains, des usines et de l'équipement de toutes les branches de transformation que M. Berle énumérait tout à l'heure. Dans

## Le travail et l'homme

chacune des industries de l'automobile, des pneumatiques et des tracteurs, de l'acier, du cuivre, de l'aluminium, du fer et des produits chimiques, du matériel de bureau, des boîtes de conserve, des apéritifs et dans bien d'autres activités, les trois plus grands trusts américains réalisent au moins les deux tiers du chiffre d'affaires de la branche.

Sans doute cette toute-puissance des producteurs trouve un frein dans celle des grandes chaînes capitalistes de distribution, existant en Amérique, assez fortes pour discuter des prix, en menaçant de se muer en fabricants. C'est la loi de l'action et de la réaction, la loi de Lenz, transposée de l'électricité à l'économie. Mais si les premiers prospèrent en exploitant leurs salariés, les secondes, les chaînes commerciales, se développent au détriment des consommateurs, en sorte que, par ce pouvoir compensateur, les deux antagonistes s'enrichissent aux frais de la collectivité.

Le régime, même ainsi modernisé, demeure aux antipodes du socialisme, dont le but est d'associer une production collective n'exploitant pas le salarié à une distribution coopérative ne lésant pas le consommateur, l'une et l'autre ne prélevant sur les prix que les fonds strictement nécessaires à la modernisation, à l'amélioration du rendement, sans détournement vers aucune forme de profit sans travail, pour des actionnaires.

C'est là au fond ce qui nous distingue essentiellement, M. Berle et moi. Un capitalisme idéal, comme il nous le définissait tout à l'heure, dans lequel les actions des entreprises appartiendraient, même en totalité, à de grandes compagnies d'assurances ou à des <sup>p.094</sup> caisses de retraites, reposerait encore sur le prélèvement sur le travail humain, et sur la spéculation boursière. Il demeurerait donc condamnable à nos yeux.

## Le travail et l'homme

\*

Aujourd'hui baptisées récessions, les crises ont perdu, grâce, entre autres, aux méthodes de prévision et d'économétrie, leur caractère ancien d'universalité géographique ou de généralité économique. Mais le capitalisme n'a jamais su résoudre de façon stable et définitive le problème du plein emploi. L'économie américaine a compté douze millions de chômeurs au plus fort de la crise de 1929 et je crois qu'elle en conserve de 2 à 3 millions en permanence.

Si par ailleurs la concurrence des prix s'atténue, celle de la publicité s'enfle démesurément : des centaines de millions de dollars et un immense effort humain sont gaspillés sans accroissement de bien-être. Un économiste américain, Galbraith — M. Berle m'excusera de prendre comme armes les œuvres de ses compatriotes — le souligne : « Il existe encore », écrit-il, « un grand nombre de pauvres gens aux Etats-Unis. Ils subissent les prix les plus élevés qu'entraîne l'économie du monopole et les coûts majorés de la distribution, tout comme ceux qui en ont les moyens... Nombreux sont ceux qui vivraient plus longtemps et mieux si les biens essentiels étaient produits en plus grande quantité et à meilleur compte. » La phrase n'est pas de moi, elle est d'un économiste américain. Il cite des exemples de taudis et de misère, auxquels M. Berle, tout à l'heure, faisait allusion, notamment parmi les Noirs du Sud ou parmi ceux émigrés vers le Nord, parmi les ouvriers non qualifiés également, les 2.300.000 « valets de ferme, véritables parias de la vie américaine », et les « 2.000.000 de familles paysannes, en particulier dans les Appalaches du Sud, qui continuent à vivre dans cette misère extrême et sans nom, inégalée dans aucun pays situé à l'ouest de la Turquie ».

## Le travail et l'homme

\*

Le communisme s'est, lui aussi, profondément modifié. Pour le juger, objectivement, dans la mesure où nous pouvons être objectifs, <sup>p.095</sup> n'oublions jamais qu'il s'implanta en 1917, dans un pays arriéré, aux deux tiers analphabète, ruiné et désorganisé par la première guerre mondiale, avant d'être décimé et dévasté au-delà de toute expression au cours de la seconde.

Or, en sa forme la plus rigoureuse, et, sous Staline, la plus cruelle, il a gagné les deux batailles d'où dépendait sa survie : celle de l'analphabétisme, intégralement disparu pour faire place à un niveau de culture comparable au nôtre, et même notablement supérieur en ce qui concerne le nombre de savants, d'ingénieurs et de techniciens annuellement formés par million d'habitants, et cette autre bataille, plus complexe encore, de l'industrialisation : la production globale a été, par rapport à 1913, multipliée par 30 pour toute l'industrie, et par 43 pour l'industrie lourde, tandis que quadruplait le nombre de travailleurs en usine.

On peut certes discuter de la large priorité soit pour l'industrie lourde — qui conditionne le développement futur —, soit pour celle des armements — qu'expliquent les méfiances accumulées et la course, ruineuse pour tous, engagée par une humanité en folie. Mais un fait demeure : un régime qui ne disposait à sa naissance d'aucune épargne, à qui ses principes et la politique de l'Ouest interdisaient de recourir, comme l'Etat d'Israël, aux capitaux étrangers, a su, par une dictature rigoureuse, prélever sur le travail quotidien et misérable de ses enfants, non seulement le superflu, mais une partie du nécessaire, pour équiper en quarante ans ses usines, comme l'Amérique l'a fait en deux siècles. Il a ainsi sacrifié toute une génération au bien-être des suivantes et à la sécurité du pays.

## Le travail et l'homme

Soumise au régime le plus rigoureux — le seul sans doute capable d'imposer de tels travaux forcés — l'U.R.S.S. commence à en recueillir les fruits. Ayant doublé en dix ans, son niveau de vie s'élève encore chaque année de 3,5 à 4 % pour les ouvriers, de 10 à 12 % pour les kolkhoziens, favorisés en vue du développement de l'agriculture. Multiplié par vingt depuis 1913, le revenu national soviétique global a triplé, malgré la guerre, depuis 1940 et a presque doublé depuis 1950. Dans ces huit dernières années, sa croissance semble avoir varié entre un minimum de 8,7 % en 1953, et un <sup>p.096</sup> maximum de 12,5 % en 1954, la moyenne s'établissant à 11,4 %, c'est-à-dire fort au-dessus de nos taux d'Occident, en Europe comme en Amérique.

L'U.R.S.S., nous n'avons pas le droit de nous le masquer, n'est plus loin en arrière de pays comme la France, qui se classe douzième dans la course mondiale au bien-être, et a déjà dépassé d'autres représentants du capitalisme occidental. Si Khrouchtchev témoigne peut-être de quelque présomption en affirmant que son pays rattrapera les Etats-Unis d'ici une décennie, sa déclaration nous incite pourtant à deux ordres de réflexions.

\*

L'un, à la limite de notre sujet, je m'en excuse, est que cette prophétie risque de se réaliser sinon dans dix ans, du moins dans vingt ou trente, c'est-à-dire demain dans la vie d'un peuple. Quand le niveau américain sera atteint, le « rideau de fer », déjà moins étanche, se pulvérisera dans la stratosphère. Les invités et les touristes, de plus en plus nombreux, ignoreront par quels méfaits le record aura été ainsi battu — on a la mémoire courte — et n'en retiendront que les bienfaits ; ils reviendront probablement propagandistes fervents d'une cause comptant plus sur la

## Le travail et l'homme

contagion du bien-être que sur les armes pour universaliser sa doctrine. L'Occident est perdant à court terme, s'il ne relève pas le défi du communisme sur le terrain choisi par lui ; s'il persiste à s'essouffler dans une ruineuse course aux armements, que seule une planification dictatoriale permet de poursuivre de pair avec un relèvement substantiel du niveau de vie. Peut-être même certaines agressions verbales de Moscou sont-elles destinées à nous persuader de surarmer encore, pour rapprocher l'époque où Khrouchtchev gagnera son pari.

La seconde série de réflexions découle des données précédentes. Un peuple instruit et dont le confort augmente réagit à la dictature autrement qu'une foule illettrée et misérable. On le constate même quand une propagande incessante et l'obligation du conformisme ont effacé presque tout sens critique. La liberté reparaît en U.R.S.S. Non certes la nôtre, celle qui nous permet de combattre sans risque <sup>p.097</sup> nos régimes politiques ou sociaux ; mais la liberté sur le plan technique, que manifestent les critiques nombreuses dans les journaux d'usine, les suggestions de réformes et les dénonciations d'abus, les plaintes contre des chefs d'atelier ou des chefs d'entreprise. D'autre part, la soif de connaître la vie en Occident contrebat les jugements préconçus, antérieurement admis, et frappe les visiteurs : le voyage de Nixon, qui n'était pas spécialement sympathique aux Soviétiques et auquel le régime n'était pas davantage sympathique, en témoigne après tant d'autres, comme aussi le succès de l'exposition américaine de Moscou.

Politiquement même, le régime s'assouplit. Le parti unique ne règle plus ses divergences par l'assassinat. Beria est le dernier ministre exécuté, il y a six ans. Depuis lors, deux présidents du

## Le travail et l'homme

conseil et au moins un vice-président, Malenkov, Boulganine et Kaganovitch, de nombreux ministres et non des moindres, dont Molotov, ont été démis presque à l'occidentale, sans dommages physiques. Des démocraties populaires, en avance sur leur modèle soviétique, tentent de rendre un sens partiel aux élections législatives.

Il faut tenir compte de cette évolution, contre-partie d'une éducation généralisée. Toujours fidèle à ses principes, le régime les humanise quelque peu. En ce sens, la planification soviétique ressemble de plus en plus à la technocratie des sociétés anonymes américaines, comme pour nous, Suisses ou Français, habitués à la multiplicité des formations politiques, un régime ne reconnaissant en droit qu'un parti unique, n'est pas très éloigné de tel autre qui, en fait, n'en admet que deux, si des nuances se manifestent dans le parti unique, comme il en existe dans les deux partis d'en face...

\*

Mais pour les socialistes, capitalisme et communisme, même sous leurs formes actuelles que j'ai essayé de vous dépeindre, sont deux adversaires, presque au même degré.

Je soutiens d'abord que, matériellement, ils se ressemblent de plus en plus. Je l'ai montré dans quelques domaines. Plus généralement, le capitalisme moderne, ayant renié le libéralisme, se fait <sup>p.098</sup> interventionniste et planificateur, comme le communisme, dont le premier plan général d'électrification, le « Goelro », arrêté en février 1920 — avant même la fin de la guerre civile ! — paraphrase en 700 pages la formule de Lénine, selon laquelle la « fée Electricité » sauverait le communisme.

Pareillement, la puissance dans les deux pays-types de dogmes

## Le travail et l'homme

généralement admis — ici, culte du profit ; là, marxisme-léninisme — engendre un double conformisme de la presse et de la pensée, certes dictatorialement imposé dans un camp, inné dans l'autre ou résultant de réactions semblables en face des problèmes matériels. Mais les résultats se ressemblent : si la presse d'opposition n'existe pas en U.R.S.S., elle demeure rare et faible aux Etats-Unis. Nous avons, M. Berle et moi, un très cher ami commun. Je puis bien dire qu'il dirige une revue new-yorkaise ayant la libre disposition de ses opinions et pratiquant l'opposition quand elle le juge utile. Mais combien en existe-t-il d'autres ? Si les esprits ne peuvent s'insurger contre le régime à Moscou, ils n'y songent guère à Washington, et la preuve en est donnée par l'extrême faiblesse des partis ouvriers.

Je ne poursuis pas l'énumération de ces analogies, ni ne rappelle les profondes divergences philosophiques entre capitalisme et communisme, si complètement mises en valeur par M. Berle. Mon propos est autre : je soutiens que le socialisme s'oppose autant à l'un de ces régimes qu'à l'autre.

\*

Il n'admet pas tout d'abord la prédominance de la matière, le profit sans travail, l'amour du lucre, le goût de la spéculation, sur quoi le capitalisme se fonde, au détriment de la culture intellectuelle et du développement moral des masses.

Il tient pour inique que des travailleurs soient privés de la contre-valeur des richesses qu'ils créent, et ce, au profit d'actionnaires étrangers à cette production et bénéficiaires d'un profit sans travail entraînant à la fois une hausse injustifiée de leurs titres et un prélèvement, souvent de plusieurs mois par an,

## Le travail et l'homme

sur le labeur des salariés. Dans ce domaine, le socialisme est théoriquement plus proche du communisme que du capitalisme.

p.099 Par contre, il ne sépare pas la liberté économique des travailleurs à l'usine de leur liberté politique de citoyens. Il veut étendre la démocratie sur les lieux du travail, comme elle existe dans la vie des nations non dictatoriales. En quoi il se sépare des autres doctrines, dont l'une associe la liberté politique à des formes d'autocratie économique, et dont l'autre a démocratisé l'usine dans une nation monolithique et oligarchique.

Plus précisément, le socialisme n'admet pas que la révolution restant à faire dans les pays capitalistes pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme doive être payée par la perte ou l'amputation des libertés politiques. Car celles-ci, autant que son émancipation matérielle, conditionnent le développement de l'homme.

\*

Restituer à l'être la plénitude de son pouvoir créateur partiellement usurpé améliorerait insuffisamment son sort, si cette appropriation collective ne s'accompagnait d'une majoration de la production. Le socialisme est donc essentiellement planificateur, mais non selon les voies du communisme, ni selon celles du capitalisme : le capitalisme planifie en vue de profits accrus, le communisme fonde ses plans sur la contrainte ; le socialisme recherche la satisfaction des besoins dans la liberté.

Or, cette satisfaction coïncide rarement avec le profit maximum, même quand celui-ci résulte d'un accroissement de la production, lié à une baisse des prix. Un exemple précisera la différence : un Etat socialiste décidera, par exemple, de

## Le travail et l'homme

généraliser l'eau courante dans tous les logements, à la ville et à la campagne. En France, où nous sommes assez en avance, un tiers de nos logements urbains ou ruraux sont encore privés d'eau courante sur l'évier. Pour le faire, il décidera une priorité en faveur des tuyaux d'acier, et comme la production d'acier n'est pas immédiatement indéfiniment extensible, cet accroissement de production de tuyaux se fera au détriment de la production d'autres produits en acier, de vente peut-être plus avantageuse. Ce sont ces dernières productions qu'un trust privé s'efforcera d'écouler, avant les canalisations, si celles-ci <sup>p.100</sup> rapportent moins. Le socialisme généralise ainsi la notion de « service public », qui est entré dans les mœurs et qui est parfaitement admise dans d'autres domaines. Je suis sûr qu'aucun de vous ne s'est posé la question suivante : un citoyen suisse, qui habite une ferme isolée dans la montagne, a le droit de recevoir son journal, même s'il ne reçoit que cela, tous les jours, et au même tarif postal que l'habitant de la ville. Cependant, le facteur rural, qui occupe toute sa journée pour aller livrer un seul journal dans la montagne, coûte à la collectivité beaucoup plus qu'il ne lui rapporte, tandis que le facteur urbain, avec sa sacoche pleine de lettres, rapporte beaucoup plus qu'il ne coûte. Pourtant, l'identité des tarifs du service est admise par tout le monde. C'est une notion du genre de celle-là que doit généraliser une planification socialiste.

La différence entre planification socialiste et communiste n'est pas moindre. La première, ayant pour fin l'épanouissement de la personne, se fonde sur la liberté, non sur la contrainte. Elle exige donc, dans le secteur collectif, la participation directe des travailleurs à l'élaboration et à l'exécution du plan, comme aussi à la gestion démocratique directe de l'usine et, dans le secteur privé

## Le travail et l'homme

— subsistant dans divers cas au sein d'un régime socialiste — le contrôle des bilans et des amortissements, la différenciation des taux des crédits consentis ou des impôts exigés, selon l'intérêt social des programmes d'investissement ou la fidélité dans l'exécution du plan national, bref un ensemble de mesures ne s'apparentant nullement à la contrainte.

Je réponds ainsi à une question fréquente : oui, une planification socialiste est compatible avec la liberté. L'homme n'est pas condamné à opter entre la contrainte et l'égoïsme. Une autre voie s'ouvre, qui ne conduit ni à Washington, ni à Moscou...

\*

Mais c'est essentiellement par leurs éthiques que les trois doctrines divergent au maximum.

Le socialisme se refuse à tenir pour définitives les injustices partout constatées, celle de la naissance d'abord qui, sauf exceptions, <sup>p.101</sup> fait un ouvrier du fils d'ouvrier, quelle que soit sa valeur, et un bourgeois du fils de capitaliste, même intellectuellement incapable ; celles de la vie ensuite, qui n'ouvre pas des chances égales à tous les hommes, en les différenciant seulement en fonction de leurs capacités et des services rendus à la collectivité, et non de leur fortune ou de la situation de leur famille. Par les palliatifs des bourses et des promotions sociales, par une très relative mobilité entre classes — plus marquée d'ailleurs en Amérique qu'en Europe —, le capitalisme atténue certes ces iniquités ; mais il en admet le principe, ce qui est plus grave à nos yeux, et maintient entre catégories sociales un « rideau de fer » interdisant le plein épanouissement dans la liberté. Cet épanouissement est

## Le travail et l'homme

également limité, en U.R.S.S., mais par d'autres moyens : par le recours à la contrainte, hier plus encore qu'aujourd'hui, par une propagande incessante, du matin au soir et de la naissance à la mort, par l'obligation, en matière publique, d'un conformisme atrophiant le sens critique.

Je n'ai pas le temps d'évoquer des souvenirs de Russie, mais j'ai été frappé un jour, au Musée de la Révolution de Moscou, de découvrir une pièce que j'avais connue 25 ans auparavant, et qui était le décret corrigé à la main par Lénine et Trotzky créant l'armée rouge en 1918. La première fois je l'avais vue en 1924, — Trotzky était encore en bonnes grâces — complet sur deux pages. Maintenant, on le montre sur une seule page : on a arraché la deuxième. Pourquoi ? Pour ôter la signature de Trotzky, parce que Trotzky est rayé de l'histoire soviétique, et une jeune femme russe qui était avec nous confiait à ma femme : je ne sais même pas quels sont les traits physiques de Trotzky, ma mère se souvient en avoir vu une photographie, mais moi je n'en ai jamais vu. Comme je m'étonnais auprès du conservateur contre cette amputation de la moitié du texte, qui constituait une falsification de l'Histoire, il m'a répondu ce mot étrange : « Que voulez-vous, ce n'est pas un musée pour intellectuels préparant une thèse ; c'est un musée pour l'éducation des masses. » Cette différence de vérité, un socialiste ne l'admettra jamais.

La morale socialiste condamne des actes licites selon celle du capitalisme : le goût du gain individuel l'emportant sur l'intérêt<sup>p.102</sup> collectif, celui notamment du profit sans travail sous toutes ses formes : dividendes, revenus autres que retraites et pensions, loteries, courses, jeux de hasard. Car le socialisme ignore la religion de l'argent : voulant garantir chacun contre les risques de

## Le travail et l'homme

la vie, il aspire à provoquer ainsi un bouleversement des traditions d'épargne et de parcimonie, héritées de siècles de misère et d'angoisse du lendemain.

Ainsi, il veut promouvoir pleinement l'homme dans toutes ses facultés intellectuelles, ce qu'interdisent simultanément mais différemment, le culte capitaliste du profit et les moyens communistes de la transformation sociale.

\*

Le communisme compte en effet sur l'action de « minorités agissantes » et veut par leurs initiatives, souvent clandestines au début, instaurer ce qu'il appelle la « dictature du prolétariat ». Celle-ci, transitoire dans son principe, se prolonge, — l'exemple des démocraties populaires le prouve — tout au long de générations. Initialement moyen, elle devient fin en soi. Parallèlement, elle se mue en dictature d'un parti en très faible minorité, qui s'exerce sur toute la population, voire, au temps de Staline, en dictature de la poignée de membres d'un Bureau politique sur le parti et sur la population, enfin du despote sur le Bureau politique, le parti et les citoyens.

Le socialisme au contraire n'entend réaliser la transformation sociale que lorsque celle-ci est mûre dans les esprits et dans les faits : c'est-à-dire quand la souhaitent des hommes devenus aussi conscients de leurs responsabilités et de leurs devoirs qu'ils le sont déjà de leurs droits, et quand les institutions essentielles de la société nouvelle — syndicats, coopératives, mutuelles, associations de toutes sortes —, se sont suffisamment développées et perfectionnées au sein de l'ancienne pour jouer pleinement le rôle accru qui leur incombera. Il ne souhaite pas une prise de pouvoir

## Le travail et l'homme

prématurée qui désorganiserait l'économie au lieu de la développer et ouvrirait option entre chaos et dictature.

p.103 C'est pourquoi, en attendant que soient réalisées les données préalables de la prise de pouvoir, le socialisme veut promouvoir toute réforme améliorant la condition humaine. Il y voit non seulement un bénéfice immédiat pour tous, mais aussi une préparation de chacun à ses responsabilités futures. Le communisme accepte en général ces réformes pour ne pas écarter de lui sa clientèle, mais redoute qu'un accroissement du bien-être réduise la volonté révolutionnaire et freine l'action des minorités agissantes. Le capitalisme se résigne aux réformes, aux lois sociales, aux interventions de l'Etat, lorsqu'il ne peut plus s'y opposer ; car, même lorsqu'il se proclame social, il souhaite la pérennité de son régime d'exploitation du travail.

\*

Son but étant moral autant que matériel, le socialisme répudie tout moyen avilissant, même si son emploi hâtait l'émancipation. Il n'admet ni le mensonge, ni la duplicité auxquels recourent les communistes, ni les formes trompeuses de la publicité, fondement actuel du marché capitaliste.

Les hommes se trouvent ainsi confrontés avec trois éthiques. L'une ne peut se dissocier pleinement du culte de l'argent et tolère les inégalités sociales. La deuxième subordonne l'individu au pouvoir dictatorial, et les Etats communistes à l'un d'entre eux. Pour son triomphe, il faut, Lénine l'a écrit en 1920 dans la *Maladie infantile du Communisme* : « savoir consentir à tous les sacrifices, user même, en cas de nécessité, de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois et celer parfois la vérité. »

## Le travail et l'homme

La troisième doctrine enfin se donne pour but ultime le plein développement de l'esprit libre autant que celui du bien-être, et proclame avec Jaurès dans son célèbre *Discours à la Jeunesse* en 1903 : « Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel. C'est de chercher la vérité et de la dire. C'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant. »

M. Berle, dans la dernière phrase de son intervention, tout à l'heure, a évoqué un XXI<sup>e</sup> siècle durant lequel les deux systèmes p.104 américain et soviétique se rejoindraient dans un effort commun pour éviter au monde les agonies du XX<sup>e</sup>.

Je souhaite moi aussi, je souhaite ardemment cette convergence. Je l'espère en socialiste, c'est-à-dire en homme persuadé que le point de rencontre prévu par M. Berle sera marqué par l'introduction en Amérique de la démocratie économique, de la suprématie du travail sur le capital ; en U.R.S.S. par l'apparition de la liberté politique, victorieuse des contraintes et des nouvelles aliénations, et que ce sera ainsi précisément ce socialisme démocratique qui se cherche et se renforce au sein des démocraties de l'Europe occidentale, et qui apporte à chacun des deux autres régimes sociaux exactement ce qui leur manque pour libérer pleinement l'être humain.

Car je soutiens, paraphrasant, pour terminer, la pensée de Léon Blum en 1919, que seul le socialisme démocratique installera la raison, la justice et la liberté intégrale, là où règnent aujourd'hui le privilège, le hasard, ou les oppressions dans les mondes capitaliste et communiste.

@

DANILO DOLCI

## QUELQUES ASPECTS DU RAPPORT ENTRE LE GASPILLAGE ET L'IMMATURITÉ TECHNICO-CULTURELLE <sup>1</sup>

@

p.105 Je me propose avant tout de vous faire entendre la voix de ceux qui vivent à l'écart du monde actuellement à l'étude, — ce monde qui s'intéresse et se nourrit de faits et d'idées sur un plan international — ; la voix de ceux qui, intelligents et animés de bonne volonté, mais retranchés dans leur monde statique, comme tel est fréquemment le cas dans les régions arriérées, ne possèdent souvent pas les instruments techniques et culturels qui leur permettraient de savoir que faire, comment travailler, comment progresser, si bien que la terre, la vie, restent, devant leur impuissance, un douloureux chaos. Cette situation, nous le savons, est celle d'au moins un tiers des populations d'aujourd'hui, et c'est précisément en nous basant sur cet état de faits que nous avons entrepris une série d'études en Sicile occidentale.

De plus, et afin d'engager un échange de vues avec vous, je voudrais vous parler de la façon dont nous envisageons, dans cette région de la Sicile, de mener une action visant à fournir du travail à ceux qui en sont dépourvus.

En premier lieu, je me permettrai de poser un certain nombre de questions : Pourquoi souhaiterait-il un barrage et en encouragerait-il la construction, celui qui ne sait nullement ce

---

<sup>1</sup> Conférence du 10 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

qu'est un barrage, et non seulement n'en a jamais vu, mais en ignore jusqu'au nom <sup>p.106</sup> pour ne l'avoir point entendu ? Comment attendre des paysans qu'ils ne brûlent pas leur fumier, s'ils n'en connaissent pas l'usage et considèrent qu'il « souille la terre » ? Comment exiger d'eux qu'ils utilisent des engrais chimiques, s'ils ne savent pas quel est leur but ? Et surtout, comment penser que les paysans s'organisent, afin que les monopoles fassent baisser les prix, tant qu'ils n'en connaissent pas l'opportunité et ne les souhaitent pas, tant qu'ils ne connaissent pas l'utilité d'unir leurs efforts ? Comment exiger exactitude, notion de la valeur du temps, tant que toute notion de la valeur de l'homme est inexistante ?

Et comment attendre d'une population, qu'après des siècles de stagnation, elle s'organise pour réaliser une vie nouvelle, si elle ignore l'existence de cette vie ? Comment penser que des millions d'analphabètes puissent distinguer une structure d'une autre et s'en servir suivant leurs propres intérêts, tant qu'ils n'ont aucune notion pratique ou théorique de ces structures ?

Comment des millions d'individus sauraient-ils qu'ils peuvent changer la face de leur terre, tant que ce problème n'existe pas véritablement pour eux, tant que personne ne les aide à se le poser, tant qu'ils ne possèdent aucun instrument précis de mise en valeur (équipes-pilotes expertes en planification démocratique, composées d'économistes, d'éducateurs, d'experts en développement de communautés, d'agronomes, d'urbanistes, de médecins, d'ingénieurs, etc.) ? Comment ces millions d'individus pourraient-ils sortir de l'impasse dans laquelle ils se trouvent, sans avoir eu l'occasion d'acquérir un esprit analytique, une vision claire des choses ? Et comment introduire une planification consciente, comment agir en tenant compte de la situation réelle, s'adapter à

## Le travail et l'homme

chaque région, sinon à travers un effort de compréhension, d'éducation et de qualification de tout un peuple ?

Ainsi, même dans des régions réduites, aussi longtemps que rien ne se fait, que n'agissent des volontés nouvelles et de nouveaux instruments technico-culturels, la terre humifère, érodée, est gaspillée par centaines de millions de mètres cubes, l'eau est gaspillée, elle aussi, par centaines de millions de mètres cubes puisqu'elle traverse des terrains arides, le fumier est brûlé par milliers de tonnes <sup>p.107</sup> sur les flancs des terres épuisées. Et les hommes, les enfants, sont gaspillés, un à un, par milliers, par centaines de milliers, par millions.

Pour donner une réponse valable à ces nombreuses questions, pour s'acheminer vers une forme de planification démocratique, comme je le disais tout à l'heure, vers des solutions sages et humaines, il convient tout d'abord d'écouter parler ces hommes, de les comprendre, de les connaître, afin que le diagnostic soit clair et les difficultés existantes bien définies.

A Cammarata, dans la vallée du Tumarrano, les terres cultivables sont réduites, appauvries par l'érosion et les éboulements. Quel est le comportement de la population ? Comment réagit-elle, elle, je le répète, si statique, si éloignée du monde extérieur ?

Écoutons la voix d'une femme :

« Un oncle nous haïssait parce qu'il voulait nos terres ; il alla à Casteltermini voir un sorcier. Puis il parla avec une femme de mon village et lui dit : « Peux-tu te procurer une meule de fromage pour ma nièce ? — Oui, c'est possible, je leur dois quelque chose. » C'est cette meule

## Le travail et l'homme

qui a ruiné toute notre famille. Un jour, je vois arriver la femme avec un fromage de six ou sept kilos, bien fait, bien épicié, et tout. Elle me dit : « Cette meule, mangez-la à ma santé. » Mais ce cadeau, ce n'était qu'un piège. Alors je mets le fromage dans une marmite — pour qu'il reste au frais, n'est-ce pas ? — derrière cette horloge, près de l'armoire. Sur la marmite, il y avait six assiettes, l'une sur l'autre. J'avais une sœur à la maison. Quand je voulais prendre un peu de fromage, je trouvais les assiettes cassées ; alors, je demandais à ma sœur : « Pourquoi est-ce que tu prends le fromage et ensuite brises les assiettes ? » Et elle disait : « Ce n'est pas moi qui ai cassé les assiettes ni pris le fromage. » Alors je prends le fromage, vais le cacher dans un autre endroit et mets une grosse pierre dessus. Un jour, quand j'ai voulu en prendre, la pierre avait disparu. La meule était habitée par les esprits. »

La femme évoque ensuite une visite faite à une sorcière qui lui prédit une catastrophe sur ses terres.

« Une nuit, mon mari entend une voix, la voix de la tante, qui était morte entre temps : « Cola, réveille-toi, va à la Menaca (ce <sup>p.108</sup> sont nos champs), tu verras le précipice qu'il y a là. » Lui ne peut plus dormir. « La tante m'a appelé, me dit-il, et je vais voir ce qu'il y a aux champs. » Alors vers 7 heures et demie, 8 heures — c'étaient les premiers jours d'avril — un garçon vient demander s'il peut aller cueillir des fenouils sur nos terres. Il part avec mon mari, l'un par le haut, l'autre par le bas. Quand le garçon arrive sur nos champs, il ne voit que des

## Le travail et l'homme

crevasses, si profondes que deux personnes auraient pu y tenir. Il s'épouvante et court vers la maison en hurlant. Alors mon mari laisse le mulet devant la maison et va voir ; lui aussi prend peur ; les crevasses étaient devenues aussi larges qu'une route, la terre marchait et les arbres s'effondraient. Tout glissait, la montagne, les animaux, les serpents. Alors mon mari, qui voulait au moins sauver une partie du bois, envoie le garçon chercher des hommes pour l'aider. Ils arrivent. Mais chacun en a profité, de la catastrophe. Mon mari était hébété. On lui disait que s'il marchait là, il périrait au milieu de l'éboulement. Lui regardait et voyait les autres prendre du bois, chacun pour soi. Mon mari était épouvanté. Un homme qui était sur une pierre et coupait une plante, marchait comme sur une route. Mon mari devina tout de suite ce que c'était et dans la nuit du samedi, il alla ouvrir le Libro dei Cinquecento <sup>1</sup> au sommet de la montagne ; les autres l'ont aidé à comprendre. »

Notre maison semblait devoir tomber d'un moment à l'autre, tant l'éboulement allait vite. Avant, nous en retirions quelque chose, de cette terre ; il y avait un réservoir de huit mètres cubes, des nèfles, des figues, des cerises, des pêches, tant d'autres fruits encore, et en 24 heures, tout a disparu, comme dans un gouffre. La maison était toute fracassée, il y avait tant de crevasses. Avant, elle était au milieu des champs, mais l'éboulement la tirait, la tirait, comme s'il voulait l'emporter. Le jour

---

<sup>1</sup> Un livre de magie. (N.d.T.)

## Le travail et l'homme

des Rameaux, mon mari est parti avec quatre ouvriers du village pour décharger la maison de ses tuiles. Et avant de commencer, il s'est agenouillé, a levé les yeux au ciel en disant : « Jésus, si vous me faites la grâce de ne pas emporter la maison, je construirai une chapelle à saint François. » <sup>p.109</sup> Alors ils laissèrent les tuiles sur le toit, et la maison, toute fissurée, resta debout. Des pierres dégringolaient de partout. Mon mari, qui restait aux champs, y dormait, dans cette maison. Mais comment... ? Avec la foi. Il faisait le signe de la croix. La fête de Jésus de Nazareth approchait. Les sorciers sont venus, et comme on disait toujours qu'ils étaient au courant de la catastrophe, je suis allée à l'hôpital voir une dame qui m'a enfin dit que la cause de ce précipice, c'était la meule de fromage. « Si vous pouvez me trouver une meule de fromage, avec les épices, comme celle que vous aviez reçue, une poule noire et trois mètres de ruban rouge, je vous arrangerai tout. » Je commence à chercher partout. Puis elle me dit de lui apporter de l'eau bénite de sept églises. Elle y met un médicament qui lui fait prendre la couleur du vin et me dit que c'est le sang du Christ. Mon mari devait prendre cette bouteille, une bouteille d'un litre, et à minuit, la tenir d'une main, jeter l'eau de l'autre, en commençant là où l'éboulement s'était arrêté, et dire : « Au nom de Dieu, je te maudis. Sors de ma terre. » Et lui jetait l'eau en marchant d'un côté à l'autre, tout seul dans la nuit, pris par la peur. L'éboulement avançait toujours et lui allait, d'une pierre à l'autre.

## Le travail et l'homme

Jusqu'à la fin. Et le lendemain, on vit que les pierres ne glissaient plus et que l'éboulement était arrêté.

Pour cette fois, l'éboulement s'était arrêté, mais mon mari était toujours agité ; il s'est fait une paire de sabots, et s'est laissé pousser la barbe et les cheveux ; il s'est mis au milieu du chemin et parlait de l'Évangile du Christ à tous ceux qui passaient. On disait qu'on lui avait jeté un sort pour qu'il devienne fou. Et lui disait que pour être chrétien, il fallait suivre l'Évangile du Christ.

J'y suis allée avec les enfants. Il se trouvait là où l'éboulement s'était arrêté. Comme il avait les cheveux et la barbe si longs, je me mis à appeler : « Cooo-la » et je dis aux petits de crier aussi : « Papa, papa. » Il s'était baissé et se lavait. Il se leva pour regarder. Et les enfants disaient : « Maman, voilà papa, voilà papa. » Nous attendions qu'il vienne. Après s'être lavé, il alla devant la maison, prit une faux, et il disait qu'il devait nous couper la tête à tous. Était-ce bien lui ? C'était le diable qui le transportait ainsi. On lui avait jeté un sort, à lui et à la terre. Il courait sans s'arrêter. D'un côté, je voulais <sup>p.110</sup> m'en aller, mais de l'autre je pensais : « Je suis ici, est-ce que je ne dois pas lui cuire un plat de pâtes ? » J'entrai dans la maison, j'avais peur : la maison dans cet état, lui, endiablé... Mais qui d'autre devait lui donner à manger ? Son plat de pâtes, il le donna au chien. Ce n'était pas lui qui pensait, c'étaient les esprits malins qui le commandaient. »

## Le travail et l'homme

Mon père et les autres disaient : « Laisse-le crever, laisse-le crever. Tes enfants, il ne les aidera pas. » Mais moi je savais ce qu'il avait. »

Et, entrecoupant ce récit dramatique, voici quelques images de la vie quotidienne :

« Quand les bêtes sont malades, on les mène chez le forgeron qui les guérit en leur trempant les pattes dans un bain de pierre céleste <sup>1</sup>. Une de mes vaches avait une maladie qui lui faisait pendre la langue et baver beaucoup ; alors nous lui avons fait un bain de pierre céleste, d'alun et de miel ; et elle a guéri. Une mule avait des douleurs au ventre et un vieux nous a enseigné à faire une petite croix d'herbe ; il a tourné trois fois autour d'une pierre et à chaque tour, je touchais les flancs de la bête avec cette croix en récitant un *pater*, un *ave* et un *gloria*. La mule a guéri. Ou, pour guérir une bête malade, on peut aussi prendre le tablier d'une femme qui a eu des jumeaux, et avec lequel on frotte les pattes de l'animal ; le mal passe. Zia Francesca a eu deux fois des jumeaux et elle garde les tabliers pour guérir les bêtes des maux d'estomac. On peut aussi faire des injections. Quand dans une famille, le premier enfant est un garçon, on lui fait de petites bottines de fourrure de loup qu'il doit mettre trois jours et trois nuits ; ensuite, il est capable de guérir de leurs maladies les animaux. Et les fourrures de loup, il faut les faire venir de loin...

---

<sup>1</sup> Sulfate de cuivre (N.d.T.).

## Le travail et l'homme

Quand les vers sortent de la bouche des enfants, on prend un de ces vers, on le nettoie, on le rôtit, on le pile tout fin et on le met dans le café, en trois fois. Le mal passe. Les vers, nous les avons tous. Ce sont les vers qui nous gardent en vie. Le Seigneur nous a créés ainsi. Ils mangent avec nous. Le matin, quand nous nous sentons p.111 faibles, c'est parce que les vers mangent. Puis quand nous mangeons, ils s'endorment. Et notre faiblesse passe. »

Et l'éboulement est à nouveau le centre du récit.

« Pendant toutes ces années, on avait encore cultivé la terre ; on avait planté des néfliers d'été, d'hiver, des néfliers du Japon, des cerisiers, des pêchers de toutes sortes, des citronniers, des mandariniers, des figuiers, de la vigne. Il y avait de l'eau. Et puis, l'éboulement a commencé, sur les terres d'autres gens qui avaient de la vigne. Il avançait par dessous, peu à peu. Mon mari disait : « Espérons que nous pourrions nous en tirer. » Certains disaient qu'il fallait enfermer les esprits qui étaient encore là. Mais moi je n'avais pas d'argent. L'éboulement est arrivé à Cozzo di Ciummu, il s'est divisé et a pris notre terre. Il y a trois ans qu'il marche et que tout disparaît. Le premier était enragé et celui-ci emporte tout avec lui, peu à peu. Il a plus de cinquante mètres de large et devant la maison, la terre est coupée en précipice, un précipice plus haut que cette maison, de trente mètres, paraît-il. La maison est tout au bord, en l'air, et mon mari reste là, il ne veut pas descendre pour arrêter l'éboulement par la foi. La nuit, les pierres

## Le travail et l'homme

grondent, on sursaute, on surveille, et quand on entend les bruits, on sort. Lui et mes fils dorment là, on peut dire les yeux ouverts, effrayés. Ils se couchent tout habillés, avec leurs souliers, et à peine on entend un bruit...

Et puis, l'écroulement a tourné et s'empare des cailloux qui sont là depuis trente ans ; il continue à marcher et la maison reste là, en l'air. Mon mari prie tout le temps, il sait par cœur toute la méditation sur le paradis et sur l'enfer, et toutes les autres prières, et tous sont abasourdis de l'entendre dire son chapelet au milieu des écroulis. A chaque heure. Ceux qui ont des terres dévastées disent : « Mais, est-ce que cette terre est maudite ? » « Est-ce qu'on a jeté un sort à ces champs ? » Certains savent que l'oncle avait dit : « Dans peu de temps, ces biens deviendront tous pierres. » Il y a des écroulements qui sont faits d'eau, d'autres qui sont ensorcelés. Je parle du mien, le mien m'a suffi, mais il y a de mauvaises gens qui vont dire de mauvaises choses. Une fois, un écroulement est parti du domaine Daini jusqu'aux maisons Bruca, à une demi-heure de marche ; je ne sais pas combien cela fait en kilomètres, je n'ai pas p.112 d'instruction, je sais les choses de la pratique. La terre marchait, mais je ne sais pas ce qu'il y avait dessous. Comment y voir ? On regarde et c'est tout. Est-ce qu'on peut voir ce qu'il y a et ce qu'il n'y a pas ? On dit qu'il y a de l'eau dessous, mais je ne l'ai pas vue. Là-bas, il y avait un grand torrent, et maintenant il a disparu. Il faut chercher de l'eau pour les bêtes, mais depuis que la terre s'est mise à bouger, on n'en trouve plus. Qui sait

## Le travail et l'homme

quelle profondeur elle a ? Chez les Daini, tout était plat, comment est-ce que c'est devenu plus haut ? Il y a de quoi perdre la tête. Pourquoi est-ce que la terre, qui était si plate, a commencé à se soulever ainsi ? On ne peut pas s'imaginer la force de cette terre. Tout part d'en bas, des crevasses se forment, qui sont si profondes que si les bêtes y entrent, elles ne peuvent plus en sortir. Moi je dis que dessous, ce n'est pas l'eau qui fait bouger la terre, parce que, combien en faudrait-il pour pousser tout cela ? Comment est-ce que des morceaux de terrain et des pierres grandes comme cette maison peuvent se démonter et sauter ? Cela ne peut pas être l'eau toute seule, il doit aussi y avoir des secousses dans la terre... Ce que je dis, les autres le disent aussi. Nous ne pouvons pas pénétrer les mystères de Dieu pour voir ce qu'il y a. Voir les montagnes marcher... Et qui pourrait aller au fond ? Il y a aussi eu la queue du dragon ; c'est un vent qui abat arbres et maisons et emporte les branches...

.....

Et à l'oncle, je lui ai dit : « C'est toi qui as détruit mon mari. » Et comme mon plus jeune fils était à côté de moi, je lui ai encore dit : « Fais attention, demain, quand ces fils seront grands, ils se vengeront. » L'oncle, lui, il est mort maintenant et la terre marche encore, mais tant d'autres choses se sont passées. Une fois, j'ai eu mal à une hanche pendant six mois, un mal qui ne disparaissait pas, ni avec le bicarbonate, ni avec le jus de citron, ni avec le laurier. C'était toujours l'oncle. Une autre fois,

## Le travail et l'homme

c'est la chaîne du veau qui a disparu et qu'on ne retrouvait pas.

Partout il y a des éboulis. Qu'est-ce qu'il faut faire pour les arrêter ? Il n'y en a pas seulement à Piano dell'Edera, mais à Ficuzza, à Bocca di Capra, à Giardinello, à Mancuso, à Chirummu <sup>p.113</sup> et à Suddia. Partout. A mon beau-frère, ils ont pris presque trois hectares de terre. Les routes craquent, la terre s'en va. »

Et comment parler de ces choses ? Une fois, un frère de mon mari, voyant que sa femme allait mal et qu'il ne réussissait pas à la guérir, m'a arrêtée près du mur ; j'allais lui dire, mais je suis tombée dans la paille ; alors ils ont compris que je ne devais pas parler, que les sorciers m'avaient ordonné de ne pas parler.

Les pierres et la terre marchent toutes seules et personne, rien ne peut les arrêter. Elles s'émiettent et poussent. »

Dans une région aride, l'Etat a fait construire un barrage pour recueillir des millions de mètres cubes d'eau ; mais cinq ans après la fin des travaux, la plupart de cette eau, soit 30 millions de mètres cubes sur 36, est gaspillée, car déversée dans la mer. Ecoutons ce qu'a compris, ce que dit à ce sujet le propriétaire d'une terre qui pourrait être irriguée :

« Ils disent qu'ils ont construit environ quarante kilomètres de canaux. L'eau y entre, et de l'autre côté elle descend jusqu'à la mer ; mais une partie de cette eau n'arrive pas à s'écouler dans la mer et elle disparaît dans les fossés. Et la terre est perdue. Cette eau qui passe lui

## Le travail et l'homme

fait mal. On ne l'utilise que pour le coton s'il pousse mal, deux ou trois fois pour les artichauts qu'on cultive depuis une soixantaine d'années, paraît-il, selon la température. L'eau, les paysans ne l'utilisent pas, ce n'est pas nécessaire. Quand ils plantent du blé, des fèves, du sainfoin, ils n'ont pas besoin d'eau. Et il n'y a pas d'autres produits ici. Une fois ou deux, ils donnent de l'eau aux vignes. Et pour tout le reste, ils ouvrent les écluses du barrage et l'eau s'en va dans la rivière, le Carboi, et puis dans la mer.

Les gens ne peuvent pas savoir ce qu'il faut en faire, de l'eau. Après le blé, que faut-il planter ? Nous ne connaissons rien d'autre... Quand on fauche le blé, l'eau passe sur les chaumes, comme elle le veut... ; quand elle est dans le canal, elle ne fait pas de mal aux chaumes, parce qu'elle passe dans le canal...

Nous sommes comme les moutons. Nous savons qu'en Italie, on met de la luzerne ; j'ai été à Milan, deux mois seulement, et j'ai vu qu'on ôtait une chose de la terre pour en remettre une autre. Mais ici, personne ne nous fait connaître ces choses... Que faut-il <sup>p.114</sup> essayer ? Et par où commencer quand on ne sait rien ? Nous ne connaissons pas les produits, ni les températures qu'il faut pour les cultures. Les pommes de terre ? Nous ne les connaissons pas... Les haricots ? Nous ne les connaissons pas... Le maïs ? Nous ne le connaissons pas... Si nous ne savons pas quand une personne est maigre, ou petite, ou grosse, comment est-ce que nous pouvons dire que quelqu'un est maigre, ou petit, ou gros ?... Les gens qui

## Le travail et l'homme

ont de la culture ne viennent pas ici. Nous sommes tous des moutons. A part le blé, l'avoine, les fèves, nous ne connaissons rien. Si aujourd'hui nous plantons une chose et demain une autre, ce sera toujours la même. Que savons-nous ? Où sont les bureaux qui pourraient nous renseigner ? Il y en a bien un, mais avec quatre gros chefs qui te mettent à la porte si par hasard tu vas demander quelque chose. Quatre propriétaires font la loi, ici ; quand je vais chez l'un deux, je suis tout intimidé, chaque fois que je parle ou que je me déplace. La timidité fatigue l'homme. Quand je me lève, le patron me regarde...

Si cela nous fait quelque chose de voir les terres arides sur des dizaines de kilomètres, près des canaux remplis d'eau ? Nous avons toujours vu cela, les grands-parents aussi. Le monde a toujours été comme ça, ici... »

.....

Une femme dont la vue a baissé ne peut plus travailler et elle n'a pas les moyens de s'acheter des lunettes. Son récit ne semble-t-il pas être une parabole ?

« Maintenant je ne peux plus aller glaner ; je n'ai pas de lunettes et je ne peux plus travailler ; de loin, je ne vois rien, de près un peu seulement. Chaque année, j'allais ramasser les épis dans tous les champs ; je partais à trois heures, à deux heures, le plus tôt possible, et je ramassais. Les reins me brûlaient, à force d'être baissée, mais j'avais au moins un peu de froment. Quand les épis étaient gros, j'en rapportais parfois huit kilos ; quand il

## Le travail et l'homme

était égrené, cinq, six kilos. Au village, nous le battions, nous le jetions en l'air quand le vent soufflait, nous le passions au crible, et le grain devenait tout propre.

J'ai essayé cette année, mais je ne peux plus glaner. J'y suis <sup>p.115</sup> allée quatre jours et je ne vois rien, je n'ai rien rapporté. Je ne vois que la paille ; l'autre jour, j'ai dû me baisser très bas pour voir s'il y avait des grains et un chaume m'est entré dans l'œil. Depuis six mois, c'est comme si j'avais reçu un coup de poing dans l'œil. De loin, je ne reconnaissais plus personne. J'ai toujours envie de me frotter les yeux, je les nettoie avec un mouchoir pour les faire briller, mais ils sont encore embués. Ici, ceux qui n'ont pas d'argent restent à l'écart, à la maison, assis... Si je pouvais ramasser des grains, je pourrais les vendre, m'acheter des lunettes et travailler. Je glanais près d'un mois. Je pouvais aussi cueillir des tomates, faire d'autres choses encore. Si je travaillais, j'aurais de l'argent, je m'achèterais des lunettes et je travaillerais ; je peux encore travailler. Si je n'ai rien, je n'aurai rien... On me dit que les lunettes reposent, redonnent la vue...

Nous manquons de tout, ici. A qui demander ? Ma fille est mariée (son mari est parti pour la France, parce qu'ici, il ne trouvait pas de travail) ; si elle avait de l'argent, elle m'en donnerait. Mais maintenant qu'elle est mariée, est-ce que ce serait juste ? Si je l'ai dit au curé ? Est-ce que je sais s'il a à voir avec ces choses ? Le maire ? Oui..., un jour que j'avais besoin de médicaments, il m'a dit qu'il n'avait point d'argent... Et c'est sur les yeux qu'il faut

## Le travail et l'homme

faire les lunettes..., alors aller jusqu'à Palerme... 800 liras pour moi seule, 1.600 liras si ma fille m'accompagne, et le prix des lunettes que je ne connais pas... Je n'en ai jamais acheté. On dit qu'elles coûtent 10.000 liras. Quelqu'un qui a eu une cataracte raconte que c'est 8000 liras..., ou 10.000 liras..., je ne sais plus. Ma tête est confuse. Quand je mange, ma vue semble s'éclaircir, et je suis heureuse... »

Dans ces conditions, que tentons-nous de faire dans l'ouest de la Sicile ?

Nous avons ressenti la nécessité de :

*Refuser la violence*, notamment dans une région où, depuis la guerre, les assassinats se comptent par milliers et où la mafia à elle seule a fait 520 victimes ; où la mafia est une loi et un idéal. Nous considérons la violence, privée ou publique, et dans toutes ses manifestations, comme une tentation à éviter, comme un mal troublé.

<sup>p.116</sup> *Refuser le mensonge*, dans une région où si souvent la recherche de la vérité n'est pas un problème qui se pose ; refuser l'opportunisme.

*Refuser le fanatisme*, le dogmatisme, dans une région où l'on ignore souvent l'existence d'un autre monde, d'une autre vie ; une région quasi dépourvue d'instruments d'analyse et des moyens d'information les plus élémentaires.

*Refuser le gaspillage*, et avant tout le gaspillage de l'homme dans une population qui, jusqu'à maintenant, n'a jamais eu la possibilité de se fatiguer pour comprendre quelle devait être sa réalité ; une population dont les divers groupes n'ont pas eu

## Le travail et l'homme

l'occasion de reconnaître comment résoudre leurs problèmes, de savoir ce qu'ils veulent.

Au fur et à mesure que nous avons acquis de l'expérience, échangé nos vues avec les amis que nous nous faisons, nous avons encore précisé notre objectif, à savoir :

*Travail assidu et non-violent*, en vue d'une réalité nouvelle. Nous savons que si la lutte est parfois nécessaire, les moyens doivent en être purs, étant donné le lien étroit existant entre moyen et objet. L'expérience nous a enseigné que chacun de nos actes a un développement et entraîne des conséquences.

*Développement fondé sur la vérité*, sachant nous-mêmes, combien il est difficile de comprendre ce qu'il faut faire.

*Ouverture aux valeurs les plus élevées*, où qu'elles soient ; essayant de mettre les personnes en mesure de choisir suivant leurs propres intérêts ; cherchant à absorber ce qui est valable des expériences les plus diverses.

*Développement organique*, qui rend capable de viser des objets exacts, tout en n'oubliant pas la complexité de la vie ; développement envers une planification ouverte, essayant d'influer soit sur le plan de qualité, soit sur le plan de structure, de l'intérieur ou par le bas (« dal basso ») afin d'obtenir la valeur optima de chacun et de chaque chose.

Et voici en quelques mots l'essentiel de notre travail pratique : nous avons divisé la région qui nous intéressait en 5 zones p.118 homogènes du point de vue agricole, sociologique et urbain, et

## Le travail et l'homme

dans chacune d'elles, la commune la plus favorisée par sa position géographique s'est vue dotée d'un centre-pilote (une zone comprend 4 à 13 communes).



### SICILE OCCIDENTALE

Zone	Population (1.1.1958)	Surface cultivable (en ha)	Comité de développement
Partinico	158.879	45.503	italien
Roccamena	54.700	37.696	suédois
Menfi	95.945	54.797	anglais
Corleone	53.252	56.006	suisse
Cammarata	67.297	63.249	hollando-norvégien
TOTAL	430.073	257.251	

Le bon fonctionnement de chaque centre est assuré par un agronome et une assistante sociale, qui bénéficient de la collaboration de volontaires, parmi lesquels on compte avant tout des Italiens, puis des Suisses, des Suédois, des Anglais et des Hollandais ; en outre, le centre de Partinico met à disposition un coordinateur, un urbaniste, deux médecins, et

## Le travail et l'homme

nous espérons que dans un proche avenir, il sera également à même de fournir un économiste et un expert en coopératives. Le travail de formation des adultes et d'éducation de base — travail entrepris avec des instruments techniques et culturels, par un effort de développement communautaire — vise à une planification démocratique, sollicitée de la base (« dal basso »).

L'heure tardive m'empêche malheureusement d'aborder ce soir les détails de notre action ; aussi me bornerai-je, avant l'échange de vues qui aura lieu demain matin, à vous donner un aperçu du schéma provisoire de travail destiné aux agronomes :

1. Analyse quantitative et qualitative de la main-d'œuvre. Détermination du niveau de l'emploi, du sous-emploi et du chômage des différents groupes économiques et sociaux, tels que : ouvriers agricoles, métayers, fermiers, petits propriétaires. Etablissement de diagrammes respectifs.

2. Analyse des problèmes qui se posent à chaque groupe économique et social, à savoir : contrats et rapports de travail, organisation de la production, distribution de la production et du revenu, entraves à un emploi accru, etc. Monographies.

3. Examen des conditions pédologiques, climatiques et hydrauliques, de l'organisation de la production, des ressources actuelles et potentielles et de leur exploitation.

4. Rapports avec les universités, les experts, les inspecteurs de l'ERAS (Office pour la réforme agraire) et tous les bureaux régionaux qui exercent ou devraient exercer une activité dans le secteur agricole. p.119

5. Vérification des plans généraux d'assainissement et du degré

## **Le travail et l'homme**

d'intervention de la part de l'Etat, de la Région et des organismes privés.

6. Appel à des collaborateurs sur place ; constitution de comités locaux en vue de discuter des problèmes de caractère tant général que particulier à chaque région et de rechercher des solutions adéquates.

7. Démocratisation des plans d'assainissement ; travail à partir du bas, visant à intéresser la population aux problèmes de sa région, à provoquer des discussions et des propositions ; documents illustrés destinés aux syndicats, aux partis, aux autorités, aux organismes publics, etc. ; réunions et congrès de régions ; projection de films documentaires de caractère technico-agricole et, d'une manière générale, éducatif.

8. Réunions hebdomadaires de techniciens, animateurs sociaux, éducateurs, sociologues, économistes, urbanistes, etc., ayant pour objet de coordonner les travaux du groupe.

9. Examen périodique de la productivité et établissement de diagrammes.

10. Création de terrains d'essai et de démonstration avec les agriculteurs désireux de collaborer, en vue de souligner l'utilité des engrais, des cultures sélectionnées, des techniques culturales adéquates, et de susciter l'intérêt des populations rurales.

11. Essais de remembrement parcellaire, constitution de coopératives et de consortiums visant à éliminer la polarisation et la dispersion des terres, à exploiter les moyens de production de façon plus appropriée, à protéger les prix et à envisager la transformation éventuelle de certains produits.

12. Projets d'ouvrages de mise en valeur des terres,

## **Le travail et l'homme**

introduction de nouvelles façons culturelles et amélioration des méthodes existantes au cas où elles ne peuvent être remplacées.

@

### ALEXANDRE DE MURALT

#### LE TRAVAIL SCIENTIFIQUE <sup>1</sup>

@

p.121 « L'homme ne joue que s'il est entièrement humain et il n'est pleinement humain qu'en jouant. » Ce mot de Friedrich Schiller est à la base de tout travail scientifique. La recherche scientifique et la création artistique sont au fond des jeux — des jeux passionnants et ensorcelants. Celui qui a été une fois pris par cet abandon de la personnalité à la recherche ne peut jamais l'oublier, et reste attaché pour toujours à cette activité sublime de l'esprit humain. Newton a dit : « Je ne sais comment j'apparais au monde, mais pour moi-même, j'ai été seulement un petit garçon, jouant sur la plage et s'amusant à trouver de temps en temps un caillou plus lisse ou une coquille plus jolie que les autres. Et cependant l'océan de la vérité s'étendait devant moi sans que je l'aperçoive. »

Le « jeu » de la recherche existe-t-il toujours ? Avons-nous su garder cette fraîcheur de l'approche qu'avait encore Newton ? Les hommes de la recherche scientifique seront-ils encore dans un proche avenir de petits garçons jouant sur la plage avec des cailloux ? Ces questions se posent aujourd'hui.

Quatre facteurs dominent le travail scientifique : la formation, l'atmosphère, l'irradiation et la souche. La formation, l'atmosphère et l'irradiation sont des facteurs que j'aimerais appeler facteurs extrinsèques, la souche est un facteur intrinsèque.

---

<sup>1</sup> Conférence du 11 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

p.122 Il faut qu'un jeune homme se prépare pour le travail scientifique, qu'il développe son esprit et qu'il entraîne son pouvoir intellectuel. C'est ce que j'entends par formation. Le chercheur isolé et méprisé perd en général le courage et l'entrain au travail. Quelques génies ont pu surmonter les obstacles de l'hostilité et du manque de compréhension — ce sont des exceptions. En général, le talent scientifique ne se développe que dans une ambiance favorable. C'est ce que j'aimerais appeler l'atmosphère.

Vienne a été au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle la ville de la musique. Pourquoi ? Parce que chaque Viennois, même le plus pauvre, s'intéressait à la musique. Ainsi naissait une relation réciproque stimulante entre artistes et public. L'artiste savait que son public était en même temps critique, capable d'apprécier et plein d'enthousiasme. L'aiguillon de ce contact provoquait des réalisations plus hautes. Il en est de même pour la recherche scientifique. Le stimulant de l'intérêt et de l'encouragement exerce une influence décisive sur les fruits du travail scientifique. C'est l'effet de l'irradiation.

Un problème se pose en Suisse ; il est peut-être la caractéristique des petits pays : combien de talents scientifiques y a-t-il dans une population de 5 millions d'hommes ? La réponse à cette question (que d'ailleurs personne ne connaît) dépend de la qualité de la « souche génétique » du pays. C'est le facteur intrinsèque.

Permettez-moi maintenant de traiter en détail ces différents aspects du travail scientifique.

## Le travail et l'homme

### La formation

Comment découvrir les talents scientifiques et comment enseigner la recherche scientifique aux jeunes ? C'est un problème très actuel. Dans tous les grands pays, on demande une augmentation considérable de l'armée des chercheurs. Le recrutement des talents et l'instruction jouent un rôle primordial pour l'augmentation de ce qu'on a appelé « le potentiel scientifique » d'un pays.

Si — parlant avec des hommes de sciences — on leur demande quelle fut l'origine de leur « vocation », les réponses ont en général un facteur commun. Les uns ont été fascinés par un livre ou <sup>p.123</sup> enthousiasmés par un excellent maître d'école ; les yeux des autres ont été ouverts par une conférence d'un prix Nobel, les récits d'un cousin travaillant dans un laboratoire ou une visite dans un institut de recherche. Mais tous ces facteurs extrinsèques n'ont fait que révéler un désir latent, souvent inaperçu, qui existait déjà et qui a été réalisé grâce à ce stimulus extérieur. Ce sont donc la curiosité et l'envie de faire des découvertes qui caractérisent tous les esprits scientifiques. Le jeune homme s'écriant devant une cathédrale gothique « Qu'elle est belle ! » n'est pas le type du chercheur ; l'homme qu'il nous faut est celui qui demandera « Pourquoi l'architecte l'a-t-il construite ainsi ? »

Il s'agit donc, comme dans l'histoire du « Charmeur de rats de Hameln », de deux facteurs : il faut des rats qui aiment la musique et un musicien qui les attire avec sa flûte. La question des rats musiciens sera traitée plus tard, lorsque je parlerai du facteur intrinsèque ; occupons-nous maintenant du Charmeur de rats.

Des questions très sérieuses se posent pour les sciences

## Le travail et l'homme

naturelles. Le nombre des jeunes maîtres se vouant à l'enseignement des sciences naturelles dans les gymnases devient de plus en plus restreint et la qualité baisse. Cette pénurie nous empêche de découvrir les talents latents existant peut-être parmi les collégiens. Les jeunes gens, n'ayant pas été « éveillés » par un bon professeur, se dirigeront vers des activités qui ne correspondront pas à leur talent et seront perdus pour la science. L'orientation professionnelle s'efforce de découvrir et de diriger les jeunes vers des occupations correspondant à leurs facultés physiques et psychiques. J'ai une grande admiration pour le travail des conseillers d'orientation professionnelle, mais je crois que les qualités nécessaires pour un bon chercheur scientifique sont tellement complexes, que les méthodes de l'orientation professionnelle ont été — jusqu'à présent — insuffisantes pour découvrir les cas exceptionnels. Il est difficile à un homme ayant terminé sa formation de docteur ès sciences de faire le choix entre la carrière de chercheur et celle de professeur de gymnase. La première semble extrêmement attrayante, la seconde a malheureusement été discréditée au cours de ces dernières années. Et pourtant il y a beaucoup d'excellents maîtres d'école qui — par <sup>p.124</sup> leur enthousiasme et leur enseignement — peuvent amener à la recherche un grand nombre de vrais talents scientifiques ; par cette activité fructueuse ils rendent à la science des services meilleurs que s'ils étaient devenus d'obscurs hommes de laboratoire. Malheureusement, les journaux de science populaire ont paré le chercheur d'une certaine auréole qui rend la carrière scientifique très désirable à un jeune homme entreprenant. Par contre, on ne parle guère de la grandeur de la carrière de maître d'école et des satisfactions intellectuelles et

## Le travail et l'homme

émotionnelles qu'elle procure. Le livre et le film *Good bye Mr. Chips* ont été de magnifiques exceptions. Le recrutement des talents scientifiques dépend d'une manière tellement décisive de la qualité et de l'enthousiasme de nos maîtres d'école qu'il faut les favoriser et lutter contre la dépréciation déplorable d'une profession aussi importante pour notre avenir.

Dans les universités, de nouveaux problèmes se posent. Le jeune homme qui a suivi sa vocation et qui se lance dans la carrière scientifique a besoin, pour son développement, de la direction intellectuelle et de l'intérêt constant de son chef. Combien de nos professeurs d'université se rendent-ils compte de la grande tâche que représente pour eux la formation des cadres scientifiques de l'avenir ? Je n'ose répondre à cette question. Un facteur humain intervient malheureusement : la jalousie. Le jeune collaborateur est souvent capable de travailler plus brillamment que son maître, et tous les maîtres n'ont hélas pas la grandeur d'esprit d'accepter cette concurrence, de rester bienveillants envers leurs élèves et de faire de leur mieux pour les mener au succès.

L'intérêt du chef diminue souvent au fur et à mesure que l'élève accomplit des travaux scientifiques reconnus dans le monde, et, tôt ou tard, il tâchera de se débarrasser d'un collaborateur qui le met dans l'ombre. Le résultat en est à nouveau la perte d'un talent. Tenant compte de cet aspect regrettable, il faut dire qu'il existe également un grand nombre de chefs, véritables pères de famille pour leurs collaborateurs, qui font tout pour favoriser leur formation et leur travail.

Quelle est la meilleure méthode pour s'initier au métier de la recherche scientifique ? Une base assez étendue de connaissances

## Le travail et l'homme

p.125 générales et de culture en est le point de départ. Vient ensuite le travail de formation en étroit contact avec un chef qui doit être un vrai scientifique. Vous me demanderez ce que j'entends par « un vrai scientifique ». Les hommes du métier le reconnaissent rapidement à quelques-unes des qualités requises et perceptibles au premier contact : intelligence, curiosité, sens critique, modestie et feu sacré de la recherche combinés avec l'acharnement au travail. Le contact personnel est la meilleure méthode pour apprendre le métier — et pour l'apprendre vite.

A notre époque, les découvertes les plus importantes en physique théorique ont été faites par des jeunes qui n'avaient même pas trente ans. Dans tout le domaine de la science, la période la plus féconde se situe au-dessous de quarante ans. En Amérique on plaisante en disant : la carrière scientifique ? c'est bien simple : « Comme étudiant on est brillant, comme jeune homme on fait une découverte, sur laquelle on obtient une chaire d'université et pour le reste de ses jours on montre sa bibliothèque ou son laboratoire aux visiteurs. » Malheureusement cette plaisanterie n'est pas un produit de l'imagination.

Le siècle atomique donne des chances inouïes aux jeunes. A chacune de mes visites dans les grands centres de Saclay, Harwell ou Oak Ridge, j'ai été impressionné par la moyenne d'âge relativement basse des équipes. Il est très difficile de se faire un avis. Pour les uns, la période de formation doit être plus longue afin de leur donner l'envergure nécessaire pour pénétrer dans le travail créateur ; pour les autres, le départ est très rapide. La découverte de l'insuline a été faite par deux jeunes gens, Banting et Best, avant même qu'ils eussent terminé leurs études universitaires. J'ai demandé à Charles Best s'il croyait que, si une

## Le travail et l'homme

commission pour l'encouragement de la science — comme on en rencontre partout maintenant — avait existé à l'époque, elle aurait subventionné ce projet. Sa réponse fut nette : « Certainement pas, mais nous avons eu un chef, le professeur Macleod, qui nous a laissé faire avec bienveillance, et c'était ça l'important ! »

### L'atmosphère

p.126 Dans la vie scientifique, l'atmosphère joue un rôle capital. Prenez par exemple le fameux Cavendish Laboratory, à Cambridge. Quelle ambiance ! Et quels hommes ! Sir J. J. Thomson, Francis William Aston, Lord Rutherford — pour ne citer que quelques noms dont l'œuvre est à la base de la physique moderne. Je ne connais aucun laboratoire au monde dont soient sortis autant d'hommes célèbres que du « Cavendish ». La raison de ce succès ? C'est la rencontre d'intelligences exceptionnelles qui, se stimulant mutuellement, créent un niveau élevé, dans lequel la banalité n'a plus place. Dans cette atmosphère de compétition intellectuelle, les jeunes reçoivent des impulsions qui les marquent pour toute leur vie, qui les rendent exigeants envers eux-mêmes et envers leur entourage. Dans une telle ambiance se forme un esprit d'équipe qui donne un élan exceptionnel et permet d'entreprendre des recherches audacieuses et de pénétrer dans des domaines et des dimensions à première vue inaccessibles aux esprits ne participant pas à cette ambiance créatrice. Le rôle du maître — ou des maîtres — dans un centre tel que Cambridge, par exemple, est primordial. Je ne parle pas du type du chef qui, par son autorité et sa puissance, étouffe souvent son entourage. Le « Geheimrat » qui a joué un grand rôle en Allemagne et n'acceptait ni critique, ni contradiction, n'a jamais su créer cette

## Le travail et l'homme

ambiance scientifique, qui s'est révélée si fructueuse en Angleterre. Je n'oublierai jamais un exemple illustrant cette différence d'esprit fondamentale entre les deux nations : lors d'une réunion de physiciens à Lucerne, une excursion sur le lac des Quatre-Cantons fut organisée. A cette occasion, un journaliste demanda à un physicien allemand ce qu'il avait fait d'important dernièrement. Celui-ci répondit : « Ah ! vous savez, l'application de la constante de Rydberg pour calculer les termes... » et il partit dans une digression profonde sur les forces atomiques qui dépassaient de loin les connaissances du journaliste. Après cette explosion scientifique, le même journaliste reprit courage et posa la même question à sir William Aston (prix Nobel). Celui-ci lui <sup>p.127</sup> raconta avec entrain comment il avait réussi à améliorer l'accès au quinzième trou d'un golf en coupant quelques arbres qui encombraient le terrain.

En 1777 déjà, Bénédictin Louis de Muralt écrivait dans ses *Lettres sur les Anglois et les François* : « Je ne dois pas oublier de vous dire que les Anglois réussissent dans les sciences. Cela ne me paroît pas surprenant : ils se sentent libres, ils sont à leur aise, ils aiment faire usage de leur raison... La plupart ont de l'imagination, mais dont le feu ressemble à celui de leur charbon de pierre, en ce qu'il a plus de force que de leur. »

L'armée des chercheurs s'accroît chaque jour d'une manière inquiétante. Les congrès scientifiques qui comptaient, il y a trente ans encore, quelques centaines de participants, dépassent souvent aujourd'hui le chiffre de dix mille !

C'est une augmentation de surface qui n'a pas été suivie d'un développement en profondeur. Voici la raison de l'aspiration générale à la formation d'une élite et de la tendance à se procurer

## Le travail et l'homme

des talents scientifiques à tout prix. J'ai parlé récemment avec le directeur d'un grand laboratoire de recherche dans lequel travaillent 900 chercheurs, sans compter les employés auxiliaires. Il m'a dit : « Ce sont de braves gens, chacun connaît son métier et, quand on leur donne un problème défini, ils sont capables de le résoudre dans un minimum de temps. Ce qui nous manque, ce sont des idées nouvelles, des solutions inattendues, des travaux créateurs. »

Permettez-moi de discuter ce point un peu plus en détail. Comment l'inattendu se trouve-t-il ? Le physicien anglais Wilson avait fait l'ascension du Ben Nevis et admiré les couleurs d'un coucher de soleil qu'il avait vécu là-haut. Il rentra dans son laboratoire et essaya de produire artificiellement des nuages en décomprimant un gaz saturé d'eau. Après des journées d'insuccès, il réussissait tout à coup ; à la répétition, des déceptions et quelques bonnes expériences se succédaient. Wilson devenait attentif au fait que le nuage apparaissait toujours quand, dans un laboratoire contigu, son assistant mettait en marche un nouveau tube Roentgen, un des premiers que Konrad Wilhelm Roentgen lui ait envoyés de Würzburg et avec lesquels il avait découvert qu'une plaque <sup>p.128</sup> photographique se noircissait, même en étant emballée de papier noir. Wilson réalisa que c'était l'ionisation de l'air qui produisait des noyaux sur lesquels l'eau se condensait en formant un nuage — et c'est là l'origine de la chambre Wilson qui a permis les découvertes les plus importantes de la physique atomique !

Dans cette histoire se réunissent quelques facteurs caractéristiques pour toutes les découvertes scientifiques :

1. Le résultat de la recherche entreprise fut entièrement différent du but prévu.

## Le travail et l'homme

2. Le hasard entre en jeu avec les expériences simultanées de l'assistant, qui n'étaient pas liées à celles de Wilson et tendaient à un tout autre but.

3. L'échec de l'expérience avait rendu Wilson attentif au fait que la présence de noyaux de condensation est nécessaire pour la formation du nuage et lui fournissait l'explication correcte du phénomène.

4. Wilson ne se contenta pas de produire des nuages à l'aide de rayons X, mais il détourna le problème et construisit une chambre à nuages, grâce à laquelle les radiations X et radioactives pouvaient être examinées d'une façon exacte. La chambre Wilson est devenue l'instrument de base de la physique atomique.

Donc : changement complet du projet, exploitation du hasard, augmentation de l'attention intellectuelle à la suite des échecs du début, adaptation de la découverte à une utilisation imprévisible au moment de l'expérience même.

L'amitié scientifique entre Roentgen et Wilson avait permis à ce dernier de faire travailler dans son laboratoire un assistant avec ces nouveaux rayons qui avaient été découverts cette même année. L'ascension du Ben Nevis et l'envie de produire des nuages artificiellement coïncidaient avec l'arrivée du tube Roentgen au laboratoire. Mille autres personnes auraient pu faire la même observation sans découvrir le rapport entre les rayons X et l'apparition du nuage. La chance favorise seulement l'esprit en éveil ! Dans le laboratoire et l'entourage d'un vrai maître, les esprits de tous les collaborateurs sont mieux préparés à profiter d'une chance <sup>p.129</sup> qui existe encore de nos jours. L'exemple de la découverte de la pénicilline par Alexandre Fleming est si connu

## Le travail et l'homme

qu'il suffit de le citer ici. Je crois qu'on peut considérer comme loi le fait qu'après qu'une découverte ait été faite dans un laboratoire, plusieurs autres suivent assez rapidement.

### La révolution industrielle dans les sciences exactes

Quand je vois à quel point les laboratoires scientifiques ont changé ces derniers trente ans, je me demande si l'on peut encore parler d'ambiance. Les instituts de physique surtout sont devenus de véritables usines, avec leurs appareils pesant des tonnes. Des milliards de volts sont utilisés pour produire les radiations nécessaires et des centaines d'ampères traversent les aimants pour les étudier. Patrick Blackett, un des grands chefs de la physique atomique en Angleterre, m'a dit que pour chaque problème à résoudre, il comptait cinq physiciens de première classe et 10.000 livres ! Les instituts de génétique eux aussi sont des laboratoires où jusqu'à cent assistants produisent et étudient les mutations, et quand, à midi, les « ouvriers » quittent leur place, on ne saurait dire s'il s'agit d'une usine ou d'un laboratoire. Dans les laboratoires, l'artisanat scientifique n'existe presque plus : des spécialistes s'occupent chacun d'un domaine restreint et se déclarent incompetents pour le reste. Le « fonctionnaire scientifique » ou l'« ouvrier scientifique » a remplacé le chercheur isolé mais érudit et universel, qui existait encore au début du siècle, et le « directeur de recherches » doit avoir non seulement des dons scientifiques mais presque les qualifications d'un directeur d'usine. Une révolution industrielle des sciences exactes est en train de se produire et évince toujours plus l'artisanat, dans ce domaine également. La spécialisation mène à ceci que les collaborateurs étudient des zones de plus en plus restreintes du

## Le travail et l'homme

problème commun et perdent ainsi de vue le but final de la recherche.

Il y a cinq ans encore, l'analyse des acides aminés d'une protéine était une opération qui devait être faite simultanément par plusieurs collaborateurs et qui prenait une dizaine de jours. <sup>p.130</sup> Aujourd'hui, elle est faite en une nuit par une machine automatique (méthode de Stein et Moore). L'hydrolyse se fait le soir et, le matin suivant, on trouve enregistrés les résultats de l'analyse. Le travail de recherche, lui aussi, penche du côté de l'automation et les machines relaient le savant dans son travail. Au Jungfraujoch nous avons eu ces dernières années une chambre automatique de Wilson (développement perfectionné de la chambre découverte par Wilson en 1896) dans laquelle un rayon cosmique déclenche automatiquement en arrivant les opérations suivantes : détente du gaz dans la chambre de Wilson, mise en marche de l'aimant avec un courant de 200 ampères et d'une puissante source lumineuse, déclenchement d'une prise de vue stéréo-photographique et remise en état de l'appareil afin qu'il soit prêt à servir de nouveau.

Le résultat est une bonne et nette image d'un rayon cosmique venu à 300.000 km/heure de son lieu d'origine à la chambre de Wilson au Jungfraujoch, et s'étant, par-dessus le marché, photographié lui-même en arrivant à destination. Vous dirai-je encore que ce rayon commença son voyage dans l'univers alors qu'il n'y avait même pas d'hommes sur notre planète. Je sais que ces données effraient toujours un peu le profane. Nous autres savants, qui nous occupons depuis quelque temps de ces dimensions de la pensée, sommes par là devenus peut-être un peu plus modestes et indifférents quant aux questions quotidiennes de la politique internationale.

## Le travail et l'homme

Pour en revenir à notre problème, il se passe aujourd'hui pour les sciences exactes la même chose que pour l'économie au milieu du siècle passé : industrialisation des méthodes de travail, éviction de l'artisanat et multiplication des travailleurs. Dans certains domaines comme, par exemple, la physique atomique, cette tendance est déjà très claire ; dans d'autres elle commence à devenir perceptible mais est déjà indéniable pour un observateur attentif.

Que reste-t-il alors de l'atmosphère de recherche qui est si indispensable aux découvertes ? Autrefois, le grand chercheur était en même temps un mécanicien, un souffleur de verre, un menuisier, un chimiste et un mathématicien ; il travaillait seul dans un petit<sup>p.131</sup> laboratoire, avec un ou deux *famulis*. Ainsi furent découvertes les bases de la physique, de la chimie et de la biologie. Aujourd'hui, dans beaucoup d'endroits déjà, de grosses équipes de chercheurs sont au travail et, avec l'accroissement du nombre de collaborateurs, il est toujours plus difficile de sauvegarder l'atmosphère et de soigner l'élément créateur. Debye, le grand physicien théorique, a dit un jour lors d'une conversation à ce sujet : « Ce dont nous avons besoin, c'est du temps pour méditer ». Quand on arrive à faire des chefs des équipes de chercheurs des hommes libérés (libérés de soucis d'administration, de travail de détail, d'horaires fixes), à les délivrer de l'agitation de notre époque, on peut concevoir que leur rayonnement puisse préserver, même dans une équipe de chercheurs très industrialisée et automatisée, l'atmosphère si importante dans toute recherche scientifique et qui fait du travail de recherche une joie pour chacun. Malheureusement, la dernière guerre mondiale a fait de la recherche scientifique un facteur de premier plan dans la conduite

## Le travail et l'homme

d'un conflit et, depuis, les grandes nations considèrent l'encouragement de la recherche comme étant d'une importance capitale pour le développement de leur puissance. Niels Bohr aurait été effrayé à mort lors de l'établissement des premiers modèles de l'atome, si un oracle l'avait averti de ce que le genre humain ferait de cette invention. Il l'est maintenant et élève la voix tel Nestor dans ses vieux jours. La nationalisation a procuré des avantages aux savants, mais hélas aussi des désavantages. Dans les grandes nations, d'immenses sommes d'argent furent consacrées dans tous les domaines de la science par l'Etat, afin que la recherche contribue à l'accroissement de sa puissance. Le nombre des collaborateurs a centuplé dans plusieurs cas, les crédits ont été multipliés et les savants sont devenus des VIP's (very important persons) alors qu'avant on les considérait comme des individus un peu bizarres, inadaptés et manquant totalement de sens pratique. Mais l'Etat a aussi posé ses conditions, des conditions qui ne sont pas du tout dans l'ancien esprit de la recherche scientifique : les trouvailles importantes doivent être tenues strictement confidentielles, l'échange de savants est soumis à une surveillance stricte et la publication des résultats qui, au début de notre siècle encore, <sup>p.132</sup> était considérée comme une prise de position moralement juste de l'homme de science, est aujourd'hui stigmatisée comme la trahison d'un secret d'Etat. Les chaînes du savant sont pesantes, même si elles ont été faites d'or. Après la guerre, on a réalisé dans beaucoup de cercles qu'on ne pouvait pas continuer dans cette voie et on a pris la louable résolution de lever ces restrictions. Mais ces dernières ont laissé des traces profondes dans la morale scientifique. Particulièrement dans les grands Etats, on les ressent aujourd'hui sous la forme du

## Le travail et l'homme

nationalisme scientifique. Des découvertes scientifiques faites dans un pays autre que le sien appellent soit le scepticisme, soit l'envie. Dans le premier cas, on dit : « Nous ne pouvons croire à une découverte que si elle est confirmée chez nous. » Dans le second, on essaie d'en minimiser l'importance et, par ses propres travaux, de faire oublier la source d'où commença à couler l'eau. Si, au début du siècle, les savants formaient une grande famille et vivaient dans un respect et une attention des principes de l'existence en commun, aujourd'hui, comme dans la vie politique, ils sont divisés en deux blocs subdivisés par une multitude de petites fentes. Les contrastes sont moins nets et moins profonds que dans la politique, mais on les ressent tout autant, vu qu'autrefois dans ce domaine l'éthique internationale était particulièrement développée.

Dans pratiquement tous les Etats cultivés, il existe des Centres ou des Fondations de recherche dont la tâche est d'encourager la recherche de base dans chaque discipline. L'Etat met à la disposition de ces organismes d'immenses moyens, et, grâce à cela, on peut assister à un gros développement en surface de la recherche, mais existe-t-il aussi un développement en profondeur ? Cette question préoccupe beaucoup tous les responsables de telles organisations. Il est incontestable qu'on peut, par l'argent, énormément faciliter la recherche. Marie Curie aurait dit : « Si nous avions été soutenus du point de vue financier, nous aurions beaucoup plus vite atteint notre but ! » Il est également indiscutable qu'un appareillage technique est dans beaucoup de cas la condition sine qua non de la recherche, et que cet appareillage devient chaque jour plus coûteux. L'encouragement financier est donc devenu une condition

p.133

## Le travail et l'homme

indispensable de la recherche, mais avec l'argent seulement on n'arrive pas à provoquer des découvertes scientifiques. C'est là une réalité qu'on ne saurait assez proclamer.

Quand on pouvait encore faire des recherches avec des moyens assez limités (qu'on songe à la mesure de la vitesse du son dans le lac Léman par Sturm et Colladon, dont les appareils pouvaient être admirés à l'exposition du 400<sup>e</sup> anniversaire de l'Université), le chercheur était encore vraiment libre. Il pouvait se vouer selon son propre choix au projet qui suscitait le plus sa curiosité. Cette liberté de choix n'existe plus aujourd'hui. Pour recevoir les moyens nécessaires à une recherche, le savant est obligé de se tourner vers une commission à laquelle il doit présenter son projet de façon attrayante. Il doit même donner à ce dernier la tournure qui pourrait plaire le plus à la commission. Je ne citerai que l'expression « recherche nucléaire » et vous saisirez ce dont je parle. Partout dans le monde on met des sommes considérables à disposition pour des recherches dans ce domaine, et il serait mauvais pour la subvention d'un zoologue, désireux d'étudier la formation des toiles d'araignées, qu'il n'arrive pas à imaginer un joint entre ses recherches et la recherche nucléaire. La tricherie qu'il fera sera peut-être minime et permettra une bonne recherche, qui, sans cela, n'aurait pas été subventionnée. Mais il a par là perdu sa liberté, en particulier quand, après avoir fini ses travaux, il essaiera d'écrire un rapport prouvant que les toiles d'araignées ont quelque rapport avec l'énergie atomique. L'industrialisation de la recherche et les avantages de l'automatisation doivent plus ou moins se payer par la perte de la liberté.

Lors du survol de l'Atlantique, le pilote détermine sur sa route de vol un point qu'on appelle « point of no return ». Après avoir

## Le travail et l'homme

survolé ce point, il n'est plus possible de retourner en arrière vu qu'il n'y a plus assez d'essence pour regagner l'aéroport d'envol. Il faut aller plus loin ! C'est dans cette situation que se trouve, à mon avis, la science actuelle. L'industrialisation de la science doit s'accomplir et le point of no return est dépassé. Cultiver une nostalgie du monde perdu n'a pas de sens et nous devons avancer courageusement.

p.134 L'application de découvertes scientifiques à la guerre et à l'armement, de même que les exigences croissantes des Etats à cet égard, sont cependant des facteurs qui nuisent nettement à l'atmosphère de la science. Et c'est là que se trouve en jeu l'éthique de la recherche.

Quand les savants se trouvent dans un état de besoin national, comme, par exemple, en Angleterre au moment du Blitz ou de la bataille atlantique, ils essaient par tout leur savoir de collaborer à la défense du pays ; cela ne s'oppose pas alors à l'éthique de base de la science, vu que leur position est justifiée par le besoin. Tout autre est cependant le cas où, en temps de paix, des savants mettent au point des gaz délétères, des virus et d'autres effroyables produits dont la nocivité meurtrière dépasse tout ce qui a été fait jusqu'à présent et qui pourraient anéantir des populations entières. De tels hommes ont souillé le nom de « chercheur », car le but de leurs recherches n'a plus rien à voir avec les principes d'éthique ; il est simplement diabolique.

Comme excuse, ils prétendent d'une part que nous ne sommes pas du tout en paix, mais en guerre froide, et qu'aussi longtemps que ce statut durera, de tels « préparatifs » s'imposeront. D'autre part, on met en évidence la nécessité de la victoire d'une idéologie et le proverbe « la fin justifie les moyens ». Combien les hommes

## Le travail et l'homme

poursuivant de telles recherches se sont éloignés de Newton qui « jouait », et comme ils ont perdu toute humanité, au sens où Schiller l'entendait ! Ils ne méritent plus la dénomination de « savant ». Puisse cette accusation, partie de la ville de la Croix-Rouge, atteindre leur oreille et les amener à reconnaître, ne fût-ce que vis-à-vis d'eux-mêmes, leur immense responsabilité à l'égard de l'humanité.

Jusqu'à maintenant, nous avons surtout parlé des sciences naturelles. Les sciences morales contribuent également à l'atmosphère de la recherche. On peut prendre position quant au christianisme d'une façon positive, neutre ou négative et, d'après cela, envisager d'une manière différente la responsabilité de l'être humain. Mais à côté de la responsabilité chrétienne, il y a également la responsabilité humaine, qui imprègne aussi profondément notre <sup>p.135</sup> histoire et notre culture. La tâche de la recherche morale est d'approfondir toujours plus — en l'étudiant et en l'enseignant — cette base fondamentale de la manière de penser et du comportement humain. Comme méthode d'investigation, elle a plutôt tendance à collectionner et à comparer. Mais si l'on réalise que le but des sciences morales est l'approfondissement de l'humanisme général, on voit alors une composante créatrice, même intuitive, dont l'apport à l'élaboration d'une atmosphère scientifique est décisif. Loué soit le pays qui donne à ses représentants des sciences morales la liberté de recherche et les moyens de cultiver l'humanisme. Cet humanisme est le contrepoids le plus efficace à l'automatisation des sciences naturelles ; il permettra peut-être également que les futures générations de chercheurs « jouent » et restent par là des hommes vraiment humains.

## Le travail et l'homme

### L'irradiation

Le rayonnement du travail scientifique est d'un grand attrait pour l'activité créatrice. Il se fait par les périodiques, les livres, par des conférences et des congrès. Au début du siècle, on pouvait encore très bien évaluer le nombre de travaux publiés dans les différentes disciplines et, en plus du domaine où ils étaient spécialisés, les savants pouvaient très bien s'orienter dans les autres branches. Aujourd'hui, c'est devenu humainement impossible. Il y a plus d'un million de publications scientifiques par an et, même dans les disciplines les plus localisées, leur nombre dépasse souvent dix mille. Qui, à l'heure actuelle, a encore le loisir de lire trente publications par jour ? L'immense accroissement de la littérature charge toujours plus nos bibliothèques, et l'emprunt des volumes empilés diminue en proportion. Un des principaux problèmes de l'UNESCO, de l'Académie des sciences à Washington et de maintes autres organisations est le dépouillement d'une avalanche de publications. Ce problème est étroitement lié à la question linguistique et du processus extrêmement compliqué qu'est la diffusion d'informations en plusieurs langues. Le fait que les savants de la Renaissance ne respectaient pas plus leurs femmes et ne leur <sup>p.136</sup> parlaient pas en latin fut fatal. L'humanité a ainsi gaspillé une grande chance de conserver à la science une langue commune, le latin vivant, car une langue ne survit que si les femmes la possèdent et la transmettent à leurs enfants ! Le nombre des publications et des langues à traduire se complique par la culture qu'acquièrent peu à peu de nombreux pays sous-développés. L'irradiation de la recherche est donc étouffée par de trop nombreuses publications. On fait plusieurs essais, qui se révèlent encourageants, pour créer un idiome chiffré qu'on

## Le travail et l'homme

pourrait traduire automatiquement et par voie électronique dans n'importe quelle langue, et qui permettrait de donner des informations scientifiques sur des cartes perforées au lieu de devoir les faire passer dans des livres ou des journaux. L'avenir nous dira si le déluge de publications pourra ainsi être jugulé et canalisé ! La science risque d'être étouffée par ses propres publications et il incombe aux cerveaux les plus habiles de trouver une solution.

Il en est malheureusement de même pour les congrès. Jadis ils étaient des « réunions familiales » dans lesquelles le sens de la solidarité était primordial et estompait la question de la nationalité des participants. Des milliers de gens assistant maintenant à ces congrès, il est difficile de parler d'une « réunion familiale », même en se référant à la famille d'Auguste Le Fort, de Saxe, qui aurait eu plus de 400 enfants. On tente, hélas sans succès, de parer à ce mal en organisant de petits symposia où l'on ne convie que des chercheurs reconnus, négligeant par force les jeunes qui auraient pourtant grand besoin de l'effet stimulant de l'irradiation du travail de leurs aînés. Si l'on veut que l'irradiation de la recherche soit maintenue comme élément fondamental de l'encouragement scientifique, il faut absolument trouver une nouvelle conception de l'organisation des réunions de savants. Indépendamment de l'irradiation au sein de la famille scientifique, il existe aussi une irradiation de la science au sein de la société. On parle souvent d'une aliénation des résultats scientifiques dans le grand public et l'on reproche aux chercheurs de se confiner dans leur tour d'ivoire. Le nombre frappant de visiteurs du Pavillon international de la science à l'Exposition de Bruxelles et l'intérêt que suscite en p.137 général toute exposition scientifique montre qu'il suffit que les

## Le travail et l'homme

chercheurs se donnent la peine de rendre leurs résultats accessibles au public pour que celui-ci s'enthousiasme. Je suis certain que nous vivons au siècle de la science et qu'il figurera comme tel dans l'histoire de l'humanité.

Plus que les efforts des diplomates, les aspects des résultats de la recherche scientifique, compréhensibles pour chaque nation et ralliant l'humanité, sont aptes à créer l'entente cordiale entre les peuples. Si seulement on pouvait effacer le facteur de prestige national, qui ne devrait jouer aucun rôle dans la science, et se donner la peine de montrer aux hommes de races et de conceptions politiques différentes que les splendides résultats de la recherche sont dus à l'effort de l'esprit humain en vue d'unir les peuples. Ce fut aussi l'intention généreuse des comités d'organisation de l'Exposition de Bruxelles que de grouper la science en un pavillon commun, indépendant des pavillons nationaux. Puisse l'exemple de Bruxelles porter des fruits à l'avenir !

### La souche

J'aimerais maintenant évoquer brièvement le rôle de la souche, arrivant ainsi au facteur intrinsèque. Brailsford Robertson a dit : « Ce qui influe sur le progrès de l'humanité n'est pas tellement nos talents que l'usage que nous en faisons. »

Voici ce qui distingue le chercheur de demain : il doit avoir les qualités d'un pionnier, l'esprit d'initiative, la faculté de vaincre, grâce à son esprit créateur, les difficultés qui pourraient se présenter, la persévérance et le goût de l'aventure. Les explications banales et les conceptions toutes faites ne peuvent le satisfaire. Il raisonne avec indépendance et sans préjugés, et ne

## Le travail et l'homme

craint pas d'en affronter les conséquences même si cela l'oblige à nager à contre-courant. Si belles ces définitions soient-elles en théorie, nous devons réaliser que ces qualités, réunies dans un homme, peuvent en faire un individu inconfortable et même souvent assez désagréable ! A l'école déjà, il avait des difficultés vu que, malheureusement, les maîtres n'aiment en général pas particulièrement les esprits <sup>p.138</sup> indépendants, la contradiction et la critique. Et ce fut la même chose avec les camarades, vu que le conformisme — de nos jours surtout — est une condition importante de la vie en commun. Un conformiste pourtant ne deviendra jamais un vrai chercheur.

Mais plus tard aussi, dans le cercle des facultés et des professeurs académiques, il faut de la largeur de vue, de la grandeur et de l'abnégation pour reconnaître, encourager et développer de tels diamants bruts. Ramón y Cajal, le grand neurophysiologue espagnol, a dit : « L'humilité convient peut-être aux Saints mais pas aux Savants ! » De bonnes études et des examens réussis ne signifient pas, loin de là, qu'un jeune homme deviendra un bon chercheur. Paul Ehrlich a tout juste réussi ses examens de médecine, avant qu'il ait, par ses conceptions, modifié la pensée médicale plus que tout autre de son époque. Comment pouvons-nous « découvrir les découvreurs », comme l'a dit Payton Rous ? Il n'y a, jusqu'à présent, qu'une possibilité de reconnaître et de développer des talents scientifiques : on doit les faire travailler, et observer à quel point ils sont qualifiés. Ce n'est pas là une méthode très scientifique, mais on n'en a pas encore trouvé de meilleure.

Et voici que se pose le problème des peuples qu'on dit sous-développés. Il existe certainement là-bas toute une série de

## Le travail et l'homme

talents scientifiques insoupçonnés. Ils ne peuvent être développés vu que les possibilités de formation manquent et que toute atmosphère de recherche est inexistante. On a essayé de combler ces lacunes par des bourses, et envoyé les jeunes gens doués dans des grands centres. Grâce au contact avec des maîtres éminents et sous l'influence de l'atmosphère, ils ont fourni du travail convainquant et même souvent remarquable. Et puis... ? Ils sont ensuite retournés au pays, où toutes ces facilités n'existent pas, et très souvent ils ont succombé aux difficultés, vu qu'il n'y avait aucune irradiation et que le sol n'était pas encore défriché. Ce problème mérite la plus grande attention et, avant tout, il ne faut pas perdre de vue le fait suivant : l'argent seul ne permet pas d'atteindre quoi que ce soit dans un pays sous-développé, ce qu'on ne peut assez souligner. L'argent seul — tel l'eau dans l'agriculture — ne peut rien.

p.139 Ces considérations auraient pu être intitulées « Ombres et lumières en science ». Elles ont tenté de décrire les conditions du travail scientifique dans la société contemporaine. Il s'agit d'une transition — la transition de l'artisanat scientifique à un nouvel équilibre, dans lequel — même en science — une certaine mécanisation trouve sa place. Les difficultés existantes ont été évoquées dans l'espoir qu'on pourra les surmonter. Le travail scientifique devient-il une malédiction ? Employons-nous une ruse pour tromper la nature et pour l'asservir ? — Je ne le crois pas. Les méthodes scientifiques ne sont en fait qu'une extériorisation de nos sens naturels et les notions que nous gagnons ne sont rien d'autre que des aperçus plus précis des secrets de la nature, que nous ne distinguons pas à première vue, mais seulement à l'aide des méthodes scientifiques. Le travail scientifique et ses

## **Le travail et l'homme**

découvertes nous apportent toujours un merveilleux apaisement et une joie profonde. Notre respect devant l'univers s'accroît, ainsi que notre modestie, en même temps que notre savoir. Nous sommes et restons des grains de poussière en comparaison de l'infini, et notre science n'est qu'une goutte d'eau du fleuve de la vie, dans le cours duquel toute l'histoire humaine ne couvre qu'une seconde.

@

## Le travail et l'homme

### ALLOCUTION DE M. LE CONSEILLER D'ÉTAT ALFRED BOREL

chef du Département de l'instruction publique de Genève  
au déjeuner du Parc des Eaux-Vives, le 3 septembre 1959

@

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

p.141 Le thème proposé aux méditations des participants des « Rencontres » de cette année rejoint dans une certaine mesure les préoccupations qui ont fait l'objet déjà de la décennie de 1950. Evoquant les menaces que les exigences sociales comportaient pour les droits de l'esprit, votre président, M. le professeur Antony Babel, citait, il y a neuf ans déjà, les servitudes qu'impliquaient pour l'homme les civilisations mécaniciennes, leurs formes de production et leurs conditions de travail. Si, à l'époque, vous envisagiez le conflit éventuel entre l'ensemble des exigences sociales et les seuls droits de l'esprit, vous vous êtes proposé aujourd'hui — et il convient de vous en louer très fort — de vous pencher sur l'influence et les répercussions du travail sur l'homme dans sa totalité, de ce travail qui, pour l'instant en tout cas, représente pour une grande partie de l'humanité une contrainte bien plus qu'une joie.

Sujet passionnant sans conteste et auquel, paradoxalement, la réduction progressive de la durée du travail et de la peine des hommes procure un regain d'actualité.

Dans une civilisation dont la note introductive à ces débats souligne justement qu'elle est une civilisation du travail, mais qui se caractérise peut-être plus encore par l'obsession que par la glorification du travail, la diminution de la place faite au travail, au profit de celle réservée aux loisirs, au sens le plus général, comporte un transfert tout à fait caractéristique d'accent. Comme le relevait fort opportunément M. Georges Friedmann il y a neuf ans, « le problème de l'avenir sera non pas le travail, mais, paradoxalement, ce qu'on appelle les loisirs ».

Nous n'en sommes pas encore tout à fait là. Le moindre fléchissement de la conjoncture nous rappelle impérieusement combien le chemin vers une libération progressive de l'homme, celui du libre choix et de la plénitude de sa vocation, celui de sa sécurité aussi, est encore long et semé d'obstacles. Mais l'évolution est nette, qui vise à réduire progressivement la durée comme le

## Le travail et l'homme

caractère souvent inhumain du travail, p.142 surtout lorsqu'il se traduit par l'accomplissement pourtant indispensable des tâches serviles dont Mounier analysait si pertinemment l'avenir.

Ce ne saurait être mon propos d'aborder un ensemble de problèmes que, comme à l'accoutumée, M. le professeur Babel a analysés pour nous avec autant de subtilité que d'autorité.

Permettez-moi simplement de verser aux débats quelques réflexions. Tout à l'heure, nous parlions de la réduction progressive de la durée du travail, — de ce travail que l'on peut, également avec Mounier, distinguer en l'opposant à l'activité en général —, qui forme comme le tissu continu de la vie de l'homme, et à la création, qui est la forme d'activité la plus proprement spirituelle. C'est bien là l'une des revendications sociales fondamentales de l'époque, et qui manifeste, à tort ou à raison, le plus clairement l'aspiration de l'humanité vers le mieux-être.

Notons ici une première difficulté. La réduction du temps de travail devrait normalement aller de pair en particulier avec une augmentation de la productivité. Mais, s'il est des domaines où cette amélioration ne peut être que faible ou nulle, la réduction de la durée du travail est difficilement concevable dans le cadre d'une procédure normale. Je pense ici à un domaine proche de mes préoccupations quotidiennes, celui de l'éducation. La productivité — si tant est que ce terme y soit encore applicable par analogie — est soumise dans ce domaine à certains impératifs qui en réduisent les possibilités d'accroissement. La qualité d'un enseignement peut être améliorée, la quantité des notions acquises dans un temps donné, non. Or, l'introduction progressive par exemple de la semaine de cinq jours de travail va mettre en difficulté l'application de nos programmes scolaires traditionnels. Il ne peut en résulter, avec le temps — j'en fais la remarque en passant — qu'un nouvel allongement des études.

Mais il y a plus. Les exigences posées à l'éducateur ne sont pas constantes ; elles ne peuvent qu'augmenter. Si, dans une certaine mesure, le travail doit céder progressivement la place à des loisirs grandissants, les conséquences qui en résulteront pour la formation de l'homme seront considérables. Résumant une série d'études fort intéressantes consacrées au problème des loisirs, Jean-Marie Domenach constatait récemment que « le loisir exige une éducation première et achemine à l'éducation permanente ». Or, cette dernière est déjà

## Le travail et l'homme

considérée comme une nécessité entraînée par une évolution industrielle comportant une mobilité professionnelle croissante et un perfectionnement permanent. On voit d'ici l'importance des responsabilités nouvelles qui vont incomber aux éducateurs.

D'autres problèmes délicats se poseront d'ailleurs à eux dans des domaines connexes. L'éducation traditionnelle comportait l'enseignement d'une morale du travail dont la valeur était plus ou moins universellement et tacitement reconnue. S'il faut, pour reprendre les termes de Domenach, « se dégager prudemment de l'obsession du travail », cela ne comporte-t-il pas, à terme, des modifications sensibles de notre attitude éducative ?

Dans le domaine de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage, les transformations à prévoir ne sont pas moins significatives. Les <sup>p.143</sup> sociologues s'accordent à constater l'inutilité de beaucoup de connaissances acquises autrefois longuement par la pratique, la disparition d'un certain nombre de qualités professionnelles traditionnelles, la disparition aussi, dans beaucoup de cas, du « métier ». Par contre, l'évolution industrielle exigera dans des cas de plus en plus nombreux une meilleure culture scientifique, une technique de plus en plus sérieuse, une formation qui permettra au travailleur de mieux « continuer à apprendre ». N'est-ce pas postuler, ici encore, une réforme profonde de notre enseignement professionnel ?

Ces quelques considérations vous paraîtront sans doute inspirées par un souci bien exclusivement éducatif. Ce n'est là, sans doute, qu'une des directions dans lesquelles pourront s'engager les entretiens en cours. Mais n'est-ce pas marquer du même coup aussi l'intérêt et la multiplicité des aspects du sujet proposé et les conclusions éminemment pratiques auxquelles vous pouvez, directement ou indirectement, aboutir ? Il sied dès lors de manifester une fois de plus notre sincère reconnaissance à l'égard du comité des « Rencontres » et de son actif président, M. le professeur Babel, et de souligner le fait que, pour introduire le débat, les animateurs des « Rencontres » ont su s'assurer le concours des conférenciers les plus qualifiés.

On a reproché quelquefois à ces débats leur caractère théorique, leur pur intérêt intellectuel ; c'était là, en soi, déjà une critique bien peu légitime. Mais cette année, plus que jamais, vos préoccupations déboucheront nécessairement sur certains aspects fondamentaux de la vie sociale et économique

## Le travail et l'homme

d'aujourd'hui. A cet endroit, on voudrait souhaiter que les exigences pratiques qui correspondraient à ce désir de réconciliation du travail et de l'homme, qui a sans doute dicté le thème de cette décade, respectent l'étonnante et nécessaire variété des conditions. S'il est un domaine où un schématisme conceptuel répond peu à la réalité, c'est celui-ci. Que l'on songe simplement à tous les avatars qu'a subis la notion du travail à travers l'histoire, comme à l'infinité des réactions qu'elle peut inspirer selon les pays, les conditions sociales ou professionnelles considérés. Un débat de ce genre n'a de sens que s'il respecte à chaque instant, ou tend au moyen d'établir, la dignité aussi bien que la richesse de l'homme.

En tout état, une fois de plus, les « Rencontres » justifieront leur éminente utilité en apportant un concours objectif et lucide à la solution des grands problèmes de notre temps. Notre cité, Mesdames et Messieurs, est heureuse, en même temps qu'elle vous témoigne sa reconnaissance, de vous assurer de la profonde et sympathique attention qu'elle porte à des travaux dont elle espère que vous ne serez pas les derniers à emporter un heureux et fidèle souvenir.

@

## Le travail et l'homme

### DISCOURS PRONONCÉ PAR M. ANTONY BABEL

Président du Comité des R.I.G.  
à l'issue du déjeuner officiel, le 3 septembre 1959

@

#### LE TRAVAIL : ASSERVISSEMENT OU LIBÉRATION ?

p.145 A plusieurs reprises, et provenant des milieux les plus divers, des suggestions nous ont été faites au sujet du thème des Rencontres de 1959. Pourquoi, nous disait-on, n'aborderiez-vous pas la question du travail ? Dans une ville qui a l'honneur d'abriter le *Bureau International du Travail* et qui accueille si souvent l'assemblée annuelle de l'*Organisation Internationale du Travail*, il pouvait paraître présomptueux de faire un tel choix. Et pourtant nous nous y sommes décidés. Le sujet est immense. Nous avons tenté d'en fixer les limites : le travail et l'homme. Limites qui, en réalité, n'en sont pas. Comment, à notre époque, dissocier ces deux termes ? Le B.I.T., dès sa fondation, sous l'impulsion d'Albert Thomas, s'est assigné comme tâche la promotion des travailleurs. D'ailleurs c'est celle que la Partie XIII du Traité de Versailles de juin 1919 intitulée *Travail*, fixe à l'O.I.T. De toutes les institutions internationales créées en 1919 dans l'euphorie de la victoire, seule elle a survécu. Traversant toutes les convulsions de l'entre deux guerres et de la seconde conflagration mondiale, elle a aussi affronté les luttes idéologiques les plus ardentes. En se modifiant, en s'adaptant, elle est aujourd'hui plus vivante que jamais. Le directeur actuel du B.I.T., M. David A. Morse, place au centre de ses préoccupations les problèmes humains. Il n'est que de lire ses rapports pour s'en convaincre.

Au cours de cette décade, le temps nous imposera bien des limitations. Nous avons laissé à nos conférenciers une très grande latitude dans le choix de leur sujet. Nous avons cependant adjoint aux entretiens qui seront consacrés à leurs exposés deux débats spéciaux, introduits et dirigés par de hauts fonctionnaires du B.I.T. L'un portera sur *Les problèmes du travail dans l'Afrique noire*, l'autre sur *l'Organisation Internationale du Travail et les problèmes humains*.

Notre décade sera consacrée essentiellement aux questions actuelles. Bien sûr, elles ne peuvent être séparées de leur contexte historique. p.146 Certains problèmes sont éternels parce qu'ils dépendent de la nature même de l'homme.

## Le travail et l'homme

D'autre part, l'histoire permet de mesurer les progrès que l'humanité a accomplis, le prix qu'elle les a payés, les erreurs qu'elle a commises.

La préhistoire déjà nous offre ses expériences et ses leçons, à partir de ces paléolithiques qui, privés de capital, dépendaient presque exclusivement de leur travail. Pourtant les magdaléniens nous ont laissé des peintures pariétales, des gravures, des sculptures qui sont d'émouvantes œuvres d'art. Les néolithiques, bénéficiant déjà d'un capital accumulé, se soumettant à une véritable discipline de travail, ont construit les cités palafittiques, qu'elles soient palustres ou lacustres, et ils ont transporté et dressé leurs mégalithes. A travers la protohistoire, grâce au bronze et au fer, *l'homo faber* a perfectionné ses outils et a créé une véritable division professionnelle.

L'antiquité à son tour pose, en marge de l'esclavage, le problème de la dignité du travail qui apparaît si grande dans les poèmes homériques. Ulysse a construit son palais et façonné ses meubles. Il lance un défi pour prouver son habileté de faucheur et montrer comment il trace droit un sillon. Non seulement les rois se livrent à un travail manuel, mais les dieux n'en sont pas eux-mêmes dispensés. Cependant une évolution se fera bientôt, rapide, dans le sens de la désaffection du travail. Platon et Aristote ne conçoivent pas que les citoyens puissent se livrer à des besognes mécaniques. Plus tard encore, en partie du fait de la concurrence des esclaves, la plèbe romaine, par son oisiveté, contribuera à la chute de Rome.

Ce n'est pas le lieu de dire comment — le christianisme aidant — le moyen âge a réhabilité le travail, ni quelles ont été sa grandeur mais aussi les humiliations qu'il a subies à travers la Renaissance et les temps modernes.

La fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XIX<sup>e</sup> sont marquées par la révolution industrielle, à la fois épopée technique et tragédie humaine. L'outil, prolongeant la main de l'ouvrier, avait augmenté son rendement : mais il dépendait du travailleur qui le maniait. Et voici que les inventions mécaniques substituent la machine à l'homme, le dépossédant parfois de son gagne-pain, multipliant les formes de la concurrence, l'asservissant à ses organes. Le chômage s'établira d'une façon permanente. Pendant quelques générations, le travail sera littéralement mis à la sous-enchère. Les prisonniers de droit commun seront mieux nourris, mieux logés, que beaucoup d'ouvriers qui dépendront dans bien des cas autant de la charité légale ou privée que de

## Le travail et l'homme

l'exercice de leur profession. Chaque nation industrialisée a été littéralement coupée en deux : d'un côté ceux qui détiennent les moyens de production, de l'autre ceux qui n'ont que leur seule force de travail. Disraeli a pu dire, dans son roman *Sybil*, que, dans le Royaume-Uni, la reine Victoria, qu'il a si bien servie comme ministre, régnait sur deux peuples.

Quoi d'étonnant que la mortalité se soit accrue, que l'immoralité ait fait des ravages, que la classe ouvrière se soit trouvée en marge de la société, prête à toutes les révoltes ? Le drame est d'autant plus <sup>p.147</sup> douloureux que le libéralisme économique triomphant déniait à l'Etat le droit d'intervenir dans les rapports du travail et du capital. Il faudra du temps et de cruelles expériences pour que la voix de quelques économistes, et en tout premier lieu celle du Genevois Sismondi, se fasse entendre, pour que l'on admette que les pouvoirs publics doivent protéger les plus faibles.

La législation du travail s'instaurera ; sa force sera bientôt multipliée par l'organisation de la classe ouvrière lorsque la liberté syndicale lui aura été octroyée. Dans certains cas, en Prusse notamment — étonnant paradoxe — les lois sociales ont été, au début, édictées à la demande de généraux qui s'inquiétaient de ne plus pouvoir recruter de soldats dans les régions industrialisées.

Plusieurs générations ont été ainsi sacrifiées au progrès technique.

Dans ce même temps, la Révolution française proclamait les droits de l'homme, la liberté et l'égalité en particulier. Droits tout théoriques et confinés au strict domaine politique, dans la mesure d'ailleurs où ils ont été appliqués. Mais, sur le plan social, où est l'égalité dans les usines de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ? Que signifie la liberté pour ceux qui sont soumis aux pires contraintes du système industriel ? La révolution de 1848 à Paris l'a bien montré. Les journées de février, c'est l'effort commun des bourgeois, des paysans, des ouvriers, en vue d'imposer l'égalité politique. La conquête faite, paysans et bourgeois veulent rentrer dans l'ordre légal. Mais les ouvriers exigent que l'égalité sociale, économique, couronne l'action révolutionnaire. Et ce sera le drame de juin 1848, prélude à la dictature de Napoléon III.

Puis les temps ont marché. La machine, telle la lance d'Achille, a guéri les maux qu'elle avait provoqués. Par des processus bien connus, elle a multiplié les occasions de travail, elle a permis la diffusion des produits manufacturés dans des classes toujours plus étendues.

## Le travail et l'homme

La cohésion grandissante de la classe ouvrière grâce aux organisations syndicales, l'intervention de l'Etat, le rôle de plus en plus important des institutions internationales, l'ajustement des rapports entre le capital et les salariés grâce à un réseau serré de conventions collectives et de paix du travail, le triomphe du principe que l'augmentation de la productivité doit profiter à tous ceux qui en sont les artisans, tels sont quelques-uns des éléments d'une modification profonde. Une comparaison entre la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle anglais ou la monarchie de juillet en France et l'époque actuelle est particulièrement suggestive à ce sujet.

Mais voici que depuis peu la seconde révolution industrielle est en marche. Sa rapidité est déconcertante. Elle n'a aucune commune mesure avec les événements de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Sans doute est-ce un des effets de l'accélération de l'histoire. L'énergie nucléaire, la cybernétique, l'automatisation, les machines à penser, toutes ces techniques qui donnent le vertige aux non initiés, vont-elles déposséder les hommes de leur royauté, les remplacer par des robots ? Trop de Cassandres s'en vont le proclamant. Mais ne faut-il pas voir l'autre face des choses ? Ces inventions permettent des réalisations auxquelles on n'aurait p.148 pas osé songer il y a quelques décennies. Aux hommes de les utiliser pour le bien et non pour le mal.

Et puis ces machines ont des limites que l'homme ne connaît pas. Elle est de Louis de Broglie, dont on ne saurait nier la compétence, cette remarque : « La machine ne possède pas cette faculté créatrice, ce désir d'aller au delà de ce qui est acquis, qui sont les caractéristiques essentielles de la pensée humaine. » Il manque aussi à ces organismes cette propriété « des êtres vivants sans laquelle la pensée est inconcevable : la conscience de leur existence et de leur personnalité ». Ils ne sauraient donner « la solution de la triple énigme de la Vie, de la Conscience, de la Pensée ». (*Sens philosophique et portée pratique de la Cybernétique*, dans *Atomes*, janvier 1952).

On a fait souvent, entre la première et la seconde révolution industrielle, des comparaisons qui ne sont guère concluantes, en particulier si l'on se place sur le terrain social. L'atmosphère a changé. Les ouvriers du début de la mécanisation, victimes du progrès, s'en sont pris aux machines qui leur ravissaient leur travail et ils les ont brisées, aux usines qu'ils considéraient comme des bagnes et ils les ont incendiées. Aujourd'hui les syndicats ne s'insurgent pas contre les

## Le travail et l'homme

bouleversements de la technique. Ils les acceptent car ils savent qu'ils sont inéluctables. Mais ils veulent que leur utilisation se fasse d'une façon raisonnable, humaine, qu'ils en soient les bénéficiaires au même titre que le capital. Ils trouvent un large écho dans les cercles dirigeants de l'industrie. De plus en plus on admet que l'augmentation de la productivité, résultant à la fois du progrès technique et de connaissances professionnelles plus étendues, profite au travail comme au capital.

Est-elle trop optimiste, cette interprétation du Directeur du B.I.T., M. David A. Morse ? Nous ne le croyons pas. Dans son rapport de 1957 sur *L'automation et les autres progrès de la technique*, il écrivait : « L'esprit d'initiative dont témoignent les chefs d'entreprise, leur compréhension des problèmes humains, la mesure dans laquelle, d'une part, les syndicats acceptent le progrès technique et, de l'autre, le patronat agrée les conditions que les organisations de travailleurs peuvent mettre à leur acceptation, tous ces facteurs influent indubitablement sur notre capacité d'affronter les conséquences des innovations techniques. » Il constate aussi que c'est un fait encourageant de voir que l'on étudie « avec beaucoup de probité intellectuelle et d'intelligence les questions sociales et les problèmes du travail qui en sont le corollaire ». (P. 3.)

Quelque vertigineuse que soit l'évolution actuelle, le travail pose les mêmes problèmes essentiels que par le passé, en particulier ceux de sa dignité et de sa signification profonde.

Est-il un châtement ? « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Représente-t-il une méthode prophylactique en vue d'aider l'homme à conserver une certaine rectitude de vie ? Est-il un dépassement ? Le Centre des jeunes patrons français, parmi les thèmes qu'il a mis à l'étude, se préoccupe « non seulement de l'homme au travail mais aussi de l'homme dans le dépassement de sa vie quotidienne ».

p.149 Est-il une libération ? Pour certains, même parmi les plus modestes, il est un moyen d'affirmer sa personnalité, de prendre rang dans une collectivité, de s'individualiser dans une classe sociale. Mais il est aussi une évasion. *Travail, ô mon seul repos !* : c'est le titre que Georges Duhamel a donné à un livre récent. Il a voulu, dit-il, « chercher dans l'écriture une délivrance ».

Mais, dira-t-on, une telle formule appliquée à des ouvriers d'usine prend le

## Le travail et l'homme

goût d'un paradoxe. Le travail à la chaîne, qui ne laisse aucune place à la fantaisie ou à l'initiative individuelle, n'est-il pas pour eux un asservissement ? L'*homo technicus* que la machine conditionne ne risque-t-il pas d'être diminué dans sa valeur humaine ? Maxime Leroy avait posé la question : « Est-ce que l'*homo faber*... ne rêve pas d'anéantir l'*homo sapiens* ? ».

Georges Friedmann, dans plusieurs ouvrages, notamment dans *Machine et humanisme* et *Où va le travail humain ?*, a fortement marqué les dangers qu'entraîne cette subordination de l'homme à un ensemble mécanique qui le conditionne et, en même temps, lui impose, à longueur de journée, le même geste inlassablement répété. Mais il ne laisse pas cependant de rappeler les raisons qu'il y a de ne pas désespérer. De son côté M. Louis Armand, dans un remarquable article, *Machine, technique et vie intérieure (Science et société, vol. III, n° 3, 1952)*, a fait cette juste constatation : « La technique a créé beaucoup moins de métiers ingrats qu'elle n'a supprimé de métiers odieux, ceux par exemple où l'homme n'était utilisé que pour sa force musculaire. Ces métiers disparaissent ou s'humanisent. »

Et puis — on feint trop souvent de l'ignorer —, ces techniques, si accablantes soient-elles pour les ouvriers, n'ont-elles pas permis l'extraordinaire raccourcissement de la durée du travail ? Il y a un siècle ou un siècle et demi, les usines imposaient des journées qui atteignaient 16, voire 18 heures, ce qui représentait une semaine de 96 ou de 108 heures. On en est arrivé en 1919 à la semaine de 48 heures ; elle est aujourd'hui communément de 46, 44, 42 heures et parfois moins, réparties sur cinq jours. Le travailleur s'appartient enfin. Il peut disposer d'une partie de son temps pour vivre pour lui ou pour les siens.

Certes, cette diminution de la durée du travail se fait à un rythme si rapide qu'elle pose de difficiles problèmes. Comment utiliser les loisirs ? On a commis dans ce domaine bien des erreurs et même des abus. On songe aux méthodes de *Kraft durch Freude* ou de *Dopolavoro* qui visaient à enrégimenter toutes les forces pour les mettre au service des dictatures. Sans aller si loin, et avec d'autres mobiles, on a cédé parfois à la tentation de réglementer d'une façon excessive les loisirs, de les uniformiser, d'enlever à ceux qui en bénéficient la liberté du choix. Il doit y avoir une part de création personnelle dans l'usage que l'on fait de ses loisirs. Ils doivent être associés à l'exercice de la liberté. Aussi posent-ils des exigences quant à la formation de l'individu déjà sur les bancs de

## Le travail et l'homme

l'école, formation qui permettra à l'adulte d'affirmer sa personnalité, d'apprécier les joies que les lettres et les arts ou un approfondissement de ses connaissances scientifiques peuvent lui dispenser, d'ordonner intelligemment ses voyages et ses spectacles et même sa vie sportive et ses simples délassements.

p.150 Problème immense. Il a été posé sur le plan national dans la plupart des pays et, sur le plan international, par l'O.I.T. La revue *Esprit* vient de lui consacrer son numéro de juin 1959 qui est d'un très vif intérêt. Nous comptons parmi nos invités M. Roger Caillois qui a publié en 1958 un remarquable essai, *Les jeux et les hommes*. Sans doute ne manquera-t-il pas d'animer l'un ou l'autre de nos entretiens.

De toute façon, il faut bien constater que cette partie de son existence où l'ouvrier s'appartient constitue de plus en plus sa raison d'être. Qui sait si les agréments qu'il y trouve, lorsqu'il bénéficie d'un niveau de vie suffisant, ne contribuent pas dans certains cas à affaiblir la vivacité de ses revendications ?

Cependant, le problème du salaire reste toujours posé. Il ne s'agit pas seulement de son ajustement au coût de la vie, mais de son dépassement, autrement dit de l'augmentation du salaire réel, de la capacité pour le salarié d'accroître la masse des produits et des services dont il peut disposer.

Mais les travailleurs ont franchi le stade des revendications purement matérielles. « Le travail n'est pas une marchandise », avait proclamé l'article 427 du Traité de Versailles, à propos de l'O.I.T. Ils en connaissent maintenant la dignité. Ils revendiquent leur part de responsabilité dans la conduite de la production. On sait les débats qui se sont institués concernant la participation éventuelle du travail à la gestion de l'entreprise et de la profession, d'ailleurs dans des limites au sujet desquelles on n'est guère d'accord. Il faut bien cependant rappeler que de telles conceptions sont très loin de rallier l'opinion de l'ensemble des salariés.

J'ai insisté surtout, dans ces considérations à bâtons rompus, si rudimentaires et pleines de lacunes, sur les problèmes du travail manuel.

Ce n'est pas à dire que l'on en ignore les autres formes. N'est-il pas exaltant, le travail de ces capitaines d'industries — le mot est de Carlyle — qui conduisent d'énormes entreprises ? Ne leur arrive-t-il pas de trouver leur

## Le travail et l'homme

satisfaction, leur joie, non pas tant dans les avantages matériels qu'ils en peuvent tirer que dans la réussite d'une œuvre qui, en définitive, profite à tous ceux qui leur sont subordonnés ?

Combien d'autres questions ne devraient-elles pas être évoquées ? Qu'en est-il aujourd'hui du travail désintéressé, détaché de tout objectif pratique, n'ayant sa justification qu'en lui-même, comme celui de ces moines du haut moyen âge dont parle Paul Valéry dans une lettre à Georges Duhamel, « qui écoutaient le monde civilisé... crouler, qui ne croyaient plus qu'à la fin du monde et qui écrivaient difficilement, en hexamètres durs et ténébreux, d'immenses poèmes pour personne » ?

Et les problèmes de la création artistique, ceux de la recherche scientifique que le professeur A. de Muralt exposera à la fin de cette décade. Particulièrement brûlants sont ceux que pose le travail des savants qui œuvrent dans le mystère de laboratoires secrets, suscitant à la fois tous les espoirs et toutes les épouvantes et qui, quotidiennement, peuvent se demander, non sans angoisse, ce que l'on fera de leurs découvertes.

p.151 Des questions actuelles surgissent encore au sujet du travail, posées par les ségrégations raciales, ou par la mise en valeur des pays en retard dans leur développement économique. Et celles, immenses, qui ont trait à la structure des pays communistes. Elles seront sans doute au centre de plus d'une discussion de cette décade, comme celles que soulèvent les industries nationalisées.

Comment ne pas mentionner aussi les recherches si nouvelles et suggestives, riches déjà en résultats, de la sociologie du travail ?

Au terme de cette rapide, incomplète et un peu incohérente revue, je me demande, un peu tard, si le comité des R.I.G. n'a pas été téméraire en fixant son choix. Mais sans doute, grâce à la collaboration de tant de personnalités éminentes — conférenciers et participants à nos entretiens — quelques aspects au moins d'un vaste sujet seront-ils éclairés d'une lumière nouvelle. Que tous ceux qui ont répondu à notre appel veuillent bien accepter nos sentiments de vive reconnaissance.

@

### PREMIER ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par le Dr Jean Starobinski

@

**M. ANTONY BABEL** : p.153 Mesdames, Messieurs, je déclare ouvert le premier entretien des XIV<sup>es</sup> Rencontres Internationales de Genève.

Je commence par des recommandations rituelles. Vous avez suivi très exactement les règles du jeu les années précédentes, mais je rappelle que l'on n'applaudit pas, qu'il n'y a pas de marques d'approbation ni d'improbation, ni de protestations. Il s'agit d'un véritable dialogue qui se noue autour de cette table, dialogue auquel vous pouvez vous incorporer en venant demander au président de séance la possibilité de parler. Mais il ne s'agit pas pour vous de prendre position par vos applaudissements. Vous êtes dans une salle de spectacle, mais je vous prie de bien vouloir l'oublier. Cette recommandation est à peu près inutile, car ces années dernières la discipline a été stricte et agréable.

M. Starobinski préside l'entretien de ce matin.

**LE PRÉSIDENT** : Je donne la parole à M. Leenhardt.

**M. FRANZ LEENHARDT** : Je suis impressionné d'ouvrir ce débat, mais un peu consolé à la pensée que je n'ai l'intention que d'apporter un ou deux compléments à ce qui nous a été dit hier concernant la conception hébraïque et chrétienne du travail.

Je voudrais rappeler à propos de l'Ancien Testament — et M. le Rabbin Safran m'excusera si je dis en partie ce qu'il va dire — que la perspective donnée par la Genèse est plus complète et plus riche que ne le laissait entendre M. Lefranc. S'il est vrai que Jéhovah a travaillé six jours et s'est ensuite reposé pour l'Eternité, ce mot va très loin et touche bien exactement la pensée exprimée dans le livre de la Genèse, c'est-à-dire que le Sabbat est la fin, le terme et la signification du travail. Ce qui ne signifie pas une divinisation du

---

<sup>1</sup> Le 3 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

travail. Toute espèce de stakhanovisme <sup>p.154</sup> est en quelque sorte écarté. Le travail n'a pas sa signification en soi. Il est destiné à l'homme, et l'homme est lui-même destiné à ce repos qui est, dans la pensée biblique, la confrontation avec sa destinée, c'est-à-dire le culte de Dieu lui-même.

Je voudrais dire, d'autre part, que dans la pensée néo-testamentaire, on peut également relever des éléments plus nuancés. Je pense qu'en ce qui concerne l'enseignement de Jésus, les lys des champs ne sont pas évoqués comme des paresseux ; le passage dans lequel est évoquée la non-activité des lys et des oiseaux est destiné à détourner le croyant du souci pour sa vie, mais non pas du travail, ce qui est encore une façon de faire ressortir le caractère bivalent, bipolaire du travail. Il peut être à la fois une chose utile et une chose mauvaise et démoniaque.

Enfin, je voudrais relever que dans le christianisme primitif, notamment, apostolique, se trouvent des pensées très positives concernant le travail, non seulement des exhortations à travailler de ses mains, mais encore la notation que le travail doit servir à aider les autres. Rappelons aussi que c'est du Nouveau Testament qu'a été reprise la phrase qui nous a été rappelée hier et qui se trouve dans la Constitution de l'U.R.S.S. : « Celui qui ne travaille pas, ne doit pas manger. » Ceci est un texte de saint Paul.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. le Grand Rabbin Safran.

**M. LE GRAND RABBIN SAFRAN** : Dans la tradition hébraïque, le travail apparaît comme l'aboutissement de l'œuvre de Dieu, demeurée inachevée, et comme la vocation de l'homme, appelé à la parachever. L'homme, lisons-nous dans le Livre de la Genèse, fut placé par son Créateur dans le jardin de l'Eden, pour « le travailler et le garder ». Ce jardin n'est pas le lieu de la félicité, tel qu'il est peint par Hésiode, mais il est une terre que l'homme doit cultiver et soigner, s'en rendant responsable devant son propriétaire et Maître. Dieu prescrit au premier homme, et par là à toute la race humaine, le devoir de labourer la terre (il a été créé pour cela !) le devoir de transformer la matière, d'en extraire les richesses ; Dieu limite en même temps les droits d'exploitation et d'usufruit qu'il octroie à l'homme. En rejetant la souveraineté de son employeur divin, en enfreignant les conditions de travail que celui-ci lui a prescrites, l'homme attire la malédiction divine non pas sur lui ou sur son

## Le travail et l'homme

travail, mais, dit la Bible, sur la terre : il provoque la rébellion de la nature contre lui-même, qui cherche uniquement à satisfaire ses désirs. Cependant, cet homme qui se livre à ses passions et qui se met à la merci de son semblable n'est pas irrémédiablement condamné : il est en mesure de recouvrer sa dignité, sa liberté, par le travail même, en se soumettant volontairement à l'ordre du travail, qui fut institué par Dieu. Ce travail sera, il est vrai, moins aisé qu'auparavant, mais d'autant plus une précieuse source de joie pour lui. Faut-il juger autrement le quatrième commandement du Décalogue qui, avant d'accorder à chaque être humain, et même à l'animal, le droit à un jour de repos par semaine, prescrit à chaque être <sup>p.155</sup> humain, sans exception, le devoir de travailler pendant six jours par semaine ? Si le commandement du travail était à considérer comme une punition ou une expiation, on devrait au même titre considérer les commandements qui le précèdent et ceux qui le suivent ! Le Dieu des Dix Commandements est le Dieu qui fait sortir l'homme « de la maison de servitude » ; et son commandement qui exige de l'homme de travailler, contient la somme des bénédictions qu'il adresse à l'homme : Il fait de lui Son serviteur et Son imitateur. Mille ans environ après la promulgation de la Loi du Sinaï, cette première charte du labeur et du repos humains, qui est par cela même la grande charte de la liberté individuelle et de l'éthique sociale, Platon, l'architecte d'une République idéale, oppose l'état de l'esclave et de l'animal, contraints par la volonté des dieux et par la nature des choses, à travailler, à peiner, et celui de l'homme « libre » qui peut ne pas travailler matériellement ! La Bible hébraïque, elle, voit une grâce divine dans la faculté qu'a l'homme d'œuvrer. C'est ainsi que Dieu communique à l'homme son pouvoir de création, comme Il l'a fait en particulier, pour Betsaléel. Dans cet esprit de création s'unit, selon la Sainte Ecriture, le travail manuel au travail intellectuel. Cet enseignement biblique, idéal des prophètes d'Israël, fait que les Sages d'Israël prescrivent l'« obligation » pour le père, d'instruire son fils dans la Tora, dans la science religieuse, et de lui apprendre en même temps un métier pratique. Cet enseignement fait que dans la langue hébraïque le substantif *aman* qui veut dire artisan qualifié, intellectuel, dérive du verbe *aman*, qui signifie éduquer, et que la notion de l'*émouna*, de la foi religieuse, de l'honnêteté morale s'approche de celle de l'*oumanout*, du métier et de celle de l'*omanout*, de l'art, que l'idée de la *melaha*, du travail, s'avoisine à celle de la *malahout*, de la mission, et que l'idéal de l'*avoda*, du labeur, s'identifie à celui

## Le travail et l'homme

de l'*avoda* du culte, de la prière. Cet enseignement d'une Bible prêchant l'amour de Dieu et l'amour du prochain fait que les Sages d'Israël, eux-mêmes pour la plupart artisans, prêchent l'amour du travail. Ces trois préceptes de l'amour se complètent. Le travail n'assure pas à l'homme seulement sa subsistance, sa santé physique et morale, n'apporte pas à l'homme seulement la joie que le psalmiste chante avec allégresse, mais attache l'homme dans l'amour, dans la liberté à son prochain et à la matière même, qu'il façonne sans déifier. Car l'homme qui accomplit de la sorte son travail le conçoit comme un service consacré à Dieu.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. le pasteur Widmer.

**M. LE PASTEUR WIDMER** : Je voudrais revenir, tout d'abord, à l'exposé de M. le professeur Lefranc, qui, étant historien, a suivi une méthode historique.

Nous avons entendu hier soir une introduction magistrale aux problèmes du travail, qui se fondait évidemment sur une perspective quelque peu évolutionniste : d'abord le travail maudit, puis la réhabilitation du travail dans le christianisme, et enfin la tentative moderne de la souveraineté du travail.

p.156 Je poserai tout à l'heure une question à M. Lefranc, et cette question je voudrais l'appuyer par quelques arguments.

La conception chrétienne du travail, est-elle périmée, est-elle aujourd'hui dépassée ? Faut-il conclure de l'exposé que nous avons entendu hier soir que cette conception chrétienne du travail n'a plus rien à nous dire aujourd'hui ?

Je sais, et surtout après les compléments historiques que nous venons d'entendre, soit de M. le professeur Leenhardt, soit du Grand Rabbin Safran, que la dialectique du travail dans la Bible n'est pas seulement une dialectique de la malédiction, mais aussi de la bénédiction. Dieu maudit le travail de l'homme lorsque l'homme s'est révolté contre lui, et en même temps Dieu bénit le travail de l'homme qui se tient devant lui et qui cherche par son œuvre, qu'elle soit manuelle, intellectuelle, artisanale, ouvrière, peu importe, à servir à l'édification de la communauté ecclésiale et à apporter un témoignage devant le monde.

Cela dit, la conception chrétienne du travail, évidemment, présente certains paradoxes, et il est paradoxal de penser que le Nouveau Testament a revalorisé le travail dans une période de décadence, et que peu de temps après, l'Eglise

## Le travail et l'homme

primitive, lorsqu'elle s'est frottée dans le monde grec à l'hellénisme ambiant, a vu surgir en elle cette distinction assez grave pour la suite de son histoire entre la vie active et la vie contemplative. Ces deux aspects de l'existence chrétienne : contemplation et action, ne faisaient qu'un tout dans la pensée de l'Eglise primitive. Nous assistons à une dissociation, et pour finir à une sorte d'affrontement, au cours du moyen âge, entre la vie active, réservée aux paysans, aux artisans, à tout le monde des travailleurs, et la vie contemplative, qui est réservée à ceux qui ont le loisir et aussi la vocation de méditer les mystères de la religion chrétienne. Je dis qu'il y a quelque chose de paradoxal dans cette évolution, et je comprends fort bien que ce paradoxe est dangereux pour la conception chrétienne du travail, parce qu'à la longue il y a des dissociations qui risquent d'être mortelles.

Seulement, peut-on dire à partir de cette évolution paradoxale de la conception chrétienne du travail que cette conception est aujourd'hui dépassée ? Peut-on dire qu'elle est périmée ? C'est la question précise que je pose à M. Lefranc.

**M. GEORGES LEFRANC** : En ce qui concerne les deux premières interventions, je n'ai pas grand-chose à dire, étant donné que ce sont des précisions, et, sur quelques points peut-être, des rectifications à ce que j'avais dit hier.

A la dernière question qui m'a été posée : la conception chrétienne du travail est-elle périmée, est-elle dépassée ? je ne crois pas possible de répondre par l'affirmative ou par la négative.

Ce qui me frappe, à l'heure actuelle, c'est que l'immense majorité de la classe ouvrière est totalement déchristianisée ; pour le moment, dans la plupart des cas, les idées que vous avez développées n'ont pas de prise sur les ouvriers. Ils ne réagissent pas ou ils réagissent négativement. Est-il possible de les reconquérir à une foi ? Je n'en sais rien. <sup>p.157</sup> C'est l'avenir qui le dira. Pour le moment, je ne crois pas que ce soit, chez la majorité au moins, dans l'adhésion à une religion qu'ils cherchent une voie et qu'ils puissent la trouver.

Ce n'est pas une constatation que je fais sans regret. Je reconnais qu'il serait plus facile de trouver une solution dans la voie que vous indiquez ; mais, dans l'immense majorité des cas, vous vous adressez à des gens qui ne vous entendent pas, qui ne vous comprennent pas ; c'est peut-être une des raisons profondes de la crise que j'analysais hier soir.

## Le travail et l'homme

Je voudrais formuler une autre observation qui est de portée plus générale ; placés devant les idées qui ont été lancées, travail-malédiction ou travail-bénédition, les ouvriers ont tendance à accepter l'idée de malédiction. Il y a divorce, à cet égard entre l'enseignement des socialistes et le comportement des masses ouvrières, entre ce qu'on leur a dit et ce qu'elles sentent. Ce divorce est grave. Peut-être les anciens socialistes, les socialistes de la première période du XIX<sup>e</sup> siècle, étaient-ils pour la plupart beaucoup plus près de l'enseignement chrétien que ne le sont les masses actuelles. Il faut se garder de confondre l'apport de la pensée socialiste, qui est positif, et les réactions profondes des masses ouvrières.

**LE PRÉSIDENT** : Je donne la parole à M. Nicod.

**M. MICHEL NICOD** : Quelle sorte de travail est-il maudit, et quelle sorte de travail est-il un remède souverain ?

Il s'est dessiné au début de cet entretien une sorte de dialectique entre l'engagement et le désengagement. Nous sommes obligés de travailler, mais il importe de savoir de quelle façon nous travaillons. C'est en ceci que l'on peut distinguer entre un travail qui entraîne des conséquences désastreuses du point de vue psychologique, et par conséquent également du point de vue politique, et un travail qui est un véritable remède.

Tchouang-Tseu raconte qu'un ingénieur et un philosophe se promenaient dans la Chine du Sud. L'ingénieur aperçoit un jardinier qui arrose son jardin de la façon la plus simple du monde : il puise avec un seau dans son puits et il répand l'eau ainsi recueillie. L'ingénieur dit au jardinier : « Je sais construire une machine qui te permettra de faire cent fois plus de travail, et sans aucune peine. » Et le jardinier, qui est un philosophe, répond : « Mon maître m'a dit qu'à partir du moment où l'on emploie la ruse — et la machine représente la ruse — on est déjà en danger, car j'emploie la ruse envers la nature, et bientôt la ruse pénètre dans mon cœur, et à partir de ce moment tout mon équilibre — ce que Tchouang-Tseu appelle le « tao » — s'effondre, et je deviens presque un homme maudit. »

Ce que le taoïsme veut souligner avec force ici, c'est qu'à partir du moment où nous sommes aveuglés par la nécessité de ruser avec la nature, il y a une

## Le travail et l'homme

sorte de renversement psychologique qui s'opère. Notre vision se brouille complètement. Nous nous engageons tellement <sup>p.158</sup> qu'il ne nous devient plus possible de nous désengager. Autrement dit, toute faculté de contemplation devient impossible.

Cette condamnation portée sur une base psychologique du travail se retrouve également dans Platon. Ce que Platon reproche à l'artisan c'est de donner libre cours à la partie inférieure de son être, et ceci au préjudice de ses facultés de contemplation, et même de ses facultés d'enthousiasme.

Nous retrouvons également la même préoccupation chez saint Thomas d'Aquin : l'homme doit travailler, mais il doit également être capable de se désengager et, au moins un jour dans la semaine, de se livrer à la contemplation de la création. Sans cela, pas de salut : nous allons faire un travail de nature presque faustienne, nous laisser tenter par une ambition démesurée.

Le professeur Lefranc vient de dire que les masses ouvrières sont déchristianisées. Non seulement elles sont déchristianisées, mais elles sont complètement engagées dans cette civilisation du travail.

Je me pose cette question :

On a parlé des loisirs, on a dit que les loisirs allaient devenir de plus en plus importants dans la vie même de l'ouvrier. Mais l'ouvrier est encore rivé cinq jours de la semaine, au moins, au monde du travail, au monde de la machine, c'est-à-dire, dirait Tchouang-Tseu, au monde de la ruse. Est-ce que ces cinq jours de la semaine ne l'empêchent pas, pendant les deux jours qui lui restent pour se reposer, de retrouver son équilibre ?

C'est une question extrêmement importante. Les masses ouvrières ne peuvent pas recevoir une éducation qui leur permette de se livrer à une contemplation désintéressée pendant leurs loisirs. Nous avons les loisirs dérisoires que nous connaissons tous, qui sont d'une nature presque mécanique. Nous avons, comme le dit le professeur Lefranc lui-même, le bricolage. Le bricolage, ce n'est pas de la contemplation, cela ne vous met pas en contact avec le monde dans son ensemble, ne vous permet pas de vous faire une idée globale de ce qui se passe dans le monde. Il vous renferme en vous-même, il vous renferme également dans le monde de la mécanique et de la ruse. D'autres formes de

## Le travail et l'homme

loisirs, comme l'automobile, ont également quelque chose de mécanique : d'abord on aime son auto et ensuite on y reste, on n'en sort plus.

Il y a là un danger extrêmement grand, et je me demande s'il n'y a pas véritablement, dans notre civilisation occidentale, et telle qu'elle se répand actuellement en Extrême-Orient sous la forme d'une idéologie marxiste — qui insiste peut-être un peu trop sur le côté optimiste et pas assez sur le côté extrêmement pessimiste de la description que fait Marx du travail — je me demande s'il n'y a pas là une voie dans laquelle il y aura bientôt impossibilité de se désengager, de pratiquer les vertus du détachement.

**M. GEORGES LEFRANC** : Je n'ai pas l'intention de répondre à la première partie de cette intervention, sur la pensée extrême-orientale, mais je crois indispensable de dire que, sur plusieurs autres points je suis en total désaccord avec vous.

p.159 Vous dites que les masses mécanisées ne peuvent pas recevoir une éducation qui leur permette de se donner à la contemplation.

Je crois d'abord que lorsqu'il s'agit de culture et de contemplation, on ne peut pas parler de masse, et qu'il faut tenir un très grand compte des réactions individuelles.

Dans l'expérience d'éducation ouvrière que nous avons faite à la C.G.T. avant la guerre, pendant près de dix ans, nous avons constaté, au contraire, qu'un très grand nombre d'ouvriers, après la journée de travail, éprouaient le besoin de venir vers une culture désintéressée. Ceux de nos cours qui avaient le plus d'auditeurs n'étaient pas les cours destinés à la formation syndicale, ni des cours destinés à donner des armes pour le combat, mais des cours de littérature, de philosophie ou d'histoire de l'art. Je crois, par conséquent, qu'il ne faut pas englober toutes les réactions ouvrières dans la même condamnation désespérée.

Je ne suis pas d'accord, non plus, sur votre jugement à l'égard du bricolage. Vous dites : l'homme est mécanisé dans l'usine ; hors de l'usine il faut que, d'une manière ou d'une autre, il continue à pratiquer cette ruse que l'usine oblige à pratiquer (peut-être entendez-vous, d'ailleurs, le terme de ruse dans le sens où Homère parle de l'artificieux Ulysse...).

## Le travail et l'homme

Il est exact qu'un certain nombre de travailleurs, bridés dans leur travail quotidien, éprouvent une joie profonde à manifester leur instinct de puissance en conduisant une machine qui leur appartient, que ce soit une automobile ou un scooter ou un vélomoteur. Mais avec le bricolage, on est, au contraire, en face d'un effort pour trouver quelque chose d'antagoniste à la machine. Qui dit bricolage, qui dit jardinage, dit retour à des pratiques artisanales qui font appel à l'esprit d'initiative où la machine ne joue qu'un rôle secondaire et quelquefois n'intervient pas. Je crois qu'en face de cette polarité dont on a parlé : (travail d'un côté, contemplation de l'autre), il faut peut-être faire intervenir ce que l'on pourrait appeler un troisième secteur, ou une troisième force : il y a le travail salarié et mécanisé, il y a les valeurs de contemplation et de culture ; mais il y a peut-être aussi, entre les deux, ou au-delà des deux, le travail désintéressé, personnel, retrouvant l'initiative et, dans une certaine mesure, les pratiques artisanales d'autrefois.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jaccard.

**M. PIERRE JACCARD** : Je voudrais revenir sur l'histoire du travail, qui a été l'objet fondamental de l'exposé d'hier et qui, sans doute, reviendra dans les conférences ultérieures.

Je reprendrai comme point de départ la conception chrétienne du travail, et je voudrais remarquer, au sujet de ce que M. Lefranc a dit ce matin, que si le monde ouvrier est déchristianisé, il est regrettable aussi que les dirigeants, les penseurs du mouvement ouvrier contemporain, particulièrement en France et beaucoup plus en Amérique qu'en Angleterre et en Suisse, sont très peu avertis même de l'existence d'une conception spécifiquement chrétienne du travail.

p.160 Les remarques qui ont été faites ce matin concernant la conception judéo-chrétienne du travail, parce que les origines en sont judaïques, apportent non seulement un complément, mais un correctif à ce que j'appellerai le schéma même de l'exposé d'hier soir : l'idée du passage du travail maudit au travail souverain.

Je voudrais dire aussi que la révision nécessaire de ce schéma s'applique également au monde grec, et plus généralement au monde méditerranéen ancien. Je dirai que toutes les civilisations dont est sortie notre civilisation, que ce soit la civilisation sumérienne, égyptienne, égéenne, grecque avant Platon, et

## Le travail et l'homme

celtique aussi, ont honoré le travail. Elles n'auraient pas existé, ces civilisations, si le travail n'avait pas eu sa place, et non seulement comme point de départ : la force de travail de peuples laborieux. Ces civilisations n'auraient pas existé si, dans les milieux dirigeants qui étaient faits de penseurs, de savants — je pense surtout au rôle de la science et de la technique grecque au VI<sup>e</sup> siècle — n'avaient pas été inspirés par une toute autre conception que celle qui a été apportée par Platon, Aristote et les autres.

Le malheur est que le monde grec nous est enseigné à l'école d'après Platon. Mais le monde grec d'autrefois, c'est celui d'Homère, d'Hésiode, celui du mythe de Prométhée, c'est celui des tragiques, et il se résume dans cette phrase de Périclès que l'on a citée hier soir, qui nous donne le vrai monde grec dans lequel le travail était honoré. C'est seulement par la suite — c'est le problème historique le plus intéressant — qu'il y a eu une infiltration de certaines idées extrême-orientales dans le monde grec, au IV<sup>e</sup> siècle, qui ont changé d'ailleurs pour des raisons d'opportunisme l'enseignement des philosophes.

Pour Rome, il suffit de lire les *Géorgiques* pour trouver une notion qui n'est pas du tout celle de la malédiction du travail.

Je me permettrai de dépasser cette partie antique de l'Histoire et de dire quelques mots sur le XIX<sup>e</sup> siècle, qui a été le sujet des études principales de M. Lefranc. En l'entendant hier, j'ai été extrêmement frappé de sa sévérité à l'égard de tous ces socialistes de 1820 à 1920, spécialement ces socialistes français qui ont eu sans doute beaucoup d'idées folles qui reposaient sur une conception optimiste de la nature humaine, mais qui, en ce qui concerne les transformations du travail à leur époque, ont montré une lucidité que le sociologue du XX<sup>e</sup> siècle ne peut qu'admirer. Je ne pense pas tellement à Karl Marx, qui était un grand bourgeois instruit, mais je pense à des ouvriers autodidactes extraordinaires du XIX<sup>e</sup> siècle français : Proudhon, Anthime Corbon, Eugène Varlin, qui ont dit des choses sur le travail qui aujourd'hui ont une valeur prophétique.

A cet égard, je regrette beaucoup que l'on n'ait pas maintenu dans le monde syndicaliste et socialiste d'aujourd'hui cet apport positif, et qu'il y ait une espèce de défaitisme à l'égard de la valeur positive du travail, et que l'on cherche aujourd'hui à enseigner à l'ouvrier que son échappatoire, sa libération sera dans le loisir.

## Le travail et l'homme

On nous a dit hier soir que la vraie nature de l'homme est en dehors de son travail. Psychologiquement, ceci est une idée fausse.

p.161 J'en arrive à la conclusion, qui est d'ordre psychologique. Il nous faut arriver à une définition du travail. Les psychologues, depuis cinquante ans, je pense à Freud, à Adler, à Bergson, à Claparède ici à Genève, ont élaboré une psychologie fonctionnelle du travail qui est d'une valeur certaine, et qui pourrait donner un point de départ à une discussion valable, non seulement sur l'histoire, mais sur le destin du travail dans notre civilisation, sur le problème du machinisme dans notre civilisation. Cette conception de Freud, d'Adler et de Bergson principalement, qui étaient tous des Juifs, a été la reprise de l'idée marxiste de la définition du travail. Karl Marx définit le travail comme le premier besoin de l'homme. Vous avez entendu que dans la citation de Tolstoï qu'on a donnée hier cette idée de besoin est revenue. Voilà l'idée du fondement biologique du travail.

On pourrait distinguer, je l'ai fait moi-même il y a quelques années, trois fonctions du travail : une fonction économique qui est d'assurer l'existence, une fonction psychologique qui consiste à donner à l'homme un épanouissement de ses possibilités, de ses tendances profondes actives et créatrices qui sont considérables, qui deviennent toujours plus considérables aujourd'hui, et puis encore la fonction sociale du travail, dont a on dit quelques mots ce matin, qui est là pour établir des relations humaines, qui est là pour créer une solidarité humaine. Ainsi, nous avons des définitions permanentes de la valeur du travail.

Je voudrais quand même dire à un chef du mouvement syndicaliste et socialiste qu'il est parfaitement dépassé dans sa peinture qu'il nous donne du travail d'aujourd'hui, selon lui, privé d'espoir. L'espoir, vous pouvez le trouver dans un livre de Jean Fourastié, *Le Grand Espoir du XX<sup>e</sup> siècle*, qui pose le problème du travail d'aujourd'hui dans des termes qui s'inspirent d'une psychologie authentique, d'une sociologie avertie et d'une conception très générale de la civilisation, qui nous paraît beaucoup plus utile que celle que nous a léguée le XIX<sup>e</sup> siècle, et dans laquelle je crois trouver je ne sais quel découragement, je ne sais quelle déception. Je dois dire qu'il y a eu quelque chose de poignant à entendre une personnalité aussi éminente du socialisme français exprimer hier soir un tel désarroi à l'égard du problème du travail, alors que nous avons tant de raisons d'espérer.

## Le travail et l'homme

**M. GEORGES LEFRANC** : Je crois qu'il y a un malentendu initial sur le sens de ma conférence d'hier soir. Il avait été convenu, avec les organisateurs, que cette conférence serait, avant tout, une analyse historique de l'évolution de l'idée de travail à travers les siècles passés. J'aurais donc pu, comme je l'ai indiqué à un moment donné, m'arrêter à un point déterminé, disons vers 1914 ou 1939, et ne dire absolument rien de toute la dernière partie qui a paru, semble-t-il, à certains, particulièrement désespérée.

Ma tâche n'était pas d'apporter des vérités préfabriquées ; elle était d'analyser et de traduire un certain nombre de sentiments profonds, que j'avais constatés d'une part dans les milieux ouvriers, et d'autre part dans le mouvement ouvrier lui-même.

p.162 S'il doit y avoir des conclusions positives, c'est la tâche des Rencontres de les dégager au terme des discussions. Il aurait été de ma part maladroit, et, je dois dire, déplacé à l'égard des conférenciers qui vont venir, d'empiéter sur leur sujet à eux en débordant ce qui était mon sujet à moi.

Je voudrais maintenant répondre sur deux ou trois points qui viennent d'être soulevés.

Que les civilisations anciennes aient, dans une certaine mesure, honoré le travail, je puis d'autant mieux l'accepter que je l'ai dit hier en opposant Périclès et Socrate à Xénophon et à Aristote. Je me permettrai cependant de faire quelques réserves sur la valeur des *Géorgiques*, poème officiel, inspiré par le pouvoir, considérées comme traduisant l'état d'esprit des masses populaires de l'époque romaine.

D'autre part, j'ai l'impression, et je l'avais dit dans ma conclusion, que, plus ou moins confusément, ici deux conceptions de l'Histoire s'opposent : celle qui a été adoptée par la plupart de ceux qui sont déjà intervenus ce matin, et celle qui reste la mienne. La plupart de ceux qui sont intervenus ce matin pensent visiblement que ce sont les idées, les sentiments ou les religions qui changent les structures économiques et sociales. Tout mon exposé d'hier a abouti, tout au moins, dans ma pensée, à démontrer qu'au contraire les idées économiques, les structures économiques et sociales, avaient peu à peu pesé sur les idées, les avaient fait évoluer. Nous retrouvons ici (je crois qu'il n'est pas nécessaire de le poursuivre plus loin), le vieux débat sur l'infrastructure et la superstructure.

## Le travail et l'homme

Dans l'interprétation de l'Histoire de l'idée de travail, et bien que je ne sois pas marxiste, je me range du côté de ceux qui pensent que ce sont les structures économiques et sociales — et j'ai essayé de le démontrer en particulier dans l'analyse de l'idée de travail au moyen âge — qui sont le facteur déterminant.

On nous a parlé de l'apport des ouvriers français et socialistes à l'idée de travail. Proudhon, Anthime Corbon, Varlin... Mais lequel de ceux-là a travaillé en usine ? Pas un seul. Tous ceux qui apportent à votre sens quelque chose de positif sur la valeur du travail, ce sont des gens de formation artisanale ! Le travail auquel ils sont habitués, c'est un travail du passé, qui ne fournit aucune clé pour la solution du problème actuel !

Je ne nie nullement le rôle positif des socialistes. J'ai parlé hier de la valeur réformiste des conceptions socialistes sur le travail. Mais je suis bien obligé de constater que tous les penseurs socialistes jusqu'à maintenant ont ajourné, dans une espèce de conduite de fuite, tous les problèmes de l'usine, en pensant que l'aliénation sociale terminée, l'aliénation technique tomberait d'elle-même. C'est cela le drame de la pensée socialiste et Simone Weil l'a parfaitement senti.

Dernier point, et je crois que, là, le malentendu est complet. J'ai dit hier que beaucoup d'ouvriers ne se sentent hommes qu'hors du travail. Je n'ai nullement dit qu'il est impossible de se sentir homme dans le travail. J'ai essayé d'analyser la psychologie des masses et je n'ai pas pris parti en faveur de cette psychologie. Je voudrais seulement faire p.163 remarquer qu'il est singulièrement difficile d'être socialiste et démocrate et de vouloir construire une société nouvelle selon la méthode des despotes éclairés, c'est-à-dire sans tenir compte des réactions spontanées des masses ouvrières. J'ai constaté le fait. Je le déplore. Je me l'explique d'ailleurs, car il est bien évident que si certains travaux peuvent donner l'occasion de se réaliser, d'autres ne le peuvent pas. Quelle joie au travail peut trouver l'ouvrier qui est asservi au travail à la chaîne ? Comment voulez-vous qu'il se réalise dans la répétition multiple de mêmes gestes qui ne correspondent chez lui à aucune espèce d'initiative ?

Vous avez parlé de la valeur économique, de la fonction psychologique, de la fonction sociale du travail. J'ajouterai volontiers une fonction morale, car je vois dans le travail la source d'une discipline qu'on ne peut pas trouver ailleurs. Si j'avais une réserve à formuler sur ces méthodes de pédagogie nouvelles que j'ai évoquées hier, c'est précisément qu'elles ne font pas suffisamment appel à

## Le travail et l'homme

l'effort. C'est peut-être une des raisons de la crise actuelle de la jeunesse. Il est possible que les « blousons noirs » se soient multipliés parce que notre éducation, telle qu'elle a été pratiquée maladroitement et contrairement à ce qu'avaient voulu ceux qui l'avaient pensée, n'aboutit qu'à être une absence d'éducation.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Collinet.

**M. MICHEL COLLINET** : Je voudrais reprendre l'analyse de la polarité que M. Georges Lefranc a développée hier soir. Il l'a exprimée dans son titre, il l'a développée ensuite en citant Emile Zola d'une part, et Tolstoï d'autre part.

Pour Emile Zola, ce n'est pas la peine que je répète ce qui a été dit. Le travail devient la souveraineté, devient la moralité et l'intellectualité. Pour Tolstoï, le travail reste une malédiction. Je ne pense pas d'ailleurs qu'il y ait une véritable contradiction entre ces deux termes en apparence si opposés.

Si nous les situons dans l'histoire de leur temps, qui est le XIX<sup>e</sup> siècle, nous constatons en effet qu'en ce siècle où les idées démocratiques et libérales ont pénétré la plupart des classes de la société, le travail reste encore en grande partie une malédiction. Au XIX<sup>e</sup> siècle, nous constatons qu'il y a encore une classe de travailleurs qui est pratiquement exclue, la plus nombreuse et la plus pauvre. Cette classe est exclue sur tous les terrains. Elle est exclue, au moins jusque vers 1860, sur le plan politique, elle est exclue sur le plan social avec l'interdiction de s'associer pour se défendre, elle est exclue naturellement sur le plan économique, comme l'a fait remarquer Sismondi au début du siècle, puisqu'elle est incapable de racheter les produits qu'elle a elle-même créés. Il y a donc là trois causes au moins, sinon davantage, de malédiction qui pèsent sur le travail. Et dans la plupart des textes révolutionnaires de l'époque, dans le Manifeste de Considérant, par exemple, dans le Manifeste de Marx, peu après, nous voyons se refléter l'idée d'une société qui n'arrive pas à se réunifier, à se rejoindre, parce qu'elle est coupée.

p.164 Il y a donc malédiction du travail. Il est naturel que dans les textes révolutionnaires on retourne le problème : on rend sacré ce qui est maudit et maudit ce qui est sacré. Je crois que toutes les religions commençantes ont fait la même chose.

## Le travail et l'homme

Prenons par exemple le problème de la propriété, entre autres. Proudhon, en 1840, dit : « La propriété, c'est le vol. » Quelques années après, au milieu des massacres de 1848, Thiers, dans son livre sur la propriété lui répond : « La propriété est une institution sainte et sacrée, qui n'est autre chose que la nature elle-même obéie et respectée. » Autrement dit, la propriété n'est pas une institution de droit positif, comme on pourrait le penser, qui doit se justifier par les services qu'elle peut rendre, mais c'est une propriété sacrée, qui appartient à la nature, comme si elle appartenait à la divinité. Il est naturel que dans ces conditions le travail soit, pour les uns une malédiction, pour d'autres la source ultime de toute moralité et de toute humanité.

Nous ne pouvons pas parler ainsi aujourd'hui, et c'est à cette occasion que Georges Lefranc a montré combien certaines idées, qui sont presque toutes inspirées des idéologies du XIX<sup>e</sup> siècle, ne sont plus aujourd'hui adéquates à la réalité moderne. La nature du travail s'est modifiée, et d'ailleurs, comme il vient de le faire remarquer, les idéologues ouvriers, Proudhon, Bucher, etc.... étaient des artisans, c'est-à-dire qu'ils avaient le sentiment de réaliser un travail complet. Or, si le travail pouvait être complet à cette époque, — et il ne l'était déjà presque plus au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, — il l'est d'autant moins dans notre siècle actuel.

Aujourd'hui, l'acte créateur et les gestes réflexes constituent deux éléments distincts du travail. Nous avons la séparation de ces deux formes de travail dans la société, sous forme de deux classes différentes. Ainsi, à l'ancienne dichotomie du XIX<sup>e</sup> siècle succède une dichotomie beaucoup plus technique qui est celle du travail qualifié et du travail automatisé ou non qualifié. Le travail qualifié rassemble ce qui peut être rassemblé des éléments créateurs. Bien entendu, il a aussi ses automatismes. Mais l'autre travail automatisé, à la chaîne, répétitif, ne possède aucun élément créateur. On comprend parfaitement qu'il ne puisse entrer dans aucune considération éthique ou psychologique favorable à l'ouvrier. Ce travail ne peut appeler qu'à l'évasion.

Notre interlocuteur a dit tout à l'heure que l'on peut psychologiquement modifier les formes du travail à l'intérieur de l'entreprise. Je suis tout à fait d'accord avec lui. Il y a des progrès de faits dans ce sens dans notre siècle. Les vieilles structures hiérarchisées de l'usine du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient été empruntées aux structures militaires. Elles sont plus proches de l'armée de

## Le travail et l'homme

Frédéric II que des nécessités modernes. Dans ce domaine, il y a incontestablement des progrès accomplis. On cherche à libérer l'initiative dans une certaine mesure très étroite. On cherche à libérer des responsabilités. On cherche, en quelque sorte, à libérer un peu du potentiel humain dans l'entreprise.

Mais je crois que malgré tous les efforts que l'on fera, on se heurtera assez rapidement à des nécessités que l'on ne peut vaincre. Le travail moderne exige une discipline homogène. Le travail moderne exige une <sup>p.165</sup> nette séparation entre les gens qui le préparent, qui l'ordonnent, et les gens qui l'exécutent, entre le cerveau dirigeant et le bras exécutant. Il y aura toujours subordination, et je ne la vois pas vaincue.

Il faut reporter ses pensées ailleurs. Il faut songer que peut-être nous vivons dans cette génération la fin des automatismes humains les plus barbares. On peut dire que le travail est devenu terriblement barbare à partir des premières années de ce siècle, à partir de 1910 où, pour la grande fabrication, on a introduit systématiquement une chose exceptionnelle avant, le travail répété, en niant tous les éléments personnels chez l'homme forcé de se livrer à ce travail. Peut-être arrivons-nous à la fin de cette époque. C'est une espérance. Quand nous substituerons de façon beaucoup plus systématique les automatismes électromécaniques aux automatismes humains — la chose est déjà faite dans bien des secteurs — on peut espérer que cette multiplication donnera un résultat.

Qu'est-ce qui reste ? Il reste justement ce qui est en dehors de cet élément de travail. Ici, je voudrais raconter cette petite parabole qu'Adam Smith a écrite dans *La Richesse des Nations*, en 1776 :

« Dans les premières machines à vapeur, il y avait un petit garçon occupé à ouvrir et à fermer alternativement la communication entre la chaudière et le cylindre, suivant que le piston montait ou descendait. L'un de ces petits garçons, qui avait envie de jouer avec un de ses camarades, observa qu'en mettant un cordon au manche de la soupape qui ouvrait cette communication, et en attachant ce cordon à une autre partie de la machine, cette soupape s'ouvrirait et se fermerait sans lui, et qu'il aurait liberté de jouer tout à son aise. Ainsi, une des découvertes qui a le plus contribué à perfectionner ces sortes de machines depuis leur invention est due à un enfant qui ne cherchait qu'à s'épargner de la peine. »

## Le travail et l'homme

Je pense que dans ce domaine du travail répétitif, les hommes se conduisent comme cet enfant. Ce qu'ils demandent, c'est qu'on leur épargne de la peine, et à pouvoir jouer en dehors de ce travail, à leur manière d'hommes adultes. Ce n'est pas la question bien entendu. Le problème est posé d'une autre façon. Il s'agit de savoir, comme l'a dit M. Nicod, si actuellement l'homme peut jouer deux jours par semaine, alors qu'il travaille cinq jours, dans une atmosphère différente.

C'est une question qui me paraît très importante. Seulement, je ne vous suivrai pas, Monsieur, quand vous niez l'intérêt du travail manuel, par exemple. Vous avez dit tout à l'heure : bricoler, c'est mécanique. Non, pas du tout. Ce qui caractérise le travail en usine, c'est la séparation de l'homme et de la nature. Aujourd'hui, il y a un écran qui est la machine, à laquelle on ne comprend rien. La pièce travaillée, c'est déjà lointain. La pièce elle-même, ce n'est pas la nature, ce n'est pas la matière, c'est un produit très compliqué. Dans le travail spontané, libre, de bricolage, il y a une reprise puissante de l'homme sur la nature, une espèce de mainmise nouvelle de l'homme sur la nature, dont il est totalement privé dans son travail fonctionnel.

Je pense qu'il est extrêmement important qu'un homme, en dehors du travail fonctionnel qu'il doit à la société pour gagner sa vie, puisse avoir la liberté et la capacité d'une activité libre. Une amélioration <sup>p.166</sup> du monde moderne dépend précisément de la possibilité d'exercer cette activité libre. Cela suppose un environnement du travail tout à fait spécial. Cela suppose que le travail ne soit pas un baignoire ; et sur le lieu du travail et en dehors de celui-ci, cela suppose des possibilités de s'exprimer librement. Ici, j'aborde un sujet qui déborde le cadre purement social, qui est aussi le cadre politique, c'est une chose à laquelle nous ne pouvons pas renoncer.

**M. GEORGES LEFRANC** : Je suis entièrement d'accord avec votre intervention.

**LE PRÉSIDENT** : On pourrait ajouter ici qu'à l'âge de l'automatisation, ce retard, que M. Lefranc a signalé, dans les positions des penseurs par rapport à la réalité, est encore en train de se manifester. Nous pensons comme si nous en étions encore à la taylorisation, et déjà d'autres méthodes, qui sont en train de délivrer l'ouvrier du geste automatique, apparaissent et posent, il est vrai aussi, de nouveaux problèmes.

## Le travail et l'homme

La parole est à Mme Colette Audry.

**Mme COLETTE AUDRY** : Après ce que viennent de dire les derniers orateurs, j'aurai peu de chose à ajouter. Je voulais partir d'une définition serrée du travail ; cela a déjà été fait en partie.

Il me semble qu'il y a deux conceptions du travail. Le travail c'est, dans son sens le plus large, ce qu'il faut arracher à la nature pour ne pas mourir ; c'est vrai de l'homme primitif et civilisé qui doit gagner sa vie. Le travail peut être aussi toute activité qui vise à produire ou à transformer la nature. Autrement dit, la deuxième définition : toute activité qui vise à produire et à transformer, contient la première, elle est plus large, mais il s'agit de savoir si on lui donne le nom de travail.

Compris selon la première définition : ce qu'il faut arracher de la nature, le travail est toujours, d'une certaine façon, maudit, puisqu'il est une question de vie ou de mort.

C'est pourquoi, avec ou sans sacralisation, tous nous maudissons notre travail. Cela nous arrive. Il y a des moments où nous maudissons la répétition, le recommencement, la fatigue, etc...

Au contraire, lorsque nous envisageons le travail comme activité libre, qu'il s'agisse d'occupations d'individus fortunés, ou qu'il s'agisse d'occupations de loisirs, nous acquérons le sentiment de notre liberté et de notre maîtrise. Nous avons l'impression d'un travail favorable et heureux.

L'idéal serait, comme disait Stendhal, que tout homme puisse avoir pour travail sa passion. Mais je ne sais pas si la chose existe. D'après tout ce qui vient d'être dit, on peut envisager un progrès. Je crois qu'il restera toujours un certain résidu, qui est précisément ce que l'homme doit malgré tout prendre à la nature.

Donc, le rêve humain n'est pas le loisir total. Ce serait de transformer le travail contraint en travail libre. Et j'en arrive à l'idée qu'actuellement <sup>p.167</sup> les nouvelles structures et les nouvelles techniques modernes permettent de rapprocher ce moment. De toute façon, qu'il soit contraint ou qu'il soit activité libre, le travail est toujours souverain puisqu'il transforme l'homme et transforme la nature. A cet égard, je ne serai pas du tout de l'avis de M. Nicod.

## Le travail et l'homme

Je glorifie cette ruse de l'homme vis-à-vis de la nature. Se soumettre à la nature sous prétexte de pouvoir la contempler, c'est devenir l'esclave total de la nature. Il y a chez l'homme une antiphysis qui, à mon avis, fait sa grandeur.

**M. EDGAR MORIN** : Je voudrais d'abord poser une question à Georges Lefranc sur la partie historique de son exposé. Il a fait un historique des conceptions et des attitudes à l'égard du travail, mais la question que je me pose est celle de l'histoire du contenu même de la notion de travail.

Bien entendu, la notion de travail change selon les époques et selon les milieux. Mais surtout, on voit s'épanouir au XIX<sup>e</sup> siècle une notion autonome, totale, articulée, compréhensible du travail. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le concept de travail devient quelque chose de compréhensif, englobant le travail manuel et intellectuel. Il devient quelque chose de moral, c'est-à-dire chargé de bienfaits, de vertus, ou bien au contraire, comme on l'a dit, de forces maléfiques. C'est un concept articulé, parce qu'il est lié à une conception d'un monde de producteurs et qu'il produit quelque chose, et il est articulé de manière aussi bien économique que philosophique, puisque d'une part il y a le travail fondement de la valeur, d'autre part il y a le travail fondement de la culture, comme Marx l'a défini dans quelques pages fameuses.

Donc, nous vivons sur un concept unique, total, cohérent, et aujourd'hui, comme nous affrontons cette notion de travail, elle nous apparaît confuse, équivoque, contradictoire et fragile, parce que justement l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle fait éclater tout ce qui se trouvait rassemblé ou tout ce qui voulait se rassembler dans les concepts du travail au XIX<sup>e</sup> siècle.

Autrement dit, les réalités modernes nous mettent dans une situation extrêmement embarrassée à l'égard du concept du travail que nous avons hérité de nos livres et de nos idéologies.

Quelles sont alors les forces qui modifient et font éclater cette notion de travail ?

M. Collinet l'a dit assez clairement, c'est d'abord l'évolution des conditions même du travail industriel, et d'ailleurs Georges Lefranc l'avait lui-même bien dégagé en parlant du travail éclaté, de ce travail en miettes dont parle Georges Friedmann, c'est-à-dire que la division technique et sociale du travail fait que ce qui constituait le travail de l'artisan, ou du moins le type idéal du travail

## Le travail et l'homme

artisanal, disparaît. Le sentiment de travailler et d'être maître de la totalité de l'objet, du produit qu'il crée disparaît. La responsabilité à l'égard de ce produit disparaît en même temps que disparaît la créativité ou l'élément d'art, dans le sens de faire quelque chose en créateur original ou autonome. Donc, ceci pèse sur la nature même de notre notion de travail.

p.168 Egalement, d'une façon contradictoire mais en même temps complémentaire, on voit apparaître l'esprit humain, on voit apparaître la possibilité de l'abolition de tout travail musculaire, de tout travail manuel, en fonction du développement des nouvelles sources d'énergie et surtout de l'utilisation de ces nouvelles sources par l'électronique, par l'automatisation.

Donc, les défauts mêmes, les aliénations, comme on dit dans le langage à la mode néo-marxiste, nées de ce travail en miettes, de ce travail parcellaire, de ce travail où l'homme est l'appendice de la machine, semblent pouvoir être supprimées, parce que ce travail lui-même semble, dans l'avenir, devoir disparaître.

Ces deux états discordants mettent en contradiction notre propre conception du travail, puisque nous sommes dans un temps où continue le processus d'éclatement du travail, où le travail continue à se diviser en tâches sans responsabilité, sans créativité, et qu'en même temps apparaît un nouveau processus.

D'autre part, il y a une modification, dans les sociétés économiques les plus avancées, dans la conception des rapports producteur-consommateur. On peut penser que le courant dominant du socialisme au XIX<sup>e</sup> siècle a été un socialisme de producteurs. C'était justement celui qui fondait sa conception sur la responsabilité et l'autonomie des travailleurs devant prendre en mains leur destinée et celle de la société.

D'une façon tout à fait empirique, l'évolution technique a développé, non seulement une sorte de socialisme de consommateurs, mais de civilisation où la consommation est devenue un problème. Le rapport consommateur-producteur est devenu un problème essentiel pour nos sociétés : pas seulement un problème global, mais un problème du travailleur lui-même, puisque le producteur peut, avec l'élévation de son salaire, devenir consommateur, non pas certes des produits qu'il a créés, mais d'un certain nombre d'autres produits.

## Le travail et l'homme

Il y a donc un vaste renversement des perspectives ouvrant sur le problème d'une civilisation de la consommation. Dans une partie du monde, la consommation est livrée à une sorte de dynamique propre, anarchique, à une stimulation perpétuelle des besoins par des forces productives, par la publicité, etc... Dans une autre partie du monde, c'est une théorie de la production qui prime, où la consommation semble devoir apparaître comme l'élément qui suivra les vertus préliminaires de la production. De toute façon, dans l'un et l'autre monde, le problème de ces rapports est posé, et cela influe profondément sur le concept moderne du travail.

Mais il y a un autre point sur lequel ce problème se trouve modifié. C'est non plus le couple consommation-production posé par le développement de la consommation, la démocratisation de la consommation, mais le couple travail-loisirs. D'une part, les loisirs, c'est la consommation ludique et imaginaire, c'est la consommation de produits imaginaires : on « mange » du cinéma, on « mange » des rêves, on assimile des spectacles par la télévision, on consomme des jeux. Donc le problème moderne de nos loisirs est un aspect du problème moderne du <sup>p.169</sup> développement de la consommation. Mais c'est aussi une tentative pour recréer, hors du travail, les éléments d'autonomie, de responsabilité, de créativité qui ont déserté le travail, et je retrouve le problème du bricolage, qui a été posé à maintes reprises.

On peut ridiculiser le bricolage, ce que l'on fait souvent et je crois à tort. Le bricolage, c'est l'opération par laquelle chacun, hors du travail, essaie d'être responsable et créateur de quelque chose qui peut apparaître comme dérisoire ; mais justement, plus l'objet du bricolage est dérisoire, plus on voit que son fondement, c'est la création, la responsabilité et l'autonomie que l'on y met. De même le dada ; le dada peut sembler ridicule, mais le dada joue, en effet, le rôle de caricature de la création artistique dans nos sociétés, pour des gens qui n'ont pas les moyens d'accéder au stade authentiquement créateur responsable. Le dada, c'est le violon d'Ingres de la civilisation du XX<sup>e</sup> siècle, mais là aussi c'est l'expression des besoins humains fondamentaux qui ont été chassés du travail industriel et programmatique moderne.

Dans ce couple travail-loisirs, je retrouve le problème posé par le couple production-consommation, et le problème posé par la disparition des contenus humains dans le travail. Ce couple travail-loisirs va lui-même commander

## Le travail et l'homme

l'évolution ultérieure, d'une façon du reste difficilement prévisible. Tout d'abord, parce qu'il y a une dialectique. En effet, l'au-delà du travail mécanisé et bureaucratisé moderne, c'est le loisir. Mais l'au-delà du loisir moderne, c'est, si l'on veut, le travail, c'est-à-dire le bricolage, le dada, toutes les méthodes répandues en Amérique du « Faites-le vous-même... » L'au-delà du loisir moderne, c'est le travail, mais un type rénové du travail, une sorte d'artisanat ludique. On voit que ces deux notions se renvoient l'une et l'autre et que de nouvelles réalités devront se créer par la transformation réciproque du travail et du loisir.

Là encore, nous sentons bien que la société future ne sera pas le produit d'un développement spécifique, soit du loisir, soit du travail, mais de l'interaction continue entre travail et loisir, puisque le loisir est le reflet en négatif du travail moderne, ou le reflet en compensation du travail moderne, et le travail lui-même voit en lui toutes les répercussions du loisir.

Dans ce sens, il y a des problèmes d'espoir ou de désespoir qui peuvent se poser. Personnellement, je vais dans le sens de l'espoir, parce que l'espoir est une sorte d'expression de la vie elle-même. Je m'oppose à l'attitude qui juge les vérités en mesurant la quantité d'espoir ou de désespoir qu'elles peuvent apporter. Je crois que l'espoir véritable se reconnaît à ce qu'on peut supporter et regarder en face les vérités pessimistes. Je crois que finalement les plus désespérés sont ceux qui ont très peur d'affronter les réalités pessimistes de ce siècle.

**M. GEORGES LEFRANC** : J'accepte ce qu'a dit Edgar Morin sur le bricolage et sur cette troisième phase qui peut s'annoncer au-delà des loisirs. Nous rejoignons la boutade de Thierry Maulnier : l'homme de l'avenir emploiera peut-être ses loisirs à jouer à travailler.

p.170 Edgar Morin a parlé de l'opposition entre production et consommation, du passage d'une civilisation de producteurs à une civilisation de consommateurs. Je crois qu'en effet l'évolution peut aller dans ce sens ; mais il faut souligner qu'il y a dans ce passage un danger : le producteur, dans le monde d'aujourd'hui, est très organisé, à la fois très revendicatif et très capable de se défendre. Ce qui me paraît au contraire caractériser le consommateur, c'est qu'il est docile, grégaire, qu'il subit et qu'il ne sait pas se défendre.

## Le travail et l'homme

Dans la conception des nationalisations, que j'ai rappelée hier, on comptait sur le consommateur pour faire contrepoids au producteur dans les conseils tripartites, l'Etat intervenant comme principe de liaison et d'arbitrage. La difficulté majeure des nationalisations françaises a été qu'en face de la force organisée des producteurs, les consommateurs se sont montrés incapables de réagir. Il y a eu déformation par les faits de la conception harmonieuse que l'on avait élaborée.

**M. ROGER GIROD** : Je voudrais enchaîner sur ce qu'Edgar Morin vient de dire au sujet des vérités pessimistes qu'il faut se garder de négliger, en insistant sur les remarques qu'a faites M. Georges Lefranc et qui tendent à faire douter d'une évolution réelle du travail maudit vers le travail souverain.

Il me semble, en effet, que rien n'est moins certain qu'une pareille évolution, et je suis au contraire frappé par le caractère statique et constant d'un certain nombre de problèmes, au sujet desquels, par exemple, Platon ou Aristote ont émis des théories qui demeurent, à mon sens, en accord à peu près complet avec la pratique sociale effective de nos jours ainsi qu'avec l'attitude même du public, le fond de la pensée du grand public, et aussi des théoriciens.

Pour prendre conscience de ces constantes, je pense qu'il faut s'écarter de la notion abstraite de travail qui voudrait recouvrir toute espèce d'activité productive ou toute espèce d'activité faite à titre rémunéré, pour envisager différentes espèces de travail, par exemple le travail de l'exécutant opposé au travail du dirigeant, ou bien le travail fin et léger opposé au travail pénible et salissant, etc.

On s'aperçoit qu'à toutes les époques les travaux qui sont usuellement dévolus aux classes humbles sont l'objet d'opinions négatives. Ils sont méprisés. Alors que les travaux qui sont dévolus aux membres des classes dirigeantes sont au contraire exaltés. Ce double point de vue est immuable, et il ne semble pas qu'il y ait progression de l'un vers l'autre, qu'il y ait abandon de l'idée de travail maudit au profit de l'idée de travail souverain. Il me semble au contraire que les deux points de vue existent à toutes les époques et se rapportent à deux espèces particulières d'activités laborieuses : celles qui sont considérées comme supérieures et celles qui sont considérées comme inférieures.

Pendant très longtemps, on a justifié ce jugement de valeur par des

## Le travail et l'homme

considérations sur l'âme et le corps, et le rapport entre la quantité de spiritualité qui est incluse dans une activité et la quantité d'effort <sup>p.171</sup> physique. Plus le travail était considéré comme physique, et plus il était jugé bas. Inversement, plus il était regardé comme spirituel, plus il était considéré comme élevé.

Ces idées nous sont encore familières, sous une forme à peine modifiée, lorsque nous parlons du travail noble à des gens qui sont sujets de la transformation du monde par la société, opposé à l'activité servile des masses qui sont censées suivre la direction que leur indiquent les gens supérieurs. Et il y a toujours, dans toutes les sociétés, qu'on le veuille ou non, un certain nombre de représentations qui servent à justifier cette inégalité. Cette inégalité est simplement donnée comme définitive et admissible par les auteurs du type aristocratique tels que Platon. Il est donné comme provisoire et révoltant par d'autres auteurs, mais dans la pratique quotidienne des faits, la situation est la même.

Il y a donc, à mon avis, une absence d'évolution réelle, soit du système social par rapport auquel nous émettons ce genre de jugement, soit des principes mêmes de ce jugement. Il y a simplement un certain progrès dans la restriction mentale, en ce sens que rares sont les auteurs qui oseraient, comme Platon, affirmer avec impudeur que la position basse de la masse de la population est juste parce que son activité est elle-même basse, et que la position privilégiée des dirigeants est juste également parce que leur activité est noble et par conséquent ils ont droit à une vie noble.

Il me semble que nous avons simplement renoncé à considérer franchement, comme on nous le suggérait tout à l'heure, cet état de fait, que nous avons pris l'habitude d'un certain nombre de faux-fuyants qui nous permettent de nous réfugier dans des considérations philosophiques sur la valeur du travail en soi, etc... sur la créativité, la transformation de la nature par l'homme et l'affranchissement du futur des travailleurs. Il faut bien se mettre en face de la situation telle qu'elle est et il me semble qu'elle se traduit par une très grande constante des faits essentiels.

Ceci m'amène à considérer que le travail en soi, au fond, n'est ni bon ni mauvais, mais que tout dépend du cadre social dans lequel ce travail est effectué. Lorsque les relations du travailleur avec le reste de la collectivité lui font sentir l'utilité de sa tâche et l'apport positif qu'elle constitue, en même temps que les droits qu'elle lui donne sur un certain nombre de choses, il me

## Le travail et l'homme

semble qu'il est amené à considérer son travail comme utile et intéressant, alors que lorsqu'il perd de vue le contexte humain dans lequel il développe son effort, il se sent — ceci correspond à la réalité des faits — contraint à un travail en quelque sorte forcé. Par conséquent, je pense qu'il est impossible de dissocier la discussion sur le contenu du travail de la discussion sur les conditions sociales dans lesquelles le travail est effectué.

Je ferai ici une parenthèse pour dire que l'observation des faits confirme dans l'ensemble le jugement pessimiste de Platon, en ce sens qu'elle nous montre qu'à un travail humble est associé un niveau de vie bas, et par conséquent un certain nombre de dégradations morales et <sup>p.172</sup> intellectuelles. Le travail ainsi subi, Platon a bien raison de le dire, abîme le corps et l'esprit, et les sociologues ne cessent de confirmer cette constatation par toutes les observations qu'ils rassemblent.

Il y a inégalité de développement intellectuel, voire même moral à certains égards, suivant les couches sociales ; il n'est pas même démontré que notre système social actuel ne renforce pas cette inégalité. Je veux bien que le seuil de la pauvreté ne soit plus le même que par le passé. Il n'en reste pas moins qu'il y a des positions humbles et des positions élevées dans la société, et nous avons ajouté aux processus traditionnels de répartition des individus entre ces différentes couches sociales, un certain nombre d'institutions rationalisées, notamment la sélection scolaire, ce qui fait que de plus en plus les rares individus de valeur intellectuelle exceptionnelle qui naissent dans les couches populaires sont attirés vers les autres couches sociales, alors que par un processus inverse, sur lequel nous fermons les yeux en cherchant à voir que le côté positif du procédé de sélection, les individus déficients ou lents qui naissent dans les couches élevées sont refoulés automatiquement et en grand nombre — nous sommes en train de faire des recherches à ce sujet ; il s'agit de fractions importantes de la jeunesse — vers les couches les plus basses. Si ce processus se poursuit longtemps, et il se poursuit en tout cas depuis un demi-siècle, il se pourrait que la revendication de l'égalité civique ou du droit à la co-gestion devienne de moins en moins légitime, soit de plus en plus difficile à justifier, car la répartition des facultés serait malheureusement conforme au schéma platonicien de l'inégale valeur des tâches.

Ceci m'amène à conclure, et cette conclusion se traduit par un vœu, qui est

## Le travail et l'homme

que dans la suite de nos discussions nous mettions, le plus souvent possible, l'accent sur les transformations nécessaires du cadre social dans lequel le travail a lieu, et moins sur le contenu même de ce travail. Peu importe que le travail soit automatique ou pas, s'il est accompli par des gens qui, dans la société, ont une position qui leur permet de manifester leur personnalité et de se comporter en hommes proprement dits.

**M. GEORGES LEFRANC** : J'ai été très intéressé par l'intervention de M. Girod ; je voudrais peut-être la pousser un peu plus loin sur un point précis.

Nous sommes plusieurs à penser que le mouvement ouvrier, dans sa conception du travail, était inconsciemment dominé par une nostalgie de l'artisanat. Mais il s'attarde aussi à une conception périmée des rapports sociaux. Il continue de concevoir son action comme un combat contre le patronat, alors que le plus gros danger, à l'heure actuelle me semble la technocratie. Vous n'avez pas employé le terme. Mais je crois que le risque d'une technocratie productiviste, ne considérant plus les hommes que comme des machines à produire, des instruments de production, au nom peut-être des nécessités de la consommation, me paraît le plus grand danger. Nous retrouvons une idée exprimée par Burnham ; mais le mouvement ouvrier n'a pas compris suffisamment <sup>p.173</sup> la nécessité d'équilibrer cette technocratie. Il reste persuadé qu'il éliminera le patronat pour le remplacer. Le patronat sera peut-être éliminé ; mais il ne sera pas éliminé au profit de masses ouvrières lui succédant à la direction des usines.

D'autre part ce que vous avez dit à la fin de votre intervention sur cet écrémage de la classe ouvrière par des éléments qui montent dans la hiérarchie économique a une contrepartie redoutable : beaucoup de ces hommes, il y a vingt ans ou vingt-cinq ans, seraient allés au mouvement ouvrier pour en prendre la tête ; ils n'y viendront plus. Le problème de la relève des militants est un problème tragique.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Albert Picot.

**M. ALBERT PICOT** : Je voudrais poser une question à M. Lefranc, en somme assez simple.

## Le travail et l'homme

Il y a quelques années, arrivant à Paris, j'étais entraîné à la Sorbonne et j'ai entendu une leçon remarquable du professeur Hippolyte sur la notion de l'aliénation chez Hegel, opposée à la notion de l'aliénation chez Marx.

D'après Hippolyte, pour Hegel, la notion d'une délivrance de l'aliénation de l'homme est une notion tout à fait générale, qui consiste à délivrer l'homme d'une quantité de contingences qui l'oppressent, d'une quantité d'esclavages, mais pas uniquement l'esclavage du travail vis-à-vis du patron. Tandis que pour Marx, l'aliénation est avant tout l'esclavage de l'ouvrier auprès du patron privé, et la délivrance de l'aliénation par la révolution, c'est la suppression du patron privé et le remplacement de ce patron privé par l'Etat socialiste totalitaire, c'est-à-dire le monde du travail où c'est l'Etat lui-même qui est le patron.

Je voudrais demander à M. Lefranc s'il ne considère pas que cette notion étroite de l'aliénation chez Marx est un des grands malheurs de notre temps, en ce sens que cette notion domine actuellement la pensée de l'Est, et aboutit à ce résultat que dans l'Etat-patron de l'Etat totalitaire, l'aliénation est encore bien pire que dans nos sociétés occidentales. L'ouvrier qui a un patron peut recourir à l'Etat pour obtenir une protection par des contrats collectifs ou des lois sociales, tandis que l'ouvrier qui est en face du patron-Etat n'a plus aucune voie de recours contre son patron qui est le patron suprême, à la fois juge et partie. Est-ce que cette notion marxiste de l'aliénation ne nous ramène pas, en somme, à la notion hégélienne, c'est-à-dire que l'aliénation ne doit pas être entrevue seulement dans les limitations, les esclavages du travail, mais qu'il s'agit d'un problème qui est en somme le même pour le travailleur ouvrier ou pour n'importe quel humain, un problème général d'humanité ?

Je terminerai en faisant une observation et en formulant un vœu qui va un peu à l'encontre de ce qu'a dit tout à l'heure M. Girod. Je préconiserais que l'on n'aille pas, comme le demande peut-être M. Girod, vers cette idée que c'est le travailleur ouvrier qui est intéressant ; et <sup>p.174</sup> quand on parle du travail, qu'on ne parle pas nécessairement des ouvriers, mais qu'on parle aussi des patrons qui sont des travailleurs, qui travaillent souvent jusqu'à l'épuisement cardiaque, qui rendent à la société, au point de vue économique et productif, des services immenses. Quand un patron crée une usine de 4 à 5.000 ouvriers, il rend un service signalé qui est souvent trop méconnu dans les milieux politiques. Je demande que dans ces discussions le patron, en tant que travailleur, ait une place légitime.

## Le travail et l'homme

**M. GEORGES LEFRANC** : Je suis tout à fait d'accord sur cette revendication...

En ce qui concerne Hegel et Marx, je crois que ce que vous avez retenu de la conférence d'Hippolyte est tout à fait exact. On pourrait toutefois préciser qu'il y a eu, dans la pensée de Marx, une évolution. Il y a chez le jeune Marx, d'avant 1848, peut-être plus de variété que dans *Le Capital* lui-même. Marx souligne la multiplicité de l'aliénation. Il ne croit pas seulement à l'aliénation sociale, mais aussi à l'aliénation technique. Il ajoute cet espoir d'un apprentissage polytechnique, une fois la révolution faite.

Mais entre Marx et la pratique soviétique, je crois qu'il faut faire intervenir un homme dont, à vrai dire, je suis un peu étonné qu'on n'ait pas prononcé le nom ; c'est Lénine. Il existe des textes curieux de Lénine (Collinet les connaît bien) qui se réjouit de l'aliénation de l'ouvrier dans la civilisation actuelle ; l'usine créant des hommes dociles, asservis, forme en même temps, pour la Révolution, les bataillons disciplinés dont elle aura besoin. C'est un aspect qui me paraît assez inquiétant.

**M. MICHEL COLLINET** : Je voudrais compléter ce qu'a dit M. Girod tout à l'heure sur la question des classes prestigieuses et des classes sans prestige.

Un critère que l'on peut appliquer à cette étude est de savoir ce que les ouvriers désirent voir faire à leurs enfants. Je me suis occupé de cela. J'ai interrogé surtout des manœuvres des produits chimiques, que l'on peut considérer comme la catégorie ouvrière la plus basse. Ils font un travail particulièrement répugnant. Je peux dire qu'aucun d'entre eux ne désire qu'aucun de leurs enfants ne soit manœuvre des produits chimiques, mais ils désiraient généralement, étant donné les revenus dont ils disposaient, que leurs enfants atteignent une qualification. C'est à peu près général. L'ouvrier manœuvre qui n'a jamais pu dépasser ce stade, au point de vue capacité intellectuelle et technique, veut que son enfant devienne au moins ouvrier qualifié, et si possible technicien subalterne ou contremaître. C'est une question générale. Il a le sentiment que son travail de manœuvre est un travail asservissant, et il ne retrouve un équilibre psychique que dans la mesure où, en dehors de son travail d'usine, il a un autre travail libre, actif.

On voit une énorme différence psychologique entre l'ouvrier de cette catégorie, qui habite une ville comme Paris ou la petite banlieue parisienne, et

## Le travail et l'homme

qui n'a donc que très peu de possibilités de se manifester dans <sup>p.175</sup> un travail libre, et l'ouvrier qui habite la campagne quand l'usine est décentralisée. Pour ma part, je suis absolument partisan de la décentralisation de toute entreprise. Il y a là des possibilités d'équilibre qui ne se trouvent pas dans des villes tentaculaires qui reproduisent sur le plan extérieur le baignoire qui est à l'intérieur.

Sur le côté prestigieux du travail, je voudrais dire un mot.

Si l'on examine, avec les faibles documents que l'on possède, les problèmes de mobilité sociale — et en France nous n'avons eu que trois enquêtes sur ce point — on constate une chose, qu'on peut également constater par des conversations particulières, c'est que la classe ouvrière est une classe à évacuation systématique. C'est une passoire. En France, elle se remplit d'éléments qui viennent de l'étranger : Nord-Africains, Italiens, avant-guerre les Polonais, qui naturellement sont placés dans les plus bas emplois ; elle est aussi le déversoir du trop-plein démographique des campagnes. C'est systématique. On voit les régions de France qui se déversent, on peut particulariser la nature des travaux sur lesquels ces régions se dirigeront.

Cette classe ouvrière représente un stade d'urbanisation du monde paysan. Quant à l'ouvrier, il n'a qu'une envie, c'est de sortir de sa condition, par n'importe quel moyen, soit en accentuant sa capacité professionnelle, en devenant ouvrier qualifié, soit — généralement c'est une chance lointaine — en cherchant à devenir petit commerçant. J'ai connu de nombreux militants ouvriers, des gens très actifs, qui finalement se sont fatigués, et à certain âge ont pu trouver le moyen de devenir commerçants ; pour eux c'était une retraite paisible, ils en avaient par dessus la tête de ce métier de chien de militant ouvrier...

On est toujours provisoirement un ouvrier. C'est cela qui distingue provisoirement la classe ouvrière des autres classes sociales. Un industriel ne cherche pas à sortir de sa condition d'industriel : par exemple, s'il fait de la politique, qu'il devienne député, sénateur, ministre, si ensuite il est battu aux élections il retournera à sa situation d'industriel. Un ouvrier élu dans un parti ouvrier et ensuite battu, je sais que c'est très pénible pour lui de retrouver sa condition ouvrière et qu'il fera des pieds et des mains pour y échapper. Je pourrais en dire autant des fonctionnaires syndicaux détachés du travail pour qui cela représente une promotion incontestable : ils mènent une vie active,

## Le travail et l'homme

intelligente, qui correspond à leurs désirs, à leurs besoins. Si par hasard les postes diminuent ou disparaissent, qu'il y a faillite ou échec, c'est extrêmement difficile pour un ancien fonctionnaire syndical de redevenir ouvrier.

D'où la difficulté de créer des cadres ouvriers d'élite qui restent dans la classe ouvrière. C'est un problème que je tiens à souligner.

**LE PRÉSIDENT** : Nous devons encore entendre plusieurs orateurs. Je rappelle à ceux qui ne pourraient pas prendre la parole aujourd'hui qu'ils en auront la possibilité au début de l'entretien de demain matin.

J'aimerais, pour garantir la cohésion de cet entretien qui s'est rassemblé autour de ce thème, que les sujets abordés jusqu'à présent trouvent p.176 des échos et que les prochaines interventions s'accrochent, par un point ou un autre, aux précédentes.

**M. LÉON WALTHER** : Permettez-moi de faire une remarque générale. Je crois que la première chose à faire est de diminuer la fatigue de l'ouvrier, et que l'hygiène du travail donne aux ouvriers énormément de possibilités d'équilibre. L'anatomie, la physiologie, la psychologie concourent à ce but.

Je ne me fais pas d'illusion sur la joie du travail. Quarante ans d'activité partielle dans les usines m'ont démontré qu'on est bien loin de toute joie dans le travail. Mais, de même qu'une anesthésie, à l'occasion d'une intervention chirurgicale, diminue la douleur ressentie par le malade, de même le concours de la physiologie et de l'anatomie dans ce domaine peut jouer le rôle d'une anesthésie dans le travail, jusqu'au moment où l'automatisation remplacera l'ouvrier dans une très grande partie de sa besogne. Le travail de l'homme devrait être réduit à trois heures au maximum ; cela suffirait amplement.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est au Professeur Fiore.

**M. TOMMASO FIORE**, après avoir insisté sur la nécessité essentielle de la liberté, tant pour l'ouvrier que pour l'intellectuel, et l'avoir éclairée sous ses aspects du droit à l'expression, de la circulation des élites et du droit à l'opposition, conteste qu'une liberté réelle règne en Europe malgré, en particulier, l'application de techniques de libération telles que celles des relations humaines.

## Le travail et l'homme

Il y a deux mois, un jeune homme d'environ 21 ans, d'une grande famille d'industriels, est venu me voir de Bari. Il semblait être sérieux. Pourtant il m'a dit que pour lui les relations humaines signifiaient qu'il pouvait à tout moment chasser de chez lui un ouvrier communiste. Je lui ai dit : Vous êtes donc un inquisiteur ? Il m'a répondu : Je ne veux pas de ces gens-là chez moi. Il pensait que les relations humaines s'apparentaient à la congrégation des Jésuites, lorsqu'ils régnaient en Amérique du Sud.

Il faut que nous reconnaissons courageusement que nous ne sommes pas libres, et il est absolument inutile de s'élever toujours contre les pays de l'Est car là, s'il n'y a pas de liberté, il y a un effort sérieux de libération de la misère, de la faim, bien plus grand que celui qu'on fait chez nous.

Le problème de la liberté concerne également la direction à prendre pour faire participer les ouvriers à la lutte contre les monopoles, les intérêts particuliers, en un mot à la défense de l'intérêt du plus grand nombre, de ceux qui ont plus de besoins que les autres.

Tout travail, pour être libre, doit être créateur, même le travail du paysan, même celui de l'ouvrier. Voyez un paysan qui reçoit un morceau de terre toute pierreuse ; après trente ans de travail, il en fait un paradis. Il a été heureux dans son labeur, il a adouci la vie de sa femme et de ses fils. Ce système, on pourrait le diffuser sur toute la terre, et notamment en Italie méridionale qui pourrait produire trois fois plus si on <sup>p.177</sup> commençait enfin à s'en occuper sérieusement. Ce qu'on appelle « la capitalisation des bras » est un phénomène très important dans un pays comme le nôtre, où il y a beaucoup de bras et peu d'argent. L'Opera Nazionale Combattenti, par exemple, sur l'Adriatique, a cédé à une coopérative une ferme à transformer. La dépense était d'un million de lires par hectare. Les paysans, en peu de temps, l'ont transformée, sans contribution d'aucune sorte de la part de l'Etat ni de personne.

Chez nous, dans l'Italie méridionale, les paysans créent des villes, font les maisons avec leurs mains, créent la richesse, malgré toute la mauvaise volonté de nos gouvernements. Nous sommes presque dans l'Espagne cléricale...

Le plus grand délit, vous répétera Danilo Dolci, c'est de nier le droit au travail. Il ne s'agit pas d'argent. Il s'agit de vaincre la paresse morale, l'humiliation, le conformisme. L'argent vient toujours de soi-même, mais l'homme doit d'abord appliquer sa bonne volonté.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Reymond-Sauvain.

**M. PIERRE REYMOND-SAUVAIN** : Le peu de temps dont nous disposons nous condamne au schéma.

La difficulté que nous avons éprouvée, au sujet de la définition du travail, du fait qu'il faille le considérer comme quelque chose d'agréable, qu'il faille le glorifier, ou au contraire le déprécier, tient à son ambiguïté et au fait, d'une part, qu'il a pour but de produire ce qui est nécessaire à l'existence, et d'autre part qu'il est un élément essentiel qui nous permet de manifester notre personnalité et de satisfaire notre instinct de puissance. Les satisfactions que l'homme peut éprouver dans son travail tiennent tout particulièrement à cette possibilité pour lui de s'en servir pour manifester cet instinct de puissance. Par conséquent, le problème qui se pose au sujet de l'évolution de la pensée à l'égard du travail tient essentiellement à ces considérations, au cours du siècle passé tout particulièrement et au début de ce siècle.

Certaines analyses sur le plan de l'Histoire qui ont été faites par Marx ont été extrêmement utiles, mais il faut bien reconnaître qu'à l'heure actuelle un bon nombre de ces prévisions n'ont pas été réalisées et que l'évolution historique, dans le domaine du travail, n'a pas été du tout ce qu'il avait prévu.

A l'heure actuelle, les possibilités de rendre à l'ouvrier de la joie au travail sont extrêmement variables, et je crois qu'il n'y a pas de panacée, il n'y a pas de solution universellement applicable.

Si l'on considère ceux des ouvriers qui, à l'heure actuelle, font encore un travail à la chaîne, il faut reconnaître qu'il est presque impossible pour eux de trouver dans leur travail la satisfaction de cet instinct de puissance. Nous le voyons dans un nombre d'usines où, à l'heure actuelle, nous constatons que les ouvriers et les ouvrières surtout cherchent une évasion par l'emploi de plus en plus fréquent de stupéfiants, d'ingrédients chimiques qui leur permettent de faire les gestes qu'on leur demande sans avoir conscience de ce qu'ils réalisent. Par conséquent, p.178 les problèmes qui se posent, à l'heure actuelle, sont des problèmes qui dépendent en particulier de la nature du travail que doivent accomplir les ouvriers.

Je connais quelques ouvriers qui aiment leurs machines, et en particulier ceux qui sont appelés à régler ces machines. Ceux-là satisfont leur instinct de

## Le travail et l'homme

puissance par le travail. Mais les autres ? Pour ces ouvriers-là, en attendant que l'automatisation crée une autre atmosphère, il n'y a de satisfactions que hors du travail. Ces satisfactions, on peut les trouver de différentes façons, en particulier par le bricolage. Le bricolage nous étonne quelquefois, et parmi les ouvriers qui pratiquent le bricolage il s'en trouve qui ont des satisfactions particulières, dans la mesure où l'objet qui sort de leurs mains est parfaitement inutile. Je pense à cet ouvrier qui s'est efforcé de construire une reproduction de la cathédrale de Milan avec des allumettes, en comptant le nombre d'allumettes.

Il y a un autre élément dont il faut tenir compte, c'est celui qui, dans le marxisme, a joué le rôle le plus important : la satisfaction au travail est considérablement limitée lorsque l'ouvrier a le sentiment d'accomplir ce travail en servitude, lorsque celui en faveur duquel il accomplit le travail est son supérieur rigide. A cet égard, Marx avait pensé que la suprématie du travail, dont on a parlé hier soir, permettrait une véritable libération. Il faut reconnaître qu'à cet égard les schémas donnés par Marx ont été extrêmement imprécis, qu'il s'agissait, dans une certaine mesure d'un vœu pieux, et non pas de la construction d'une éthique nouvelle et de la construction de procédés réellement applicables pour arriver à cette libération.

Il y a un certain flottement qui se manifeste maintenant dans les mouvements ouvriers. Cela tient au fait qu'on a constaté que la socialisation n'a pas donné cette libération à laquelle on tendait, qu'en définitive, supérieur pour supérieur, le technocrate est malgré tout un supérieur que l'on considère comme un homme auquel on est asservi. A cet égard la pensée ouvrière doit procéder à une évolution importante.

Je voudrais me permettre — chacun défend son ours — de signaler un remède qui n'est pas à la portée de tous, mais qui, sous mes yeux, a joué à plusieurs reprises un rôle extrêmement important, c'est la joie donnée à l'ouvrier par son activité dans le mouvement syndical. Lorsque l'ouvrier prend une activité dans le mouvement syndical, il s'y intéresse, d'abord simplement comme un moyen de défense, souvent de défense personnelle, mais très rapidement il dépasse ce stade, et ces satisfactions personnelles il les remplace par des satisfactions qui devraient être données à l'ensemble des travailleurs qui sont dans les mêmes conditions que lui. Très rapidement, il constate qu'il n'a pas des connaissances suffisantes pour exercer cette activité, il se cultive, et en

## Le travail et l'homme

particulier il étudie les structures économiques. Il arrive à acquérir une véritable culture.

Je conclus en disant qu'il ne faut pas que nous cherchions à tout prix une solution unique, universelle, applicable à tous, mais que nous considérions les cas d'espèce, ce qui nous conduira à des solutions extrêmement variées suivant la nature du travail de ceux auxquels nous nous intéressons.

**LE PRÉSIDENT :** p.179 M. Georges Lefranc répondra à cette dernière intervention, malheureusement nous n'avons pas entendu tous les orateurs inscrits. Ils auront la parole demain par priorité et leur intervention ne sera pas perdue.

**M. GEORGES LEFRANC :** Je voudrais apporter une très brève conclusion positive.

Ce que vient de dire Pierre Reymond, qu'il n'y a pas de panacée, je le crois absolument. Il n'existe pas de formule magique ; cette formule séduisante de la souveraineté du travail, qui figurait dans le titre de ma conférence avec un point d'interrogation, il faut l'abandonner comme utopique et équivoque. Il n'y aura pas de souveraineté du travail — c'est-à-dire des travailleurs manuels — dans la cité, parce que les choses la refusent. Il n'y aura pas, non plus, de souveraineté du travail sur les individus, car les hommes s'y refusent.

Il faut donc envisager une pluralité de solutions. D'abord, parce que les travaux sont différents, et puis aussi parce que les hommes sont profondément différents. Il y a des hommes qui auront comme mission d'équilibrer la technocratie, et je voudrais rappeler ici, en rejoignant ce que disait Pierre Reymond, un mot de Navel que je cite de mémoire : il existe une tristesse ouvrière dont on ne guérit véritablement que par la participation politique (ou sociale). D'autres, au contraire, retrouveront l'initiative dans l'usine grâce aux techniques nouvelles, grâce à l'automatisation, dans les travaux de réparation, de dépannage, d'invention, de préparation du travail. D'autres, hélas, continueront à s'ennuyer dans le travail, et peut-être même dans un travail automatisé : déjà ceux qui ont pour mission de surveiller les chaînes automatisées se plaignent de la monotonie de leur tâche.

C'est pour cela surtout qu'il conviendra d'envisager cette formule positive qui

## Le travail et l'homme

s'est dégagée au cours de cet entretien. Il y a trois secteurs de la vie humaine : le secteur salarié mécanique, le secteur des loisirs, le secteur du travail libre, indépendant, rendant place à l'initiative, permettant à l'homme de se sentir souverain...

**LE PRÉSIDENT** : Je remercie M. Lefranc, et je lève la séance.

@

### DEUXIÈME ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par M. Henri Gagnebin

@

**LE PRÉSIDENT** : p.181 Quelques orateurs désirent encore prendre la parole au sujet de la conférence de M. Georges Lefranc et c'est par eux que nous allons commencer.

La parole est à M. Julien Cain.

**M. JULIEN CAIN** : Je suis très embarrassé pour présenter en son absence quelques observations sur la conférence de M. Georges Lefranc. Je voulais, en effet, engager avec lui une sorte de dialogue sur la signification de son exposé, et en particulier sur ses conclusions. Or, M. Georges Lefranc a dû quitter Genève. Je lui ai dit hier mes intentions. Il m'a indiqué que je ne devais pas m'abstenir. Je m'en suis ouvert à notre président, qui m'a dit que je devais tout de même prendre la parole.

Il n'y a pas là de ma part précaution oratoire, mais j'indique que je serai nécessairement très bref. Je voudrais seulement m'efforcer de dissiper l'impression qui s'est dégagée au cours de la conférence de M. Lefranc, et qui a dominé également hier au cours de l'entretien qui l'a suivie. Beaucoup d'entre nous ont ressenti que, des vues historiques que M. Lefranc avait développées, une conclusion pessimiste se dégagait. Et tout à l'heure, un de nos collègues a insisté encore sur ce point de vue pessimiste.

Il se trouve que M. Georges Lefranc, qui est particulièrement compétent comme historien du travail, qui a publié des livres connus et justement renommés sur l'évolution historique du travail, ne s'est, dans sa conférence, préoccupé que de rassembler un certain nombre de données en faveur de la thèse qu'il soutenait. Recherchant dans le passé tous les signes qui permettent de conclure à la malédiction du travail comme à une conclusion certaine, reconnue, affirmée, il a été amené à négliger devant vous des faits essentiels

---

<sup>1</sup> Le 4 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

qui pourraient infirmer cette thèse et qui sont notés pourtant dans ses livres, où je n'aurais qu'à puiser pour trouver des arguments qui se retourneraient contre lui.

p.182 Or, parmi les orateurs qui ont pris la parole autour de cette table, il ne s'en est trouvé qu'un seul, et je lui rends hommage, M. Jaccard, pour reprendre l'exposé de M. Lefranc du point de vue historique et lui faire des objections. Les autres orateurs, et ils en avaient parfaitement le droit, n'ont retenu de la conférence de M. Lefranc que ses conclusions de caractère général, et ils se sont ainsi appliqués à développer un certain nombre de thèmes ou à poser un certain nombre de questions sur ce qui fera l'objet des conférences qui vont suivre et qui donneront lieu à des entretiens dans cette salle. Si bien que le but des organisateurs, qui était de leur donner une introduction en se référant à l'histoire du travail, a été perdu de vue.

La conception pessimiste de M. Lefranc se traduit dans le titre même qu'il a donné à sa conférence : « Du travail maudit au travail souverain ? » Je souligne le point d'interrogation qui avait, je pense, dans son esprit une valeur particulière. L'argumentation de M. Lefranc repose moins sur les faits que pourtant il connaît mieux que quiconque, mais sur les affirmations d'un certain nombre de penseurs. Bien qu'ils comptent parmi les plus importants dans l'histoire de la philosophie et dans l'histoire des idées, ce n'est pas à eux que je m'adresserais si je voulais avoir une vue exacte de ce que fut le travail aux différentes époques de l'humanité. Le point de vue de Platon m'intéresse infiniment moins que l'étude et le rapprochement de certaines inscriptions ou encore que l'étude des scènes qui figurent sur de nombreux vases antiques et qui peuvent me donner des vues très précises sur ce qu'a été le travail dans l'antiquité. Il n'y a pas eu que les travailleurs des Pyramides, il y a eu les artisans plus ou moins libres. Un historien comme M. Lefranc ne peut pas ignorer les études sur le travail dans la Grèce antique et se contenter de ce que Platon nous en dit.

De même, si nous prenons des époques plus récentes et maintenant bien connues, le XVIII<sup>e</sup> siècle par exemple, il est certain que des recherches et déjà des synthèses d'historiens aussi éminents qu'Ernest Labrousse et Georges Lefebvre, mort la semaine dernière, nous montrent qu'on doit avoir sur le travail à l'époque moderne une vue infiniment plus différenciée que celle qui nous a été

## Le travail et l'homme

proposée ici. Il y a la vie rurale, il y a la vie artisanale, il y a la vie dans les premières manufactures. Sur tout cela nous avons des données très précises grâce à l'école historique française qui a abordé courageusement ces problèmes. Il n'en a pas été tenu compte ici.

D'autre part tout l'effort qui se poursuit aujourd'hui pour recueillir ce qu'on appelle les « arts et traditions populaires » a pour effet de montrer qu'il y a eu, à travers les âges, un effort, que j'appellerai civilisateur, fondé précisément sur tous les éléments du travail. Cet élément civilisateur, on n'a pas le droit de le négliger au seuil des discussions sur le travail, pour ne retenir que les éléments qui font conclure au travail maudit. Il y a là une vue sommaire de l'histoire, qui n'éclaire pas les problèmes du présent : il faut s'efforcer à une vue plus nuancée qui serait, j'en suis assuré, plus féconde comme introduction aux exposés et aux discussions qui vont se poursuivre ici.

p.183 Telles sont les quelques observations que j'ai d'ailleurs soumises à M. Lefranc lui-même et que je ne puis en son absence développer.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Louis Philippart.

**M. LOUIS PHILIPPART** : J'essaierai de relier les remarques que je me proposais de développer hier matin à quelques précisions que je voudrais demander à M. Frantsev. Ainsi, un certain lien serait créé entre les deux conférences.

De l'histoire de l'idée du travail — qu'il faudrait singulièrement nuancer et approfondir, — nous pouvons tirer quelques enseignements précieux. Il ne peut être question de confondre les jugements de valeur formulés par les penseurs, les idéologues et les théoriciens sur la conduite fondamentale qu'est le travail humain et la signification de ce travail au niveau de la conscience ouvrière.

Ces jugements de valeur, généralement subjectifs, sont intégrés dans des doctrines globales, tantôt inspirées par une interprétation fixiste des structures politiques, économiques et sociales, tantôt constituées d'anticipations plus ou moins justes, et fondées sur des a priori très discutables.

Sans méconnaître l'importance, pour l'histoire des idées et de l'action humaine d'un Platon, d'un saint Benoît, d'un saint Paul, des Encyclopédistes, de Proudhon, de Karl Marx ou de Lénine, il ne faut jamais oublier que leurs

## Le travail et l'homme

témoignages, si pénétrants soient-ils, n'en sont pas moins conditionnés par l'état de civilisation et de culture auquel ils participent ; de plus, la capacité prévisionnelle du génie est limitée.

N'oublions pas non plus qu'à côté des constantes de la psychologie humaine, l'analyse historique nous révèle également une psychologie sociale et individuelle différentielle, qui s'explique par l'innombrable diversité des conditions matérielles, techniques et culturelles de la vie.

Sous l'influence de l'accélération de l'histoire, et plus particulièrement de l'évolution vertigineuse des sciences et des techniques, nous sommes entrés dans un monde très différent de celui qu'ont connu les hommes de la fin du siècle dernier. Ce monde, qui semble devoir être dominé par la science et la technique des ingénieurs cybernéticiens, des physiciens nucléaires, des spécialistes des télécommunications et de l'aménagement rationnel des postes de travail, exige d'être analysé et interprété, non pas à travers la nostalgie d'un paradis perdu ou des mirages de l'utopie, mais selon les normes et les critères de l'esprit scientifique et de l'expérience humaine.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, le temps des idéologies me paraît momentanément révolu ; l'esprit systématique, qui a inspiré parfois d'utiles actions, mais qui a si souvent déçu, paraît devoir céder la place à l'esprit d'enquête, à l'esprit prudemment constructif des sciences expérimentales, au sens des réalités et de l'humaine condition.

Si l'on veut répondre en termes de vérité à la question de savoir dans quelle mesure les conditions actuelles du travail déshumanisent l'homme ou le libèrent, en lui ménageant enfin les conditions réelles de son <sup>p.184</sup> épanouissement, il est nécessaire de substituer à l'histoire des idéologies et des doctrines sociales la critique psychologique et sociologique de cette histoire, et de solliciter la collaboration des sciences humaines en vue d'une approche toujours plus rigoureuse des conditions, des exigences, des motivations et des significations du travail humain.

Seule une typologie aussi complète que possible du travail nous permettrait de bien connaître et d'apprécier l'étonnante diversité du travail humain, en même temps que les attitudes opérationnelles des travailleurs.

L'observation quotidienne nous révèle déjà tout ce qui sépare la peine du

## Le travail et l'homme

manœuvre de la dextérité de l'ouvrier qualifié, l'information efficace du spécialiste de la dégradation psychique du travailleur à la chaîne. A ces niveaux de travail, ajoutez la diversité psycho-physiologique du travailleur, l'inégalité des niveaux et des genres de vie, les différences dans les structures d'organisation et les relations humaines et vous aurez ainsi une idée plus ou moins satisfaisante de la complexité de ce fait humain qu'est le travail en soi et dans la conscience de celui qui l'exécute.

C'est dire que le problème de la réconciliation de l'homme avec les conditions actuelles du travail appellent, non pas une solution unique et générale, mais bien — M. Georges Lefranc l'a reconnu à la fin de l'entretien d'hier — une pluralité de solutions ; elles ne peuvent être trouvées à partir de revendications de caractère universel ; elles portent sur l'analyse objective des situations concrètes et des comportements particuliers qui en résultent.

Je voudrais, après avoir fait cette mise au point, insister un peu sur les conditions actuelles du travail. Je voudrais aussi, pour ma part, essayer de réagir contre l'impression pessimiste qui a prévalu hier. Il serait injuste de nier les progrès accomplis pendant toute la période contemporaine en faveur du monde du travail, progrès dus tout d'abord à l'allègement sensible de la peine des hommes, à l'aménagement progressif des postes de travail et à l'amélioration des relations humaines dans l'entreprise, puis à la lutte menée par des organisations syndicales, en ce qui concerne la hausse des salaires, la sécurité sociale et la diminution des heures de travail. Progrès lents, sans doute, mais de plus en plus sensibles, que l'on doit d'une part à la prise de conscience chez les chefs d'entreprise et les ingénieurs d'aujourd'hui de leurs responsabilités de conducteurs d'hommes, d'autre part à une certaine participation ouvrière à la gestion de l'entreprise, par l'intermédiaire des conseils d'entreprise, des commissions paritaires, des comités pour l'hygiène et l'embellissement des lieux de travail.

Néanmoins, malgré ces progrès, il ne semble pas que le travailleur de notre temps ait retrouvé la joie au travail que connaissait le compagnon ou l'artisan, l'homme de métier responsable de ses mains, du maniement de ses outils, de son savoir-faire et du service qu'il tend à rendre.

Pourquoi ?

Il serait, je crois, imprudent de répondre d'une façon globale. Si nous avons

## Le travail et l'homme

insisté sur la diversité des situations particulières des conditions <sup>p.185</sup> de travail, nous devons insister également sur la complexité des motivations et des justifications du travail.

Le syndicaliste révolutionnaire ou réformiste qui vit dans l'attente de l'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière, ne cesse de revendiquer évidemment la co-gestion ou une participation toujours plus grande du contrôle ouvrier à la gestion des entreprises.

Dans la conjoncture présente, il n'a pas le sentiment de s'approcher de ce but qui a été et reste malgré tout l'espoir de son action et de sa vie. Il se plaint volontiers de l'égoïsme, de l'incompréhension patronale. Il constate avec amertume l'insuffisance de la formation économique, sociale et juridique des cadres ouvriers ; il ne se fait aucune illusion sur l'amélioration des salaires, dans la mesure où celle-ci ne répond pas à une amélioration du pouvoir d'achat.

On a dit et répété que le pire vice dans le travail est le manque d'intérêt. Si nous nous tournons vers le manœuvre, il est évident que les gestes parcellaires répétitifs, monotones, auxquels l'extrême spécialisation du travail le condamne, ne peuvent l'intéresser.

Le manque d'intérêt existe également chez les ouvriers semi-qualifiés et qualifiés, chaque fois qu'ils n'ont pas une vision claire et globale de la fabrication et de la destination des produits fabriqués.

Y a-t-il des remèdes à cette situation ?

Le temps me manque pour examiner en détail la réponse qu'il faudrait donner à cette question, mais je crois que pour pouvoir y répondre il faudrait attendre — mais malheureusement les hommes ne savent guère attendre et ne peuvent pas toujours attendre — que soit franchie l'étape actuelle de l'évolution du machinisme : la transformation radicale de l'équipement de nombreux secteurs de l'industrie, et la substitution du machinisme automatique au travail à la chaîne.

Je me permettrai ici de citer l'avis de Diebolt et de me référer aussi aux conclusions de plusieurs sociologues du travail. « Bien loin d'être condamnés au chômage, ainsi que la plupart des ouvriers d'aujourd'hui le redoutent encore, la plupart des ouvriers qui subissent les conditions de travail déshumanisantes seront affectés à la construction, à l'entretien et à la réparation des machines de

## Le travail et l'homme

production. Or, dans ces domaines-là, les qualités personnelles d'initiative ne tarderont pas à apparaître avec les corollaires si ardemment souhaités de l'émulation et de l'effort personnel. Si bien que d'une manière étrange et totalement inattendue, l'automatisation pourrait nous ramener aux valeurs psychologiques et humaines de l'artisan respectable. »

Cette prévision de Diebolt et de plusieurs sociologues du travail demande à être confirmée par les faits. N'anticipons pas, mais c'est là une perspective un peu plus optimiste que celle qui a été développée hier.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Mendras.

**M. HENRI MENDRAS** : Les deux précédents intervenants ont très largement déblayé le terrain pour moi. J'avais en effet l'intention de dire que la comparaison qui se fait consciemment ou inconsciemment entre le travail agricole et le travail industriel spécialisé, très fractionné, parcellaire et répétitif, laisse tout de même de côté l'essentiel des travailleurs de notre monde, c'est-à-dire tous ceux qu'on appelle les « tertiaires », et aussi les agriculteurs.

Dans cette perspective, je pense que l'intérêt de ces entretiens devrait aussi se porter vers tous ceux qui travaillent dans des bureaux, vers tous ceux qui ont des fonctions moins clairement et moins facilement « étudiables » que celles de l'ouvrier d'usine devant sa chaîne. Pour ma part, je vous proposerai de réfléchir un instant à la situation de l'agriculteur dans le monde moderne. Je pense qu'il représente, dans une certaine mesure, un type de travailleur que l'on pourrait retrouver chez l'artisan — il reste tout de même un certain nombre d'artisans dans notre monde — et également chez le commerçant.

La dialectique de la servitude et de la libération du travail se pose pour l'agriculteur en termes différents, on pourrait presque dire opposés, à ceux que l'on a présentés hier au sujet de l'ouvrier. L'agriculteur était autrefois l'esclave de la nature, et aussi celui de la tradition technique, qui lui imposait de travailler d'une certaine manière, sans savoir comment s'en délivrer.

Aujourd'hui, au contraire, les progrès de la technique l'ont très largement délivré de ces deux servitudes. Mais d'un autre côté, du fait que l'exploitation familiale demeure partout — sauf dans le monde socialisé — le type de structure économique prévalant dans le secteur agricole, la décision économique

## Le travail et l'homme

appartient très largement aux travailleurs de base. C'est le chef de l'exploitation agricole, qui est en même temps le travailleur agricole, qui prend les décisions économiques ; il se trouve donc parfaitement conscient des exigences et de sa situation dans la société moderne.

J'entends bien que chaque agriculteur ne peut pas être parfaitement informé des conséquences générales et particulières des décisions économiques qu'il prend ni des conséquences générales et mondiales d'un changement de culture ou d'un changement d'élevage. Je pense même que, malgré la liberté que lui conserve l'unité de son travail et de son entreprise, l'agriculteur se trouve maintenant l'esclave de forces économiques qui, donnant de moins en moins de part aux dépenses alimentaires, l'obligent à réduire très largement la part qu'il représente dans le revenu national. Il se trouve donc dans une très large mesure l'esclave de l'évolution économique mondiale qui lui impose des transformations très pénibles qu'il ne comprend pas toujours complètement.

Dans ces conditions, je voulais simplement suggérer que le travail dans notre civilisation actuelle, aussi technicienne, aussi urbanisée soit-elle, peut présenter dans différents secteurs d'activité humaine des situations qui sont proprement à l'opposé de l'analyse que l'on a faite hier. Et sans mettre en doute et en question cette analyse, je pense qu'il serait utile, à titre de contrepoint, d'analyser ces autres situations.

**LE PRÉSIDENT** : Nous allons maintenant passer à des questions qui vont être posées à M. Frantsev sur son exposé, et pour faire le lien entre la conférence de M. Lefranc et celle de M. Frantsev, je donnerai la parole au R. P. Fessard.

**R. P. FESSARD** : Je voudrais poser une simple question à M. Frantsev, qui se rapporte aussi à la conférence précédente.

M. Lefranc a fait une analyse historique du travail où l'on apercevrait une dialectique entre deux aspects du travail : un aspect négatif : le travail maudit — un aspect positif : le travail souverain. Et, dans sa conclusion, il nous a ramenés à une dialectique telle qu'elle se pose dès la Genèse. M. le Rabbini Safran nous l'a dit hier, c'est dans la Genèse que se trouve l'idée que l'homme imite le travail du Créateur, et en même temps la malédiction qui pèse sur le travail du fait du péché d'orgueil de l'homme contre Dieu.

## Le travail et l'homme

M. Frantsev ayant écrit un livre sur le fétichisme et l'origine de la religion, je vais lui poser une simple question : comment se fait-il que la conception du travail en U.R.S.S. qui nous a été exposée hier ne se transforme pas en religion du travail ? Ne sommes-nous pas à l'origine d'un nouveau fétichisme et d'une nouvelle religion du travail ?

Chacun sait que l'U.R.S.S. est dominée par la théorie marxiste du travail humanisant la nature, et de la nature travaillée universalisant l'homme. Par conséquent, l'U.R.S.S. marche vers l'unité homme-nature. Mais tout progrès suppose un aspect négatif et un aspect positif. L'homme qui est dans le moment du progrès a conscience à la fois du côté négatif et du côté positif. Il est en état de passage. Cela veut dire simplement que le travailleur soviétique se trouve, exactement comme le travailleur occidental, à la fois oppressé par son travail, et en même temps désireux d'améliorer ses conditions de travail, espérant obtenir quelque chose de mieux par le résultat de son labeur.

Le travailleur est donc partagé entre un aspect négatif et un aspect positif, et cette aliénation, M. Frantsev nous a dit qu'elle était surmontée par la conscience de la valeur morale, sociale, spirituelle même du travail en U.R.S.S. J'admets tout cela. Mais ce contenu spirituel, je pense que c'est l'unité homme-nature, c'est-à-dire la foi en la réalisation d'un avenir qui n'est pas encore là, exactement comme le chrétien a foi que par son travail et ses souffrances il contribue à réaliser l'unité homme-Dieu — le mot *Dieu* remplaçant simplement le mot *nature*. C'est un contenu spirituel du même ordre, c'est-à-dire que c'est l'intention de la conscience qui fait supporter aux travailleurs les maux présents dont ils ne peuvent pas se dégager, dont se dégageront peut-être les générations suivantes, mais dont eux souffrent pour le moment comme tout le monde.

Je demande donc à M. Frantsev : comment se fait-il que ce contenu spirituel, qui permet au travailleur de l'U.R.S.S. de surmonter le poids de sa peine, ne soit pas une aliénation, une aliénation idéaliste, exactement du même type que l'aliénation idéaliste qu'il reproche aux chrétiens ? La différence, à mon sens, c'est que le travailleur chrétien se sait aliéné radicalement, c'est-à-dire qu'il a conscience de son péché. Il a conscience que cette aliénation, seul Dieu peut l'en délivrer. Il peut se <sup>p.188</sup> délivrer lui-même, dans une certaine mesure, des aliénations politiques, économiques, mais le fondement de ces aliénations

## Le travail et l'homme

politiques, économiques le dépasse. Tandis que le travailleur soviétique est, je crois, persuadé qu'il peut se dégager de toutes les aliénations ; qu'il est déjà désaliéné au moment où il accepte purement et simplement d'être fondamentalement aliéné en se croyant désaliéné.

Cela me paraît caractéristique de la nouvelle religion du travail qui naît peut-être en U.R.S.S.

**M. YOURI FRANTSEV** : Je remercie mon honorable contradicteur pour ses aimables allusions à mon livre. Mais le contenu de mon livre et celui de ma conférence sont deux choses bien différentes. Il ne s'agit pas de la croyance dans la conception du travail en Union soviétique. Il n'y a pas de religion du travail parce qu'il n'y a pas de conception du surnaturel. Or, il n'y a pas de religion sans conception du surnaturel.

La base de la conception socialiste, marxiste du travail est purement scientifique ; cela est bien différent des croyances religieuses. Les conceptions basées sur la science ne sont pas des croyances.

**LE PRÉSIDENT** : Est-ce que cette réponse donne satisfaction au R. P. Fessard ?

**R. P. FESSARD** : L'unité homme-nature dont parle Marx, qui doit être réalisée, je ne pense pas que ce soit scientifique.

**M. YOURI FRANTSEV** : Pourquoi l'unité homme-nature serait-elle uniquement une conception religieuse ? Il y a une conception religieuse de l'unité homme-nature, mais aussi une conception scientifique.

**R. P. FESSARD** : La conception que l'homme doit être un avec la nature est-elle vraiment scientifique ? C'est un présupposé socialiste ; ce n'est pas scientifique.

**M. YOURI FRANTSEV** : Pourquoi n'y aurait-il pas de théorie scientifique sur l'unité homme-nature ? Qu'est-ce que la biologie sans l'unité de l'homme et de la nature ? Qu'est-ce que la physique ? Qu'est-ce que la chimie organique ? Et la science sociale ? C'est la théorie de l'unité de l'homme et de la nature.

## Le travail et l'homme

Qu'est-ce que le travail ? C'est l'unité de l'homme et de la nature. On ne peut pas travailler sans nature, sinon par la pensée...

**LE PRÉSIDENT** : Sans doute, mais je crois qu'il y a une mystique du travail, et cette mystique ressemble beaucoup à une religion. C'est une question de définition, mais cet élément existe. J'aurais voulu demander à M. Lefranc si lui, qui connaît si bien le monde ouvrier, voit encore quelque chose de cette mystique du travail qui a existé dans mon enfance. Je vivais dans un pays de mineurs, à Liège, p.189 en Belgique. Il y avait une mine à cinquante mètres de notre maison et tous les matins, à cinq heures et demie, on entendait les ouvriers monter à leur travail. Ils travaillaient douze heures par jour. Comme l'instruction n'était pas obligatoire, les enfants, dès l'âge de dix ans, descendaient dans la mine et y passaient douze heures sur vingt-quatre. Eh bien, ces mineurs avaient une mystique de leur travail. Ils en étaient très fiers en raison des difficultés et des dangers. Ils étaient un peu comme le marin qui est fier de braver les océans.

J'aimerais savoir si cette mystique existe encore. Je crois qu'elle subsiste dans les pays socialistes. Quand on voit le travail qu'on fait actuellement en Chine ! Les ouvriers, après leurs dix heures de travail obligatoire, font encore du travail, librement et volontairement.

**M. YOURI FRANTSEV** : Avec la mystique on ne peut pas couper du bois... Vous dites que les travailleurs sont fiers de leur travail. Pourquoi parler de mystique ? Non. Etre fier de son travail, ce n'est pas de la mystique. Les ouvriers ont des croyances religieuses, je le sais bien, mais ce n'est pas alors d'une croyance au travail qu'il s'agit, mais de la croyance en Dieu. Ce sont des choses bien différentes.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Maurice Erard.

**M. MAURICE ERARD** : J'ai été frappé d'entendre le R. P. Fessard développer une théorie naturaliste, sociologique de la religion, tendant ainsi une perche magnifique à M. Frantsev, spécialiste du fétichisme et de la religion.

Je m'étonne que M. Frantsev n'ait pas réussi à faire un rapprochement entre la conscience collective religieuse et toute représentation collective, comme celle

## Le travail et l'homme

qui se manifeste ici à propos du travail. Et celui qui serait à reprendre serait bien le R. P. Fessard, d'avoir fait trop de chemin vers le sociologisme.

Nous devons poser ici le problème très général des représentations collectives qui actionnent toute l'activité sociale. Et je ferai alors un rapprochement. Dans le dernier écrit important de Staline, ou de ses collaborateurs, *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Staline s'en prend aux marxistes qui voient réapparaître en U.R.S.S. la plus-value et l'exploitation parce que l'ouvrier russe ne reçoit pas l'intégralité du produit de son travail, une partie revenant à l'Etat. Et Staline de dire : mais enfin, cette partie qui revient à l'Etat — ce que nous appelons l'impôt — elle revient au peuple et sert à faire des écoles, à entretenir l'armée, donc à défendre le pays. Il n'y a donc pas plus-value, il n'y a pas exploitation. Mais dans le cas particulier, c'est une transposition, une interprétation sociologique de ce que l'ouvrier doit finalement ressentir. Et si maintenant l'ouvrier soviétique ressent autrement sa situation, c'est qu'il y a une nouvelle représentation collective — n'appelons pas cela mystique ou religion. (Je me place du point de vue de la sociologie durkheimienne qui a donné suffisamment de fil à retordre aux catholiques.)

**LE PRÉSIDENT** : p.190 La parole est à M. Reymond-Sauvain.

**M. REYMOND-SAUVAIN** : Sans du tout mettre en doute sa bonne foi, je voudrais demander à M. Frantsev dans quelle mesure ce qu'il nous a dit hier soir traduit des observations ou dans quelle mesure il s'agit de vœux ? Très fréquemment, j'ai eu personnellement l'impression que ça n'était pas absolument l'observation qui guidait l'orateur, mais le désir qu'il avait de voir le travail jouer le rôle qu'il souhaitait.

Il nous est impossible de trancher cette question, de dissiper cette inquiétude que nous avons éprouvée. Il faudrait pour ce faire séjourner très longtemps en Russie, en connaître la langue, avoir des contacts intimes avec les travailleurs russes. Cependant, cette inquiétude trouve son appui dans un certain nombre d'observations que nous avons pu faire.

Il est indubitable que les Russes sont persuadés que l'application à l'ensemble du monde des méthodes qu'ils ont employées, conduirait partout aux

## Le travail et l'homme

résultats qu'ils ont obtenus en Russie. Ces méthodes sont, à l'heure présente, appliquées dans des pays comme la Hongrie, la Pologne, l'Allemagne de l'Est. Et là, sans y avoir séjourné, nous pouvons voir que les réactions des ouvriers n'ont certainement pas été celles qu'on nous a décrites pour la Russie. Qu'il suffise d'évoquer ce qui s'est passé à Poznan, l'exode massif de la population de l'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest, les événements de Hongrie, etc.

J'aborde maintenant une question qui me paraît fondamentale. Il est indubitable qu'en Russie existe encore, et peut-être toujours davantage, un certain nombre de travaux parcellaires dans l'industrie. Ces travaux, nous l'avons vu hier, ne peuvent pas contribuer à cultiver véritablement celui qui les pratique. Il est indubitable qu'il y a en Russie un nombre considérable, comme chez nous, de travaux répugnants qui, par leur nature même, ne donnent pas satisfaction à ceux qui doivent les exécuter.

Or, il résulte de l'exposé de M. Frantsev que le déplaisir qu'éprouvent les ouvriers à effectuer ces travaux est surmonté par la certitude qu'ils ont de les voir intégrés à quelque chose qui les dépasse, à une représentation collective comme celle dont parlait M. Erard. Ces travaux leur paraissent supportables et leur donnent même des satisfactions, c'est indubitable, par le fait de la vue qu'ils ont sur le monde que l'on est en train de construire au moyen de cet effort. Je crois volontiers que cela existe dans une partie importante de la population ouvrière russe. Mais toute l'histoire nous montre qu'un effort de cet ordre, lorsqu'il vient s'insérer dans une réalité trop pénible, trop difficile, lorsque la période héroïque est dépassée, reprend sa nature antérieure, et les motivations collectives qui l'avaient soutenu jusqu'alors finissent par s'effondrer, parce qu'il ne va pas dans la ligne même de ce qui est la réalité.

Il y a autre chose. Il résulte de l'exposé de M. Frantsev qu'en définitive la satisfaction totale de l'ouvrier russe tient à cette insertion de son travail dans cette croyance. Mais j'ai la certitude que l'ouvrier russe voit naître en lui, comme tout homme, des problèmes qui ne sont pas des problèmes appartenant à cet effort de travail.

p.191 Il y a toutes sortes de problèmes qui naissent, relatifs au sens de la vie humaine. Et à cet égard, je ne peux pas partager le point de vue de M. Frantsev. La science a pour but de nous faire connaître ce qui est ; elle ne peut

## Le travail et l'homme

jamais nous dire ce qui doit être. Ce qui doit être résulte de formulations intimes qui peuvent être insérées dans des perspectives collectives, dans des religions, mais ce n'est pas la science qui peut nous les donner.

Or, à ce sujet, se pose une question très grave. J'ai la certitude absolue, après avoir passé une vie assez longue en contact avec les problèmes sociaux et économiques, qu'une planification totale de l'économie, remise à la direction de l'Etat, est incompatible avec une pratique démocratique. Elle conduirait nécessairement à une dictature.

On ne peut pas se représenter une organisation totalement planifiée aussi complexe en permettant des oppositions aux vues de ceux qui la dirigent. Leur œuvre est déjà assez difficile par elle-même sans qu'ils puissent tolérer ces oppositions.

Il arrive néanmoins un moment où l'homme, ayant dépassé l'effort de comprendre la réalité uniquement sous l'angle du travail, se heurte à des difficultés insurmontables résultant de la nature même des régimes autoritaires. Mais alors une barrière s'oppose à l'épanouissement complet de l'homme, à son devenir total, et je crois que la période héroïque passée, l'U.R.S.S. ou les régimes qui auraient adopté des méthodes analogues, se heurteront à une impossibilité du développement total de la personnalité humaine.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Frantsev.

**M. YOURI FRANTSEV** : Première question : les travaux répugnants existent-ils en U.R.S.S. ? Il y a en Union soviétique des formes de travail nuisible, il y a des formes de travail non qualifié. J'en ai parlé. Notre tâche est de liquider ces formes de travail. Et l'automation en est le moyen.

Deuxième question : y a-t-il en Union soviétique des problèmes qui ne soient pas liés profondément à celui du travail tant pour l'ouvrier, le kolkhozien, l'employé, que pour le savant, etc. ? Mais oui. J'ai parlé hier de ces problèmes, et j'ai cité quelques exemples. Dans les équipes d'usines ou de kolkhozes, les travailleurs, surtout les jeunes, lorsqu'ils dressent leur plan de travail, examinent en même temps des questions de morale en général, qui concernent non seulement le travail, mais aussi la vie courante, la famille par exemple, et surtout le développement intellectuel ou l'instruction.

## Le travail et l'homme

Troisième question : la science doit prévoir ce qui est, mais elle ne peut pas dire ce qui doit être. Je ne suis pas d'accord sur ce point, car sans les lois, — lois physiques, lois biologiques — il n'y a pas de science. Les lois biologiques, c'est la biologie ; les lois physiques, c'est la physique, et la loi ne peut pas exister sans prévision. C'est la science qui nous dit ce qui doit être.

p.192 Quatrième question : si je comprends bien, vous avez dit que dans l'économie planifiée, tout est dicté d'en haut et que c'est ainsi qu'on organise les masses. Mais on ne peut pas diriger ainsi 200 millions de personnes. Qui sont ces 200 millions ? Ce sont des hommes habiles, instruits ; leur bon sens leur permet de distinguer la vérité et le mensonge.

Quant à dire que la société humaine c'est l'organisation, nous sommes d'accord sur ce point. Il ne peut exister de société dont les membres soient tout à fait séparés les uns des autres. Et l'organisation porte tout d'abord sur le travail. Cela concerne au premier chef l'industrie en général, et l'industrie contemporaine surtout. On ne peut pas se représenter l'industrie moderne très complexe sans organisation. Le socialisme exige donc une organisation qui soit la plus souple, la plus efficace, qui ne laisse pas de place au parasitisme. Le régime soviétique représente justement une telle organisation.

Or, qu'est-ce que l'Etat soviétique ? Ce ne sont pas les employés, parce que les employés des établissements d'Etat ne forment pas l'Etat. L'Etat soviétique, ce sont des milliers et des milliers de députés, des conseils suprêmes, des conseils ruraux, des conseils municipaux, etc. Ce sont le parti communiste, fort d'environ 8 millions de membres, les syndicats et autres organisations démocratiques, par exemple l'organisation de la jeunesse.

On a écrit en Occident qu'en Russie soviétique il n'y a pas d'organisations démocratiques. La puissance réelle du régime soviétique réside dans ces organisations.

La spontanéité et l'organisation sont des facteurs du développement de la société. On ne peut pas organiser des masses s'il n'y a pas de processus spontané au sein de ces masses. C'est la vérité.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Abraham.

**M. PIERRE ABRAHAM** s'interroge d'abord sur les significations du succès qu'a

## Le travail et l'homme

remporté la conférence de M. Frantsev. Il pense que M. Lefranc a « laissé une impression d'insatisfaction » alors que M. Frantsev « nous a apporté des sentiments d'espérance et de confiance ».

Telle est la question que je me suis posée et à laquelle je vais essayer de répondre.

Il me semble — et l'entretien d'hier matin a été très net à ce sujet — que la façon de comprendre le travail était celle dont toutes les religions — tant les religions occidentales que les religions orientales — ont conçu la peine humaine. Georges Lefranc a assimilé philologiquement le mot de travail au mot peine ; on peut y associer l'idée du mérite. Il y a toute une morale ancienne du travail basée sur cette conception ; on travaille pour s'acquérir des mérites en vue de la vie présente ou de la vie future.

Toutes les religions du passé, tant orientales qu'occidentales, ont insisté sur cette notion qui est évidemment nécessaire pour que le travailleur veuille bien travailler, et ceci au bénéfice du pouvoir temporel, bien entendu. Que deviendrait le pouvoir temporel si le travailleur cessait de travailler ?

p.193 Après avoir souligné l'importance de la notion de masse pour une sociologie optimiste du travail, M. Abraham poursuit :

Nous avons assisté hier soir — que cela fasse ou non plaisir à certains, et nous en avons eu des échos ce matin — à un exposé optimiste de la situation du travail. A quoi cela est-il dû ? Précisément à ce que le travail semble avoir échappé à cette notion de *mérite*.

Il n'est pas question, je crois, dans le monde ouvrier soviétique, de s'acquérir des mérites, parce que cette notion a été remplacée par une autre, que le professeur Frantsev nous a expliquée en long et en large. C'est la notion de *but du travail*. Certes, le travailleur occidental a aussi des buts de travail ; entre autres, la satisfaction de ses besoins immédiats et personnels.

Un de mes bons amis avait hérité de quelques actions d'une compagnie de chemins de fer canadienne, la Canadian Pacific. Il me disait récemment, ayant touché ses maigres dividendes :

— Je me représente le chauffeur de ce train, l'aiguilleur du Canada en train de travailler et se disant : une partie de mon salaire va s'en

## Le travail et l'homme

aller en France pour rémunérer les actions de la Compagnie... C'est un des buts de mon travail.

C'est absolument certain. Un des buts du travail du cheminot canadien est de rémunérer les actions de la Canadian Pacific. Croyez-vous vraiment que ce soit un but très enthousiasmant pour le cheminot canadien ? Je ne le pense pas. Je crois par contre que de tels buts ne sont plus en vigueur dans l'économie soviétique.

Le professeur Frantsev a eu le très grand mérite d'insister sur le rapprochement entre le travailleur soviétique et les buts d'ensemble du monde du travail soviétique. C'est-à-dire qu'ont été annulées les distances — qui sont si grandes dans le monde occidental — entre la mentalité du travailleur individuel et les buts d'ensemble du travail et de l'économie d'un pays et même du monde entier.

Seuls, nous a-t-on dit hier, ceux des travailleurs qui participent personnellement au mouvement syndical ou aux mouvements politiques peuvent acquérir chez nous une certaine vision d'ensemble des buts que peut se proposer le monde ouvrier. Mais pour l'ensemble de la classe ouvrière française, ceux qui ne participent pas à la lutte syndicale dans ce qu'elle a de plus vif, ou à la lutte des partis politiques, ne peuvent pas avoir les moyens de se rendre compte, d'une part, du but que poursuit l'ensemble de l'industrie française et de l'ensemble des buts que poursuit le monde ouvrier français.

C'est à ce personnel non militant dans les syndicats et dans les partis ouvriers que s'adressent toutes les interventions que j'ai entendues jusqu'à présent en ce qui concerne le monde occidental.

Il ne semble pas que les choses aillent de même dans le monde socialiste. En d'autres termes, on nous a dit ce matin que sur 200 millions de citoyens soviétiques, il y avait 8 millions de communistes ; il y a donc 192 millions de citoyens soviétiques qui ne sont pas communistes. Or, je suis persuadé que les travailleurs qui forment la majorité de ces <sup>p.194</sup> 192 millions, ont néanmoins conscience du but pour lequel ils travaillent. Et c'est sur cette simple remarque que je voudrais terminer, en remerciant le professeur Frantsev de nous avoir, par la simple constatation des faits, rendu une confiance certaine dans la marche du travail humain.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Collinet.

**M. MICHEL COLLINET** : Ma première question portera sur le problème de l'aliénation et de la spiritualisation dans le travail. Nous savons bien que l'aliénation principale sur laquelle Marx a insisté est le phénomène de la propriété privée, et nous savons que ce phénomène n'existe plus en U.R.S.S. Mais je rappelle que Marx s'est détaché de Hegel dans une critique de l'Etat, et que pour lui l'individu et la société civile tout entière se trouvaient en quelque sorte aliénés dans l'Etat.

Peut-on dire que le travailleur soviétique n'est pas aliéné dans l'Etat, alors que nous avons en face de nous l'Etat du globe le plus puissant et le plus organisé ?

Tout à l'heure, M. Frantsev a dit : l'Etat, ce sont les députés. Non, je ne le crois pas. L'Etat, c'est le Parti communiste, plus exactement, l'appareil du Parti et je n'en veux pour preuve que les statuts du Parti qui ont été rapportés au XIX<sup>e</sup> Congrès par Khrouchtchev en personne, et qui comprennent les devoirs du membre du Parti vis-à-vis du Parti et de l'Etat — les deux termes étant étroitement associés. Nous savons que quand le travailleur sort de son travail, il se trouve encore aliéné vis-à-vis d'un appareil d'Etat politique très puissant.

Il se trouve de plus, comme dans tous les pays industriels, aliéné sur le plan technique. Je parle naturellement des travailleurs soumis aux travaux automatisés. M. Frantsev nous a dit : « Grâce à l'automation, peut-être pourrions-nous dégager les métiers non qualifiés. » Je n'en doute pas une seconde ; c'est une question de temps. Il faut, dans ce domaine, être patient. Mais comme je ne pense pas qu'une spiritualisation de ces travaux puisse se dégager avant qu'ils ne soient automatisés, il faut bien qu'elle trouve son terrain d'application dans l'environnement, dans le climat. Or, ce climat, à mon avis, ne peut pas être désaliéné, vu les conditions que je précisais tout à l'heure.

Je me demande même dans quelle mesure cette spiritualisation, qui suppose une autodétermination, une liberté chez le travailleur, peut se manifester, si elle n'est pas en quelque sorte prévue dans le Plan, car nous savons que le Plan déborde les questions purement économiques et techniques et intéresse jusqu'aux travaux philosophiques, aux travaux de la pensée et, à plus forte raison, à l'activité culturelle en général.

## Le travail et l'homme

Or, M. Frantsev nous a dit : « Il y a la spontanéité des masses. » Nous le savons ; mais nous savons aussi que dans les temps modernes la spontanéité peut être fortement conditionnée. Nous en avons des exemples frappants. Et la spontanéité étant conditionnée, on peut se demander ce qui reste, dans le conditionnement, de l'autodétermination et de la liberté qui, à mon avis, sont les fondements indispensables de la spiritualisation.

p.195 Où en sommes-nous de l'aliénation et de la désaliénation ? C'est ma première question.

Ma deuxième question portera sur la promotion ouvrière. Vous avez donné des exemples d'ouvriers qui recevaient des diplômes d'ingénieurs. C'est une chose très courante, même dans d'autres pays. Les Américains ont donné l'exemple et ces méthodes se sont ensuite répandues en Europe. La promotion ouvrière existe partout, mais elle a toujours un caractère individuel. Il ne s'agit pas de promotion collective. La promotion collective ne peut s'obtenir à mon avis que par des transformations techniques qui naturellement demandent un certain temps.

Or, ces transformations techniques sont tout de même fondées sur la division du travail, et je ne pense pas que dans le monde moderne le principe de la division du travail — depuis qu'Adam Smith en a parlé il y a deux cents ans — ait reculé d'une manière sensible. Je dirai même que tous les progrès de l'industrie moderne accentuent la division du travail. Or, vous nous avez dit : « Nous pouvons arriver, ou nous sommes peut-être déjà arrivés à la suppression de la division du travail. »

Il y a là, à mon avis, une contradiction foncière entre, d'une part la libération par la technique, par l'automatisation, et d'autre part la tentative de supprimer la division du travail. Je pense qu'il y aura toujours des travaux différents et que nous n'arriverons jamais à voir le tireur de charrette devenir architecte et redevenir le lendemain tireur de charrette. Ce sont là des situations qui me semblent appartenir plutôt à la rêverie qu'à la réalité.

Je reviens encore sur l'automatisation. Vous avez parlé du développement de l'automatisation, et je crois me rappeler qu'au XX<sup>e</sup> Congrès, l'ancien président Boulganine a fait un rapport sur la productivité en U.R.S.S. L'automatisation est donc à l'ordre du jour depuis un certain nombre d'années. Vous avez parlé ensuite d'un mouvement qui a un nom un peu étrange, le gaganovisme. Or,

## Le travail et l'homme

dans ce mouvement, on a l'impression de revivre dans une certaine mesure le stakhanovisme. Or, je ne vois pas l'intérêt de refaire une sorte de stakhanovisme, qui fut sans doute valable pour les périodes d'accumulation primitive, mais qui, pour une période d'accumulation sur la base de progrès techniques me semble tout à fait inadaptée, je dirai même contraire, très fortement contraire à l'idéal socialiste qui n'a jamais mis l'accent sur l'accroissement du rendement humain, mais au contraire, sur la possibilité d'obtenir des normes supérieures grâce au progrès technique.

Quatrième question : hier nous avons parlé du syndicalisme dans les problèmes ouvriers. Or, le syndicat a une tradition historique, il a une signification précise. Certes, nous avons en Occident des syndicats qui se livrent à des tâches nombreuses, mais le principe fondamental du syndicat, c'est la défense des intérêts matériels, spirituels et moraux des travailleurs dans une collectivité industrielle. Cette défense suppose que le syndicat soit indépendant des puissances collectives qui risquent d'opprimer le travailleur. Ces puissances collectives peuvent être diverses. Ce peut être le patronat privé ; ce peut être des grandes corporations ; ce peut être des collectivités publiques ; ce peut être l'Etat.

p.196 Si nous connaissons bien la théorie et la pratique marxiste-léniniste, le rôle du syndicat est d'être une *courroie de transmission du Parti*. Cette définition du syndicat doit dater du début du siècle. Au II<sup>e</sup> Congrès du Komintern, nous la trouvons codifiée dans le cadre des thèses sur les trois organes de pouvoir dans l'Etat soviétique :

En premier lieu et en tête, le Parti ;

En second lieu, et subordonnés au Parti, le syndicat d'un côté, le soviet de l'autre. De plus, que ce soit au X<sup>e</sup> Congrès, en 1921, ou ultérieurement, en 1935, pendant le deuxième plan quinquennal, les tâches des syndicats ont été parfaitement précisées. Il s'agit pour les syndicats de faire appliquer le plan à l'intérieur de l'entreprise et de veiller à la discipline du travail. C'est là la tâche d'un organisme lié à la direction d'une entreprise, bien entendu. Mais est-ce la tâche d'un syndicat au sens primitif du mot ? Je ne le pense pas.

Si le syndicat est une courroie de transmission, comment peut-il représenter l'intérêt presque individuel du travailleur devant une puissance collective qui est au-dessus de lui ? Il y a là une contradiction. Il faudrait savoir réellement si le

## Le travail et l'homme

syndicat est simplement cette courroie de transmission du pouvoir et du Parti, ou s'il est vraiment un organisme capable de s'opposer et de résister sous les formes les plus diverses, la résistance pouvant être la grève, la négociation, le contrat collectif.

Je passe maintenant à la cinquième question qui sera plus brève. Je voudrais savoir exactement quel est le rôle, s'il existe, des soviets d'entreprise. Les soviets d'entreprise furent évidemment, avec les soviets de quartier, à la source de la révolution d'Octobre, nous le savons tous. Depuis, beaucoup d'eau a coulé ; les structures des entreprises se sont considérablement modifiées, les directions aussi. Je voudrais savoir exactement où nous en sommes à ce sujet. Cela nous intéresse d'autant plus qu'il y a une sorte de repoussée soviétique — au sens primitif du mot — dans les événements que nous avons pu observer en Pologne et en Hongrie.

Sixième question : le problème du choix du travail. Il y eut une lutte de tout le mouvement ouvrier pendant le XIX<sup>e</sup> siècle pour permettre au travailleur de choisir, dans une certaine mesure, son travail. Elle s'est manifestée d'une manière très simple contre une institution qui avait été créée en France par le Code Napoléon, et supprimée par la III<sup>e</sup> République : le livret de travail. Le livret de travail liait l'ouvrier au patronat et l'ouvrier ne pouvait quitter son patron que si on lui remettait son livret. C'était une sorte de passeport social qui ne laissait à l'ouvrier que peu de possibilités de se défendre en cas de contestations avec son patron.

Or, je crois savoir qu'il y a eu, pendant quelque temps en U.R.S.S., un semblable passeport social, ajouté au passeport intérieur. Je voudrais que M. Frantsev nous dise ce qu'il en est aujourd'hui du livret de travail. Existe-t-il encore ? Cette institution a-t-elle été modifiée ?

Dernière question qui déborde à mon avis très nettement le problème du travail et du loisir : le problème de l'internement administratif. Il y a une dizaine d'années, nous avons été un peu secoués d'apprendre que sous le règne de Staline il y avait des internements administratifs, en p.197 vertu d'un article 58 du code pénal, et que cet internement administratif jouait même un rôle considérable dans l'économie soviétique. L'internement administratif groupait deux sortes de travailleurs d'un genre spécial. Nous avons eu quelques renseignements, recoupés plus ou moins facilement, sur ce problème. Depuis

## Le travail et l'homme

quelque temps, nous ne savons pas ce qu'il en est. Je serais heureux que M. Frantsev voulût bien nous dire si cet internement a été supprimé. Cela nous intéresserait beaucoup.

**M. YOURI FRANTSEV** : Je commencerai par répondre à la question des droits syndicaux en Union soviétique. Ces droits existent, étendus et importants. Les syndicats, les conseils syndicaux, les comités syndicaux des usines ont le droit de participer à l'élaboration des plans industriels et financiers des entreprises, ce qui est très important. Ils ont le droit de participer aux décisions concernant la normalisation du travail et l'établissement des salaires ; de contrôler l'application de toute la législation du travail et l'exécution des contrats collectifs conclus ; de donner leur avis sur les candidatures aux postes administratifs ; d'interdire le renvoi d'employés ou d'ouvriers (pour cela, il faut avoir l'accord préalable du comité local du syndicat).

Il y a un autre aspect de cette question : la direction des syndicats soviétiques par le Parti. Il faut rappeler à ce sujet un fait historique d'une grande importance. C'est que, contrairement aux syndicats de l'Occident, les syndicats en Russie se sont formés après la création du Parti de la classe ouvrière, autour du Parti. Il y a des liens historiques entre le Parti et les syndicats, qui constituent la tradition du mouvement ouvrier en Union soviétique, et toute l'activité du Parti communiste vise à élargir les droits des syndicats et à étendre le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans tous les domaines de la vie nationale, économique et sociale.

Il n'y a pas que les documents anciens qui comptent. On peut citer, par exemple, la résolution du Comité central du Parti du 17 septembre 1957 déclarant : « Les organes du Parti doivent toujours tenir compte du fait que les syndicats sont des organisations sans-parti d'ouvriers et d'employés, et toute leur activité s'établit sur de larges principes démocratiques. » Ces larges principes démocratiques sont la base de toute l'activité des syndicats. On ne peut pas ignorer l'influence du Parti dans les syndicats. Mais le Parti influence l'activité des organisations syndicales par l'intermédiaire des membres communistes des syndicats.

On m'a posé une question sur les soviets d'entreprise. Il n'y a pas de soviets d'entreprise dans notre pays. Pourquoi ? Parce que nous avons des syndicats

## Le travail et l'homme

très puissants. Nous avons des comités syndicaux d'usine ; ce sont, si vous voulez, des soviets d'entreprise.

En ce qui concerne le passeport social, il n'y a pas de passeport social. Tous les citoyens soviétiques ont un passeport.

Liberté de choisir son travail ? Oui, il y a la liberté de choisir son travail. Je ne sais pas pourquoi vous posez cette question. Chacun a très largement le droit de choisir sa profession selon son instruction et ses capacités.

Il n'y a plus de camps d'internement administratif. Cela est bien connu.

p.198 Quant à l'image fautive qu'on se fait du mouvement lancé par l'ouvrière Gaganova, voilà ce qu'il en est : Gaganova, se désolant de l'insuccès de certaines équipes d'une usine, demanda à prendre la tête d'une équipe retardataire afin de l'élever peu à peu au niveau des meilleures équipes. Il ne s'agit donc pas d'une lutte pour obtenir des taux de production accrus. Je pense que dans le gaganovisme on réalise une exigence morale. Et c'est ainsi que le travail devient une valeur morale, source d'une grande satisfaction. Et l'homme recherche cette satisfaction dans le travail.

Vous avez encore abordé la question de la division du travail en Union soviétique. Nous ne sommes pas encore parvenus à cette suppression, mais nous allons dans cette voie.

Le caractère universel de l'activité de l'individu, qu'est-ce que c'est ? Je pense que dans notre pays une activité professionnelle très étroite a en même temps un caractère universel. C'est une contradiction : caractère universel et division étroite du travail. Oui, mais c'est une contradiction dialectique ; c'est la dialectique du processus social.

Dans notre société, l'activité de l'homme révèle un caractère de plus en plus universel sur la base de la profession donnée. Le processus de développement du travail se manifeste dans le fait que l'homme est de plus en plus, dans une mesure plus ou moins grande, l'organisateur du processus du travail. Il est aussi capable d'apprécier non seulement les problèmes de son équipe, mais aussi l'intérêt de la société en général. Ce sont les grands buts sociaux du processus du travail qui universalisent l'activité des travailleurs.

J'ai déjà parlé de l'Etat. Je ne suis pas d'accord avec M. Collinet lorsqu'il dit que l'Etat, c'est le Parti communiste. Ce n'est pas vrai. Cela va aussi contre le

## Le travail et l'homme

bon sens : on ne peut pas organiser d'une façon arbitraire et simple 200 millions de personnes. Ce sont les organisations démocratiques qui font la force de l'Etat soviétique.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à Mademoiselle Hersch.

**Mlle JEANNE HERSCH** : Vous avez choisi de parler d'une manière telle que nous ne pouvons pas nous intéresser en première ligne à ce que vous, personnellement, vous pensez du problème du travail ; mais nous sommes obligés de nous intéresser à la question de savoir comment *on doit* penser au sujet du problème du travail dans votre pays.

Ce que vous nous avez dit a quelque chose de fixe et ressemble à des idées que nous avons entendu exposer il y a longtemps. Et pour ma part, l'un des saisissements que j'ai éprouvés à vous entendre, c'est l'extraordinaire fixité de cette conception.

Voilà un grand pays, qui vit une aventure sans précédent dans l'histoire humaine, sans doute. Or, à un intervalle de vingt à trente années, vous venez nous dire à peu près les mêmes choses sur l'homme et le travail que vous nous auriez dites il y a vingt ou trente ans. Cela me paraît tellement anti-marxiste et tellement contraire à l'histoire que j'en p.199 ai vraiment éprouvé un choc. Quelque part, il doit y avoir quelque chose qui ne « tourne pas rond ». Quelque part il doit y avoir quelque chose qui change et quelque chose qui ne change pas. Et ce quelque chose qui change et ce quelque chose qui ne change pas vont quelque part créer dans cet énorme appareil je ne sais quelle explosion.

D'autre part, vous nous avez décrit un paradis soviétique. Nous qui ne croyons pas au paradis sur la terre, nous ne pouvons pas croire que vous nous ayez décrit l'état de fait en Russie soviétique. Je ne crois pas que vous nous ayez décrit un état de fait. Vous nous avez décrit une conception du travail, telle qu'on l'a ou qu'on doit l'avoir en Russie soviétique.

Mais là où nous prenons un intérêt passionné — et nous sommes nombreux à le faire, parce que notre sort à tous en dépend — c'est que nous voudrions bien savoir vers quoi vous allez là-bas. Nous voudrions savoir non pas tellement ce qui est, mais comment vous concevez le chemin que vous avez l'intention de suivre. Or, quand vous dites les choses que nous entendions il y a vingt ou

## Le travail et l'homme

trente ans, cela ne donne pas de direction. Comme malgré tout l'histoire du pays avance, nous voudrions savoir quelle sorte de monde va sortir de cette expérience.

J'aimerais donc vous poser quelques questions. Etant donné la conception du travail que vous avez développée, faut-il tendre à réduire les huit heures de travail ? Si le travail est un tel bien que vous en excluez complètement tout aspect pessimiste, faut-il raccourcir les journées de travail ? Faut-il développer l'automatisation ? A vrai dire, pourquoi ?

Tout à l'heure, M. Abraham a soulevé le problème des buts. Moi aussi, c'est le problème des buts qui m'intéresse. Pourquoi ? Dans quel but faut-il rattraper les Etats-Unis ? La consommation, si on l'augmente, cela prend du temps. Ce sera du temps pris sur le travail, et c'est contraire à la religion du travail, ou disons, à la mystique du travail, ou en tout cas à la valeur suprême du travail.

Quelle sorte d'homme voulez-vous forger ? Quelle sorte de société voulez-vous forger ? Vous avez dit que le bien commun de la société finirait par devenir tellement grand et tellement riche que les problèmes individuels se résorberaient, qu'ils perdraient complètement leur poids et leur importance. Mais alors je demande : si l'individu travaille pour cette perfection du corps social, pour quoi travaille le corps social ? Quelle est sa raison d'être ? Vers quoi va-t-on ? Qu'est-ce qui compte finalement ? A quoi tend cet effort démesuré de production et de perfectionnement mécanique dans le pays ?

Je voudrais savoir, puisque vous êtes au nombre de ceux qui dans le pays ont pour tâche de concevoir ces choses, comment vous les concevez ?

**LE PRÉSIDENT** : La parole est au professeur Frantsev.

**M. YOURI FRANTSEV** : J'ai parlé du développement social en Union soviétique, des buts nouveaux qu'est la construction de la société communiste. C'est une nouvelle étape de l'histoire de la société socialiste.

p.200 Qu'est-ce que c'est que la société communiste ? C'est une société où l'homme travaille selon ses capacités et reçoit selon ses besoins. C'est une société dans laquelle il n'y a pas de distinction entre le travail manuel et le travail intellectuel.

## Le travail et l'homme

Pourquoi avons-nous un plan de sept ans ? Parce que le plan de sept ans nous donne des possibilités nouvelles pour l'édification de la société communiste. En somme, l'objectif principal du plan de sept ans comprend une augmentation de 40 % du revenu réel de la population, une augmentation considérable, de près du double, des salaires de base des ouvriers, une augmentation de 62-65 % de la consommation des produits industriels. La construction de logements est d'une ampleur sans précédent ; 15 millions de logements dans les villes et 7 millions dans les campagnes. Le passage, enfin, à une journée de travail de 6 ou 7 heures et à une semaine de 5 jours. Un essor nouveau de la culture et de l'instruction publique.

Ce sont des buts vraiment nouveaux, qui ont été proposés il y a seulement une année.

Dans la vie sociale de l'Union soviétique, tout change de jour en jour. On ne peut donc pas parler de fixité de la vie sociale, économique et culturelle de l'Union soviétique.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Wade.

**M. IRA O. WADE** : Je veux d'abord louer votre conférence parce que vous avez apporté dans le débat des éléments qu'on n'avait pas mentionnés avant vous. Et puis, les échos que vous nous avez rapportés de ce que pensent les travailleurs soviétiques m'ont rappelé les échos que nous recueillons aux Etats-Unis. Et c'est, je crois, une très bonne chose.

Ce que vous avez dit de l'amélioration du sort du travailleur m'a fait penser à tous les efforts que nous sommes nous-mêmes en train de faire dans tous les pays ; sur ce point nous sommes aussi d'accord. Et si un Russe et un Américain tombent d'accord sur quelque chose, cela permet l'espoir...

Je ne sais pas cependant si nous sommes d'accord sur la définition du travail. Vous avez dit à un certain moment que le travail mène à la création. Je le crois fermement. Et pour moi, le but de la vie est de créer.

**M. YOURI FRANTSEV** : Nous sommes d'accord.

**M. IRA O. WADE** : Dans ces conditions, il me semble qu'il n'y a pas beaucoup

## Le travail et l'homme

de différences entre vivre et travailler. M. Georges Lefranc a cité une phrase du chapitre XXX de *Candide* où Voltaire déclare que le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin. Alors, travailler pour éloigner de nous ces maux est, me semble-t-il, une bonne chose.

Vous êtes d'accord ?... (assentiment).

Puis Voltaire dit également que chacun doit exercer ses talents. De sorte que je comprends que le travail c'est vivre, et que vivre d'après sa <sup>p.201</sup> propre force intérieure c'est exercer les talents qu'on a en soi, et les exercer parce qu'on reconnaît qu'on a ces talents.

J'ai travaillé dans une usine où je faisais des chaussures de 7 heures du matin à 5 heures du soir.

Au bout d'un certain temps — parce que j'ai le malheur de rechercher ce qui peut durer éternellement — je me suis persuadé que les chaussures ne dureraient pas éternellement et j'ai quitté mon travail. Je voulais contribuer à quelque chose.

Je suis donc allé me préparer pour un autre travail, que je trouve assez pénible aussi. Certains de mes collègues, qui sont professeurs, parlent « d'aller au boulot » quand ils font un cours, ou d'une « corvée » quand le recteur leur demande de faire quelque chose de désagréable.

Tout cela m'a appris qu'on ne peut pas échapper aux conditions de la vie, mais qu'on peut tout de même approcher d'un but qu'on s'est fixé. Ce pourrait être un but spirituel, ou même une mystique ; cela pourrait être un but moral, et vous avez parlé d'un but moral ; ce pourrait même être — et pour moi c'est le principal, mais je me trompe peut-être — un but esthétique.

Alors, dans ces buts-là, il me semble que la personne intéressée a le droit d'arranger sa vie d'après les conditions qui l'entourent, pour mieux y arriver. Ne le croyez-vous pas ?... (assentiment).

Si, en Russie, j'avais quitté mon usine de chaussures en disant : je veux faire autre chose, qu'est-ce que je serais devenu ? Me l'aurait-on permis ?

**M. YOURI FRANTSEV** : Il y a beaucoup d'ouvriers qui ont quitté l'usine et qui sont devenus professeurs, académiciens. Pourquoi pas ?

## Le travail et l'homme

**M. IRA O. WADE** : Font-ils cela de leur plein gré ? N'ont-ils qu'à dire : « J'en ai assez de faire cela ? »...

**M. YOURI FRANTSEV** : Oui. Pourquoi pas ? C'est dans l'intérêt de la société.

**M. IRA O. WADE** : Qui détermine cela : est-ce la société, ou est-ce moi-même ?

**M. YOURI FRANTSEV** : Vous, vous-même. Mais il y a des conditions sociales.

**M. IRA O. WADE** : Qui m'impose ces conditions ?

**M. YOURI FRANTSEV** : Ce sont des conditions historiques.

**M. IRA O. WADE** : Il n'y a pas moyen de les changer ?

**M. YOURI FRANTSEV** : Il y a des moyens ; la révolution d'Octobre a été un de ces moyens.

**M. IRA O. WADE** : <sup>p.202</sup> Est-ce que, dans votre pays, je suis libre de changer ces conditions ?

**M. YOURI FRANTSEV** : Ah oui, mais quelles conditions ?... Pour revenir au capitalisme ? Pour revenir au paléolithique ? C'est de la stupidité, non de la liberté. Revenir sur les étapes déjà parcourues par l'humanité ?...

**M. IRA O. WADE** : Je peux avoir le choix de marcher de l'avant ? Voilà ma question.

**M. YOURI FRANTSEV** : Mais oui.

**LE PRÉSIDENT** : Si vous voulez bien, nous reprendrons ultérieurement cet entretien.

@

## ENTRETIEN PRIVÉ <sup>1</sup>

présidé par M. Henri Gagnebin

@

**M. ANTONY BABEL** p.203 ouvre cet entretien en exprimant aux châtelaines de Coppet la vive gratitude du Comité et des invités des Rencontres Internationales de Genève. Grâce à leur hospitalité chaque année renouvelée, le château de Coppet conserve sa tradition de vie intellectuelle et internationale.

Nous aurons aujourd'hui un débat qui est la fin de celui qui a été ouvert hier au théâtre de la Cour Saint-Pierre, portant sur la conférence de M. Frantsev. M. Gagnebin veut bien continuer d'en assumer la présidence.

**LE PRÉSIDENT** : Nous commencerons en donnant la parole à M. le pasteur Widmer.

**M. GABRIEL WIDMER** : Nous allons revenir aux débats d'hier en posant un certain nombre de questions à M. le professeur Frantsev, qui reprennent d'ailleurs un certain nombre de points de vue qui ont été examinés ; et je pense que ce sera une excellente entrée en matière pour l'entretien qui va se poursuivre maintenant.

Nous avons entendu avant-hier un remarquable plaidoyer pour un humanisme tout nouveau, qui est un humanisme scientifique. Et lors de l'entretien d'hier, le terme « scientifique » a été à diverses reprises employé et souligné.

C'était un plaidoyer et ce plaidoyer a laissé à certains une impression d'optimisme et à d'autres, de fixisme et d'immobilisme.

Je partirai de ce second point de vue, déjà exprimé par Mlle Jeanne Hersch, pour poser les questions suivantes à M. le professeur Frantsev : Qui dit humanisme scientifique devrait dire philosophie ouverte, étant p.204 donné la part d'expérience, d'observation et de vérification qui s'y manifeste. Nous avons

---

<sup>1</sup> Le 5 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

au contraire le sentiment que dans cet humanisme, tout semble aller de soi une fois que l'on a trouvé le cadre d'organisation des expériences et des recherches actuellement poursuivies dans les académies, dans les écoles techniques et professionnelles ; une fois que les structures philosophiques sont découvertes, dans lesquelles on va couler les nouvelles investigations et leurs résultats.

N'est-ce pas alors un certain dogmatisme que vous nous avez exposé, un dogmatisme qui s'appuie sur un certain nombre de désirs, de projets et de plans, mais un dogmatisme tout de même.

Par exemple, et c'est surtout cet exemple qui va retenir présentement notre attention, vous avez usé des termes « valeur », « impératifs moraux ». Je ne sais si, dans votre langage, ces mots éveillent la même résonance que dans le nôtre. Je dirai simplement : ces valeurs font partie ou ne font pas partie de l'environnement, de la relation homme-nature. D'où viennent-elles ? Sont-elles créées par l'homme lui-même en tant qu'il a certaines dispositions ? J'exclus ici bien entendu la solution transcendantaliste d'un certain platonisme. Ces valeurs sont-elles créées par l'homme ? Mais alors la personne va revêtir un rôle très important dans la recherche scientifique, artistique ou éthique. Ou bien ces valeurs sont-elles données par le Parti, qui suivrait de nouveau l'un de ces cadres préformés, et qui exprimerait ces valeurs dans les langages les plus différents aux divers niveaux de la recherche ?

C'est là une question centrale, me semble-t-il. Nous avons parlé de ces valeurs d'une façon concrète, hier, en abordant la question de la promotion du travail manuel et de sa spiritualisation grâce au développement de l'automatisation, et nous ne nions pas les résultats magnifiques auxquels l'économie soviétique est arrivée dans un délai très bref, faisant preuve d'un génie de l'adaptation que nous pourrions envier dans certains pays de l'Occident. Mais ne retrouvons-nous pas ici, de nouveau, ce que j'appelle le dogmatisme de la position marxiste ?

Un exemple des plus précis, toujours dans le domaine des valeurs, va nous ouvrir les yeux : prenons celui des valeurs morales sur lesquelles vous avez insisté, les montrant complémentaires des valeurs sociales. Ne pensez-vous pas que dans certaines situations, et je pense aux dernières paroles que nous avons entendues hier de M. Wade, ne pensez-vous pas que de telles valeurs peuvent entrer quelquefois en conflit les unes avec les autres au sein même du groupe social, de la collectivité économique, comme au sein même de l'individu, qui est

## Le travail et l'homme

le porteur de ces valeurs aussi bien sociales que morales.

Une des grandes découvertes de la philosophie contemporaine occidentale, est que nous pouvons mettre en question les valeurs, et que le travail de celui qui est porteur de ces valeurs est de mettre en question les résultats auxquels sont parvenus ses devanciers, aussi bien dans le domaine de la recherche intellectuelle que dans celui de l'action morale ou sociale ; une mise en question constante, qu'un philosophe, Pierre Thévenaz, appelait la « désabsolutisation » des valeurs. Peut-il y avoir encore, là où les valeurs sociales et les valeurs éthiques sont si intimement <sup>p.205</sup> soudées les unes aux autres dans des cadres qui, nous semble-t-il, sont préconçus, cette mise en question qui est la condition d'un certain progrès, et par conséquent, d'une certaine spiritualisation ?

J'en viens, après cette question, au dernier point de cette intervention : toute recherche de valeurs suppose, non seulement une mise en question des résultats déjà obtenus, mais suppose en même temps un certain sens humain, qui est à la fois social et individuel, qui est le sens de la culpabilité devant les inachèvements, devant les erreurs, devant tout ce qui n'est pas encore réellement réalisé.

Je me demande alors : quel est le sens de la culpabilité, aussi bien chez l'individu que dans la collectivité, car nous entendons par culpabilité, non seulement un sentiment individuel, mais un sentiment à la fois personnel et collectif. Y a-t-il encore une place pour cette *culpabilité*, qui va être nécessaire à la mise en question des valeurs ? Et d'autre part, toute recherche de la valeur et des valeurs, toute réception de la manifestation des valeurs, suppose également un effort de dépassement, une *espérance*, et par conséquent une certaine fin que l'on peut rechercher.

Donc, quelle place faites-vous, d'une part à la culpabilité sociale et individuelle, et d'autre part à l'effort de dépassement personnel et collectif, en un mot, quelle place faites-vous à une forme d'énergie différente de celle qui se traduit dans le travail ? Nous rappelons que pour nous, le travail est toujours synonyme d'une énergie, car nous aussi sommes scientifiques ; mais nous disons que c'est une modalité de l'énergie et qu'il est une autre modalité qui n'est pas seulement travail, qui est esprit, qui est acte. Nous chercherions à définir ce que c'est.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Frantsev.

**M. YOURI FRANTSEV** : M. Widmer a posé des questions très intéressantes, très importantes, mais je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui sur certains points.

Vous avez repris l'expression « humanisme scientifique », mais l'humanisme est toujours scientifique. M. Widmer a dit que notre humanisme est scientifique et que c'est nouveau. Oui, c'est une conception nouvelle parce qu'il y a un monde nouveau. Mais l'humanisme a toujours été scientifique ; sur ce point, il n'y a rien de nouveau. L'histoire de l'humanisme, c'est la science même, et on ne peut écrire une histoire des sciences sans écrire aussi l'histoire de l'humanisme. Je ne comprends pas pourquoi c'est une chose nouvelle. C'est la tradition de l'humanité. C'est la tradition du développement intellectuel de l'humanité.

Dogmatisme ? Il ne faut pas jouer avec les mots. Il faut définir ce qu'est le dogmatisme. Il y a des principes, cela ne signifie pas que ce soit des dogmes. On ne peut pas être homme et n'avoir pas de principes. Mais cela ne signifie pas que l'homme soit dogmatique. La pensée qui ne se développe pas, c'est le dogme. Mais comment la pensée qui réfléchit le monde le plus mobile pourrait-elle ne pas se développer ? Le monde soviétique est en mouvement ; il change toujours. Le <sup>p.206</sup> mouvement est le plus important principe de notre vie sociale. « Social change » comme disent les sociologues américains. Et notre pensée étant le reflet de ce monde, il n'y a pas de dogmatisme.

Il ne faut pas confondre les principes et les dogmes ; parce que si nous confondons tout cela, nous serons des relativistes pur-sang et ce n'est pas très bon pour l'humanité ; le relativisme n'a ni foi ni loi.

Les valeurs ? Les valeurs morales et sociales ? C'est une question très importante, qui pourrait faire l'objet d'une ou de plusieurs conférences. Ce n'est pas une pensée très simple à développer.

Qu'est-ce que les valeurs sociales ? Toute l'activité et aussi les résultats de cette activité, toutes les institutions de la société des travailleurs sont les valeurs sociales.

Les valeurs morales ? On ne peut ici en donner la définition. Il convient

## Le travail et l'homme

cependant de noter que la plupart des définitions courantes en Occident surestiment le rôle de la conscience individuelle. Vous êtes bien d'accord avec moi ? Il y a beaucoup de conceptions individualistes subjectives, purement subjectives, mais on ne peut pas se représenter la morale individuelle. La morale, ce sont les relations entre les hommes. Une morale pour moi seulement, ce n'est pas la morale, c'est l'amoralisme.

On ne peut oublier le rôle important de la société dans le processus de création de la morale, mais il faut aussi ajouter quelque chose : les différentes classes ont leurs normes morales parce que c'est la société qui crée la morale. Nous, communistes, nous, soviétiques, nous estimons que la morale est un des plus grands facteurs de la vie sociale, qui se manifeste en faveur de la société, du peuple, des travailleurs.

En quoi consistent les liaisons entre les valeurs sociales et les valeurs morales de la société soviétique ? Nous ne pouvons pas avoir de contradictions entre les valeurs morales et les valeurs sociales. Ce sont deux aspects d'une même chose. Mais dans des sociétés où existent des classes antagonistes, on peut avoir des contradictions, des conflits de morale de groupe, de morale de classe. Mais nous, nous avons une société où les conflits, les contradictions, ne ressortissent pas à la loi du développement moral de la société socialiste.

Je voudrais encore dire qu'on a créé de façon tout à fait artificielle la théorie de la polarité de l'individu et du collectif. L'exigence de travailler selon ses capacités prévoit notamment, pour chaque individu, la possibilité d'exprimer ses capacités. C'est seulement dans ce cas que le collectif peut travailler avec succès, qu'il s'agisse d'un travail manuel ou intellectuel. Si le collectif supprime les possibilités de l'individu, le collectif ne peut pas travailler d'une manière féconde. Nous le savons très bien, et c'est pourquoi nous avons construit des centrales atomiques, des sputniks et beaucoup d'autres choses.

**M. GABRIEL WIDMER** : Cela ne me satisfait pas complètement et je vous ai posé une toute dernière question concernant l'esprit.

**M. YOURI FRANTSEV** : p.207 Ah oui, j'ai oublié d'y répondre. Qu'est-ce que la culpabilité ? Je pense que c'est l'aspect du devoir social, mais là nous revenons à la valeur morale, à la valeur sociale.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Morin.

**M. EDGAR MORIN** : Une contribution importante à la discussion des problèmes soulevés par M. Frantsev lors de sa conférence a été fournie ce matin même par la discussion sur le travail en Afrique noire <sup>1</sup>. Je veux dire par là que nous avons vu nos amis africains face à des problèmes neufs, inéluctables ; il est nécessaire pour eux de transformer des contrées entières en pays évolués économiquement et industriellement. Et les problèmes qui se posent maintenant pour nos amis africains se sont posés il y a quelques dizaines d'années en Asie, aux Indes et en Chine. Ils se sont posés en U.R.S.S. dans les années des plans quinquennaux et aux pays d'Europe occidentale en premier lieu au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans tous ces pays, et dans la plupart des cas, la réalisation de ce que Marx appelait l'accumulation primitive, c'est-à-dire la constitution d'un équipement industriel, s'est soldée par de très graves souffrances : par le déracinement de masses rurales, par la suppression de valeurs traditionnelles de civilisation sans qu'il y ait assimilation immédiate des valeurs nouvelles, par le travail forcé à des niveaux divers. Et le problème général qui peut se poser à tout esprit qui s'inquiète et s'interroge est celui-ci : est-ce que l'industrialisation, dans sa phase première n'implique pas des souffrances inéluctables pour des masses considérables, c'est-à-dire pour les masses laborieuses, et essentiellement pour ces populations arrachées à leur sol et envoyées à l'usine ?

C'est un problème de fond qui domine, à mon avis, la question du travail telle qu'elle s'est posée historiquement en Union soviétique ; c'est une question qui ne peut être tranchée aussitôt par un oui fataliste ou par un non purement spirituel.

Or, on peut dire que le socialisme est né d'un refus de cet avènement d'une société industrielle achetée au prix de l'asservissement ouvrier. On peut dire que le socialisme est né par une sorte d'élaboration théorique du refus de l'asservissement ouvrier, d'une théorie de la prise en charge de la société par la classe travailleuse et aussi, d'une façon pratique, par des mouvements qui ont surgi spontanément dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Le premier s'appelait la Commune de Paris ; puis il y a eu les soviets de 1905 en Russie ; puis il y a eu différentes floraisons dans divers pays, à différents moments, et

---

<sup>1</sup> Voir Premier entretien spécial : *Les problèmes du travail en Afrique noire*, p. 347.

## Le travail et l'homme

même sous la forme de conseils qui est apparue en Hongrie il y a deux ans.

Mais alors, cette idée de la gestion par les travailleurs de l'entreprise moderne est-elle utopique, absurde ? Faut-il plutôt que l'entreprise soit gérée par les techniciens, par la direction politique, par des <sup>p.208</sup> instruments ou des appareils qui dictent la norme, ou bien peut-on concevoir, à un moment donné, que la démocratie s'installe dans ce qui, dans notre société, est resté le moins démocratique avec l'armée, c'est-à-dire l'usine.

J'en viens au deuxième point de mon exposé.

**M. YOURI FRANTSEV** : C'est bien un exposé, au vrai sens du mot, et non une question...

**M. EDGAR MORIN** : Vous avez pourtant bien quelque chose à répondre à cet exposé...

J'en viens au deuxième point, celui de la gestion ouvrière.

En Yougoslavie, en Pologne, en Hongrie, cette idée de conseils ouvriers s'est propagée, connaît des difficultés, se heurte à des problèmes sans nombre, mais elle est un problème clé, un problème qu'on ne peut éluder.

Est-ce que l'idée des conseils de gestion collective — et je ne vais pas ici poser la question de leur forme, de leur technique — est envisagée pour l'avenir par M. Frantsev, ou est-ce qu'il la croit inutile ? Pense-t-il que pour une très longue période les syndicats tels qu'ils existent en U. R. S. S. suffiront à représenter la volonté des ouvriers ?

Ne pense-t-il pas que le seul moyen d'arriver à cette démocratie de l'usine, de la mine et du travail est la prise de conscience collective et la mise en gestion collective, à la base même, du travail ? Et là encore, nous avons ici des invités de Yougoslavie, de Pologne, de pays où existent de tels conseils, et qui pourront donner leur point de vue sur cette importante question. Je crois que le socialisme, tel qu'il a été rêvé au XIX<sup>e</sup> siècle, ne pourrait commencer à se réaliser que le jour où véritablement les travailleurs eux-mêmes, dans les entreprises, commenceraient à prendre en main le système de production par des moyens qui peuvent se compléter. Dans les pays où existent des conseils, nous voyons se développer aussi bien une organisation horizontale, par la

## Le travail et l'homme

liaison des différents conseils entre eux, jusqu'à une chambre des producteurs, qu'une organisation verticale, c'est-à-dire l'ensemble des conseils ou représentants des conseils d'une même industrie se groupant pour envisager les problèmes de la planification.

J'en termine maintenant. Mon problème n'est pas de soulever l'ensemble des questions du travail en U.R.S.S. mais très précisément :

1° le problème de la gestion ouvrière peut-il se traduire, dans une perspective future, par cette idée de conseils ?

2° M. Frantsev ne pense-t-il pas qu'effectivement la question du travail en U.R.S.S. s'est posée dans les termes d'une industrialisation rapide, dans le cadre d'une économie sous-développée et n'a-t-elle pas impliqué des moyens forcés, qui semblent aujourd'hui en voie de régression ?

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Frantsev.

**M. YOURI FRANTSEV** : p.209 Vous avez fait un exposé très compliqué, et je ne sais pas à quels points je dois répondre. Vous n'avez pas posé de questions mais apporté beaucoup d'affirmations. Et c'est moi qui devrais vous poser des questions.

Je ne sais pas pourquoi vous avez dit que l'industrialisation socialiste, c'est le travail forcé. D'où vient cette affirmation ? Des légendes qui se sont créées pendant la guerre froide. Mais ce n'est pas la réalité. Etudiez l'histoire de ces dernières années et vous verrez qu'on ne peut pas construire avec le travail forcé ; c'est une absurdité sociologique. On peut évidemment édifier la pyramide de Chéops, bien sûr, mais l'industrie moderne avec ce qu'elle comporte de pensée créatrice, on ne peut la construire avec le travail forcé.

J'ai déjà parlé de la gestion des usines par les travailleurs. Il y a beaucoup de formes de participation des ouvriers à l'administration des usines. En ce qui concerne l'expérience yougoslave, puisqu'il y a ici des camarades yougoslaves, ils nous en parleront peut-être. Quant à notre expérience, j'ai dit qu'il y avait des syndicats. Mais pourquoi le syndicat seul exprimerait-il la volonté de la classe ouvrière ? Je n'ai pas dit un mot de cela. Je pense qu'en premier lieu le Parti exprime la volonté de la classe ouvrière. Et puis, nous avons beaucoup d'organisations différentes qui expriment aussi la volonté de la classe ouvrière. J'ai

## Le travail et l'homme

parlé des conseils de production. C'est une forme nouvelle de participation qui peut influencer tout le processus de la production et de la vie quotidienne de l'usine. J'ai parlé en quelques mots des autres organisations, notamment des comités ou des commissions techniques (ces commissions s'occupent du progrès technique).

En plus de cela, il y a l'organisation de la jeunesse. Toutes ces organisations sont représentées dans chaque usine, dans chaque fabrique, dans chaque kolkhoze et leur ensemble forme la participation de la classe ouvrière à l'administration des usines.

J'ai aussi posé la question : l'Etat, qu'est-ce que c'est ? « L'Etat, c'est moi », a dit un des Louis...

**LE PRÉSIDENT** : Le Roi Soleil...

**M. YOURI FRANTSEV** : Nous soviétiques, nous pouvons également dire : l'Etat, c'est moi. Ce n'est pas qu'un bon mot, c'est la réalité. Si vous citez des faits et non des légendes qui se sont créées pendant la guerre froide, vous devrez dire que l'Etat, c'est la classe ouvrière, c'est le kolkhozien, c'est le savant, ce sont les intellectuels aussi.

**M. EDGAR MORIN** : Je vous ai demandé si vous pensiez que c'était une utopie ou une absurdité que la gestion par les conseils ouvriers...

**M. YOURI FRANTSEV** : La gestion des usines par la classe ouvrière n'est pas une utopie, c'est la réalité.

**Mlle JEANNE HERSCH** : p.210 Quand vous dites que tous les citoyens de l'Etat soviétique peuvent dire : « L'Etat, c'est moi », est-ce un dogme ou un principe ?

**M. YOURI FRANTSEV** : C'est la réalité.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jules Moch.

**M. JULES MOCH** commence par plaindre très cordialement M. Frantsev qui doit « joindre une très grande habileté linguistique à une habileté dialectique qui n'est pas moindre », car il est « l'objet de feux convergents ».

## Le travail et l'homme

Cela dit, ce ne sont pas vraiment des questions que je lui poserai. Il connaît d'ailleurs mes opinions. Il sait que sur le plan de la doctrine pure et des principes, je suis près de lui, beaucoup plus près de lui que la plupart de ses contradicteurs, et que je diffère profondément de lui sur les moyens d'appliquer ces principes.

La grosse difficulté à laquelle nous nous heurtons aujourd'hui, c'est que les auteurs soviétiques qui font des exposés sur l'état de leur pays sont inspirés par un tel patriotisme — à la fois patriotisme de classe et patriotisme de nation — qu'ils sont souvent en avance sur les événements ; mais inversement, les voyageurs qui sont allés en Russie soviétique, dans ce pays qui évolue si vite, n'apportent que des impressions qui, au moment où ils les donnent, sont déjà en retard sur les événements.

Entre la vision du travail joyeux, du travail libéré, spiritualisé, que M. Frantsev nous a donnée hier, et qui a étonné un certain nombre de ses contradicteurs, et ce que je vais dire de ce que ma femme et moi avons vu du travail en Russie, il y a cet espace entre l'homme en avance sur les événements et l'observateur dépassé par eux.

Ce que nous avons vu il y a trois ans au cours d'un long voyage en Russie, c'est qu'effectivement il y a une certaine indépendance et une certaine démocratie de l'usine qui contraste singulièrement avec le régime politique. Il suffit, pour s'en rendre compte, de se pencher sur les journaux d'usine qui existent partout ; dans les petites usines, c'est un manuscrit affiché sur un tableau ; dans les moyennes, c'est un journal tiré à la ronéo, et dans les grandes, ce sont des journaux imprimés, distribués à tous les ouvriers.

Or, quiconque sait assez de russe pour suivre ces journaux est obligé de constater qu'il y règne une très grande liberté. On a la liberté de critiquer le contremaître Un Tel qui ne fait pas son métier ; ou l'ingénieur X dont les normes de travail ne sont pas équitables, ou bien qui a des conceptions qui ne plaisent pas à l'auteur de l'article. Du moment qu'on ne met pas le régime en cause, on a une certaine dose de démocratie à l'usine. C'est un point sur lequel je pense que M. Frantsev et moi serons d'accord.

Mais cette démocratie dans l'usine ne s'apparente pas à la gestion ouvrière, à laquelle M. Morin faisait tout à l'heure allusion.

## Le travail et l'homme

p.211 Dans toutes les usines que nous avons visitées — mais je répète qu'il s'agit de constatations faites il y a trois ans dans le temps, et par conséquent, il y a dix ou quinze ans dans l'évolution soviétique étant donné son accélération — nous avons constaté ceci : des directeurs d'usines, nommés par le Gouvernement, par le ministère compétent, ayant une très grande autorité à l'intérieur de leur usine. Nous n'avons remarqué, à l'époque, ni des conseils ouvriers — nous savons qu'il n'en existait pas en pays soviétique —, ni des représentations syndicales jouant un rôle de défense de la classe ouvrière, de combat en sa faveur. C'était bien plutôt des organismes chargés de transmettre les instructions de la direction. Et puis, par-dessus tout — et M. Frantsev sera d'accord avec moi — la toute-puissance à l'usine du Parti communiste, du Parti unique, car il est évident que le directeur de l'usine ne peut pas entrer en conflit avec la représentation du Parti communiste dans l'usine, pas plus d'ailleurs que la direction syndicale. De sorte qu'on peut assez facilement réaliser une démocratisation de l'usine ou un fédéralisme linguistique, comme on le fait dans les différentes républiques, lorsqu'il y a l'armature du Parti unique et de ses méthodes de dictature.

Je dirai qu'il y a beaucoup plus de gestion ouvrière dans deux pays du monde où j'ai vu de la joie au travail ; c'est en Yougoslavie, d'une part, et dans l'Etat d'Israël de l'autre. Nous avons ici des Yougoslaves qui pourront parler beaucoup mieux que moi de ces conseils ouvriers, élus par les ouvriers d'usine, élisant eux-mêmes le directeur. J'évoque en ce moment une usine de tapis dont toutes les ouvrières étaient des femmes. Nous avons parlé longuement avec le directeur qui, provisoirement, était encore nommé par le gouvernement, mais c'était l'évolution vers l'élection, et qui me disait qu'il s'entendait parfaitement bien avec le conseil ouvrier, composé de dix-sept ou dix-huit ouvrières. Actuellement, il y a des directeurs d'usine élus par les conseils ouvriers, eux-mêmes élus par les travailleurs.

Il y a là une participation à la gestion. Je ne dis pas du tout que la Russie n'y arrivera pas, par ses moyens propres. Ce n'est pas le procès de l'U.R.S.S. que je fais en ce moment. Ce que je veux dire, c'est que dans tous les pays où on a fait des nationalisations, que ce soit en France où nous avons nationalisé les chemins de fer, l'aviation, la marine marchande, l'électricité, le gaz, les assurances et les mines de charbon, ce qui déjà représente un pourcentage appréciable, l'expérience est très intéressante au point de vue technique — nous

## Le travail et l'homme

avons doublé notre production d'électricité en quelques années ; elle est très intéressante du point de vue financier ; elle a échoué totalement du point de vue social, parce que l'ouvrier a l'impression qu'il a un patron qui est l'Etat, et que celui-ci est un patron comme les autres. Alors il se met en grève.

Ce n'est pas le cas en Yougoslavie. Ce n'est pas le cas dans les diverses formules d'administration collective d'Israël, et il serait très intéressant pour la suite de nos débats de pouvoir comparer le régime du travail dans ces deux pays au régime soviétique.

Ces remarques sont celles d'un observateur qui s'est toujours efforcé de regarder objectivement votre pays, à qui ses livres sur votre pays p.212 ont valu des témoignages de sympathie venant de chez vous, mais qui est obligé de dire qu'en ce qui concerne la spiritualisation du travail, ou la joie au travail, il pense que vous êtes — et je cherche une formule qui ne vous blessera pas — très en avance sur ce que lui a vu, en retard, il y a trois ans.

**M. YOURI FRANTSEV** : Je voudrais faire une remarque sur ce que M. Jules Moch a dit. Son idée principale, je ne la comprends pas. Qu'est-ce que la démocratie, au vrai sens du mot grec, si ce n'est la gestion, le pouvoir du peuple ? On ne peut détacher, dans la société socialiste, la question de la démocratie de celle de la gestion des usines par les travailleurs. Je ne sais pas pourquoi, chez nous, la démocratie ne serait pas la gestion ? Il y a des critiques dans toutes les usines ; on critique librement les organisateurs, les administrateurs. Ce n'est pas facile d'être administrateur dans mon pays, croyez-moi. Visitez encore une fois l'Union soviétique, Monsieur Jules Moch, pour voir clair dans cette question ; parlez avec les ouvriers comme l'a déjà fait M. Nixon, qui n'est pas socialiste, qui est capitaliste, et vous verrez de vos propres yeux la réalité de la démocratie soviétique et la réalité de la gestion des usines par les ouvriers eux-mêmes.

**LE PRÉSIDENT** : Puisque la situation de la Yougoslavie a été mise en cause tout à l'heure, je prierai M. Lukic, doyen de la Faculté de droit de Belgrade, de bien vouloir nous donner son avis.

**M. RADOMIR D. LUKIC** : Je ferai deux remarques sur l'exposé de M. Frantsev.

## Le travail et l'homme

La première concerne ce qu'il a dit de la désaliénation. Il a surtout parlé des moyens par lesquels on réalise cette désaliénation, qui consiste à rendre les ouvriers conscients du but social et de la valeur sociale de leur travail. Ces moyens sont très efficaces et contribuent beaucoup à ce que le travail, qui était aliéné, et qui par conséquent était une corvée ou une malédiction, devienne un plaisir ou une joie créatrice pour les ouvriers. Mais il convient de dire qu'il existe d'autres moyens d'asservissement ou d'aliénation auxquels on doit parer. Je ne prétends pas du tout que les moyens que nous avons employés en Yougoslavie soient les seuls possibles. Je ne prétends pas non plus qu'ils soient les meilleurs ; qu'ils soient même les meilleurs pour la Yougoslavie. Nous essayons de ne pas être dogmatiques et il semble que ce soit le cas de tous, et non une originalité qui nous soit propre. Mais nous avons exprimé officiellement, dans le programme du Parti yougoslave, qu'il n'y a rien de tellement sacré qui ne puisse être dépassé si on découvre quelque chose qui soit préférable. Il ne s'agit donc pas de dogmatisme mais d'un résultat, résultat provisoire comme tous les résultats humains auxquels nous sommes arrivés dans notre propre pratique sociale.

Nous avons eu, au début, une période de bureaucratisation, d'organisation du travail ou de socialisme administratif, comme nous disons. Et nous avons enregistré pendant cette période de mauvais résultats. <sup>p.213</sup> Nous avons changé de méthode et nous sommes arrivés à une gestion ouvrière qui a donné des résultats bien meilleurs.

Si vous le permettez, je vais vous en donner les principes essentiels.

Le système consiste en ceci, que les ouvriers d'une entreprise, dans les secteurs socialisés — c'est-à-dire dans l'industrie, le commerce, les transports et l'agriculture, bien qu'il y ait, de secteur à secteur, quelques différences sur lesquelles je n'insisterai pas —, lorsqu'ils sont moins de trente, forment à eux tous le conseil d'entreprise ; et s'ils dépassent ce chiffre, ils élisent certains parmi eux qui forment le conseil d'usine ou d'entreprise.

Le conseil d'entreprise constitue un comité de direction dont le directeur est élu par les ouvriers. Le directeur de l'entreprise, à son tour, est élu sur concours par une commission tripartite comprenant des représentants des conseils ouvriers, des syndicats et de l'autorité communale, qui est une autorité étatique, mais décentralisée. En bref, le conseil ouvrier est une sorte de

## Le travail et l'homme

parlement ; le comité de direction est en quelque sorte le gouvernement et le directeur est un agent de l'exécutif, un technicien compétent qui exécute ce que décident les deux organes représentatifs.

Je n'aborderai pas ici la question de l'asservissement par la nature ou par la technique. Mais l'aliénation ou l'asservissement social commence dès que le travail est divisé, et l'aliénation persistera tant que le travail restera divisé. C'est à cet état de chose qu'il faut remédier, si on ne peut le faire totalement disparaître.

En quoi consiste cette aliénation ? Elle est tout d'abord organisationnelle, c'est-à-dire qu'il faut organiser le travail dans l'entreprise et cette organisation peut être confiée aux ouvriers ou aux travailleurs eux-mêmes. C'est ce que nous essayons de faire. Ce qui est essentiel pour le conseil, c'est qu'il décide. Il n'a pas seulement le pouvoir de critiquer celui qui décide ni d'être un organe consultatif auprès de quelqu'un qui décide. C'est le conseil qui organise le travail dans l'entreprise.

Autre point beaucoup plus important : l'ouvrier non seulement peut savoir que son travail a une grande valeur sociale, mais il veut intervenir plus directement dans la détermination du destin de son travail propre. Il veut être en conséquence plus directement représenté dans les organes qui décident du sort de son travail. Bien entendu dans un système de travail socialement divisé, ce n'est pas possible dans l'absolu ; mais dans la mesure du possible, il veut être maître du produit de son travail.

Dans le système socialiste, la propriété n'existe plus ; il est remplacé par une sorte de co-propriété sociale de ce que produisent les ouvriers par leur travail. L'ouvrier ne veut pas seulement produire pour que le résultat de son travail soit donné à la société, pour que la société en décide indépendamment de lui, alors qu'il est représenté dans l'organisation sociale d'une façon indirecte, en tant que citoyen ou comme membre d'un syndicat. Nous cherchons à ce que les ouvriers de l'entreprise soient, dans la mesure du possible, les maîtres de leur production.

Comment cela peut-il se faire ?

p.214 D'une manière assez simple. L'entreprise paie l'impôt pour simplifier les choses ; ensuite, elle est maîtresse de toute la valeur de ce qui a été produit. Si

## Le travail et l'homme

l'usine a agi dans l'intérêt de la société, la société le prouve en achetant sa production. Les travailleurs ont alors beaucoup de revenus. S'ils n'ont pas travaillé d'une façon appropriée, ils auront des déficits mais le produit de la vente est pour eux.

Autre point important : nous avons partout des conseils de producteurs à l'échelon étatique, à commencer par la commune, et pour finir au conseil fédéral de production de l'Assemblée Nationale Fédérale de Yougoslavie. Ces conseils de producteurs sont élus par les ouvriers et par les travailleurs agricoles, membres des coopératives. Mais ces conseils de producteurs ne sont pas directement liés à l'entreprise. Et on discute chez nous de savoir s'il vaudrait mieux lier les conseils de producteurs directement aux entreprises au moyen de délégations ; mais ce système n'est pas encore au point.

Si j'ai pu exposer avec toutes les réserves utiles ce système, il faut cependant dire qu'il fonctionne très bien et que les ouvriers deviennent de plus en plus conscients de ce qu'est une bonne gestion économique. Ils font tout leur possible pour produire le mieux possible du point de vue économique.

Je voudrais encore remarquer que nous avons beaucoup trop discuté dans l'abstrait, et M. Lefranc l'a du reste bien remarqué. Il y a des nécessités historiques, il y a des réalités objectives et il y a même des lois objectives. Un point essentiel à mon avis, c'est que le travail est quelque chose que l'homme n'a pas inventé ; c'est quelque chose qui est venu de sa situation objective dans le monde ennemi qui l'entourait. Et l'homme a réussi, en travaillant, à transformer ce monde, d'une manière telle que nous nous trouvons maintenant devant une révolution qui sera beaucoup plus importante que toutes les révolutions précédentes : la libération à peu près complète du travail par l'automatisation.

Ce à quoi a tendu l'humanité, c'est à libérer l'homme du travail. Mais alors se pose une question fondamentale, à savoir que si le travail a créé l'homme, — et M. Frantsev a rappelé cette idée sans la développer suffisamment, à mon avis — le travail était le moyen d'existence de l'homme, qui a commencé à créer et à se séparer de l'animal par le travail. Par conséquent, s'il veut rester homme, il faut qu'il continue à travailler. Il ne peut pas rester sans travailler, non pas au sens matériel, car nous avons transformé la nature et nous ne sommes plus contraints de travailler, mais si nous ne travaillons pas, je ne sais ce que nous

## Le travail et l'homme

allons devenir, peut-être pas des singes, mais peut-être aussi des monstres...

**M. JULES MOCH** : ... ou des sportifs...

**M. RADOMIR D. LUKIC** : Il y a des phénomènes redoutables qui se produisent dans la société actuelle, dans la mesure où elle commence à ne pas travailler. Nous pensons qu'il faut que l'homme travaille, et il faut peut-être faire une propagande pour qu'il continue à travailler. Or l'homme, je parle de la masse, ne veut pas p.215 travailler s'il n'y est pas contraint. J'évoque ce problème qui, à mon sens, est fondamental.

On a beaucoup parlé des loisirs. Lorsqu'en 1936 Léon Blum forma le premier ministère socialiste après la victoire du Front Populaire, il créa un ministère des Loisirs, dont Léo Lagrange était le titulaire. Et ce fut une occasion de ridiculiser le ministère socialiste ; la bourgeoisie disait : « Comme tous les problèmes ont déjà été résolus, on crée même un ministère des Loisirs... » Ce ministère ne dura pas longtemps, et ce fut une très grande erreur. Comme on institua ensuite la semaine de cinq jours, c'était une anticipation sur le destin de l'homme sans travail.

Le loisir n'est pas une solution, parce que la caractéristique du travail, c'est l'effort qui dépasse les forces humaines et qui, ce faisant, les développe. Tandis que le loisir, c'est l'agréable ; et l'agréable, c'est quelque chose qu'on fait tant que cela ne demande pas d'effort. Par conséquent, le loisir qui est agréable, qui n'exige pas d'effort de l'homme, est quelque chose qui ne peut pas remplacer le travail. L'effort est nécessaire pour que l'homme se développe. Si le loisir ne provoque pas d'effort, il s'ensuit une dégradation physique. On dit que les Américains ne peuvent plus marcher parce que leurs jambes sont faibles. (Il reste un pourcentage de plus en plus réduit de jeunes gens capables de servir dans l'armée.) A la dégradation physique, succède la dégradation intellectuelle, l'abrutissement.

Hegel a parlé de la mort prochaine de l'art. Il nous restait, en effet, l'art, c'est-à-dire l'effort d'atteindre le beau. Non le bricolage. Il nous reste aussi l'espoir d'atteindre l'Himalaya, le désir de créer le grand dans le domaine physique. Mais les sociétés modernes, et même la société socialiste, ont négligé de développer la culture physique ou les sports, de développer, non pas le loisir

## Le travail et l'homme

mécanisé et répétitif, qui ne donne rien, mais toutes les activités qui nécessiteront ce grand effort qui humanise l'homme plus encore, pour qu'il ne se déshumanise pas.

**M. YOURI FRANTSEV** : Il s'agit là d'un exposé et je ne puis y répondre. Il faudrait ouvrir une large discussion, mais tel n'est pas l'objet de notre entretien.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Campagnolo.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : J'aurais voulu poser deux questions à M. Lukic.

J'ai eu l'impression, d'après la description qu'il a faite de la solution du problème de la participation directe de l'ouvrier à l'entreprise, qu'on risque de créer des centres sans liaisons entre eux, c'est-à-dire des entreprises qui ont pour objectif principal leur prospérité particulière, sans se soucier beaucoup de la prospérité de l'ensemble. Y a-t-il un organe pour coordonner toutes ces entreprises ? Dans ce cas, on courrait le risque, qui n'en serait pas un à mon avis, d'une intervention extérieure aux entreprises, c'est-à-dire d'une direction qui serait forcément politique.

p.216 Mon autre question porte sur un point que vous avez touché très opportunément, me semble-t-il, celui des loisirs. Il y a cependant un malentendu. Il faudrait revenir sur la notion essentielle de travail. Je me garderai bien, sachant combien d'hommes n'ont pas encore à manger à leur faim, de croire que nous risquons de ne pas avoir assez de travail. Si la solidarité était quelque chose de sensible, je crois que nous aurions devant nous un programme de travail immense pendant encore des dizaines d'années, peut-être des siècles. Mais nous pouvons, par l'esprit, dépasser ce stade et arriver beaucoup plus loin, au jour où l'homme ne serait plus poussé à travailler par une nécessité matérielle.

Mais vous reprenez toute entière la question : s'il était vrai que l'homme travaille sous la pression d'une nécessité matérielle, le travail serait toujours haïssable. On ne pourrait pas parler d'un travail humain. Nous serions toujours des serfs, serfs d'une nécessité naturelle, et c'est justement ce que nous ne voulons pas être. Comment ne pas l'être ? A la seule condition que nous trouvions que vraiment le travail est humain par essence. Travailler, ce n'est

## Le travail et l'homme

pas atteindre un but extérieur, c'est se réaliser soi-même. Or, quelles que soient vos conditions de vie, la facilité matérielle ou la difficulté, il vous reste toujours la même possibilité d'être vous-même par le travail. Par le travail des champs s'il faut faire pousser des produits alimentaires ; par le travail intellectuel... Mais quand vous aurez pleine conscience que l'essence même de vous, homme, c'est le travail, vous saurez pleinement que vous pouvez le remplir.

S'il est vrai que le loisir est une bonne chose, le travail est nécessairement une chose mauvaise... Si dans le travail je ne trouve pas la possibilité entière de la réalisation de ma personnalité, le travail est quelque chose de déficient, d'incomplet. Si, au contraire, je trouve dans le travail la plénitude de mes possibilités humaines, je n'ai rien besoin d'ajouter à ce travail. Du moment que vous reconnaissez vraiment que l'essence humaine est l'activité qu'on appelle travail, mais qu'on pourrait demain appeler autrement, vous n'avez pas besoin de créer une opposition entre le travail et le loisir. Cette opposition est née du fait qu'en réalité, nous n'avons pas résolu dans la société le problème du travail et que le travail, quoiqu'on dise, reste une chose détestable, haïssable. Et le loisir est là pour rétablir l'équilibre de notre existence et nous permettre de continuer à travailler.

Le grand effort de la société socialiste vise précisément la suppression de ces conflits ; si je suis entièrement maître de mon activité, je n'ai aucune raison de la scinder en deux catégories.

**M. RADOMIR D. LUKIC** : Vous avez totalement raison dans votre première question. Malheureusement, rien n'est parfait dans le monde, pas davantage dans le monde socialiste, et nous nous trouvons entre deux extrêmes. Le contrôle central étatique est dangereux, et la décentralisation à outrance, c'est-à-dire la propriété privée de l'entreprise, de nature capitaliste, est selon nous néfaste. Il faut en conséquence trouver un moyen terme, qui comporte évidemment des imperfections.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : p.217 C'est un compromis provisoire.

**M. RADOMIR D. LUKIC** : Comme toute la vie, tout est compromis..

**M. DUSAN MATIC** : Il y a aussi la commune...

## Le travail et l'homme

**M. RADOMIR D. LUKIC** : Il y a l'Etat, la commune et toutes ces organisations dont a parlé M. Morin. Mais ce n'est pas de cela que j'ai voulu parler.

**LE PRÉSIDENT** : Nous discutons pour le moment de la conférence de M. Frantsev, et non de l'exposé de M. Lukic, qui a été un intermède.

**M. RADOMIR D. LUKIC** : J'en ai terminé avec la première question qui m'a été posée.

La seconde se rapporte au problème qu'a évoqué M. Frantsev, problème central de toutes nos discussions.

Le travail se caractérise par deux éléments : l'effort, et par conséquent la contrainte, car jusqu'à présent on n'envisageait de faire d'effort que si l'on y était contraint. C'est pourquoi le loisir ne développe pas l'effort. Face à la contradiction entre le travail et le non-travail, je plaide pour un développement des activités qui ne seront pas le travail, où il y aura effort sans la contrainte, et j'ai donné quelques exemples des directions dans lesquelles on peut aller.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à Mlle Rey, docteur en médecine.

**Mlle PAULE REY** : J'ai un problème particulier à poser à M. Frantsev.

Il s'agit du travail féminin et de la motivation du travail chez les femmes. Mais avant de poser ma question, j'aimerais exposer la situation telle qu'elle existe en Suisse.

En Suisse, nous avons diverses entreprises qui emploient du personnel féminin, et même du personnel féminin en majorité. Et nous constatons que ce personnel féminin est peu ou pas du tout qualifié.

Dans les entreprises où j'ai travaillé, il est impossible à une femme d'accéder à un poste de contremaître, et il va sans dire que les femmes ne possèdent pas la qualification nécessaire pour avoir des postes de mécaniciens ou de contrôleuses.

J'aimerais examiner les raisons de cette non qualification du travail féminin en Suisse.

A mon avis, les causes suivantes sont à noter.

## Le travail et l'homme

En Suisse, les femmes vont à l'usine pour gagner leur vie ou pour compléter le salaire de leur mari. Elles y entrent donc sans qualification et sont utilisées, la plupart du temps, à des travaux répétitifs très simples, qu'on apprend très rapidement.

Il y a deux catégories de femmes dans l'industrie suisse, comme dans la vie : les femmes célibataires, ou plus largement les non mariées, et les femmes mariées, et ces deux catégories de femmes posent des problèmes différents.

p.218 Les femmes célibataires dans l'industrie suisse considèrent leur situation dans l'entreprise comme provisoire, le mariage leur paraissant une solution définitive ; le mariage, pas forcément le mari... Le travail ne les retient pas par son contenu, mais parce qu'il leur apporte une indépendance financière. Donc, ce qu'elles demandent à leur travail, c'est de les valoriser non pas comme productrices, mais comme consommatrices.

Par contre, les femmes mariées, elles, travaillent généralement pour compléter le salaire de leur mari, soit que ce salaire soit insuffisant parce qu'il y a des enfants, soit qu'elles tiennent à avoir plus de confort. Là encore, un changement économique survenant dans la situation familiale est le principal motif à l'abandon ou à la reprise du travail.

L'absentéisme et l'instabilité du personnel féminin présentent un caractère tout à fait typique. J'ai eu l'occasion de faire une enquête sur l'absentéisme dans une grande entreprise suisse — il s'agit d'une fabrique en série de pièces d'horlogerie. Cette enquête confirme en tous points ce que je pensais déjà à ce sujet : l'absentéisme féminin est plus élevé que l'absentéisme masculin. Même pour la maladie. Mais cette image de l'absentéisme est caractérisée par une proportion d'absents beaucoup plus élevée pour les femmes mariées que pour les femmes non mariées, indépendamment des charges familiales des femmes mariées. On constate de plus que la main-d'œuvre féminine est plus instable. Les femmes quittent volontiers leur travail. Pourquoi ? Encore pour des raisons familiales et non pour des raisons de travail.

Les ouvrières suisses rencontrent de faibles encouragements à poursuivre leur travail, et surtout à se qualifier. Et cela crée un véritable cercle vicieux. Les femmes étant considérées comme peu qualifiées, comme instables, on cherche peu à développer la promotion féminine dans les entreprises. D'autre part, on continue à leur donner des salaires plus bas que ceux des hommes. En outre,

## Le travail et l'homme

les femmes n'ont de motivation de travail que dans leur vie affective, dans les difficultés économiques comme dans leur vie familiale, et non dans le travail lui-même.

J'aimerais que M. Frantsev me dise si la situation des femmes en U.R.S.S. ressemble à celle qui existe en Suisse ; si l'absentéisme féminin est plus grand ; s'il y a davantage d'instabilité chez les femmes que chez les hommes et si les motivations d'ordre social et moral dont il nous a parlé suffisent à donner aux femmes une certaine stabilité dans le travail.

**M. YOURI FRANTSEV** : Chez nous, les femmes comme les hommes ont des devoirs et des droits égaux. Egalité de salaires. Il n'y a pas chez nous de salaires différents pour les femmes.

Quant à la question de savoir si, dans certaines industries, les femmes sont en majorité, c'est aussi le cas chez nous, notamment dans les industries d'alimentation, dans les services de santé, dans l'enseignement, où nous avons respectivement : 83, 85 et 68 % de femmes. Pour l'ensemble de l'économie nationale, nous avons 40 % de femmes ; dans l'industrie, 40-45 % ; dans le bâtiment 30 %. Les femmes comme les hommes peuvent choisir leur profession selon leurs capacités, leur instruction et leurs aptitudes physiques.

**LE PRÉSIDENT** : p.219 A ce propos, les voyageurs qui vont en U.R.S.S. sont frappés de voir des femmes faire des travaux qui chez nous sont réservés aux hommes. Vous dites vous-même qu'il y a des femmes dans le bâtiment. Cela nous étonne, car dans nos pays, ce sont les hommes qui sont chargés de ces travaux.

Pourriez-vous nous donner quelques indications à ce sujet ?

**M. YOURI FRANTSEV** : Je dois rappeler que nous avons eu la guerre et des millions de tués. S'il arrive que des femmes fassent des travaux qui sont habituellement exécutés par des hommes, cela tient à la guerre.

**LE PRÉSIDENT** : Est-ce que le pourcentage de femmes a tendance à diminuer dans ces différentes branches ?

## Le travail et l'homme

**M. YOURI FRANTSEV** : Bien sûr, et la tendance générale est de liquider complètement le travail nuisible pour la santé des hommes et des femmes.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. André Ziemiński.

**M. ANDRÉ ZIEMIŃSKI** : Mon intervention se rapporte à la gestion ouvrière. Je n'exposerai pas des vues théoriques. J'ai lu un très beau livre qui s'appelle : *La réalité dépasse la fiction*, et je pense que la réalité dépasse aussi l'utopie, l'utopie platonicienne. Marx était un utopiste, et certains marxistes sont des utopistes.

J'ai écouté la conférence de M. Lefranc, qui a parlé de l'échec misérable des conseils ouvriers en Pologne. Je pense que c'est seulement l'échec d'une utopie, aujourd'hui dépassée.

Que se passe-t-il maintenant ? N'y a-t-il plus de conseils ouvriers ? Il y en a. Ils travaillent, mais dans l'industrie moderne il est nécessaire que les décisions prises dans le cadre d'une entreprise soient contrôlées, ainsi que l'a indiqué M. Lukic.

Je vais vous donner un exemple. Nous avons maintenant des chantiers navals, alors que nous n'en avons pas avant guerre. Un chantier naval doit être en rapport avec deux cents autres entreprises, et il est très compliqué pour un conseil ouvrier de superviser l'ensemble de la collaboration industrielle (collaboration horizontale et verticale). Quelle est alors la solution ? Je pense que la solution réside dans une recherche de compromis dans les conflits — le langage marxiste moderne parle de conflits et non d'antagonismes — qui naissent entre les divers besoins que suscite l'industrie moderne (besoins ouvriers, besoins des techniciens, une certaine logique de développement économique, etc.). Je ne crois pas aux solutions absolues. Il est impossible de diriger un système industriel au moyen de décisions générales ; il faut des décisions empiriques, concrètes. Il y a souvent des conflits difficiles à résoudre. Je pense que la sociologie moderne — non celle qu'on a développée en Amérique — peut, au moyen de recherches, d'études, contribuer à la p.220 solution des conflits dans les industries. Les conceptions socialistes doivent être basées sur les résultats de recherches sociologiques. Nous ne sommes pas encore arrivés, en Pologne, au point de pouvoir dire que nous avons des

## Le travail et l'homme

résultats enthousiasmants. Il n'y a pas d'euphorie. Néanmoins, je ne suis pas pessimiste. Personne ne croit plus en Pologne, dans le domaine de la gestion ouvrière, à une solution générale, universelle et disons-le franchement platonicienne.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jaccard.

**M. PIERRE JACCARD** : Je voudrais revenir sur un des aspects de la conférence du professeur Frantsev, qui porte sur l'instruction et l'éducation. C'est peut-être l'un des aspects les plus importants du problème contemporain de l'homme et du travail.

Nous savons tous — et on nous a donné des chiffres — que ce développement de l'instruction de la masse est considérable en Union soviétique, et constitue un des éléments les plus positifs de l'expérience soviétique.

Je me hâte d'ailleurs de rappeler que si nous avons été, nous, dans les démocraties européennes occidentales, très en retard dans cette voie-là, qui est une des voies de libération du problème du travail, l'initiative en revient néanmoins aux ancêtres de nos pays d'Angleterre et de France. Au moment où la révolution industrielle a commencé, Adam Smith a dit : « Du moment où l'ouvrier est abêti par la mécanisation de ses gestes, il est capital qu'une instruction soit donnée à cet ouvrier pour compenser cet abêtissement. » Et l'une des grandes vertus du socialisme français du XIX<sup>e</sup> siècle, dont je disais l'autre jour qu'il était si clairvoyant et si lucide, a été d'insister sur l'importance de la formation scolaire et professionnelle de l'ouvrier. Et il a mis pendant longtemps, jusqu'en 1871, son espoir dans l'instruction ouvrière.

Après, ce fut un échec. Mais il y a eu les Etats-Unis. Eux aussi, avant l'Union soviétique, ont compris que par cette instruction, cette éducation des masses, on fonderait la société du travail de demain.

Pourquoi ? Parce que, comme l'a dit Adam Smith, cette éducation, cette instruction a un pouvoir de compensation. Il faut donner un intérêt à la vie, un intérêt à la journée du travailleur. L'épanouissement de la personnalité par le travail se trouve considérablement enrichi par l'association de l'instruction et du travail.

## Le travail et l'homme

Il faut dire aussi que si, il y a cent ans, la plupart des travailleurs n'avaient guère besoin d'instruction, aujourd'hui et demain le travailleur en aura grand besoin, car le travail est en train de s'intellectualiser. Fourastié l'a dit, et d'autres avant lui ; la vie sociale, professionnelle s'intellectualise et il faut adapter aujourd'hui le monde des travailleurs aux nécessités techniques de demain.

Si cette intellectualisation est le grand espoir du XX<sup>e</sup> siècle, cet espoir est aussi un danger. Cela étant, quel genre d'instruction, quel genre d'éducation allons-nous donner à la masse des travailleurs ? Sera-ce une instruction purement technique, purement professionnelle, ou bien une instruction générale, une instruction de culture ?

p.221 Ici, un élément m'inquiète, et suscite ma question : en étudiant les statistiques soviétiques sur l'éducation au cours de ces dernières années, je constate que le nombre des diplômés dans les écoles d'ingénieurs a doublé depuis 1952-55, et qu'en même temps le nombre des diplômés dans les anciennes universités et dans les instituts pédagogiques et culturels a diminué de moitié, c'est-à-dire qu'en 1955 il y avait 67. 000 ingénieurs diplômés au lieu de 30.000 quelques années auparavant, alors que dans les anciennes disciplines de culture, où il y en avait 67.000 en 1950, il n'y en avait plus que 30.000 en 1955. Je me base sur les chiffres officiels publiés par l'annuaire soviétique de 1956.

C'est cette tendance-là qui me ferait craindre que l'éducation soit reprise par l'idéologie et qu'elle ne serve peut-être pas l'homme comme elle devrait le faire.

**M. YOURI FRANTSEV** : Il convient de souligner qu'en U.R.S.S. l'instruction est gratuite. D'autre part, l'ouvrier peut faire des études supérieures sans perdre ni son travail, ni son salaire. Il y a des facultés qui ont des cours du soir, des cours par correspondance. En vue de la préparation des examens, l'ouvrier obtient un congé payé. Le jour de l'examen, sa journée lui est également payée, comme s'il travaillait.

Quant aux chiffres que vous avez cités, je ne pense pas qu'ils soient exacts. Il faut aussi savoir que dans toutes les écoles supérieures techniques de l'U.R.S.S. on enseigne largement les sciences sociales les plus importantes. Je me rappelle qu'il y a trente-cinq ans j'étais professeur de philosophie dans un

## Le travail et l'homme

Institut technique et les étudiants de cet institut suivaient des cours de philosophie et d'économie politique, deux disciplines fondamentales. Nous avons ouvert un concours en vue de la rédaction d'un manuel populaire de philosophie. J'étais membre du jury et nous avons reçu beaucoup de manuscrits faits par des ingénieurs, et je vous assure que c'était très intéressant pour nous, philosophes.

Je ne redoute pas que le chiffre des ingénieurs s'accroisse.

**LE PRÉSIDENT** : J'aurais encore beaucoup d'autres questions à poser à M. Frantsev. J'aurais voulu lui parler de la situation des artistes dans les pays communistes, mais il m'a répondu que ce n'était pas sa partie, alors je ne veux pas l'ennuyer. D'autre part, nous l'avons littéralement bombardé de questions hier matin et cet après-midi. Il ne faut pas qu'il rentre dans son pays totalement accablé...

**M. YOURI FRANTSEV** : Je ne regagne pas mon pays, je pars pour Milan où j'assisterai au Congrès international de sociologie.

**LE PRÉSIDENT** : S'il n'y a plus de questions importantes à poser, je me bornerai à conclure ce débat en remerciant vivement les interpellateurs et M. le professeur Frantsev qui a vaillamment tenu tête à ses contradicteurs.

@

### TROISIÈME ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par M. Antony Babel

@

**LE PRÉSIDENT** : p.223 Je déclare cet entretien ouvert et donne la parole tout d'abord à M. Erard.

**M. MAURICE ERARD** : Nous avons entendu hier pour la première fois un exposé sur le travail défini d'une façon extrêmement précise. Jusqu'à présent, il y eut passablement de glissements de sens. On a parlé du travail en tant que situation du travailleur, que rapport de classe, que condition du travailleur dans la société moderne. Ici, nous avons au contraire un domaine bien circonscrit.

L'aspect humain du travail a été mis au premier plan par M. Armand et il fut extrêmement agréable, dans la ville de Sismondi, d'entendre affirmer que le progrès technique ne devait pas être envisagé uniquement dans ses aspects indirects, positifs : l'amélioration du niveau de vie, mais aussi dans ses aspects directs, qui sont en fait négatifs : la suppression des emplois d'une part, et la monotonie du travail d'autre part. En effet, Sismondi, contre Ricardo, on le sait, montrait bien qu'à entendre ce dernier il semblerait qu'on n'aurait plus qu'à souhaiter que le roi d'Angleterre, seul dans son île, en tournant une manivelle, fasse tout le travail de l'Angleterre. Ici, M. Armand a bien dit que les répercussions du progrès technique sont à envisager au premier chef pour la classe ouvrière. Les processus qualification-disqualification deviennent extrêmement rapides. Ceux qui ont appris un métier ne sont pas du tout sûrs qu'ils pourront l'exercer. Il nous a donné l'exemple des géologues, et nous savons que chez nous la même question se pose au sujet des physiciens. Il me souvient qu'à la Nouvelle Société Helvétique, récemment, seul le professeur Stuki a osé affirmer que nous aurons trop de physiciens d'ici cinq ans, mais que par contre nous manquerons d'ingénieurs électriciens et mécaniciens.

p.224 Il y a donc, a dit M. Armand, une responsabilité de la collectivité. L'homme se prépare pour la vie et pour rendre service à la société, mais si la

---

<sup>1</sup> Le 8 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

société ne peut pas l'employer, elle lui doit une contre-prestation.

On voit déjà comment certaines entreprises admettent qu'elles ont à former dans une spécialité bien définie les jeunes gens qui sortent des écoles. Elles exigent d'eux une formation générale, et c'est à elles de les former dans leur spécialité. De nombreuses entreprises s'occupent également du perfectionnement des employés ; des cours sont organisés sous l'égide de l'A.E.P., en particulier.

Je demanderai donc à M. Armand de préciser ce qu'il entend par la responsabilité de la collectivité vis-à-vis des travailleurs.

**M. LOUIS ARMAND** : Je crois en effet que cette question méritait d'être posée. J'ai parlé de la responsabilité de la collectivité, et j'aurais même dû dire « des » collectivités car il s'agit bien d'un ensemble de responsabilités. Il y a des responsabilités à l'échelle de l'entreprise, il y a des responsabilités à l'échelle de la profession et il y a des responsabilités à l'échelle de l'Etat. Dans mon esprit, ceci représente un peu une chaîne d'assurance et de réassurance. C'est lorsque chacune des collectivités aura pris conscience de sa responsabilité propre que l'ensemble de la chaîne sera supportable. Il est évident que si l'on ouvrait un débat sur ce sujet, on s'apercevrait que la solution qui consiste à tout faire reposer sur l'Etat est impossible. Le problème à étudier à divers niveaux serait donc de répartir la responsabilité qu'a en particulier l'entreprise de former des hommes susceptibles d'être utilisés dans les conjonctures diverses qu'elle doit envisager.

Les professions, puisqu'elles sont organisées sur le plan national ou sur un plan élargi, doivent prévoir, et non jouer l'optimisme pour l'optimisme en disant que tout ira toujours très bien. Prenons, par exemple, l'industrie du cuir qui se trouve placée devant des problèmes considérables. Les responsables du cuir se réunissent périodiquement pour défendre l'industrie du cuir, et on le conçoit. Mais il faudrait qu'à huis clos, par un examen prospectif de l'industrie du cuir, on cherche à savoir si, dans tel ou tel cas défavorable aux affaires du cuir, il n'y aura pas un problème ouvrier, et qu'on y pense d'avance pour poser le problème. Je pense que c'est ce qui se fait. Ensuite, l'Etat, au dessus des professions, doit pouvoir intervenir lorsqu'on se trouve devant des situations particulièrement délicates.

## Le travail et l'homme

L'Etat, d'autre part, a une large responsabilité lorsqu'il s'agit d'orienter certaines activités. Dans divers pays, on organise parfois de véritables croisades, dans lesquelles les administrations, la presse, tout le monde intervient pour que des jeunes gens s'orientent vers telle ou telle profession ; ensuite cette profession se trouve bouchée... Ainsi les responsabilités se succèdent en chaîne.

Je me permettrai donc de répondre, pour être précis, que le moment est venu de prendre ces responsabilités, aux échelons successifs des collectivités, et que c'est en répartissant ces responsabilités entre les diverses collectivités que se fera l'association, d'une part des possibilités <sup>p.225</sup> de progrès techniques, d'autre part d'une formation professionnelle plus souple.

**M. GABRIEL WIDMER** : Qui dit prospective, dit, comme l'a fort bien montré le conférencier, travail de l'imagination, mais aussi désir de réaliser les projets que l'imagination conçoit.

Parmi ces projets, il en est un qui a été présenté hier soir, celui de la formation de nouvelles communautés. Ces communautés, qui ne seront plus à l'échelle nationale ni à l'échelle des pays, mais à l'échelle des peuples qui constituent l'Europe, comment les envisager ?

M. Armand, hier soir, a parlé d'une façon concrète des conditions d'apparition de ces communautés, conditions économiques, nous a-t-il dit, et qui impliquent des niveaux d'organisation du travail semblables dans les différents peuples qui sont appelés à s'associer.

Je lui poserai une question précise mais qui, je le sais, est d'une étendue considérable. Est-ce que la formation de telles communautés n'implique que des facteurs économiques et sociaux, ainsi indissolublement liés ? N'implique-t-elle pas aussi des conditions d'ordre culturel ? Qu'entendons-nous par là, sinon d'une part l'histoire constitutive de ces nations en voie de former de nouvelles communautés — histoire qui peut être dissemblable, qui peut avoir des périodes d'affrontement, donc des histoires divergentes. Et n'y a-t-il pas, d'autre part, des facteurs linguistiques, formateurs de mentalités très diverses ? Je pense ici à des mentalités telles que les mentalités germaniques, en face des mentalités latines. Facteurs, donc, historiques, facteurs linguistiques, avec toute la philosophie que comporte le langage, et peut-être enfin des facteurs religieux,

## Le travail et l'homme

parce que nous ne pouvons pas dissocier les collectivités ouvrières du milieu dans lequel elles sont nées.

Que faites-vous de ces différents facteurs dans l'apparition d'une nouvelle communauté ? Quel est leur rôle dans cette apparition ? Telle est la question que je voudrais vous poser.

**M. LOUIS ARMAND** : Cette question a une réponse très simple, c'est qu'on ne peut absolument pas, en effet, dans ces communautés, ne pas tenir compte largement des facteurs dont vous venez de parler.

Ce que j'ai voulu dire hier, c'est que ces données sont une condition nécessaire pour la constitution des nouvelles unités ; je n'ai pas dit que cette condition nécessaire était suffisante et qu'elle remplaçait les autres.

Je précise ma pensée. Il ne faut pas se faire d'illusions. Il n'y aura pas de vraie communauté s'il n'y a pas une espèce d'équilibre social qui, à mon avis, est défini par une certaine unité du concept du travail et de la responsabilité de la collectivité vis-à-vis des travailleurs. C'est un peu, si vous voulez, comme avant de coupler les alternateurs des différentes centrales de la Suisse : il faut vérifier qu'à ce moment-là les alternateurs fournissent du courant de même tension ; sinon ils ne travaillent pas en commun et l'un vide l'autre.

p.226 Ensuite, il y a d'autres conditions à réaliser, et ce ne sont pas les moindres. C'est ce que j'ai voulu indiquer, et je dois vous dire que parmi ceux qui ont choisi, pour constituer ces communautés, la voie économique, nombreux sont ceux qui ont pensé aux facteurs dont vous parlez ; et je vous rappelle en particulier qu'à l'échelle de l'Europe des Six, les textes des traités prévoient la création d'une université européenne. Or, vous savez quel est le vieux sens du mot université : c'est avoir les yeux tournés vers toutes les connaissances, et associer les maîtres et les élèves. C'est donc bien chercher à faire naître les facteurs communs culturels sur lesquels vous venez à juste titre d'attirer l'attention.

Je peux donc répondre à votre question en disant que les technocrates éclairés, ceux qui veulent bien s'éclairer par l'humain, accepter la lumière de l'humain et non pas simplement les calculs, ont bien pensé que nous ne pouvions pas mêler toute cette Europe sans penser à ce qui l'avait divisée.

## Le travail et l'homme

Dans cette université, que pensons-nous qu'il faille enseigner ? Il faut se souvenir de ce qui a été hier, mais surtout insister sur ce que peut être demain. Quand on prend les questions une par une, on s'aperçoit que les différences d'hier peuvent, dans beaucoup de cas, diminuer demain. C'est là le sens de l'effacement de ces différences, qui existent, et dont vous venez de parler.

**M. LÉO MOULIN** : En tant que sociologue, je suis parfaitement d'accord avec ce que M. Armand a dit de la civilisation des techniciens.

Notre civilisation est essentiellement technicienne, et nous ne pourrons jamais résoudre les problèmes en niant cette particularité de notre civilisation. C'est peut-être en accélérant le rythme des découvertes, en créant ainsi un grand nombre d'inadaptations, que nous trouverons des solutions plus heureuses. Comme je suis d'accord avec l'orateur, je n'insisterai pas.

Ce qui m'intéresse, ce sont les conséquences de cet état de chose pour le monde du travail.

Remarquez que M. Louis Armand, cédant ainsi à la tentation de beaucoup de techniciens ou de technocrates en puissance ou explicites, n'a pas parlé des travailleurs intellectuels. On dirait que les problèmes ne se posent que pour les travailleurs industriels et pour les employés. Il y a des problèmes tout aussi graves, et même plus graves encore, pour les travailleurs intellectuels, pour les postes de direction.

Il est évident que le travailleur de l'industrie ou que le travailleur de bureau est insatisfait. Je ne suis pas que sociologue et professeur, ce qui pourrait m'isoler dans une tour d'ivoire ; j'ai l'avantage de travailler dans une communauté de 2.500 personnes où je commande à des ouvriers et à des employés, à des fonctionnaires subalternes et autres. J'ai donc, je crois, une connaissance directe des réactions de l'être humain devant ses conditions de travail.

C'est un fait que le travailleur d'aujourd'hui est mécontent, et spécialement l'employé ou le fonctionnaire subalterne. Il n'est pas <sup>p.227</sup> satisfait de son travail, ou plutôt il n'est pas satisfait de travailler. Certes, il y a les conditions objectives de vie. Je visite chaque année deux ou trois usines dans des industries différentes : les conditions objectives de travail n'y sont guère exaltantes. (Je demanderai d'ailleurs au passage au technicien qu'est M. Louis Armand de réfléchir à un problème que les techniciens ne semblent pas vouloir aborder :

## Le travail et l'homme

l'existence du bruit, de la chaleur, de la saleté, de l'odeur dans les usines modernes est une chose pour moi inconcevable. Nous avons inventé des choses extraordinaires, entre autres les missiles ou la bombe atomique, mais nous ne parvenons pas à diminuer cette impression de baignade effroyable qui se dégage des usines modernes ou des usines les moins modernes peut-être, en raison du bruit et de la chaleur.)

Outre ces conditions objectives, qui paraissent intolérables à ceux qui visitent une usine, aux intellectuels, à tous ceux qui n'y sont pas habitués, il y a des conditions subjectives de mécontentement et d'insatisfaction.

Une part des idéologies actuelles qui contribuent à promouvoir la dignité des travailleurs, contribue également à créer en eux un sentiment de mécontentement permanent. Un exemple : la conception que nous nous faisons du travail. Aujourd'hui le travail, même chez les chrétiens qui sont, de nos jours, très souvent laïcisés en profondeur, n'a plus la signification traditionnelle d'une épreuve voulue par Dieu. Ce n'est plus que la triste nécessité de faire quelque chose pour gagner sa vie, pour vivre.

De même la notion d'égalité. Nous avons exalté la notion d'égalité, ce qui est juste et valable. Mais il est évident que pour la simple dactylo, il y a quelque chose de scandaleux à se dire que le directeur gagne dix ou vingt fois plus qu'elle. Elle met l'accent, comme toute notre société, sur l'égalité. Elle oublie ce qui différencie essentiellement les hommes et ne voit que son travail : elle fait huit heures de travail par jour, alors que le directeur, arrivé à 10 heures, repart à 11 heures. Elle oublie que c'est un travail qualifié. La société moderne a tellement insisté sur l'égalité, qu'on ne peut plus faire comprendre à l'employé courant qu'il y a des inégalités, non seulement fonctionnelles, mais essentielles.

Un dernier point : la notion de liberté. On a tellement mis l'accent sur la liberté, qu'aujourd'hui les jeunes employés n'arrivent plus à se soumettre à aucune forme de discipline. La discipline est devenue une chose en soi intolérable. Mon père, qui était cheminot, trouvait normal d'arriver à l'heure pendant quarante ans, sans avoir été malade une seule fois. Aujourd'hui, les jeunes trouvent anormal de ne pas arriver en retard une ou deux fois par mois. Il faut employer des mesures draconiennes : pointage, punitions, etc... pour obtenir que la ponctualité, qui est une des bases de cette civilisation technique, soit observée par des gens qui n'y croient plus.

## Le travail et l'homme

Il y a également le malthusianisme syndical, cette espèce d'opposition latente des syndicats, qui utilisent les réponses du XIX<sup>e</sup> siècle pour répondre aux problèmes qui se posent au XX<sup>e</sup> siècle, qui empêchent<sup>p.228</sup> l'adaptation des travailleurs, ou qui ne se préoccupent même pas des conditions d'adaptation des travailleurs, qui ne voient le problème que sous l'angle salaire et heures de rendement.

Enfin, il faudrait tenir compte de ce fait psychologique, que tous ceux qui ont fait des enquêtes sur la classe ouvrière notamment et sur les travailleurs connaissent bien, à savoir le conservatisme profond et essentiel des travailleurs qui ne veulent pas s'adapter, pas plus qu'ils ne veulent goûter quelque chose qu'ils n'ont jamais connu.

Il faut tenir compte de ces trois éléments : la part d'idéologie qui empêche l'homme de s'adapter aux conditions actuelles du travail ou qui crée un sentiment d'insatisfaction ; la part de malthusianisme syndical qui ne contribue pas à insérer la classe ouvrière dans la communauté ; le conservatisme de la classe ouvrière.

Il y a un dernier point sur lequel je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. A force de dire : il y a une part de monotonie, de « fastidium », dans le travail, on attire l'attention plus encore qu'on ne le devrait sur le caractère pénible du travail. Or, il faudrait le dire clairement et ouvertement, quel que soit le métier que l'on fait, quelles que soient les conditions de travail, il y a partout une part de « fastidium ». Y en a-t-il un parmi nous qui n'a pas 80 % de besogne fastidieuse à faire avant d'arriver au 20 % de création, d'imposition de ses idées ? Nous en sommes tous là. Il est impossible d'avoir un métier où l'on fasse toujours des choses nouvelles, où l'on soit heureux de vivre, où l'on connaisse la joie au travail. Il faut le dire aux hommes. C'est une condition nécessaire de bonheur après les heures de travail. Il faut dire que le travail est fait d'une part d'ennui, d'épreuve, que nous payons pour être heureux dès que nous en avons fini avec ce travail fastidieux, si tant est que ce travail soit toujours et nécessairement fastidieux.

**M. LOUIS ARMAND** : Je ne pourrai pas répondre, bien sûr, à tous ces problèmes, qui sont les têtes de chapitres des grands problèmes du travail.

Premier point : les techniciens ne s'occupent pas du bruit, de la saleté, des conditions de travail.

## Le travail et l'homme

Je ne sais pas dans quelle industrie ces enquêtes ont été faites. Je vous dirai que j'ai l'impression inverse. Depuis quelques années en France, et nous avons organisé des quantités d'enquêtes sociologiques à ce sujet, les progrès ont été au contraire considérables. Il y a maintenant un contraste net entre les réalisations modernes et ce qui n'a pas pu être refait. Il est bien évident que l'on n'a pas refait toute la sidérurgie, mais la tranche nouvelle de création industrielle est allée très vite et offre dans le travail un confort général souvent supérieur au confort dont l'ouvrier jouit chez lui. On ne peut pas tout supprimer. D'ici que les hauts fourneaux soient propres, il faut du temps. Il n'est pas impossible, d'ailleurs, que la sidérurgie à base de gaz, qui pointe à l'horizon, soit infiniment plus propre que le haut fourneau, c'est-à-dire que la fameuse chaîne mine-houille-cockerie-haut fourneau, qui est une chaîne sale et chaude soit remplacée par un forage propre, des robinets, p.229 et un four automatique. Mais on ne peut pas demander au technicien, tout d'un coup, de supprimer les hauts fourneaux sous prétexte qu'en effet ils ne correspondent plus au confort actuel. C'est la réponse que l'on me permettra de donner.

Si je n'ai pas abordé le problème du travail intellectuel c'était pour rester dans le délai d'une heure et pour garder l'aspect de flash que j'ai donné à ma causerie. Le travail intellectuel est certainement un de nos grands soucis. M. Moulin a d'ailleurs raison d'insister. On aurait beaucoup étonné les gens d'il y a cinquante ans si on leur avait dit qu'il y avait un problème des travailleurs intellectuels, puisque, par définition, à l'époque, le fait d'être un intellectuel transformait le travail en joie. Par conséquent, voilà bien une idée prospective. Quels sont ceux qui ont prévu qu'il y aurait un problème du travailleur intellectuel ? On ne peut guère citer de noms. C'est bien le problème qui se pose aujourd'hui, et pour le travailleur intellectuel, incontestablement, les crises dont j'ai parlé hier, les incertitudes, sont aussi graves que pour les travailleurs manuels.

J'en donnerai un exemple tout à fait typique, simplement pour dire que ce sujet ne nous est pas étranger, et pour répondre à M. Moulin.

Le travailleur de la recherche scientifique, qui pour beaucoup de gens de la rue doit être l'homme heureux par excellence, commence à devenir un homme malheureux. Toutes les recherches ne sont pas couronnées de succès, et beaucoup sont d'une monotonie et d'une incertitude beaucoup plus grande que

## Le travail et l'homme

les travaux manuels. Nous sommes donc arrivés à la conclusion, reprenant l'idée du menu de travail dont je vous ai parlé hier, qu'en fait la solution honnête consiste à coupler la recherche scientifique avec l'enseignement. Il faut dire au chercheur : est-ce que vous serez capable un jour, si vous êtes déçu par la recherche ou si vous avez moins d'imagination, de faire normalement un travail d'enseignement ? Sinon, vous avez bien des chances d'être malheureux. Par conséquent, nous retrouvons pour le travailleur intellectuel le même principe général d'assolement dont je parlais hier.

Je pense avoir répondu à un certain nombre de vos questions. Excusez-moi de ne pas répondre à toutes.

**Mme LA DUCHESSE EDMÉE DE LA ROCHEFOUCAULD** : Dans le problème général posé par le travail des hommes, il y a un problème particulier qui est celui de la femme qui travaille, qui est obligée de travailler pour gagner sa vie si elle est seule, ou pour participer aux charges du ménage si elle est mariée.

Je rappelle qu'en dépit d'une législation spéciale, introduite à peu près dans tous les pays, les conditions, la durée du travail féminin sont encore à réviser, car le cas se présente fréquemment pour la femme, créature dit-on délicate, du double travail, à l'usine, à l'atelier, au bureau d'une part, et d'autre part à la maison.

A ce sujet, les chiffres sont éloquentes. M. Garric, spécialiste de la question, a établi que des ouvrières, ménagères chez elles, arrivaient à travailler 72 heures par semaine. Ce fait se passe de commentaire.

p.230 Le travail à mi-temps paraît la solution qui devrait être apportée au problème de l'effort harassant que font un nombre considérable de femmes, évalué à plus de 5 millions pour la France.

Il est vrai qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la présence obligatoire dans les usines atteignait 14 heures par jour, tant pour les femmes que pour les hommes. Plus tard, elle descendit de 12 à 10 heures, puis à 8 heures, pour les hommes et pour les femmes, car nous devons observer que sur ce terrain l'ouvrière bénéficie des mêmes avantages que l'ouvrier. L'établissement d'un travail de six heures par jour — c'est ce que Thomas Morus imaginait dans son fameux livre, l'Utopie, — ou mieux, de quatre heures de travail à mi-temps, que nous préconisons pour les masses féminines astreintes aux besognes du ménage, sera, si l'on en croit

## Le travail et l'homme

certaines technocrates, grâce à la rationalisation du machinisme, un jour proche, le lot des travailleurs, sans distinction de sexe.

Je pose donc la question à M. Armand : pense-t-il que la femme travaillera moins, dans la mesure seulement où l'ouvrier aura moins d'heures de travail, ou bien y a-t-il une solution particulière à ce problème ?

**M. LOUIS ARMAND :** A cette question, il faut répondre franchement, parce qu'elle recèle une des plus grandes contradictions occidentales. On peut dire qu'il y a autant de déclarations décidant que notre type de civilisation occidentale est lié au maintien du foyer, que de déclarations qui consistent à dire que les conditions de travail doivent être égales pour la femme et pour l'homme. Par conséquent, il y a là une véritable contradiction, sur laquelle, évidemment, on évite d'ouvrir des discussions. Comme la discussion est libre ici, la question qui a été posée de façon si nette, les gens qui acceptent de regarder l'avenir tel qu'il se présente doivent y répondre.

Je crois que la réponse est nette. Si l'on veut être logique, c'est-à-dire si l'on veut accepter de dire que le foyer doit garder sa fonction de cohésion dans la société, il est indispensable que la femme bénéficie plus vite que l'homme de la libération des horaires de travail. Ce problème est extrêmement vaste. Des gens l'ont étudié à fond. Mais l'on n'a jamais fait une déclaration dans ce sens, et je crois que le moment pourrait être venu d'imposer, en particulier à beaucoup d'entreprises, la nécessité d'un certain nombre de travaux à mi-temps. On a bien imposé aux entreprises, après les guerres, qu'elles prennent obligatoirement un certain nombre de diminués des guerres. C'est ce qu'on a appelé en France la législation des emplois spéciaux. Les entreprises n'étaient pas contentes d'être obligées d'utiliser des gens diminués, mais on s'y est fait. On imposerait actuellement aux entreprises de mettre à disposition des femmes un certain nombre d'emplois à mi-temps, il est probable que dans un avenir relativement proche la proportion des emplois augmenterait rapidement. Mais il est bien entendu que les entreprises ne le feront pas d'elles-mêmes parce que ce n'est pas très commode d'organiser des emplois à mi-temps au milieu des emplois à plein temps.

Je peux donc donner une réponse très nette dans ce sens. Voilà le cas où, si l'on ne fait rien, on verra simplement l'évolution du travail des <sup>p.231</sup> femmes

## Le travail et l'homme

suivre l'évolution du travail masculin, alors qu'au contraire une initiative pourrait être prise dans un sens qui n'est pas inconciliable avec une productivité convenable.

**M. IRA O. WADE** : M. Armand nous a parlé hier soir des techniques, et après avoir montré comment ces techniques entrent dans la civilisation moderne, il a fini par faire appel à l'imagination de l'homme.

Voudrait-il nous parler maintenant, brièvement, de ce que l'on est en train de faire pour susciter cette imagination de l'homme, qui est si nécessaire aux techniques et à la civilisation qui en résultera ?

**M. LOUIS ARMAND** : Pour préciser ce que je pensais en faisant un appel à l'imagination, je vais vous dire ceci : J'ai dit que l'imagination de l'homme était naturellement appliquée aux inventions, aux réalisations techniques. C'est exact. Il n'y a pas de doute que c'est là une tendance naturelle pour l'homme. L'enfant joue d'une façon imaginative, et au fond l'adulte qui invente, qui fabrique, qui perfectionne une automobile, ne fait qu'obéir à cette tendance innée.

Par contre, organiser la société, tirer parti de ce que peuvent donner les progrès techniques pour améliorer le sort de chacun, est bien moins naturel que l'imagination et la réalisation techniques. Il faut donc, dans ce domaine, faire un effort, car aux possibilités très grandes parce que naturelles de réaliser des outils, s'oppose en fait une paresse ou une insuffisance devant la recherche de solutions imaginatives au montage des sociétés nouvelles.

Après avoir été longtemps discuté, vous avez remarqué que le progrès technique est aujourd'hui partout glorifié. Je suis bien d'accord pour le glorifier et pour le respecter, mais ce n'est pas lui qui mérite actuellement d'être un peu fouetté, d'être un peu « asticoté », c'est l'imagination nécessaire à la construction de la société, dont beaucoup moins d'hommes sont dotés.

Tout le monde a lu le livre d'Osborn sur l'imagination créatrice. Moi aussi. On peut résumer certains chapitres de ce livre sous forme simple : « Vous avez tous de l'imagination, mais il y a très peu de domaines dans lesquels cette imagination soit suffisamment excitée. Trouvez des occasions de faire travailler cette imagination latente, faites du « brainstorming », remuez, labourez les

## Le travail et l'homme

cerveaux. » Ce commandement devrait s'appliquer surtout à l'imagination pour la création des organisations sociales. Qu'il s'agisse du travail des femmes, des problèmes de reconversion, des problèmes d'éducation qui se posent à nous, est-ce que l'on est bien sûr d'avoir mobilisé l'imagination créatrice de l'homme ? Je ne le crois pas.

C'est pour cela qu'un appel à l'imagination créatrice de l'homme dans ce domaine me paraît indispensable.

La première révolution industrielle a conduit à une diminution, à une dégradation du travail, nous le savons. Il en résulte encore maintenant des idées fausses. Mais il se trouve que la deuxième révolution <sup>p.232</sup> industrielle, aujourd'hui, caractérisée par l'abondance d'énergie et par la possibilité de remplacer l'homme par des machines automatiques, est fort belle. Mais c'est à vous, organisateurs de la société, d'imaginer des solutions humaines, ce que ne permettait pas la première révolution industrielle.

Tel est le sens de mon appel à l'imagination des constructeurs de sociétés.

**M. MICHEL COLLINET** : Je voudrais dire quelques mots sur les facteurs économiques globaux qui peuvent favoriser le progrès technique.

Il s'agit de savoir quels sont les stimulants, en les schématisant le plus possible, favorables à un développement technique que je qualifierai de spontané, qui n'est pas, en quelque sorte, imposé par une décision politique a priori.

Or, les deux facteurs stimulants, qui agissent d'ailleurs en sens contraire, sont — je ne suis pas le seul à le dire — le coût de la main-d'œuvre d'une part, et le coût des investissements d'autre part. A tel point qu'on a pu schématiser la condition du progrès technique en écrivant le rapport coût de la main-d'œuvre divisé par le coût des investissements, et affirmer avec raison que plus ce rapport serait élevé, plus les conditions optima seraient réalisées.

L'interprétation est d'ailleurs extrêmement simple. Là où le coût de la main-d'œuvre est élevé, et où par conséquent il y a pénurie relative de main-d'œuvre, il y a stimulation à remplacer l'homme par la machine. Mais en même temps, pour que ce remplacement puisse avoir lieu, il faut évidemment qu'il y ait une relative abondance de capitaux, donc que le taux de l'intérêt des

## Le travail et l'homme

investissements soit le plus bas possible. On peut donc établir ce rapport, et dans un pays comme les Etats-Unis il existe depuis déjà fort longtemps, ce qui a permis de réaliser un progrès technique considérable.

Au contraire, dans la vieille Europe, au XIX<sup>e</sup> siècle en particulier, au début de l'industrialisation, ce rapport était extrêmement bas, car l'industrialisation européenne a coïncidé — est-ce la conséquence, est-ce la cause ? — avec une abondance de population qui a entretenu des salaires très bas, et avec une relative pénurie de capitaux, ce qui fait que le coût des investissements, au siècle dernier, était élevé. Donc les conditions étaient défavorables.

Je relie, pour ma part, à ces conditions défavorables le fait que l'industrialisation européenne a été beaucoup plus pénible et dramatique, pour l'ensemble du monde du travail, qu'elle ne l'a été à aucun moment, par exemple aux Etats-Unis.

L'industrialisation soviétique connut une situation analogue où les conditions étaient à peu près celles, toutes choses égales d'ailleurs, de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle : une main-d'œuvre déjà assez abondante, qui fut rendue d'autant plus abondante qu'on collectivisa les campagnes ; ensuite une absence presque totale de capitaux formés. Nous savons dans quelles conditions dramatiques se sont réalisés les plans quinquennaux.

p.233 J'en viens maintenant à la situation des pays sous-développés où les conditions d'industrialisation sont des plus défavorables. Ces pays n'ont pas de capitaux, et ils ont une main-d'œuvre — je parle surtout des pays d'Asie — extrêmement abondante. Par conséquent, leurs problèmes doivent être pris à rebours de ceux d'un pays industriel.

Je voudrais que M. Armand revienne sur ce problème, qui me semble un problème très difficile. Si nous voulons faire progresser rapidement l'industrialisation des pays sous-développés, nous sommes tout de même obligés de jeter des capitaux dans ces pays, en supposant qu'on puisse les trouver aisément, ce qui me paraît difficile même sur le plan mondial. Mais d'autre part, nous avons une main-d'œuvre surabondante. Dans ces conditions, il y a contradiction entre notre désir d'industrialiser le plus rapidement possible d'une part, et d'autre part des conditions tellement éloignées des conditions optima que je me demande comment aborder le problème d'une manière efficace. Je voudrais que vous puissiez nous donner quelques indications à ce sujet.

## Le travail et l'homme

**M. LOUIS ARMAND** : Le problème est ouvert. La contradiction est complète. Elle est flagrante. Le Centre International de Prospective lui a consacré des heures et des journées de discussion, et l'idée que vient de développer M. Collinet a été très souvent reprise.

J'ai dit hier, parce qu'il faut résumer les conclusions, qu'il est certain que la solution n'est pas le transport dans les pays sous-développés des techniques les plus susceptibles d'enrichir les pays déjà équipés. C'est une chose qu'il convient de dire maintenant, d'autant plus que le prestige joue en sens inverse.

Les pays sous-développés, sentant très bien que le développement général de l'économie sera lent, veulent tout de suite obtenir un succès de prestige en réalisant des techniques très poussées. C'est pour cela qu'il est beaucoup plus facile d'intéresser un pays nouvellement indépendant à la réalisation d'un projet spectaculaire qu'à une évolution lente, mais qui aurait une influence plus grande sur l'économie. C'est encore là un problème d'éducation. C'est un problème de dialogue. Une réalisation moderne dans un pays sous-développé peut peut-être jouer un rôle, mais plus psychologique qu'économique.

Par contre, la recherche de l'optimum, c'est-à-dire de l'équipement qui permettrait le mieux d'obtenir une amélioration économique, n'a pas été faite. On n'a pas encore d'idées précises qui puissent diriger le développement des pays qui partent dans les conditions, comme l'a dit M. Collinet, les plus mauvaises, puisqu'il y a excédent de main-d'œuvre et pénurie de capitaux. Par conséquent, c'est un problème tout à fait différent de ceux qui ont été résolus aujourd'hui, qui se pose dans les pays sous-développés.

Là, le tour d'horizon que l'on peut faire conduit à un procès-verbal de carence. Nous risquons de donner à ces pays jeunes des illusions dans certains domaines en leur disant : « Vous êtes indépendants depuis hier, et vous avez une compagnie nationale d'aviation. » Tout le <sup>p.234</sup> monde est extrêmement fier d'avoir sa compagnie nationale d'aviation, mais si vous en calculez le rendement économique, les résultats sont minimes. Par contre, il faudrait éduquer les masses dirigeantes de ces pays, et leur dire : « Vous avez toutes une campagne d'éducation à faire pour montrer que telle et telle mesure, qui ne sont pas spectaculaires, sont susceptibles d'apporter, dans un délai qui malheureusement n'est pas très court, une amélioration durable pour tout le monde. »

## Le travail et l'homme

**M. DUSAN MATIC :** Je voudrais reprendre cette question des pays sous-développés, parce que M. Collinet a déjà élargi le cadre des problèmes qui se posent ici. Ma question concerne directement ce qu'a dit M. Armand dans sa conférence sur l'utilisation des derniers progrès techniques dans les pays sous-développés.

A la Conférence atomique de Genève, l'an dernier, il y eut une discussion entre la délégation française, qui avait défendu la thèse que les découvertes les plus récentes ne peuvent pas être appliquées dans les pays sous-développés sans implantation d'une industrie préalable, et la thèse des Hindous qui considèrent que pour accélérer le développement dans ces pays il fallait faire appel au prestige.

Ce problème du développement rapide des pays sous-développés est très important. C'est une question de vie ou de mort pour la civilisation du monde. Il ne s'agit pas seulement de le considérer au point de vue strictement personnel des pays nouveaux et des nations qui sont en train de se libérer. L'aide technique doit être donnée dans un sens très profond. Il en est de même pour l'investissement des capitaux.

Je voudrais que M. Armand, qui a une grande compétence dans ce domaine, éclaircisse ce problème de l'utilisation des techniques dans les pays sous-développés.

**M. LOUIS ARMAND :** Je crois qu'il y a une autre intervention sur le même sujet.

**M. VO TAN MINH :** Je compléterai l'exposé de mon prédécesseur en disant quelque chose de très simple à propos de la technicité apportée chez nous par l'Occident.

Je parle en tant que citoyen d'un pays sous-développé. Depuis toujours, les paysans, chez nous, se sont contentés de pousser la charrue derrière les bœufs. Ils ont toujours vécu dans un bonheur relatif.

Depuis que l'on a apporté, dans le Sud comme dans le Nord, des tracteurs soviétiques ou américains, il arrive que, pour avoir tout de même bénéficié un peu des apports bienfaisants de cette technicité, après avoir gagné un peu de liberté sur la nature — qu'il ne redoute pas, d'ailleurs — le paysan, chez nous,

## Le travail et l'homme

perde beaucoup de sa liberté, étant obligé de s'intégrer dans une communauté idéologique ou financière. Dès lors, il vit beaucoup plus en esclavage.

J'aimerais savoir dans quelle mesure vous pensez pouvoir appliquer la technicité de l'Occident sans que le paysan de chez nous ne vive de façon aussi malheureuse.

**M. LOUIS ARMAND** : p.235 Si j'étais capable de répondre à cette question, je crois que l'espoir du monde serait beaucoup plus grand. Vous devinez que tout ne va pas se faire d'un coup de baguette magique, et que ce sont des effets indirects souvent qui nous donnent l'espoir, les effets directs n'étant pas susceptibles de nous donner des satisfactions à court terme.

Mêlant les deux questions qui viennent d'être posées, je crois que l'on peut quand même, au moins, éviter des erreurs.

Le dialogue qu'a signalé M. Matic était le suivant. Certains disent : l'énergie atomique avant d'être accessible à tous, il faut en faire bénéficier d'abord les pays qui ont souffert de l'absence d'énergie. Par conséquent, et l'exemple de l'Inde est typique, développons l'énergie atomique dans l'Inde, avant de la développer dans les pays occidentaux qui, eux, disposent d'autres types d'énergie.

Ceci est vrai. Mais on a oublié le contexte. Il est exact que si l'on fait le classement des pays par revenu national et le classement des pays par consommation d'énergie, on a une corrélation très étroite entre les deux. Mais ce sont deux choses différentes, de produire de l'énergie, et de l'utiliser. Or, ce qui coûte le plus cher, dans l'équipement d'un pays, contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas la production de l'énergie, mais c'est tout le système qui permet d'utiliser l'énergie et de la mettre à la disposition de chacun des individus. C'est cela le problème du paysan dont on a parlé. Entre produire de l'énergie électrique et la fournir au paysan à bon marché, il y a loin. Je ne veux pas donner des chiffres, mais les ordres de grandeur y sont. Supposons que l'énergie électrique au départ coûte 5 francs français le kwh. Pour la distribuer au niveau du paysan, en faisant payer toutes les installations à l'utilisateur, ce n'est pas à 5 fr. que reviendra le kwh à l'extrémité, c'est au minimum à 30 ou 40 fr. Par conséquent, le jour où l'énergie atomique (et ce jour est encore loin) coûtera la moitié moins que l'énergie ordinaire, c'est-à-dire coûtera, non pas 5

## Le travail et l'homme

francs, mais 2 fr. 50, au lieu de vendre le kwh 30 fr., nous le vendrons 27 fr. 50. Cela ne changera pas l'ordre de grandeur.

Ce n'est donc pas un réacteur atomique installé dans le Ghana qui changera les conditions du paysan. Par contre, il peut un jour voir son travail transformé par un engrais spécial, par une hybridation du riz. Nous savons par expérience que nos vieilles agricultures occidentales ont vu leur rendement doubler sans difficulté, je vais même dire sans beaucoup d'efforts techniques. Par conséquent, on peut placer là beaucoup d'espoir.

Mais, je le répète, ne croyons pas que ce qui est utile aux pays développés soit automatiquement une panacée pour les pays sous-développés. C'est presque le contraire. Cherchons donc ce qu'il faut aux pays sous-développés. La thérapeutique n'est pas du tout la même. C'est pour cela qu'il faut procéder à un examen sincère de ce que l'on peut faire pour les pays sous-développés.

Un exemple très précis, quoique entièrement ouvert et jusqu'ici resté sans résultats, est celui de l'énergie solaire. L'énergie solaire est de <sup>p.236</sup> beaucoup l'énergie la plus abondante dont l'homme pourra disposer un jour. On n'a pas fait beaucoup de progrès dans le domaine de l'énergie solaire, pour la raison très simple que cette énergie ne peut pas servir à des fins militaires. Par conséquent, elle dispose de crédits extrêmement faibles, et ne progresse que très lentement.

Or, l'énergie solaire peut donner des résultats très divers, depuis des fours solaires, qui peuvent être utiles à des pays très développés pour des industries chimiques particulières, jusqu'aux petits foyers que l'on réalise aux Indes maintenant et qui permettent de faire bouillir de l'eau sans avoir besoin d'aller couper les derniers arbustes des environs. Ils constituent une solution bien mieux adaptée à un pays sous-développé, mais n'ont évidemment pas le prestige d'un four solaire.

De même, nous savons maintenant que l'énergie chimique solaire, c'est-à-dire la fameuse photosynthèse qui est à la base de notre alimentation, est à deux doigts d'ouvrir une partie de ses secrets. Cette photo-synthèse, dont nous sommes tous les bénéficiaires puisque nous mangeons uniquement du soleil par l'intermédiaire des plantes, il est probable que l'on va pouvoir la contrôler ; il est probable que l'on pourra produire, non pas tous les aliments, — nous aurons toujours besoin d'aller chercher les éléments précieux dans des produits directs

## Le travail et l'homme

de la nature — mais les éléments de base, comme le sucre, l'amidon, qui sont l'essentiel de notre alimentation ; il est probable qu'on les fabriquera très facilement, dans un avenir très proche, par l'intermédiaire de l'énergie solaire qui est capable de synthétiser les sucres. Il y a donc là un espoir considérable pour les pays sous-développés, et peu d'intérêt direct pour les pays très développés qui seuls peuvent faire les études nécessaires à l'utilisation de l'énergie solaire.

Il faudrait donc que les pays très développés prennent la responsabilité de faire des études inutiles, et même déficitaires. Si par exemple on réussit un jour à faire du glucose, il y aura une crise du sucre, défavorable aux pays déjà équipés. Cependant, c'est leur devoir de faire des recherches dans ce sens.

Voilà un exemple de crise de conscience, analogue à la crise de conscience des savants dans l'armement atomique ; mais on n'en parle pas, parce que c'est moins spectaculaire qu'une explosion.

**Mme COLETTE AUDRY** : Je serai brève, parce que M. Armand a répondu partiellement aux questions que je voulais poser.

Je voulais attirer l'attention sur l'attitude des syndicats, dont M. Armand nous a dit hier soir qu'on n'était pas arrivé à vaincre leur méfiance à l'égard des nouvelles techniques modernes.

Je crois que ce n'est pas une question de persuasion, mais une question de garanties à donner. Les syndicats et la classe ouvrière sont bien persuadés que la technique moderne peut instaurer un âge de libération ; mais les ouvriers qui seront obligés d'effectuer la transition, que feront-ils ? C'est une question proprement humaine, et dans le domaine humain on ne peut pas substituer les individus les uns aux autres. Ce qui est gagné d'un côté n'est pas une vraie compensation pour ce qui est perdu de p.237 l'autre. S'il y a des hommes sacrifiés ou en chômage, ce n'est pas une compensation pour eux de savoir qu'il y en a d'autres qui sont réembauchés.

Ce qui compte, c'est de savoir ce que la société, ou les collectivités sont disposées à courir comme risque. On pourrait considérer cela comme une espèce d'avance à accorder à ceux qui seront frappés sur les avantages qui viendront plus tard. Mais tant que ces garanties ne seront pas données, il faut s'attendre à ce que les syndicats ou les ouvriers émettent des exigences, qui ressemblent souvent à des protestations, régressives naturellement.

## Le travail et l'homme

**M. LOUIS ARMAND** : Je peux répondre très facilement, parce que la question comporte sa réponse.

La réaction ouvrière que vous exposez est très compréhensible, et la réponse à cette réaction peut être soit du type idéologique, qui dit : il y a un sacrifice à faire aujourd'hui pour que les lendemains soient meilleurs, soit — la deuxième solution possible dans les pays en pleine expansion — qu'on dise aux ouvriers : vous n'allez pas manquer de travail, parce que si vous n'avez pas de travail ici, il y en a ailleurs. Comme c'est la meilleure solution, il faudrait en profiter pour faire le maximum de reconversions quand on se trouve en expansion. Or, on n'a pas profité de ces occasions.

Pour reprendre l'exemple de la France, il est évident qu'au moment où tout était à refaire, après les destructions de la guerre, on aurait pu entreprendre des reconversions en nombre beaucoup plus grand que celles que l'on a entreprises. Là encore, faute d'imagination.

La troisième solution consiste, comme vous venez de l'indiquer, à escompter les progrès techniques. Le rôle de la collectivité est de faire de cet escompte une espèce d'assurance, pour payer une partie des frais de la reconversion. Nous en avons des exemples tout à fait caractéristiques lorsqu'on a affaire à une grande corporation. L'exemple des chemins de fer est tout à fait net. Quand on imagine que les Chemins de fer français n'ont guère mis plus de dix ans pour réduire leurs effectifs de 480.000 à 350.000 ! C'est-à-dire qu'il y a 130.000 personnes qui sont parties en retraite pendant cette période, au moment où se faisait une reconversion aussi massive que celle de la traction à vapeur en traction électrique. Cela a coûté à la collectivité, mais ce prix est très peu de chose par rapport au prix de revient du travail.

Qu'est-ce que nous avons fait ? Les gens ayant confiance — car je vous rejoins tout à fait, il faut que les gens aient confiance et qu'ils sachent qu'on leur demande un sacrifice acceptable — il a suffi d'un effort d'éducation pour que les gens acceptent de changer de métier. Au cours de cette transformation, 250.000 personnes ont changé, ou de métier, ou de résidence. Mais ces gens l'ont accepté, parce que nous avons pu créer pour eux un climat de confiance.

C'est là que je reviens à la responsabilité de la collectivité dans les grandes reconversions. Il faut commencer par définir une limite de ce que l'on va

## Le travail et l'homme

demander aux travailleurs, et à l'intérieur de ces limites on peut faire en toute confiance un effort de persuasion.

**Mlle PAULE REY** : p.238 M. Armand a parlé hier de la reconversion. Puis il a parlé d'un remède à la monotonie, qui serait la rotation des tâches dans la journée, ou le changement de métier au cours de la vie ; le premier phénomène, étant imposé, prenait l'aspect d'un problème, alors que le deuxième, étant librement choisi, prenait l'aspect d'une solution.

J'ai de la peine à ne pas voir dans ces deux problèmes une contradiction. Car, si la reconversion et la polyvalence que l'on exige de plus en plus des ouvriers dans l'industrie sont difficiles, c'est précisément parce qu'il est délicat, pour quelqu'un qui est habitué à une tâche, d'abandonner des automatismes psychiques et physiques inhérents à l'accomplissement de cette tâche. Moins la tâche est qualifiée, plus une adaptation à une nouvelle tâche est difficile.

J'aimerais demander à M. Armand s'il ne voit pas une contradiction dans ce qu'il nous a dit hier, et s'il ne faut pas, pour faciliter la reconversion, déjà élargir les tâches qui existent actuellement et entreprendre, dans le domaine de la formation professionnelle, de poser le problème difficile de l'adaptation à de nouvelles tâches.

**M. LOUIS ARMAND** : S'il y a eu contradiction dans l'exposé, c'est parce qu'en effet j'ai montré que la reconversion devenait une nécessité. C'est donc un mal, si on peut appeler cela un mal. C'est un fait. J'ai montré par ailleurs que la possibilité de changer de métier est quelquefois un élément psychologique très favorable pour le travailleur. Très souvent, d'ailleurs, le travailleur n'en profite pas, mais savoir qu'il peut changer de métier, cela lui donne une très grande tranquillité d'esprit.

Il y aurait contradiction si, justement, l'évolution des techniques poussait vers une trop grande spécialisation. Je dois dire qu'il y a des domaines qui poussent à une très grande spécialisation ; mais contrairement à ce que l'on croit, le développement du travail industriel pousse dans beaucoup de cas vers des métiers qui sont valables dans plusieurs professions, et qui, par conséquent, permettent un changement de profession. Je vous en donne un exemple :

Il y a vingt ans, l'entretien des chaudières de locomotives à vapeur soulevait

## Le travail et l'homme

de grosses difficultés. On trouve que le problème est lié à l'entartrement des chaudières, et que la solution est une solution chimique, et que l'on peut, avec des chimistes, diminuer dans une proportion de 90 % les travaux des chaudronniers. Alors se pose le problème : Que fera-t-on des chaudronniers ? Les optimistes ont posé la question : est-ce que certains de ces chaudronniers ne pourraient pas devenir chimistes ? Il a fallu combattre ceux qui pensaient que pour connaître la chimie il fallait la commencer à l'école. On a quand même fait l'opération aux Chemins de fer français, et la plupart des chaudronniers qui ont voulu être chimistes sont chimistes maintenant. Ils ne sauraient pas être professeurs de chimie, mais ils font très bien leur métier.

Autre exemple. Le mineur de fond, il y a vingt ans, était avant tout un ouvrier qui maniait le pic et la hache de boisage. Sa reconversion <sup>p.239</sup> était strictement impossible, sauf pour faire des tunnels. Quand on regarde maintenant la répartition du travail au fond, on trouve une proportion considérable d'électriciens — ce qui, cela dit en passant, aurait beaucoup étonné les ingénieurs des Mines il y a cinquante ans, qui pensaient au grisou. Pour ceux-là la reconversion est beaucoup plus facile. Ils peuvent travailler au jour dans de nombreuses industries — et on peut penser que l'espoir de manipuler l'électricité au jour au lieu du fond peut être un grand espoir dans une carrière.

Il n'y a donc pas contradiction entre l'évolution technique et la faculté de reconversion.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Vous avez prévu une sorte de renaissance de l'artisanat du fait qu'il y aura des équipes de réparateurs.

Je me demande si, dans l'industrie, la tendance au gaspillage n'est pas prépondérante, et j'imagine qu'à l'avenir on ne réparera plus, mais que l'on remplacera.

**M. LOUIS ARMAND** : Je suis très heureux que cette question me soit posée, parce qu'elle touche un domaine qui m'est familier, dans lequel on se trouve chez soi quand on est ingénieur.

Ce que vient de dire M. de Muralt est tout à fait exact. J'en ai parlé hier très rapidement, mais j'ai dit que nous pouvons créer un nouvel artisanat, à condition que tout le monde se sente concerné, depuis les dirigeants qui

## Le travail et l'homme

s'occupent de fiscalité jusqu'à ceux qui construisent des appareils en série. Car si on ne s'occupe pas d'organiser la société, il n'y a aucune raison quelle ne gaspille pas les progrès techniques. Si on laisse la société s'organiser autour de la publicité, on aboutira sans doute à cela, qu'on remplacera l'appareil et qu'on ne le réparera plus. C'est l'intérêt direct de ceux qui ont monté une chaîne de fabrication. Ils savent faire de moins en moins cher des outils complets, et la réparation ne les intéresse pas ; au contraire, la réparation et l'entretien diminueraient l'importance des séries.

Il y a un exemple typique. On a inventé la mode, autrefois, pour se distraire ; aujourd'hui elle sert en plus à consommer. A l'idée qu'une automobile s'use se substitue celle qu'elle se démode et on fait tout ce qu'il faut pour qu'elle se démode vite. D'un côté, il y a les techniciens qui œuvrent pour qu'elle ne s'use pas, de l'autre, heureusement, il y a les carrossiers qui font tout ce qu'ils peuvent pour ridiculiser l'automobile de l'année dernière. On ne peut nier qu'il y a une tendance au gaspillage, dont certaines économies peuvent souffrir alors qu'un accroissement de la réparation serait parfois préférable.

Le vice-président d'une grande compagnie américaine, qui était philosophe, dit un jour cette phrase magnifique : « Pour les automobiles, nous avons résolu le problème ; les carrossiers, s'associant avec les femmes qui choisissent les automobiles, sont susceptibles de nous assurer un débit régulier. Mais pour le frigidaire, quelle catastrophe. Il se met dans la cuisine, et comme nos ingénieurs l'ont perfectionné il ne s'use <sup>p.240</sup> plus. Il n'y a aucun espoir dans le frigidaire. » Fort heureusement, depuis cette boutade on a réussi à mettre le frigidaire dans l'entrée de l'appartement, à le peindre en couleurs vives, si bien qu'un jeune ménage qui achète aujourd'hui un frigidaire blanc a peur de ne pas être à la page. On est arrivé à faire pour le frigidaire ce qu'on a fait pour l'automobile, et je ne parle que pour sacrifier à l'actualité de ce fameux frigidaire qu'a décoré Buffet.

Je répète qu'à condition de s'organiser à temps, on pourrait créer certains types d'artisanat. Encore faut-il que les consommateurs et les sociologues y pensent, car vous imaginez que les pays sous-développés pourraient nous dire qu'avec le gaspillage de frigidaires, on pourrait les équiper. Le calcul a été fait. M. André Citroën avait pensé à cela au moment où il prônait la fabrication en série. Il disait : « Un jour les automobiles seront suffisamment solides pour

## Le travail et l'homme

qu'elles ne s'usent plus. » Dubitatif, son interlocuteur lui demandait ce qu'on en ferait ? Il lui répondait : « Il y a une solution, on les donnera aux Chinois. Ils auront besoin de routes, peut-être alors pensera-t-on à nous pour les aider à les construire. » Cela se passait lors de la première traversée du « Normandie ».

Il faut réagir et dire : les appareils doivent être réparés. Le métier de réparateur est un métier qui ressemble beaucoup à l'artisanat, en ce sens qu'il demande de l'imagination. Vous vous trouvez devant un poste de télévision. Si vous trouvez ce qui ne marche pas, vous faites un vrai diagnostic, analogue à celui d'un médecin. C'est un métier déjà élevé.

Si l'on ne s'occupe pas de cela, l'évolution se fera dans le sens que vous venez d'indiquer, c'est-à-dire que l'on n'aura pas de réparateurs, et les pays hautement développés donneront simplement le mauvais exemple du gaspillage, tandis que d'autres manquent du nécessaire.

**M. MOÏSE BERENSTEIN** : M. Armand a répondu en partie à la question que je voulais poser, parce qu'elle est très proche de celle posée par M. de Muralt.

M. Armand nous dit que l'artisan, s'il disparaît à la suite des modifications de la technique moderne, sera remplacé par le réparateur. Mais je voudrais lui poser la question suivante : Est-ce qu'on peut assimiler le réparateur à l'artisan ? L'artisan était un créateur, c'était l'héritier de celui qui faisait le chef-d'œuvre, tandis que le réparateur a un rôle tout de même, semble-t-il, plus modeste. Est-ce que vous croyez que l'assimilation complète puisse être faite en ce qui concerne la joie au travail, par exemple, entre ces deux types de travailleurs ?

**M. LOUIS ARMAND** : Ceci ferait l'objet d'une conférence, mais j'insiste. Est-ce qu'on a bien pensé à ce qu'était devenu l'artisan dans les années 1890-1910, par exemple ? Beaucoup d'artisans n'avaient qu'un métier très quelconque. Faire des chaussures, ce n'était pas un métier très emballant, et un charron de village avait hier quelques travaux originaux, mais l'essentiel de son travail était la réparation très banale. Rien n'empêcherait le réparateur de postes de radio de p.241 monter quelques postes spéciaux, et de créer ainsi dans des domaines que la série ne couvre pas. Mais pour élever le niveau de l'artisanat autour de la réparation, il faudrait toute une campagne. Combien de temps a-t-on mis pour

## Le travail et l'homme

exalter l'artisanat ? Des siècles de corporations, avec des concours et de l'émulation. Aujourd'hui, la réparation technique vient d'apparaître, et on voudrait tout de suite qu'elle soit glorifiée. Si on ne s'en occupe pas, en effet, elle ne se glorifiera pas. Si on respectait les gens qui sont capables de dépanner les appareils, ils s'associeraient et s'éduqueraient. Quand on a bien dépanné un appareil, on a compris beaucoup de choses. Une bonne partie des perfectionnements peut provenir des réparateurs qui observent ce qui s'use. Et n'y a-t-il pas de nombreux exemples à prendre autour de nous ?

M. Armand cite l'exemple de l'électricien sur automobiles et dit son admiration pour celui qui « tout de suite comprend ce qui ne va pas dans l'allumage ».

Bien entendu, si l'on veut continuer notre classement d'après des hiérarchies d'hier, le dépanneur est placé à un stade peu élevé. Cependant, honnêtement, je suis sûr que beaucoup d'entre vous ont du respect pour lui. Par conséquent, il s'agirait de rétablir les hiérarchies. Et alors, se sentant entourés d'un certain respect, ils s'amélioreront et nous aurons élevé le niveau de gens qui auront un caractère d'indépendance qu'avaient les artisans d'autrefois.

Bien entendu, il s'agit là d'une idée lancée, comme toutes les idées de prospective. Il faudrait tout un ensemble de gens pour s'en occuper, si nous voulons que ces hommes disposent de métiers intéressants.

**M. LOUIS PHILIPPART** : Je voudrais simplement demander à M. Armand s'il ne croit pas qu'à partir des vues prospectives sur le travail, se modifie singulièrement la finalité de l'enseignement, et plus particulièrement de l'enseignement professionnel et technique, qui est directement intéressé notamment à la pratique du travail. Et je voudrais lui poser une question concernant la formation de ceux qui ont la responsabilité de la conception, de l'organisation et de l'administration du travail.

Personnellement, j'incline à croire que tout notre enseignement doit être repensé dans cette finalité, que nous devons absolument nous persuader d'une chose, c'est qu'il s'agit moins aujourd'hui de se prévaloir de connaissances acquises que de témoigner d'une aptitude certaine à acquérir des connaissances, et peut-être aussi des aptitudes opérationnelles nouvelles.

Je crois, en d'autres termes, que, situé dans les vues prospectives sur le travail, on doit absolument se rendre compte que l'éducation et la culture, telles

## Le travail et l'homme

qu'un certain nombre de penseurs et de philosophes de l'éducation les ont établies, doivent prendre le pas sur une conception trop encyclopédique, trop systématique, trop spécialisée, trop catégorique de l'enseignement.

**M. LOUIS ARMAND** : p.242 Je dois vous dire que j'approuve intégralement ce que vous venez de dire. Il n'y a aucune raison en effet, que l'enseignement professionnel pour l'avenir ressemble à l'enseignement professionnel d'hier. Vous avez tout à fait raison de dire qu'il faut le replacer dans une philosophie différente, et en particulier abandonner l'idée que ce qu'on vient d'apprendre va être le capital principal de votre vie professionnelle. Sans cela, on ferait partir du mauvais pied les jeunes à qui l'avenir demandera des adaptations.

Nous sommes tous acquis à l'idée que les formateurs, pour reprendre une vieille expression, doivent « apprendre à apprendre ». Ils doivent rendre l'individu susceptible d'apprendre de nouvelles choses, et ne pas considérer que le petit morceau d'encyclopédie qu'ils ont appris et répété pour passer leurs examens est l'essentiel de leur bagage. L'essentiel, c'est qu'ils sortent de leurs études avec une curiosité accrue, et non pas avec une curiosité éteinte. La grande responsabilité de l'éducateur d'aujourd'hui, c'est de fournir des élèves plus savants que quand il les a pris en mains, mais sans être moins curieux pour autant.

**M. LOUIS PHILIPPART** : Ce qui est assez curieux dans la situation actuelle, c'est qu'en réalité ce ne sont plus des raisons psychologiques, morales, des raisons philosophiques qui établissent les conditions d'une nouvelle conception de l'enseignement, mais les conséquences du progrès technique lui-même. Il y a là une étrange coïncidence entre la meilleure part de l'enseignement psychologique et pédagogique et les nécessités qui s'imposent à l'heure actuelle, à partir d'une prise de conscience nouvelle du sens du problème.

**M. MICHEL COLLINET** : Je voudrais reprendre cette question d'une manière peut-être plus étroite. Mais auparavant, puisqu'on a parlé de l'artisanat, je voudrais rappeler qu'entre le réparateur dont faisait état M. Armand et un médecin, par exemple, il n'y a pas une énorme différence ; ce sont des professions libérales l'une et l'autre, l'une s'appliquant à la mécanique, l'autre à l'homme. Je pense que dans le prestige du travail, il ne devrait pas y avoir de différences foncières.

## Le travail et l'homme

Je reviens maintenant à cette question de l'enseignement. Il y a deux aspects, semble-t-il, dans le problème de l'adaptation de l'enseignement aux tâches nouvelles de l'industrie. D'abord, il y a un problème d'adaptation technique, au sens étroit du mot, aux tâches futures. Sur ce point-là, évidemment, nous avons, en France tout au moins, de graves déficiences. Notre type d'enseignement a au moins une cinquantaine d'années de retard sur les tâches à résoudre. On destine, par exemple, à la carrière d'ingénieur de malheureux jeunes gens que l'on dégoûte profondément des mathématiques. Prenez le passage dans la classe de mathématiques spéciales, qui est une classe épuisante à tous points de vue : beaucoup de jeunes qui n'ont pas de grandes dispositions sortent dégoûtés, pour des dizaines d'années peut-être, de ce genre d'exercices. — Voilà un exemple d'inadaptation aux tâches actuelles.

p.243 Notre enseignement a un côté aristocratique dont il ne s'est jamais départi et dont on ne voit pas la fin. Il s'agit de faire des sujets d'élite, assez rares, assez extraordinaires, avec une sélection considérable. Or, il nous faut actuellement des techniciens en nombre important, d'un niveau relativement élevé, et cet enseignement n'est pas du tout adapté pour des buts massifs.

Un deuxième aspect que je trouve notoirement insuffisant, consiste en une sorte de spécialisation technicienne à outrance, et surtout une spécialisation uniquement dans les sciences soit mathématiques, soit purement de la nature. Or, les cadres futurs de l'industrie, les chefs d'industrie eux-mêmes se trouvent confrontés à des problèmes humains souvent beaucoup plus importants que les problèmes purement techniques. Plus un ingénieur s'élève dans l'échelle hiérarchique, plus les problèmes humains deviennent importants par rapport aux problèmes purement techniques. C'est pour cela que l'on voit l'enseignement des sciences humaines méprisé par les futurs techniciens de 18 ou 20 ans. Il est méprisé à juste titre, parce qu'il est soutenu par les programmes qui ont cours aujourd'hui dans les écoles techniques.

Voilà deux aspects : un aspect conservateur sur le plan scientifique, et un aspect étroit sur le plan humain, de l'éducation des cadres techniques, qui devront être étudiés et nécessairement réformés.

**M. LOUIS ARMAND** : En ce qui concerne l'éducation des cadres, je suis de ceux qui reconnaissent qu'il faut une réforme de l'enseignement. En ce qui

## Le travail et l'homme

concerne les classes de mathématiques spéciales, on a pris une mesure qui a été une révolution, en limitant à deux le nombre de présentations au concours d'entrée de l'École Polytechnique, pour éviter le bachotage. Plus généralement, c'est peut-être la conception de l'enseignement des mathématiques qu'il faudrait repenser et se demander s'il doit bien être aussi systématique — un peu l'équivalent de la grammaire latine avec ses règles et ses applications. Peut-être devrait-on dispenser un enseignement scientifique qui situe les mathématiques dans le réel et ne pas donner la primauté à l'abstraction — primauté qui tient à l'habitude... C'est au fond une conception trop systématique de l'enseignement des mathématiques en France. C'est l'équivalent de la grammaire latine : il y a des règles d'un côté et de l'autre, et on les enseigne. Il devrait y avoir, à côté des mathématiques, un enseignement scientifique montrant que les mathématiques ont toujours été une illustration des sciences physiques. La primauté des mathématiques sur les sciences physiques est typique de notre enseignement, et cela tient...

**M. MICHEL COLLINET** :... à Descartes.

**M. LOUIS ARMAND** :.. au fait aussi qu'il n'y a rien de plus facile à faire passer qu'un examen de mathématiques. C'est le plus facile à noter, alors que donner une note en physique est déjà beaucoup plus délicat. La preuve en est que les problèmes de physique, dans l'enseignement secondaire, se réduisent souvent à des <sup>p.244</sup> problèmes de mathématiques. Ceci met en cause la liaison de l'enseignement avec la hiérarchie dont vous venez de parler. Il vaudrait mieux une hiérarchie en fonction des besoins de la société, qu'une hiérarchie en fonction des commodités de l'examen.

**M. MICHEL COLLINET** : J'ajoute : du prestige cartésien. La France vit sur ce prestige...

**M. LOUIS ARMAND** : Nous sommes beaucoup à aimer les mathématiques et à dire qu'on en a fait un excès dans l'enseignement pour des questions de commodité. Mais alors, il faudrait faire une autre rencontre sur la réforme de l'enseignement.

## Le travail et l'homme

**M. ALEXANDRE DE MURALT** souligne que la différence entre le médecin et le dépanneur, pour répondre à M. Collinet, tient à une différence de culture.

**M. PIERRE JACCARD** : Dans la question de l'enseignement et de l'éducation dans les vues prospectives du travail, il convient de souligner aussi un autre aspect voisin, celui de l'orientation professionnelle, soit au niveau des métiers, soit au niveau des professions libérales.

Je dois dire que depuis quelque temps, il y a un très grand malaise chez les responsables d'Instituts universitaires appelés à conseiller les jeunes gens de dix-huit ans pour le choix de leur carrière. Je voudrais que ce qu'a dit M. Armand soit mieux connu du grand public, car il y a une tâche énorme d'information sur les possibilités de travail. Nous avons à l'école aujourd'hui des enfants dont la vie active se déroulera en l'an 2000. Que savons-nous de ce qu'ils feront à ce moment-là ?

Il y a des années que — contre l'avis de tous — je prétends que nous marchons très vite vers une pénurie de médecins en Suisse. Bien entendu, il y en a trop à Genève et à Lausanne, surtout en médecine interne. Mais il n'y a quasi personne en médecine sociale, il y a très peu de monde en médecine mentale, il n'y a presque personne en médecine de recherche. Or, comme j'ai passé aux Etats-Unis une large partie de ma vie, je sais que là-bas les médecins de recherche sont aussi nombreux que les médecins praticiens. Il faut envisager dans notre pays une transformation de la médecine.

**M. LOUIS ARMAND** : Je suis très révolutionnaire en ce qui concerne la réforme de l'enseignement. Au lieu de diplôme valable pour toute la vie, on peut penser qu'il faudrait instituer des diplômes qui ne soient valables que pendant un certain temps. On obligerait ainsi celui qui est honoré d'un diplôme, à revenir se retremper périodiquement dans la réalité. Ce n'est pas parce qu'on a appris un métier en 1959, qu'on sera capable de l'exercer en l'an 2000. Il y a très peu de professions où il en sera ainsi, et les professions pauvres seront celles qui n'auront pas évolué. La révolution arrivera le jour où il faudra aller faire pointer son brevet d'ingénieur ou son titre de docteur, périodiquement, en retournant à son école.

p.245 Autrement dit, il faut remplacer maintenant l'instruction une fois

## Le travail et l'homme

délivrée pour toute sa vie par la possibilité d'aller rénover ce qu'on a appris. Ce sera peut-être l'occasion, pour les cadres, d'opérer des reconversions lorsqu'elles seront nécessaires.

**M. WLADIMIR HALPERIN** : Monsieur, je voudrais d'abord vous remercier, au nom de nous tous, de la leçon de réalisme et d'humanité que vous nous avez donnée hier soir, en même temps que de confiance en l'homme.

Je crois qu'hier soir, et ce matin encore, vous avez réalisé une espèce d'unanimité autour de vous, parce que vous avez placé le travail sous le signe de l'homme. Vous avez aussi placé l'homme sous le signe du travail. C'est une vieille tradition française, occidentale peut-être, tout spécialement une tradition des cheminots ; nous vous en savons particulièrement gré.

Une question maintenant. Je crois aussi qu'à la lumière de vos perspectives, il se dégage de ces entretiens l'importance absolument essentielle de la formation professionnelle. Est-ce qu'il vous serait possible, dans les minutes qui restent, de dessiner, à la lumière de la prospective, une politique de l'information professionnelle ?

Vous avez dit, il y a un instant, qu'une trop grande spécialisation est nuisible au départ. Vous nous avez dit aussi que les sciences humaines et sociales sont indispensables. Je me demande s'il ne serait pas concevable de les introduire déjà au degré de la formation professionnelle : plus d'humanisme dans la formation professionnelle, et plus d'appels aux responsabilités, même pour des apprentis, même pour des gens au début de leur carrière ; peut-être une combinaison mieux assortie que par le passé entre les disciplines techniques et des notions de base des sciences humaines.

Une dernière remarque concerne l'aide aux pays sous-développés. Là aussi, nous avons été très impressionnés par votre aveu que l'Occident a trop souvent échoué sur le chemin de l'aide aux pays sous-développés. Ne pensez-vous pas qu'un des moyens efficaces d'aide aux pays sous-développés soit de former les cadres à la fois à égalité psychologique, technique et sociale ?

Depuis dix ans nous tentons ici, près de Genève, dans un rayon limité de formation de cadres de l'enseignement professionnel, une expérience avec des jeunes gens d'Afrique du Nord, d'Iran, d'Israël ayant terminé des écoles professionnelles. On les a formés dans une méthode suisse, à la fois

## Le travail et l'homme

industrialisée et un peu artisanale, pour les renvoyer dans leur pays. Cette formation de cadres devrait donc être une formation d'indigènes, mais dans un cadre occidental, à condition que le social et le psychologique aient une part prépondérante.

**M. LOUIS ARMAND** : Je crois que l'application que vous venez de citer répond tout à fait à nos désirs. L'Occident, en effet, peut former des cadres pour les pays sous-développés, mais à condition qu'une fois formés, ils n'aient pas simplement le regret de ne <sup>p.246</sup> pas appartenir au pays qui les a formés. Il faut donc former des cadres tels qu'ils soient contents d'aller exercer chez eux le métier qu'ils ont appris ici. La tendance de l'école dont vous venez de parler me semble tout à fait celle qui doit marquer l'ouverture des dialogues entre pays développés et pays sous-développés.

Quant à la question de l'enseignement, je crois que vous abordez là un problème très important, qui est en effet la séparation, dans notre monde occidental en général et en France en particulier, entre l'enseignement et la vie courante. L'enfant a l'impression que le monde est fait de deux choses ; d'une part la vie naturelle, courante, qu'il vit chez ses parents, qu'il vit en vacances : la radio, les disques, le cinéma, les camarades, la bicyclette ; puis le monde très artificiel qui s'appelle l'enseignement, dans lequel il n'est pas question de la bicyclette, du cinéma, de la radio. Cette séparation est sérieuse, puisqu'elle se poursuit au-delà de l'adolescence. Elle va également donner à l'apprenti qui devient ouvrier l'impression qu'il y a encore deux mondes : la vie courante et son métier.

Autrement dit, tout se passe comme si on cherchait, en donnant un caractère artificiel à l'enseignement, à séparer le travail et la vie courante. C'est l'inverse de la symbiose dont je parlais hier. C'est pourquoi il faudrait que l'enseignement, qu'il soit professionnel ou simplement culturel, comporte beaucoup plus de parties communes avec la vie courante.

On pourrait citer une quantité d'exemples. Il est anormal que l'électricité que l'on apprend s'éloigne de l'électricité courante ; que l'on montre à des élèves des bobines de Ruhmkorff qui ont des fils verts qu'ils ne verront jamais ailleurs que dans leur salle de physique, au lieu de montrer une bobine d'allumage qu'ils peuvent voir dans la voiture automobile stationnée en face. Il n'est pas naturel

## Le travail et l'homme

que toute la mécanique se fasse sans qu'on explique aux gens pourquoi ils tiennent en équilibre sur une bicyclette. Il ne serait pas anormal que l'on parle de ces problèmes-là, même si on ne peut les traiter qu'incomplètement.

Il faut que l'enseignement accepte d'avoir de grandes plages communes avec la vie. Je vais très loin. Si l'éducation formait les hommes et les femmes à cette habitude de pensée, on pourrait donner à chaque métier beaucoup plus d'intérêt. Par exemple, rien n'est plus intéressant que de comprendre pourquoi les détergents lavent le linge, et c'est relativement simple. On pourrait l'apprendre à ceux qui vendent des détergents, et de temps en temps ils l'expliqueraient à leurs clientes. C'est une histoire passionnante. Mais pour l'aborder par la voie classique, il faut comprendre la tension superficielle et beaucoup de mathématiques. Très peu d'étudiants arrivent à accéder au niveau du détergent, alors qu'avec le style leçons de choses, toute la famille comprendrait.

**M. GABRIEL WIDMER :** Toujours dans ces problèmes d'éducation, qui touchent d'ailleurs de très près la psychologie, il est une question des plus concrètes que je voudrais poser à M. Armand. Le monde ouvrier de chez nous, comme celui de tous les pays européens, éprouve certaines craintes devant les menaces de chômage que p.247 risque d'occasionner l'automatisation. Ce risque de chômage suscite chez les ouvriers certaines anxiétés, non seulement pour eux-mêmes — ils auraient peut-être toujours la chance de se convertir à un autre métier, comme vous l'avez indiqué — mais aussi pour leurs enfants.

A qui revient maintenant la tâche de dissiper ces appréhensions, et ceci au stade de la petite entreprise, de l'entreprise moyenne ou d'une compagnie de chemins de fer secondaire ? Sera-ce au directeur ? Sera-ce à des assistants sociaux, à ces hommes que vous désignez comme les constructeurs de sociétés ?

Seulement, et c'est ici que ma question se précise, ces hommes, quels qu'ils soient, directeurs, assistants sociaux, chefs syndicalistes ou constructeurs de sociétés ne doivent-ils pas impliquer dans leurs conseils et dans leurs recherches une certaine idéologie, une certaine doctrine ?

C'est là que je me sens un petit peu déçu en face d'un exposé si positif, si riche en solutions. Je ne sens pas exactement dans quel sens ces hommes, qui

## Le travail et l'homme

demain auront un rôle si important dans l'enseignement des sciences sociales, établiront leur point de vue. Pourriez-vous dissiper certaines obscurités qui se présentent à mon esprit ?

**M. LOUIS ARMAND** : Je vais répondre très clairement sur l'organisation française, qui est la seule que je connaisse.

Il y a en France des inspecteurs du travail. Ce sont des fonctionnaires qui ont été créés pour surveiller les conditions de travail, et pour vérifier l'application des lois sur le travail.

Je pense que dans la société moderne, ces inspecteurs du travail devraient être les médecins de la société — et dans ce cas, je pense que l'on me permettra d'employer le mot « médecin ». Ce sont eux qui devraient ausculter la société. Actuellement, ils sont strictement l'équivalent des agents de la circulation automobile qui connaissent le code de la route mais qui ne sont pas en état de savoir comment, plus tard, on circulera dans Genève ou dans Paris, ou si on tuera plus de monde sur la route.

C'est là l'aspect prospectif des choses, très différent de l'aspect d'observation ordinaire. Croyez-vous satisfaisant de penser que les agents de la circulation font bien leur métier aux carrefours, alors que l'on sait que dans dix ans on circulera mal, ou pas du tout, parce qu'on n'a pas voulu prendre le problème sur un plan prospectif ?

Pour le travail, c'est la même chose. On se contente de gens qui vérifient que les règlements soient appliqués. Mais qui est-ce qui s'occupe de l'évolution de la société ? Les assistants sociaux ? Ce n'est pas leur métier. Il faudrait que progressivement les inspecteurs du travail voient leur rôle revalorisé, et que leur niveau de culture soit un des plus élevés. Ils devraient avoir une philosophie de la technique, une philosophie de l'évolution de la technique ; ils devraient connaître la psychologie des travailleurs.

Si l'on s'équipait ainsi, on aurait là des hommes qui, par secteur, seraient capables d'élever le débat et dire : Dans un délai de dix ans, telle branche d'industrie peut diminuer. Mais qu'allons-nous faire de la <sup>p.248</sup> masse ouvrière ? Comment opérer sa reconversion ? Doit-on réduire certains horaires de travail ?

Je prends un exemple typique. Il y a trop de charbon. On en déduit : il y a

## Le travail et l'homme

trop de mineurs. Cependant, ne serait-ce pas le moment de réduire le nombre d'heures de travail au fond ? Si l'on faisait voter la nation, je suis sûr qu'une large majorité serait d'accord pour permettre aux mineurs de travailler moins, surtout si on expliquait que le problème de la reconversion en serait simplifié.

Je pense que, de même que l'homme a accepté qu'un corps de médecins se penche sur son organisme pour savoir ce qui ne va pas, la société doit avoir constamment des médecins qui surveillent son évolution, et qui préparent l'utilisation rationnelle et humaine des possibilités de travail de chacun.

**M. PAUL DIEL** : Je voudrais rapidement relever deux points de la conférence d'hier soir.

Tout débat prospectif inclut nécessairement des idées sur le travail. Les idées n'ont de valeur qu'à condition qu'on en dégage finalement une direction, qu'elles constituent un idéal-guide. D'autre part, j'ai été très heureux d'entendre hier que les idées prospectives peuvent avoir une influence en sociologie, car, connaissant les théories sociologiques, j'ai l'impression que la sociologie n'est pas suffisamment prospective.

Il est évidemment nécessaire d'étudier les rapports entre l'individu et la société, mais il faudrait les étudier sans dogme, sans préjugés. Or, puisqu'il s'agit d'émettre des idées et de discuter pour tâcher de dégager une vérité, je crois qu'il faudra se rendre à l'évidence que les idées-guides que propose la sociologie sont insuffisantes. Car la sociologie moderne est fondée sur deux affirmations. L'une est que l'individu est pour ainsi dire nul par rapport à la société ; la société organise le travail, et le travail est fondamentalement destiné à produire des biens matériels. A partir de ce dogme, la pensée humaine est réduite à justifier cette proposition que la chose la plus importante dans la vie, ce sont les biens matériels et sa production. Or, dans cette proposition, l'individu même, vivant et concret, devient un moyen, et la société devient le but de la vie.

Cet idéal est certainement insuffisant, parce qu'une vue prospective du sort de la jeunesse nous montre une partie de cette jeunesse obligée de chercher une place dans la société : elle étudie, elle va en apprentissage, fait tous ses efforts pour apprendre et tenir sa place dans la société. Elle n'a plus le temps d'acquérir une culture, d'élargir ses horizons ; elle formera finalement soit des

## Le travail et l'homme

travailleurs manuels, soit des travailleurs intellectuels vivant sous la sujétion de la sociologie. Elle n'aura dans la vie d'autre but que la production matérielle : acquérir une profession pour pouvoir s'acheter ce que produit la société dans laquelle elle s'est intégrée.

Une autre partie de la jeunesse n'est pas soumise mais révoltée. On voit actuellement des bandes de jeunes qui se révoltent contre ces idéologies insuffisantes, transmises par la génération qui est maintenant adulte, et qui ne voient d'autre sens à la vie que de détruire. Les p.249 discussions sur les idées ne les intéressent plus parce qu'elles n'aboutissent à aucun résultat. Mais les « tricheurs » ne sont pas seuls à « tricher » ; tout est tricherie dans la vie, parce qu'on ne fait que discuter au lieu de proposer un véritable idéal-guide.

L'idéal-guide nouveau sera la science. Mais si on a élaboré une science du monde extérieur, peut-être sera-t-il nécessaire d'élaborer une science du monde intérieur.

Dans notre délibération, nous n'analysons pas seulement nos actions immédiates, mais aussi nos idées et nos idéologies. Il y a deux formes de pensée : une qui cherche la vérité objectivement, et une forme de pensée qui, ayant pris une fois position pour un dogme, ne cherche plus que des arguments et des arguties pour justifier ce dogme.

Ne faudrait-il pas, avant tout, apprendre à la jeunesse à distinguer ces deux formes de pensée, et la conduire vers une forme de pensée qui ne se contente pas de trouver des arguties pour justifier des positions déjà prises, mais de découvrir des arguments lui permettant d'établir, sur le plan du monde intérieur de la psychologie, les véritables bases de la vie, de sorte que, sur une base matérielle certainement nécessaire, s'édifie une vie sensée qui satisfasse l'être humain non pas seulement dans son corps, mais aussi dans son esprit.

**M. LOUIS ARMAND** : Je crois que l'on peut conclure sur ces pensées. Et puisqu'on a parlé du travail, du progrès technique, on peut dire que le progrès technique apporte une possibilité de transformer le travail, mais sous des formes bien plus larges que celles que l'on imaginait autrefois.

Le progrès technique peut toucher à tout, et il peut notamment modifier très profondément la part que le travail peut apporter dans la satisfaction des besoins innés de beaucoup d'êtres humains. Je dis de beaucoup d'êtres

## Le travail et l'homme

humains, parce qu'il ne fait aucun doute que tous n'ont pas le même attrait au travail. Il faudrait donc commencer par se dire : il y aura des métiers très divers dans l'avenir ; commençons par sélectionner les hommes, élevons le débat de la fameuse orientation professionnelle, qui a été pris par le petit bout ; cherchons dans les travaux que l'on peut faire dans l'avenir ceux qui apportent le moins de contrainte à un individu donné. Nous réduirons de ce fait le nombre de révoltés et le nombre de tricheurs.

Mais avant tout, et on ne le dit pas assez, il faut expliquer à tous, et aux jeunes surtout, qu'à regarder la vie courante d'un individu, on ne peut penser qu'il a eu des satisfactions totales s'il n'en a pas trouvés dans une partie au moins de son travail. La majeure partie du travail peut être faite de routine acceptable, mais il faut cette partie précieuse pour donner une satisfaction complète à une vie. Par conséquent, il faut dire à la jeunesse : regardez la somme d'une vie, et voyez qu'elle est beaucoup plus complète, beaucoup plus réalisée, lorsqu'on a trouvé une fois dans sa vie des satisfactions dans son travail.

A vrai dire, il y a une partie du travail que l'on fait pour sa propre satisfaction. J'ai reçu dans ma carrière presque autant de doléances <sup>p.250</sup> de gens qui venaient se plaindre de bientôt quitter leur travail et d'aller en retraite, que de gens qui se plaignaient d'avoir trop de travail. C'était sincère, car c'était souvent indépendant des questions d'argent.

Nous sommes capables d'organiser le travail de façon qu'un nombre croissant d'individus y trouvent des satisfactions. Je crois ne pas être optimiste par principe, mais simplement d'être conscient du bilan de l'évolution que nous offre le monde de demain. Elle nous permet de penser que la proportion de gens que le travail devrait satisfaire ne peut qu'augmenter, à condition — j'insiste bien — qu'on ait suffisamment d'imagination, pour faire que la société de demain réponde aux possibilités d'utilisation des techniques.

En répondant au dernier orateur, je dirai que c'est en effet sur la sociologie, sur les sciences humaines qu'il faut faire porter l'effort principal. D'ailleurs, les conclusions des études prospectives françaises sont très nettes. Mettons en commun le plus possible d'individus de toutes sortes de pays et de toutes sortes de formations, et créons une vaste institution des sciences humaines ; on s'apercevra qu'il peut en résulter une véritable renaissance. Nous reprendrons

## Le travail et l'homme

l'homme à partir de la base. Nous accepterons d'observer la société avec autant d'objectivité que les médecins de la Renaissance se sont mis à observer l'individu, le corps humain. Observons avec autant de réalisme la société. Nous avons maintenant de quoi lui donner des satisfactions qu'elle ne pouvait pas espérer avant la deuxième révolution technique.

**LE PRÉSIDENT** : Je remercie très vivement les interlocuteurs de cet entretien, et tout spécialement M. Louis Armand. Je le remercie de sa conférence d'hier et de la façon dont il a animé l'entretien d'aujourd'hui. Je déclare la séance levée.

@

### QUATRIÈME ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par M. Georges-Henri Martin

@

**LE PRÉSIDENT** : p.251 Je déclare l'entretien ouvert.

Nous allons essayer d'abord d'éclaircir un certain nombre de questions de fait, et je donne immédiatement la parole à M. Moulin.

**M. LÉO MOULIN** : C'est à propos des statistiques russes et de l'utilisation que M. Jules Moch en a fait que je voudrais dire quelques mots, non pour en discuter techniquement le bien-fondé, mais pour essayer d'expliquer comment elles devraient être utilisées pour que le problème soit bien posé.

Je fais partie d'un service d'études économiques qui s'est efforcé de dégager le taux d'accroissement de l'économie soviétique. Nous n'y sommes pas arrivés, et c'est pourquoi j'ai sursauté hier quand M. Jules Moch a présenté une série de chiffres dont je ne connais d'ailleurs pas l'origine (je serais fort heureux qu'il pût me la donner), chiffres qui dépassaient de loin ceux que la plupart des économistes soviétiques eux-mêmes, bien suspects à beaucoup d'égards, reconnaissent comme vrais.

En vérité, il est difficile d'utiliser l'arsenal statistique soviétique, parce que les séries en sont incomplètes ou ne sont que très rarement comparables aux séries publiées dans les pays capitalistes, et notamment aux Etats-Unis, patrie des statistiques.

Il faut donc toujours s'en méfier a priori, parce qu'elles sont peu comparables, tendancieuses, voire inutilisables.

Mais à supposer même que l'on puisse — toutes réserves admises — utiliser ces statistiques, il n'est pas, je crois, de bonne méthode de comparer le taux d'accroissement d'une économie qui en est au début de son évolution, à celui d'une économie comme l'économie britannique, allemande, suédoise

---

<sup>1</sup> Le 9 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

ou américaine qui déjà a dépassé ce stade.

Il est évident que le taux d'accroissement va en diminuant ; il faudrait pouvoir comparer les taux d'accroissement soviétiques actuels aux <sup>p.252</sup> taux d'accroissement de l'économie américaine entre 1880 et 1910, ou de l'économie japonaise entre 1900 et 1920, pour avoir des éléments comparables. Il est beaucoup plus facile à l'Union soviétique de faire de grands progrès dans certains domaines qu'à l'Allemagne ou à la Suède, pour prendre des pays qui nous sont proches.

On ne peut pas dire d'ailleurs, comme l'a affirmé M. Jules Moch, que la Russie partait de zéro ; même quand un pays a été anéanti, comme ce fut le cas en grande partie pour la Russie, il n'est pas reparti de zéro : pas plus la Pologne de 1919 que l'Allemagne de 1945. Une main-d'œuvre, des traditions, des capitaux se sont accumulés ; il y a encore des usines. On peut redresser une situation d'une façon infiniment plus rapide qu'on ne l'imagine.

D'autre part, et c'est par quoi je terminerai, il faudrait mettre en lumière ce fait que l'accroissement économique en Union soviétique est inharmonieux, non structuré, non intégré, comme disent les économistes dans leur jargon. Je veux dire que certains secteurs ont connu et connaissent des taux de croissance tout à fait inouïs, mais que d'autres, au contraire, présentent des retards inquiétants ; je pense notamment à l'agriculture, et il en est d'autres.

Les taux de croissance ne sont donc pas aussi importants qu'ils le paraissent. Si vous étudiez les taux de croissance de certains secteurs au Brésil, qui ne peut réellement pas apparaître comme un pays largement développé, ou d'autres régions du monde sous-développées, vous constatez là aussi des taux de croissance monstrueux, inattendus, dans l'extraction du manganèse, dans la production du caoutchouc ou du café, mais qui ne signifient rien, précisément parce qu'il ne s'agit pas d'une économie qui se développe harmonieusement. Il est beaucoup plus facile de développer intensément la production du fer et de l'électricité que de développer l'agriculture ou le secteur des biens de consommation.

Enfin, un dernier point sur lequel M. Jules Moch a dit quelques mots, je le reconnais, mais sur lequel il faudrait insister : c'est ce que François Perroux appelle le *coût humain* de cette expérience d'accroissement économique en Union soviétique, coût humain qui dépasse tout ce que le colonialisme, dans ses pires excès, et le capitalisme européen du XIX<sup>e</sup> siècle ont pu connaître.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Collinet.

**M. MICHEL COLLINET** : Je voudrais compléter ce que vient de dire M. Moulin, hélas de mémoire, n'ayant apporté aucun document chiffré.

M. Moulin a insisté sur la difficulté d'interpréter les statistiques soviétiques. C'est un fait universel. Qu'il s'agisse de l'Institut américain de Harvard ou de l'INES, en France, ou de la Suisse, on a beaucoup de mal à s'en tirer ; cela tient à ce que ces statistiques sont en partie volontairement incomplètes ; certaines encore sont exprimées en pourcentage et on manque de la base absolue. Cette base absolue change d'ailleurs <sup>p.253</sup> suivant les moments. Je me rappelle en particulier que la récolte de céréales, en 1950, était donnée comme s'élevant à 185 millions de tonnes et, trois ans après, en 1953, dans le rapport Khrouchtchev, elle était tombée à 80 millions de tonnes pour la même année. La rectification portait sur plus de 50 % du chiffre primitif.

On trouve des détails extraordinaires ; des distorsions entre des indices qui devraient normalement évoluer parallèlement. C'est ainsi que dans un rapport de l'année dernière sur l'augmentation générale entre 1928 et 1955, on trouve par exemple une distorsion considérable entre la production industrielle brute et les transports de marchandises. Or, ce sont des phénomènes qui, dans tous les pays, — je ne vois pas pourquoi il en irait différemment en Russie — sont étroitement connexes. Dans ces cas-là, la distorsion varie de 1 à 3. Certainement l'un des indices est faux, peut-être les deux, nous n'en savons rien.

Les recettes commerciales de l'Etat et des coopératives sont généralement données en roubles courants et la dépréciation du rouble n'est pas indiquée. Nous n'en connaissons pas la valeur exacte. Il en va de même pour les salaires. On ne connaît que depuis peu les salaires réels et le pouvoir d'achat officiel. Auparavant, on en était réduit à des recoupements très difficiles. Je peux même dire qu'avant 1950-51 on n'a jamais su exactement le pouvoir d'achat d'un salaire ouvrier.

Mêmes obscurités sur la question du revenu kolkhozien puisque, et à juste titre, Khrouchtchev a rendu une certaine liberté aux parcelles kolkhoziennes ; or, ce revenu qui semble être le revenu essentiel des kolkhoziens, n'est pas connu. On n'a aucun chiffre sérieux sur ce point.

## Le travail et l'homme

Si nous parlons de prévisions, nous voyons aussi des choses assez curieuses. Je rappellerai qu'au XIX<sup>e</sup> Congrès on avait prévu le pain gratuit à brève échéance. Ce pain gratuit, qui a excité l'intérêt de certains économistes tels que Boris ou Sauvy, en France, s'est soldé, trois années plus tard, par le rapport pessimiste de Khrouchtchev sur l'agriculture montrant qu'il était temps d'aller planter du blé dans les terres vierges de Sibérie si on voulait maintenir une ration de pain honorable. Encore ces prévisions, dont l'Occident s'empare avec sa légèreté coutumière à des fins politiques, ne correspondent-elles pas toujours à des réalités.

Le cinquième plan quinquennal, en 1960, prévoyait une récolte de blé de 180 millions de tonnes. Or, dans le plan septennal, cette récolte n'est plus prévue que pour 1965. Cela prouve qu'il y a eu échec du plan en ce qui concerne l'agriculture. Cet échec fut évidemment ressenti très durement puisque deux comités centraux au moins, en septembre 1953 et en décembre 1958, se sont occupés de cette question.

On pourrait ainsi multiplier les exemples ; il suffirait d'avoir des documents en main. En tout cas, chaque fois que se pose un problème de statistiques soviétiques, il faut mobiliser une armée de calculateurs et faire des recoupements qui portent quelquefois sur des dizaines d'années, pour retrouver un sens à un chiffre.

Je ne dis pas que les statistiques soviétiques sont volontairement mauvaises, mais je suis sûr qu'elles sont volontairement obscures. Peut-être certains chiffres sont-ils considérés comme des secrets de défense <sup>p.254</sup> nationale, car on sait que là-bas le secret de défense nationale a une extension très large et s'étend à de grands secteurs de l'économie.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jules Moch.

**M. JULES MOCH** : J'ai l'impression de succéder à M. Frantsev et d'attirer sur moi le feu convergent d'un certain nombre d'amis. Je voudrais répondre à ces questions de fait qui sont importantes.

M. Moulin m'a d'abord demandé où j'avais pris un certain nombre de chiffres. Je les ai pris dans l'Annuaire statistique de l'Union des Soviets de 1956, où vous les trouverez facilement. Je n'attache pas une valeur absolue aux

## Le travail et l'homme

statistiques soviétiques. Je fais mienne une partie — une partie seulement — des critiques que vous leur adressez, car j'ai l'impression que vous avez travaillé sur l'annuaire de 1955.

**M. LÉO MOULIN** : Non, non, j'avais reconnu les chiffres au départ.

**M. JULES MOCH** : Vous voyez donc ma bonne foi...

**M. LÉO MOULIN** : Je n'en doutais pas.

**M. JULES MOCH** : Dans l'annuaire de 1956, beaucoup de données qui, en 1955, étaient volontairement indiquées en pourcentage à partir d'un total initial inconnu, ce qui empêchait tout travail utile, ont été fournies en valeur absolue ; de sorte qu'il semble que les statisticiens soviétiques aient évolué eux aussi ! Nous sommes d'accord sur ce point ?...

**M. LÉO MOULIN** : D'accord.

**M. JULES MOCH** : Je réponds en même temps à M. Collinet que la notion de données économiques secrètes de défense nationale est périmée maintenant, depuis que paraissent ces annuaires statistiques, analogues à ceux des pays occidentaux. Ils nécessitent évidemment ou une traduction, ou la connaissance du russe.

Cela dit, j'ai essayé de vérifier ces chiffres, et je vous livre ma méthode. Il y a deux données indiscutables : ce sont les prix de vente et les salaires. Je n'expose pas le mécanisme des salaires en Union soviétique, tout le monde le connaît. Le gouvernement est le maître des salaires, et lorsque la production augmente pour une même main-d'œuvre, la solution adoptée par le gouvernement jusqu'en 1955 a été la baisse des prix de vente. Cela est parfaitement contrôlable ; les femmes de nos diplomates à Moscou peuvent le vérifier, en allant demander au marché le prix des denrées. Or, quand on prend la baisse des prix de vente, tant pour cent telle année, tant pour cent telle autre année, et qu'on la compare aux salaires en roubles courants, qui ont légèrement augmenté, mais beaucoup moins que n'ont baissé les prix, on s'aperçoit que l'augmentation du niveau de vie moyen de l'ouvrier soviétique est de l'ordre de 8 à 10 %, ou 7 à 10 %...

## Le travail et l'homme

**M. LÉO MOULIN** : p.255 Quel est le point de départ ?

**M. JULES MOCH** : Le point de départ était très bas, j'en conviens.

**M. LÉO MOULIN** : Au niveau de celui de la Turquie...

**M. JULES MOCH** : Dans mes voyages en Union soviétique, j'ai essayé de me rendre compte du pouvoir d'achat du salarié russe, et si l'on ne tient pas compte de distorsions exceptionnelles, comme les primes données aux travaux de force — un mineur est cinq ou six fois plus payé que le médecin-fonctionnaire qui le soigne —, on arrive à ce fait que le niveau de vie du travailleur soviétique, compte tenu du sursalaire social, compte tenu des vacances payées et de la sécurité sociale gratuite, est actuellement à peu près les deux tiers de celui du travailleur français homologue. Cela représente, pour les années passées, une croissance très rapide ; si elle se poursuit, les courbes se couperont rapidement car le salaire du travailleur français a actuellement baissé plutôt qu'il n'a augmenté en pouvoir d'achat.

Lorsque M. Moulin dit que l'industrie soviétique n'est pas repartie de zéro à la fin des guerres civiles, c'est vrai, mais ce n'est que très partiellement vrai. Quand je suis allé pour la première fois en Russie, en 1924, il n'y avait vraiment plus rien, ni vivres, ni les produits les plus indispensables. Je me souviens d'enfants courant pieds nus dans la neige le long du train et mendiant un petit bout de crayon. Pourquoi ? Parce qu'il y avait à cette époque un crayon par classe de 30 ou 40 élèves, et par an ! Se servir d'un crayon au lieu de craie était une récompense que l'on donnait aux meilleurs élèves, à condition qu'ils n'appuient pas sur la mine pour ne pas la casser ! Quand on voit maintenant la puissance industrielle de ce pays, qui n'a de comparable que celle des Etats-Unis, avec une avance sérieuse pour les Etats-Unis, on est amené à se dire qu'un pays qui a fait en quarante ans ce chemin est capable de nous rattraper tous.

**M. LÉO MOULIN** : Et le Japon, entre 1880 et 1920 !...

**M. JULES MOCH** : J'en conviens ! Avec cette différence que le Japon a pu recourir à des capitaux étrangers, ce que la Russie n'a pas pu ; que le

## Le travail et l'homme

prélèvement sur le travail de l'ouvrier russe était odieux, insupportable, pendant cette période, pire que le prélèvement sur le travail d'un ouvrier en pays capitaliste. Mais c'est une autre question. Je ne veux pas doser le degré de dureté des deux régimes ; je constate simplement qu'un régime qui était reparti, je vous fais cette concession, de presque rien, en 1920, est actuellement celui de la deuxième puissance économique du monde et en passe, si elle continue, de devenir la première.

**LE PRÉSIDENT** : Je demande au professeur Berle si le statisticien américain a une vue particulière sur les statistiques soviétiques.

**M. ADOLF A. BERLE** : p.256 Les statisticiens américains sont, je crois, d'accord avec MM. Moulin et Collinet. Il est très difficile de savoir ce qui s'est passé, mais nous constatons avec M. Jules Moch que l'économie russe a fait des progrès énormes depuis 1920. Il n'est pas tout à fait certain que cela soit dû au communisme, parce que les mêmes progrès ont été réalisés au Japon. Il en a été de même chez nous il y a quatre-vingts ans, après notre guerre civile. Ces progrès réalisés ne sont donc pas à attribuer au système ; cela implique autre chose.

M. Jules Moch a lu hier un passage du livre de mon ami le professeur Galbraith sur les statistiques américaines, et il notait qu'il y avait 2 millions d'Américains en chômage. C'est exact. Mais il fallait ajouter que la population des Etats-Unis s'élève à 170 millions d'hommes et que dans tout système il y a toujours 1 ou 2 %, de malades, de malheureux. Cela ne tient pas au système. Le fait que nous ayons 2 millions de chômeurs n'implique pas que nous devions changer de système. Je tenais à corriger l'idée que cela pouvait tenir au système. C'est en tout cas une question qui ne sera résolue ni par les économistes, ni par les politiciens. Il nous faut peut-être des médecins sociaux, ainsi que le proposait Louis Armand, et aussi des prêtres, pour résoudre ce problème avant tout humain.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est au professeur de Muralt.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : J'aimerais poser une question au professeur Berle concernant la stabilité de l'économie des Etats-Unis.

## Le travail et l'homme

Lors de la récession, il y a deux ans, j'ai été frappé par l'anxiété, et même le désespoir qui régnait, alors que cette récession n'était pas très prononcée.

On doit se demander alors si la stabilité de l'économie américaine est fondée sur un équilibre statique ou sur un équilibre dynamique où les chiffres d'affaires doivent augmenter tous les ans d'un certain pourcentage.

**M. ADOLF A. BERLE** : A l'inverse de M. Jules Moch, je représente un système qui existe, et non un système idéal. M. Jules Moch peut exprimer des vues utopiques, moi non, parce que je suis limité par les faits.

Est-ce que notre système est stabilisé ? A mon avis, non, pas tout à fait. La révolution rooseveltienne a apporté une certaine stabilisation, mais le système économique lui-même ne connaît pas de stabilisation, il est purement dynamique. D'où l'angoisse qui vous a frappé. Mais nous avons toujours, pour les périodes de chômage, un programme de travaux d'intérêt public. Est-il assez étendu ? On a également prévu des mesures monétaires.

En vérité, nos méthodes de stabilisation sont peut-être suffisantes pour donner des résultats, mais elles ne nous satisfont pas. C'est pour cette raison que, pour la première fois aux Etats-Unis, nous discutons d'un système de planification. Cela existait déjà, mais il était interdit d'en parler, sous peine d'être taxé de socialisme. Ce que nous avons p.257 fait d'une année à l'autre, c'est d'adopter des mesures socialistes. Pour le moment, c'est moitié-moitié : une partie de l'économie est stabilisée par le gouvernement ; d'autre part, on espère que le système se stabilisera dynamiquement. Il est évident que nous ne pouvons pas continuer ainsi. La stabilisation est une nécessité pour tous les gouvernements des Etats-Unis, et le développement de notre politique va vers la stabilisation.

En 1957, certains se demandaient si ces mesures étaient suffisantes alors que d'autres n'en demandaient pas autant. Certains disaient : « Il n'y a pas de différence », et d'autres : « Il faut faire quelque chose tout de suite pour renforcer ces mesures de stabilisation. » Lors de la prochaine campagne électorale, la stabilisation sera un des arguments de combat.

**M. JULES MOCH** : Je suis heureux de constater que l'utopie dont je parlais devient réalité aux Etats-Unis...

## Le travail et l'homme

**M. ADOLF A. BERLE** : Pas encore !

**M. JULES MOCH** : Elle est en marche...

**M. ADOLF A. BERLE** : Nous y travaillons...

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Erard.

**M. MAURICE ERARD** : Je voudrais poser deux questions à M. Berle. Nous avons tous perçu les indications qui traduisent la monopolisation et la concentration du pouvoir aux Etats-Unis, et cela en dépit de la loi Sherman, la loi anti-trusts. Je voudrais savoir pourquoi cette loi est inapplicable, comment font les grandes entreprises pour tourner la loi, et je pense à la *General Motors* notamment. Est-ce que la technique de gestion dite de décentralisation fédérative, qui prévoit des organes autonomes de gestion au sein de l'établissement, autorisant même certaines usines à vendre en dehors de la firme, donnant un droit d'annulation qui leur permet au besoin d'acheter à la concurrence, serait capable de contourner la loi ? En définitive, le pouvoir reste fortement concentré entre les mains de la direction centrale qui doit coordonner toutes ces activités en vue d'une valeur d'ensemble.

Dans son livre : *Le capitalisme américain et la conscience du roi*, M. Berle va très loin, plus loin qu'il ne l'a laissé entendre, puisqu'il considère que les grandes entreprises peuvent valablement, par leurs organes, représenter les intérêts publics. Il cite des cas étonnants de représentation internationale où toutes les grandes affaires sont traitées par des chefs d'entreprise, et nous avons vu récemment une situation semblable en Suisse où des traités importants ont été négociés par des hommes d'affaires.

Je voudrais que M. Berle nous donne l'image de cette modération des pouvoirs. Comment peut-on compenser, dans une certaine mesure, ces pouvoirs de la direction par ce mécanisme d'appel à la conscience du roi, telle qu'il l'a décrite.

**M. ADOLF A. BERLE** : p.258 La loi Sherman n'est pas du tout dirigée contre le gigantisme économique, mais contre les monopoles. Elle est également censée favoriser la concurrence. Chez nous, il n'y a pas de grands monopoles, sauf celui

## Le travail et l'homme

des téléphones — il est presque impossible de faire concurrence au service des téléphones. Les autres industries comprennent quatre ou cinq géants et une foule de petites entreprises.

Pour un certain nombre de raisons, la loi Sherman a conduit à une forme de concentration, mais sans monopole. C'est intéressant en période économique difficile. Mais nous commençons à planifier, ce qui exige la suspension de la loi Sherman, et la moitié peut-être de nos industries est déjà sous un régime libéré des exigences de la loi Sherman. Nos préoccupations socialistes nous ont montré qu'il n'est pas possible de planifier en maintenant une concurrence libre sous tous ses aspects ; il faut aboutir à un compromis entre les deux systèmes.

Deuxième question : est-ce que les sociétés anonymes, les administrateurs, peuvent être des représentants de l'intérêt public ?

En général, je réponds non ; ils représentent un intérêt économique et composent une sorte de service civil. Ces administrateurs, en général, ne sont même pas des actionnaires et ne sont pas très riches. Ils ne sont pas les « patrons » au sens européen. Evidemment, ils représentent leur société et veulent la voir se développer. Ils connaissent le système américain qui veut que s'il y a trop de difficultés, ou abus de pouvoir, il y a mouvement politique et intervention de l'État. C'est pour cette raison qu'un bon administrateur doit prévoir la réaction du public avant qu'elle ne prenne naissance. De ce fait, tous les administrateurs sont très sensibles à l'opinion publique. De temps en temps, ils commettent des erreurs monumentales, mais en général ils cherchent à ne pas se mettre en opposition avec l'opinion publique. Ce sont en quelque sorte des bureaucrates. Et aujourd'hui que les grandes compagnies américaines sont socialisées, que leurs actions sont répandues partout, leurs administrateurs ont les mêmes problèmes que les bureaucrates socialistes. Je suis sûr qu'ils défendent leurs compagnies, mais je suis également sûr que les bureaucrates socialistes défendraient leurs bureaux de la même façon. Je dirai que ce n'est pas une question de système, mais d'orientation philosophique de ces administrateurs et de l'opinion publique.

Ce que l'Américain cherche en Europe, c'est une troisième force capable de nous instruire.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est au R. P. Cottier.

## Le travail et l'homme

**R. P. COTTIER** : J'ai beaucoup apprécié l'apologie qui nous a été faite par M. Berle de la vitalité et du pouvoir d'invention de la société américaine. J'aimerais cependant lui poser une question :

Si j'ai bien compris sa pensée, il nous a expliqué comment le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle est venu à bout d'un problème que celui du XIX<sup>e</sup> n'avait pas pu résoudre ; il s'agissait de la distribution du revenu.

p.259 Si nous lisons les économistes libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle, nous sommes frappés de leur optimisme ; optimisme dû à l'augmentation continue du revenu, qui représentait la richesse globale d'une nation. Evidemment, les bénéficiaires de ce revenu étaient un petit groupe de privilégiés. Aujourd'hui, je crois qu'effectivement les sociétés américaines et occidentales ont résolu, ou sont en voie de résoudre le problème de la distribution de ce revenu à leurs membres.

Il y a cependant une question que j'aimerais poser : la réussite américaine repose sur un certain nombre de bases, au nombre desquelles il y a le marché international, et notamment celui des matières premières. Les économistes nous montrent comment les pays hautement industrialisés, l'Amérique en tête, mais cela vaut également pour l'Europe occidentale et pour la Russie soviétique, absorbent la quasi totalité des matières premières dont, du même coup, les pays producteurs de ces matières sont privés.

De sorte que le problème crucial du capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, qui était celui du prolétariat, ne me semble pas du tout supprimé ni résolu. Il est simplement déplacé.

Aujourd'hui, nous n'avons plus affaire, à l'intérieur des nations, à une classe capitaliste ni à un prolétariat, nous avons affaire à des nations capitalistes — et la Russie soviétique est du même type, ici, que nos pays occidentaux — et à des nations prolétaires.

La question que je pose est de savoir si le fait de la remise en question de la distribution des matières premières dans le monde remettra en question la vitalité de l'économie américaine, ou si, au contraire, cette économie a en elle-même des ressources qui lui permettent de s'adapter à ces exigences tout à fait inévitables et fondamentales de notre société d'aujourd'hui.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Berle.

## Le travail et l'homme

**M. ADOLF A. BERLE** : En réponse à votre première question, je dirai que le capitalisme américain s'est peu à peu socialisé. Nous n'en sommes pas au stade utopique exposé par M. Jules Moch, mais nous nous efforçons de supprimer le prolétariat grâce à un système politique susceptible de modifier le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle. La différence entre la théorie américaine et la théorie marxiste est que Marx a eu l'idée de soulager le prolétariat et nous, nous avons l'idée de ne pas avoir de prolétariat. J'espère que nous y parviendrons.

Une commission du Rockefeller Bodies dont je fais partie s'est occupée de la question du nationalisme économique. Elle a conclu qu'un tel nationalisme est impossible aux Etats-Unis. Peut-être ne l'est-il pas en U.R.S.S. Mais pour mon pays qui est grand et riche, nous avons compris la nécessité d'adhérer à une communauté plus vaste, et je suis persuadé qu'il en va de même pour la Russie. Nous n'avons pas encore de normes pour effectuer ces combinaisons. Nous cherchons des idées, des idées comme celles de Jean Monnet. La semaine prochaine, j'en discuterai au Brésil et au Venezuela ; tout ce que nous cherchons, c'est à gagner du temps pour avoir une bonne théorie.

**LE PRÉSIDENT** : p.260 J'espère que vous pourrez gagner assez de temps pour réaliser certaines de ces communautés internationales ; mais il me semble que le terme de « nations prolétaires » doit avoir éveillé un écho dans l'esprit du président Jules Moch. Aussi vais-je lui donner la parole.

**M. JULES MOCH** : Je me félicite du tour que prend ce débat. Je pense que même si nous n'arrivons pas à épuiser toutes les questions secondaires, il y a déjà eu tant d'idées importantes soulevées que cela vaut la peine d'en creuser quelques-unes. J'en note deux dans ce qui vient d'être dit devant nous. L'une est celle de notre ami M. Berle, qui nous indique que le capitalisme cherche à s'améliorer, à s'amender, à n'être plus le capitalisme et à employer des procédés imaginés par des socialistes, notamment en ce qui concerne la planification future, notamment aussi en ce qui concerne le fait, — j'espère que M. Krouchtchev le constatera lors de son voyage en Amérique — qu'il y a encore un prolétariat en Amérique, mais que ce prolétariat est loin de comprendre toute la classe ouvrière, dont une bonne partie roule en automobile.

**M. ADOLF A. BERLE** : Pas du tout...

## Le travail et l'homme

**M. JULES MOCH** : Puis, il y a cette autre idée qui se relie à la précédente à l'autre pôle de l'évolution humaine, et que le R. P. Cottier a exprimée en parlant de nations capitalistes et de nations prolétaires.

Je pense que, pour comprendre la politique internationale, dans presque tous ses développements, il faut avoir présents à l'esprit deux faits. Le premier est que, sur un effectif humain compris entre 2 milliards et demi et 3 milliards d'hommes, il y en a plus de la moitié dont le revenu annuel est de l'ordre maximum de 50 dollars, dont la nourriture consiste en un nombre de calories inférieur à la moitié de ce que nous considérons comme nécessaire pour vivre ; et que dans les deux camps idéologiques il y a maintenant de ces nations prolétariennes. Car si la Russie figure parmi les privilégiés, bien qu'Etat communiste, si la Pologne et d'autres démocraties populaires y sont aussi, dans une certaine mesure, il y a la Chine qui n'y est certainement pas encore. De même dans le camp non communiste, presque toute l'Amérique du Sud, l'Asie et une grande partie de l'Afrique sont formés d'Etats sous-évolus.

Le second est un fait que la Conférence de Bandoeng, en 1955, a révélé aux représentants d'un milliard et demi d'hommes : cette misère ancestrale à laquelle ils étaient résignés, n'était pas une nécessité puisque d'autres peuples y ont échappé. Et l'idée s'est implantée en eux — elle est partiellement injuste — que cette misère est la conséquence du colonialisme. Ainsi, quand on a ces deux faits présents à l'esprit, on peut posséder une vue d'ensemble et comprendre certaines réactions de la Chine en face de la Russie, et de la Russie en face de la Chine.

p.261 Revenant sur ce que nous a dit hier M. Armand, je pense que pour développer les Etats sous-développés, un certain nombre de conditions s'imposent :

1<sup>e</sup> condition : pas de dons nationaux, pas de concurrence entre l'Est et l'Ouest, mais une organisation internationale de solidarité humaine ;

2<sup>e</sup> condition : pas de livraison d'installations perfectionnées qui produisent, mais n'emploient pas d'hommes ; au contraire, des conditions de production adaptées à l'exigence fondamentale de donner du travail au plus grand nombre possible d'hommes, donc un minimum de mécanisation. Le reste viendra après.

3<sup>e</sup> condition : disposer d'énergie. En ce domaine, nous avons toutes les

## Le travail et l'homme

perspectives qu'offrent, non seulement le gaz, là où on le trouve, mais l'énergie atomique, lorsqu'elle sera pratiquement vendable, car elle sera toujours aisément transportable.

Aussi, je crois que les sociétés industrialisées — je ne veux pas dire « et capitalistes » — pourront, par des procédés de ce genre, relever le niveau de vie des Etats prolétariens, sans détruire leur propre standard. C'est à un alignement vers le haut que nous assisterons et non pas à une moyenne par vases communicants.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. de Boisdeffre.

**M. PIERRE DE BOISDEFFRE** : Je crois cette discussion particulièrement féconde, dans la mesure où elle permet de confronter, quelquefois de rapprocher, des points de vue opposés.

Nous avons tendance à opposer dans l'abstrait le capitalisme tel qu'il a été au socialisme tel qu'il devrait être. Et si enfin le socialisme s'est imposé par la violence ou avec la violence populaire, dans un certain nombre d'États, nous constatons qu'il imprègne la vie d'autres Etats dont il est difficile de dire à quelle structure ils appartiennent.

Il est très caractéristique de constater qu'aux Etats-Unis, on l'a souligné maintes fois, l'évolution profonde de l'ensemble du régime va d'un stade de lutte pour la vie, au sens le plus réel, le plus intéressé, le plus avide, vers un stade de coopération, plus proche des idéaux démocratiques. Je n'irai pas jusqu'à partager l'optimisme un peu délirant avec lequel Jacques Maritain considère, dans son dernier et très beau livre, la civilisation américaine, dont il affirme avec force que le mythe du profit ne correspond plus du tout à la réalité des cœurs et des efforts. Assurément, un certain nombre de grandes entreprises américaines possèdent toutes les caractéristiques, et quelquefois même certaines des tares de ce que Simone Weil appelait « le gros animal platonicien », c'est-à-dire la volonté de puissance, le désir d'éliminer les concurrents par tous les moyens. A côté de cela, il y a une volonté très nette de servir ce que saint Thomas appelait déjà « le bien commun » et de redistribuer les richesses acquises.

Je pense ici à ces fondations admirables qui se sont multipliées aux Etats-

## Le travail et l'homme

Unis et qui font bénéficier le monde entier de ce surprofit capitaliste, enlevé autrefois aux travailleurs eux-mêmes.

p.262 Dans cette Europe où les entreprises capitalistes en sont encore au stade du XIX<sup>e</sup> siècle et aggravent leurs exigences et leurs contradictions par le fait qu'elles se défendent contre un Etat qui les dévore un peu plus chaque jour, nous avons introduit dans nos mécanismes capitalistes des mécanismes proprement socialistes, si bien que nous avons les défauts des deux systèmes sans en avoir toujours les avantages et les qualités.

Cela explique sans doute le fait que bien des gouvernements socialistes en Europe se sont comportés en mauvais gérants du système capitaliste. Non de leur propre intention, et ce n'est pas eux qu'il faut blâmer, mais cette espèce de mécanisme contradictoire que la guerre notamment a installé en obligeant les régimes capitalistes, non pas à faire une révolution complète, mais à modifier certains de leurs comportements.

On a souligné le rapprochement des deux régimes. Le rapprochement des niveaux de vie est évident, même si l'on discute sur les statistiques et sur la rapidité avec laquelle ces deux niveaux de vie vont se rejoindre. Ce qu'on pourrait observer en outre, c'est que les niveaux de vie du plus fort et du plus faible, du plus riche et du plus pauvre se rapprochent aussi vite dans certains pays capitalistes, en tout cas aux Etats-Unis, qu'en Union soviétique ; que la redistribution par l'impôt sur le revenu est plus progressive, je crois, aux Etats-Unis et en Grande-bretagne qu'en Union soviétique ; que la progressivité extrême de l'impôt sur les successions tend à l'égalisation des niveaux.

Je vous citerai fort mal un vers danois très connu, qui est presque la devise des pays scandinaves : « Très peu en ont trop et beaucoup en ont assez. » Cette devise est partagée par un large secteur, sinon par la grande majorité de l'opinion américaine où, en somme, *l'american way of life*, pour des millions d'hommes, c'est tout simplement la possession d'une maison, d'une voiture, d'un équipement ménager convenable, et l'accession à l'instruction et à la culture dans des conditions égales pour tous.

Voici, me semble-t-il, un des idéaux du socialisme qui n'est que très partiellement réalisé dans les pays socialistes eux-mêmes.

En sens inverse, on pourrait noter que des caractères typiquement

## Le travail et l'homme

capitalistes apparaissent ou tendent à apparaître dans les pays socialistes, U.R.S.S. comprise ; que l'appel forcé à l'épargne joue un grand rôle dans ces pays, et que même la publicité, la publicité honnie par certains socialistes, vient, je crois, d'apparaître en Union soviétique.

Notre inquiétude, face aux formes extrêmes du socialisme, tient à son ambition même, et cette ambition est très belle puisque c'est une philosophie de la totalité. Au contraire du capitalisme qui prétend s'adapter aux mouvements, aux impulsions et aux besoins de la nature humaine, le socialisme prévoit de réaliser l'homme tel qu'il devrait être, et prétend que nous avons le pouvoir de réaliser dialectiquement la liberté et le bonheur pour tous.

Mais ce qui nous inquiète, c'est que cette planification ne peut pas s'étendre à l'économie seulement, c'est également une planification des âmes, qui tend à éliminer toutes les structures protectrices de l'individu. <sup>p.263</sup> Et nous nous demandons si finalement la personne ne fera pas les frais de cette dialectique ascendante vers la totalité.

Je voudrais, pour finir, pouvoir faire mien l'optimisme avec lequel un Pierre Teilhard de Chardin considérait l'évolution des sociétés humaines, affirmant que les contradictions apparentes et l'échelle entre les nations ou les systèmes se résoudraient finalement dans cette ascension vers une sorte de grand Tout, que nous étions, du fait même de la bombe atomique et de l'effroyable révélation d'Hiroshima, entrés désormais dans une dialectique irréversible, et que la guerre était impossible, puisqu'elle n'a d'autre alternative que la destruction, et que donc nous jouirons un jour de la totalisation du monde au niveau de l'esprit.

**LE PRÉSIDENT** : M. de Boisdeffre a dit un certain nombre de choses qui confirment les déclarations faites précédemment par nos conférenciers. Il a parlé de convergence et je pense que ce qu'il nous a dit s'adresse à la fois au président Jules Moch et à M. Berle. Aussi demanderai-je à l'un et à l'autre s'ils ont quelque chose à dire.

**M. JULES MOCH** : J'ai en effet quelque chose à dire. M. de Boisdeffre vient de faire un exposé riche en citations et en termes philosophiques, duquel je retiens seulement des faits concrets : les gouvernements socialistes, dit-il, ont été de mauvais gérants du régime capitaliste. Je regrette personnellement que des

## Le travail et l'homme

socialistes soient obligés d'effectuer des stations au pouvoir avant que leur pays soit mûr pour la transformation socialiste. Je n'accepte vraiment la station de socialistes au pouvoir — moi qui ai collaboré à un grand nombre de ministères que je n'énumérerai pas pour ne pas faire rire cette salle — que lorsqu'un gouvernement socialiste peut montrer aux travailleurs qu'il n'est pas un gouvernement comme les autres. La présidence de Roosevelt en Amérique n'a pas été une présidence comme les autres ; le gouvernement Léon Blum de 1936 n'a pas été un gouvernement comme les autres, et vous n'avez pas le droit, Monsieur de Boisdeffre, de dire qu'il a été un mauvais gérant du régime. Il l'a géré dans des conditions tragiquement difficiles, avec une Angleterre qui refluit vers la pire conservation, avec une Allemagne et une Italie qui intervenaient en faveur du fascisme en Espagne. Et néanmoins, en quatre semaines, il a profondément modifié, il a bouleversé la condition humaine et il a tracé la route aux autres pays. En quatre semaines, la classe ouvrière française a obtenu les contrats collectifs, les délégués ouvriers, la semaine de quarante heures, les congés payés qui étaient auparavant abandonnés au libre arbitre des patrons. Quand on voit aujourd'hui ce que représentent les congés payés pour le monde du travail, pour la société en général et pour le développement des pays, on peut être stupéfait que l'égoïsme patronal ait fait attendre 1936 et la pression ouvrière pour permettre à tous les hommes de se reposer à leur tour.

Il a encore, ce gouvernement, relevé de 15 % tous les salaires, et plus encore les salaires anormalement bas dont j'ai des souvenirs <sup>p.264</sup> dramatiques, car je présidais de nombreuses commissions arbitrales qui fixaient les salaires. Je revois cette petite ouvrière de la plus grande épicerie française devant son patron, membre de la délégation patronale, et qui lui disait :

— Je suis une ouvrière qui ai la confiance de mon patron que voici, et que je vois pour la première fois ; j'ai sa confiance, puisque je suis vendeuse le matin et que je tiens la caisse l'après-midi. Voici mon salaire... — et elle a cité un chiffre dérisoire.

Elle ajoutait :

— Comment voulez-vous qu'avec ce salaire je m'achète une paire de bas ? Et quand j'ai besoin d'un manteau, M. X. — le grand épicier — veut-il que je me prostitue pour l'obtenir ?

C'était cela la situation de la classe ouvrière, à une époque que vous n'avez

## Le travail et l'homme

pas connue, et je vous en félicite, car vous êtes plus jeune que moi. C'était cela. Ce qui explique ce mot de Frachon, délégué de la C.G.T. et l'un des dirigeants du Parti communiste français : « Comment voulez-vous que l'explosion n'ait pas eu lieu ! C'est comme si la pierre tombale s'était soulevée sur le caveau de la classe ouvrière. »

Ne dites pas alors que les gouvernements socialistes ou à direction socialiste ont été de mauvais gérants du patrimoine national.

Je ne veux pas faire de l'histoire plus rapprochée, mais je tenais à relever ces faits, d'ailleurs avec une vivacité que vous excuserez.

Vous avez ensuite édifié toute une théorie arrivant à confondre presque le capitalisme et le socialisme par la progressivité des impôts sur le revenu, par l'égalisation des niveaux de vie. Théorie livresque : la réalité est autre. La réalité est que, même en Amérique — sur ce point je ne suis peut-être pas tout à fait d'accord avec M. Berle — il y a encore beaucoup d'hommes qui ont à peine le minimum pour vivre. C'est ce contraste entre l'énorme misère de nombreuses gens et le luxe insolent des autres, qui est à la base de la revendication socialiste.

Philosophie de la totalité ? Je ne vous suis pas sur ce terrain. J'ai dit l'autre jour que je n'étais pas un philosophe, ou que si je l'étais, c'était à la façon de M. Jourdain, qui faisait de la prose sans le savoir. Il y a un certain nombre de termes spéciaux auxquels je voudrais que, comme à l'éloquence, on tordît le cou, afin que les spécialistes s'expriment comme tout le monde. Je ne parlerai donc pas de dialectique. Je dirai simplement que c'est une singulière déformation de notre conception de la planification que de dire que cette planification entraînera une uniformisation de l'âme humaine, alors que nous voulons, par la planification économique dans la liberté, permettre au contraire le plein épanouissement et la pleine culture pour tous, chacun dans le sens qui lui convient le mieux. Cette planification ne ressemble pas du tout à la planification soviétique, qui précise cinq ans à l'avance le nombre de volumes qui seront imprimés, ou des exemplaires de journaux qui seront tirés.

**M. ADOLF A. BERLE** : Ce n'est pas à moi de défendre le régime socialiste en France, mais c'est bien vers les socialistes d'Europe que nous nous sommes tournés pendant des décennies pour <sup>p.265</sup> modifier notre capitalisme. Il est

## Le travail et l'homme

possible, comme le disait M. de Boisdeffre, que nous ayons les défauts des deux systèmes. Peut-être, mais nous avons aussi une réalité.

Je suis d'accord avec le président Jules Moch. Il y a aux Etats-Unis beaucoup de pauvres. Mais ces pauvres ont leur automobile, certains ont leur maison ; c'est-à-dire que comme pauvres ils sont mieux pourvus que les travailleurs russes d'aujourd'hui. C'est un prolétariat que vous ne reconnaîtriez pas. J'ai vu des familles venir chercher leur secours de chômage en automobile.

Nous avons aussi des riches. Ça, c'est autre chose, c'est une question de philosophie... Après avoir prévu les nécessités de tout un peuple, il y a lieu de décider si on veut avoir des riches ou si on doit éviter des contrastes insolents.

Que font les riches ? Il y en a qui s'intéressent beaucoup à la Riviera. Mais prenons le cas de Ford. C'est le père qui a fait l'usine et la fortune ; c'est le fils qui dirige. Toutes les actions Ford sont déposées à la Fondation Ford. C'est-à-dire que toute cette industrie a été socialisée en une génération, sans intervention de l'Etat.

Telle est la situation. En effet, aux Etats-Unis on ne peut rien faire avec une grande fortune, sinon créer une fondation ou financer une université. Il y a cependant de ces contrastes insolents dont parle M. Jules Moch.

Je me permets enfin de préciser que je ne suis pas déterministe en économie. Ce ne sont pas les instruments qui déterminent le but de la vie ; ce n'est ni le capitalisme, ni le socialisme. Et si l'utopie de M. Jules Moch se réalisait demain matin, les mêmes problèmes continueraient à se poser.

**M. JULES MOCH** : Tout à fait d'accord.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Ziemiński.

**M. ANDRÉ ZIEMIŃSKI** : Je voudrais poser à M. Berle une question en complément de celle du R.P. Cottier. Dans son apothéose du capitalisme américain, il nous a donné des chiffres qui démontrent une progression des salaires et une amélioration du niveau de vie sans précédent. Je me demande alors si cette image, qui correspond à une réalité, est un modèle. Est-ce que cette structure économique est applicable à tout le monde ? Est-ce que les pays sous-développés, disons semi-développés, doivent suivre l'exemple de

## Le travail et l'homme

l'Amérique ? Ont-ils encore la possibilité de créer de grandes compagnies ? A mon avis, ce n'est plus possible. Depuis une trentaine d'années, on s'achemine vers d'autres solutions. Qu'elles ne se justifient pas du point de vue économique, ou du point de vue moral, c'est un autre problème.

**M. ADOLF A. BERLE** : Si nous avons assez bien réussi, par rapport à d'autres systèmes, ce n'est pas dû seulement à ce que les Etats-Unis avaient du charbon, ou du pétrole, ou d'autres ressources. C'est parce que notre système capitaliste, toujours modifié p.266 par des mouvements politiques provenant en général de l'Europe, s'est développé dans la liberté et l'organisation, c'est-à-dire la liberté de l'entreprise et l'organisation sociale — et surtout l'organisation du travail, — puis s'est équilibré avec la réforme du président Roosevelt. Nous pouvons dire que c'est un succès, mais pas du tout une apothéose. Cela continue à se développer. Que cela puisse encore se perfectionner, c'est bien possible. Mais nous pouvons aussi commettre des erreurs et échouer.

Est-ce applicable partout ? Je ne l'affirmerai pas. Je ne crois pas que ce soit un système nécessairement universel. Je pense personnellement que chaque nation et chaque peuple doit développer son organisation sociale selon les tendances de sa philosophie, sa formation intellectuelle et ses coutumes. J'espère que nous n'aurons jamais un système universel, pas plus nous que les communistes. Je suis tout à fait contre les communistes qui veulent, par des aventures militaires, imposer leur système aux autres pays. Il est bien probable que la France doive devenir tout à fait socialiste, que la Pologne devienne tout à fait collectiviste et que le Ghana suive une ligne que nous ne pouvons pas prévoir. Mais parmi les pays sous-développés, certains pourraient suivre les méthodes américaines. Cela est possible dans un pays comme le Brésil ; par contre, un pays voisin, la Bolivie, qui compte 80 % d'Indiens et pas du tout d'Européens, se développera dans une ligne tout à fait différente. C'est une nation de communauté où il n'y a pas de propriété privée.

**M. JULES MOCH** : J'apprécie beaucoup l'idée que vient d'exprimer M. Berle, que chaque peuple ou chaque groupe de peuples doit pouvoir évoluer selon son génie propre. Mais ce qui me gêne un peu, c'est l'universalisation d'un certain nombre de grandes sociétés qui finissent par imposer le régime économique du pays d'où elles émanent. Quel que soit le pays d'Europe où nous nous

## Le travail et l'homme

promenons, nous voyons les mêmes postes d'Esso Standard ou de la Shell. Moi qui souhaiterais nationaliser l'importation et le raffinage du pétrole dans mon pays, je suis gêné par cette puissance, plus grande que celle de beaucoup de gouvernements, que détiennent de grandes entreprises capitalistes, beaucoup plus privées que socialisées.

**M. ADOLF A. BERLE** : Je n'ai pas le droit, en tant qu'Américain, de critiquer le système européen. Mais ce que vous reprochez à ces grandes compagnies internationales tient à l'absence d'une planification en Europe. Dans une région aussi divisée géographiquement que l'Europe, la planification est une nécessité absolue. Vous l'avez laissé faire par ces grandes sociétés. C'était un résultat prévisible du système d'avant-guerre ; vous en portez la responsabilité.

Aujourd'hui, avec le Marché Commun, avec l'Europe des Six, avec vos arrangements, la situation est différente.

**M. JULES MOCH** : Mais je ne vous reproche rien dans la puissance de l'Esso Standard !

**M. ADOLF A. BERLE** : p.267 L'économie, comme la nature, a horreur du vide. Il faut le remplir, et c'est ce qu'ont fait les grandes sociétés. Mais cela est en dehors du sujet.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Campagnolo.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : En arrivant ce matin, j'avais quelques questions claires à poser, mais après ce débat, ces questions se sont obscurcies... Dans une certaine mesure, elles ont peut-être encore quelque valeur.

Hier, en écoutant les deux conférences, j'ai été profondément exalté et en même temps troublé.

J'ai été exalté par cette concordance finale, par cette harmonie dans les résultats. Pour moi qui cherche depuis longtemps cette compréhension, semblable ouverture me paraissait excellente. Je pense qu'une telle convergence eût été presque impensable il y a seulement quatre ou cinq ans. Et cependant, au cours de ces conférences, les différences, les contrastes, ont été très profonds.

## Le travail et l'homme

On a parlé de civilisation capitaliste, de civilisation socialiste ; de civilisation américaine, de civilisation européenne. Et je me suis demandé s'il n'y avait pas là une forme de contradiction, et si, après tout, les sentiments n'allaient pas beaucoup plus loin que la raison ne le pouvait permettre. Ce désir d'harmonie universelle ne semblait certes pas irrésistible, si l'on tenait compte des oppositions très nettes qui s'affirmaient entre le socialisme, le communisme et le capitalisme. Un socialisme beaucoup plus proche du communisme qu'il n'apparaissait dans les déclarations de principe, ayant en commun les mêmes buts, sinon les mêmes méthodes ; un capitalisme qui n'en avait ni les buts ni les méthodes, ce qui n'empêchait pas de conclure à la prévision d'une rencontre finale dont je ne voyais pas les prémisses. Et si les débats de ce matin ont apporté à ces conférences beaucoup de nuances et de modifications, elle ne furent pas essentielles.

Je me suis demandé comment M. Berle concevait la possibilité, pour un capitalisme qui continuerait à suivre sa voie, de rencontrer finalement, dans ses résultats, le communisme. Est-ce concevable sans une intervention qui modifie essentiellement le système ? C'est la question que je me permets de vous poser.

J'ai encore deux autres questions, que je voudrais poser à M. le Président Jules Moch :

Je me suis demandé si la lutte que les socialistes ont menée contre le capitalisme, qui est leur adversaire tant dans ses moyens que dans ses buts, telle qu'elle s'est manifestée dans les faits, mais aussi dans la doctrine, est vraiment efficace. Etait-il vraiment possible de songer à transformer le capitalisme ?

Deuxième question, beaucoup plus nette : la société communiste, la société que les Soviétiques pensent devoir être l'aboutissement du socialisme, est-elle différente de la société vers laquelle s'oriente le socialisme ? D'ailleurs, la contrainte, qui contient toute l'opposition entre <sup>p.268</sup> le socialisme libéral et le communisme, n'est-elle pas considérée par la doctrine marxiste comme une fatalité de la lutte, conditionnée par des nécessités historiques, et non point comme une nécessité inhérente à la société communiste ?

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Berle.

## Le travail et l'homme

**M. ADOLF A. BERLE** : J'affirme qu'il n'y a pas une civilisation capitaliste ou une civilisation socialiste ou éventuellement une civilisation communiste. Il y a *la* civilisation. C'est la civilisation même qui finalement déterminera le système. Car j'imagine que ce qui détermine la civilisation, ce sont des considérations beaucoup plus raffinées et beaucoup plus fortes même que les systèmes politiques et économiques.

Est-il possible que le communisme emboîte le pas au capitalisme ? Personnellement, je pense que présentement le communisme commet les mêmes erreurs que le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle en étant impitoyable et en exploitant le travail, et qu'il suivra la même route que ce capitalisme qui a été modifié, sinon tout à fait rejeté. Je ne sais pas. C'est à la philosophie russe de dire si après un siècle d'esclavage on peut concevoir un peu plus de liberté.

Peut-on espérer, dans quelques années, l'avènement de plus de liberté ? Nous l'avons vu poindre en Pologne. Est-ce dû purement à l'esprit polonais, ou est-ce un esprit qui peut aussi se réaliser en U.R.S.S. ? Je ne le sais pas.

Est-ce que le socialisme peut se muer en une sorte de capitalisme modifié ? Je laisserai à M. Jules Moch le soin de répondre. Je dirai seulement que les deux systèmes, à savoir le système américain et le système socialiste tel que le conçoit Jules Moch, ont pour conséquence logique une concentration de pouvoirs ; pour lui dans les commissariats socialistes, pour moi dans l'administration de nos grandes sociétés.

En tous les cas, la question du pouvoir continuera à se poser : est-il possible de profiter du pouvoir pour obtenir des réformes sociales, et en même temps de sauvegarder la liberté ? Nous ne sommes pas prêts à sacrifier la liberté, mais nous espérons aussi profiter du pouvoir de ces grandes organisations concentrées. Voilà le plan de bataille ; la question n'est pas résolue. C'est pourquoi nous aurons besoin des démocrates, des libéraux, des socialistes, enfin de la démocratie aux Etats-Unis.

**LE PRÉSIDENT** : Avant de donner la parole à M. Moch, je voudrais permettre à M. Campagnolo de faire une remarque.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : M. le Professeur Berle n'a pas répondu exactement à ma question. Je remarquerai cependant que l'optimisme qu'on

## Le travail et l'homme

pouvait ressentir hier soir après sa conférence n'est pas confirmé par ce qu'il vient de dire.

Vous venez d'affirmer que la situation actuelle en U.R.S.S. correspond à celle du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle. Cela me semble très arbitraire, tant du point de vue historique que du point de vue économique, et <sup>p.269</sup> également du point de vue philosophique. S'il en était ainsi, je pourrais ajouter que le capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle a donné naissance au capitalisme du XX<sup>e</sup>, et vous ne pouvez empêcher ce développement.

Je voudrais que vous précisiez ce que vous avez dit hier soir, à savoir que le capitalisme, en évoluant, aurait pu atteindre les mêmes résultats que le socialisme, qui évolue de son côté.

**M. ADOLF A. BERLE** : Je suis optimiste, mais je ne peux pas prévoir la même forme d'interventions sociales ou intellectuelles dans les régimes communistes.

Je suis convaincu qu'au point de vue philosophique, au point de vue humain, les Russes revendiqueront aussi leur liberté. Reste à savoir s'ils s'engageront dans des modifications semblables à celles que nous avons vues s'opérer en Europe et aux Etats-Unis...

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : Je me demande si l'évolution du capitalisme tend à ce résultat.

**M. ADOLF A. BERLE** : Pas le capitalisme seul : il faut aussi la combinaison de la démocratie et de la liberté.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jules Moch.

**M. JULES MOCH** : M. Campagnolo, après avoir constaté que le débat n'avait peut-être pas éclairci toutes les positions, m'a posé deux questions :

1° La lutte du socialisme contre le capitalisme continue-t-elle et est-elle vraiment efficace ?

Ma réponse est oui ; mais oui à l'échelle des sociétés, et non à celle de l'homme. Pour nous qui ne sommes pas partisans de la thèse des minorités agissantes, il s'agit d'une évolution de très grande durée et de très grande

## Le travail et l'homme

ampleur. Il y a d'abord tout le facteur éducation. Nous perfectionnons peu à peu notre système éducatif qui, en France, n'est pas encore ce qu'il devrait être, mais qui s'améliore toujours, à la fois dans le sens de la gratuité, de la généralisation de l'enseignement et de sa diversification. C'est pour nous, socialistes, la condition préalable pour instaurer un régime plus équitable.

D'autre part, nous rognons les ongles au capitalisme, non pas en faisant du socialisme, mais en faisant de l'étatisme, qui en est une forme intermédiaire.

Je faisais tout à l'heure allusion au premier gouvernement dont j'ai fait partie, il y a de cela, hélas, pas mal d'années, en 1936. A cette époque, et dans les années qui suivirent, nous n'avons nationalisé que la Banque de France, les chemins de fer et les sociétés productrices de canons, de munitions, telles Le Creusot. Mais dans un autre gouvernement dont je faisais aussi partie, en 1945, celui du général de Gaulle, nous avons nationalisé l'aviation civile, la marine marchande, l'électricité, les mines, les principales banques, les principales compagnies <sup>p.270</sup> d'assurances, les usines Renault et plusieurs centaines d'autres entreprises. C'est une puissance qui échappe au capitalisme. Or, nous savons qu'en 1924, en 1932, le Comité des Assurances privées a financé les élections et est intervenu dans la politique française. Le fait que la collectivité mette la main sur les assurances, si ce n'est pas une victoire du socialisme, est en tout cas une défaite du capitalisme. Ces défaites-là, nous les lui avons infligées sous le signe d'un homme qui était alors pour nous l'homme de 1940 et de la Résistance française, le général de Gaulle.

2° La société communiste est-elle différente de la société vers laquelle tend le socialisme ?

Je pourrais répondre comme M. Berle tout à l'heure : je ne sais pas. Car ce que nous savons le mieux, est que nous ne savons pas tout. Il est trop facile de supposer le problème résolu. M. Campagnolo saute de la situation présente à la situation finale et nous demande : Dans la situation finale, la société socialiste sera-t-elle la société communiste d'aujourd'hui ?

Je pourrais d'abord lui répondre : Que sera la société communiste à ce moment ? Et puis surtout, la différence est essentiellement une différence de méthode. Je l'ai développée hier, je ne veux pas y revenir aujourd'hui. Mais entre la méthode qui peut-être était nécessaire pour la Russie, mais dont je suis sûr qu'elle serait mortelle pour un pays comme la France, — c'est pourquoi je ne

## Le travail et l'homme

suis pas communiste —, et cette autre méthode qui fait appel à l'effort d'éducation, de propagande, de persuasion, de maturation des esprits, de renforcement des mouvements syndicaux, coopératifs et mutualistes qui sont les cellules de la société future, il y a évidemment un abîme. Le résultat sera-t-il le même de part et d'autre ? Comment pourriez-vous le dire aujourd'hui ?

Ce que je voudrais également préciser, c'est que dans mon esprit il n'y aurait pas, dans cette société, de commissariats socialistes, pour reprendre l'expression de M. Berle. Je suis, à ce point de vue, beaucoup plus fouriériste que marxiste et j'envisage des entreprises, des usines, gérées par les ouvriers eux-mêmes, un peu selon le système yougoslave, qui me paraît actuellement le plus proche de mon idéal. Ces usines seraient groupées en secteurs économiques dotés d'un pouvoir législatif, pour le secteur et dans le cadre d'un plan national établi par le pouvoir politique.

Mais je n'envisage pas du tout, pour mon pays, la lourde pyramide bureaucratique que les Soviétiques ont été obligés d'instaurer, et qu'ils cherchent à alléger maintenant, mais qu'il est très difficile de démolir après l'avoir construite. Je préfère, pour l'instant, ne pas vous donner une image trop précise ; mais si cela vous intéresse, je vous enverrai les études « utopiques » faites par moi sur ce sujet.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Albert Picot.

**M. ALBERT PICOT** : J'ai l'intention de poser une question à M. le Président Jules Moch, sur le rôle respectif du socialisme et de l'économie privée dans le développement de la civilisation.

p.271 Si vous le permettez, je ne resterai pas aux Etats-Unis, je n'irai pas non plus en U.R.S.S., je prendrai, devant ce public qui se trouve sur territoire helvétique, mes exemples plutôt dans l'économie suisse.

J'ai été élevé dans un milieu libéral, qui était généreux sur le plan individuel, mais qui au point de vue politique croyait encore au libéralisme manchestérien du laisser faire, laisser passer. J'ai, dans ma vie, passé vingt-trois ans dans un gouvernement, notamment dans un département d'Economie publique. J'ai beaucoup appris sur le socialisme, qui m'était présenté dans ma jeunesse comme un épouvantail. J'ai bien compris que le socialisme, dans les pays

## Le travail et l'homme

occidentaux, avait porté des fruits. Il est bien certain que le développement des lois sur les fabriques, le développement de beaucoup d'institutions sociales, d'assurances diverses, l'amélioration, l'humanisation des contrats de travail, tout cela est bien venu un peu sous la pression socialiste. Mais comme en Suisse, nous n'avons jamais eu un gouvernement socialiste, nous devons constater que les réalisateurs de l'assurance-accidents ou de l'assurance-vieillesse n'étaient pas socialistes et qu'ils l'ont fait seulement mus par un sentiment social d'humanité.

J'ai bien pu reconnaître que le socialisme, dans notre pays, s'était révélé capable d'une grande sagesse politique, collaborant avec les autres partis pour l'indépendance nationale en face des menaces hitlériennes, et collaborant d'une façon effective et intelligente pour la paix sociale par une paix du travail qui règne en Suisse depuis plus de vingt ans.

Mais je pose la question : Est-ce que le socialisme, les mesures socialistes nous auraient amené la prospérité que nous connaissons, due aussi à la Providence, au fait que notre pays a été si considérablement épargné par les deux dernières guerres ?

Quand on compare l'effort intéressant qui a été fait par les grands chefs socialistes avec les hommes qui ont eu l'énergie, la force d'initiative, le dynamisme de créer l'industrie suisse, on se rend bien compte que les constructeurs de la prospérité suisse, qui nous permettent de tenir dans les conditions du monde présent, sont bien les hommes de l'économie privée, avant les apôtres du socialisme : ces hommes qu'un jour éloquentement Mlle Hersch a appelés les « capitaines volants », ces gens qui sont un jour à New-York, un autre à Tokio, qui semblent mener une vie agréable et qui finalement se surmènent et travaillent autant que des ouvriers.

Et je pose la question : si la Suisse avait eu un gouvernement socialiste depuis 1900, si la Suisse n'avait pas bénéficié de l'effort dynamique de ses capitaines d'industrie, mais s'en était remise aux théories socialistes, où en serions-nous ?

Une petite parenthèse comique, si vous le permettez. Quand M. Moch vient à Genève, il est bien heureux de ne pas subir le monopole des tabacs, ni le monopole des allumettes — il est vrai qu'il ne fume peut-être pas. Quand nous sommes en France, nous souffrons du peu de choix d'allumettes et de cigarettes.

## Le travail et l'homme

Nous ne méconnaissons pas l'utilité de certaines nationalisations, mais nous devons reconnaître que, comme celle des chemins de fer, elles <sup>p.272</sup> ont été faites dans l'ensemble du pays et non pas tant en vertu de théories socialistes. Les gouvernements socialistes, que ce soit en Suède ou ailleurs, n'ont pas tellement bien réussi.

Je crois qu'à notre époque il est très important de ne pas avoir de slogans. Nous pouvons établir, et nous l'avons souvent fait, une collaboration intelligente avec les socialistes, contrairement aux communistes, pour répondre à un besoin inné de l'homme, le besoin de liberté et le besoin de justice.

Je suis tout à fait d'accord avec M. Moch pour reconnaître que la collaboration peut avoir lieu, non seulement sur le plan intérieur, mais sur des problèmes comme celui des pays sous-développés.

Si on envisage le développement du monde, on doit cependant reconnaître que le dynamisme de l'économie privée a un rôle plus effectif à jouer que l'action socialiste, qui a été, ainsi que je l'ai dit en commençant, profondément utile, mais qui a été heureusement suivie par des hommes qui n'avaient pas en vue seulement l'idéal socialiste, mais surtout le développement de l'économie.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jules Moch.

**M. JULES MOCH** : Je voudrais d'abord remercier M. Picot, libéral généreux, de ne pas me considérer comme un épouvantail et de constater que le socialisme dans son pays a porté des fruits et a été à l'origine de lois sociales et d'une humanisation du travail réalisée par d'autres en même temps que par les socialistes.

Quant à la question qu'il me pose, elle me gêne beaucoup. Elle me gêne parce que j'ai vu dans Genève des affiches qui m'ont appris que pour lutter pour des salaires meilleurs, ou pour la baisse des loyers, ou pour un certain nombre d'autres avantages, il fallait voter socialiste. Ce qui m'a fait constater que nous étions, avec beaucoup de calme et sans que cela soit apparent, en pleine campagne électorale dans le pays dont nous sommes les hôtes. Il est alors assez mal séant pour moi de prononcer des propos qui pourraient être interprétés comme une intervention dans les affaires intérieures de la Confédération...

## Le travail et l'homme

Néanmoins, je voudrais dire que, si je ne sais pas où en serait la Suisse si elle avait été animée par le socialisme depuis vingt-cinq ans, je sais par contre où en sont la Suède et la Norvège qui, toutes deux, ont des gouvernements socialistes depuis vingt-cinq ans, et qui ne semblent pas s'en plaindre puisqu'à chaque élection le pourcentage des voix socialistes, dans ces deux pays, augmente légèrement et qu'en particulier en Norvège — pays qui m'intéresse spécialement puisqu'il a été dévasté par la guerre — le parti socialiste détient la majorité absolue des suffrages depuis de très longues années.

C'est donc que ces pays ne sont pas mécontents de leur régime. On y voit en effet des citoyens sans classe définie et immuable, sans grande richesse et sans aucune misère, et qui presque tous parlent une langue étrangère, ce qui montre un degré d'éducation auquel beaucoup d'autres pays ne sont pas arrivés.

p.273 M. Picot a parlé d'une des raisons de la fortune de la Suisse ; c'est la même que celle de la fortune suédoise. C'est pourquoi l'exemple norvégien me touche particulièrement, car ce pays n'a pas, comme les deux autres, été épargné au cours des deux cataclysmes mondiaux, dont je disais hier que pour la France ils se traduisent, toutes balances faites, par quarante années de stagnation sur la route au bien-être — sans parler, hélas, des morts !

Les grandes industries, en Suisse, sont d'économie privée. Je le sais. Elles marchent bien, mais les C.F.F. ou les P.T.T. marchent bien aussi.

**M. ALBERT PICOT** : C'est ce que j'ai appelé les utiles nationalisations...

**M. JULES MOCH** : Admettons alors, mon cher conseiller d'Etat, que nous ne divergions que sur la limite de l'utilité des nationalisations. Vous les bornez aux C.F.F. et aux P.T.T., ces dernières plus satisfaisantes encore en Suisse qu'en France. Moi, j'ai souhaité plus et voudrais réaliser encore plus.

Quant au monopole du tabac, nous ne nous en plaignons pas. Je trouve ici les mêmes cigarettes qu'en France — je fume des cigarettes américaines... — et au même prix dans ce pays de monopole qu'est la France et dans ce pays de liberté qu'est la Suisse. Ce qui prouve qu'il n'y a pas là de différences flagrantes. De même pour les allumettes. C'est une vieille légende que les allumettes françaises ne brûlent pas. Je dois dire qu'elles ne sont ni meilleures, ni plus

## Le travail et l'homme

mauvaises que les allumettes privées de Suisse ou de Belgique, et qu'elles ont l'avantage d'économiser quelques milliards d'impôts au contribuable français, puisque ce sont des recettes pour l'État et non pour les actionnaires privés.

C'est toute la réponse que je puis faire.

Mais j'aimerais bien poser à mon tour une question à M. Picot : que serait la Suisse si elle n'avait pas eu les socialistes pour moderniser son code du travail et pour humaniser les conditions du travail ? Que serait la Suisse si elle était restée gérée exclusivement par des bourgeois, au sens social du terme et non au sens péjoratif, qui se seraient refusés à toute concession avant d'y avoir été forcés par l'éruption de la puissance ouvrière ou de la puissance syndicale.

La Suisse a fait preuve de sagesse en acceptant de faire entrer dans ses mœurs un petit peu de socialisme, et je l'en félicite.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Picot ?

**M. ALBERT PICOT** : Je voudrais dire à M. Jules Moch que je n'ai jamais considéré le socialisme comme un épouvantail, mais que j'ai parlé de mes aînés. J'avais été élevé dans cette idée. Mais après vingt-trois ans de gouvernement, j'ai conçu des idées plus larges.

Je répondrai que pour ce qui concerne les nationalisations, j'estime que l'on peut nationaliser certains services d'utilité publique comme les téléphones, les P.T.T., les chemins de fer, mais si nous nationalisons <sup>p.274</sup> les industries chimiques ou les industries métallurgiques, il est probable que nous subirions un très grand recul.

D'autre part, dès le début de mon exposé, j'ai expliqué que le socialisme avait exercé sur nous une pression ; que cette pression avait été utile. Seulement, comme nous sommes des démocrates et des libéraux qui attachons une grande importance à la dignité humaine et au développement des classes les plus modestes, nous avons suivi des suggestions socialistes, mais nous avons su les développer nous-mêmes, souvent sans vous.

**M. JULES MOCH** : En France, le fait d'avoir nationalisé l'électricité nous a permis, en dix ans, de multiplier notre production par 2,5 ; le fait d'avoir nationalisé nos mines de houille a fait que d'un rendement initial placé parmi les

## Le travail et l'homme

plus médiocres d'Europe, nous sommes passés au rendement le meilleur de toute l'Europe.

**M. ADOLF A. BERLE** : Je me trouve entre les deux positions et c'est un privilège pour un Américain. Je reconnais avec M. Jules Moch qu'il y a des situations dans lesquelles la nationalisation contribue à la production. Je reconnais aussi avec M. Picot que dans beaucoup de cas l'entreprise libre est préférable.

Je dirai encore une fois que ce n'est pas l'instrument économique qui est en cause, c'est la philosophie de l'homme et les aspirations de la société.

**LE PRÉSIDENT** : Ainsi que vous le savez, ce n'est pas l'habitude de conclure. Vous me permettrez cependant de dire que l'éblouissante discussion de ce matin doit vous avoir convaincus que dans les cinquante dernières années les connaissances des phénomènes économiques ont fait autant de progrès que la médecine, et nous pouvons fonder d'égales espérances pour une meilleure solution des problèmes économiques que pour une meilleure santé publique.

Je vous invite tous cordialement à venir demain matin à 10 heures pour entendre la suite de cette conversation où nous pourrons enfin aborder le problème de l'homme au centre des phénomènes économiques, et vous apprendrez sans doute à nouveau qu'il y a plusieurs médecines.

L'entretien est clos.

@

### CINQUIÈME ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par M. Georges-Henri Martin

@

**LE PRÉSIDENT :** p.275 Nous avons consacré la matinée d'hier à la clarification d'un grand nombre de problèmes économiques. Je pense qu'il est temps maintenant de passer, d'une part, à l'étude des liens qui existent entre le politique et l'économique, puis de parler de l'homme, du travailleur, de la position de l'homme dans ce contexte.

J'ouvre immédiatement le débat en donnant la parole à M. d'Astier de la Vigerie.

**M. EMMANUEL D'ASTIER DE LA VIGERIE :** Je regrette que mon absence aux premiers débats ne me permette pas de porter un jugement complet. Nous parlons du travail, et nous sommes venus débattre une question qui a été posée dans un petit fascicule qui présentait les conférences, et qui posait le problème presque dans les termes que j'emploie : Avec ses aspects philosophiques et sociaux, le travail est-il une contrainte ou une servitude, ou le travail est-il un moyen glorieux dans lequel l'homme trouve sa joie et son apaisement ? Je crois qu'il faudra bien parler de cela aussi, et j'aurais souhaité que non seulement l'avis des seuls hommes des superstructures, des philosophes, des hommes politiques, des sociologues soit donné, mais que les autres soient appelés à parler aussi. C'est-à-dire que nous aurions pu débattre cette question avec l'ouvrier à la chaîne, avec l'empaqueteuse de biscottes, avec le receveur d'autobus, avec le manieur de pic automatique, parce qu'ils auraient pu nous poser des questions très importantes et nous faire redescendre quelquefois sur terre.

Cette première remarque faite, j'ai été conduit à participer à un entretien qui a un peu un autre objet, celui de débattre sur deux exposés importants qui ont développé un parallèle entre le capitalisme et le socialisme. Evidemment, le travail se profile derrière ce débat. Nous p.276 avons entendu un entretien très

---

<sup>1</sup> Le 10 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

intéressant, avec des hommes politiques importants et avertis, mais je voudrais faire deux ou trois petites remarques préalables.

Je n'ai pas entendu M. Youri Frantsev. J'ai vu seulement une analyse très incomplète de son exposé. Par contre, j'ai entendu M. Berle, et il m'a semblé que l'un et l'autre s'étaient présentés en apologistes de leur système. Certains eussent préféré qu'ils exposent leurs problèmes et leurs difficultés. Pourquoi ? Parce que si nous nous lançons dans la voie de l'apologie des systèmes, nous risquons d'assister à une entreprise de propagande ; et la propagande, même quand elle est aussi digne, aussi courtoise qu'elle l'est ici, risque de reconduire à la guerre froide — guerre des mots, tout au moins, des attaques, de la recherche de ridiculiser le système du voisin, de jubiler sur ses succès. Je n'ai pas entendu, je viens de le dire, M. Frantsev, qui me semble-t-il n'a pas procédé à des attaques. J'ai entendu M. Berle, avec lequel je suis d'accord sur certains points et en désaccord sur d'autres, mais certaines notions de son exposé méritent tout de même d'être débattues, même si elles ne peuvent pas être acceptées comme des vérités de fait.

Par exemple, quand il nous dit que le capitalisme américain est engagé dans la voie du socialisme, quand il parle de la disparition du prolétariat alors que le but du communisme est la constitution et le développement du prolétariat — ce qui est contraire aux buts du communisme, qui veut une société sans classes, où il n'y aurait donc pas de prolétariat —, il présente là des idées sur lesquelles nous ne sommes peut-être pas d'accord. Est-ce qu'un homme cesse d'être un prolétaire parce qu'il a une voiture ou une télévision ou une radio, ou une machine à laver à crédit ?

Le seul point sur lequel je suis absolument en désaccord avec M. Berle, c'est quand il joint à ce débat une notion qui est une notion de guerre froide, et qu'il déclare que nous pourrions peut-être réussir à nous entendre s'il n'y avait pas l'aventure militaire communiste.

Quand on parle de cela, il ne faut pas oublier que l'aventure a commencé en 1917 ; et elle a commencé par la tentative du capitalisme de mettre fin par les armes et par la famine à l'entreprise communiste.

Qu'il y ait eu des justifications ou non, cela m'est égal ; mais le fait a été cela au départ. Car enfin, pour comprendre et juger le débat qui se produit aujourd'hui entre socialisme et capitalisme, il faut revenir aux sources. Je sais

## Le travail et l'homme

bien que les choses ont changé, mais elles ont commencé avec l'état du monde en 1917 ; avec l'expérience communiste, dont le capitalisme et les nationalismes étaient pour une bonne part responsables.

En quoi se caractérisait l'état du monde en 1917, quand le communisme a connu son avènement d'Etat ?

1° Dans les guerres périodiques, nationales ou internationales, qui dans beaucoup de cas avaient un substrat économique.

2° Dans l'aspect de la conquête du monde, de ses richesses, de ses sources d'énergie, de ses matières premières au profit de certaines classes nationales, et quelquefois de certaines oligarchies, et aux dépens des populations qui étaient stationnées là où pouvaient être ces richesses ; par un système, notamment, que l'on a appelé le système colonialiste, ou qui, sans porter le nom de colonialisme, a abouti à un fait incontesté : l'exploitation économique de trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, aux dépens de leurs populations.

3° Un tiers du monde était dans l'incapacité d'organiser son travail et de développer son bien-être. Après 1917, quelques-uns, alors qu'ils disaient des choses justes sur le communisme, se servaient aussi du communisme comme d'un alibi pour dire que ce qui se passait en Afrique du Nord, en Afrique du Sud, au Brésil, au Venezuela, était l'œuvre du communisme, et non pas l'œuvre des populations spontanément frustrées.

M. Berle, dans son exposé, nous a dit que le système de la libre entreprise avait fait place au système de la société anonyme, qui serait une espèce de socialisme où le profit disparaît, réparti en investissements, en dividendes, et en assurances-vie ; qu'il n'y a pas de monopoles, ou qu'ils sont en voie de disparition, ou du moins qu'ils ne pèsent pas sur le gouvernement, qui reste un arbitre, et que les monopoles et l'impérialisme sont le fait de l'autre bloc.

Je dois dire très franchement que pendant cette partie de l'exposé de M. Berle, je rêvais à la Standard, aux huit Grands qui se font de la concurrence mais qui sont bien étroitement associés, à Solvay, à Unilever, à United Food, et à la situation des investissements en Amérique du Sud, par exemple.

Il faut être franc sur ce point : ce qui s'est passé en 1917 a traduit le désarroi du monde, et le traduit encore maintenant. Il traduisait une volonté de

## Le travail et l'homme

changement — certains peuvent estimer que le communisme a mal traduit cette volonté de changement — qui était celle de centaines de millions d'hommes, peut-être de milliards d'hommes, à qui il ne suffit pas d'ouvrir la perspective lointaine de la société anonyme, de l'assurance-vie, des élections dites libres et de la démocratie parlementaire pour les satisfaire. Je ne dis pas qu'ils ont tort ou raison ; mais il me semble que par ces procédés nous n'aurions pas pu contenter les centaines de millions ou les milliards d'hommes qui se sont mis en mouvement depuis.

A la vérité, il faut reconnaître, — et M. Berle peut être intéressé par ce point puisqu'il a participé à cette œuvre historique, — à la suite du partage du monde en zones d'influence à Yalta, des révolutions furent apportées ; mais combien y avait-il eu aussi de démocratie formelle, de structures capitalistes, apportées avant et après ?

En général, les grandes mutations, les grands mouvements révolutionnaires ont été naturels et spontanés, en France en 1789 et en 1848, en Russie en 1917, en Chine en 1949, et sans doute les raisons pour lesquelles beaucoup d'hommes comme moi-même ont opté — et je dis cela à l'intention de Jules Moch — avec prudence pour la voie « communiste » ou socialiste dans ses principes, plutôt que pour la voie soviétique, sont-elles basées sur cette analyse, peut-être sommaire, peut-être inexacte de la situation.

p.278 Est-ce que cela veut dire que ceux qui ont opté pour cette voie approuvent ce qui s'est passé en Russie de 1935 à 1954, ou en Hongrie en 1957 ? Je dirai très franchement, allant plus loin que mes amis socialistes, que j'aime la Révolution française et que je déteste la mort de Marie-Antoinette, les noyades de Carrier et les excès qu'elle a pu avoir. Je déteste les grands procès de Moscou comme je déteste la guerre d'Algérie, comme je déteste la ségrégation raciale ou la misère capitaliste de l'Amérique du Sud, et je n'aime pas plus les contraintes de l'Etat que les contraintes des manieurs d'argent.

Mais je crois que nous sortons de cette période, et j'ai des espoirs en cette matière ; je crois que le capitalisme avait rendu inévitables les grandes mutations qui se traduisirent, hélas, et qui se traduisent toujours par certains excès.

Je crois également qu'il faut, dans des réunions comme celles-ci, rendre hommage aux deux côtés. Je ne jubile pas sur les difficultés américaines ou sur

## Le travail et l'homme

les difficultés soviétiques, et je voudrais saluer également par exemple, le grand effort du Président Eisenhower pour mettre fin à la ségrégation raciale, comme je salue le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste qui a fait sauter une période trop « drastique » et trop cruelle pour arriver à une nouvelle étape de la révolution. C'est dans cet esprit que je voudrais examiner les rapports du capitalisme et du socialisme.

Pour pallier cette espèce de drame du choix entre un système si dur, si contraignant quelquefois, si monstrueux, et un système qui a conduit le monde, en 1917, à un état de chose absolument insupportable, M. Jules Moch est venu ouvrir une voie que j'appellerai, pour simplifier, la voie du réformisme, ou la voie de la social-démocratie.

Je voudrais faire à ce sujet quelques remarques brèves. D'abord, nous ne connaissons pas d'État, dans le monde, qui ait eu à affronter, sous cette forme, les problèmes immédiats de la survie de l'homme et de son travail. Je nuancerai en disant — même si je dois être critiqué, bien qu'étant spiritualiste, par les spiritualistes —, qu'il me paraît plus important de déterminer les moyens de la survie de l'homme et de son travail, au point de vue urgence, que la nécessité de faire lire Pasternak, — que j'aime beaucoup et que je connais —, ou de pouvoir dire dans un café ou dans un journal qu'on est gouverné par des imbéciles. Je pense qu'il y a des ordres d'urgence. D'autre part, je pense que pour aboutir à ces libertés de l'esprit que nous souhaitons tellement, il faut d'abord faire au préalable que l'humanité puisse lire, survivre et travailler, parce que c'est en pouvant lire, survivre et travailler qu'elle sera dans les conditions de développer son esprit.

Quand j'ai dit qu'il n'y avait pas d'autre expérience socialiste, ce n'est peut-être pas tout à fait exact. On me dira : la Suède est une expérience socialo-municipaliste ; il y a eu, à un certain point de vue, se référant à l'idéal socialiste, l'expérience de l'Inde de Nehru. Je dirai aussi très franchement que personnellement, par nature intellectuelle, je préfère beaucoup Nehru et Gandhi, notamment, à Staline. Mais j'ai fait dernièrement un grand voyage qui m'a amené à traverser de nouveau la Chine et l'Inde. L'une a fait sa révolution en 1949, l'autre l'a faite un p.279 ou deux ans avant. Il faut voir les états comparatifs de l'une et de l'autre, et les plus grands thuriféraires de Nehru, qui sont des amis à moi, disent, il faut le savoir, que tout repose sur la personne de

## Le travail et l'homme

Nehru, et que si, pour notre malheur, Nehru venait à disparaître, cela risquerait de rendre l'Inde à un immense chaos, avec des mutations d'une brusquerie et des excès qui seraient peut-être sans précédent.

Je conserve l'espoir de pouvoir tout faire sans aucune espèce de contrainte et sans ces mutations très graves, mais les éléments d'appréciation, de balance et de jugement ne m'inclinent pas à un très grand optimisme en cette matière.

Au fond, je dirai que sur les notions générales je suis tout à fait d'accord avec Jules Moch, bien que nous ayons été dans des camps différents, puisqu'il a été, pendant ces dix dernières années, dans une sphère de gouvernement alors que j'étais dans une sphère d'opposition. Pourquoi dis-je que nous sommes d'accord ? Parce que nous semblons être d'accord sur les perspectives finales, lointaines ; c'est-à-dire que le propos final du socialisme, comme le propos final du communisme, semble être une société sans classe, l'abolition du profit sur le travail de l'homme... Lui croit pouvoir y arriver — et je le souhaite — en réformant lentement le capitalisme, et par la voie de la démocratie parlementaire ou par des voies nouvelles que nous n'avons pas encore déterminées, que nous avons rêvées d'ailleurs, en commun quelquefois, en 1945 en appelant cela la démocratie économique et sociale dans le programme du Conseil de la Résistance.

On a l'air de dire que le suffrage universel est le clou de la démocratie, alors que pour moi ce n'est pas vrai. Le suffrage universel est nécessaire, mais ce n'est pas l'expression totale de la démocratie. Cela dit, je reste d'accord avec M. Jules Moch, mais je crois certaines mutations inévitables. Il faut essayer de les rendre les plus humaines possibles, et il faut essayer de refaire l'effort que nous avons fait en 1944-45, un effort français. Jules Moch a rappelé les conquêtes du Front Populaire. Je rappellerai celles de 1945, qui étaient très belles aussi, et qui ont fait que, quel que soit le discrédit que put subir ensuite notre système parlementaire, il avait connu une très grande période où la France, rapidement, a reconstitué ses réserves, ses forces, et pendant qu'elle le faisait, donnait aux classes du travail des avantages que l'on croyait qu'elle ne supporterait pas et qu'elle a très bien supportés.

Ce sera ma conclusion. Nous avons rêvé, à ce moment-là, de ce que l'on peut appeler la semaine des quatre jeudis, c'est-à-dire la semaine où il y aurait un jeudi de la liberté et un jeudi de la sécurité, un jeudi de l'individu et un jeudi

## Le travail et l'homme

de l'organisation sociale, qui sont des données souvent antinomiques dans la nature humaine, la pleine sécurité s'opposant à la liberté, et le plein développement de l'individu s'opposant à l'organisation sociale. C'est vers cela que nous tendons. Je ne crois pas, pour ma part, qu'on puisse y parvenir par une synthèse un peu simpliste du capitalisme et du socialisme, décrétant que le socialisme est passé au capitalisme d'État et que le capitalisme est passé à la socialisation par la société anonyme. Mais je crois qu'il faudra faire un effort, p.280 un effort de bonne foi, de bonne volonté et de gentillesse, et je dirai, m'adressant aussi bien à M. Frantsev qu'à M. Berle, que je suis persuadé que leurs propos étaient un peu en arrière sur le ton et les façons qu'emploient MM. Khrouchtchev et Eisenhower pour se rencontrer. Soyons au moins à leur niveau !

**M. ANTONY BABEL** : J'aimerais simplement relever un petit point du début de votre déclaration, Monsieur d'Astier.

J'ai cru sentir un reproche, très courtois mais enfin tout de même un reproche, à l'adresse des organisateurs des Rencontres. Mais je désire vous dire que parmi nos invités, — je viens encore de regarder la liste des invités suisses, — il y a quatre chefs syndicalistes, qui je pense représentent des salariés, et d'autre part je vous rappelle que depuis quatorze ans les Rencontres ouvrent la tribune à tous ceux qui veulent parler. Si quelqu'un désire parler, il n'a qu'à s'annoncer au président de séance, ou au secrétariat, ou au président des Rencontres. Nous faisons place ici à ceux qui le désirent.

**M. EMMANUEL D'ASTIER DE LA VIGERIE** : Je blâme ceux qui n'ont pas voulu parler, puisque ces débats ne sont pas réservés aux spécialistes de la tribune. Je suis très content qu'il en soit ainsi.

**M. ADOLF A. BERLE** : Il est amusant de s'entendre appeler « propagandiste » par M. d'Astier de la Vigerie. Je ne veux pas reprendre cette caricature du système actuel, parce qu'après tout c'est une caricature que tout le monde connaît depuis des années.

Evidemment, il y a l'histoire. Dans l'histoire, il s'est passé beaucoup de choses que nous connaissons. Mais ce n'est pas à moi de me charger de tout le fardeau du monde.

## Le travail et l'homme

Quant à la misère dans le système capitaliste, je me limiterai à dire qu'il y a peut-être quatre fois plus de prisonniers dans les camps de concentration russes que de misérables aux Etats-Unis. Je constate également que dans le capitalisme que nous sommes en train de développer, le travail est mieux payé que dans le système communiste.

La révolution ? Il y a toutes sortes de révolutions. A mon avis, le système qui existait avant la Révolution française était un système qui se développait organiquement ; c'est par la suite que l'on a créé toute une mythologie à ce sujet. Il faut admettre que les révolutions que nous avons faites au XX<sup>e</sup> siècle — je dis « nous » qui sommes de l'autre côté du rideau de fer — ont été faites par la libre volonté des peuples. Voilà la vraie révolution.

Je veux dire que le système économique, politique, doit se développer au moyen de la liberté. Sans la liberté de l'homme, il n'y a rien à faire. Tout ce que l'on sait, c'est que l'on a perdu la liberté une fois que l'on a établi une dictature. Voilà notre problème aujourd'hui, le problème du pouvoir. Nous avons un système de pouvoir dans le capitalisme. Nous aurons un autre système de pouvoir dans le socialisme. Nous avons <sup>p.281</sup> un problème très sérieux du pouvoir dans le système communiste. Ce que nous cherchons, c'est une méthode politique, et aussi une philosophie humaine, qui permettent à chaque système de se développer pour représenter les intérêts non seulement des travailleurs, mais de tout le monde. C'est pour cela que je ne peux pas accepter les critiques de M. d'Astier de la Vigerie.

Evidemment, il est possible de développer chaque système, capitaliste, socialiste ou communiste. Mais nous, Américains, nous pensons qu'aucun groupe d'hommes ne doit devenir le maître de tous. C'est pour cela qu'il faut avoir un système économique qui permette un développement perpétuel. C'est notre thèse. Nous pouvons laisser les autres critiques pour un autre jour, parce que je suis convaincu que le débat continuera pendant des années...

Il est intéressant d'entendre M. d'Astier de la Vigerie dire que son idéal est le même que celui de Jules Moch. Je l'espère. Mais je me souviens très bien qu'il y a quelques années, les amis de M. d'Astier auraient tué avec plaisir M. Jules Moch et tous ses amis. Je félicite M. d'Astier de la Vigerie si aujourd'hui il lui est possible de discuter en paix du Front Populaire.

Quant à l'Amérique du Sud, ce n'est pas le capitalisme qui a créé les

## Le travail et l'homme

conditions que nous connaissons, mais le système colonial de l'empire d'Espagne. Tout le monde le sait. Il me semble que M. d'Astier n'est pas très bien renseigné sur les affaires d'Amérique du Sud. Moi, je les connais très bien et, la semaine prochaine, je serai au Brésil et au Venezuela. Je sais très bien que ce n'est pas seulement une question de capitalisme. Il s'agit là de la réorganisation de l'économie mondiale, et c'est cela que nous cherchons. Il y a en Amérique du Sud des pays qui ont une économie socialiste. Il y a aussi des pays qui sont nettement capitalistes. Il est intéressant de savoir que, dans les pays développés par le système capitaliste, le niveau de vie est beaucoup plus élevé que dans les autres. Il s'agit de pays en formation, et il n'est pas permis d'être aussi doctrinaire.

Ce qui n'est pas vrai, c'est ce que les théoriciens communistes pensent des nécessités des travailleurs. Les syndicats, eux, s'intéressent surtout aux questions internationales. Ils ont peut-être raison, encore qu'il ne s'agisse pas de créer un empire universel, mais de donner au monde un système d'économie internationale qui puisse aboutir, dans les pays sous-développés, aux mêmes résultats que ceux que nous avons atteints aux Etats-Unis.

On pourrait parler toute la matinée sur ce sujet, mais je me limite à dire que ce sont les capitalistes qui ont donné les bases du système socialiste qui commence à se développer au Venezuela. Cela vous paraît impossible, mais je vous assure que c'est la vérité.

Je dirai seulement que, même dans les pays sous-développés, nous pouvons établir un contraste entre la réalité et les théories communistes. Je ne dirai pas que nous avons trouvé une solution valable pour ces pays. Evidemment non. Je dirai même que les sociologues du pouvoir trouveront plus facilement une solution que les économistes spécialistes <sup>p.282</sup> des problèmes de la propriété. Nous savons assez bien ce qu'il faut faire avec la propriété, nous ne savons pas encore par quelles méthodes contrôler le pouvoir absolu.

**M. JULES MOCH :** M. d'Astier de la Vigerie est, si j'ose dire, un « animal politique » d'un type très spécial. Il est communiste de tempérament, et ne l'a pas caché tout à l'heure, mais il est indépendant du parti communiste. Il garde une liberté de jugement, notamment vis-à-vis de Moscou. Ce qui fait de lui, d'ailleurs, lorsque l'on n'est plus d'accord avec lui, un adversaire beaucoup plus

## Le travail et l'homme

redoutable qu'un doctrinaire orthodoxe du parti communiste, dont on sait à l'avance ce qu'il répliquera.

Je voudrais d'abord répondre à M. Berle — qui a volé à mon secours avec une ardeur dont je lui suis reconnaissant — que, lorsqu'on est un homme politique français, il faut être cuirassé d'oubli, et que les combats que j'ai pu avoir à mener à certaines époques de ma vie n'entrent nullement en compte dans les jugements que le porte aujourd'hui.

M. d'Astier, pour venir au fond de la question, a pris des exemples tendant à prouver que les évolutions, les mutations démocratiques lui paraissaient impossibles. Il est de fait que la comparaison de ce que la Chine a fait en dix ans, sous la trique communiste, avec ce que l'Inde a fait en douze ans grâce à la volonté de bien de Nehru est, au point de vue matériel, tout à l'avantage de la Chine. Seulement, il y a en Chine un bilan de morts, de sang versé, de deuils, de violence et de brutalité qui, à mon sens, est un passif à côté duquel le passif indien est léger, exception faite des conflits religieux de l'époque du Partage.

Je voudrais dire que, quand j'ai parlé du socialisme tel que je le voyais et tel que je souhaitais qu'il se réalise, je n'avais nullement une ambition universelle. Je crois assez peu aux grandes théories, j'ai déjà eu l'occasion de le dire : je les considère comme des jeux de l'esprit et j'essaie de garder les pieds sur terre. Une méthode peut être bonne dans un pays et détestable dans un autre. Quand j'ai parlé de l'évolution que je souhaitais, c'était à mon pays et à ceux qui ont un degré d'évolution analogue que je faisais allusion, mais je n'avais nullement l'idée de soutenir que des méthodes que je crois bonnes pour la France aboutiraient à des résultats heureux en Birmanie ou en Inde.

M. d'Astier de la Vigerie m'a posé une question à laquelle je répondrai d'un seul mot. Il lui a semblé que nous étions d'accord sur les perspectives lointaines qu'il a énumérées. Je lui réponds : oui, totalement.

Il a fait une allusion, en second lieu, à la voie de la démocratie parlementaire. Je voudrais dire ici, en pesant mes mots, que je n'assimile pas la démocratie parlementaire à la démocratie tout court. La démocratie parlementaire est une des formes de la puissance du peuple, mais il peut en exister d'autres. Nous avons eu en France une constitution à régime parlementaire. L'Amérique a une constitution à régime présidentiel. Le degré de démocratie des deux pays est comparable. Par conséquent, ce n'est pas le

## Le travail et l'homme

système de la responsabilité ministérielle devant un Parlement qui est l'étalon de démocratie, ni dans mon esprit, p.283 ni dans celui de nombreux maîtres du socialisme ; Léon Blum a écrit des pages très profondes sur le sujet. On peut parfaitement concevoir un système de pyramide à la manière soviétique, qui serait démocratique, — car je ne considère pas que le système russe actuel le soit, du fait de l'existence d'un seul parti. Mais on pourrait aisément imaginer un pays dans lequel tous les partis, toutes les opinions seraient libres, et où des pyramides de conseils s'édifieraient à l'usine, au village, à la ville, à la province, et jusque dans l'Etat. Sans être un système parlementaire, dans lequel les élus seraient révocables par les électeurs, il serait parfaitement démocratique parce que chacun pourrait se prononcer en toute liberté et sans aucun risque. De sorte que je considère que, d'une façon générale, le suffrage universel n'est pas un principe, mais un moyen, ou, pour être plus exact, une soupape de sûreté. Dans un pays où les hommes pensent — ce qui n'est pas le cas de tous les pays — aux questions nationales, la meilleure façon d'éviter les explosions est de leur garantir que la loi du nombre les départagera. Je n'en fais pas une question de principe. Ce qui est essentiel pour moi, c'est que toutes les opinions puissent s'exprimer librement, et qu'il y ait un moyen de donner à celle qui aura recueilli le plus d'adhésions la responsabilité du pouvoir.

M. d'Astier de la Vigerie a rappelé ensuite l'effort du Front Populaire français de 1944, complétant le diptyque dont j'avais tracé la première image avec mon évocation, hier, du Front Populaire français de 1936. Il a bien fait. M. d'Astier de la Vigerie n'oublie pas qu'il a été comme moi-même, mais pas en même temps d'ailleurs, ministre de de Gaulle ; nous sommes probablement les deux seuls anciens ministres de de Gaulle présents dans cette salle.

Nous ne l'avons pas été en même temps. Il l'a été avant moi, en Algérie, pendant que j'étais dans la Marine ; je l'ai été au retour en France, une fois démobilisé. Nous avons tous les deux siégé avec des communistes ; lui n'était pas considéré comme communiste de stricte observance. A cette époque-là la France — j'entends la France de la Résistance, la seule qui compte, pas celle de la trahison — s'est trouvée unie pour reconstruire au plus tôt le pays en faisant du neuf. Ce sont en effet ces ministères de Gaulle de 1944-45, dans lesquels figuraient des communistes, qui ont nationalisé les banques, le gaz, l'électricité, les compagnies d'assurance, la Marine marchande, et institué la retraite des vieux. J'en suis complètement d'accord, et ne renie pas cette période.

## Le travail et l'homme

Seulement, il est arrivé qu'en 1947 l'U.R.S.S. s'est écartée de l'Occident, dans des conditions auxquelles j'ai consacré tout un livre pour montrer que les fautes sont partagées ; que, parallèlement, au moment où l'U.R.S.S. se retirait pratiquement de la communauté internationale, les divers partis communistes nationaux se sont retirés chacun de sa communauté nationale et, ou bien ont démissionné du pouvoir en Belgique, en Italie ou ailleurs, ou bien ont pris, comme en France, une attitude telle que le Président du Conseil a été obligé de les révoquer puisqu'ils prétendaient siéger au gouvernement en votant contre lui comme députés. Ainsi s'est faite la rupture, en 1947, suivie des grandes grèves, de la tension en Europe, enfin de cette période insupportable, p.284 lourde d'angoisses internationales et nationales, sombre tunnel au bout duquel il semble maintenant que l'on puisse voir une petite lueur.

**LE PRÉSIDENT** : Je demanderai à ceux de nos amis qui doivent intervenir de formuler les questions de manière aussi succincte que possible pour que chacun puisse présenter son problème.

La parole est à M. François Bondy.

**M. FRANÇOIS BONDY** : Nous nous sommes, en Europe occidentale, orientés depuis dix ans vers une économie de bien-être, abandonnant en cela notre économie de puissance. Je constate d'autre part que la rencontre de M. Khrouchtchev et de M. Eisenhower verra des discussions naître essentiellement sur les problèmes de l'Europe, mais que l'Europe sera absente.

D'où ma question : Est-ce que le socialisme démocratique, qui existe avant tout, en Europe, dans des pays tels que la France ou ses voisins de condition analogue, ne pourrait pas contribuer à donner à cette Europe, qui est tout de même une terre privilégiée, la possibilité d'être un facteur dans les affaires qui la regardent ? Est-ce qu'il n'est pas possible de trouver dans l'inspiration socialiste, sur le plan des pays qui ont quelque chose en commun, un facteur de leur propre destin ? Il n'est pas question d'idéologie ou de guerre froide, mais je crois que le problème, pour nous, est en Europe, qui est la seule terre où le socialisme démocratique a eu jusqu'à présent un sens, et où ce sens ne peut être que commun. Il me semble que le moment est venu de repenser la théorie des relations internationales, ce que l'on ne sent ni dans le communisme, ni dans le socialisme démocratique, au moment où la guerre est une plus grande menace que la misère.

## Le travail et l'homme

**M. JULES MOCH** : Je répondrai en plaçant coupable. Il est exact que, m'étant attaché à la doctrine, je suis resté dans l'abstrait et que je n'ai pas parlé ou pas suffisamment parlé du caractère international du socialisme. C'est vrai. Je sollicite l'indulgence du jury.

Le socialisme, sur ce point, a fourni suffisamment de preuves. C'est lui qui, pour la plus grande part, est à l'origine de cette construction encore timide de l'Europe qui commence, un peu désordonnée, sur des plans techniques. Et s'il n'y avait pas eu, en France notamment, le parti socialiste, le petit peu d'Europe qui est déjà construit n'aurait pas été fait. Cela a été fait maladroitement. On a voulu commencer par l'armée. Je m'y suis opposé ; le parti socialiste en a connu une crise grave. Je ne renie absolument pas mon opposition à la C.E.D. ; je passe là-dessus pour que l'on ne me l'objecte pas.

Je veux dire simplement que le problème est très difficile, essentiellement pour deux raisons.

La première, c'est que nous n'avons pas le passé helvétique. Nous n'avons pas l'habitude de faire vivre ensemble et sous une autorité commune des hommes de formation, de langue, d'histoire, très différentes, alors qu'en Suisse vous avez réalisé ce miracle depuis longtemps.

p.285 La deuxième raison, c'est que les différents peuples qui doivent constituer l'Europe sont à des niveaux très différents, et qu'il faut aller très prudemment. Car, si la construction d'un morceau d'Europe se traduit par un chômage accru dans un des Etats, comme ces Etats sont tous démocratiques, il échappera très vite à l'Europe. Le problème de la C.E.C.A. qu'évoquait M. Armand l'autre jour ici est dramatique. Vous savez qu'il préside maintenant les Houillères de Lorraine. Ce sont des houillères où l'on a investi des centaines de milliards ces années-ci, pour les moderniser et les agrandir. On va liquider un très grand nombre d'ouvriers et fermer un grand nombre de puits dans ce bassin qui était considéré comme le plus moderne. Il est évident que nous risquons une vague d'anti-européisme, parce que ces ouvriers très naturellement diront : c'est la faute de la C.E.C.A., alors qu'en fait ce n'est pas la faute de la C.E.C.A., mais la faute des découvertes modernes.

Enfin, j'ai quelque raison de l'évoquer, il n'y a pas une famille française, ou presque, qui n'ait des morts dans les fours crématoires, dans les camps de concentration allemands, ou qui n'ait eu des siens victimes des Italiens. Je sais

## Le travail et l'homme

bien qu'il faut faire confiance à l'Allemagne nouvelle et à l'Italie nouvelle. J'en suis parfaitement d'accord. Mais on ne peut pas éliminer le souvenir des souffrances des siens, de la disparition des siens, et actuellement en France, où les touristes allemands sont particulièrement nombreux, j'avoue que lorsque l'on voit une voiture marquée D, beaucoup de Français ont un petit serrement de cœur, se disant que c'est peut-être un ancien occupant qui vient revoir les pays qu'il a martyrisés. De sorte que le problème est difficile et que là encore il faut aller à pas lents. Nous voulons construire l'Europe. Je crois que nous la construirons, mais nous ne le ferons certainement pas en un jour.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Reymond-Sauvain, président de l'Union syndicale de Neuchâtel.

**M. PIERRE REYMOND-SAUVAIN** : Mon intention, ce matin, était d'exprimer quelques réflexions qui m'étaient suggérées par les conférences de M. Armand et de M. Jules Moch. Mais le temps presse, et je me limiterai bien plus que je ne l'avais pensé tout d'abord.

Je voudrais que nous envisagions de façon plus précise, et peut-être plus courageuse, la crise que traverse le socialisme à l'heure actuelle.

Nous désirons que l'ouvrier trouve dans son travail la possibilité de s'épanouir, de créer sa personnalité. Nous avons affirmé qu'un certain nombre d'institutions, à l'heure actuelle, ne le lui permettent pas, et qu'il faut chercher d'autres solutions. Malgré tout, nous ne devons pas abandonner notre désir de voir le travail lui-même inspirer aux ouvriers des motifs de donner de la valeur à leur existence.

Parmi les propositions qui ont été faites, et qui ont été partiellement réalisées, en France en particulier, chez nous aussi dans une certaine mesure, il y a les conseils ouvriers et les conseils d'entreprise. Je crois <sup>p.286</sup> que cette expérience doit être poursuivie, mais je ne voudrais pas que nous nous imaginions qu'il s'agit là d'une panacée et que tout peut être résolu par cette voie.

Dans les conseils ouvriers, dans les conseils d'entreprise, ceux qui y participent se trouvent placés devant un certain nombre de dangers, et leur action ne peut être efficace que dans la mesure où ils sont soutenus par un

## Le travail et l'homme

mouvement syndical puissant, capable de les défendre lorsque ces dangers se présentent. Si cette condition est réalisée, le conseil d'entreprise peut jouer un certain rôle. Faut-il le pousser jusqu'au point de confier au conseil d'entreprise des décisions à prendre concernant la marche de l'entreprise ? Je ne le pense pas.

Pour que l'entreprise marche convenablement, qu'elle rende ce qu'on en attend au point de vue économique, il importe que quelqu'un soit responsable des décisions à prendre. Mais, bien entendu, une éducation doit être poursuivie pour que celui qui prend ces décisions tienne compte, dans une très large mesure, non pas seulement de la productivité de l'entreprise, mais de la création d'une atmosphère humaine au sein de cette entreprise. C'est au sein du conseil d'entreprise qu'il pourra se renseigner sur ce qu'il y a lieu de faire.

Ceux qui font partie du conseil d'entreprise courent, comme je l'ai dit, un certain nombre de dangers. Ou bien celui qui a été élu par ses camarades de travail prendra systématiquement leur défense et traduira au sein du conseil d'entreprise toutes leurs aspirations et toutes leurs revendications, et fatalement la direction de l'entreprise considérera qu'elle a affaire à quelqu'un qui manque d'intelligence, qui ne comprend pas ses nécessités, et il en résultera une opposition néfaste. Si, inversement, le représentant ouvrier au sein du conseil d'entreprise tient compte, dans une certaine mesure, aussi large que possible, des possibilités de renoncer à défendre certaines des revendications de ses collègues, il sera considéré immédiatement comme un traître et risque fort de ne pas être réélu ; sa situation au sein du syndicat deviendra difficile.

Nous avons essayé, dans le canton de Neuchâtel, — le cartel syndical du canton de Neuchâtel appuyé par la Fédération des ouvriers métallurgistes et horlogers, et par l'Union syndicale suisse, — de préconiser ce que nous avons appelé la communauté professionnelle, c'est-à-dire l'intervention des syndicats ouvriers au niveau de l'industrie, du métier, essayant de suggérer la direction du métier et la direction de l'entreprise sous forme paritaire, ce qui ne présente pas les dangers que j'ai signalés tout à l'heure. Les décisions seraient alors prises dans un cadre strictement paritaire par des conseils composés à part égale de représentants des syndicats ouvriers et de représentants des syndicats patronaux.

Je ne crois pas que ce soit là une utopie, parce qu'il s'agit du simple

## Le travail et l'homme

prolongement de la politique de convention collective, et que sur ce plan-là un certain nombre de choses intéressantes ont déjà été réalisées. Que l'on me permette un dernier mot au sujet de la conférence de M. Armand. J'ai beaucoup apprécié ce qu'il a dit de la nécessité de l'information ; il faut absolument que nous cessions d'examiner les <sup>p.287</sup> problèmes économiques au niveau de cellules économiques privées d'une vue d'ensemble. Il nous faut préconiser une extension plus large de l'information et des méthodes d'information, mais nous courons le danger, étant donné le volume de ces informations, d'être ensevelis sous leurs multiples données, sans pouvoir en tirer quelque chose d'utilisable. S'il y avait des méthodes de préparation, de maturation de cette information, fournies avec les précisions suffisantes, elles rendraient d'immenses services à ceux qui ont des décisions à prendre au niveau du métier et de l'industrie.

Je m'excuse de cette intervention si incomplète, mais qui jette dans le débat un certain nombre de choses que nous pourrions examiner avec profit.

**LE PRÉSIDENT** : Je vous remercie, Monsieur Reymond-Sauvain. Vous avez introduit dans le débat la notion du rôle du travailleur, et cela va jeter le pont qui nous permettra maintenant de parler du travail, du rôle de l'homme dans le travail.

Pour répondre à votre question, je donne la parole à M. Berle et ensuite à M. Moch.

**M. ADOLF A. BERLE** : Je crois que M. Reymond-Sauvain a très bien envisagé le problème. Personnellement, je n'ai pas de solution. Je suis ici pour étudier s'il y a des solutions.

Chez nous, les syndicats ne croient pas qu'il soit de leur intérêt d'entrer dans l'administration des grandes compagnies. Ils ne veulent pas prendre cette responsabilité. Mais une tendance commence à se manifester aux Etats-Unis, et il y a des compagnies financées avec les fonds des syndicats. Ce qui est intéressant, c'est que, en tant que capitaliste, le syndicat agit presque toujours comme les autres capitalistes, sans toutefois négliger son rôle de représentant du travail.

Je suis tout à fait d'accord avec vous sur la nécessité d'une plus large information. De plus, il faut donner à cette information une forme exacte. C'est

## Le travail et l'homme

un problème que l'on peut résoudre, j'en suis convaincu. C'est pour cela que nous recherchons toujours le contact avec la pensée européenne, et c'est pour moi un privilège de discuter avec M. Reymond-Sauvain.

**LE PRÉSIDENT** : Je remercie le professeur Berle, et je donne maintenant la parole au professeur Leenhardt.

**M. FRANZ LEENHARDT** : Il a été beaucoup question du travail ; nous allons donc tâcher de parler du travailleur.

M. Berle et M. Moch ont introduit deux notions qui devraient nous orienter vers des problèmes qui, jusqu'à présent, ont été passés sous silence. Le premier a parlé de philosophie, le second de valeurs morales. Il est seulement dommage que nos deux orateurs n'aient pas poussé plus loin leurs conclusions et ne nous aient pas donné un aperçu de la façon dont les deux systèmes qu'ils ont respectivement défendus <sup>p.288</sup> conçoivent chacun la fonction du travailleur dans l'économie, et la façon dont le travailleur conçoit son travail.

Je me permets d'indiquer que le travailleur engagé dans la philosophie qu'implique le régime capitaliste, ou bien conçoit son travail comme une malédiction : il est le salarié accomplissant un travail qui n'exprime pas sa personnalité, ou bien il a le culte du travail parce qu'il a le culte du profit, et dans ce cas, il n'est pas moins un esclave, quoiqu'un esclave doré, riche et puissant.

Du point de vue du christianisme, que je voudrais exprimer ici, ces deux conditions du travailleur sont justement celles que Dieu condamne. Travailler dans la douleur de l'âme est la marque d'un travail accompli hors de l'obéissance à Dieu ; c'est le péché qui détermine la malédiction du travail. D'autre part, l'idolâtrie du travail en vue du profit, c'est cette démesure qui ne sait mettre au travail ni un frein qui le limite, ni un but qui l'oriente ; c'est, dans les termes de la Bible — et je rappelle ce que j'ai dit au début de ces entretiens —, un travail qui ignore que la semaine de travail doit conduire à la journée où le travailleur rentre en lui-même et donne véritablement son sens à sa semaine de travail.

Je regrette de dire que si les choses sont ainsi, le capitalisme — je parle du système et non pas, bien sûr, des personnes — me paraît en contradiction avec la façon dont le christianisme comprend la vie du travailleur.

## Le travail et l'homme

M. Jules Moch — et je formule cette opinion de façon si abrupte qu'elle peut être choquante pour certaines oreilles, mais la rapidité des débats m'y oblige — a défini le socialisme par le souci qu'il a de mettre les valeurs morales au même plan que les valeurs économiques, — ce qui est peut-être un euphémisme, car les valeurs morales sont appelées à diriger le jeu des forces économiques, et non le contraire, puisqu'elles ont un caractère d'urgence et même d'absolu, alors que les phénomènes économiques sont le fait des décisions de l'homme.

Toutefois, M. Moch n'a pas dit explicitement quelle conception de son travail une économie socialiste pouvait donner au travailleur. J'espère ne pas me montrer excessif en disant qu'une économie socialiste donne au travailleur la possibilité de considérer son travail sous l'angle du service. L'économie socialiste ne peut fonctionner convenablement que si le travailleur fait de son travail un service, ou mieux s'il fait du service la règle de son travail. Inutile de dire que sur ce point au moins l'économie socialiste me paraît non seulement compatible avec les perspectives chrétiennes sur la signification du travail pour l'homme, mais encore souhaitable.

Toutefois, une question se pose : les valeurs morales demandent à être fondées objectivement. Elles impliquent plus qu'elles-mêmes. Elles imposent un dépassement de la simple réalité économique et sociale du travail et de la société.

Je sais bien que M. Moch n'aime pas la philosophie ni les idées. Il nous l'a dit. Mais il a dit aussi hier qu'il faisait peut-être de la philosophie sans le savoir. J'espère ne pas l'agacer en lui disant effectivement <sup>p.289</sup> qu'il fait de la philosophie, et même de la bonne philosophie, et je n'hésite pas à dire que, sans le savoir, le socialisme, tel du moins qu'il m'apparaît, fait plus que de la philosophie, il fait de la théologie.

Mon sentiment est que le socialisme — tout dépend probablement des mots là-dedans — est l'héritier de vérités chrétiennes que les chrétiens et les Eglises chrétiennes ont reniées au moment des grandes expansions économiques, commerciales d'abord, industrielles ensuite. Le socialisme a compris que l'homme ne vit pas seulement du salaire qui lui permet d'acheter un morceau de pain. Il a pris à son compte cette parole de l'Évangile, qui nous revient aujourd'hui paradoxalement de Russie : l'homme ne vit pas seulement de pain. Cette parole, il ne l'a sans doute pas comprise dans toute sa signification, je

## Le travail et l'homme

dois bien le dire, mais du moins l'a-t-il sauvée du naufrage. Le socialisme a besoin du christianisme, et le christianisme a besoin du socialisme pour donner à cette parole tout son sens économique. Christianisme et socialisme accomplissent les vœux l'un de l'autre. C'est, je pense, le grand drame de notre temps, c'est en partie aussi le drame interne du socialisme, à mon avis. Le grand drame de notre temps est que les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles aient vu la rupture de ces deux aspects complémentaires de la vie du travailleur. C'est le drame de notre Occident encore à la recherche de son âme et de son économie.

**LE PRÉSIDENT** : Je donne maintenant la parole au théologien socialiste Jules Moch.

**M. JULES MOCH** : Je suis un peu embarrassé pour répondre à M. Leenhardt, mais le voudrais lui dire, reprenant une formule de lui, que si le christianisme a besoin du socialisme, ce dont il est juge, lui, le socialisme ne pense pas avoir besoin du christianisme, ce dont je suis juge, moi.

Pourquoi ? Parce que le socialisme s'occupe exclusivement de ce qui se passe sur cette terre. Il groupe des hommes, dont certains ont des conceptions religieuses, mais dont beaucoup d'autres n'en ont pas, et parmi ceux qui n'en ont pas, il y a encore beaucoup de variétés. Il y a ceux qui nient l'existence de Dieu, qui professent de la sorte une religion négative, qui n'est pas la mienne. Il y a ceux qui se disent qu'ils ne sauront jamais ni le secret du commencement ni le secret de la fin, et que par conséquent la vie est suffisamment courte pour la consacrer à des problèmes solubles, en laissant de côté les problèmes insolubles ; ce sont les agnostiques, les uns anti-cléricaux et les autres neutres. Par conséquent, il y a toutes sortes de variétés, et je ne puis pas, personnellement, faire mienne cette formule que la morale doit avoir un substrat objectif et un caractère absolu, dicté par un dieu — il faudrait d'ailleurs savoir lequel, étant donné le partage de l'humanité en centaines de religions.

Je n'ai pas besoin de cela. Je veux une morale terrestre, que les hommes peuvent se donner eux-mêmes. Ils sont assez grands pour comprendre tout seuls qu'il n'est pas bon de tuer son voisin parce qu'on risque d'être tué, ou de le voler parce qu'on risque d'être volé. L'on <sup>p.290</sup> peut ainsi laisser de côté tous les autres problèmes de l'au-delà. C'est le grand principe du socialisme, qui le différencie encore du communisme et que je n'avais pas mentionné dans ma

## Le travail et l'homme

conférence. Mais je remercie M. Leenhardt de me donner l'occasion de dire que nous sommes, nous socialistes, absolument neutres en matière de religion. Nous ne voulons même pas savoir quelle est la religion de notre voisin de section socialiste. C'est un problème privé de conscience qui ne regarde personne.

Le communisme, au contraire, est adversaire de la religion. La fameuse formule de Lénine : « La religion est l'opium du peuple » reste actuellement encore au fond de la pensée communiste, et lorsque le communisme tolère la renaissance des cultes, ce qui est le cas dans les pays de démocratie populaire — je l'ai constaté moi-même et je suis obligé de confesser que j'ai rarement été autant dans les églises qu'en U.R.S.S., car j'ai tenu à visiter les cultes les plus divers qui s'y exerçaient pour voir quel était le public, l'âge des auditeurs, etc... — il le fait dans un but de propagande ou d'impuissance, alors que le fond de sa doctrine est qu'il faut débarrasser le peuple de toute espèce de superstition ou croyance.

Telle n'est pas la position socialiste. Nous restons neutres, mais je demande en échange que l'on ne cherche pas à diviniser nos croyances terrestres. Nous restons socialistes et là, je m'en excuse auprès de mon contradicteur, laïcs.

**M. VICTOR MARTIN** : Hier, dans une de ses remarquables interventions, le professeur Berle a tenu un propos propre à réjouir un helléniste. C'était en effet un propos de la plus pure inspiration socratique. Il a dit que les systèmes sociaux et politiques ne sont pas la chose essentielle, que ce ne sont jamais que des instruments, et que ces instruments varient d'efficacité suivant la nature et le développement des individus qui les manient.

Il faisait la distinction essentielle, déjà posée par Socrate, entre l'agent et l'instrument. Or, tout est instrument, excepté l'homme individuel, et nous voyons cela mieux que jamais dans notre société sur-organisée. L'OIT, l'ONU, pour ne prendre que ces exemples, sont des instruments fort compliqués, qui mettent en jeu toutes sortes d'objets matériels, toutes sortes de machines, et aussi toutes sortes d'individus hiérarchisés, mais qui sont mis à la disposition du public pour être utilisés.

Cette distinction me paraît tout à fait capitale et pourra peut-être nous ramener à l'une des faces de notre sujet, qui est le travail *et l'homme* ; car nous

## Le travail et l'homme

avons beaucoup parlé du travail, et peut-être plus encore d'organisation, mais nous n'avons pas parlé de l'homme. La valeur essentielle, c'est l'homme. Lorsque M. Reymond-Sauvain parlait de la nécessité d'une atmosphère humaine, cette atmosphère humaine ne sera jamais créée par d'autres que par des individus, et par les dispositions intérieures des individus qui font partie de ces conseils et de ces commissions.

p.291 D'autre part, M. Berle me paraît être un empiriste radical. C'est un éloge dans mon esprit. C'est par là qu'il est socratique. D'ailleurs, il nous a montré tout à l'heure qu'il maniait avec maîtrise l'ironie socratique.

Avec le président Jules Moch, nous sommes plutôt dans une atmosphère platonicienne. ce qui me réjouit aussi beaucoup comme helléniste, parce que lorsqu'il nous a fait hier le tableau des conditions qui devraient être réalisées pour que le parti socialiste, qu'il représente avec tant de distinction, puisse prendre le pouvoir, il était — il excusera ce mot — en pleine utopie, telle que nous la trouvons dans la *République* de Platon. Notez bien que je ne réprouve pas du tout les utopies ; elles sont nécessaires. Elles sont des poteaux indicateurs qui indiquent la direction dans laquelle nous devons aller, même si le résultat se trouve à une distance infinie. Mais lorsque Jules Moch nous exposait la série impressionnante des conditions qui devraient être réalisées, je pensais qu'il y avait bien des chances que son parti ne prenne jamais le pouvoir, parce que ce serait la réalisation du Royaume de Dieu sur la terre. Les hommes seraient devenus parfaits. Dans ce cas, il n'y aurait plus besoin de gouvernements ni de partis politiques.

Mais ce qui m'intéresse, c'est la convergence de ces deux éminents interlocuteurs, sur l'importance qu'ils attribuent à l'éducation. Il est d'ailleurs très remarquable que dans ces discussions, auxquelles j'assiste depuis quatorze ans, puisque je fais partie du comité fondateur, on finisse toujours par voir surgir le problème de l'éducation. Je me rappelle très bien avoir entendu un jour, dans une des dernières sessions, un de nos participants dire que le personnage le plus important, dans la société actuelle, c'était l'instituteur primaire, parce que c'est lui qui donne la formation au moment où la personnalité humaine est particulièrement plastique.

La question se pose : qui est-ce qui formera l'instituteur primaire, et qu'est-ce qu'on lui proposera d'enseigner à ses élèves ? Je me permettrai de la poser à

## Le travail et l'homme

nos deux éminents conférenciers en leur demandant : comment concevez-vous cette éducation ? Cette éducation devrait-elle permettre l'utilisation d'un enseignement pratique ou préparer la réalisation d'un idéal plus ou moins éloigné ? Qu'est-ce qui, dans l'éducation que recevront les hommes à tous les niveaux de la société, leur permettra d'être les véritables constructeurs de cette société qui, pour le professeur Berle, peut toujours être réformée, et qui, pour le président Jules Moch, doit se diriger vers un idéal qui est assez précis, mais qui se trouve malgré tout extrêmement éloigné encore de nous ?

Il semble qu'il y ait là une question fondamentale, parce que l'éducation telle qu'elle est impartie aujourd'hui, fournit aux élèves toutes sortes de notions positives ; elle les munit peut-être de connaissances pratiques qui sont extrêmement utiles, mais au degré supérieur elle forme surtout des techniciens. Les universités se transforment de plus en plus en écoles professionnelles. Mais est-ce qu'elles développent, comme il me semble que ce serait nécessaire, le sentiment de la solidarité, l'esprit critique, le jugement personnel, le sens des responsabilités ? On nous a dit tout à l'heure que les ouvriers américains ne tenaient pas <sup>p.292</sup> beaucoup à se charger de responsabilités. Or, il est essentiel que l'homme assume des responsabilités à toutes sortes de niveaux. Est-ce que notre éducation est véritablement organisée de façon à donner ce résultat : Comment l'éducation est-elle envisagée par les deux grands esprits que nous avons le privilège d'avoir à cette table ?

**LE PRÉSIDENT** : Je vous remercie, Monsieur Victor Martin.

Je ne veux pas avoir l'air badin dans un cadre aussi sérieux, mais je vais donner la parole à M. Berle, Socrate, et ensuite à M. Jules Moch, Platon.

**M. ADOLF A. BERLE** : J'aimerais beaucoup être Socrate, seulement je ne peux pas avoir cette prétention.

M. le recteur Martin a bien fait de poser la question de l'éducation. Elle renferme tous les autres problèmes que nous avons discutés. Le travail peut être une malédiction, il peut être un service, il peut être aussi une participation à la formation d'une civilisation ; c'est-à-dire que l'homme qui travaille, non seulement peut gagner sa vie, mais peut aussi créer une civilisation. C'est cela que l'on veut. Si l'on donnait au travailleur un salaire sans travail, l'homme, le

## Le travail et l'homme

travailleur, serait détruit en quatre ans. Le travail est une participation au développement de la civilisation actuelle. C'est pour cela qu'il faut une éducation.

Avant de construire un système économique collectif, l'homme doit se construire lui-même. Tout ce que font des milliards d'hommes mis ensemble, c'est le vrai déterminisme. C'est pour cela que le but de la vie, le concept de la vie, est toujours plus important que les possibilités techniques.

Dans l'éducation, nous devons donner aux individus la capacité de déterminer le but de leur vie. Nous devons aussi leur donner assez de technique pour leur permettre de participer à l'œuvre commune. Enfin, nous devons leur donner un système économique et politique par lequel ils puissent se réaliser jusqu'aux limites de leurs capacités. Permettre à tout le monde de se réaliser, voilà la vraie démocratie et la vraie liberté. Cela, non seulement au point de vue politique, mais au point de vue intellectuel et économique.

Nous autres, qui faisons notre travail actuellement sur cette terre, nous avons rempli notre tâche. C'est aux hommes comme M. le recteur Martin, aux hellénistes, aux philosophes, aux utopistes, qui imaginent le monde, de donner à tous une éducation qui permette à chacun de développer sa propre existence. C'est une vocation nécessaire. Je suis persuadé que cette éducation, et un système qui permette l'usage de cette éducation, doivent devenir un instrument de l'économie et de la science politique.

**M. JULES MOCH** : A mon tour, je voudrais répondre à M. Martin que les poteaux indicateurs ont bien leur utilité, puisqu'ils évitent aux automobilistes, dont la majorité est d'une rare ignorance en matière d'orientation, d'avoir à déployer ces feuilles mystérieuses que sont nos cartes routières.

p.293 Mais je voudrais revenir tout de suite au problème très sérieux posé par M. le recteur Martin.

Première question : les chances qu'a le parti socialiste, avec les conditions que j'ai indiquées, de prendre le pouvoir dans un délai prévisible ? Je voudrais distinguer nettement deux situations dont l'une est la « prise de pouvoir » en vue de la transformation sociale, et l'autre, ce que Léon Blum appelait l'« exercice du pouvoir ».

## Le travail et l'homme

En ce qui concerne cette deuxième situation, qui n'est pas agréable — je l'ai pratiquée bien souvent, trop souvent à mon gré — je demande aux auditeurs de ne jamais oublier que, même dans les élections qui ont été les plus mauvaises pour eux, comme la dernière consultation électorale, l'ensemble des partis ouvriers français a toujours dépassé 9 millions de voix sur à peu près 20 millions de votants, et que si jamais se réalisait une harmonisation de leurs rapports, comme elle exista en 1936 et 1944, avec tout ce qu'elle amènerait d'enthousiasme, il est bien probable que ces partis ouvriers obtiendraient la majorité absolue en France.

Mais il est vrai, en ce qui concerne la transformation sociale telle que nous la voyons, que les conditions préalables seront longues à remplir. Et c'est pourquoi on peut la considérer comme lointaine. Mais c'est vrai aussi, Monsieur Martin, que chaque acte de réforme sociale un peu profonde qui peut se faire dans le cadre du régime capitaliste actuel, a une valeur révolutionnaire. Il n'est pas indifférent que les ouvriers français aient tous un minimum de trois semaines de congés payés pendant lesquels ils peuvent voir autre chose que l'horizon de l'atelier. Il n'est pas indifférent que nous ayons prolongé la durée de notre enseignement public. Il n'est pas indifférent que la convention collective protège le travailleur isolé contre la rapacité de l'employeur et développe la puissance syndicale. Ce sont des éléments qui rapprochent l'heure de la transformation sociale, et c'est en ce sens que l'on peut dire que le parti socialiste est à la fois ardemment réformiste et aussi révolutionnaire. Ne croyez pas en effet qu'un gouvernement socialiste qui verrait réunies les conditions de la transformation que j'ai énumérées, et qui serait porté légalement au pouvoir, se laisserait arrêter par je ne sais quel plébiscite de porteurs de Bons du Trésor, ou par je ne sais quels exportateurs de capitaux. Il emploierait les moyens les plus rigoureux pour arriver à son but.

Mais vous avez posé une autre question, celle de l'éducation. Oui bien sûr, après tout ce que j'ai dit, vous avez eu raison de souligner que nous attachons une extrême importance à l'éducation, et j'ai eu tort de ne pas le dire moi-même dans ma conférence. Mais je m'aperçois que j'aurais dépassé de beaucoup les quarante-cinq minutes qui m'étaient imparties si j'avais voulu toucher tous les sujets.

Comment la concevons-nous ? Je rappelle qu'en France l'instruction est

## Le travail et l'homme

gratuite et obligatoire, de six à quatorze ans, depuis les réformes de Léon Blum, ce qui est aujourd'hui devenu très insuffisant ; qu'elle est laïque en ce qui concerne l'instruction d'Etat. Nous voulons, nous socialistes, une instruction laïque, gratuite et obligatoire beaucoup plus développée, un minimum d'obligation de six à seize ans. Cette <sup>p.294</sup> école comprendrait trois degrés successifs : une école primaire commune à tous, pour que les enfants de toutes les catégories sociales ou de toutes les familles spirituelles de la Nation soient mêlés, confondus, et qu'il n'y ait pas des classes particulières de petits Français ; ensuite, un cycle d'orientation de deux ou trois ans, dans lequel le travail essentiel serait de déterminer la personnalité de l'enfant, de voir comment il peut être instruit, dans quel sens il peut l'être utilement ; enfin, le troisième cycle, infiniment diversifié, comprenant l'enseignement classique et moderne, avec toutes leurs variétés, et professionnel bien entendu, de manière à donner à chacun le maximum de ce que son intelligence naturelle lui permet d'aborder. Le tout, bien sûr, sous le signe de la « morale terrestre », de la solidarité humaine.

Ce que les familles pensent, ce qu'elles enseignent à leurs enfants en dehors de l'école, encore une fois, nous ne voulons pas nous en préoccuper. Ce que l'école doit enseigner à nos jeunes, c'est que tout homme qui arrive à l'âge du travail a un devoir de solidarité envers tous les autres. En développant ces principes, en développant aussi la personnalité au maximum, on arrivera à passer du réel vers l'idéal, et à rendre réalité ce slogan qui résume admirablement la fin ultime du socialisme : « De chacun selon ses moyens. A chacun selon ses besoins. » Il signifie que chacun doit travailler pour tous dans toute la mesure de ses moyens, mais a droit en échange à la satisfaction de la totalité de ses besoins matériels ou moraux.

**LE PRÉSIDENT** : Le débat porte maintenant sur l'éducation du travailleur. Je vais donner la parole au pasteur Widmer qui a une question à poser sur cet aspect précis des choses.

**M. GABRIEL WIDMER** : Nous sommes arrivés à ce point du débat où nous considérons les conditions économiques comme des conditions importantes quant à l'éducation et à l'instruction.

Nous venons d'entendre la réponse de M. Berle à M. le recteur Victor Martin,

## Le travail et l'homme

et il a développé un humanisme dans la tradition la plus classique. Cependant, et c'est là ma première question, comment cet humanisme, héritier de celui de la Grèce, mais aussi héritier de la grande Renaissance du XVI<sup>e</sup> siècle, peut-il se développer dans une économie et dans une société où les sociétés anonymes sont l'idéal d'une telle économie et d'une telle société ?

En effet, qui dit société anonyme, dit nivellation, dit société sans nom où l'on a de la peine à acquérir cette personnalité que vous voulez développer. Par conséquent, cela reste à mes yeux comme l'image d'un homme qui aurait sécrété sa propre coquille et dans laquelle il se renfermerait pour vivre assuré contre la maladie, contre les accidents, contre la mort, qui est arrivé à un stade de développement technique et industriel qui lui permet d'avoir les plus grands plaisirs, les plus grandes jouissances de ce monde, mais qui ne trouve pas en lui une aspiration à un dépassement.

p.293 Comment surmonter cette contradiction, qui est peut-être fausse, je le souhaite, entre d'une part une société fondée sur l'idéal des sociétés anonymes, au point de vue économique, et sur l'idéal d'un humanisme hérité des Grecs ?

Avec M. Jules Moch, nous voyons dans la société socialiste un univers économique très différent, un univers qui, je le reconnais d'emblée, est plus proche de nos préoccupations et aussi de notre idéal. Je sais que M. le président Jules Moch n'est pas seulement un politicien et qu'aujourd'hui il se consacre de toutes ses forces à la cause de la paix et du désarmement. J'ajouterai aussitôt qu'il n'y a pas d'éducation sans civilisation, et qu'il n'y a pas de civilisation sans paix. C'est pour cette raison que je demanderai à M. Jules Moch — il y a fait allusion dans sa conférence — ce qu'il pense du transfert de budgets militaires au département de l'Education nationale, comment et dans quelles conditions on pourrait faire aujourd'hui, dans l'immédiat, un tel transfert, alors que dans certaines nations on est encore obnubilé par des questions de prestige et des questions de gloire nationale. Je pense qu'il y a là un moyen, pour le socialisme, qui peut paraître à certains comme vieillot et dépassé parce qu'il a perdu souvent de son venin et de son mordant, de reprendre de la vigueur et surtout d'inspirer la jeune génération.

**M. ADOLF A. BERLE :** Je n'ai jamais dit que les sociétés anonymes étaient l'idéal. Elles sont seulement un instrument. Comme instrument, elles ont une

## Le travail et l'homme

certaine possibilité de réalisation. Mais ce n'est pas un idéal.

Il est vrai que notre système présente une difficulté, c'est-à-dire que l'on considère le travail, dans ces grandes sociétés anonymes, comme le moyen de gagner sa vie, la vie elle-même devant être développée en dehors de la fabrique et du travail. Cela, c'est une faute. C'est pour cela que, s'il est possible de réaliser le monde de M. Jules Moch, je suis tout à fait d'accord. Mais j'ai peur, car nous avons vu beaucoup de civilisations où un maître entraînait tout le monde au travail, et il semblait que ce maître travaillât pour lui-même.

C'est la pensée de Louis Armand et de M. Reymond-Sauvain. Je veux l'explorer, car c'est un problème très discuté aux Etats-Unis.

**M. JULES MOCH** : Il faudrait être au début de la matinée pour répondre à la question tout à fait pertinente et utile de M. le pasteur Widmer.

Quelle est actuellement la situation ?

1. Entre deux camps, ayant l'un et l'autre l'arme nucléaire, aucune guerre nucléaire n'éclatera, parce que ce serait la destruction des deux camps et de tous les neutres avec ;

2. Entre deux camps ayant tous les deux l'arme nucléaire, aucune guerre conventionnelle n'éclatera, parce que chacun des deux camps aura peur que l'autre, acculé à la défaite, joue le tout pour le tout et lance ses fusées intercontinentales nucléaires ;

3. <sup>p.296</sup> Entre deux camps, dont un seul a l'arme nucléaire, celui-là n'osera pas s'en servir contre le camp qui ne l'a pas. Exemples : l'Amérique en Corée, ou l'Angleterre à Suez ;

4. Enfin, entre deux camps dont ni l'un ni l'autre n'a l'arme nucléaire, les grandes puissances s'efforceront de limiter les conflits, pour ne pas être entraînées et ramenées à l'un des cas précédents.

D'où je déduis que si difficiles que soient les problèmes de la paix, auxquels je consacre la quasi-totalité de mon temps depuis huit ans, ils ne sont pas urgents, parce que nous ne sommes pas sous la menace de la guerre. Nous sommes seulement sous la menace de la ruine, ce qui est beaucoup moins grave.

## Le travail et l'homme

Nous avons le temps d'essayer de vaincre les méfiances, d'essayer de rapprocher patiemment les peuples dont les oppositions sont fondées presque exclusivement sur la méconnaissance les uns des autres et la méfiance. Le résultat, c'est que, traduit en francs suisses, les deux blocs antagonistes, les quinze Puissances du Pacte Atlantique, que nous avons l'honneur de représenter ici M. Berle et moi, et les neuf Puissances du Bloc soviétique, dépendent ensemble, pour leur défense nationale et pour se protéger contre une guerre qui n'éclatera pas, 450 milliards de francs par an, dont 250 pour les Etats-Unis, une centaine pour l'U.R.S.S., une vingtaine pour la France et la Grande-Bretagne, et le surplus pour les vingt autres Etats, c'est-à-dire beaucoup plus d'un milliard de francs suisses, de 100 milliards de francs français anciens, par jour. C'est une course à la ruine dont rien n'approche. C'est aussi le symbole de cette folie humaine, lorsqu'on oppose clairement ces deux visions de l'impossibilité d'une guerre nucléaire ou d'une guerre quelconque entre les deux blocs et de leur ruine commune dans une course insensée.

Il faut évidemment y mettre fin et rétablir un minimum de confiance. J'aurai l'occasion de siéger à Genève, non plus sur une scène de théâtre mais comme représentant de la France au nouveau Comité du Désarmement. Nous aurons à essayer de résoudre ce problème. Je ne peux pas anticiper sur les événements. Je n'en ai pas le droit. Ce que je veux dire, c'est que le jour où un peu de confiance sera rétablie entre les hommes — et c'est pour cela que j'attache une telle valeur au contrôle international dont le but n'est pas du tout d'éviter qu'il y ait des trous dans les mailles du filet, mais de donner à chaque gouvernement, à chaque peuple l'assurance que les autres gouvernements rempliront aussi nettement que possible les obligations découlant pour eux du traité — lorsque cela arrivera, une reconversion budgétaire considérable s'imposera pour les puissances qui se ruinent actuellement de la sorte.

Je pense — et là je rejoins une question qui n'a été qu'effleurée ici, mais qui est liée à toutes celles-ci — qu'une grande partie de l'économie réalisée devra être affectée au développement des régions sous-industrialisées du monde. Nous allons à une catastrophe et à la transposition sur le plan mondial des luttes de classes nationales, internes de jadis, si nous laissons les « Etats prolétaires » mourir de faim avec cinquante dollars <sup>p.297</sup> par an, pendant qu'une famille américaine en a six mille ou une famille française deux mille. Ce n'est pas possible, ne fût-ce que pour des raisons morales, qu'une grande masse

## Le travail et l'homme

d'hommes continue à souffrir et que d'autres hommes, qui ont des disponibilités, se contentent de faire ce qu'ils font actuellement pour leurs semblables déshérités.

Donc, premier but : réduction massive des armements et création d'un fonds international véritable de promotion du travail dans les pays sous-développés.

Deuxième but : pour le surplus des économies laissé à la disposition de chaque pays, il est évident que nous, socialistes, nous demanderons qu'il soit affecté presque exclusivement à la construction de logements ouvriers, d'une part, et d'autre part au développement, qui doit être permanent et illimité, de l'éducation et de la recherche scientifique.

**LE PRÉSIDENT** : Je crois que M. Berle a une remarque à faire à propos de ce que vient de dire M. Moch.

**M. ADOLF A. BERLE** : Nous sommes tout à fait d'accord avec M. Jules Moch sur la nécessité du désarmement. Aux Etats-Unis, nous connaissons très bien ce fardeau des armements, mais en même temps nous avons essayé de faire quelque chose, au point de vue financier et économique, pour les pays sous-développés.

De temps en temps, on dit ici en Europe que nous avons peur du désarmement, parce que cela risque d'avoir une influence néfaste sur le Stock Exchange à New-York. Ce n'est pas vrai. Nous savons déjà que nous aurons besoin de tout notre capital pour développer, non seulement les Etats-Unis, mais aussi les autres pays du monde. Nous n'avons aucune peur d'une situation économique sans armements ; sans eux, nos progrès auraient été plus rapides.

Je suis également d'accord, en tant que citoyen privé, avec M. Jules Moch quand il dit que le désarmement pourrait favoriser l'équilibre économique du monde. Il faut donner à chaque peuple la possibilité de se réaliser économiquement, sans avoir besoin de faire la guerre. Je ne dis pas qu'il soit possible de le faire immédiatement au Ghana, en Bolivie, de créer une civilisation comme celle de la Suisse, de la France ou de l'Angleterre. Evidemment, ce sera le résultat de l'éducation dont M. le recteur Martin a parlé. Mais il doit être possible de faire la guerre contre la misère, contre l'état animal dans lequel vivent la plupart de ces pauvres gens. Il faut construire un monde

## Le travail et l'homme

dans lequel, si une guerre devient inévitable, ce soit pour défendre de grandes conceptions.

Nous sommes tout à fait d'accord avec la position de M. Jules Moch. Je n'ai pas à entrer dans la question actuelle de la Conférence du Désarmement à laquelle M. Jules Moch sera le représentant de la France, mais je pense qu'un grand espoir nous est permis.

**Mlle JEANNE HERSCH** : Je voudrais m'adresser à M. Jules Moch et dire, pour commencer, que j'appartiens comme lui au parti socialiste, pour bien préciser que je ne dirai rien des points p.298 d'accord qui vont sans dire. Mais il y a des points de divergence entre lui et moi, importants et profonds ; je voudrais tout de même le signaler.

Il faut d'abord faire une remarque à propos de ce que vous avez dit aujourd'hui au sujet de l'Europe. J'ai suivi les efforts pour la fédération de l'Europe, au cours des années dernières, avec une grande vigilance, et je crois que vraiment il n'est pas juste de dire que le peu d'Europe qui existe a été l'œuvre du parti socialiste. Je tiens à le dire, parce que c'est une chose qui me peine. Je voudrais bien qu'il en soit ainsi, mais malheureusement il n'en a pas été ainsi. Il est vrai qu'il y a, depuis le début, de grands militants, des fédéralistes européens socialistes, comme André Philip et Paul-Henri Spaak, mais on ne peut pas dire que dans l'ensemble ce qui a été fait a été l'œuvre des socialistes. La preuve en est qu'une des grandes objections faites sans cesse à la fédération était d'être une Europe vaticane.

Pour ce que vous avez dit des réactions et des difficultés françaises, de la sensibilité à l'égard de l'Allemagne et des souvenirs récents, je les comprends très bien. Mais vous avez dit tout à l'heure, Monsieur, qu'un homme d'Etat français doit être cuirassé d'oubli. Moi, je ne crois pas qu'il faille être cuirassé d'oubli dans aucune direction, ni envers les amis de M. d'Astier, ni envers les événements de la guerre. Mais je crois qu'il faut se souvenir, et vouloir l'avenir malgré le passé. Sur ce point, nous serons d'accord.

Maintenant, je voudrais faire deux objections qui se rapportent à votre conférence et vous poser une question.

La première objection se rapporte aux raisons que vous avez données de ne pas être communiste. Je dois vous dire qu'en vous écoutant, je me suis dit que

## Le travail et l'homme

s'il n'y avait, pour ne pas être communiste, que les raisons que vous avez données, je serais probablement communiste. Quand j'entends un communiste, cela me passe immédiatement ; mais en vous écoutant, vous, j'en avais l'impression. Vous avez dit qu'avoir un parti ou deux partis, cela ne faisait pas de différence. Vous avez dit qu'il y avait une seule revue d'opposition en Amérique. Or, je viens de passer six mois aux Etats-Unis et je dois m'opposer à cette déclaration, d'autant plus que tout le monde peut voir dans la presse européenne quantités d'articles de grands journalistes américains constamment cités, et qui sont des articles d'opposition à la politique du gouvernement.

Vous avez parlé comme si la raison principale pour laquelle vous n'êtes pas communiste, c'est l'absence d'une liberté, qui est en quelque sorte distincte des réalisations dont vous reconnaissez la valeur dans le régime communiste. Mais moi, je crois que le régime tout entier dépend de la présence ou de l'absence de la liberté. S'il n'y avait l'infériorité que vous venez de dire, je dirais que le communisme a, sur le socialisme, cette immense supériorité d'être passé par l'épreuve du feu, du réel, d'être incarné, de montrer quelque chose, d'exister dans la réalité. Avoir affronté les difficultés et l'épreuve du réel est quelque chose de tellement considérable que je me disais : s'il y avait cela pour compenser cette liberté dont vous avez parlé, je serais communiste.

p.299 Je crois fondamentalement que lorsque la liberté manque, et quand le contrôle des gouvernements manque, on retombe dans un régime paternaliste, c'est-à-dire que l'on fait confiance à la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir ; c'est très mauvais quand c'était Staline, c'est bon quand c'est Khrouchtchev, mais enfin on s'en remet à celui qui a le pouvoir.

Je voudrais dire encore une chose sur ce premier point. Vous avez parlé des perspectives lointaines, sur lesquelles vous vous accordez parfaitement avec M. d'Astier. Je me demande si ces perspectives lointaines n'appartiennent pas à ces grandes théories que vous répudiez.

Cela m'amène à ma deuxième objection, qui touche votre parti pris d'antiphilosophie. Je pense qu'en fait, lorsque vous nous parlez, vous vous reposez si profondément et si fondamentalement sur une tradition philosophique qui va sans dire, que vous pouvez faire comme si elle n'existait pas, et vous la ramenez à une sorte de miracle naturel.

Vous dites : je reconnais le droit naturel ; nous pouvons nous accorder là-

## Le travail et l'homme

dessus, et vous comptez là-dessus. Je crois que c'est là une position extrêmement dangereuse. Si vous dites que chacun peut comprendre qu'il ne faut pas tuer pour ne pas être tué, cela revient à dire qu'il faut être sûr de pouvoir tuer sans être tué pour pouvoir tuer. En fait, ce que vous appelez droit naturel, me paraît en grande partie lié à une tradition sociale toujours fragile, et des événements récents, hélas, nous en ont montré la fragilité ; elle a par conséquent besoin d'être alimentée, chérie, enseignée non pas par le grand vocabulaire et l'éloquence, — je suis comme vous, je la déteste de tout mon cœur — mais comme une tâche. On ne peut pas compter là-dessus comme un donné.

J'en viens à ma question, qui est liée à cela, et qui rejoint une question posée aujourd'hui, la question du sens du travail dans une société socialiste ; j'entends sa signification. Il y a dans le travail des heures de travail trop longues, des conditions de travail mauvaises, une spoliation du profit, toutes choses qui peuvent être amendées sur le plan social par des modifications de régime. Mais il reste qu'il y a dans le travail une ambivalence de soumission et de création, qui devrait être approfondie, me semble-t-il, et creusée et enseignée, si on veut arriver à un humanisme du travail.

**LE PRÉSIDENT** : Nous avons maintenant une question sur le sens du travail. Je donne la parole à M. Collinet.

**M. MICHEL COLLINET** : Je crois que les jugements que nous pouvons porter sur la société américaine doivent comporter dans notre esprit des modifications de vocabulaire et de langage extrêmement importantes.

Avant-hier, M. Jules Moch a parlé d'exploitation aux Etats-Unis, d'exploitation du salariat, formule que nous connaissons bien. Ce matin encore, M. d'Astier de la Vigerie a parlé des prolétaires qui se promènent en automobile. C'est une agréable plaisanterie, bien entendu. Il faut revenir au sens des mots pour savoir s'ils ont encore une signification.

p.300 Toute la tradition socialiste du XIX<sup>e</sup> siècle a fondé sa théorie d'exploitation sur le fait que le salarié était dans l'incapacité de racheter le produit de son travail. Je suis obligé de constater que dans une société hautement industrialisée, le salariat à lui seul représente plus de 45 millions d'habitants actifs ; aux Etats-Unis, le marché salarial est le marché déterminant

## Le travail et l'homme

pour l'équilibre économique global. On peut dire dans ce cas-là que l'exploitation est réduite dans la mesure même où le salarié peut racheter une grande partie du produit de son travail. Je dirai même qu'elle est beaucoup plus réduite aux Etats-Unis — en se fondant simplement sur cette définition classique du socialisme, — qu'elle ne l'est en U.R.S.S. Voilà un premier point.

Deuxième point : le prolétariat se présentait historiquement, aussi bien sous la Rome antique, royale, qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, quand ce terme a été repris, comme une catégorie de gens qui étaient exclus de la société en raison de la pauvreté de leurs revenus. Or, justement nous assistons à un processus d'intégration que personne ne peut nier dans les sociétés industrielles — je mets de côté les sociétés sous-développées. Nous assistons à un processus d'intégration qui fait que le mot prolétariat, et avec lui la notion d'exploitation perdent leur sens au fur et à mesure que cette intégration a lieu, sur le plan politique et économique et enfin sur le plan social par la liberté d'organisation, la liberté de pouvoir contrer les puissances dirigeantes. Si bien que, si je voulais porter un jugement critique sur la société américaine, ce n'est pas sur ce plan-là que je le porterais, mais sur un autre.

J'ai l'impression, en effet, que cette intégration à laquelle nous assistons aux Etats-Unis révèle un aspect de l'homme : l'homme fonctionnel, l'homme qui appartient à un système de production très standardisée où chacun a sa place.

Tout à l'heure, M. Jules Moch rappelait la vieille formule socialiste : De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. Mais quand les besoins sont conditionnés à un tel degré, dans une société hautement industrialisée, on peut se demander si cette formule est suffisante pour exprimer ce que nous avons appelé l'épanouissement de la personnalité. Je n'en crois rien.

Et puisque nous parlons de révision de vieilles doctrines, c'est peut-être le moment d'aller jusqu'au bout des choses. Je m'adresserai à M. Berle pour lui demander : Ces grandes corporations qui jouent un rôle considérable, est-ce qu'elles ne sont pas par elles-mêmes, je ne dis pas des sociétés exploiteuses — je néglige même l'existence du profit, c'est une petite chose insignifiante — mais, par leur seule présence, des puissances limitant considérablement la liberté individuelle ? Est-ce que ce ne sont pas des puissances qui, en quelque sorte, peuvent conditionner l'opinion publique ? Voilà la question qui m'intéresse le plus. Je demanderai à M. Berle de nous préciser ce point.

## Le travail et l'homme

Je me tournerai vers Jules Moch et je dirai que le tableau qu'il a tracé à la fin de sa conférence me paraît avoir eu un caractère eschatologique. Il a présenté une vision du monde réconcilié, des systèmes qui sont très opposés aujourd'hui, réunis dans une synthèse qu'il a naturellement assimilée au triomphe du socialisme démocratique.

p.301 Je ne demande pas mieux. Je souhaite tout cela. Mais je ne vois pas très bien par quels chemins on peut y arriver. Tout au moins, je ne le vois pas actuellement. Je vois au contraire des antithèses, malgré les conversations au sommet, extrêmement violentes entre des mondes fondés sur une pluralité de partis, une pluralité d'institutions, et je dirai même presque une pluralité de besoins, et un monde fondé sur l'unicité de tout cela. Un et deux, c'est extrêmement différent en arithmétique, et je ne voudrais pas devoir expliquer le passage de un à deux : vous voudriez le faire par des fractions continues, je les vois très mal. Je préférerais la transformation hégélienne de quantité en qualité, mais je ne vois pas comment elle peut s'opérer. Je crains que si les mondes se fusionnent, ils ne se fusionnent justement pour limiter l'homme dans son caractère fonctionnel. On a naturellement cité des traits communs aux deux sociétés, je ne peux pas les nier, dans l'organisation économique. Il y a de très bonnes frontières communes. Mais s'il y a fusion, ce sera pour le triomphe de cet homme fonctionnel, et que restera-t-il de l'autre homme, celui qui est créateur, celui qui veut être indépendant, et, pour employer un terme de Kant, celui qui est insociable ? Parce qu'en définitive, c'est pour l'homme insociable, l'homme dont Stirner a développé l'idée, que nous travaillons. Travailler pour un homme intégré, c'est peut-être intéressant du point de vue technique, mais du point de vue humain cela me paraît très secondaire.

**LE PRÉSIDENT** : Je vous remercie, Monsieur Collinet.

Je demande maintenant à M. de Jessé s'il se sent la force de nous poser sa question d'une manière extraordinairement succincte, pour que les deux orateurs puissent encore prendre la parole.

**M. FRANÇOIS DE JESSÉ** : La joie dans le travail suppose certainement d'abord l'acceptation joyeuse de la discipline du travail collectif...

Je ne poserai qu'une question à la totalité de vous tous. Je suis psychologue,

## Le travail et l'homme

psychothérapeute, psychologue d'entreprise confronté tous les jours avec le problème de l'homme aux prises avec son travail. Croyez-vous avoir parlé du problème ?

**M. ADOLF A. BERLE** : Je suis privilégié d'avoir eu la possibilité d'être ici. Je suis, moi, un Américain cherchant la philosophie. Qu'est-ce que nous devons faire ? Nous avons aussi notre vie intellectuelle...

M. Collinet m'a demandé si les sociétés anonymes ne limitent pas la liberté. Je réponds : certainement oui. Mais également les commissariats, les bureaux, les sociétés libres de l'État socialiste et surtout du régime communiste. Je me demande s'il peut exister une société vraiment libre dans ce sens. Je crois que la liberté vraie reste dans l'âme de chaque homme, et c'est par cette voie que nous trouvons, non seulement la liberté, mais aussi la formation d'une civilisation, mais aussi la participation, mais aussi la joie.

p.302 Nous avons aux Etats-Unis une civilisation qui marche. Tout n'est pas parfait. Il y a toutes sortes de problèmes. Seulement, il y a une espèce de révolution qui continue. Il n'est pas nécessaire d'avoir des rébellions et des guerres pour attaquer ces problèmes. Pour nous, je ne dis pas pour les autres, c'est une civilisation que nous ne voulons pas abandonner, un idéal — évoqué par notre « Platon » — que nous voulons réaliser. Je ne crois pas que mon fils verra la même civilisation que moi.

Mesdames, Messieurs, cherchant des philosophies et des réponses, ne me dites pas : allez jouer avec Sartre, ou, si vous êtes assez instruit, étudiez la géométrie avec Don Juan... <sup>1</sup> Il faut quelque chose de plus vif et de plus dynamique que cela. C'est pourquoi nous sommes tous réunis ici. C'est pour cela que pour moi, Américain, être l'hôte des Rencontres est un privilège et un honneur.

**M. JULES MOCH** : Je serai très bref.

Je répondrai à Mlle Hersch, en premier lieu, que si les socialistes n'ont pas fait l'Europe, ils ont joué un très grand rôle dans le Mouvement de la gauche européenne et dans les autres organisations européennes ; que s'ils avaient

---

<sup>1</sup> Allusion à la pièce de Max Frisch, *Don Juan ou l'amour de la géométrie*, jouée pour les participants aux R.I.G., le 9 sept. 1959. (N.D.L.R.)

## Le travail et l'homme

voté contre l'Europe — lorsque la moitié des socialistes ont voté contre la C.E.D., la C.E.D. a été repoussée à 60 voix de majorité — l'Europe ne se serait pas faite. C'est vous dire que leur participation à la construction de l'Europe a été effective.

En second lieu, vous avez dit : quand la liberté manque, le contrôle du gouvernement devient du paternalisme. Vous dites qu'il n'y a aucune liberté en U.R.S.S., parce que vous êtes foncièrement anti-communiste. En réalité, il y a en U.R.S.S. des formes de liberté — je l'ai dit, je n'y reviens pas — qui ne sont pas les nôtres, qui se manifestent par le contrôle des ouvriers sur la façon dont le travail s'opère à l'usine, comme par le contrôle du Parti sur le gouvernement.

Mon parti pris antiphilosophique ? Oui, je suis un adversaire déterminé des langages spéciaux parlés par les philosophes, les militaires ou les inspecteurs des finances, qui sont les trois catégories d'hommes qui arrivent à obscurcir les problèmes pour empêcher les hommes de bon sens de les comprendre. De cela, je ne veux pas. Mais cela dit, je ne vois aucune utilité à ce que, dans un parti socialiste comme le mien, nous nous opposions à un homme comme André Philip, qui est un protestant croyant, à des catholiques, plus rares mais qui existent dans notre parti, parce que la majorité d'entre nous sera agnostique ou antireligieuse. Ce sont des problèmes qui ne regardent pas le fond que nous mettons en commun. Nous n'en parlons donc pas. Nous pouvons nous mettre d'accord sur des idéaux moraux, sans chercher à savoir si nous sommes inspirés par des conceptions divines, supraterrrestres, ou simplement terrestres, raisonnables.

Quant à la question que vous avez posée sur le sens du travail, j'y ai répondu. C'est d'abord le sentiment de la solidarité. Et je réponds ici p.303 à M. de Jessé dont la question, par sa brièveté, pourrait être autrement interprétée. Croyez-vous avoir parlé du sujet ? Oui, je crois en avoir parlé ; même si je ne sais pas très exactement ce qu'est un psychologue d'entreprise, je crois avoir montré qu'il y a une différence considérable entre l'ouvrier qui travaille pour son patron, qui sait que, s'il travaille bien, cela augmentera les bénéfices du patron mais très peu ou pas du tout les siens, et l'ouvrier copropriétaire de l'entreprise participant à la gestion, sachant que s'il travaille à fond, c'est lui qui sera le principal bénéficiaire, et qu'il n'y aura plus de profit sans travail. De sorte que celui-ci acceptera une discipline dans son propre intérêt et aura un travail joyeux pour lui, alors que précédemment il n'acceptait pas ou supportait mal

## Le travail et l'homme

cette discipline dans l'intérêt de son employeur.

Enfin, je voudrais répondre à M. Collinet que j'ai appris effectivement que par une convention, d'ailleurs bizarre, un était différent de deux ; que j'ai appris aussi les séries — ce sont des professeurs plus anciens que M. Collinet qui me l'ont enseigné — ; que j'ai ainsi appris la notion de continuité. Je crois que la notion de continuité n'est pas vraie seulement en mathématiques, où il y a des discontinuités ; qu'elle est vraie aussi en histoire, où il y a également des discontinuités. Nous devrions étudier plus sérieusement que nous ne le faisons les formes intermédiaires qui commencent à apparaître dans la renaissance d'un tout petit peu de liberté. A ce point de vue, la Yougoslavie est en avance sur la Russie, de même qu'elle est en avance sur la Russie dans la destruction de l'appareil bureaucratique au profit d'une gestion beaucoup plus directe de l'entreprise. Le jour où la Yougoslavie aura amélioré sa situation vers un peu plus de liberté encore, et vers la pluralité des partis qui commence à poindre là-bas, ce jour-là pourra préfigurer une forme intermédiaire entre le communisme stalinien et le capitalisme rooseveltien, c'est-à-dire un capitalisme profondément humain et libéral. De sorte que j'ai schématisé en disant : il faudrait que l'Amérique ajoutât à sa démocratie politique une démocratie à l'usine, une souveraineté du travail ; il faudrait que la Russie ajoutât à sa démocratie à l'usine une démocratie politique, pour arriver à nous rencontrer sur un terrain intermédiaire très voisin du socialisme démocratique. J'ai schématisé, bien entendu. Je ne suis pas prophète, mais je pense que des formules intermédiaires de ce genre sont dès à présent concevables, qu'il commence à s'en réaliser, non pas seulement en Yougoslavie, mais aussi dans l'Etat d'Israël, et qu'il faut y réfléchir.

Ma conclusion sera qu'il faut méditer ces problèmes. Si cet entretien n'avait qu'un avantage, celui de nous persuader que ces problèmes sont complexes et que nous devons y réfléchir, séparément ou en commun, je me féliciterais d'y avoir participé.

**LE PRÉSIDENT** : La séance est levée.

@

### SIXIÈME ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par M. Victor Martin

@

**LE PRÉSIDENT** : p.305 Nous ouvrons l'entretien sur la conférence d'hier soir, et allons essayer d'y mettre un peu d'ordre en commençant par l'origine personnelle, pourrait-on dire, de l'action de Danilo Dolci ; puis nous passerons à l'état de fait qu'il a trouvé en Sicile et auquel il a cherché à remédier ; ensuite viendront les méthodes qu'il a employées et les réactions des bénéficiaires de son action, pour aboutir aux résultats obtenus, et si possible, à ce qui peut être fait en dehors de l'Italie pour appuyer son action.

La parole est à M. le pasteur Morel.

**M. BERNARD MOREL** : Avant que nous ne parlions des problèmes techniques de l'action de Danilo Dolci en Sicile, je voudrais poser une question relative à ses motivations spirituelles.

Dans son introduction, hier soir, le professeur Castiglione disait qu'on a pu comparer Danilo Dolci à un Schweitzer, à un abbé Pierre ou même à un Gandhi chrétien. Ce sont là de grandes personnalités qui, spirituellement, sont fort différentes les unes des autres, et je pensais qu'il serait intéressant de savoir à quelle famille spirituelle plus particulière appartient M. Dolci. Je sais ma question un peu indiscreète. M. Dolci est un homme d'action, il est possible qu'il ne se soit pas posé très précisément la question plus théologique ou plus métaphysique des raisons de son action. Pourtant, il est probable que, si on l'a comparé à un chrétien, il se soit posé à ce sujet quelques questions d'ordre personnel.

On peut envisager cette action, dont la philanthropie a été évoquée avec tant d'émouvante humanité hier soir, de différentes manières. Il m'est apparu qu'il y avait dans cette philanthropie, et en particulier dans la façon dont ces témoignages de femmes siciliennes ont été évoqués, une tonalité de profondeur qui confinait à cette charité transcendante, cet amour qui, parce qu'il est très

---

<sup>1</sup> Le 11 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

profondément humain, rejoint quelque chose qui vient de Dieu, comme un reflet de sa grâce.

p.306 J'aimerais que M. Danilo Dolci pût nous apporter une précision dans cet ordre d'idée.

**M. DANILO DOLCI** (*interprétation*) : Très souvent nous nous sommes rendu compte, au cours des siècles, que les hommes, lorsqu'ils découvraient un aspect de la vérité, étaient, d'un instant à l'autre, pris par une joie telle qu'ils criaient qu'ils avaient découvert toute la vérité ; et ces hommes étaient prêts à jurer qu'eux seuls étaient dans le vrai et que les autres n'avaient pas encore découvert la vérité. Mais progressivement, quand j'ai commencé à comprendre les choses, j'ai vu, grâce à l'expérience que j'avais acquise, que l'humanité avait en effet découvert beaucoup de valeurs spirituelles, en particulier par l'inspiration chrétienne. D'autres époques ont apporté à nos civilisations des valeurs très importantes, citons Gandhi, qui a dit notamment que la lutte est parfois nécessaire mais que les moyens doivent en être parfaits.

Il s'agissait bien souvent d'une intuition, et pas encore d'une véritable expérience pratique.

Le socialisme a également apporté une large contribution à l'action de notre humanité.

Toutes les contributions que nous avons étudiées m'ont semblé particulièrement importantes, et ce que nous avons cru être juste était une ouverture constante sur les valeurs les plus élevées et les plus pures.

Il est évident que nous ne jurons pas que nous sommes dans la seule voie vraie, et nous ne disons pas, comme en Sicile : tous les autres sont des idiots. Par conséquent, nous n'avons pas de position très définie. Nous avons une ouverture d'esprit. Nous sommes prêts à recueillir toutes les expériences qui nous viennent du dehors, car si la science bien souvent peut nous aider, par ailleurs elle ne nous dit pas quelles sont les valeurs que nous pouvons recueillir en chacun de nous.

On a dit tout à l'heure que j'étais un homme d'action. Cela est vrai dans un sens, car nous cherchons à incarner des valeurs véritables. La première

## Le travail et l'homme

question que nous posons toujours est : que faire, comment agir ? Et le reste vient en fait tout seul.

On m'a souvent demandé quelle étiquette je portais. Mais je me suis toujours refusé à répondre, car je pense qu'à trente-cinq ans on ne peut pas encore en avoir une. Peut-être pourrai-je y prétendre dans vingt ou trente ans, mais aujourd'hui, nous travaillons encore en laboratoire, pour ainsi dire, avec les amis que nous nous faisons ; nous travaillons comme des enfants, cherchant à découvrir tout ce qui est autour de nous.

Nous avons bien certains points de repère, mais nous pensons que l'expérience devra être plus longue avant de pouvoir véritablement prendre position d'une façon claire et définitive.

Dernier point : je ne crois pas qu'il soit possible d'avoir un modèle, un schéma valable et définitif pour tous les problèmes qui se posent. Dans une région, on peut trouver une solution parfaite, alors que dans une autre, cette même solution ne pourra pas être appliquée. Peut-être le moment n'est-il pas opportun ; peut-être la structure ne s'y prête-t-elle pas. C'est pourquoi il convient avant tout d'éviter une application <sup>p.307</sup> générale des solutions que nous parvenons à trouver dans une région déterminée ; mais ce qui est également vrai, par ailleurs, c'est que plus une solution est parfaite, plus elle est universelle.

En résumé, je pourrais dire ceci : nous recherchons avant tout ce qu'il faut faire, comment il faut le faire, ensuite notre esprit reste ouvert à toutes les expériences qui nous viennent du dehors, à toutes les aides qui nous sont apportées, ainsi qu'à tous les conseils.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à Mme Colette Audry.

**Mme COLETTE AUDRY** : Depuis la première conférence de ces Rencontres, c'est-à-dire celle de Georges Lefranc, l'idée est revenue régulièrement que l'homme a, vis-à-vis du travail, une attitude ambivalente ; le travail apparaît tantôt maudit, tantôt béni. Or, avec le monde que nous présente Danilo Dolci, ce qui frappe, c'est que le travail est essentiellement béni. Pour des hommes qui ne travaillent que soixante jours par an, qui le reste du temps vivent d'herbes ou de toutes sortes d'expédients, le travail est essentiellement béni. Nous avons

## Le travail et l'homme

donc besoin de comprendre exactement ce qui se passe. Comment, dans quel cadre, se développe cette revendication essentielle *pour* le travail ?

C'est pourquoi je demanderai à Danilo Dolci de nous dire quelle est la situation économique de fait, dans la partie de la Sicile où il travaille. Y a-t-il de grandes et de petites propriétés entremêlées, distinctes ? En particulier, comment ont été établies ces cinq zones homogènes dont il nous a parlé, et à quoi répond cette division ? Quels sont les différents problèmes qui peuvent se poser à l'intérieur de ces cinq zones ?

**M. DANILO DOLCI :** La première question qui m'a été posée vise la situation économique de fait, telle que je l'ai trouvée lorsque je suis arrivé en Sicile il y a sept ans. Lorsqu'on arrive dans cette région en qualité d'observateur, on est pris de nausée, pour ainsi dire. Lorsque je suis arrivé, de véritables essaims de mouches se levaient devant les passants et les suivaient partout où ils allaient.

Il est évident que la population cherche à remédier à la situation dans laquelle elle se trouve, mais cette situation est très délicate. Il n'y a, en effet, que de petites propriétés de 50 hectares au plus ; les grandes propriétés telles que les décrit l'auteur sicilien Verga, n'existent pour ainsi dire plus. Aussi le problème qui se pose est-il de regrouper ces parcelles, car la dispersion est très accentuée en Sicile. Après la guerre, une loi a imposé le fractionnement des propriétés de plus de 200 hectares. Les grands propriétaires, qui se trouvaient bien souvent hors de Sicile, à Rome, Paris ou Genève, ont été forcés de vendre leurs terres parce qu'ils ne pouvaient pas assurer un niveau de vie et de travail suffisant à la population.

Ainsi, le vieux schéma qui existait au XIX<sup>e</sup> siècle a-t-il pour ainsi dire disparu pour faire place à une situation que l'on ne connaissait pas à cette époque. Et le problème qui se pose aujourd'hui n'est pas tant celui d'une répartition du revenu que d'une augmentation de la production.

p.308 Dans la région de Palerme, on a réparti 12.000 hectares à la suite de la pression de la population paysanne, ce qui a coûté un nombre important de blessés et d'emprisonnés.

Lorsque nous étudions la question de savoir comment augmenter la production, comment élever le niveau de vie, il faut se pencher tout d'abord sur des problèmes spécifiques et tout à fait particuliers. J'ai parlé hier de la question

## Le travail et l'homme

de l'irrigation — irrigation qui souvent n'est pas faite alors que l'eau est là, en grande quantité. Ainsi, on gaspille l'eau et l'on fait bien souvent un travail trop considérable sur une terre qui n'est pas rentable et qui pourrait l'être bien davantage si l'eau passait par là dans des canaux appropriés.

Nous avons cherché à constituer des zones homogènes, à établir en quoi certaines terres, certaines régions et certaines communes étaient comparables. C'est ainsi, par exemple, que nous avons travaillé dans la région de Partinico, qui compte environ 150.000 habitants et groupe huit communes, région dans laquelle les conditions pédologiques, sociologiques et urbaines étaient à peu près les mêmes. Dans cette région, on cultive avant tout la vigne et on peut travailler dans ce secteur environ 100 jours par hectare et par an.

Une autre zone, dans laquelle nous sommes établis également, est celle de Roccameno. Là, des difficultés surgissent : les communes n'ont pas le même nombre d'habitants. Dans les petites communes, il est évident que les paysans se connaissent, alors qu'il est beaucoup plus difficile de travailler dans les communes où la population est plus nombreuse. Dans cette région, on cultive avant tout le blé qui fournit environ 30 jours de travail par hectare et par an. C'est dans cette région que nous avons établi des contacts réguliers avec les paysans ; c'est dans cette région également que nous avons constaté que 77 sur 78 paysans ne savaient pas comment on plante des pommes de terre.

Dans la zone de Menfi, qui se trouve près de la mer, le problème le plus important est celui de l'irrigation.

C'est ainsi que, d'une région à l'autre, nous avons pu établir des caractéristiques bien précises ; nous avons donc affaire à des problèmes très spécifiques, pour lesquels nous devons rechercher des solutions véritablement adaptées aux conditions.

Dans la zone de Corleone, par exemple, où travaillent un grand nombre de volontaires suisses, la caractéristique principale est le relief montagneux et le manque de terre. D'où des problèmes très épineux.

Dans la région de Menfi, les problèmes sont plutôt d'ordre économique ; dans la région de Corleone, plutôt d'ordre social. C'est en effet dans cette région que s'est établie une sorte de mafia jeune, qui n'est plus du tout comparable à l'ancienne mafia, la mafia bien établie pour ainsi dire, qui n'a pas envie de courir

## Le travail et l'homme

de dangers. Cette nouvelle mafia est composée de gangsters plutôt que de membres de la mafia d'autrefois.

Ainsi, lorsque nous voulons donner des conseils à la population de cette région, elle nous rit au nez. Lorsque nous disons aux gens : « Mettez vos bêtes dans tel ou tel champ », on nous dit : « Mais on va nous les voler... » Il y a donc toute une mentalité à réformer.

p.309 Depuis des siècles, cette région a une tradition de violence ; vous en avez d'ailleurs eu des échos dans les journaux ces derniers jours.

Dans la zone de Cammarata, c'est le problème des éboulements qui se pose. Vous en avez entendu parler hier soir. Ces éboulements entraînent un gaspillage invraisemblable de terre, et ont même créé une « mystique » de l'érosion. Personne, parmi les paysans, ne sait par exemple qu'il peut obtenir des arbres presque gratuitement pour pallier l'érosion ; personne ne sait comment l'on peut parer aux pertes de terre et d'humus qui provoquent un épuisement inéluctable des terres.

**M. ANTONY BABEL** : J'aimerais poser deux questions précises à M. Danilo Dolci.

Une des causes essentielles, et très ancienne — elle remonte à Rome —, de ce malaise sicilien a été la grande propriété. M. Danilo Dolci nous a dit que la grande propriété avait été en majeure partie morcelée dans la partie occidentale de l'île. Donc, le problème semble déjà à peu près résolu. Il ne l'est d'ailleurs pas pour d'autres parties de la Sicile.

La propriété est donc maintenant répartie entre les paysans. Je pose la question suivante : qu'en est-il de l'action de la *Cassa per il Mezzogiorno*, ce puissant organisme italien qui avance des fonds considérables pour ranimer la vie économique de la Péninsule du Sud et de la Sicile ? Cette caisse a-t-elle injecté des fonds dans cette partie de la Sicile ? Je pense au problème posé il y a un instant, celui du remembrement parcellaire. Vous avez parlé hier et encore ce matin du gaspillage de l'eau. Il y a, si on veut bien la retenir, de l'eau en quantité suffisante. Est-ce que cette eau, avec l'appui de la *Cassa per il Mezzogiorno*, peut être répartie de façon logique ? Peut-on lier les problèmes du remembrement parcellaire, de la distribution de l'eau et de la construction des routes ?

## Le travail et l'homme

J'ai eu l'occasion de revoir, après un certain nombre d'années, la région des Pouilles et de la Calabre en particulier. J'ai été frappé de voir dans les Pouilles l'œuvre accomplie par l'organisme en question. Il y a d'énormes travaux dont on voit déjà les résultats, travaux de remembrement parcellaire, d'irrigation. Il y a d'immenses aménagements d'eau, des routes en construction, et même un appui donné à la construction de maisons et à la mise en valeur des anciens latifundia.

Est-ce qu'une telle action serait possible dans la Sicile de l'Ouest ? Est-ce que le reboisement est déjà commencé ? Peut-il être fait avec l'aide de la *Cassa per il Mezzogiorno* ?

Seconde question : elle vise l'œuvre éventuelle des coopératives agricoles.

Il y a, dans les pays de vieille civilisation, d'ancienne agriculture de l'Europe, en Italie notamment, en Italie du Nord et en Italie centrale, d'innombrables coopératives agricoles qui ont rendu des services immenses à la classe paysanne. La condition des paysans a été améliorée de façon remarquable un peu partout grâce à ces coopératives. On fait maintenant l'expérience de ces coopératives agricoles dans tous les pays sous-développés. Un peu partout, dans tous les continents, on a multiplié ces coopératives sous les régimes politiques les plus divers, p.310 et on constate que dans les pays sous-développés on arrive à des résultats très rapides, grâce à la coopération agricole.

Je me demande si, dans cette île occidentale, qui n'est pas un pays sous-développé, mais qui n'est pas non plus très avancé dans la voie de l'agriculture, l'application systématique et intelligente de la coopération agricole ne pourrait pas être un remède qui pourrait coopérer à la belle action que vous avez entreprise dans ces régions.

J'ajoute que la coopérative agricole est un élément d'éducation ; c'est un moyen d'éduquer les paysans et de leur apprendre, d'une part leur devoir, et aussi les techniques agricoles.

**M. DANILO DOLCI** : Je remercie M. Babel de m'avoir posé ces questions.

La première a trait à la réforme agraire. Quels sont les résultats de la réforme agraire dans la zone qui nous occupe ?

Au fur et à mesure que l'on descend du nord au sud, on constate que les

## Le travail et l'homme

conditions deviennent plus mauvaises. Et si la situation se présente sous cette forme, c'est pour une grande partie, parce que la majorité des responsables politiques est bien souvent constituée par des avocats. J'ai beaucoup de respect pour les avocats. C'est grâce à eux que je suis ici. Et par ailleurs, je me rappelle aussi que Gandhi était avocat. Mais bien souvent, ils ne sont pas très efficaces lorsqu'il s'agit de problèmes de production et de travail. En outre, ils manifestent un certain mépris, peut-être inavoué et inavouable, à l'égard de tout ce qui a trait au fumier par exemple, ce qui les empêche de parler avec la conviction suffisante au Parlement. Et ainsi, ils délaissent des problèmes très importants.

Nos rapports avec la population sont très intéressants. Nous avons constaté que grâce à l'intervention de l'Etat, certains villages avaient été construits, qui comportaient jusqu'à 40 ou 50 maisons, et nous avons entrepris une série de monographies pour voir comment avait réagi la population à ces créations. A Caparineri, par exemple, nous avons constaté que sur 42 maisons nouvellement construites, seulement 9 d'entre elles étaient habitées. Pourquoi les autres ne l'étaient-elles pas ? Il est vrai qu'il n'y avait pas encore d'installation d'eau, pas encore de lumière — mais on peut aussi vivre sans lumière. La raison était, et nous l'avons bientôt découverte, que ces maisons n'avaient pas été construites avec la collaboration de la population. Ce qui s'était produit en fait, ressemblait à une sorte de loterie. On avait tiré à la courte paille. Les paysans s'étaient trouvés, du jour au lendemain, et sans avoir été prévenus, devant quatre hectares de terre, par exemple, et sans savoir comment réagir devant cette situation nouvelle, ils avaient quitté les villages. Bien souvent, ces derniers n'avaient jamais été habités.

Ainsi, ce qui manque, c'est une action organique, une action menée véritablement avec la population. Il n'y a souvent pas d'harmonisation dans la construction. Des maisons construites du temps de Mussolini, ou d'autres, construites grâce à l'aide de la *Cassa per il Mezzogiorno*, ont été complètement abandonnées, alors que sans doute elles auraient pu être habitées, les terres environnantes auraient très bien pu être cultivées.

p.311 Permettez-moi de dire encore qu'il n'existe pas de véritable situation politique en Sicile occidentale. On trouve plutôt une situation pré-politique. Il y a dans cette région des clients potentiels, pour ainsi dire. La population n'a pas de

## Le travail et l'homme

vision d'ensemble des problèmes qui se posent et je dis cela parce que j'ai fait allusion tout à l'heure à la « planification », qui bien souvent soulève quelques critiques. On pense fréquemment à une autorité, à une pression, alors que de notre côté, nous désirons une planification démocratique.

Permettez-moi en plus de vous dire que les interventions de l'Etat visaient non pas tant à augmenter la production, mais plutôt à augmenter les biens de consommation. On a ainsi construit un nombre très important de maisons sans assurer à la population le travail nécessaire pour leur permettre d'y vivre.

Dans la région de Palerme, par exemple, tous les partis, à l'unanimité, avaient demandé des sommes élevées pour que des maisons fussent construites. En Scandinavie la chose serait impossible, mais ici la population doit tout d'abord se voir assurer un nombre de jours de travail suffisant avant de pouvoir venir habiter ces maisons.

Je passe maintenant au problème des coopératives. Vous savez que, d'une façon générale, dans les régions insuffisamment développées, les coopératives constituent un point d'arrivée, plutôt qu'un point de départ. En Sicile, il ne faut pas oublier que la population ne vit pas ensemble. La vie sociale se déroule, en fait, chez le coiffeur.

Comment la situation a-t-elle évolué, par exemple dans la région de Menfi ?

Dans cette région, il y a une législation nationale et une législation régionale qui favoriseraient la création des coopératives. Mais on constate également que l'action qui pourrait être entreprise est reprise par les partis, qui pourraient se faire une excellente réclame s'ils agissaient en faveur des coopératives ; mais les partis utilisent les fonds pour leur propre propagande et non pour la création des coopératives.

Il est vrai que les coopératives résultent d'intentions excellentes ; mais on s'aperçoit peu à peu que les auteurs de ces coopératives se rendent compte qu'ils ont besoin d'argent, que par conséquent il leur faut être du côté du plus fort. D'où une influence politique souvent désastreuse. On constate également, dans certaines régions, que l'administration change de couleur, change d'étiquette d'une année à l'autre, parce que les responsables, qui voient leurs fonctions modifiées également, se rangent du côté de tel ou tel parti qui semble leur offrir de meilleures possibilités d'action.

## Le travail et l'homme

Il est intéressant de noter que le but premier de la coopérative dans cette région est d'avoir de la terre. Lorsque le paysan a acquis la terre, la coopérative se dissout.

**M. LÉO MOULIN** : J'ai cru comprendre, hier, que vous aviez parlé d'un réservoir contenant 36 millions de mètres cubes d'eau, sur lesquels les paysans n'avaient utilisé que 6 millions. Et aujourd'hui encore, en décrivant ladite région, vous avez également dit que des <sup>p.312</sup> choses existaient dont les paysans paraissaient ne pas se servir. Je posé la question : pourquoi les paysans ne se servent-ils pas de ce qui existe ?

**M. DANILO DOLCI** : Dans la région de Menfi, où il y a en effet 30 millions de mètres cubes d'eau gaspillés, nous avons fait une étude portant sur environ 200 paysans qui pourraient profiter de l'eau qui est à leur disposition, et nous nous sommes demandé pourquoi ces paysans ne l'utilisaient précisément pas.

La première réponse que l'on pourrait faire à ce sujet, est la suivante : les paysans n'ont jamais vu de cultures nouvelles. Ils n'en ont même souvent pas entendu le nom, et c'est pourquoi notre expérience et notre action sont si difficiles. Nous devons bien souvent instituer des cultures-pilotes ; nous devons combattre des parasites que nous ne connaissons pas, qu'eux ne connaissent pas non plus, et nous faisons sans aucun doute des rêves mirobolants de temps à autre. Nous jouons à « Perrette et le pot au lait », et un jour, me surprenant à faire ce genre de rêve, j'ai appris qu'une sorte de papillon de nuit était en train de ravager nos champs. Ce papillon se précipite sur le maïs, qu'il trouve doux, il entre dans les épis et ruine en peu de temps tout le champ.

Voici une difficulté que les paysans ne connaissaient pas et que nous ne connaissions pas non plus.

Bien souvent, comme je l'ai dit hier soir, les paysans ne savent pas comment planter des haricots, des pommes de terre. A ces difficultés techniques s'ajoute encore une difficulté d'ordre psychologique.

La population a toujours été habituée à être contre l'Etat, l'Etat étant personnifié par la police, par cette police qui arrive d'un jour à l'autre pour faire signer au paysan un document prescrivant que les terres soient irriguées. L'eau arrive, couvre des terres entières et bien souvent j'ai vu un grand nombre de

## Le travail et l'homme

paysans pleurer au moment où les terres étaient inondées, parce qu'ils se croyaient ruinés. J'ai même vu un vieux qui voulait mourir sur sa terre. Ainsi, depuis cinq ans, dans bien des cas, que les canalisations ont été posées et le barrage installé, — la population paie encore des impôts pour des terres qui, en fait, sont couvertes par l'eau. (Je tiens à préciser que ce n'est pas toute la population qui paie des impôts pour les terres inondées. Il ne s'agit que d'une fraction assez importante dans cette région de la Sicile occidentale.)

Autre difficulté de caractère technique : on trouve de nombreuses terres argileuses. Il faudrait souvent creuser des canaux d'écoulement secondaires, qui devraient être précédés de la construction de canaux principaux, ceux-ci devant être évidemment à la charge de l'Etat, qui ne veille pas à leur création.

**LE PRÉSIDENT** : Nous avons l'avantage d'avoir ici le professeur Salati, et si le sujet que nous discutons maintenant l'intéresse, je lui donne la parole.

**M. SALATI** : Je voulais demander à M. Dolci ce que peut faire et ce que fait l'école en Sicile, ma question portant surtout sur l'enseignement primaire et professionnel (ce qu'en Italie on appelle p.313 Scuola di avviamento al lavoro, et qui correspond au Technicum en Suisse), avec ses spécialisations, non pas commerciales ou administratives, mais agricoles et de sous-ingénieurs ?

**M. DANILO DOLCI** : On m'a posé plusieurs questions au sujet des écoles. Les écoles primaires existent en Sicile, même en nombre suffisant. Il y a également des instituteurs. A Partinico, par exemple, j'ai constaté que 50 instituteurs étaient en chômage, et que dans la même région 1.600 enfants n'allaient pas à l'école. Il s'agit ici d'une sorte de déséquilibre assez incompréhensible.

Par ailleurs, il n'existe aucune statistique scolaire. Nous avons, pour redresser cette situation, créé un certain nombre de commissions et de groupes par quartier, et prié les instituteurs, les enfants, les adultes qui désiraient collaborer avec nous, de faire eux-mêmes leurs enquêtes. Il est évident que ces enquêtes n'ont pas, à proprement parler, de caractère technique et scientifique, mais elles nous permettent de prendre un contact beaucoup plus étroit avec la population.

Nous nous sommes heurtés également à une difficulté d'ordre psychologique

## Le travail et l'homme

dans le refus des enfants à aller à l'école. Nous nous sommes renseignés auprès d'une mère à laquelle nous demandions pourquoi son enfant n'allait pas à l'école ; elle nous a répondu : « Mon fils a la tête dure... » C'est une réponse fréquente, et l'on constate que les parents manquent d'autorité sur leurs enfants, parce qu'ils sont analphabètes dans un très grand nombre de cas.

En ce qui concerne les écoles professionnelles, je n'ai malheureusement pas de statistiques sous les yeux. Bien souvent les enfants ne peuvent fréquenter les écoles professionnelles, précisément parce qu'ils n'ont pas suivi les cours élémentaires.

Il existe un Institut technique agricole à Marsala seulement, et seules les familles riches peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants passer un certain nombre de semestres dans cette ville.

Il y a pourtant d'excellentes possibilités, du point de vue scolaire. A Partinico, par exemple, il y a un magnifique lycée, mais il n'y a pas de bibliothèque.

**LE PRÉSIDENT** : Nous allons aborder maintenant l'aspect peut-être le plus important, c'est-à-dire le rôle du facteur humain et la réaction des populations dont s'occupe Danilo Dolci.

**M. TOMMASO RICCARDO CASTIGLIONE** : Je voudrais poser quelques questions au sujet de la planification du travail, que Danilo Dolci conçoit d'une manière un peu spéciale, c'est-à-dire la planification par le bas. Non pas une planification dictée par les autorités, mais organisée, projetée avec le consentement et la compréhension de la population.

Deuxième point : sa méthode de travail pour créer les contacts avec les paysans. C'est une méthode très intéressante, originale, et c'est la première fois qu'une tentative de ce genre a été faite au milieu de ces populations.

<sup>p.314</sup> Pour terminer, il a fait allusion aux champs-pilotes d'expérimentation agricole qui doivent suppléer la carence des institutions officielles. Comment a-t-il organisé ses 39 champs d'essai ?

**M. DANILO DOLCI** : Premier point : nous cherchons, commune par commune, à savoir quels sont les efforts à entreprendre pour déceler ce qui est gaspillé et

## Le travail et l'homme

ce qui peut être mis en valeur. A ce sujet, notre première source de renseignement est l'homme.

Nous tenons à préciser que nous ne sommes pas des fanatiques de la planification par le bas, parce que nous savons que ce travail de planification doit être la résultante d'un travail fait par le bas aussi bien que par le haut.

La situation idéale serait que des données réalistes fussent fournies par le bas ; qu'elles soient ensuite vérifiées au niveau des régions.

En d'autres termes, nous savons parfaitement qu'une planification par commune n'est pas possible, mais nous considérons que des initiatives locales sont tout à fait réalisables.

Au niveau des régions, et j'entends par région une zone d'environ 4 millions d'habitants, il est possible d'effectuer des analyses très précises, qu'il faut coordonner, harmoniser ; et c'est sur ce point, précisément, que le travail par le bas et par le haut doit pouvoir permettre de réaliser une planification véritablement démocratique.

En ce qui concerne les réunions avec les paysans, nous avons constaté bien rapidement que l'idéal n'était pas d'organiser des conférences ; ou alors, si nous organisons des conférences, celles-ci sont faites par des spécialistes qui viennent de l'extérieur. Nous procédons ainsi : nous nous réunissons autour d'une table. Chaque paysan parle à son tour, avant que le sujet ait été introduit. Chacun donne son avis, puis, l'un de nous résume la discussion, parle du point de vue technique du problème. Le technicien n'est pas sur un piédestal, il parle sur un pied d'égalité avec tous les paysans, étant bien entendu qu'il considère que sa propre opinion n'a pas plus de valeur que celle des paysans. Ce n'est qu'après coup que les paysans se mettent à poser des questions peut-être plus techniques, car à ce moment-là ils considèrent le technicien comme une personnalité experte.

**LE PRÉSIDENT** : Quand vous voulez introduire de nouvelles cultures, ou de nouvelles méthodes de culture, comment procédez-vous ?

Pouvez-vous nous donner des exemples des genres de sujets mis en discussion dans vos réunions ?

## Le travail et l'homme

**M. DANILO DOLCI** : Chaque semaine, nous organisons dans chaque centre une discussion. Nous avons étudié ainsi des centaines de sujets chaque année.

A Roccamena, nous avons étudié avec les paysans la question de savoir pourquoi le village de Caparini n'était pas habité ; à Menfi, nous nous sommes demandé pourquoi l'eau n'était pas utilisée. Nous avons p.315 également étudié la question de la réforme agraire, celle des routes, la question des cultures, des budgets familiaux.

Je passe maintenant à la question des champs-pilotes. Que faisons-nous dans un champ-pilote ? Comment organisons-nous notre travail ?

Au début, lorsque nous sommes arrivés en Sicile, nous pensions qu'il ne fallait rien donner aux paysans, et nous nous sommes rendu compte que cette opinion était fautive, qu'il fallait au moins donner aux paysans des graines. Le paysan met donc à disposition ses champs, son temps, ses bras, et nous, nous mettons à sa disposition le côté technique : les graines et nos experts.

Nous entreprenons des démonstrations sur les méthodes de culture qu'il serait bon d'introduire, sur les engrais que l'on peut utiliser dans telle ou telle situation ; il y a ainsi une collaboration constante et intime entre techniciens et paysans.

De plus, nous tenons des fiches pour chaque champ. Ces fiches indiquent les opérations faites, température, semences effectuées, irrigation, vérification de chacune des opérations. Ainsi obtenons-nous un contrôle régulier et scientifique des résultats.

Mais il y a également un aspect stratégique qu'il convient de ne pas oublier. Nous voulons montrer à la population que ses terres peuvent changer ; nous lui avons ainsi préparé des cartes illustrées qui indiquent le nom des différentes propriétés, les routes qui ont été aménagées. Nous discutons avec la population de savoir comment nous pouvons aménager tel ou tel champ ; comment nous pouvons recomposer ces terres. En bref, je le répète, il y a une collaboration constante et nous indiquons à la population la façon de comprendre comment les opérations doivent être faites. Nous lui enseignons sa voie et considérons que tout ce qu'il y a après vient, en fait, automatiquement.

**M. GABRIEL WIDMER** : Vous avez déjà répondu partiellement, Monsieur Dolci,

## Le travail et l'homme

à la question que je vais vous poser, mais je pense qu'il nous faut y revenir. Je dis d'emblée que si ma question vous paraît indiscreète, vous pourrez fort bien ne pas y répondre.

Nous comprenons mieux, après cet entretien très riche et très fourni, quel est votre travail et quelles sont vos préoccupations.

Je vous demanderai simplement quelles sont les relations entre vos enquêtes, vos entretiens, vos conseils et les pouvoirs publics. Il semble que vous suggérez la construction d'un certain nombre d'écoles, d'instituts techniques, de barrages, de routes, de maisons. Vous voulez tenter de redonner à l'agriculture sicilienne l'aspect qu'elle eut autrefois. L'Etat vient-il à votre secours par des subsides, par la remise de matériaux ? Vous avez fait allusion aux graines pour les paysans. L'Etat assure-t-il le plein emploi de cette main-d'œuvre qui semble si riche, c'est-à-dire organise-t-il des offices du travail pour vous donner vos collaborateurs immédiats ?

**M. DANILO DOLCI** : Il n'y a aucun rapport officiel entre notre travail et celui des pouvoirs publics. Nous avons des rapports constants, il est vrai, avec certaines personnalités, avec des techniciens <sup>p.316</sup> et des professeurs d'université, mais de toute façon il ne s'agit pas de rapports officiels. Nous cherchons à obtenir tous les projets qui sont en voie de réalisation, toutes les cartes qui ont été établies pour telle ou telle région, et nous procédons à des vérifications. Nous faisons faire des copies que nous distribuons dans la population afin de pouvoir en discuter de façon très régulière.

Il est évident que lorsque nous avons l'impression d'avoir des indications importantes, nous les transmettons immédiatement à l'opinion publique. Ainsi notre travail a-t-il deux aspects. Il commence par être scientifique et il se modifie pour assumer un caractère éducatif. Il ne s'agit en aucun cas d'un travail d'influence de parti ou au profit d'autres choses.

**M. WLADIMIR HALPERIN** : Danilo Dolci nous a demandé hier — c'était une leçon d'humilité pour nous tous, et de bonté humaine — de lui donner des conseils pratiques, de lui dire ce qui pourrait être fait pour épauler son action en Sicile. C'est sur ce point que je voudrais, en quelques minutes, exposer quelques réflexions.

## Le travail et l'homme

La Sicile est une région sous-développée. C'est un truisme. C'est une région sous-développée plus difficile à atteindre psychologiquement, parce qu'elle est plus proche de nous. Il est plus facile psychologiquement de concevoir une aide aux pays sous-développés dans le monde noir, ou dans le monde asiatique, que dans notre propre continent. Et l'action des pays sur-développés sur une région qui appartient à un pays lui-même sur-développé, ou tout au moins développé comme l'Italie, est par conséquent beaucoup plus délicate sur le plan de l'aide internationale.

Le drame, et là je touche un problème politique qui n'a pas encore été traité aujourd'hui, si je comprends bien les informations que nous ont données Danilo Dolci et ses amis, c'est que l'Italie elle-même, qui est au premier chef intéressée à ce problème de la Sicile, est muette et ne recherche pas au-delà de ses frontières, tout du moins sous une forme officielle et ouverte, cet appui que les pays sur-développés ou les hommes de bonne volonté de ces pays-là voudraient pouvoir lui apporter.

Je pose une question qui pourrait être même une suggestion : est-ce qu'à l'échelon supérieur, il ne serait pas concevable de rompre cette zone de complexes et de susceptibilités gouvernementales et de provoquer une initiative qui ne serait pas nécessairement politique, qui pourrait être à l'échelon B.I.T. ou à l'échelon de ce vaste programme dont parle le général de Gaulle, ou qu'a évoquée le président Jules Moch avant-hier, dans le cadre d'un vaste ensemble de mesures propres à venir en aide aux pays insuffisamment développés ; et à partir du moment où on aura rompu le barrage d'une certaine réserve, d'une certaine pudeur, d'une certaine honte, à l'échelon gouvernemental de l'Italie, sans parler de la Sicile elle-même.

Deuxième remarque : Les expériences faites dans le Sud par certaines industries du Nord de l'Italie — je pense notamment aux efforts d'Olivetti — prouvent apparemment qu'avec un effort concerté, et en <sup>p.317</sup> appuyant l'outil au bon endroit, on peut arriver à des résultats concrets et intéressants.

Troisième remarque : Le progrès — et Danilo Dolci nous l'a dit suffisamment — doit se faire par les hommes, sur place — le progrès technique et social aussi ; il ne doit pas être importé de l'étranger par une certaine forme de paternalisme dépassé et redoutable.

Je pense à cette phrase de Léon Blum dans son maître ouvrage : *A l'échelle*

## Le travail et l'homme

*humaine* : le véritable critère de la moralité dans la plupart des incidents de l'existence individuelle, c'est le désintéressement.

Je voudrais que sur ce plan de l'aide à la Sicile, un programme désintéressé des pays sur-développés puisse être appliqué. Je pense alors qu'il s'agit avant tout d'un problème de cadres et je me demande si ce n'est pas sur le plan d'une délégation de cadres techniques, professionnels, éducatifs, qu'il faudrait mettre l'accent.

M. Salati a posé la question de la formation professionnelle. La réponse de Danilo Dolci fut révélatrice des difficultés psychologiques, techniques, matérielles d'organisation d'une formation professionnelle réelle. Mais il vient à l'esprit tout ce qui pourrait se faire là-bas : instructeurs itinérants, ateliers portatifs et centres de formation agricole à une large échelle. L'éducation professionnelle n'est pas seulement importante par son aspect professionnel, mais encore par son aspect social et moral. Peut-être un jour en viendra-t-on même à consentir aux élèves des écoles professionnelles une certaine forme de pré-salaire pour montrer aux parents récalcitrants qu'on peut commencer à gagner sa vie tout en apprenant un métier et en l'apprenant bien. Ce qu'a fait l'O.I.T. au Maroc ou en Iran devrait pouvoir être appliqué en Sicile également.

Ma conclusion est qu'il faut faire preuve d'imagination. Ce plan d'aide aux pays sous-développés, pourquoi ne prévoirait-il pas un programme, non pas d'envoi de capitaux ou de machines, mais de formation par des cadres techniques et professionnels qui n'iraient pas là-bas en vue d'un « job », mais qui seraient des idéalistes formés humainement et socialement à leur tâche, et qui recevraient des compensations matérielles suffisamment intéressantes. Je vais jusqu'à proposer que certaines années passées dans des territoires comme la Sicile — je prends la Sicile à titre d'exemple — soient assimilées à des années de service militaire, une année de service militaire équivalant à trois années de service civique ou de service social dans des régions sous-développées.

Cela nous entraîne très loin et je voudrais m'arrêter. Ce n'est qu'à partir de ce moment qu'on pourra apporter en Sicile, comme l'a dit Jaurès dans une phrase célèbre : non seulement du pain, mais aussi des roses.

**M. DANILO DOLCI** : Je ne crois pas nécessaire de répondre à cette intervention ; il fallait applaudir et c'est précisément ce qu'on a fait.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Campagnolo.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : p.318 Je ne suis pas très favorable aux applaudissements dans ce cas. Il y a des objections très sérieuses à faire à cette proposition d'internationalisation de la Sicile, et c'est le fond de la question. Car on se heurterait d'abord à une difficulté psychologique fondamentale de la part des Siciliens eux-mêmes. L'action de Danilo Dolci montre que la grande difficulté, le premier obstacle à écarter, c'est précisément cette résistance psychologique, et il me semble qu'il s'y est très bien pris. Une délégation internationale aurait beaucoup de difficultés pour entrer en contact avec cette population. Il y a sept ans qu'un Italien essaie d'apprendre le Sicilien pour pénétrer cet esprit. Imaginez les difficultés que rencontrerait une délégation d'Américains ou d'Anglais pour vaincre cette situation. En dehors de considérations générales, jamais un pays comme l'Italie n'accepterait, sous cette forme-là, une intervention. C'est inconcevable. Il faudrait changer la structure du monde, alors, oui, ce serait possible. C'est pourquoi je pense que cette suggestion n'a rien de pratique.

**M. DANILO DOLCI** : Le problème de la mafia, par exemple, devrait vivement intéresser les Etats-Unis. Nous nous sommes rendu compte que l'on devait essayer de guérir ce mal aussi rapidement que possible, mais nous avons également découvert à ce sujet, quels rapports pouvaient bien souvent relier un continent à l'autre. Ne vous souvenez-vous pas de l'histoire de Petrozzino, membre de la police des Etats-Unis, qui est arrivé en Sicile pour faire une enquête et qui, dès son débarquement sur l'île, a été tué par la mafia.

Nous avons eu un grand nombre de volontaires suisses et suédois, qui sont venus nous aider dans notre travail et qui ne sont jamais venus pour nous faire l'aumône. Ils sont venus apporter d'autres points de vue pour compléter ceux qu'ils avaient déjà acquis dans leur propre pays, pour prendre un nouvel élan et pour voir leur vie sous un aspect nouveau.

Nous devons, d'autre part, nous avouer que, même avec la meilleure volonté du monde, certains problèmes sont presque insolubles, car nous manquons encore d'hommes qui aient en même temps de la tête et du cœur. Il ne s'agit pas uniquement, dans notre cas, d'une question de vocation ; il s'agit également d'une question d'instrument technique. En Italie, par exemple, il n'existe pas

## Le travail et l'homme

d'école qui prépare des experts spécialisés dans le domaine du développement des communautés. Et pourtant ces experts existent depuis longtemps, ils sont bien forcés d'exister et nous en avons chez nous.

La technique que nous devons utiliser dans la région que nous étudions est tout à fait spéciale. Elle n'est pas enseignée. Nous exigeons non seulement un certain idéal moral, nous voulons également des compétences précises, techniques et scientifiques.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : Nous sommes d'accord, il y a un petit malentendu. Je pense que l'aide individuelle, d'où qu'elle vienne, doit être acceptée ; mais ce que je redoute, c'est <sup>p.319</sup> l'organisation internationale, c'est-à-dire l'internationalisation de la question sicilienne. C'est cela, qui était un peu implicite dans l'intervention de M. Halperin, qui me paraît inadmissible.

**LE PRÉSIDENT** : Mesdames, Messieurs, nous allons clore cet entretien, mais je voudrais auparavant exprimer notre reconnaissance, d'abord à Danilo Dolci pour la bonne grâce et la patience qu'il a mise à répondre à toutes les questions que nous lui avons posées. Nous avons admiré la précision et la rapidité avec lesquelles il a réagi à tout ce qui lui a été dit et demandé, et je n'oublie pas non plus notre interprète qui s'est acquitté de sa tâche difficile d'une façon magistrale.

L'entretien est clos.

@

### SEPTIÈME ENTRETIEN PUBLIC <sup>1</sup>

présidé par M. Jean Starobinski

@

**M. ANTONY BABEL** : p.321 Je dois, au début de ce dernier entretien des Rencontres internationales de 1959, exprimer la reconnaissance du comité à tous ceux qui ont collaboré à leur réussite. Je tiens à nommer en particulier nos conférenciers. Je les prends dans l'ordre même où ils ont parlé : MM. Georges Lefranc, Youri Frantsev, Louis Armand, Adolphe Berle, Jules Moch, Danilo Dolci et Alexandre de Muralt. Notre gratitude va encore à M. David Morse, directeur du B.I.T., qui a délégué un certain nombre de ses fonctionnaires pour la participation que vous avez pu apprécier. Je remercie plus particulièrement ces deux fonctionnaires, qui ont dirigé et aussi introduit les débats concernant certains problèmes du travail, je pense à MM. Robert Gavin et Francis Wolf.

Je voudrais exprimer aussi la gratitude très profonde du comité des Rencontres aux autorités cantonales et municipales car, vous le savez bien, on ne peut rien construire sans des assises financières — hélas ! — et ces assises financières nous sont assurées par la généreuse collaboration du Canton et de la Ville, grâce à des décisions prises par le Grand Conseil et par le Conseil municipal.

Mais, vous le savez aussi, nos Rencontres internationales sont liées, déjà depuis un certain nombre d'années, à la puissante organisation de l'UNESCO. L'UNESCO a, il y a une douzaine d'années, délégué sans que nous ayons fait la moindre démarche dans ce sens, l'un ou l'autre de ses fonctionnaires pour suivre les débats des Rencontres. Ensuite est venue une offre de collaboration qui nous a d'autant plus touchés que nous ne l'avions pas sollicitée, mais qui nous a été précieuse, immédiatement et jusqu'à aujourd'hui.

L'UNESCO nous a, en effet, permis d'élargir d'une façon singulière, notre action, et cela de plusieurs côtés : tout d'abord sur le plan matériel, car l'UNESCO, qui nous appuyait d'abord moralement, nous p.322 a ensuite appuyés

---

<sup>1</sup> Le 12 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

matériellement ; elle nous a permis d'inviter un plus grand nombre de personnages à participer à nos entretiens. Nous avons pu nous adresser à des gens d'un plus grand nombre de pays, à des gens de nouveaux continents. Nous avons pu élargir aussi l'éventail des opinions politiques ou sociologiques ou religieuses et enfin, cet appui a eu une singulière importance aussi pour nous sur le plan moral.

Il est certain que la collaboration de l'UNESCO avec notre modeste organisation a donné un certain éclat, un certain développement à notre institution genevoise.

Il est évident aussi que cette activité de l'UNESCO est pour nous très précieuse. Il est arrivé que l'un ou l'autre de nos volumes, dans lesquels nous publions les conférences et aussi l'essentiel de nos entretiens, ait été édité par les soins de cette organisation, en anglais et en espagnol, deux des langues importantes de cet organisme. A plusieurs reprises également, *Le Courrier de l'UNESCO* a donné des extraits de telle ou telle de nos conférences ou de certaines parties de nos entretiens.

Nous avons connu ainsi une diffusion nouvelle grâce à l'UNESCO.

Puis, nous avons été heureux des liens personnels qui ont pu s'établir entre l'UNESCO et nous. Cette organisation a délégué à nos décades des personnages que nous avons tous appris à estimer, et je dirai même à aimer. Ce furent M. Jacques Havet, M. Bammate, M. Lebar, et maintenant, nous avons le plaisir d'avoir à cette table M. Bernard Monsour, qui représente officiellement ici M. Veronese, le directeur général. M. Monsour n'est pas un inconnu pour nous. Nous avons déjà eu le plaisir de l'accueillir, non pas dans une séance publique, mais dans les travaux de notre comité au cours du mois de mai. Nous avons prié M. Monsour, et il a accepté de très bonne grâce, de venir collaborer à la préparation de notre décade de cette année.

Je dois dire que le contact que nous avons eu à cette occasion avec M. Monsour nous a ravis. Tant par ses qualités intellectuelles que par ses qualités humaines, il a conquis le comité en même temps que notre admiration. M. Monsour est membre de la section « Philosophie et sciences humaines » de l'UNESCO.

Je signale encore ce point, — j'ai déjà eu l'occasion de le dire, mais j'insiste

## Le travail et l'homme

beaucoup sur cet aspect de la question : cette collaboration d'une puissante organisation et des modestes Rencontres aurait peut-être pu entraîner, éventuellement, quelques sacrifices de notre part. Il n'en a rien été. Il y a une générosité totale dans l'intervention de l'UNESCO. Jamais on ne nous a demandé de sacrifier quoique ce soit de notre indépendance, de notre liberté. Les interventions de l'UNESCO ne se sont jamais produites dans le domaine, ni du choix de nos sujets, ni de la préparation de nos Rencontres — si ce n'est qu'on a répondu aux conseils que nous avons pu demander —, ni dans le choix des invités — si ce n'est que nous avons pu étendre la liste des invités et des pays que nous pouvions réunir ici.

Cette indépendance totale est du reste pour nous une nécessité. L'UNESCO le comprend bien, et d'ailleurs les autorités cantonales et municipales aussi. Le jour où nous devrions aliéner une parcelle de notre <sup>p.323</sup> liberté, nous devrions disparaître. C'est une des raisons de notre gratitude à l'UNESCO.

Je prie M. Monsour de bien vouloir être notre interprète auprès de M. Veronese et de lui exprimer les sentiments de notre très vive gratitude. Et maintenant, je prie M. Monsour de bien vouloir prendre la parole.

**M. BERNARD MONSOUR :** Monsieur le Président, j'ai la mission particulièrement agréable de me faire auprès de vous et auprès des autorités de la République et du Canton de Genève, l'interprète du directeur général de l'UNESCO. Je vous transmets son message d'amitié fidèle et vous redis toute l'importance qu'il reconnaît à votre œuvre.

Vous avez bien voulu, Monsieur le Président, prononcer à l'intention de mon organisation des paroles cordiales, je vous en remercie au nom de M. Veronese. Il y sera, vous le savez, très attentif et très sensible.

La coopération qui s'est établie voici plus de dix ans entre les Rencontres internationales de Genève et l'UNESCO est fondée sur un commun respect des libertés de l'esprit. La confiance que vous nous avez accordée et que vous nous avez maintenue nous est précieuse ; elle rend manifeste la volonté de mon organisation de rechercher l'appui d'institutions entièrement indépendantes, et c'est dans cette indépendance même que l'UNESCO trouve la première raison du soutien qu'elle se félicite de pouvoir vous accorder.

C'est une première raison sans doute, mais il y en a bien d'autres. Il suffit de

## Le travail et l'homme

parcourir les volumes consacrés aux précédentes Rencontres pour mesurer la contribution de votre institution à l'histoire des idées pendant les quinze dernières années. Grâce au choix très sûr de leur thème, grâce à la distinction de leurs invités, les Rencontres ont mis en lumière les préoccupations de l'époque ; elles ont fait une véritable chronique de l'intelligence, une intelligence parfois tourmentée mais bien rarement vaine.

Sans doute la ville de Genève offre-t-elle un climat exceptionnellement propice à vos débats. Une grande tradition de liberté s'impose au visiteur. Venir dans ce pays, dans cette ville, qui ont le prestige de la sagesse, pour participer aux Rencontres, c'est déjà montrer un parti pris de probité intellectuelle et de mesure. C'est aussi manifester le goût du dialogue, le besoin de connaître et de comprendre les autres.

Mais si favorable que soit le lieu, les Rencontres n'auraient pas connu cette suite ininterrompue de succès sans le talent de ceux et de celles qui ont la charge de les préparer. Les membres du Comité organisateur, leur président et leur secrétaire général ont le droit de regarder avec fierté l'œuvre qu'ils ont accomplie depuis 1946. Il faut une immense culture, une connaissance approfondie du monde d'aujourd'hui, beaucoup d'imagination, beaucoup de travail aussi, pour parvenir, avec une semblable sûreté, à dominer cette tâche ambitieuse.

Les XIV<sup>es</sup> Rencontres n'auront pas été moins stimulantes que celles qui les ont précédées. Qu'il me soit permis ici d'apporter un modeste témoignage : M. Louis Armand disait que lorsque l'enseignement est <sup>p.324</sup> bien fait, un bon élève doit éprouver plus de curiosité en quittant l'école qu'en y entrant. Ma curiosité était fort vive au début de ces XIV<sup>es</sup> Rencontres, j'ai beaucoup appris depuis huit jours et je quitterai cependant Genève avec une curiosité avivée.

Le thème que vous avez proposé, Monsieur le Président, aux Rencontres qui s'achèvent aujourd'hui, ne pouvait laisser personne indifférent. La présence active de tant de personnalités en provenance de différentes régions du monde devait en accroître encore l'intérêt.

Des hommes d'action, d'expérience très diverse, ont pris, et cela est remarquable, une grande part dans ce débat. Deux d'entre eux s'étaient trouvés appelés à de hautes responsabilités à des moments très importants de l'histoire de leur pays. Ils auront fortement contribué au retentissement de vos débats.

## Le travail et l'homme

Ces Rencontres ont encore bénéficié du concours de l'Organisation internationale du Travail. Sur le thème *Le travail et l'homme*, l'O.I.T. devait faire entendre sa voix ; l'UNESCO, qui appartient à la famille des Nations Unies, se réjouit particulièrement d'avoir pu, dans le cadre des Rencontres, se trouver associée à l'Organisation internationale du Travail qui occupe, nous le savons, une place éminente dans la famille des Nations Unies.

Monsieur le Président, je voudrais en terminant, car je n'ai que trop longuement parlé, vous exprimer une fois de plus la reconnaissance de l'UNESCO pour avoir assuré les conditions d'un dialogue aussi ouvert, aussi riche, d'un dialogue sans complaisance et sans défaut.

Les idées échangées ici, les relations qui s'y créent entre des hommes appartenant à des écoles de pensée très différentes, contribuent, sans aucun doute, à développer cette compréhension internationale autre que superficielle, que mon organisation s'efforce de servir.

Je voudrais enfin, Monsieur le Président, vous remercier plus personnellement d'une hospitalité très délicate et très généreuse et vous dire mes vœux confiants pour le succès des Rencontres internationales de Genève de 1960.

**LE PRÉSIDENT** : Toute une série d'interventions vont se rattacher à la conférence de M. de Muralt. Toutefois, une intervention qui devait avoir lieu lors d'un précédent entretien se place ici, c'est celle du professeur Léon Walther, spécialiste des problèmes de psychologie du travail. Je lui donne la parole.

**M. LÉON WALTHER** : M. de Muralt, dont j'ai beaucoup apprécié la conférence, nous a posé cette question : « Qui peut déceler un bon chercheur ? » La même question a été, sous une autre forme, posée par M. Jaccard qui s'exprimait ainsi : « On ne sait pas aujourd'hui comment et vers quoi orienter la jeunesse. »

C'est à cette question que je voudrais répondre. Ma réponse est toute simple : Abstenez-vous d'orienter. L'orientation professionnelle, telle qu'elle est conçue psychologiquement et scientifiquement, est déjà dépassée. Nous avons commis, pendant ces trente ans de recherches, p.325 de graves erreurs. Nous avons cru que les activités sociales diffèrent entre elles, et qu'aussi les hommes sont différents par rapport à leurs aptitudes psychiques. C'est faux.

## Le travail et l'homme

Il faudrait déplacer ce problème du domaine des aptitudes sur celui de l'intégration de l'individu dans la société et du respect de la société envers l'individu.

Ce qui différencie les aptitudes professionnelles ne tient qu'à des facteurs somatiques. Cela ne relève pas du domaine des psychologues, mais du domaine médical. Un confiseur qui a de l'eczéma aux mains ne peut pas exercer son métier ; un maçon qui a le vertige ne le peut pas non plus. Mais du point de vue psychique, n'importe qui peut accéder à tous les métiers.

Dans quelle mesure, alors, peut intervenir le psychologue ? Il ne peut que définir des limites des possibilités, mais ces possibilités se cristallisent dans un facteur unique : celui de l'intelligence générale.

On peut, en se plaçant du point de vue purement biologique, définir l'aptitude d'un individu à s'adapter à des conditions nouvelles. Cela seul nous guide. Et nous avons entrepris des recherches avec mes étudiants, depuis 1930, qui ont abouti à une petite publication sur *Les carrières libérales et l'orientation professionnelle*. C'est une étude expérimentale et non philosophique. L'enquête a abouti à une négation : il n'y a pas d'inaptitude spécifique qui puisse empêcher un homme de devenir chirurgien. Cette enquête a été menée parmi les chirurgiens genevois.

Ce qui détermine l'accès à une carrière libérale, c'est l'intelligence générale, mais nous sommes aujourd'hui incapables, au point de vue psychologique, de déceler, comme l'a demandé M. de Muralt, si le candidat sera un bon chercheur ou un bon interprète de la science. Cela dépend de tout un complexe : des penchants, des tendances, mais jamais des aptitudes psychologiques. Ce problème n'est pas du ressort de la psychologie des aptitudes, mais de la psychologie du comportement, qui est aujourd'hui des plus importantes, et dans le détail de laquelle je ne veux pas entrer.

Mais alors, me direz-vous, à quoi doit aboutir l'orientation professionnelle ? Il ne faut plus former des orienteurs, il faut former, à côté du médecin scolaire, des psychologues scolaires, qui soient des psychologues complets et qui n'emploient pas seulement les tests psychologiques.

L'orientation professionnelle, on la fera à l'école. C'est là que l'on peut repérer les déficiences mentales, qui peuvent être de courte durée. D'autant

## Le travail et l'homme

plus que la réadaptation des enfants est beaucoup plus facile que celle des adultes, chez qui elle peut durer de dix à quinze ans.

Tout le monde connaît la psychanalyse. Eh bien, chez l'enfant, une psychanalyse dure peut-être une demi-heure. Vous donnez à l'enfant des figures, des hommes, des bêtes, des maisons et ainsi de suite. S'il a un complexe d'Œdipe, il placera son père dans la forêt, il l'entourera de lions et d'autres bêtes. Sa maman, il la placera à la maison, avec ses frères et sœurs. Chez l'adulte, cela dure deux ans au minimum. Cette intervention est trop tardive.

p.326 M. Walther, revenant sur le problème de la joie au travail, cite sa propre expérience d'ouvrier, puis de conseiller technique et de psychologue dans des entreprises qui tendaient à humaniser les conditions de travail de leur main-d'œuvre.

Je n'ai jamais vu qu'un ouvrier éprouvait une joie à son travail. M. Moch a soutenu que le socialisme pouvait arriver à cette conception. Je crois qu'aucun régime social ou politique ne nous rendra heureux dans le travail que nous devons accomplir à l'usine ; et même pour nos collaborateurs scientifiques, il y a des moments terribles.

Si l'ouvrier éprouve soi-disant une joie à son travail, c'est toujours en fonction des avantages qu'il retire. Certaines entreprises donnent aux ouvriers, après un certain nombre d'années de service, une maisonnette ; ils ont des assurances-vie, des gratifications et une participation aux bénéfices, etc. Mais je n'ai jamais constaté que des ouvriers éprouvaient une joie au travail, parce que leur travail est parcellaire. Grâce à des modifications de machines et à la création d'un nouvel outillage, on peut améliorer les conditions de travail, introduire une certaine polyvalence. Néanmoins, l'ouvrier n'éprouve jamais de vraie joie au travail.

Il n'y a qu'une solution : l'automatisation. Elle va libérer l'ouvrier et lui permettre d'élever son niveau intellectuel ; et alors il ne sera plus un ouvrier. On dit même qu'avec l'automatisation on sera payé, non pas pour le travail qu'on fournit, mais pour pouvoir consommer. C'est la seule possibilité de résoudre le problème.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. de Muralt.

## Le travail et l'homme

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Je répondrai à deux des questions de M. Walther : joie au travail et orientation de la jeunesse.

Pour être bref, j'aimerais vous donner un exemple pratique. Un jour d'automne, je me trouvais à Montana et je vis un jeune garçon qui faisait voler un avion qu'il dirigeait au moyen d'un petit émetteur de radio, et avec des jumelles il observait son avion. Cela me faisait plaisir de le voir. Puis, le rencontrant dans l'après-midi, je lui dis :

- Tu ne joues plus avec ton avion ?
- Oh non, j'en ai assez, cela m'embête...

Puis je lui dis :

- Quelle longueur d'ondes a ton émetteur de radio ?
- Je ne sais pas...
- Tu connais le fonctionnement des tubes électroniques qui sont à l'intérieur ?
- Oh non, cela ne m'intéresse pas.
- Comment fais-tu marcher ton avion ?
- Je presse sur le bouton rouge et ça marche...

Les jouets perfectionnés sont un danger pour la jeunesse. La jeunesse aujourd'hui ne connaît plus cet ensorcellement, cet abandon à un bricolage, à un petit travail. On est distrait par la radio, par la télévision. On presse sur un bouton et on obtient de la distraction. On ne cherche plus la concentration. Le garçon qui ne peut attendre la fin du repas <sup>p.327</sup> et qui s'échappe pour aller bricoler dans sa chambre, fabriquer quelque chose, faire un poème drôle qu'il lira à ses camarades, cela n'existe plus. C'est là que devraient intervenir les psychologues pour encourager de nouveau cet abandon à quelque chose, à une tâche, à un but. Ce sont précisément des jeunes gens qui ne pressent pas sur un bouton et qui connaissent le fonctionnement d'un émetteur de radio qu'il nous faut. Il nous faut une jeunesse qui soit intéressée elle-même et qui travaille selon son impulsion propre, et non une jeunesse qui dit : « I want to relax ».

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à Mlle Juhnke.

## Le travail et l'homme

**Mlle ELLEN JUHNKE** : On a exposé d'excellentes idées sur le travail manuel dans les usines, on a parlé des sciences naturelles et techniques, mais non du travail des humanistes, de ceux qui s'occupent de l'homme en tant qu'homme.

Hier soir, M. de Muralt a dit que les sciences humaines sont le contrepoids des sciences naturelles. (L'allemand utilise les deux termes de *Naturwissenschaften* et *Geisteswissenschaften*.) Mais ce vaste domaine du travail, travail des philosophes, des écrivains, des musiciens, des artistes, etc., si important, nous en avons peu parlé. Le travail de l'esprit subit actuellement une crise, et son niveau se détériore de plus en plus, ainsi que le montrent les statistiques. L'une des raisons en est la « massification ». Les classes des écoles supérieures et les auditoires des universités souffrent d'une surabondance d'élèves, ce qui nuit aux contacts individuels.

Autre raison, les travailleurs intellectuels sont mal payés en général ; les mineurs, les carreurs, les ouvriers qualifiés sont mieux payés que beaucoup de professeurs, artisans, journalistes ou médecins.

Puis, les travailleurs intellectuels travaillent beaucoup plus de sept heures par jour, parfois jusqu'à seize heures par jour. « Je n'ai pas le temps » est une expression qui revient sans cesse : pas de temps pour la nature, trop peu de temps pour la famille ou pour la contemplation ou pour le sport et les concerts. La maladie des « managers » en est la conséquence, et beaucoup de crises psychologiques. Le travail intellectuel est, en général, moins évalué que le travail en usine et tout ce qui concerne la technique.

Nous en trouvons la conséquence dans le fait qu'un pourcentage important de la jeunesse est totalement hostile à toute activité intellectuelle, qu'elle a perdu l'équilibre et n'entend plus l'impératif des valeurs humaines. Nous sommes nombreux à avoir vu *Les Tricheurs*, le film français qui illustre cette attitude. Et, dans un numéro de *France-Observateur*, Anne Guérin et James Atkinson écrivent : « L'Amérique se voit bafouée par le monstre informe qu'est sa *beat generation* ; mélange d'alcoolisme, de dépravation sexuelle, d'amoralisme systématique et d'aspiration à une extase et à un anti-intellectualisme qui en est une des conditions. »

On a également constaté qu'un petit nombre seulement d'ouvriers manuels, pour qui ont été organisés des « contrepoids » intellectuels pour p.328 l'épanouissement de leur personnalité pendant leurs loisirs, en ont tiré profit ; la

## Le travail et l'homme

plupart ne veulent pas ou ne sont pas capables de fournir cet effort supplémentaire. Ils préfèrent souvent le travail manuel au travail intellectuel parce que celui-ci exige plus d'efforts et plus d'initiative. Pour les heures de loisir, nous préférons la radio, la télévision, l'automobile, le cinéma, etc., disent-ils. Le manque d'intérêt intellectuel et spirituel est une des caractéristiques de notre époque inquiète.

Je connais de nombreux exemples, et dans divers pays, de jeunes gens qui quittent l'école supérieure peu avant les examens ou l'université après quelques semestres, pour ne plus devoir fournir d'effort intellectuel, et qui cherchent à se faire de l'argent plus vite pour avoir les moyens de s'amuser. J'en ai entendu d'autres qui préparaient leurs examens mais qui se disaient entre eux : « Ne fais donc qu'apprendre par cœur, ça va plus vite ; il n'est pas nécessaire de comprendre. »

Il va sans dire qu'il y a encore de nombreux jeunes qui aspirent à découvrir les faits et les valeurs spirituels, et c'est aussi le cas de beaucoup d'ouvriers. De tels exemples doivent se multiplier, mais cela ne peut se faire qu'à l'aide d'organisations appropriées.

On pourrait se demander si ce manque d'intérêt intellectuel et spirituel n'est pas dû à la carence de ceux qui, malgré leurs responsabilités, ont perdu toute force de rayonnement.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Je crois aussi qu'il y a une crise du travail de l'esprit, mais — et je mets les pieds dans le plat — il y a aussi une crise de l'art. Si l'art contemporain ne donne pas satisfaction à la majorité des hommes, c'est que les esprits créateurs et les esprits supérieurs sont attirés par autre chose. Quand vous regardez par exemple un Super-Constellation, c'est cela l'expression artistique de notre temps ; ou encore la forme d'un barrage ou d'un gratte-ciel en verre. Ce sont là des expressions de l'esprit créateur de l'homme qui cherche la beauté. Et si vous allez dans un musée d'art contemporain, vous trouvez les expressions de ceux qui n'ont pas eu assez de force créatrice pour faire autre chose.

Je pense encore aux séminaires de physique théorique moderne, comme il y en a à l'Institut de Princeton. On y rencontre des gens intelligents, qui travaillent avec ardeur sur des problèmes très minutieux et difficiles ; c'est de la

## Le travail et l'homme

mathématique, c'est de la théorie, c'est dans ces domaines que les chercheurs trouvent la pleine satisfaction du travail de l'esprit.

Dire qu'il y a une crise du travail intellectuel, c'est ignorer ce qui se fait dans le domaine des mathématiques, et des sciences exactes. C'est dans ces travaux que se concentrent aujourd'hui les forces intellectuelles de notre temps.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Campagnolo.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : En écoutant la brillante conférence de M. de Muralt, j'ai trouvé que, du point de vue des possibilités d'humaniser le travail, le travail scientifique ne p.329 diffère pas des autres formes du travail humain. Au commencement, on aurait pu penser que le travail scientifique se distingue par sa nature créative. Au contraire, nous avons vu que même les savants se trouvent souvent dans l'impossibilité de créer, qu'une grosse partie de leur travail n'est pas créateur, et rentre dans la catégorie de la peine.

Je me suis demandé si la réserve que j'aurais faite également à propos d'autres conférences, n'était pas confirmée ; c'est-à-dire qu'ici, on a essayé, placé devant le problème de l'humanisation du travail, de suggérer des expédients psychologiques, à base physiologique parfois, pour rendre le travail moins pénible et plus agréable. Mais on a vu que toutes ces méthodes avaient des limites assez étroites.

Je pense personnellement qu'il n'y a, à vrai dire, qu'une voie véritable à suivre pour humaniser le travail, celle que j'appellerai la moralisation du travail. Mais le mot n'est pas très heureux. Je veux dire que la conscience morale de l'homme devrait assumer tout du travail, c'est-à-dire que tout le travail devrait exprimer la personnalité de l'homme, être conçu comme un tout, sans résidu, comme la nécessité profonde de son être, la seule manière de réaliser pleinement une humanité.

Revenons un instant au travail scientifique. Nous avons vu hier qu'il y avait deux problèmes qui se rapportent à notre question. Le premier, auquel j'ai fait allusion, est la limite des possibilités créatrices du travail scientifique ; l'autre, qui me paraît plus grave, est celui de la responsabilité du savant, de sa responsabilité morale quant à l'usage que l'on peut faire de son activité scientifique.

## Le travail et l'homme

Si l'on reste dans la situation présente, si l'on n'essaie pas de la modifier profondément, je ne pense pas que les deux obstacles à une vraie humanisation du travail scientifique puissent être surmontés.

D'un côté il y aura toujours une grande part de peine due à l'apparente stérilité de certains travaux, et de l'autre, il y a la possibilité d'une véritable immoralité lorsque le savant s'occupe de recherches scientifiques dont les résultats pourraient être considérés, et doivent souvent l'être comme mauvais.

Un savant peut faire appel à son patriotisme pour fournir à son pays des armes de toute sorte, des armes atomiques ou bactériologiques, et il trouve là même une justification. Seulement, un sentiment de solidarité humaine, universelle, un approfondissement personnel de la responsabilité qu'il porte à l'égard de l'humanité, pourraient changer cette perspective.

Pour conclure et préciser mieux ma question, je dirai que tout travail est créateur, à condition qu'on ne considère pas l'invention d'un point de vue limité à la technique. Ce qui semble stérile est encore créateur, à condition d'en percevoir la liaison universelle, de la référer à l'humanité dans son sens le plus universel.

C'est le problème devant lequel se trouve aujourd'hui l'humanité, problème qui n'a rien d'utopique, puisqu'il s'impose même si la solution peut être difficile, lointaine ou même, à la fin, impossible.

**M. ALEXANDRE DE MURALT :** p.330 Merci, Monsieur Campagnolo, de cette intéressante intervention. La question de savoir si le travail scientifique diffère du travail en général est naturellement assez complexe.

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le rôle du mécène fut de libérer l'homme de science et l'artiste des soucis journaliers. Ils pouvaient ainsi se livrer librement à leur activité créatrice, scientifique. Il y avait alors une différence fondamentale entre l'activité scientifique et le travail en général. Le but du travail en général, il faut l'admettre, est de gagner son pain, et celui du travail scientifique et artistique était, à ce moment-là, de satisfaire au désir de savoir davantage, de créer un chef-d'œuvre, etc.

A notre époque, gagner son pain est en même temps le but du travailleur en général et du travailleur scientifique qui veut toucher un salaire pour pouvoir

## Le travail et l'homme

vivre. A ce propos, je vous raconterai une histoire. Sir Arthur Evans, qui a découvert en Crète la culture de Minos, travaillait comme devait le faire un gentleman. Un jour, on lui envoya un archéologue d'Athènes, qui était rétribué par une société d'archéologie. Il a refusé de travailler avec lui parce qu'il n'était pas un gentleman, qu'il touchait un salaire, et il l'a renvoyé...

Cette attitude ne se comprendrait plus aujourd'hui.

Peut-on se demander s'il y a une différence entre le travailleur en général et le travailleur scientifique ? Ce conflit est très apparent lorsqu'on parle avec des hommes de science qui travaillent dans des laboratoires industriels. Ils sont beaucoup mieux payés que les savants dans les universités, mais quand on les connaît mieux, on constate qu'ils sont malheureux ; ils ne se sentent pas les égaux de ceux qui travaillent tout à fait librement. Et on s'aperçoit que la question du but est primordiale : le travail scientifique, dans un laboratoire industriel, a pour but d'augmenter le chiffre d'affaires de cette industrie ; le travail scientifique, dans une université, de satisfaire au désir de savoir davantage. C'est là la grande différence.

Je pense qu'aujourd'hui encore il y a une différence entre le travailleur scientifique pur (universitaire ou participant à un institut de recherche) et le travailleur en général. Malheureusement, les scientifiques qui travaillent dans les industries se rapprochent davantage de ceux qui doivent travailler pour gagner leur pain et augmenter le chiffre d'affaires de leur employeur.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : Je partage entièrement ce point de vue. Ma question tendait à savoir comment on pouvait surmonter ce dualisme ; je pensais que l'appel à la conscience morale était le seul remède.

Vous parlez des professeurs d'université, mais il y a des professeurs d'université qui s'ennuient mortellement à faire leurs cours, à suivre leurs élèves. Ce n'est que lorsqu'une conscience morale soutient le travail, que même l'aspect le plus pénible du travail devient joie. Je ne dis pas que ce soit le cas aujourd'hui, mais je dis que ce devrait être le cas demain.

<sup>p.331</sup> Qu'historiquement on résolve ou non ce problème, c'est secondaire. Ce ne sont toutefois pas des expériences psychologiques ou physiologiques qui le résoudront, mais un approfondissement de la nature morale du travail.

## Le travail et l'homme

**M. VICTOR MARTIN** : M. de Muralt, dans sa réponse à Mlle Juhnke, a dit quelque chose qui m'a tellement terrifié que j'ai bondi à la tribune. Il vient de dire que les meilleurs esprits, parmi les jeunes, étaient attirés vers les sciences physiques et naturelles et qu'ils s'adonnaient avec enthousiasme à des recherches mathématiques et physiques. Je ne doute pas que dans les séminaires auxquels il fait allusion, la qualité du travail et de l'effort intellectuel soit admirable, mais les travaux qui sortent de ces séminaires ne nous apprendront rien sur l'homme et sur la façon dont il doit se comporter.

Si les esprits les meilleurs se portent de ce côté-là — et M. Walther vient de nous dire qu'à un certain niveau d'intelligence tout le monde pouvait se livrer à n'importe quel travail — alors nous verrons s'amenuiser toujours la place des sciences humaines dans le monde, au bénéfice des sciences qu'il faut bien appeler non-humaines, parce que l'attention d'un jeune homme qui a fait des études scientifiques n'a jamais été attirée sur certains problèmes humains fondamentaux.

Je vois là un très grand danger pour l'avenir de la société et je serais très heureux que M. de Muralt pût nous rassurer, ne serait-ce que dans une faible mesure.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Quand j'ai dit qu'on trouve la plupart des esprits intelligents dans ces séminaires scientifiques, j'ai essayé de donner une explication à la crise des sciences humaines. Je partage avec vous l'espoir que des esprits supérieurs se voueront aux sciences humaines, aux sciences morales, mais quand on parle d'une crise, il faut en chercher l'explication, et j'ai tenté d'en trouver une.

On peut naturellement se demander jusqu'à quel point l'étude de l'homme, entreprise uniquement du point de vue des sciences morales, nous apporte des informations utiles.

Il y a un autre aspect, qui est celui de la psychologie expérimentale, dont j'ai l'impression qu'on pourra également retirer, à l'avenir, des informations sur le comportement de l'homme et sur sa position dans ce monde.

**M. VICTOR MARTIN** : Je crois que la psychologie est la science de l'avenir qui finira par tout dominer !

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : Je ne sais pas si Jules Moch a été, comme M. Victor Martin, terrifié par ce qu'a dit M. de Muralt, mais il est maintenant à la tribune et je lui cède la parole.

**M. JULES MOCH** : Je dirai que j'ai été terrifié, mais en sens inverse.

J'ai écouté hier avec un très vif intérêt la conférence de M. de Muralt ; je l'ai écoutée en scientifique et en père d'un des membres de la Recherche scientifique française.

p.332 J'aurai deux observations à présenter : l'une, qui se rapporte à ce qui m'a fait bondir, et une autre qui concerne ce qui a été dit hier.

Voici la première : je considère qu'un des gros dangers de notre civilisation est le manque d'hommes de recherche scientifique pure. Quand je dis « recherche scientifique », je parle mathématiques et physique et non point sciences humaines, c'est-à-dire recherche où, en faisant varier un paramètre, on peut recommencer l'expérience et déterminer comment la variation de ce paramètre influe sur le problème général. Pourquoi ? Parce que le monde libre risque actuellement d'être colonisé par le fait que, la science étant relativement stagnante dans certains pays, la technique, dix ans après, marque un retard parallèle qui oblige à acheter des licences étrangères. Ces achats de licences sont le moyen moderne de colonisation de peuples indépendants, les bénéfices s'évadant vers le pays qui a la chance d'avoir une technique en avance.

Actuellement, deux pays sont en tête du point de vue technique et scientifique. Il suffit, pour l'un des deux, de constater le nombre de prix Nobel qu'il obtient — c'est l'Amérique — et c'est plus encore pour demain, la Russie. Je ne voudrais pas voir, à courte échéance, une Europe tributaire de la science soviétique, et à longue échéance, de la technique russe. Ce serait une façon d'être bolchévisé que je ne souhaite pas pour mon pays.

Voilà pourquoi je considère que l'effort de formation de chercheurs scientifiques et d'ingénieurs de classe l'emporte, dans un pays comme la France au moins, sur la formation de toute autre discipline, sciences humaines comprises.

En second lieu, dans cette conférence si riche en pensées, et qui portait tellement à la réflexion, ce qui est le plus grand éloge qu'on puisse faire d'une

## Le travail et l'homme

conférence, il y a un point sur lequel je ne me sens pas d'accord avec M. de Muralt : il s'agit du rôle du savant en matière de défense nationale qu'a tout à l'heure abordé M. Campagnolo.

M. de Muralt a distingué le cas de l'état de guerre de celui de l'état de paix. Il a dit — je m'excuse si je déforme un peu ses propos — qu'il comprenait les savants qui, en Amérique, ont préparé la bombe atomique pendant que l'Amérique était en guerre, mais qu'il niait toute vertu morale à ceux qui, en temps de paix, préparent les armes les plus terribles dont il a donné une énumération, hélas non limitative. C'est une question d'une importance extrême qu'il a posée et sur laquelle je voudrais que nous réfléchissions un instant.

Cette question est d'importance extrême pour deux raisons : la première, c'est qu'un savant ne sait jamais quel usage d'autres savants pourront faire de son invention. J'ai eu la très heureuse fortune de connaître Einstein, de 1919 jusqu'à sa mort, et je sais quel drame de conscience cela a été pour lui de constater l'usage fait, par la suite, de ses découvertes de pure théorie. Quand je l'ai vu pour la dernière fois, deux mois avant sa mort, à Princeton, il est venu à moi dans ce chandail que la photographie a popularisé, en me tapant sur l'épaule et en me disant :

— p.333 « Men are crazy ! »... Les peuples sont fous, en faisant allusion à l'arme atomique.

Si nous voulons empêcher que des inventions puissent être employées dans le sens de la mort, il faut presque arrêter toute recherche scientifique, ou, sinon, nous ne saurons jamais si une recherche pure n'aboutira pas à des conséquences affreuses.

La responsabilité n'appartient pas seulement aux savants, et cela est pour moi beaucoup plus important. Tant que les peuples accepteront que les gouvernements possèdent des armes de ce genre, le devoir des savants est de travailler chacun dans son pays. M. de Muralt ne m'en voudra certainement pas si je lui dis que la formule qu'il a employée hier vaut pour un pays qui a heureusement su garder sa neutralité dans tous les conflits modernes, mais qu'un savant français, qui n'a pas oublié les fours crématoires, les camps de concentration et toutes les horreurs que nous avons vécues, considère comme de son devoir de servir son pays en temps de paix comme en temps de guerre. C'est donc aux Gouvernements que nous devons nous adresser ; c'est par la

## Le travail et l'homme

pression populaire que nous devons arriver à réaliser la mise hors la loi de ces armes. Mais tant que les politiques n'auront pas fait leur devoir, nous ne pouvons pas exiger des savants qu'ils renoncent à travailler dans une branche qui peut être utile à leur pays.

C'est un thème très ingrate que je soutiens, très dure qui, si le règlement le permettait, ne me vaudrait pas les applaudissements que la thèse inverse a valu hier soir à M. de Muralt, car cette phrase a été particulièrement applaudie. Je lui demande d'y réfléchir ; je lui demande d'acquitter les savants nationaux des reproches qu'il leur a faits et de reporter cette condamnation sur les gouvernements et les hommes politiques qui n'ont pas encore su organiser la paix.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Je suis très touché de l'intérêt que M. Moch a porté à mes réflexions.

D'abord je réponds à la question de la colonisation. Je suis tout à fait d'accord avec lui ; le grand danger, surtout pour l'Europe, est d'être colonisée. Et la colonisation va même plus loin. On peut presque parler d'une nouvelle forme de marché d'esclaves blancs. Nous ressentons surtout ici, en Suisse, l'exportation de nos jeunes gens, — qui seraient des chercheurs très capables, — surtout vers les Etats-Unis. Ils trouvent là-bas des situations magnifiques que nous ne pouvons jamais leur offrir.

Je reconnais qu'il faut lutter de toutes nos forces contre cette colonisation de la vieille Europe.

Deuxième point : n'est-ce pas un peu l'attitude générale d'un pays qui influence la responsabilité des hommes de science ?

En Suisse, nous avons une armée, nous préparons nos soldats pour la guerre, mais nous n'avons pas la moindre intention d'agression envers qui que ce soit. Mais quand on voit des hommes de science préparer des bactéries résistantes à tous les antibiotiques, uniquement dans l'intention de tuer une population, j'ai l'impression que là déjà on peut <sup>p.334</sup> parler d'agression ; et ces gens-là n'ont aucune excuse. Ils savent que ces bactéries ne seront employées que dans le but de tuer des populations, et rien d'autre. On ne peut pas les utiliser en médecine, ni dans les cliniques. Elles n'ont aucune valeur et elles représentent même un danger formidable, car s'il arrivait jamais un accident dans ce laboratoire, ces bactéries pourraient déclencher une catastrophe.

## Le travail et l'homme

Aussi convient-il de constater que la responsabilité est à plusieurs échelons. Il y a un niveau de pleine responsabilité, qui est celui où l'homme de science travaille directement pour l'anéantissement des hommes, et il y a un étage où sa responsabilité diminue, lorsque comme conséquence de ses découvertes, des armes ou des possibilités de destruction sont trouvées par d'autres.

Mais cette question est très difficile et la solution n'est pas de se décharger de sa responsabilité sur les hommes politiques ; la solution, vous l'avez proposée, c'est que les hommes arrivent à s'entendre.

**M. NOJORKAM** : Je voudrais dire deux mots du travail de l'artiste, et je devrais presque m'en excuser, car je ne suis pas créateur d'avions ou de barrages, mais un artisan du tableau qui essaie de faire la joie de ses semblables, et non de susciter l'horreur.

L'artiste est l'homme qui dit non à la machine et à l'automatisation. Pourquoi a-t-on inventé la machine ? Pour épargner à l'homme cette peine dont il est question dans la définition du travail. Si cette machine — au lieu d'alléger la peine — la renforce encore, éblouit, assourdit, névrose le travailleur, il n'y a vraiment pas de progrès. Si toute la bonne volonté et le luxe d'organisation des cadres de travailleurs aboutit à créer un homme qui n'est pas heureux, alors l'objet de la science est immoral. Le but de la science et celui de l'art doit être le bonheur de l'être humain.

Afin de cultiver le bonheur par des moyens autres que ceux conditionnés par la machine, il nous faudrait simplifier notre existence et redevenir un peu des sous-développés. Ce sous-développement est un concept du marché économique beaucoup plus que du potentiel de bonheur. Je ne connais pas de peuple plus heureux que les Lapons, qui vivent en symbiose parfaite avec leurs troupeaux de rennes. Celui qui voudra à tout prix, au moyen de procédés quelconques, leur livrer des automobiles, fera le malheur de ce peuple.

Le bonheur le plus évident consiste dans l'œuvre bien faite.

« C'est du travail-machine » s'applique à un produit qui n'atteste ni conscience ni goût de l'artisan. Pour l'écrivain, c'est un sacrilège de taper un texte à la machine, au lieu de le caresser à la plume. La science est d'abord un jeu, a dit M. de Muralt. Pour le peintre, s'il a du talent, son tableau est à la fois un jeu et une récompense, mais l'encadrement fait à la fabrique ressemble aux

## Le travail et l'homme

mille autres encadrements de cette même fabrique, et ne vaudra jamais le cadre sculpté par l'artisan, le cadre unique pour l'œuvre unique. Il n'y a point de danger que le public perde l'envie de posséder le cadre unique.

Je pose une question : pourra-t-on jamais inventer la machine qui travaille avec amour ?

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : p.335 J'ai peu à répondre à M. Nojorkam qui a posé la question de savoir si on peut inventer la machine qui travaille avec amour. C'est une question que nous connaissons très bien en sciences naturelles, celle de la probabilité des grands nombres. On a fait en Amérique une expérience intéressante. On a pris une centaine de singes à qui on a donné des machines à écrire. Combien de temps cela prendra-t-il pour qu'il en sorte les œuvres de Shakespeare complètes et sans faute ? Eh bien, pour la machine qui pourra produire une œuvre artistique, cela prendra du temps...

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Diel.

**M. PAUL DIEI** : J'ai écouté avec intérêt la constatation de M. de Muralt disant que l'art de notre époque se traduit dans les autos, les avions et les barrages.

N'oublie-t-on pas qu'il faudrait employer l'art et la science de notre époque avant tout dans la formation du caractère humain ? Je participe personnellement à la Recherche scientifique en France. J'ai travaillé de longues années dans un laboratoire comme rééducateur d'enfants. J'y ai pu faire une expérience qui me semble d'une importance fondamentale.

Le caractère de l'homme est formable, à la condition qu'on ne se contente pas de donner des conseils et de vouloir changer le comportement, mais qu'on obéisse à des exigences scientifiques. Toute science remonte de l'effet à la cause. Or l'effet a une cause, c'est le motif. Et si les motifs restent les mêmes, vous produisez toujours les mêmes actions. Changez les motifs et les actions changent. Et si les motifs sont harmonisés, les actions humaines s'harmonisent. Si on ne commence pas par changer les motifs chez l'enfant, on risque d'obtenir des adultes qui n'ont aucune possibilité de surveiller les motifs, qui restent alors de bonnes intentions. Il s'ensuit des paroles vides. Toutes les formules qui envisagent un changement du monde, qu'elles soient données par des

## Le travail et l'homme

politiciens, des théologiens, des hommes de science, risquent de ne demeurer que de bonnes paroles, sans aucune réalisation si on n'a pu obtenir un changement de motifs.

On a parlé du travail, mais on a oublié de parler du travail le plus important et le plus essentiel de l'homme, c'est-à-dire l'élaboration de son action à partir des motifs. On attache une très grande importance à l'activité, mais une partie de cette activité est consacrée à l'élaboration de nos projets ; il convient donc que ces projets soient élaborés d'une manière lucide — il ne faut pas que la lucidité soit troublée par l'affectivité : toute l'objectivité de l'homme, toute son impartialité en dépendent. Or, la principale qualité du chercheur scientifique, dans n'importe quel domaine, est l'impartialité. Mais la recherche implique une part d'inobjectivité et il se peut qu'à partir de cette inobjectivité, la science elle-même impose un principe de recherche qui laisse hors de considération la cause la plus essentielle de l'objectivité, la revision des motifs.

p.336 Ce dont souffre présentement le monde, c'est de l'incapacité de l'homme de dominer ses désirs, de contrôler ses motifs. De sorte qu'il use des merveilles de l'esprit contre lui-même et pour sa propre destruction.

Ce qu'il faudrait, pour sortir de cette situation, c'est beaucoup plus qu'une révolution sur le plan matériel : une révolution de l'esprit. Ce dont souffre l'humanité, c'est d'un appauvrissement de l'esprit, et la misère des âmes est intime. Il n'y a d'issue qu'en employant la méthode de la science consistant à remonter des faits aux causes. On n'attache pas assez d'importance à la recherche scientifique sur le plan humain. L'essentiel de la recherche est dans l'élucidation des motifs qui déterminent nos actions.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Vous vous demandez si la science a une influence sur la formation du caractère humain. Oui, je le crois, et j'aimerais vous en donner un exemple qui a eu une répercussion mondiale.

Il y a exactement cent ans, le 24 novembre 1859, Charles Darwin publiait *L'origine des espèces*. Il a démontré que l'homme n'est qu'un mammifère qui s'est développé tout à fait naturellement. Les adversaires de Darwin furent tous ceux qui, gonflés de leur importance, redoutaient que ne soit portée atteinte à la position privilégiée de l'homme. Ce qu'ils craignaient est arrivé, et nous sommes devenus plus modestes.

## Le travail et l'homme

Si ce n'est par une modification du caractère produit par une découverte scientifique, je me demande comment on pourrait changer le caractère humain d'une manière plus profonde.

**M. PAUL DIEL** : Ce qui distingue l'homme de la bête, c'est que la bête est déterminée par ses instincts et qu'elle n'a, de ce fait, pas besoin de choisir. L'homme doit choisir, et pour choisir il faut qu'il ait des raisons de choisir, et ses choix sont ses motivations.

L'homme agit à partir des motifs et de l'élaboration de ces motifs. Il faut que l'homme se montre digne de cette possibilité de choix et qu'il ait le courage d'observer ses motifs.

Ce qui nous empêche d'observer nos motifs, c'est qu'il y en a d'inavouables ; et nous nous justifions en donnant à des motifs pervers un caractère sublime.

Le problème est d'obtenir une méthode et une technique éducative qui enseigne dès l'enfance le courage moral, qui consiste en deux choses : savoir où est la vérité, et avoir le courage de défendre cette vérité, serait-ce contre le monde entier. C'est peut-être cela la véritable morale du chercheur scientifique, et la condition de la recherche. Et cette condition de la recherche n'est pas seulement vraie pour l'éducation de l'enfant, elle l'est pour toute autre recherche, également pour la recherche physique. Seulement, dans l'ordre physique, il y a une méthode, alors que pour la recherche de la vie intime, la méthode est escamotée.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Vous êtes partisan de la volonté libre chez l'homme ; vous pensez que l'homme a son libre-arbitre. Moi je ne le pense pas. Cette discussion philosophique p.337 nous mènerait trop loin et tenons-nous en au fait que nous sommes des deux côtés d'une rivière et qu'il faudra parler très longtemps.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. de Jessé.

**M. FRANÇOIS DE JESSÉ** : Lorsque je me suis demandé, l'autre jour, si on avait véritablement parlé du problème de l'homme dans le travail, je ne voulais attaquer personne. Je voulais simplement signifier que, pour moi, il existe une

## Le travail et l'homme

maladie du travail et qu'on peut l'observer chez les travailleurs de toute sorte, manuels ou scientifiques. Elle tient non pas tant aux conditions techniques du travail, qu'aux conditions morales, et il me semble qu'on en a insuffisamment parlé.

A notre époque on observe grossièrement deux maladies du travail : l'exaltation du travail et l'inhibition du travail, et finalement ces deux maladies coexistent.

Pour prendre une image courante, le père, dans une famille, se consacre entièrement à son travail, il se consacre quelquefois à une œuvre désintéressée et ses enfants, écœurés de la vie qu'il mène, se révoltent contre le travail. Puis cette révolte produit une impuissance devant la vie. Un beau jour, ils se jettent devant le travail, non pour y trouver leur satisfaction complète, mais comme dans une fuite, et deviennent de nouveau des exaltés du travail.

Si on observe d'une manière concrète, empirique, sans préjugé d'aucune sorte, l'homme devant le travail, on peut dire que c'est cette maladie qui domine. L'analyse des causes nous entraînerait sans doute trop loin, mais parmi ces causes on trouverait sans doute les idéologies fausses, qu'elles soient d'origine théologique, capitaliste, marxiste ; l'homme ne voit plus son travail lui-même, il le voit à travers l'écran de ses idéologies.

Je peux alors vous demander, à vous qui êtes plus ou moins des intellectuels : quand vous parlez du travail, êtes-vous bien sûrs que vous ne faites pas plus de mal que de bien ? Quand vous croyez vous absoudre devant le problème du travail en rappelant ce qu'étaient les conditions du travail au XIX<sup>e</sup> siècle, ce que chacun ne manque pas de faire, vous n'avez pas résolu le problème. Si on veut concrètement aider un homme à trouver son équilibre dans le travail, on trouvera toujours deux sortes de causes de déséquilibre, des causes personnelles, qui tiennent à son affectivité et que le psychologue peut l'aider à surmonter, et des causes collectives qui tiennent à la nature de la société. Lorsqu'on donne à l'homme de faux motifs de travail, il ne trouve pas en lui le moyen d'une motivation harmonieuse pour s'équilibrer dans le travail.

**M. PHILIBERT SECRETAN** : La question que je voudrais poser à M. de Muralt se situe dans le contexte confiance et travail. Il a été suffisamment souligné que la joie au travail n'est possible et que l'humanisation du travail ne peut se faire

## Le travail et l'homme

que dans un <sup>p.338</sup> climat de confiance. Le travailleur doit sentir qu'on a confiance en lui, qu'il règne un certain climat de confiance dans sa collectivité de travail. D'autre part, il y a la confiance personnelle que le travailleur doit sentir, concernant son avenir. Et l'un des problèmes qui s'est continuellement posé au cours de ces Rencontres a été : comment peut-on créer cette confiance ? Je voudrais évoquer à ce propos la figure du travailleur intellectuel, et en particulier de l'étudiant.

Dans la charte de Grenoble, qui constitue la charte syndicale de l'Union Nationale des Etudiants de France, l'étudiant est défini comme un jeune travailleur, et la politique syndicale étudiante française est fondée sur l'idée que ce jeune travailleur a droit à un salaire, qu'on appelle le pré-salaire, source de sécurité et de confiance. Nous n'en sommes pas encore là, en Suisse, malheureusement, et la question que je voudrais poser à M. de Muralt est de savoir comment il conçoit une démocratisation de l'enseignement, en particulier au niveau de l'Université.

Je voudrais aussi lui demander ce qu'il pense du morcellement universitaire qui est encore celui de la Suisse, et qui me paraît, selon ma propre expérience, fort préjudiciable à l'instauration d'un système équitable de bourses en Suisse.

**M. ALEXANDRE DE MURALT :** Il y a dans ce problème deux aspects : la confiance en soi et le désir de sécurité. C'est une des maladies de notre temps : au lieu d'avoir confiance en eux-mêmes, les jeunes ont le désir de la sécurité. Les jeunes chercheurs désirent la sécurité. Au moment où ils se marient, ils désireraient savoir s'ils vont rester en place jusqu'à soixante ans, s'ils auront une retraite, etc. Mais la carrière scientifique est un chemin épineux. J'en suis d'accord avec vous, mais c'est aussi une excellente manière de faire une sélection entre ceux qui désirent seulement la sécurité et ceux qui ont vraiment confiance en eux-mêmes.

En ce qui concerne le morcellement de notre activité scientifique en Suisse, cela n'entre pas dans le cadre de ces entretiens, car nous n'avons pas à parler des aspects nationaux de la question. Mais je pourrai vous donner des informations personnelles sur ce point.

**LE PRÉSIDENT :** La parole est à Mlle Rey.

## Le travail et l'homme

**Mlle PAULE REY** : M. de Muralt a fait allusion, hier soir, à la multiplicité des publications scientifiques. Cette multiplicité reflète autre chose que le désir de renseigner et elle rejoint cet autre aspect de la recherche scientifique dont a parlé M. de Muralt, à savoir la spécialisation et l'industrialisation.

Les méthodes de recherche et les techniques font actuellement des progrès considérables ; l'instrumentation devient de jour en jour plus complexe et plus coûteuse, si bien que seuls des spécialistes peuvent en faire usage ; et pour rendre ces appareils rentables, on cherche souvent à les employer, même si l'expérience que l'on poursuit n'en retire aucun avantage.

p.339 Les fabriques d'appareils sont également responsables en ce sens qu'elles cherchent à vendre les appareils qu'elles fabriquent, et leur propagande auprès des laboratoires fait que l'on acquiert des instruments qui souvent sont inutilisables dans le plan de la recherche que poursuit le laboratoire.

De plus, si certains de ces instruments ne sont pas standardisés, puisque fabriqués par des entreprises qui se font concurrence, l'expérience poursuivie à l'aide de ces instruments n'est plus comparable.

M. de Muralt regrettait hier soir que la science ne se développât pas en profondeur. Il faut en voir l'une des causes dans tous ces éléments de détail qui peuvent prendre artificiellement de l'importance et cacher le but lointain de la recherche entreprise. Les techniques, à mon avis, peuvent en être une puisqu'elles dressent, par leurs difficultés propres, un obstacle à la solution d'un problème.

Les appareils peuvent faire que les expériences se multiplient et restent en surface, car chacun tient à ses appareils et à ses méthodes. Si bien que l'on voit quantité de chercheurs et de laboratoires s'attaquer aux mêmes problèmes et y donner, du fait des différences techniques, des solutions différentes. Gaspillage de temps et d'intelligence, multiplication des publications, disputes entre les savants ; ce sont les moyens qui ont obscurci la fin.

M. de Muralt disait qu'il faut laisser faire à la recherche scientifique sa crise d'industrialisation, comme si cette crise allait trouver d'elle-même sa solution dans l'avenir. J'ai de la peine à voir comment, à moins que l'on ne s'interroge sur les buts que l'on poursuit.

La multiplication des publications traduit un autre phénomène que celui dont je viens de parler : c'est le manque d'orientation dans la recherche. On est

## Le travail et l'homme

souvent entraîné dans ces expériences par des impératifs étrangers à la science, politiques ou économiques, et en l'absence de ces impératifs, on cherche n'importe quoi.

Le cas de la physiologie du travail est typique à cet égard. Cette science, qui pourtant pourrait nous apporter des renseignements précieux sur l'homme dans ses rapports avec ce qui le façonne et ce qui en grande partie le détermine, son travail, s'est développée de façon remarquable sous la pression de la guerre, par la nécessité de mettre tout d'un coup sur pied une main-d'œuvre. Après la guerre, aux U.S.A., l'industrie privée a perdu en partie son enthousiasme et c'est l'armée qui est devenue le plus gros client de la physiologie du travail.

En Europe, la physiologie du travail est plus soumise aux occasions de recherche de l'industrie. Si bien que se sont accumulées quantités de données disparates dont la synthèse est difficilement concevable. Personne ou presque ne s'interroge sur ce que nous voulons faire de cette science récente, ce que nous espérons lui faire découvrir sur l'homme. Nous restons prisonniers de certaines affirmations lancées par les ingénieurs, comme la nécessité de la simplification du travail. Il est très difficile de distinguer une orientation précise de notre recherche.

Voici la question que je voudrais poser à M. de Muralt : la liberté, a-t-il dit hier soir, n'est pas totale pour le savant, et il a dit pourquoi. <sup>p.340</sup> Je me demande si nous ne pourrions pas rendre cette réduction de liberté utile à l'avancement de la science en évitant le chevauchement des expériences et le gaspillage.

Un des buts des institutions telles que la Recherche scientifique ne pourrait-il pas être de coordonner la recherche et de l'orienter vers l'essentiel, au lieu de laisser se multiplier des travaux qui ne trouvent finalement leur place nulle part dans le cadre de leur discipline ? Ainsi pourrait-on éviter d'être écrasé par une masse de papier inutile.

Un autre but ne pourrait-il pas être de faire la critique des méthodes et des techniques, de manière à rendre cohérentes les expériences effectuées dans les différents laboratoires ? Comment M. de Muralt verrait-il cette orientation réalisable sans tomber dans le dirigisme ?

**M. ALEXANDRE DE MURALT :** Pour vous donner une illustration de la

## Le travail et l'homme

multiplicité des publications et du gaspillage scientifique, au Congrès de physiologie qui s'est tenu à Buenos-Aires il y a trois semaines, 1.400 communications environ ont été faites. L'une d'entre elles rapportait une grande découverte. Or, les recherches faites dans l'ensemble ont coûté environ 10 millions de dollars, et la découverte en question n'a coûté que quelques milliers de dollars. Cela vous donne l'exemple du gaspillage énorme en matière scientifique. Il y a aux Etats-Unis une théorie très poussée, qui est celle du triage des erreurs. On augmente les essais puis, de temps en temps, il y a quelque chose qui en sort. Il est très difficile d'éviter ce gaspillage.

Vous avez posé la question de savoir si on ne pourrait pas coordonner la recherche. Je ne suis pas tout à fait de votre avis. En général, les commissions dont la charge serait de coordonner la recherche décident d'après des données plutôt banales ; ce serait donc une certaine médiocrité du travail scientifique qu'encourageraient ces commissions.

Nous avons vu, à Zurich, Paul Karrer et Richard Kuhn travailler exactement sur le même problème. Une commission aurait dit : « Il n'est pas opportun de faire travailler deux hommes de cette valeur sur un même problème. » Or, c'est grâce à la concurrence des deux laboratoires qu'on a découvert la vitamine A en trois mois ; les deux équipes travaillaient furieusement, côte à côte, à cause de la concurrence. Et cela a fait avancer la science.

Il faut être très prudent en matière de coordination. Les grands succès scientifiques ont souvent été acquis à cause d'un certain gaspillage, qui a abouti à des résultats prodigieux.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Solas-Garcia.

**M. JOSÉ SOLAS-GARCIA** : Ma question rejoint celle qu'a posée M. Campagnolo. Je voudrais revenir concrètement sur le problème des relations entre la liberté de la recherche, et des conditions imposées par l'Etat. L'Etat accorde nécessairement son appui à la recherche scientifique. Mais l'Etat veille sur l'indépendance du pays et en conséquence impose des restrictions à la liberté de la recherche.

p.341 Je me demande si l'Etat peut faire autrement. Comme société politique suprême, il exige, vis-à-vis des autres pays, des autres sociétés politiques, le

## Le travail et l'homme

droit à l'indépendance. Je ne crois pourtant pas que la contradiction, entre le droit de l'Etat et la liberté de recherche soit une contradiction contingente, historique. La vraie contradiction se trouve sur le plan sociologique, dans le fait de la suprématie absolue que nous accordons à la société politique actuelle, à caractère national.

Je demande aux savants quelles sont les exigences de la liberté de recherche vis-à-vis du morcellement de la société politique naturelle.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Vo Tan Minh.

**M. VO TAN MINH** : J'ai d'abord à remercier M. de Muralt en mon nom personnel, comme au nom de ceux qui croient encore à la morale comme moyen unique de redressement du genre humain, d'avoir bien voulu conclure sa conférence en parlant des sciences morales. Je suis cependant un peu effrayé du mot « sciences » placé devant « morales ».

A mon avis, la Morale tout court est meilleure ; car « science » implique doute, recherche, laboratoire et autres instruments. La Morale qu'on retrouve chez tous les peuples et que professent tous les évangiles, enseigne de ne pas tuer, de ne pas haïr, de ne pas mentir, etc.

Avant de vous poser une question et pour la rendre plus claire, je voudrais faire d'abord quelques réflexions sur les entretiens de ces derniers jours. On a dit que beaucoup de conférenciers sont venus ici pour faire l'apologie de leur système économique ou de leurs idéologies politiques. J'ai également eu cette impression, qui m'a renforcé dans l'idée que l'erreur des hommes politiques consiste parfois à projeter sur les autres des sentiments qu'ils n'ont pas.

De toute façon, tout le monde tient à faire l'apologie soit d'un système économique, soit d'une idéologie politique. Et on tend, sans prononcer le mot, à rendre œcuménique son propre système.

A mon avis, un seul œcuménisme est possible, c'est une morale œcuménique. Or, le problème moral étant apparu dans toutes les discussions, dans tous les discours, je voudrais vous poser la question suivante : croyez-vous à la possibilité d'une morale œcuménique ? Qu'on parle de la Morale comme issue de l'action divine, ou provenant d'une source naturelle, d'après les athées, c'est toujours la même Morale qui devrait orienter toutes les activités et

## Le travail et l'homme

les pensées humaines. Croyez-vous à la possibilité d'une morale œcuménique et, dans l'affirmative, quel serait le moyen d'y arriver ?

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : M. Solas-Garcia a posé la question de l'Etat et de la liberté de la recherche humaine.

Caius Sylvius Mecena était l'ami de l'empereur et l'homme qui, pour la première fois, a encouragé, d'une manière très efficace, les arts <sup>p.342</sup> et en un certain sens aussi la recherche. Depuis cette époque, le terme *mécénat* est resté dans nos esprits comme signifiant un encouragement de la recherche et des arts, sans aucun intérêt personnel. Je crois que la relation entre l'Etat et la liberté de la recherche doit être celle qui existait au moment du mécénat. En bref, l'Etat doit rester un mécène de la science et des arts, l'aspect d'utilité, l'aspect de puissance ne devrait pas entrer en ligne de compte.

A M. Vo Tan Minh je répondrai que c'est une question de terminologie. On dit « sciences morales », mais on dit aussi « sciences humaines ». C'est seulement un terme pour décrire l'histoire, la philosophie, etc. Ce n'est pas très lié à l'idée de morale.

Vous m'avez demandé si les sciences peuvent créer une morale. Je suis incompetent pour répondre à cette question parce que je suis naturaliste, et nos idées dépendent des faits que nous trouvons dans le milieu qui nous entoure.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Matic.

**M. DUSAN MATIC** : Je n'aborderai que la dernière remarque de la conférence de M. de Muralt, qui concerne les conditions faites au travail scientifique dans les pays sous-développés. M. de Muralt a décrit en quelques phrases très justes les rapports entre hommes de science des pays sous-développés et des pays développés. Il a certainement pu voir, en tant que chef de laboratoire, des savants de pays étrangers qui viennent travailler dans les laboratoires des grands centres scientifiques et qui repartent ensuite dans leur pays d'origine, où ils ne trouvent pas les mêmes conditions de travail, où il n'y a pas suffisamment de laboratoires, ni de possibilités de recherche. La science, pour eux, reste un rêve de jeunesse. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une conclusion ; M. de Muralt a décrit un fait.

Cette situation de parent pauvre des pays sous-développés ne peut

## Le travail et l'homme

persister. C'est une cause de malentendus entre les pays. Je ne propose pas de solution, mais je voudrais en quelques mots faire comprendre que la situation doit changer. M. Armand a soutenu également cette thèse que les pays sous-développés doivent accepter d'être toujours des parents pauvres. Faut-il, dans le domaine de la littérature, que je connais bien, que les pays sous-développés, au lieu de s'intéresser à Saint-John Perse ne s'intéressent qu'à Sully Prudhomme ? Or, *La Modification*, de Michel Butor est, depuis six mois, traduite à Belgrade. Mais nous nous intéressons aussi à Voltaire, à Gide, à Camus — toute l'œuvre de Camus est traduite chez nous. Et ce ne sont que quelques exemples.

Dire que le développement d'un pays répète le développement d'un autre pays, qu'il y a un schéma et une continuité uniques, est une vision tout à fait injuste et inexacte, et dangereuse. Je ne veux pas rappeler l'apport des savants des pays dits sous-développés au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est Lobatchevski qui a préparé Einstein ; Pavlov a fait beaucoup pour le développement de la physiologie, et je ne donne que les exemples qui me viennent à l'esprit.

p.343 S'il faut éviter la colonisation dans le sens qu'on a indiqué, à savoir que l'Europe se laisse voler ses savants, il faut aussi éviter un dangereux paternalisme.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est à M. Jean Amrouche.

**M. JEAN AMROUCHE** : Mesdames, Messieurs, puisque je parle le dernier, je me dois d'abord d'être très bref et d'essayer, dans une certaine mesure, d'élever le débat en conclusion de ces dix journées de recherche.

Je sais gré aux conférenciers et à tous les participants, de cet effort loyal, de cet effort sincère, de cet effort sans doute non conclusif pour résoudre un problème immense et dont les données fondamentales, si je m'en réfère à la première conférence que nous avons entendue, ont souffert de n'avoir pas été définies.

Ainsi, par exemple, fut-il question du travail maudit et du travail souverain, mais qu'entendait-on par travail maudit, qu'entendait-on par travail souverain ? Le très honorable conférencier qui en parlait n'a pas songé à le définir. Si, s'efforçant de dépasser le point de vue un peu étroit de la description historique

## Le travail et l'homme

ou philologique, M. Lefranc avait essayé de définir ce que pourrait signifier le travail maudit ou le travail souverain, il se serait aperçu que le travail, en tant qu'activité de l'homme engagé profondément dans l'acte de faire, est nécessairement ambigu. Il n'y a point de travail béni, il n'y a point de travail maudit. L'homme qui s'exprime lui-même le plus profondément et livre à ses contemporains et à la suite des générations, ses chants ou ses statues ou ses tableaux, dans lesquels nous trouvons non seulement la lumière, mais aussi la joie, livre des sentiments indivisément élus et maudits. L'expression « poètes maudits » pourrait prêter à sourire ; mais enfin, qui nous a enseigné, après beaucoup d'autres, mais dans une formule plus brève et plus fulgurante, que la vraie vie est absente, si ce n'est le maudit des maudits, je veux dire Arthur Rimbaud.

Ainsi donc, le problème du salut de l'homme par son travail et dans son travail ne tient nullement, je crois, à l'organisation, ni aux conditions matérielles, il tient à la nature même, spirituelle, de la relation de l'homme à son travail. Un travail sale, dangereux, comme tous les travaux de force — le rocher de Sisyphe, si vous voulez — peut-être, s'il est accompli, assumé, dans une perspective réelle de salut, un travail béni. Je veux dire qu'à l'intérieur même de la souffrance, si la souffrance a une signification, et si l'homme dans son âme même, vit la signification de son travail, ce travail peut être béni et profondément salvateur.

Mais il y a une perspective religieuse que généralement l'on rejette, et il ne m'appartenait pas peut-être de l'introduire ici.

Il a été souvent question d'un très grand problème qui, pour moi, est le problème de l'époque : la décolonisation. Et si cette humanité se retrouve elle-même vers le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, les historiens futurs nommeront sans doute la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle « l'ère de la décolonisation ». La décolonisation est à peine commencée. C'est un <sup>p.344</sup> processus qui se développe ; comme diraient beaucoup de mes amis, c'est un processus dialectique, à savoir que pendant que certains secteurs des pays se décolonisent, d'autres secteurs sont eux-mêmes colonisés. M. Jules Moch le signalait tout à l'heure ; il signalait qu'aujourd'hui l'Europe est en danger d'être colonisée, subtilement, et sans qu'elle s'en doute. Mais en même temps, cette même Europe est agressée par un processus de décolonisation qui s'est développé dans ses anciennes

## Le travail et l'homme

possessions. Et quand je parle d'une agression, je ne parle pas simplement de certaines agressions armées, je parle comme d'une agression du simple fait qu'une certaine conférence réunie à Bandoeng n'avait qu'un seul sens : celui-ci que des peuples qui, pendant une durée indéterminée, ont été considérés par l'Occident comme les objets de l'histoire, ont affirmé qu'ils n'étaient plus, qu'ils ne voulaient plus, et à jamais, être objets de l'histoire, mais en être les sujets.

Je crois avoir eu l'occasion de dire une fois au cours de ces Rencontres que, pour ma part, je n'accordais qu'une signification unique à tous les mouvements de revendication nationale dans les pays dits sous-développés, qui est le passage de la troisième à la première personne. Il s'agit uniquement d'hommes et de peuples qui veulent dire je. Ils en ont assez d'entendre autrui, quel qu'il soit, interpréter ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent, ce qu'ils souhaitent, ce qu'ils rêvent. Ce qu'ils désirent, avec raison ou dans la déraison, ce qu'ils veulent, c'est parler eux-mêmes. Or, l'Occident continue d'interpréter. Il continue de parler pour ; il continue de parler dans le bien de ; il continue de vouloir être bon, malgré ceux à qui sa bonté devrait profiter et c'est une situation bien étrange. C'est dans ce rapport que réside ce que l'Occident, vous disais-je tout à l'heure, considère, reçoit spontanément, comme une agression et comme une agression injuste.

Ce matin même, dans un journal publié dans une démocratie libre, je lisais sous le titre : *Feu le colonialisme* cette phrase que je livre à votre méditation : « Sur le colonialisme — maladie de croissance du Vieux Continent — tout a été dit, sauf peut-être l'essentiel, à savoir que sans la pénétration des Blancs dans les régions les plus déshéritées du globe, sans l'œuvre admirable accomplie par les missionnaires, ses habitants vivraient encore comme des bêtes à l'état sauvage... » Je n'aurai pas la cruauté de souligner l'incohérence de la phrase et de dire par exemple que cette incohérence est sans doute à l'image de celle même de l'esprit où elle a été conçue, car je ne pense même pas que cet esprit ait pu la concevoir. Je ne dirai pas davantage que dans cette phrase transparait toute la suffisance naïve, insupportable, odieuse qui, précisément, provoque à juste titre la colère, l'indignation et la violence de ceux que l'on appelle les représentants des pays sous-développés.

Il est étrange que l'on puisse, non pas dire — après tout la parole est libre — mais écrire, c'est-à-dire penser sous le contrôle de l'esprit critique, que l'on

## Le travail et l'homme

puisse imprimer dans un journal libre, de pareils enfantillages.

Mais l'existence même de ces enfantillages nous prouve que nous sommes encore dans le malentendu.

p.345 Et pour finir, j'ouvrirai une porte à l'espoir — cette porte qui déjà nous a été ouverte par Danilo Dolci. De son expérience sicilienne — à laquelle, bien sûr, comme vous tous, je souhaite le plus grand et le plus durable succès, à laquelle je souhaite de devenir une expérience véritablement exemplaire, transposable dans beaucoup d'autres régions du monde parce que c'est une expérience qui est faite, non pas pour, mais par les hommes et à l'échelle des hommes — j'ai retenu ceci : il n'est pas possible d'aider, il n'est pas possible d'assister des peuples entiers, dans la perspective d'une certaine charité dégradée, d'une certaine charité profanée. La vraie charité, vous le savez, est au-dessus de toute justice, elle est au-dessus de toute intelligence. Dans les rapports entre peuples, ce genre de charité n'existe pas et ne peut exister qu'entre êtres humains profondément fraternels, dans la même condition. Pour en revenir à Danilo Dolci, il nous a montré que rien n'est possible qui n'ait l'homme à la fois pour instrument et pour fin, et pour que la vie change, il faut non seulement montrer à l'homme que la vie change, il ne le voit que trop et le cinéma et la télévision le lui montrent constamment — mais que sa vie peut changer, et que pour qu'elle change, il faut d'abord qu'il le veuille ; il faut qu'il veuille être un homme, qu'il revendique non seulement le droit au pain, à l'instruction, mais un droit bien antérieur au droit de posséder le pain et l'instruction, c'est tout simplement le droit d'être un homme, c'est-à-dire l'honneur.

**M. ALEXANDRE DE MURALT** : Si je suis bien informé, dans les pays soi-disant sous-développés, le public et le gouvernement ne connaissent pas la conception du mécénat telle que je l'ai rappelée il y a quelques instants, et il n'y existe pas de conditions favorables. Dans la discussion qui a eu lieu sur l'Afrique, l'un des Africains a dit : En Afrique, on ne comprend pas que M. Rockefeller travaille... La Royal Society, à Londres, a créé trois chaires pour des professeurs. Ces chaires sont attribuées à des hommes de science pour la durée de leur vie et sans aucune obligation. Ils sont entièrement libres, ils peuvent, s'ils le veulent, se promener. Or ces savants travaillent jour et nuit pour faire avancer la science. Et il serait très difficile d'expliquer au gouvernement d'un pays sous-

## Le travail et l'homme

développé pourquoi ces Messieurs, qui touchent un salaire très convenable, continuent à travailler.

**LE PRÉSIDENT** : Je remercie le professeur de Muralt et tous les participants à cet entretien que je déclare clos.

@

## PREMIER ENTRETIEN SPÉCIAL <sup>1</sup>

présidé par M. Robert Gavin

@

### LES PROBLÈMES DU TRAVAIL EN AFRIQUE NOIRE

**M. ANTONY BABEL** : p.347 L'entretien spécial est consacré aujourd'hui aux problèmes du travail en Afrique noire.

Nous avons pensé, lorsque nous avons préparé cette décade, qu'à côté des problèmes qui, tout naturellement, s'orientent surtout vers la civilisation blanche, nous devons faire une place aussi à d'autres civilisations.

On assiste actuellement à une promotion du continent noir. Des séries de problèmes se posent, d'une extraordinaire importance. Il est bon que nous les évoquions ici aujourd'hui, nous limitant d'ailleurs à l'Afrique noire.

Nous avons eu le privilège de trouver chez M. David Morse, le directeur général du B.I.T., un homme qui est entré très volontiers dans nos vues, et qui nous a délégué une série de ses hauts fonctionnaires pour collaborer avec nous. Ainsi cet entretien va être introduit et présidé par M. Robert Gavin, qui dirige au B.I.T. une section du travail en Afrique noire.

Vous n'ignorez pas, sans doute, qu'un remarquable ouvrage a été publié, il y a quelques mois, par le B.I.T., intitulé *Les problèmes du travail en Afrique*. C'est une véritable somme de tous les problèmes africains, qui a demandé la collaboration d'innombrables personnes. M. Gavin en a dirigé la publication ; il est donc l'homme compétent par excellence pour discuter ces questions.

Je suis très heureux de l'accueillir ici, de le remercier en votre nom à tous, et je le prie de bien vouloir introduire le sujet. C'est lui, ensuite, qui dirigera cet entretien.

**LE PRÉSIDENT** : p.348 Monsieur le professeur Babel, Mesdames, Messieurs, j'ai deux regrets à exprimer ce matin : d'abord, je ne parle pas la langue de Racine,

---

<sup>1</sup> Le 5 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

de Molière ou même de Léopold Senghor, et en second lieu, je regrette que ce soit un africaniste, plutôt qu'un Africain, qui préside cette séance. Mais je ferai de mon mieux.

Il y a quelque dix-huit mois, une commission de l'O.I.T. qui étudiait la possibilité d'élever le niveau de vie en Afrique, formulait avec beaucoup de pertinence l'observation suivante : « Mais, en dernier lieu, le résultat dépend essentiellement de l'Africain ; il est conditionné par ses désirs et sa volonté, ainsi que par sa décision, soit de demeurer fidèle à son mode de vie et à sa culture, avec tous les avantages qu'ils comportent, soit d'estimer que pour recueillir les fruits de la civilisation moderne, il vaut la peine d'accepter certaines des normes qui seules la rendent possible. »

Dans nul autre cas la nécessité de pareille option n'est plus évidente, plus immédiate que dans celui de l'Africain et de son attitude devant l'exercice d'un emploi salarié dans une de ces entreprises modernes dont le nombre et l'importance vont probablement croître avec les progrès de l'industrialisation en Afrique. Dans tout le continent, d'ailleurs, on se rend de mieux en mieux compte qu'il s'agit là du problème qui domine toutes les autres questions auxquelles le monde de l'industrie doit faire face. Comment peut-on assimiler l'Africain comme élément efficace dans une économie salariée de type européen ? Qu'on puisse le faire, c'est certain. Qu'on le fasse actuellement, c'est une vérité de plus en plus évidente. Et pourtant, dès que l'on parle du travailleur africain, tout un chacun commence par s'imaginer un manœuvre analphabète, ignorant, à moitié civilisé et au rendement absolument insuffisant. Certes, la plupart des Africains sont encore non qualifiés. Mais à qui la faute ? Il est vrai que, bien souvent, la capacité de production du travailleur africain, lorsqu'il doit exécuter des tâches demandant certaines qualifications ou certaines aptitudes, est inférieure à celle de la main-d'œuvre d'autres parties du monde, plus avancées du point de vue industriel. Dans une manufacture de tabac de l'Ouganda, par exemple, la direction considère qu'il faut en général trois Africains pour assurer une production égale à celle de deux Européens en Europe. Au Congo belge, le rendement d'un tourneur africain est évalué à 82 % de celui d'un tourneur européen lorsqu'il s'agit de travailler sur un certain type de machine. En revanche, une grande scierie de la Nigeria occidentale et une usine textile de la Nigeria septentrionale signalent une productivité comparable à ce qu'elle est ailleurs. En Afrique du Sud, on relevait, en 1925 déjà, « le progrès presque

## Le travail et l'homme

phénoménal de l'efficacité de la main-d'œuvre indigène ces dernières années », et l'on en concluait que, si l'évolution devait se poursuivre sans entraves, il n'y aurait pour finir plus d'Européens dans les mines. Le résultat est que les Africains ont été tenus à l'écart de toute une série de métiers qualifiés. Je ne vais toutefois pas examiner ici dans quelle mesure l'accès aux emplois qualifiés est encore refusé aux Africains. Je développerai de préférence une autre idée : si, en Afrique, l'efficacité de la main-d'œuvre est probablement tout aussi tributaire de <sup>p.349</sup> la compétence de la direction, des méthodes d'organisation et de facteurs d'ordre technique qu'elle l'est ailleurs, il n'en demeure pas moins que l'attitude des Africains envers le travail et leur efficacité professionnelle subissent l'influence de certains aspects des réalités africaines, tels que les idées et les coutumes qui président à la vie sociale, le climat, la santé ou le rôle essentiel des considérations raciales dans l'établissement de la hiérarchie professionnelle. Voyons de plus près quelques-unes de ces questions.

Il est incontestable que certaines des influences qui limitent le plus l'efficacité de la main-d'œuvre africaine découlent d'attitudes envers le travail acquises dans un milieu économique et culturel très différent de celui dans lequel l'Africain doit habituellement s'acquitter de ses nouvelles activités. Dans la vie d'agriculteur qu'il menait dans sa tribu, il n'y avait quasiment rien qui pût le préparer à suivre le rythme de métronome qui règle le travail industriel organisé. Néanmoins, dans de vastes régions de l'Afrique tropicale, la majeure partie des tâches sont accomplies, dans les nouveaux secteurs de l'économie, par des gens qui sans autre formation, ont quitté leur tribu pour la discipline de ce genre de travail. Aussi faudra-t-il peut-être, pour résoudre certains des problèmes du travailleur industriel africain, scruter les motifs les plus profonds qui l'ont incité à abandonner son mode de vie traditionnel pour aller prendre un emploi salarié.

Les méthodes, parfois regrettables, que l'on appliquait jadis en Afrique pour se procurer de la main-d'œuvre ont fait couler des flots d'encre et de paroles. Cependant, il ne fait guère de doute qu'aujourd'hui l'Africain accepte en général un emploi salarié de son plein gré, c'est-à-dire par une décision prise indépendamment de toute suggestion d'un tiers, d'un chef par exemple, et en l'absence de toute politique visant expressément, comme c'était le cas autrefois, à ne lui laisser en fait aucune liberté de choix.

## Le travail et l'homme

A l'heure actuelle, s'il y a des villes en plein développement qui attirent l'établissement à demeure des travailleurs, il n'en est pas moins vrai que lorsque le travailleur typique prend un emploi dans un centre industriel ou agricole, c'est surtout, semble-t-il, parce qu'il a besoin d'argent pour verser une dot (qui n'est désormais plus payable en bétail ou en services personnels), ou pour acquérir quelques produits tentants de la civilisation moderne : gramophone, bicyclette, vêtements au goût du jour, outils, ustensiles de ménage. Par la force des choses, il subit évidemment parfois de vives pressions, par exemple s'il y a pénurie de terres cultivables ou si le joug des mœurs et des conditions sociales lui devient insupportable. Dans d'autres cas, l'Africain accepte un emploi industriel, pendant un certain temps du moins, pour jouir du respect que les villageois portent à l'homme qui non seulement a voyagé, mais aussi s'est initié au genre de vie des Blancs.

Il est donc manifeste que le motif qui a poussé l'Africain à chercher un emploi salarié dans l'industrie influera inévitablement sur son attitude envers le travail et sur ses réactions aux mesures adoptées pour accroître sa productivité et son efficacité. Il va de soi que les responsabilités et les <sup>p.350</sup> satisfactions qui, pour un esprit européen, résultent du travail lui-même, n'ont aucun sens pour l'Africain qui sort de son économie tribale et cherche à travailler avec un objectif strictement défini, par exemple pour gagner la somme représentant le prix de la dot, pour payer les impôts, pour acheter une bicyclette ou une machine à coudre. Il est normal qu'une fois son objectif atteint, il retourne dans la plupart des cas à son milieu tribal, soit provisoirement, soit définitivement. Ce genre de travailleur est communément appelé, dans certaines parties de l'Afrique, un *target worker* : celui qui travaille en vue d'un but précis. Le temps pendant lequel il reste en dehors de son village natal dépend du genre de travail obtenu, du salaire touché en espèces, de sa personnalité, de sa situation de famille et de son expérience de la vie industrielle. Ainsi, on a constaté en Rhodésie du Nord qu'environ 55 % des hommes appartiennent à cette catégorie ; en Afrique du Sud, la durée moyenne de l'emploi des travailleurs migrants aborigènes n'est que de 15 mois dans les mines et de 26 mois dans d'autres secteurs de l'économie. A Madagascar, le cultivateur qui, par exception, travaille hors de son exploitation ne le fait que pour satisfaire des besoins très modestes, qui sont vite comblés. Offrir à ces gens, pour les stimuler, un salaire plus élevé risquerait tout simplement de les pousser à quitter leur emploi plus tôt qu'ils n'en avaient l'intention.

## Le travail et l'homme

L'attachement tenace que le travailleur industriel africain semble avoir pour son village a été abondamment discuté. D'une part, nous l'avons vu, il n'entend souvent pas le quitter définitivement, même dans le premier cas que j'ai mentionné. D'autre part, les conditions qui règnent dans les centres urbains qui lui offrent des emplois industriels sont telles qu'elles l'engagent à maintenir un lien avec le village natal. Mentionnons, notamment, les logements insuffisants et surpeuplés qui ne permettent pas de mener une vie de famille saine et normale, l'irritation provoquée, dans certains territoires, par les dispositions légales relatives aux laissez-passer et, enfin, les restrictions qui, en raison de la coutume, de l'usage, voire de la loi, relèguent les Africains dans les emplois mal rémunérés, jointes au manque de toute sécurité en cas de maladie, de vieillesse, etc... Le système de « franc-maçonnerie tribale » en honneur au village, et qui fait de chacun le gardien de son frère, assure par contre à tous une certaine protection contre les conséquences de la maladie, de la maternité, des grèves et des lockouts ou de la vieillesse. Encore que l'aide du village ne soit pas toujours nécessaire et que la protection offerte soit parfois rudimentaire, il n'en découle pas moins un certain sentiment de sécurité.

On a également attribué au travailleur africain diverses autres particularités : ainsi, son instabilité serait grande, comme le prouverait sa propension à changer fréquemment d'employeur. Quelques entreprises industrielles importantes signalent un renouvellement de la main-d'œuvre de plus de 100 %. Au Kenya, on a constaté qu'en 1953, 48 % des travailleurs africains de Nairobi avaient moins d'une année de service dans l'entreprise qui les occupait, et 80 % moins de deux ans. En 1955, sur un total de 30.000 à 35.000 travailleurs migrants des <sup>p.351</sup> plantations en Côte d'Ivoire, 50 % ont changé d'emploi tous les deux mois. Le taux d'absentéisme est élevé dans presque tous les territoires et le manque de fierté du travail accompli est plus ou moins généralisé.

Jusqu'à quel point ces particularités sont-elles le fruit des coutumes tribales et des modes de penser traditionnels des villages ? Dans quelle mesure sont-elles des réactions aux conditions de service offertes aux Africains dans la nouvelle structure de l'économie ? Voilà des questions auxquelles il est peut-être impossible de répondre. Mais il se pourrait que l'instabilité et l'extrême mobilité des travailleurs africains traduisent l'existence de griefs réels, proviennent d'un mauvais climat psychologique dans l'entreprise en cause, de

## Le travail et l'homme

l'attitude de la direction, etc. L'absentéisme peut être une réaction contre un travail trop routinier ; cependant, on s'accorde en général à reconnaître qu'il est également le fait d'une santé déficiente, qui explique d'ailleurs aussi ce qui pourrait être pris pour un manque d'intérêt porté au travail.

Il n'est peut-être pas inutile de mentionner ici quelques facteurs d'ordre général influant sur le rendement du salarié africain, tels que le climat, la santé, la nutrition et l'instruction.

L'influence du climat sur la main-d'œuvre africaine ne semble guère avoir fait l'objet d'études concluantes. Si l'on n'a pas noté d'effet sérieux de l'altitude sur les travailleurs en Afrique du Sud, on a constaté des signes d'indolence et de dépression physique chez des travailleurs envoyés, dans quelque territoire portugais, de régions situées à 700 mètres à des zones dont l'altitude est de 1.500 mètres. De même, il est difficile de se prononcer de façon catégorique sur les répercussions de la température, mais l'on admet en général que les fortes chaleurs enregistrées dans la majeure partie de l'Afrique tropicale ont un effet plus débilisant que les grands froids. Des recherches semblent montrer que physiologiquement l'Africain n'est pas mieux conformé que l'Européen pour supporter la chaleur et l'humidité. En fait, il est apparu, dans la Nigeria, que l'Africain semble être plus sensible que l'Européen aux changements de température. Dans ce pays, un chercheur a vu un thermomètre ordinaire exposé au soleil au début d'avril, à une altitude de près de 600 mètres, monter à plus de 62,8°C, à un endroit où des manœuvres africains étaient au travail. Ailleurs, on a enregistré des températures nocturnes de - 10°C après des températures diurnes d'environ 49° C.

En ce qui concerne la santé, on a constaté que rares sont les Africains qui ne souffrent pas d'au moins une des maladies sévissant dans toute l'Afrique tropicale : paludisme, bilharziose, troubles intestinaux ou respiratoires et maladie du sommeil. Le grave problème d'une alimentation défectueuse s'ajoute à celui d'une déficience de santé. Il s'agit, en grande partie, d'une question de régime alimentaire qui est insuffisant dans la plupart des territoires, parfois en quantité mais surtout en qualité.

Les travailleurs non qualifiés constituent, je l'ai déjà dit, le gros de la main-d'œuvre africaine. Cet état de chose n'est qu'une des conséquences du niveau de l'instruction, généralement bas dans bien des territoires. p.352 C'est ainsi

## Le travail et l'homme

qu'au Soudan, au Libéria, en Guinée portugaise et en Ethiopie, moins de 20 % des enfants âgés de 5 à 14 ans fréquentaient l'école en 1955. On est donc fondé à rapprocher la faible productivité et l'inefficacité de la main-d'œuvre, lorsque tel est le cas, de l'absence d'une bonne instruction générale, sans laquelle on ne peut ni acquérir les qualifications nécessaires, ni comprendre le déroulement des opérations industrielles et le rôle qu'y joue le travailleur.

Permettez-moi de revenir maintenant à une question que j'avais effleurée tout à l'heure et qui revêt à mes yeux une importance capitale. Selon de nombreux auteurs, le faible rendement des Africains serait imputable, entre autres raisons, au milieu physique et mental dans lequel la plupart d'entre eux vivent et travaillent, milieu qui les empêche d'acquérir l'efficacité voulue et les conduit inéluctablement au découragement, à la tristesse et au désespoir. C'est là une affirmation que vous souhaitez peut-être examiner de plus près.

Une autre proposition est également affirmée avec force : La promesse d'un meilleur salaire pour un travail plus soutenu n'offre guère d'intérêt pour beaucoup d'Africains, du fait que l'argent ainsi gagné ne peut leur procurer ce qu'ils désirent réellement, c'est-à-dire la considération, la sécurité, un foyer bien à eux, ou du moins le droit de louer une maison dans une zone urbaine et d'y vivre quel que soit le genre d'emploi qu'ils exercent, le droit de faire le travail qu'ils sont capables d'effectuer et, enfin, la possibilité de donner à leurs enfants une éducation convenable. Aussi se contentent-ils de satisfaire des ambitions modestes telles que l'achat de vêtements ou d'une bicyclette. Ces désirs sont relativement faciles à satisfaire et ils n'entrent pas en conflit avec le goût du mouvement. Le point de saturation est rapidement atteint, et avec la saturation vient le refus de faire un effort supplémentaire qui semble alors sans commune mesure avec le résultat final. Ayant appris à vivre avec un salaire qui permet à peine de subvenir aux besoins essentiels d'une vie décente et faisant confiance à l'entraide mutuelle, à l'hospitalité africaine traditionnelle, et, en dernier ressort, au *shamba* familial, le travailleur africain se laisse aller à la lassitude, à la résignation, parfois même au désespoir. Tel est le cadre qu'il ne faut pas perdre de vue lorsqu'on évalue l'utilité des stimulants purement pécuniaires, tels que les primes de rendement, la rémunération à la tâche, etc...

Ainsi donc, pour m'en tenir à des généralités sur la question des « stimulants pécuniaires », je voudrais vous suggérer de songer à ceci : ces stimulants, et

## Le travail et l'homme

d'autres encore, ne pourront donner, avec des travailleurs africains, des résultats comparables à ceux que l'on obtient avec des Européens, qu'à deux conditions. La première, c'est qu'ils ne seront sans doute réellement satisfaisants que s'ils s'accompagnent d'un salaire de base également satisfaisant. La seconde, c'est qu'ils n'obtiendront sans doute pas plus de succès si l'Africain lui-même n'est pas convaincu que son emploi de salarié lui ouvre une voie exempte d'entraves et d'obstacles vers une vie où l'effort et la compétence sont justement récompensés et où ses aspirations d'être humain ne seront pas vouées à l'échec par suite de traitements discriminatoires exercés, soit à des fins <sup>p.353</sup> politiques, soit par manque absolu de compréhension de ses espoirs et de ses difficultés.

C'est à cet égard que le transfert, intervenu récemment dans maints territoires d'Afrique, du pouvoir et de l'autorité aux dirigeants et aux peuples africains peut ouvrir de vastes possibilités en donnant à la grande masse de la population la volonté de lutter avec autant d'énergie que d'espoir pour élever ses normes de travail et améliorer son niveau de vie.

Un dernier point encore. Dans tout ce que j'ai dit, je n'ai aucunement voulu contester ce qui est aujourd'hui une idée généralement admise, et que j'accepte au contraire sans réserve — et que, j'en suis persuadé, vous acceptez aussi —, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de bases scientifiques à l'hypothèse selon laquelle l'incapacité initiale de l'Africain proviendrait de différences de constitution biologique héréditaires existant entre lui et les membres des autres groupes raciaux. D'autre part, il importe d'admettre également que les imperfections actuelles ont leur origine dans certains facteurs dus au milieu et résultant essentiellement d'un manque de pratique dans le maniement des outils employés dans l'industrie moderne, des lacunes dans l'instruction et la formation, ainsi que dans le cadre dans lequel se développent les comportements considérés comme appropriés dans une société industrielle.

Avec votre permission, je m'en vais maintenant poser quelques questions qui, si vous le voulez bien, pourraient être au centre de nos débats.

1. Estimez-vous que certains facteurs à l'œuvre dans le milieu africain — j'en ai mentionné quelques-uns — expliquent le comportement actuel de l'Africain devant le travail dans l'industrie et ses déficiences présentes au point de vue des qualifications et des aptitudes ?

## Le travail et l'homme

2. Croyez-vous que les influences qui se feront probablement jour une fois que les Africains se gouverneront eux-mêmes, seront de nature à contrebalancer rapidement l'action de ces facteurs ? Envisagez-vous des préalables à l'obtention de ce résultat ?

3. Quelles seraient, selon vous, les principales mesures à prendre pour créer les conditions d'un fort accroissement du rendement de la main-d'œuvre en Afrique — augmentation générale des salaires ; stabilisation des travailleurs sur les lieux de l'emploi ou à proximité ; organisation de régimes de sécurité sociale pour parer à diverses éventualités : chômage, maladie, vieillesse, décès du soutien de famille, etc. ; élargissement des moyens de formation professionnelle ?

4. Quels autres types de stimulants jugez-vous particulièrement indiqués dans la situation qui règne en Afrique ?

5. Escomptez-vous une augmentation proportionnelle de la productivité du fait de ces mesures ?

6. Quelles sont, à votre avis, les répercussions de la structure habituelle des entreprises, avec leurs cadres blancs et leur personnel noir, sur la production et sur les relations professionnelles ?

Et maintenant, Messieurs, qui va poser la première banderille ?

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO :** p.354 Si j'ai bien compris votre problème, il s'agit de savoir par quel moyen on peut parvenir à faire que le travail en Afrique ait un rendement comparable à celui des Occidentaux.

Vous avez énuméré des différences de milieu, de conditions de travail, vous avez fait allusion à plusieurs types de difficultés psychologiques, matérielles, sanitaires, etc... Vous avez parlé de la possibilité d'augmenter les salaires, d'adapter le travail à la préparation, aux dispositions des Noirs.

Mais il me semble qu'il y a une question encore plus fondamentale, de laquelle pourrait peut-être dépendre la réponse à toutes les autres questions que vous avez posées. Cette question, à mon avis, est celle-ci :

L'attitude que l'homme a envers le travail n'est pas quelque chose que l'on puisse isoler d'une conception générale des valeurs d'une civilisation. Je vous demanderai alors, avant tout : Quelle est l'idée que les Noirs se font du travail ?

## Le travail et l'homme

Est-ce que les Noirs sont à même, d'après leur civilisation, de considérer le travail comme les Occidentaux ? Est-ce que le travail, à leurs yeux, peut avoir la valeur qu'il a pour les Occidentaux ?

C'est un problème de base, parce qu'on ne pourra jamais obtenir de résultats permanents sur la base d'une conception du travail qui ne serait pas analogue à celle de l'Occident.

**LE PRÉSIDENT** : Voilà une question certainement fondamentale, en effet, une question préalable à toute discussion, et je crois que mon ami Balima va y répondre.

**M. ALBERT BALIMA** : Avant de répondre à cette question, je tiens d'abord à rendre hommage à M. Gavin pour cet exposé remarquable à plus d'un point de vue.

En Europe, en général, les gens pensent que les travailleurs africains dorment à l'ombre des palmiers ou se balancent sur les branches de cocotier, en admettant que le cocotier ait des branches...

C'est absolument faux, et je tiens à rendre publiquement hommage à M. Gavin pour avoir essayé de vous faire comprendre que les Africains sont des travailleurs comme tout le monde, même s'ils ont des problèmes particuliers.

Je voudrais encore, avant de répondre à M. Campagnolo, faire deux remarques qui découlent de l'exposé remarquable que nous venons d'entendre : en Afrique, la propriété est collective, et le travail est collectif. Un travailleur africain se trouve donc toujours absolument désorienté lorsqu'il est appelé à travailler selon des normes occidentales. Celui qui a toujours travaillé avec ses collègues dans un but collectif et qui un jour se trouve isolé, se sent en quelque sorte perdu et cela explique beaucoup de traits que M. Gavin a cités.

J'en arrive à la question de M. Campagnolo : quelle est la conception que les Africains ont du travail ?

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : C'est-à-dire, quelle place a le travail dans l'ensemble de la conception de la vie ?

**M. ALBERT BALIMA** : p.355 Je crois qu'il faut préciser le principe que, pour les

## Le travail et l'homme

Africains, le travail n'est pas un but, mais un moyen. C'est-à-dire que pour eux, le travail est une de ces nécessités désagréables de la vie, une chose tout à fait indispensable mais qui n'est pas agréable. Il faut le comprendre très nettement. Pour un Africain, être le fils de Rockefeller et travailler, c'est une chose qui ne se comprend pas. Si Rockefeller voulait rester au lit de sa naissance jusqu'à sa mort, il pourrait le faire ; et travailler, dans ces conditions, ça ne se comprend pas.

C'est la conception même que les Africains ont au fond de leur cœur, et c'est une conception qu'il faut comprendre. Ce n'est pas une conception paresseuse. Pour eux, traditionnellement, le travail est une chose réservée aux esclaves, à des gens que l'on considère comme des animaux. Un homme libre, respectable, ne travaille pas, ou s'il travaille, ce n'est pas ce qu'on entend par *travail* en Occident : il fait la guerre, travail noble. Mais le travail ordinaire, celui qui se fait avec la main, est considéré comme une activité servile, une activité réservée aux animaux. C'est pourquoi, en Afrique, vous voyez souvent des gens qui sont très malheureux, mais qui sont fiers de l'être, parce qu'ils sont d'une tribu noble qui normalement ne doit pas travailler selon les normes occidentales. Pour eux, le travail n'est pas un but. On ne vit pas pour travailler. On est obligé de travailler parce que c'est nécessaire, indispensable : si vous ne travaillez pas, vous allez mourir.

**M. UMBERTO CAMPAGNOLO** : Il me semble que nous avons reçu la réponse préalable qui conditionne toutes les autres. C'est précisément en raison de cette conception du travail comme simple moyen, non pas comme expression de la personnalité, que les travailleurs africains subordonnent toujours à des buts très modestes l'activité qu'ils déploient. Dans ce cas, tout stimulant d'autre nature est destiné à rester inefficace, tant qu'on ne modifie pas la conception du travail. Ou alors, il y aurait un autre moyen, mais toujours relativement inefficace : c'est que, si l'on n'augmente pas les besoins des Africains, il est impossible de s'attendre à ce qu'ils fournissent un travail analogue à celui de l'Européen ou de l'Américain.

**M. JULES MOCH** : Je voudrais donner trois exemples, deux dans un sens, et le troisième dans l'autre, par souci d'équilibre.

Les deux premiers sont les suivants. J'ai eu l'occasion de voir à Fort-Lamy

## Le travail et l'homme

un arsenal pendant la guerre. Il comptait entre 2.000 et 3.000 travailleurs africains et cinq Européens des Forces Françaises Libres. Cet arsenal a mis au point ou réparé tout le matériel mécanique et d'armement de la colonne Leclerc qui a traversé toute l'Afrique jusqu'à Tripoli. J'ai vu là un travail extraordinairement actif, fait par des travailleurs africains qui avaient au cœur un sentiment différent de celui consistant à vouloir travailler simplement pour acquérir quelque bien, car ils étaient emportés dans une vague de patriotisme communautaire — le mot n'était pas encore à la mode, malgré la conférence de Brazzaville — qui expliquait leurs efforts considérables.

p.356 Quelque temps plus tard, j'ai eu à inspecter l'arsenal français de Dakar, où travaillaient conjointement sur place des ouvriers français de la métropole, des ouvriers sénégalais et des ouvriers américains, car on y réparait aussi des bateaux américains à l'époque. Sous ce climat, et dans les données expérimentales du moment, on avait fait des études assez complètes du rendement des soudeurs. Souder des coques de bateaux, à l'époque des torpillages, était quelque chose de très important, et les souder vite contribuait à la victoire. Or, le rendement à Dakar était le suivant : en tête, l'ouvrier français, qui s'était évadé de Toulon pour travailler ; immédiatement derrière lui, mais à 85 ou 90 %, le travailleur autochtone ; assez loin derrière, le travailleur américain, qui n'était habitué ni aux méthodes un peu simples en vigueur à l'arsenal de Dakar, ni au climat.

Dans ces deux cas, où il y avait un facteur exceptionnel, la guerre, et le désir de contribuer de toutes ses forces au succès, les rendements africains ont été très intéressants.

Par contre, j'ai visité de bout en bout ce qu'on appelle la Route Nationale n° 1, dans le département français de la Guyane, qui était construite avec du matériel mécanique américain par des travailleurs guyanais, et je dois dire que là je rejoins complètement notre collègue de la Haute-Volta : le rendement était détestable. La vraie raison est que les autochtones de la Guyane étaient habitués jadis, quand le bagne existait chez eux, à voir œuvrer les forçats sur cette route, et qu'ils considéraient comme déshonorant d'y travailler, même avec les bulldozers les plus modernes.

Voilà les trois exemples que je voulais verser dans les deux sens différents.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : Avant de donner la parole à M. Gbenoudon, je veux simplement signaler qu'un article a paru dans la *Revue Internationale du Travail* en avril 1952, sur la question : Quelle est l'idée que les Africains ont du travail ? L'article s'intitule *Les Sociétés africaines devant la législation du travail*. Cet article remarquable a été fait par un homme, mort maintenant, le R. P. Charles, un missionnaire qui a travaillé de nombreuses années en Afrique et qui connaît bien la psychologie des Africains.

**M. ARISTIDE GBENOUDON** : Je voudrais signaler un facteur dont on peut également tenir compte quand on veut comparer l'attitude d'un Africain devant le travail, — le travail moderne —, et l'attitude de l'Européen.

L'Africain est de plus en plus étranger au travail qu'il fournit dans une usine ou dans un garage d'automobiles. Il est absolument étranger aux bénéfices que le chef d'entreprise tire de son entreprise. Pour cette raison, il n'est pas rare de voir des ouvriers africains bouder ou cesser de travailler dès que le contremaître n'est plus là.

C'est une raison essentielle, car nous voyons dans nos villages que le paysan africain travaille dès le lever du soleil jusqu'à son coucher, p.357 sans bouder le moins du monde. Pourquoi ? Parce que la terre qu'il va cultiver, c'est la terre des ancêtres, c'est la terre de la collectivité, c'est la terre de la communauté. C'est là son stimulant. Vous savez mieux que moi qu'il n'en tire presque rien en comparaison de ce qu'il pourrait en tirer avec les méthodes occidentales.

Je veux dire que dans la mesure où l'Africain ne se sentira pas intégré à la structure d'une entreprise et d'une économie, il boudera toujours, même si on lui propose les salaires les meilleurs.

**M. ARMAND LUNEL** : Il faudrait insister sur le problème du rendement de l'Africain dans son adaptation à nos techniques européennes.

Il y a lieu de tenir compte, chez l'Africain, tel que j'ai pu l'étudier au cours d'un récent voyage à Dakar, d'un manque d'aptitudes héréditaires, qui d'ailleurs peut être compensé par la suite, ce qui fait que nous ne devons pas être pessimistes en face de ce manque d'aptitudes ; et il faut tenir compte, d'autre part, du freinage opéré par la très lourde ambiance géographique et physique.

Je crois que dans l'industrie, à l'heure actuelle — évidemment, mes

## Le travail et l'homme

remarques remontent à un an et demi, et je souhaiterais que les représentants africains du B.I.T. les rectifient ensuite dans toute la mesure du possible —, l'africanisation de la main-d'œuvre qualifiée n'en est, au Sénégal, encore qu'à son début, et que par conséquent l'encadrement européen reste encore indispensable. Je crois qu'il n'y a pas encore véritablement d'ingénieurs africains dans les industries de transformation. D'autre part, il me semble qu'on a admis qu'il fallait deux ans pour former un manoeuvre convenable, et une dizaine d'années pour un mécanicien ou pour un contremaître.

Je crois que ce qui manque encore à l'Africain, mais qu'il finira par acquérir, car il faut être optimiste, c'est l'esprit de géométrie. L'ouvrier qui cherche, à l'heure actuelle, à passer au rang d'ouvrier qualifié, se montre souvent inapte aux travaux qui exigent de la précision. On l'a remarqué, par exemple, dans la construction, pour tout ce qui touche aux travaux d'alignement et de nivellement.

Je crois aussi que l'Africain s'adapte fort bien, je l'ai constaté, au rythme accéléré d'une besogne monotone, scandée par le chant, mais il est souvent perdu dès qu'il s'agit d'une tâche exigeant ce que nous appellerions une initiative constante. Par exemple, on a noté des défaillances de certains Africains employés trop vite comme standardistes au téléphone. Les jeunes apprentis noirs ne savent pas non plus se servir immédiatement de nos outils.

Je crois que les possibilités de l'être humain sont les mêmes partout — on ne le répétera jamais trop. Mais selon les lieux, à cause précisément du freinage opéré par l'ambiance climatique, ces possibilités de l'être humain se font jour avec un décalage parfois considérable. Cela dépend, je le répète, des impératifs de la géographie et de l'histoire.

Or, en Afrique noire, il importe avant tout de ne jamais perdre de vue et de rappeler le plus souvent possible, sous quelles conditions <sup>p.358</sup> naturelles et sociales, combien oppressives, les autochtones ont vécu pendant des milliers d'années. Et si les conditions sociales et les conditions sanitaires se sont améliorées dans une certaine mesure — et, je le souhaite, s'amélioreront de plus en plus —, ce que l'on n'a pas pu changer, ce qui ne changera guère même avec l'emploi généralisé des climatiseurs, c'est la rigueur épuisante du climat dont les Européens eux-mêmes font la pénible expérience.

Je dois ajouter que l'Africain au travail est quelquefois victime de défaillances

## Le travail et l'homme

qui atteignent leur maximum de fréquence et d'intensité en période de Ramadan, un jeûne diurne de tout un mois lunaire ; il est facile de se rendre compte, par exemple dans les usines ou sur les chantiers de Dakar, que ce jeûne ralentit et désorganise la production. Je crois que seuls peuvent en être dispensés, pour deux ou trois jours, par leur marabout, les travailleurs de force au prix d'une offrande et de quelques prières. Et comme du lever au coucher du soleil les fidèles n'ont même pas le droit d'avaler leur salive, il arrive qu'ils la crachent en trajectoire virulente aux dépens du voisin et, avouons-le, au mépris de toute hygiène, aussi bien à l'intérieur de l'usine que sur les chantiers ou dans les rues.

En conclusion, il est exact qu'un ouvrier africain ne peut pas, à l'heure actuelle, atteindre le niveau de compétence professionnelle de l'ouvrier qualifié, le niveau d'un Blanc. C'est pourquoi il est besoin de l'éduquer pour lui faire rattraper ce retard — car ce retard peut certainement être rattrapé, mais il est besoin de beaucoup de patience, de beaucoup de sens pédagogique, de qualités qui souvent — moi qui suis un Blanc, je l'avoue — manquent aux chefs d'entreprises européens, qui ne font pas suffisamment confiance à l'Africain et qui n'ont pas suffisamment de patience pour l'éduquer, compte tenu des dures conditions dans lesquelles cette éducation doit se réaliser et progresser.

La formation par des contremaîtres blancs, même de bonne volonté, ce qui n'est pas toujours le cas, devrait être facilitée par des spécialistes, qui dépendraient de l'organisation scientifique du travail et du B.I.T. ; des spécialistes — et c'est là-dessus que je suis très heureux de rendre hommage à la remarque de M. Campagnolo — ayant étudié la psychologie et les réactions proprement africaines pour tout ce qui touche le rendement du travail. D'où la nécessité, en tout cas, de développer de plus en plus en Afrique noire l'enseignement technique et les centres de formation professionnelle.

**M. IBRAHIMA BA** : A l'origine, l'Africain a commencé à travailler pour satisfaire un certain nombre de besoins qu'il ne pouvait plus satisfaire en cultivant les champs. Il devait payer ses impôts, se vêtir. Il devait donc trouver un salaire.

Le problème n'est pas le même pour les exploitants agricoles que pour les ouvriers, aussi bien en ce qui concerne les conditions de travail que le rendement. L'exploitant agricole, propriétaire de son terrain, sait que plus il cultivera, plus il récoltera. Il fait son travail comme il faut, car il sait ce qui

## Le travail et l'homme

l'attend. D'autre part, certains cultivateurs sont <sup>p.359</sup> exploités par les marabouts et travaillent dix à douze heures par jour pour avoir la grâce de Dieu. Mais en aucun cas on ne peut parler de paresse.

Pour ce qui est du salarié de la ville, j'essaie personnellement de comprendre ses réactions. Quand un père de famille travaille pendant un mois pour 6.000 fr. C.F.A. — quelque chose comme 100 fr. suisses — alors qu'il a deux ou trois femmes et quatre enfants, je comprends qu'il ne soit pas satisfait de son travail.

L'Africain n'a pas le choix du métier. Il n'a aucune qualification. Il prend le premier métier qu'on lui propose. On peut difficilement en conclure qu'il doit aimer ce métier.

Même ceux qui sont instruits, au niveau du certificat d'études, sont obligés de prendre le premier métier qui se présente et, par exemple, devenir commis et remplir des fiches à longueur de journée. Ce n'est pas intéressant, et à la première occasion ils s'en vont, surtout si à côté d'eux ils ont des camarades métropolitains qui, pour le même travail, touchent cinq ou six fois plus. La réaction immédiate est de dire : il n'est pas question de faire le même travail pour toucher moins.

C'est surtout une question d'organisation administrative. Par exemple, la régie des chemins de fer est un des secteurs de l'A.O.F. où le rendement est le plus élevé et où les travailleurs sont les plus conscients. Ceci, je crois, est dû à des organisations sociales. En effet, le travailleur du chemin de fer sait que plus il travaille, plus sa solde augmente, parce qu'il a des primes de rendement en fin d'année. De plus, il y a des cours de perfectionnement et il peut passer des examens. Il est logé. Il y a un service médical organisé. Je crois que c'est vraiment la branche où le rendement est le plus élevé.

Actuellement, un certain nombre de plans de développement sont en cours. Mais on se heurte toujours au problème de la qualification. Au Sénégal, qui est une colonie française datant de trois siècles, ce n'est qu'en 1956 que l'on a créé un lycée technique. Une fois le lycée ouvert, la question s'est posée de savoir ce qu'on y mettrait comme élèves... J'ai même vu des camarades qui, avec un brevet industriel, se sont vu refuser des postes dans des entreprises, sous prétexte que ce diplôme était inconnu. Ils se sont faits commis. La tendance commence à changer, parce que beaucoup de nos camarades ont fait des écoles d'ingénieurs.

## Le travail et l'homme

Les possibilités financières de ces colonies ne permettent pas de réaliser le plein emploi. Le Sénégal est un des territoires les plus aisés, mais sur un budget de 13 milliards, 11 sont affectés au fonds de fonctionnement, et 2 milliards seulement aux investissements.

**M. ARMAND LUNEL** : Je suis heureux que M. Ba aussi ait mis l'accent sur l'amour du travail chez le travailleur agricole et je crois — ce n'est pas une critique que je fais — qu'au cours de nos différentes discussions, on n'a pas suffisamment tenu compte de la distinction qu'il fallait faire, aussi bien en Europe qu'en Afrique, entre le travailleur agricole et le prolétariat industriel.

p.360 Il n'est pas douteux qu'en Afrique le travailleur agricole travaille par amour de son sol et fait preuve d'une sorte de science très empirique à laquelle les Européens n'ont pas suffisamment rendu hommage. En ce qui concerne la culture et la production de l'arachide, les Africains ont créé par eux-mêmes un outillage agricole qui permet d'égratigner la latérite sans l'abîmer, et par conséquent d'obtenir le rendement maximum. Nous, Européens, quand nous avons eu la prétention de blesser la latérite avec nos lourdes charrues, nous avons abouti à des résultats désastreux. Les Africains avaient raison. C'est à eux qu'il faut rendre hommage, en ce qui concerne le développement et l'application de cette technique autochtone.

**M. ANTONY BABEL** : A ce stade de notre discussion, il y a une ou deux questions générales qui peuvent être posées.

Je pense qu'il y a des conditions climatologiques, physiques, qui imposent des conditions de travail auxquelles les Européens sont soumis exactement comme les Noirs. Mais il y a des conditions qui, au contraire, sont variables, qui peuvent dépendre de la volonté des hommes et qui seront modifiables, qui commencent déjà à être modifiées, si je comprends bien les exposés de quelques-uns des Africains qui sont autour de cette table.

Je pense que le problème de l'instruction générale, de l'instruction professionnelle, qui vient d'être évoqué, est un problème essentiel, et je pense qu'il est déjà, à l'heure actuelle, non seulement étudié, mais en voie de solution.

La question de la position morale des individus, liée à celle de la considération personnelle et de la situation des structures sociales est

## Le travail et l'homme

également essentielle. Il y a, dans ce domaine, me semble-t-il, beaucoup de chemin à parcourir. Je pense que le problème que M. Campagnolo a posé tient de toutes ces questions.

Mais alors ? J'ai été frappé, dans l'exposé d'un de nos invités africains, à propos du travail agricole, par le fait qu'on travaille avec cœur à l'intérieur de l'organisation tribale, lorsqu'on travaille pour une collectivité à laquelle on appartient, mais que, si on travaille le sol pour le compte d'un planteur européen ou d'une compagnie européenne, il n'y a pas de raison de travailler. C'est donc tout le problème de la propriété qui me semble posé sur le plan agricole. Je crois qu'une de vos remarques a été plus loin, puisqu'elle le pose aussi sur le plan de l'industrie, où l'on touche un salaire, quelle que soit la qualité du travail. La qualité du travail serait bonne dans la mesure où il y aurait un contrôle ; le contrôle n'existant plus, le travail se relâche ou cesse même complètement. Nous retombons dans un problème d'éducation, même morale.

**M. PIERRE DE BOISDEFFRE :** J'aimerais poser une question qui concerne l'évolution du travail dans les territoires qui sont en train de devenir indépendants ou qui le sont en puissance.

p.361 Nous avons connu des problèmes relativement comparables, il y a plus d'un siècle, au moment où l'Europe est passée d'une civilisation agricole et artisanale, de structure traditionnelle, à la civilisation industrielle. Cette expérience, elle l'a faite, vous le savez, dans des conditions qui ont été extrêmement inégales, et souvent très mauvaises ; c'est-à-dire que la civilisation industrielle a déraciné des masses entières, qu'elle a séparé du milieu naturel des classes entières, qu'elle a abouti à l'exploitation de l'homme par l'homme dans un certain nombre de cas, qu'il a fallu près d'un siècle, dans les pays les plus civilisés, pour mettre au point une législation sociale qui protège véritablement le travail et les travailleurs. Nous ne sommes pas toujours arrivés à donner aux travailleurs le sentiment qu'ils ne sont pas les victimes de la production, mais qu'ils en sont, au contraire, les copropriétaires. A tel point que nous en arrivons à nous demander si la propriété privée des moyens de production est valable sur le plan moral et possède même un avenir sur le plan économique.

Bref, ce que nous voudrions, c'est que les Africains, qui commencent à

## Le travail et l'homme

contrôler eux-mêmes leur destin, puissent éviter les erreurs que nous avons faites nous-mêmes. Comment va se faire ce passage entre une civilisation traditionnelle, souvent de type tribal, à une civilisation de type, sinon industriel dans son ensemble, du moins pré-industriel ? Est-ce qu'on ne va pas aboutir de nouveau à cette séparation presque complète d'une élite intellectuelle extrêmement brillante, que nous apprenons à connaître et que nous nous réjouissons de connaître, et des masses africaines restées sur place, avec ce cortège de revendications, de révoltes, de misère, d'injustice, que nous avons connu ?

Je voudrais poser aux éminents représentants africains qui sont parmi nous cette question : comment envisagent-ils ce problème ? Espèrent-ils substituer à la propriété collective un effort vers la propriété individuelle, ou au contraire utiliser les structures collectives pour passer à la propriété collective de type moderne, de type socialiste, dans l'industrie et dans l'économie ?

**M. ALBERT BALIMA** : Je vous remercie de poser ce problème avec honnêteté ; je vais tâcher d'y répondre avec honnêteté.

Nous sommes nombreux à penser qu'il serait faux de croire qu'une élite africaine va constituer en quelque sorte une bourgeoisie à l'extérieur de la masse. Si nous pensions que, parce que nous avons été en Europe ou en Amérique et avons reçu une certaine éducation, nous pouvons nous couper de la masse, la masse elle-même nous rejeterait et nous serions une minorité. Il faut que nous soyons fusionnés avec notre peuple. Il ne doit pas y avoir un parti de la masse et un parti des élites plus ou moins faussement aristocratiques. Nous ne voulons former qu'un peuple africain.

Comment résoudre ce problème ? Si je vous disais que nous allons essayer de faire une société de type traditionnel ou une société de type moderne absolument nouvelle, ce serait faux. L'Afrique actuelle est un <sup>p.362</sup> condensé, une sorte de métissage. Nous sommes les héritiers de nos parents, nous sommes Africains, et nous sommes les héritiers de l'Europe aussi. Le fait que je puisse parler votre langue prouve que je suis déjà un peu votre parent. Par conséquent, nous ne pouvons pas être Africains totalement et Européens totalement, et pourtant nous devons constituer une société typiquement africaine.

## Le travail et l'homme

Il faut que nous essayons de constituer une société socialiste africaine. Nous devons être fidèles à nos traditions de collectivisme africain, et nous devons mettre notre intelligence au service de la cause de notre peuple. Et quand je dis « notre peuple », je ne pense pas à la masse et puis aux élites ; non, le peuple c'est nous, c'est tout le monde.

**M. JULES MOCH** : Je voudrais d'abord exprimer une fois de plus un sentiment que j'ai éprouvé bien souvent, c'est mon admiration pour cette formation qui garde ses origines tout en ayant été occidentalisée, et dans le cas actuel francisée, d'une façon aussi parfaite que celle des orateurs que nous avons entendus tout à l'heure. Ceci suffirait à montrer qu'il n'y a pas eu que des abus dans le colonialisme, même s'il y en a eu beaucoup, j'en suis d'accord avec nos amis.

Je voudrais ajouter, après MM. Babel et de Boisdeffre, qui ont touché du doigt le problème qui, à la suite de la question de M. Campagnolo, devient le principal, que dans les sociétés typiquement africaines on n'est pas encore passé par le stade du capitalisme : on en est toujours à certaines formes de propriété collective, en sorte que l'Africain est instinctivement plus hostile encore au salariat que l'Européen, qui pourtant en a plus souffert.

C'est là le phénomène social le plus important.

Il semble bien résulter de cet échange de vues qu'il n'y a pas de considération raciale, nous en sommes tous d'accord, qu'il n'y a même pas de considération de climat, qui soit fondamentale, mais qu'il y a ce fait que l'Africain est délibérément et instinctivement hostile au salariat, que ce salariat soit celui de l'industrie ou celui de la grande propriété qui l'exploite. Par contre, il travaille correctement quand il travaille sur sa terre à lui ou sur une terre propriété collective de son village ou de sa tribu. Ceci me paraît très important.

Je voudrais en terminant exprimer en vieux socialiste qui n'a jamais caché ses opinions, l'espoir que l'Afrique en pleine évolution saura passer de la propriété collective tribale à la propriété collective socialiste, en faisant l'économie de ce régime capitaliste qui nous a valu tant de difficultés et tant de révoltes en Europe.

**M. IBRAHIMA BA** : En ce qui concerne la transformation de la société, tout au

## Le travail et l'homme

moins agricole, elle est toute tracée.

J'ai oublié de signaler qu'il y a un certain nombre d'Africains qui ne travaillent pas, pour la seule raison qu'ils sont sûrs de pouvoir compter sur quelque parent. Ce n'est pas le cas en France, où les gens comptent sur eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle les transformations qui se p.363 font sur le plan agricole sont axées sur le développement des systèmes de coopératives.

Ceci pose un autre problème, parce que les paysans n'ont pas encore suffisamment de conscience pour gérer ces coopératives ; et je sais qu'au Sénégal les coopératives qui ont été créées en 1948 ou 49 ont été un fiasco parce qu'elles ont été gérées par de malhonnêtes politiciens. Le problème est donc d'élever la conscience des paysans pour qu'ils puissent gérer eux-mêmes leurs coopératives de village.

Pour ce qui est des industries, il serait hasardeux maintenant d'en dire quoi que ce soit, parce qu'il n'y a pas encore d'entreprises typiquement africaines, malgré quelques investissements entrepris par les gouvernements africains. Mais je crois que l'industrie sera encore, pendant un certain temps, dans les mains des capitalistes.

Pour l'agriculture, afin d'éviter la révolution que vous craignez, il faudrait plutôt continuer les traditions en les adaptant à la vie moderne.

**M. ANTONY BABEL** : Pensez-vous que l'on pourrait passer directement, en ce qui concerne la terre, de la propriété tribale aux formes d'exploitation coopérative dans le sens précis du terme ? Est-ce que l'on peut passer d'une phase à une autre directement ?

**M. IBRAHIMA BA** : Je crois que c'est possible.

**M. ANTONY BABEL** : Est-ce que des efforts sont tentés dans ce sens ?

**M. IBRAHIMA BA** : La terre n'appartient pas à l'individu. Avant chaque semence, on se réunit dans le village et on répartit la terre pour une année.

**M. ANTONY BABEL** : C'est bien la propriété du groupe, mais la répartition est annuelle.

## Le travail et l'homme

**M. IBRAHIMA BA** : Il en est de même pour les machines agricoles. Tous ne sont pas en mesure de les payer. Actuellement, le gouvernement les achète et les prête dans un système coopératif.

**M. ANTONY BABEL** : Est-ce qu'il y a des organes techniques qui vous enseignent les méthodes coopératives ?

**M. IBRAHIMA BA** : On fait beaucoup d'efforts pour envoyer pas mal de stagiaires étudier les systèmes de coopération en Israël, dans les kibboutzim, ou en France. Un certain nombre de camarades font des études d'ingénieur agricole ou sont inscrits à l'Institut national agronomique.

**LE PRÉSIDENT** : C'est une question que l'on nous a posée récemment au B.I.T., au sujet de l'organisation des coopératives agricoles au Sénégal et au Soudan. C'est intéressant dans les conditions <sup>p.364</sup> actuelles de l'Afrique, et surtout du Sénégal et du Soudan, où vous avez une récolte plus ou moins uniforme d'arachides.

**M. IBRAHIMA BA** : Actuellement, on produit plus d'arachides qu'on ne peut en écouler.

**M. MICHEL COLLINET** : Je voudrais d'abord faire une simple remarque historique.

Un certain parallélisme se dégage des différentes interventions, entre la situation actuelle de l'Afrique, avec une agriculture traditionnelle et une industrie moderne de type capitaliste encore, peut-être, assez peu répandue, et la Russie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où, dans une certaine partie des communautés rurales la terre était répartie chaque année entre les paysans. Et je vous rappelle à ce sujet que, quand le capitalisme industriel a commencé en Russie, en 1890 environ, la position du populisme russe, qui est devenu ensuite le parti socialiste révolutionnaire, était la suivante : laisser faire dans la mesure du possible, avec une législation sociale appropriée, l'évolution capitaliste, mais en même temps créer un système de coopératives agricoles, sur la base, naturellement, de la disparition de la grande propriété foncière originaire qui subsistait à côté du « mir ». C'est une simple remarque. On a parlé d'un type

## Le travail et l'homme

spécial de socialisme africain. On pourrait peut-être trouver des tentatives précédentes dans l'histoire d'autres pays.

Deuxième question : je voudrais savoir s'il existe, et dans quelle mesure, avec quel développement, quels buts et quelle organisation, un syndicalisme en Afrique noire, en particulier dans la Communauté française d'Afrique noire ?

**M. PIERRE REYMOND-SAUVAIN** : Au risque de passer pour un obsédé, je vais compléter la question qui a été posée par M. Collinet.

J'ai la certitude que le succès ou l'insuccès des tentatives qui pourront être faites en Afrique dans le domaine qui nous occupe ce matin, tient tout particulièrement à la puissance ou à l'impuissance du mouvement syndical dans ce continent. Si l'on réussit à constituer assez rapidement des cadres syndicaux, des possibilités de réalisations seront ouvertes qui n'existeraient pas sans cela. La preuve en est déjà donnée dans les tentatives qui sont faites dans le nord de l'Afrique : les succès partiels qui ont été obtenus en Tunisie tiennent à l'existence préalable d'un mouvement syndical puissant. C'est le syndicalisme qui, même dans le domaine politique, a fourni les cadres nécessaires à certaines réalisations. J'appuie mon affirmation : il résulte de la discussion que nous avons eue, qu'il est absolument nécessaire que les efforts soient basés tout d'abord sur les aspirations des peuples en question, et ensuite sur certaines indications non autoritaires provenant de l'Europe. Or, au sein du mouvement syndical, se trouvent ces possibilités de réalisations, parce que la masse même du syndicalisme est formée par la population de ces pays-là, qui pourra traduire dans ses conseils, ses congrès, des <sup>p.365</sup> aspirations qui tiendront compte du passé et qui s'orienteront vers l'avenir. D'autre part, les conseils qui pourront lui être donnés par l'intégration de son syndicalisme au syndicalisme libre du reste du monde lui permettra, sans avoir le sentiment d'être asservi, d'être en contact avec les évolutions possibles qui seront communiquées de l'extérieur.

**M. IBRAHIMA BA** : Je répondrai très rapidement. Les syndicats ont rompu avec les centrales métropolitaines. D'autre part, les masses d'individus formant ces syndicats sont relativement faibles par rapport à la population électorale.

De plus, depuis que les colonies sont devenues des Etats de la Communauté, le gouvernement a tout fait pour que l'Union générale des travailleurs d'Afrique

## Le travail et l'homme

noire soit divisée en sections autonomes, alors que cette union groupait tous les syndicats depuis 1958. Il y a donc rupture entre la section sénégalaise et la section ivoirine. Les syndicats sont devenus purement locaux.

D'autre part, il y a multiplicité des partis : pour le Sénégal, quatre partis pour 2 millions d'habitants. Dans les syndicats, on retrouve ces quatre partis. Le problème qui se pose est de savoir si les syndicalistes sont syndicalistes ou politiciens, parce que très souvent ils mettent leurs opinions politiques avant leurs devoirs syndicaux.

Il y a eu une grève au Sénégal en 1956, qui a duré quinze jours. Le gouvernement l'a emporté, quoique les revendications des travailleurs aient été justes, parce que les quatre syndicats ne s'étaient pas mis d'accord.

**LE PRÉSIDENT** : A ce sujet, il y a des questions très difficiles qui se posent. Par exemple, en Guinée, le parti actuellement au pouvoir est très lié au seul syndicat existant là-bas. Cela entraîne une situation très fâcheuse. On trouve la même tendance au Ghana, où la question de la liberté d'association a été posée. La question de la liberté des syndicats en Afrique, étant donné qu'ils sont très liés aux partis politiques, est donc une question difficile.

**M. ALBERT PICOT** : Je voudrais faire quelques réflexions sur la Rhodésie du Nord, où se trouvent quelques membres de ma famille.

Dans une région où la colonisation est interdite par le gouvernement, on a pratiqué la méthode qui consiste à rassembler les ouvriers, à les faire examiner médicalement, à voir quelles sont leurs qualités physiques, et puis on les a transportés à quelque 2.000 km au sud, jusqu'à Johannesburg, où ils passent vingt ou trente mois suivant les contrats. Ils deviennent en somme une sorte de marchandise de travail. Puis, comme on ne veut pas leur faire perdre leur individualité, au bout de vingt ou trente mois on les ramène en Rhodésie du Nord où le Noir est remis entièrement à la vie tribale. Ne peut-on dire que c'est une assez mauvaise méthode, et que si on laissait ces gens de la Rhodésie du Nord tranquilles, cela n'en irait que mieux ?

p.366 Il y a un deuxième exemple, l'Oubangui. Vous savez que l'Oubangui s'est révélé un pays extraordinairement riche en coton. Il y a là une grande compagnie franco-belge qui a des concessions du gouvernement français pour

## Le travail et l'homme

10.000 hectares. Quelques Blancs ont partagé le terrain en lots donnés à des Africains qui cultivent ces terrains et qui sont entièrement libres. Ils ont de très jolis villages et vendent leur coton, année après année, à la grande compagnie. C'est une solution intéressante, car la population garde en partie sa vie tribale et bénéficie pourtant d'occasions de travail beaucoup plus fortes, des investissements, des instruments de travail qu'apporte la compagnie franco-belge. Est-ce qu'il n'y a pas là un exemple de collaboration qui n'a pas d'inconvénient moral et qui laisse à ces populations de l'Oubangui une grande liberté ?

Troisième fait, assez spécial, que je voudrais signaler. J'ai eu l'occasion, il y a quelques jours, de conférer assez longuement avec un Africain très jeune, plein d'entrain, qui appartient à un Etat qui sera entièrement libre le 1<sup>er</sup> janvier 1960. Cet Africain a été secrétaire général du parti nationaliste, c'est-à-dire qu'il a été un révolutionnaire. Or, dans les conversations que j'ai eues avec lui, je lui ai demandé s'il allait continuer à faire de l'agitation. Il m'a dit que ce n'était pas le cas, parce que l'Etat allait avoir sa liberté, et que, comme chef du parti nationaliste ayant reçu satisfaction, il allait travailler en très bonne collaboration avec les éléments européens qui se trouvent dans cet Etat. Vous avez deviné qu'il s'agit du Cameroun.

Voici donc un homme qui était hostile au travail européen, et qui lui devient favorable parce qu'on lui a fait confiance, parce qu'on a fait confiance à son jeune Etat. Cela ouvre peut-être une porte sur la solution du problème suivant : Il n'y a pas de bon travail en Afrique sans investissements. Ces investissements sont coûteux. Les machines viennent d'Europe ou d'Amérique. Mais si ce travail se fait dans une région où les garanties sont données par les pays européens, alors il y a sujétion, il n'y a pas d'indépendance. Si l'on admet l'indépendance, on en arrive à diminuer les investissements, ce qui fait que le travail ne se développe pas comme il pourrait se développer s'il y avait un peu plus de sujétion.

Il y a des solutions modérées, des compromis à trouver ; et ce jeune secrétaire d'opposition camerounais m'a montré qu'un geste de liberté pouvait porter ses fruits.

**LE PRÉSIDENT** : Votre première question concerne le travail des migrants, pas

## Le travail et l'homme

seulement en Rhodésie du Nord, mais un peu partout en Afrique centrale et australe. C'est une question qui, à mon avis comme au vôtre, est la question préalable dans ces régions. J'ai calculé que pour les mines d'Afrique du Sud, où l'on emploie à peu près 300.000 travailleurs tous les jours, il faut un million d'hommes pour faire face constamment à ce travail. Il y a l'équipe qui descend du Tanganyika, du Nyassaland, ce qui prend des semaines et des semaines. Il y a l'équipe qui travaille dans les mines. Il y a l'équipe qui remonte vers sa terre natale. Il y a l'équipe qui se repose. Il y a un gaspillage <sup>p.367</sup> considérable de main-d'œuvre. Mais il y a surtout le fait, fondamental, que cela ne vaut pas la peine de former un ouvrier qui ne reste que dix-huit mois à son travail. Pour l'Afrique du Sud, la question essentielle est de savoir si l'on veut que les Africains restent en Afrique du Sud ; parce que s'ils y restent, il leur faut un logement convenable, il leur faut la sécurité sociale, tous les à-côtés du travail moderne.

Je ne parle pas de l'Oubangui ni du Cameroun. Je ne sais pas quelles y sont les conditions. Mais cette question de la stabilisation des travailleurs sur le lieu de travail, ou à proximité, est à mon avis à la base de toutes les autres questions concernant le rendement du travailleur, sa productivité, son attitude devant le travail.

**M. ANTONY BABEL** : Une dernière remarque.

Nous avons convié à cet entretien d'aujourd'hui M. Alioun Diop. C'est un Africain fixé à Paris, où il enseigne, mais il est actuellement au Sénégal. Il aurait évidemment soutenu ici une thèse qui me paraît toujours très intéressante. Cet homme est dans une large mesure occidentalisé, mais il défend l'idée de la « racine africaine » et pense que tout progrès dans la civilisation du continent africain, progrès conditionné par des apports extérieurs, ne doit jamais nier l'enracinement de cette civilisation dans son sol. C'est cette idée qu'il défend dans la revue *Présence africaine* publiée à Paris.

J'aimerais maintenant, en terminant, remercier encore très vivement tout d'abord le B.I.T. et son directeur, absent de Genève, qui nous a donné l'occasion de discuter ce sujet et qui nous a fourni les éléments essentiels de cette discussion.

Je voudrais remercier plus particulièrement celui qui a présidé cette

## Le travail et l'homme

discussion, qui l'a introduite par ses remarques extrêmement condensées mais pleines de substance, et suggestives. J'aimerais lui dire combien nous avons apprécié sa présence ici.

**LE PRÉSIDENT** : Je remercie le professeur Babel de ses aimables paroles. Je crois que la seule conclusion à laquelle nous sommes arrivés est celle-ci : en Afrique on travaille avec quelqu'un, on ne travaille pas pour quelqu'un.

La séance est levée.

@

### DEUXIÈME ENTRETIEN SPÉCIAL <sup>1</sup>

présidé par M. Francis Wolf

@

#### L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET LES PROBLÈMES HUMAINS

**M. ANTONY BABEL** : p.369 Je déclare l'entretien ouvert. Il va être présidé par M. Wolf, mais avant de lui céder la présidence, je voudrais dire quelques mots.

Je désire tout d'abord saluer la présence à cette table d'un homme qui ne figure pas parmi nos invités officiels, mais qui nous fait l'honneur de participer cet après-midi à nos travaux, je veux parler de M. l'Ambassadeur du Brésil Barboza-Carneiro, Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Nous sommes très touchés qu'il ait bien voulu prendre sur ses occupations pour suivre notre entretien.

Je suis très heureux d'accueillir une seconde fois les représentants du B.I.T. à cette table. J'ai dit l'autre jour combien les Rencontres Internationales ont été touchées de la collaboration que M. David Morse, directeur général, a bien voulu nous accorder en déléguant plusieurs de ses collaborateurs pour participer à ces entretiens.

Je suis heureux de remercier en particulier M. Francis Wolf, directeur de la division juridique, qui est entouré de MM. Crespo, chef de la division de l'information publique ; M. Fano, chef de la division des travailleurs non-manuels ; M. Koulischer, un des membres les plus éminents de la division de la main-d'œuvre ; M. Lang, de la division de l'information publique.

Notre sujet *Le Travail et l'Homme* est exactement le champ d'activité du B.I.T. Le Bureau international du Travail ne s'est jamais occupé, depuis sa fondation, que des problèmes humains du travail. Il a été entraîné par la force des choses à l'étude de problèmes techniques, mais toujours avec pour vision finale, les hommes. Le Préambule et tous les articles de la Partie XIII du Traité

---

<sup>1</sup> Le 9 septembre 1959.

## Le travail et l'homme

de Versailles ont donné p.370 comme tâche au Bureau international du Travail ces problèmes humains. Albert Thomas, qui fut le premier directeur du B.I.T., a donné du reste une vigoureuse impulsion à cette institution, au départ, et ceux d'entre vous — ils sont nombreux, j'en suis sûr — qui suivent maintenant le travail de M. Morse et de ses collaborateurs, savent que c'est exactement cette tradition que M. Morse et son personnel poursuivent et renouvellent. Car, il faut bien le dire, le Bureau international du Travail est en perpétuel renouvellement, en constante réadaptation aux circonstances de la vie.

Je suis donc très heureux de remercier M. Francis Wolf, chef de la division juridique du B.I.T., d'avoir bien voulu introduire cet entretien et en diriger les débats.

**LE PRÉSIDENT** : Je vous remercie infiniment, Monsieur le Président, de vos paroles très aimables qui m'ont beaucoup touché. Je vais maintenant, à votre demande, introduire le débat.

En ouvrant en juin dernier la quarante-troisième session de la Conférence internationale du Travail, en tant que Président du Conseil d'administration du B.I.T., vous avez déclaré, Monsieur l'Ambassadeur Barboza-Carneiro, que l'O.I.T. était devenue un patrimoine inaliénable de l'humanité.

Au même moment, presque, vous avez, de votre côté, Monsieur le Président Babel, avec votre Comité, suggéré que l'Organisation internationale du Travail fût associée étroitement cette année à ces rencontres genevoises, auxquelles vous avez décidé — il y a treize ans si je ne me trompe — de confronter annuellement certaines des idées fondamentales des hommes contemporains et d'essayer de faire le point sur ces idées.

Nous ne pouvions, Monsieur le Président, que venir à vous un jour ou l'autre car nos intérêts jalonnent la même voie qui conduit aux mêmes buts. Les discussions qui ont eu lieu chaque année dans cet autre forum qu'est la Conférence internationale du Travail ne sont-elles pas elles-mêmes la résonance de certaines des aspirations les plus profondes de l'humanité ?

Comme vous avez choisi cette année pour thème *Le Travail et l'Homme*, c'est avec d'autant plus d'empressement que le directeur général du B.I.T., M. Morse — absent à son grand regret de Genève, j'ai eu l'occasion de le dire l'autre jour —, a accepté de désigner plusieurs de ses collaborateurs pour

## Le travail et l'homme

assister et prendre part à vos conférences et entretiens.

Je suis très sensible à l'honneur qui m'échoit ainsi d'ouvrir aujourd'hui cette séance sur l'O.I.T. et les problèmes humains. Mais j'éprouve aussi un sentiment de profonde gratitude personnelle, Monsieur le Président, pour avoir été associé à ces rencontres en cette ville de Genève à laquelle tant de liens me rattachent, tant de souvenirs d'une époque où, s'il n'y avait pas eu Genève, le sort de centaines de milliers d'êtres eût été encore plus misérable qu'il ne le fut.

Au moment où la solidarité entre les peuples s'impose avec plus d'acuité que jamais, où nous assistons à un resserrement, à un rapprochement inouï des espaces terrestres, maritimes, sous-marins, aériens et <sup>p.371</sup> inter-spaciaux, à l'époque aussi où la pression démographique est telle que la population du globe va passer de 2 milliards 800 millions à 5 milliards et demi d'ici la fin du siècle, selon les prévisions les moins pessimistes, les responsabilités face à l'homme d'une institution telle que l'Organisation internationale du Travail ne sont peut-être pas fondamentalement modifiées, mais sont certainement amplifiées à l'échelle même des formidables développements dont nous sommes les témoins.

Le principe essentiel sur lequel l'O.I.T. est fondée demeure le même. « Attendu qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale », tel est le point de départ, le début, du préambule de la Constitution de l'O.I.T., cette Charte vieille aujourd'hui de quarante ans et qui, on le sait, constituait en 1919 la Partie XIII du Traité de Versailles. Issue de la première guerre mondiale, l'O.I.T. était d'abord et devait demeurer avant tout un instrument permanent de paix. Mais son caractère permanent exigeait précisément que cet instrument fût toujours entretenu, aiguisé, perfectionné, adapté à l'évolution de la condition humaine elle-même.

Pour gagner la paix par la justice sociale, l'O.I.T. devait lutter de plus en plus intensément *contre* l'injustice, la misère et les privations, et *pour* l'amélioration des conditions dans lesquelles l'homme contemporain accomplit son travail, où qu'il soit, quel qu'il soit, quelle que soit son occupation.

En pleine guerre, la Déclaration de Philadelphie, qui devint partie intégrante de la Constitution de l'O.I.T. — et dont le Président Roosevelt a pu dire qu'elle résumait les aspirations de notre époque — réaffirma les buts et objectifs de l'Organisation en les précisant encore :

## Le travail et l'homme

Le travail n'est pas une marchandise, est-il dit.

La pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous.

Tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales. Ce doit être là le but central de toute politique nationale et internationale.

L'Organisation a l'obligation solennelle d'aider les différentes nations du monde à réaliser la plénitude de l'emploi et l'élévation des niveaux de vie.

Il ne s'agit pas de simple aphorismes, mais de quelques-unes des tâches assignées à l'institution dans le cadre de sa mission, et qui lui permettent de poursuivre sa voie.

Cependant, l'O.I.T. n'est pas seulement un instrument de paix destiné à protéger l'homme dans son travail et à améliorer ses conditions d'emploi. C'est également — et les deux buts se confondent, dans l'intérêt même de la paix et pour le bénéfice de tous les hommes — un instrument destiné à favoriser une concurrence loyale entre Etats ; un instrument qui crée entre les Etats ce que Thomas appela devant la Cour de La Haye — en répondant à un exposé magistral d'Eugène Borel qui plaidait contre la réglementation par l'O.I.T. du travail des patrons boulangers — une « sorte d'équilibre de charges ».

<sup>p.372</sup> C'est d'ailleurs grâce à cette dualité tout au moins apparente des buts de l'Organisation — amélioration des conditions de travail et prime à la concurrence loyale entre Etats — que l'O.I.T. recueillit, très rapidement, le plein appui de la plupart des gouvernements et des travailleurs aussi bien que des patrons. Bernard Béguin le rappelle de façon très opportune dans sa toute récente brochure sur le tripartisme dans l'O.I.T. : alors qu'en 1919, au tout début, les représentants ouvriers avaient, pour leur part, des sentiments quelque peu mitigés à l'égard de la nouvelle organisation tripartite (ils eussent préféré à l'origine une Conférence internationale syndicale, sans association avec les patrons), c'est le représentant des patrons français à la Conférence de Washington, Louis Guérin, Directeur de l'industrie linière de France, qui avança la candidature d'Albert Thomas comme premier Directeur du secrétariat permanent du Bureau international du Travail.

Le principe vital du tripartisme permet à la Conférence générale de notre Organisation — où se retrouvent chaque année des délégués gouvernementaux,

## Le travail et l'homme

employeurs et travailleurs de nos Etats Membres (il y a aujourd'hui quatre-vingts Etats Membres de l'O.I.T.) — d'adopter contre vents et marées, à ce jour, 114 conventions internationales du travail ayant recueilli jusqu'ici au total près de 2 000 ratifications. Ces conventions — accompagnées d'un nombre presque aussi grand de recommandations visent les objets les plus variés dans le domaine du travail, mais le but ultime demeure toujours le même : prodiguer parmi les hommes de tous les pays la justice sociale en vue de contribuer à l'édification d'une paix universelle et durable.

Les conventions, qui s'adressent ainsi à des millions d'êtres et dont les dispositions sont effectivement appliquées, par les Etats ayant accepté de les ratifier, à des millions de travailleurs, traitent de sujets tels que l'orientation et la formation professionnelles, l'emploi, les salaires, la durée du travail et les congés payés, la protection des jeunes travailleurs et des travailleuses, la sécurité sociale, les relations professionnelles, etc., etc. La diversité des matières traitées par l'Organisation est grande. M. le Président Moch le sait bien, lui dont l'amitié avec Thomas remonte, si je ne me trompe, à l'époque où, ingénieur et membre de la Commission des travaux publics de la Chambre des Députés, il entra en rapport avec le Directeur du B.I.T. au sujet de la question des dispositifs d'attelage automatique dans les chemins de fer, question qui était précisément à l'étude à l'O.I.T. dans le cadre de sa lutte pour la prévention des accidents du travail.

Dans les conventions internationales du travail, toutes les catégories de travailleurs sont englobées, qu'il s'agisse des ouvriers de l'industrie ou des employés du commerce, des travailleurs agricoles ou des marins ; mais nombreuses sont les conventions qui ne s'adressent qu'à telle ou telle catégorie de travailleurs, par exemple le groupe de conventions connu sous la dénomination de « statut international des gens de mer ».

Encore y a-t-il lieu d'observer une évolution dans la nature de ces conventions. Le Directeur général du B.I.T., M. David A. Morse, l'a dit <sup>p.373</sup> dans son vibrant discours du 24 juin dernier à la Conférence internationale du Travail :

« La première époque du B.I.T., l'époque du début, nous apparaît aujourd'hui comme une période d'optimisme, où l'accroissement de la prospérité matérielle et la dissémination dans le monde entier de la conception libérale

## Le travail et l'homme

du régime parlementaire, semblaient des voies sur lesquelles l'humanité s'engagerait naturellement et inévitablement. Des crises économiques, la guerre mondiale et la menace de l'anéantissement nucléaire ont dissipé complètement ces illusions. »

C'est que l'histoire des trente ou quarante dernières années, et plus particulièrement le spectacle de la seconde guerre mondiale, ont ouvert les yeux sur une misère, une cruauté et des atrocités que beaucoup ne rattachaient qu'à des périodes de civilisations dépassées depuis longtemps et qui, tout d'un coup, devenaient tangibles, actuelles, terriblement présentes. A l'horreur vécue s'ajoutait la crainte de l'horreur future. Petit à petit, le monde prenait conscience de ses tares les plus obscures, les plus cachées.

C'est dans cette perspective que l'Organisation internationale du Travail — tout en poursuivant inlassablement sa tâche normative traditionnelle — énonça en pleine guerre les plus grands principes sociaux pouvant contribuer au retour à une paix stable et adopta après les hostilités plusieurs instruments qui tendaient, cette fois, non plus à régler sur le plan technique les conditions d'emploi des travailleurs, mais à défendre des droits humains fondamentaux dans le domaine de sa compétence. C'est ainsi que furent adoptées une Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, une autre sur le droit d'organisation et de négociation collective, et, plus récemment, une Convention sur la discrimination en matière d'emploi et de profession, ainsi qu'une Convention concernant l'abolition du travail forcé, celle-ci se juxtaposant — il faut le dire — à une convention qui avait déjà été adoptée sur le même sujet vingt-sept années plus tôt.

Mais cela ne suffit pas pour l'avenir. Au spectre des guerres s'ajoute celui de la lutte pour la vie. Le Président Eisenhower l'a rappelé la semaine dernière à Londres. Un milliard 700 millions d'habitants, près des deux tiers de la population du globe, vivent dans la misère, sans nourriture et sans abri. Dans son discours du 24 juin, M. Morse a insisté sur la nécessité « d'un développement social et économique rapide, surtout dans ces vastes régions du monde où les conditions de vie sont les plus misérables et où la pression démographique est la plus forte ». S'adressant aux délégués, il leur dit :

« Je vous engage à réfléchir à ce que cela représente sur le plan humain. Des centaines de millions d'êtres devront, au cours du prochain quart de siècle, modifier leur mode de penser et de vivre d'une façon si radicale que

## Le travail et l'homme

l'humanité n'en a jamais connu d'exemple jusqu'à présent, même lors des révolutions les plus profondes qu'elle a connues. Faute de quoi l'humanité connaîtra la famine, la haine, la guerre, et peut-être la destruction totale de la civilisation que nous connaissons aujourd'hui. Nous devons nous p.374 préparer à faire face à tous les dangers qu'engendrera cette révolution, qui ne peut manquer d'entraîner une transformation des valeurs auxquelles croient l'humanité et la nature même de l'homme. L'homme ne trouvera le salut que dans son propre esprit créateur. Jamais peut-être jusqu'à présent l'humanité n'a-t-elle eu un tel besoin de prendre de nouvelles initiatives et de s'engager dans de nouvelles expériences de coopération entre tous les hommes. »

Le rôle de l'O.I.T. dans ces initiatives, M. Morse le résume ainsi : « L'O.I.T. doit aider les sociétés nouvelles à naître. »

En outre, bien que nous n'ayons aucune garantie que la liberté individuelle (telle que nous la connaissons aujourd'hui) corresponde à autre chose qu'une période transitoire de l'histoire humaine, cette idée de liberté répond à notre conception de la dignité humaine. L'O.I.T. doit donc également aider « à créer une société dans laquelle la compréhension et l'amour de la liberté ne feront que croître ».

L'un des meilleurs moyens dont dispose l'Organisation pour remplir cette mission, c'est de compléter son activité dans le domaine des traités par une assistance technique toujours accrue aux Etats Membres, et particulièrement aux Etats sous-développés, en vue d'une industrialisation plus rapide, plus poussée, d'un développement de l'agriculture aussi, d'un accroissement des ressources productives du monde, et ceci par le moyen d'une amélioration des conditions de travail, « afin d'absorber l'augmentation constante de la population et en même temps de mieux répondre aux besoins de l'homme ».

C'est pourquoi l'assistance technique que l'O.I.T. a fournie dès longtemps à ses Etats Membres s'est développée considérablement. De 1950 à fin 1958, pour ne prendre que cette tranche de la vie de l'Organisation, celle-ci a répondu à 900 demandes d'assistance technique émanant de plus de 60 pays ou territoires différents, et pour lesquels au total près de 1.000 experts ont été mis à la disposition des gouvernements — les uns pour quelques mois, d'autres pour des années — sans compter les fournitures de matériel, d'équipement, les bourses distribuées, etc. Des centaines et des centaines de travailleurs ont

## Le travail et l'homme

bénéficié de l'instruction fournie par les experts. Pour ne prendre qu'un exemple de ces entreprises parfois monumentales, je citerai notre programme andin. Il a pour objet l'intégration de quelque 7 à 8 millions d'Indiens, descendants des habitants de l'empire Inca, dans la vie nationale de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie. L'O.I.T. a pris la direction de ce programme, élaboré à la demande de ces quatre pays, et auquel participent les Nations Unies, la F.A.O., l'UNESCO et l'O.M.S. Le programme andin s'applique sur quelque 3.000 kilomètres, entre les deux chaînes de la Cordillère des Andes, à environ 4.000 mètres d'altitude. Avec le concours actif du personnel des quatre pays intéressés, nos experts et ceux des autres organisations qui collaborent au programme, enseignent aux populations de l'Altiplano les méthodes modernes de culture et d'élevage, construisent et installent des écoles pour enfants et pour adultes, donnent des cours pour former des administrateurs locaux, des dirigeants de coopératives, des assistantes sociales, <sup>p.375</sup> des sages-femmes, des aides-infirmières, des auxiliaires-vétérinaires, établissent des ateliers-écoles, etc., etc. Bref, on essaie, avec le plein appui des gouvernements qui ont sollicité notre aide, de montrer la voie vers la civilisation dans laquelle les Indiens des Andes sont eux-mêmes avides d'entrer. Comme on l'a écrit, « Aventure passionnante que ce programme andin, dont l'enjeu économique et social est de former quelques millions de producteurs agricoles, artisanaux et industriels avec un bon rendement et de créer ainsi un marché comprenant environ 8 millions de personnes ayant une capacité d'achat sensiblement accrue ». Et, je le répète, je ne mentionne cette entreprise qu'à titre d'illustration. D'autres entreprises d'assistance technique ont été menées à bien ou vont voir le jour en Asie, dans le Proche-Orient, en Afrique.

Dans sa tâche au service de ces hommes des Andes, comme dans sa tâche au service d'autres peuples ou de la communauté internationale dans son ensemble, l'O.I.T., pour reprendre, une fois encore, les paroles de notre Directeur général, « demeure une organisation à la mesure de l'homme, dont l'objectif est le bien-être de l'humanité, et qui ne peut atteindre cet objectif qu'avec le concours de tous ». Elle constitue en même temps « une force morale, puisqu'elle apprend à l'homme à compter sur ses propres efforts ». Aussi ses activités s'intensifient-elles également dans le domaine des relations professionnelles — qu'il s'agisse des conventions collectives ou de la représentation du personnel dans l'entreprise, ou encore de la consultation et de

## Le travail et l'homme

la collaboration entre les syndicats et les pouvoirs publics, etc. — et ceci par le moyen d'études, de monographies, d'échanges de vues, de colloques, comme aussi, nous l'avons vu, par l'adoption d'instruments internationaux et par l'assistance technique. Mais si l'O.I.T. ne poursuivait parallèlement sa tâche éducatrice, si elle n'enseignait pas aux hommes les méthodes qui inspirent ses propres normes — et la prochaine création à Genève, sous les auspices de l'Organisation, d'un Institut international du Travail, n'est qu'une nouvelle manifestation de cet aspect de sa mission — l'Organisation trahirait la confiance qui a été placée en elle. Beaucoup reste pourtant à faire et, dans sa mission, l'Organisation a elle-même un besoin constant et jamais assouvi du concours de chacun.

En conclusion, quelles sont les principales lacunes dont souffre peut-être l'institution dont je viens de brosser à larges traits la mission ? Comment agir pour consolider davantage la paix par la justice sociale ? Comment faire pour améliorer les conditions de travail des hommes partout à travers le monde ? Comment obtenir, par cette amélioration, un travail susceptible de répondre de manière adéquate aux besoins vitaux croissants de l'humanité ? Telles sont certaines des questions essentielles que nous devrions nous poser.

Je serai d'autant plus heureux et suis d'autant plus impatient — je sais être en ceci l'interprète de tous — d'entendre les avis éclairés qu'avec toute l'autorité que vous donnent vos mérites éminents, vous allez exprimer, Messieurs, sur un sujet que je n'ai introduit que trop longuement.

La parole est à M. Jules Moch.

**M. JULES MOCH :** p.376 Avant de poser ma question, je voudrais vous féliciter, Monsieur, d'avoir fouillé les archives de votre maison au point d'avoir découvert un échange de correspondance et de visites qui doit se situer en l'an 1928, et qui me permet d'évoquer la figure de celui qui fut mon ami, Albert Thomas, et que je connaissais déjà à ce moment par la vie active politique.

Mais je voudrais saisir cet exemple pour montrer à ceux qui connaissent moins bien que vous-même l'O.I.T. combien son rôle peut être fécond.

J'avais été mis au courant par la Fédération des syndicats de cheminots français de ce fait atroce que tous les ans une quarantaine de cheminots français étaient écrasés entre les tampons des wagons au moment où, dans les

## Le travail et l'homme

gares de triage, les wagons descendant de la butte sont aiguillés vers des voies correspondant à des directions différentes et où on forme les trains. Les représentants de cette fédération m'avaient demandé de déposer un projet de résolution rendant obligatoire un système parfaitement au point d'attelage automatique des wagons, faisant que lorsque deux wagons entrent en contact ils s'enclenchent et que toutes les tuyauteries qui passent d'un wagon à l'autre s'enclenchent simultanément.

Il était très facile de déposer une proposition de loi. Malheureusement, dans les trains de marchandises français, sont intercalés des wagons étrangers, suisses, allemands, italiens et autres, et il suffisait d'un seul wagon étranger dans un train français équipé de l'attelage automatique pour qu'il n'y ait plus attelage automatique. Par conséquent, il fallait une décision internationale. L'O.I.T. — on l'appelait le B.I.T. à l'époque — étudiait la question, et je suis allé m'en entretenir avec Albert Thomas. Je suis obligé de dire que malgré tous nos efforts, elle n'a pas progressé, et que trente ans après les événements qu'évoquait notre président, l'attelage automatique n'est pas obligatoire sur les réseaux européens. Il y a encore tous les ans des cheminots écrasés entre les tampons des wagons. Nous avons essayé de pallier ce défaut avec des procédés de freinage des wagons, dans le détail technique desquels je n'entre pas. Mais le problème est mal résolu, parce qu'il n'a pas été possible de faire ratifier une convention par tous les Etats dont les wagons circulent sur le réseau européen.

Ma question proprement dite est différente. Voilà neuf ans que les divers gouvernements français, quelles que soient leurs positions politiques, me demandent d'être un des délégués titulaires de la France à l'Assemblée des Nations Unies où je me spécialise complètement dans les problèmes de désarmement. J'ai rapporté de ces voyages à l'étranger une impression d'écrasement devant la masse des organisations internationales, surtout de celles qui sont de l'autre côté de l'Atlantique et qui sont créées à l'échelle américaine. Des tonnes et des tonnes de papier imprimé en cinq langues différentes sont déversées presque jour et nuit. Quand je cherche à faire un tableau de cette organisation, qui est pourtant l'avenir du monde, je constate qu'en dehors de l'O.N.U., il y a au moins huit ou neuf organisations spécialisées, dont l'O.I.T. est la doyenne, p.377 puisqu'elle existe depuis la fin de la première guerre mondiale. Je compte quatre organismes régionaux des Nations Unies, l'un pour l'Europe, l'autre pour l'Afrique et ainsi de suite, plus six ou sept

## Le travail et l'homme

organismes proprement européens, plus d'autres organismes spécialisés comme l'Organisation interaméricaine, d'autres encore que j'oublie.

Ce qui au total représente un chiffre de trente à quarante organisations internationales, ou régionales, employant des dizaines de milliers de fonctionnaires, pour ne pas dire plus, et ma terreur permanente, en dehors du mauvais rendement d'instruments trop lourds — je ne dis pas cela pour l'O.I.T. qui est le plus européen et le plus modeste de conception de tous ces grands organismes — c'est qu'à côté du mauvais rendement résultant de ce gigantisme, il n'y ait des doubles-emplois fréquents.

C'est sur ce point que j'aimerais que vous nous rassuriez. Vous avez commencé en indiquant que, dans cet énorme programme andin, quatre des organisations spécialisées de l'O.N.U. collaborent. Je veux supposer qu'au niveau du Conseil économique et social ou à tout autre le travail est effectivement coordonné. Mais il faut ajouter à cette assistance technique internationale l'assistance technique bilatérale, c'est-à-dire celle donnée directement par un Etat à un autre Etat ou à un territoire dépendant de lui, assistance que je crois beaucoup plus considérable comme volume financier que l'assistance internationale, mais qui présente évidemment des inconvénients politiques et qui est donnée sous contrepartie d'influence politique.

Or, tout cela me paraît une goutte d'eau. Le pays qui donne le plus en assistance bilatérale est de loin l'Amérique. Les Etats-Unis doivent verser, en francs suisses, et sauf erreur de calcul toujours excusable chez un polytechnicien, 17 milliards de francs suisses aux autres peuples, la France 4 à 5 milliards, l'U.R.S.S., qui fait un gros effort ces années-ci, à peu près autant que la France cinq fois moins peuplée qu'elle. Ces trois pays doivent représenter un apport à l'étranger de l'ordre de 25 milliards de francs suisses, c'est-à-dire, étant donné le nombre d'êtres sous-développés dont vous venez de parler, à peu près 15 francs par an et par individu, c'est-à-dire une goutte d'eau. Et l'aide internationale ne doit pas augmenter beaucoup le total auquel je viens d'arriver, car le budget international d'assistance technique, que vous connaissez mieux que moi, est certainement inférieur aux trois budgets que je viens de citer.

Alors, je voudrais au moins être sûr qu'il n'y a pas de doubles-emplois entre œuvres internationales d'une part et assistance internationale, assistance régionale et assistance bilatérale de l'autre. C'est le sens de ma question.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : Je vous ai écouté avec beaucoup d'attention et je partage entièrement certains de vos sentiments. Vous avez parlé de la pluralité des organisations. Cela est dû en grande partie à une crise de croissance. Avant la guerre, la structure des organisations internationales et leurs rapports réciproques étaient relativement simples. Quand il a fallu construire le monde de l'avenir, tout de suite <sup>p.378</sup> après la guerre, il a fallu agir très rapidement. On a construit. On a édifié la nouvelle structure internationale. Il va de soi que certaines institutions ont été créées et ont temporairement été, par la force des choses, appelées à faire parfois double-emploi avec d'autres. Certaines ont d'ailleurs cédé la place à d'autres. La multiplicité des organisations internationales qui existent aujourd'hui, si l'on examine les statuts, les buts, les constitutions de chacune d'entre elles, a tout de même quelque chose de rassurant.

Si nous songeons à la structure étatique, nous nous apercevons que les ministères se sont considérablement multipliés. Or, nous sommes, et seulement depuis la première guerre mondiale, en train d'édifier, je ne parlerai pas ici d'organisations super-étatiques, des organisations internationales, et il est normal que l'on s'inspire de l'organisation étatique qui précisément a été obligée de multiplier ses services.

C'est le même phénomène qui s'est produit dans les organisations internationales. Qu'il y ait des doubles-emplois, et surtout à la suite de ces créations extraordinairement rapides, c'est possible ; mais on y a mis fin et on est en train d'effacer dans toute la mesure du possible les séquelles de cet état de chose par des accords de coopération.

Pour prendre l'exemple de l'O.I.T., nous avons des accords de coopération évitant les doubles-emplois avec les Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations régionales.

En ce qui concerne l'assistance technique que vous avez très justement mise en lumière, il y a une coordination très poussée. Vous avez parlé de l'assistance technique bilatérale qui, du point de vue chiffres, dépasse de beaucoup ce que nous pouvons faire sur le plan international. Bien sûr. Et vous avez pris des statistiques qui appuyaient la force de votre argumentation. Mais nous ne cherchons pas, dans nos organisations internationales, à donner une somme, un montant supplémentaire aux individus des pays sous-développés que nous

## Le travail et l'homme

aidons ; nous cherchons à permettre à ces individus de développer plus rapidement leurs propres ressources pour pouvoir en profiter, et pouvoir eux-mêmes développer leurs conditions économiques et sociales.

Sur ce point particulier : que peut-on faire pour la coordination de l'assistance technique ? je désirerais passer la parole à mon ami M. Fano, chef de la division des travailleurs non-manuels, qui a une très vaste expérience dans ce problème de coordination.

**M. P. FANO** : Le problème de la coordination dans le champ de l'assistance technique n'est qu'un aspect de la coordination de toutes les activités des organisations internationales. Le problème des doubles-emplois est le principal problème évidemment qui surgit à propos de la coordination.

Il faut dire que dans ce que nous appelons la famille des Nations Unies, c'est-à-dire les Nations Unies elles-mêmes et les organisations spécialisées, telles que l'O.I.T., l'UNESCO, la F.A.O., l'O.M.S., etc., il existe toute une série d'accords qui définissent la compétence respective des différentes organisations, et envisagent, prévoient les mesures <sup>p.379</sup> nécessaires pour coordonner l'action de ces organisations, là où leurs champs d'activité se superposent. Il ne faut pas se faire d'illusions, les problèmes humains ne se laissent pas classer dans des compartiments étanches. Le problème de la culture touche de très près celui de la formation professionnelle ; le problème de la santé publique touche de très près celui de la santé des travailleurs ; et de ce fait, il est inévitable que les « ministères internationaux » comme les appelait M. Morse, c'est-à-dire les organisations spécialisées, et au centre, les Nations Unies, se rencontrent dans plusieurs champs, quoique chacune regarde le problème sous son angle spécial, de son point de vue particulier. Il y a toujours en certains domaines des points qui demandent une coopération très étroite, des problèmes qui, s'il n'y avait pas ce que nous appelons la machine de la coordination, pourraient donner lieu à des doubles-emplois très sérieux. Mais au fur et à mesure que se développe l'action internationale des Nations Unies et de l'O.I.T., soit dans le champ purement des études et des normes internationales, soit dans le champ de l'assistance technique, une pratique se développe qui a très largement éliminé les doubles-emplois.

Je ne veux pas vous ennuyer en énumérant toute la procédure de

## Le travail et l'homme

coordination. Je dirai seulement que, du point de vue politique général, le Conseil économique et social des Nations Unies a un droit de regard sur les relations entre les membres de la famille des Nations Unies et a le droit de les rappeler à l'ordre. Sur le plan secretariat, des comités se réunissent régulièrement pour examiner les problèmes en commun, pour éliminer les doubles-emplois là où ils se trouvent, et surtout pour organiser la coopération de ces organisations.

Le problème est très différent en ce qui concerne les organisations qui se trouvent en dehors de la famille des Nations Unies. Nous avons vu après la dernière guerre surgir une quantité d'organisations internationales, surtout en Europe. Elles n'ont pas été planifiées comme l'a été la famille des Nations Unies. Les organisations européennes se sont créées au fur et à mesure des besoins, pour répondre à certaines urgences. On a eu le Conseil de l'Europe et l'Union de l'Europe occidentale en 1950, puis l'Organisation européenne de coopération économique, la Communauté Charbon-Acier ; il y a maintenant le Marché commun et toute une série d'organisations régionales européennes. Les organisations américaines sont moins nombreuses sur le plan gouvernemental, mais plus nombreuses sur le plan non-gouvernemental. La poussée vers l'unité européenne a suscité la création de nouvelles organisations, auxquelles on donnait un mandat généralement très large en matière sociale ; c'est-à-dire qu'à la différence de ce qui s'est passé dans la famille des Nations Unies, où chaque organisation a un mandat bien précis, les organisations européennes ont souvent des mandats qui se superposent. Et cela fait certainement un double-emploi, non seulement avec le mandat des organisations régionales, mais aussi avec le mandat de l'O.I.T.

Une particularité de l'O.I.T. est d'être la seule organisation internationale à avoir une structure tripartite, ce qui l'a mise, si je puis dire, <sup>p.380</sup> dans une position très spéciale devant le développement des programmes sociaux européens, parce qu'employeurs et travailleurs, du fait que l'O.I.T. avait une tradition et qu'ils participaient directement à ses délibérations, ont toujours jugé très favorablement les activités de l'O.I.T. même sur le plan régional européen. Cela a facilité beaucoup la coordination de l'action de l'O.I.T. avec celle des organisations européennes.

**LE PRÉSIDENT** : M. Koulischer, qui a une expérience technique du problème

## Le travail et l'homme

des Andes, pourrait peut-être donner un aperçu de ces programmes d'assistance et de leur application.

**M. G. KOULISCHER** : En ce qui concerne la coordination du travail appliquée à la mise en œuvre du programme des Andes, le problème n'a jamais soulevé de difficultés insurmontables.

Il est utile de préciser auparavant que l'assistance technique n'est pas une assistance financière et qu'elle agit avec les moyens limités qui se trouvent à la disposition des organisations d'assistance technique. Elle se limite à l'envoi d'experts, à l'octroi de bourses et à l'envoi d'un équipement de démonstration très limité. Malgré cela, dans le cadre des crédits alloués à l'assistance technique, on arrive à obtenir certains résultats.

Comme vous le savez, l'objectif du programme des Andes est l'intégration dans la vie économique et sociale de leurs pays respectifs des masses d'Indiens qui vivent sur le haut plateau des Andes et qui depuis des siècles sont restés en marge du développement de la vie économique et sociale.

Pendant longtemps ces populations étaient pratiquement isolées, mais de plus en plus elles entrent en contact avec la civilisation industrielle. On prend chez elles la main-d'œuvre pour les mines, pour les travaux publics, pour les plantations. On les astreint au service militaire ; dans certains pays on leur demande de voter.

D'autre part, elles sont de plus en plus informées de la manière dont vivent d'autres communautés ; et qui dit comparaison dit forcément ressentiment, prise de conscience d'une injustice par celui qui se découvre misérable.

Depuis quelques années, cette question a pris une grande importance aux yeux des gouvernements des pays intéressés et aux yeux des organisations internationales dont la politique est la résultante du désir de ces différents gouvernements.

Je passe sur la manière dont des conférences internationales ont attiré l'attention du B.I.T. sur l'importance du problème ; une commission d'experts s'est réunie et une commission d'enquête fut envoyée sur place. Mais finalement, les cinq organisations internationales que M. Wolf vous a citées tout à l'heure ont décidé, à la demande des pays intéressés, de mettre en œuvre un

## Le travail et l'homme

programme de développement global, de développement simultané de ces populations dans le domaine économique, sanitaire, culturel, etc.

p.381 La collaboration entre les différentes organisations, je le répète, n'a pas causé de grandes difficultés parce que les tâches étaient bien définies. Il était évident que la F.A.O. s'occupait du développement agricole ; il était naturel qu'au B.I.T. revînt le soin de s'occuper de la formation des travailleurs industriels ; que l'O.M.S. s'occupe de la santé, l'UNESCO des écoles et de l'éducation en général, etc.

Ces différentes organisations poursuivent leurs efforts dans trois directions parallèles ; il s'agit tout d'abord d'améliorer sur place le niveau de vie des populations indigènes, et d'accroître les revenus qu'elles peuvent tirer de leurs occupations traditionnelles, agriculture ou artisanat. Il s'agit ensuite d'apprendre à un certain nombre d'Indiens à exercer des métiers nouveaux, de leur donner une qualification qui leur permette de sortir de la communauté traditionnelle sans rester toujours au niveau le plus bas de la hiérarchie de la production et de l'échelle des salaires.

Il s'agit enfin de favoriser le transfert d'un certain nombre de ces populations des régions surpeuplées du plateau des Andes vers certaines vallées plus fertiles où elles peuvent trouver de meilleures possibilités de développement.

Rien que cette énumération des objectifs poursuivis vous montre à quel point la collaboration des différentes organisations est indispensable. Et le résultat atteint dans certains pays, nous n'avons pas le temps de vous l'exposer maintenant, montre que cette collaboration en général a été fructueuse.

**LE PRÉSIDENT** : La parole est au R. P. de Riedmatten.

**R. P. DE RIEDMATTEN** : Je voudrais tout d'abord faire une remarque. J'espère que vous avez convaincu votre auditoire que la formule théorique de l'institution internationale est juste. C'est un point sur lequel l'opinion publique doit être de plus en plus instruite. La formule théorique est juste, et quand je dis « la formule théorique », je ne vise pas l'idée abstraite, je pense à la formule telle qu'elle est entrée dans les textes. Beaucoup de choses auront à être remaniées, mais ce qui caractérise le plus l'institution internationale aujourd'hui, — et par là

## Le travail et l'homme

nous touchons de près le thème de cet entretien — c'est qu'à la différence de toute une série d'autres institutions internationales ou d'accords qui l'avaient précédée — et dans ce domaine l'O.I.T. est un précurseur dans un secteur particulier de ce que l'O.N.U. et la famille des institutions spécialisées ont voulu devenir — on trouve une conception tout à fait nouvelle de l'institution internationale. Elle n'est plus simplement un organisme politique chargé de conserver la paix, mais elle est devenue un organisme chargé de construire la paix en évacuant constamment les causes de conflits, qui ne sont pas seulement des questions politiques, mais qui dépendent de tout un complexe économique, social, culturel et humain. Et cela, la formule de l'institution internationale l'a réalisé. Vous l'avez montré à propos de l'Organisation internationale du Travail, qui a à son actif quarante ans d'existence. <sup>p.382</sup> Les autres organisations en ont moins, mais malgré tout on se rend compte que l'effort, ou bien se fera dans cette direction, ou bien devra chercher d'autres formules.

Je pense personnellement que pour les pays sous-développés, et particulièrement pour les pays qui sont à l'état de total sous-développement — et je vise notamment certaines régions d'Afrique —, on va vers des solutions qui devront être, d'une façon ou d'une autre, internationales, sinon le mythe de l'efficacité marxiste l'emportera. Par efficacité marxiste, j'entends l'efficacité telle qu'elle est représentée, aux yeux de tant de pays sous-développés, par les réalisations de la Chine continentale.

Cependant, vous me permettez de vous poser une première question, ou plutôt de vous faire une observation, si vous estimez que ma question a un caractère quelque peu agressif.

Je pense que les réalisations telles qu'elles ont été accomplies jusqu'à présent ont surtout valeur d'échantillonnage. On sait dans quelle direction on peut aller. On a des résultats dont on peut faire état. Mais j'emprunte une phrase de M. Hammarskjöld lui-même, dans un rapport tout récent sur le plan quinquennal 1959-64 des Nations Unies, où il dit : « Ce que nous faisons, c'est la fraction d'une fraction d'une fraction... »

Tout à l'heure, M. le Président Moch faisait état des chiffres. L'assistance totale, l'assistance globale bilatérale, multilatérale, tout compris, peut être résumée et chiffrée par cette formule assez concise : les contributeurs donnent 5 dollars par individu, par an et les bénéficiaires reçoivent 2 dollars par individu,

## Le travail et l'homme

par an. C'est dire que nous sommes encore devant des réalisations totalement insuffisantes, et pourtant, je dis que la formule est juste. Elle est juste d'abord parce qu'elle est multilatérale et qu'elle est internationale. Revenant sur ce qu'a dit M. le Président Moch, je pense qu'au sujet de l'assistance bilatérale il ne faut pas oublier combien celle-ci peut être, non pas injuste, mais forcée de tenir compte de considérations qui ne sont pas forcément celles qui gouvernent l'institution internationale comme telle.

Je me réfère à un document publié par les Nations Unies l'an dernier, d'où il ressort que plus de la moitié de l'assistance bilatérale des Etats-Unis à l'Asie va à deux pays seulement, ou plus exactement à trois pays : la Corée du Sud, le Vietnam du Sud et Formose.

Je pense qu'on s'achemine vers quelque chose qui va dépasser de beaucoup l'institution internationale dans sa formule présente. Je vous demande donc, à vous, Monsieur le Président, et à toutes les autorités compétentes autour de cette table, si vous ne pensez pas que, pour résoudre ces problèmes avant tout humains par l'institution internationale, il faut aller bien plus loin encore. On est étonné de voir que l'assistance technique plafonne au point de vue financier ; qu'il y a un certain nombre de millions de dollars qui n'est jamais dépassé. Une organisation internationale qui lance un très grand programme, aujourd'hui, a besoin de 100 millions de dollars par an. Or, il est impossible d'avoir 100 millions de dollars par an. Cela ne se fait pas.

Je demande donc si on ne doit pas prévoir une formule internationale qui aille plus loin encore. Je dirai que la réponse est en partie donnée <sup>p.383</sup> par l'exemple cité par M. Jules Moch tout à l'heure, et visant l'accrochage des wagons de chemin de fer. Pourquoi cet accrochage n'est-il pas encore réglé ? C'est parce que les gouvernements n'ont pas encore signé les conventions. Mais je continue et je dis : pourquoi les gouvernements ne font-ils pas cela ? Dans la majorité des cas — et c'est le cas pour cette nouvelle prise de position en face de la redistribution du revenu international — c'est parce que les opinions publiques n'y sont pas préparées.

Tout récemment, un fonctionnaire responsable de la planification des contributions d'un pays proche, si proche que nous y sommes même, me disait :

## Le travail et l'homme

— Du côté de tous les départements compétents on est d'accord, le Parlement ne serait pas difficile à convaincre, mais il y a des élections à la fin de 1959...

**LE PRÉSIDENT** : Je vous ai écouté avec un très vif intérêt. Comme tous les juristes, je suis très chatouilleux sur les détails. Vous honorez beaucoup l'O.I.T. en disant que c'est la plus vieille organisation internationale. Il y avait avant elle ce véritable ministère des P.T.T. — l'expression est aujourd'hui un anachronisme en France — que constitue l'Union postale universelle, et surtout l'Union internationale des Télécommunications. Puis, dans les manuels de droit international public, il y a un chapitre sur les organisations internationales non gouvernementales qui contient bien autre chose.

Que dire au sujet du plafonnement de l'assistance technique ? Vous avez visé le cas d'une entreprise qui exigerait 100 millions de dollars, par exemple. Il est très difficile de répondre en l'état présent de la situation. Il suffit de voir le peu d'encouragement à l'assistance technique dans certains cercles, mais ce constat est corrigé par d'autres éléments, tels que le fonds spécial des Nations Unies, qui a été créé tout récemment pour suppléer au programme élargi d'assistance technique des Nations Unies.

**M. BERNARD BÉGUIN** : Il y a un plafonnement à la dépense de l'assistance technique, et pas seulement à l'alimentation des fonds disponibles. La capacité d'un pays sous-développé d'absorber un programme d'assistance technique est limitée. Le R. P. de Riedmatten pose la question de savoir si l'institution de l'assistance technique a bien mesuré toutes ses dimensions, si elle ne doit pas en venir à repenser la vie internationale, pas seulement du côté des pays fournisseurs de fonds, mais également du côté des pays qui les acceptent.

Ceux d'entre nous qui ont approché de près ou de loin ce travail d'assistance technique savent que la mise en train d'un programme d'assistance technique dans un pays implique une première tâche de persuasion, une seconde tâche de sélection et une troisième tâche de réalisation.

Il est équitable pour les pays contributeurs de rappeler que le terrain de travail de l'assistance technique est par définition ingrat et que ce facteur doit être introduit dans le débat.

## Le travail et l'homme

p.384 Mais si j'ai demandé la parole, c'est plutôt parce que je commence à avoir le sentiment que nous sommes injustes pour une partie importante du travail de votre organisation. J'ai remarqué que notre public était particulièrement sensible aux aspects concrets de l'assistance technique, et quand M. Jules Moch a parlé des attelages de wagons, nous avons senti à quel point un travail de cet ordre est utile, du moins s'il aboutit.

Dans votre introduction, vous nous avez parlé des activités normatives et vous avez dit : les conventions sont effectivement appliquées par les Etats qui les ont ratifiées. Je ne vous chicanerai pas pour savoir si toutes les conventions ratifiées sont appliquées. En revanche, je suis inquiet par un autre problème.

Vous nous avez dit qu'après les hostilités plusieurs conventions ont pris naissance, qui tendaient à défendre les droits humains dans les domaines de la compétence de l'O.I.T., c'est-à-dire des libertés syndicales, de la liberté d'organisation de négociations collectives, de la discrimination en matière d'emploi, de la prohibition du travail forcé. Or, la question que je pose et que je me pose est la suivante : est-il possible à une organisation internationale qui se veut, et qui est devenue universelle, de pratiquer une activité normative dans le domaine des droits de l'homme, sans qu'il y ait, entre ses Etats membres, une conception commune de l'homme ?

Aussi longtemps qu'il s'agit de prévenir des accidents, de protéger des cheminots ou de surveiller le sort des mineurs de fond, la conception de l'homme joue relativement peu de rôle, car on a affaire à des questions pratiques de protection et de sécurité.

Mais est-ce que, dans l'ensemble de vos Etats membres, le problème de la ratification et de l'application de conventions ayant trait aux droits de l'homme, n'est pas fondamentalement différent du problème de l'application de conventions qui tendent à la protection et à la sécurité du travail ?

**LE PRÉSIDENT** : L'adoption, après la guerre, de conventions se rapportant à certains droits fondamentaux de l'homme a certainement marqué un nouveau progrès dans les activités de l'organisation. Cela résultait du fait que, par la guerre, le monde a pris beaucoup plus profondément conscience de ce qu'il était indispensable de faire, et c'est à la suite de cela que nous nous sommes lancés dans l'élaboration de ces conventions. Le problème que vous posez relève presque de la morale.

## Le travail et l'homme

**M. BERNARD BÉGUIN** : Est-il possible d'avoir une activité normative sans une base morale commune ?

**LE PRÉSIDENT** : Personnellement, je ne le pense pas.

**M. BERNARD BÉGUIN** : M. Moch avait l'air de le croire.

**M. JULES MOCH** : Je le pense.

**LE PRÉSIDENT** : p.385 Vous pensez à certains droits nationaux ?

**M. JULES MOCH** : Je pense qu'il y a un fonds commun de valeurs morales qui est indépendant des constitutions, des croyances religieuses ou spirituelles, et qui me suffit parfaitement pour essayer d'aller mon chemin dans le sens du bonheur humain.

**LE PRÉSIDENT** : A partir du moment où vous voulez essayer de garantir que ces droits soient respectés par tous les peuples, vous n'encadrerez pas cette espèce de conception fondamentale, vous ne lui donnerez pas un revêtement juridique, nécessairement.

**M. JULES MOCH** : Si, mais je ne chercherai pas les bases de ce droit moral, parce que je le considère comme une sorte de droit naturel, de droit inné.

Nous risquons de nous diviser profondément si nous recherchons des bases morales que les uns verront dans la religion, d'autres dans la laïcité, alors que nous sommes tout prêts à travailler ensemble et dans le même sens.

Je ne crois pas que ce soit un problème qui se pose.

**M. P. FANO** : Prenons des exemples concrets : travail forcé, non discrimination de l'emploi.

Est-ce que, sur le plan des conventions, ce principe est rejeté ? Il a été, si je ne m'abuse, adopté à l'unanimité par la Conférence. Tout le monde a accepté ce principe, ouvertement.

On peut, dans une deuxième phase, aller plus loin. Savoir si on applique ces

## Le travail et l'homme

conventions ? Cela est important, mais ce n'est pas le problème que vous avez vous-même posé. Une bonne partie de ces conventions sur les droits de l'homme ont été adoptées à l'unanimité, c'est-à-dire qu'il existait ce fonds de droits naturels auquel le président Moch a justement fait allusion.

**M. BERNARD BÉGUIN** : Je me demande si, dans la ratification des conventions de droits de l'homme il n'y a pas eu, à la base, et je m'excuse d'être tout à fait irrévérencieux, quelque ambiguïté.

Nous savons que dans le domaine des droits de l'homme, comme dans le domaine politique, il est possible d'employer les mêmes mots en pensant autre chose. Je me demande donc si on a le droit de réserver le problème de l'application d'une convention des droits de l'homme comme on peut réserver à la rigueur le problème de l'application d'une convention d'ordre purement technique, et pour laquelle des objections techniques peuvent être faites.

Le fonds commun de droit naturel auquel pense M. le Président Moch, nous le voyons, mais nous en voyons aussi les limites dans le monde d'aujourd'hui. Ou bien, Monsieur le Président, considérez-vous que parmi les quatre-vingt-deux membres de l'Organisation des Nations Unies ce droit naturel est vraiment appliqué, conçu de la même manière ?

**M. JULES MOCH** : p.386 Je suis sûr qu'il n'est appliqué presque par aucun des quatre-vingt-deux membres des Nations Unies. Mais ce n'est pas le problème de l'O.I.T.

Je ne voudrais pas faire un rappel à l'ordre qui ne me concerne point, mais nous nous occupons essentiellement du travail. Je ne crois pas qu'il soit bon de superposer à ce problème — sur lequel il est relativement facile d'arriver à obtenir, à force de peine, l'adhésion et la ratification d'un certain nombre de pays de même civilisation — des différences d'ordre moral ou d'ordre religieux.

Le problème des droits de l'homme se pose au point de vue de la liberté de l'enseignement, par exemple, mais cela ne touche pas au domaine du travail que nous examinons aujourd'hui, et je ne pense pas qu'il soit nécessaire de nous diviser là où nous pouvons être unis quand existent tant d'occasions de nous diviser par ailleurs.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : M. Béguin avait sans doute particulièrement à l'esprit la convention sur la liberté syndicale de 1948. La disposition essentielle de cette convention dit ceci :

« Les travailleurs et les employeurs sans distinction d'aucune sorte ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux statuts de ces dernières. »

Cette disposition pouvait effectivement, et devait à notre sens, faire l'objet d'un principe à insérer dans un instrument proposé à l'acceptation des Etats. Les Etats qui acceptent cet instrument s'engagent sur le plan international, se lient les uns aux autres ; par la ratification de la convention qui contient cette clause, il se crée un réseau d'obligations entre tous les Etats qui ont souscrit à cette disposition.

J'ajoute que l'O.I.T. a cette particularité d'avoir un système de contrôle d'application très poussé, probablement le plus poussé qui existe en l'état présent du droit international. Cependant, en droit international rien n'est hermétique, et même en droit national tous les crimes ne sont pas punis...

**M. JULES MOCH** : Oh non !

**M. ANTONY BABEL** : Vous avez parlé de la ratification des conventions internationales ; en voici un tableau assez intéressant, qui est régulièrement tenu à jour.

A l'heure présente, le grand effort de l'O.I.T. porte sur les différents systèmes d'appui technique, notamment des pays sous-développés ; mais il y a cet autre aspect — au début ce fut le principal — qui était l'adoption des conventions internationales. A l'heure présente, on continue à en adopter, et il n'est pas douteux que ces conventions internationales ont contribué, dans une très large mesure, à modifier la législation du travail de la plupart des Etats.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau. A gauche figure la liste de l'ensemble des Etats membres de l'O.I.T., puis l'ensemble des <sup>p.387</sup> conventions (114). Il y a eu jusqu'à présent environ 2.000 ratifications par environ soixante Etats. Il est assez extraordinaire de voir que certains Etats ont ratifié à peu près tout. La Bulgarie, par exemple, a ratifié à peu près tout...

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : En quarante ans !

**M. ANTONY BABEL** : Il y a d'autres pays, comme la Suisse, qui n'ont ratifié que quelques rares conventions, un très petit nombre.

La question que je voulais poser concerne la signification réelle de ces ratifications.

Est-ce que nécessairement les Etats qui ratifient tout sont des Etats dont la législation est très poussée, dans la pratique, et est-ce que les Etats qui n'ont ratifié que peu de conventions sont nécessairement des Etats en retard dans ce domaine ? Je ne veux pas dire que la Suisse ait raison, je précise bien, en ne ratifiant pas davantage de conventions. Il y a des quantités d'éléments qu'elle applique et qu'elle ne veut pas ratifier pour des raisons que je n'ai pas à développer ici.

**LE PRÉSIDENT** : Sur le problème suisse, M. Reymond-Sauvain et M. Berenstein ont certainement beaucoup à dire.

**M. PIERRE JACCARD** : Mon intervention portait précisément sur cette question.

**M. PIERRE REYMOND-SAUVAIN** : Il est certain que depuis le début de notre entretien, on a constaté que bien des travaux entrepris se sont montrés insuffisants, qu'ils devraient être développés et que la situation est bien loin d'être celle qu'on pourrait souhaiter.

Je ne voudrais cependant pas que nous restions sur cette impression relativement pessimiste. Au sujet de la question que vient de poser M. Babel, il est bien certain que beaucoup d'Etats ont ratifié des conventions et les appliquent de façon assez molle cependant. Il existe un contrôle, et la certitude que la non-application de ces conventions risque de produire à Genève des réactions lors des Conférences internationales du Travail est un élément qui permet d'espérer que l'application ira sans cesse en croissant.

Mais les conventions sont utiles non seulement dans les pays où elles sont ratifiées et appliquées, mais encore elles jouent un rôle considérable dans les pays où elles ne sont pas appliquées, et je pense à la Suisse en particulier. Elles

## Le travail et l'homme

constituent, entre les mains du mouvement syndical, un instrument normatif très précieux. Lorsque nous nous réunissons dans les organisations syndicales ou dans les fédérations syndicales et que dans notre pays nous pouvons invoquer une législation qui a été élaborée à Genève, cela nous permet de faire introduire dans la législation de notre pays des dispositions qui ne s'y trouvaient pas.

p.388 Je prends un simple exemple pour ne pas prolonger trop notre discussion. En 1958, nous avons eu à Genève une commission d'experts au sujet des questions qui se posent au corps enseignant. Il ne s'agissait pas d'une convention internationale, mais je puis vous dire, en tant que président de la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement, que nous nous sommes servis, dans les pays qui nous sont accessibles, des décisions de cette commission d'experts, et que cela nous a rendu les plus grands services. Je tiens à y insister.

J'ai encore quelques mots à dire au sujet des conceptions qui sont à la base des décisions de l'O.I.T.

Bien sûr, on peut partir de conceptions de la vie humaine extrêmement diverses. Je professe pour ma part qu'il est très important pour l'individu de se faire une conception du sens de sa vie, mais il s'agit essentiellement d'une question individuelle.

Mais lorsque les représentants des différents Etats à l'O.I.T. se rencontrent, il ressort malgré tout de la confrontation de ces conceptions individuelles, un certain nombre de valeurs communes, qui finissent par exercer leur influence dans les différents pays. Je pense en particulier à la question de la liberté syndicale.

Je prends un exemple précis, la situation du Ghana. Certes, des conventions qui ont été élaborées à Genève ne sont pas appliquées dans cet Etat. Mais le fait, pour nous, de pouvoir faire appel aux décisions de Genève dans le domaine de la liberté de l'organisation, de la liberté de négociation, nous permet d'espérer que nous aboutirons malgré tout, dans cet Etat, à une liberté qui n'existe pas à l'heure présente. J'ai parlé du Ghana comme d'un exemple, mais je ne voudrais pas que l'on considérât mon intervention comme une attaque contre cet Etat et contre ses efforts pour faire une réalité de l'espoir qui naquit lors de sa création.

## Le travail et l'homme

**M. ANTONY BABEL** : J'aimerais dire à M. Reymond-Sauvain qu'il m'a accusé d'avoir une vision pessimiste de l'O.I.T. Au contraire, j'ai commencé par dire que les modifications de toutes les législations nationales sont dues, dans la plupart des cas, à l'impulsion venue de cette organisation. J'insiste sur ce point. Il n'est pas douteux que le problème qui se pose est tout à fait différent. Je posais la question de savoir pourquoi il y avait des pays qui n'ont pas une législation avancée, et ont tout ratifié.

Mais je suis le premier à penser que l'O.I.T. est de toutes les institutions internationales de celles qui ont la plus grande efficacité, avec l'Organisation mondiale de la Santé.

**M. PIERRE REYMOND-SAUVAIN** : Je me suis mal exprimé et je vous demande pardon si vous vous êtes senti visé quand j'ai parlé de pessimisme. J'ai fait allusion aux différentes interventions antérieures, qui m'avaient montré tout le chemin à parcourir entre la réalité et ce à quoi nous aspirons, mais je ne vous avais pas visé personnellement.

**LE PRÉSIDENT** : p.389 Il n'est pas douteux que la valeur des ratifications, qui est constante en théorie seulement, varie en fait suivant les circonstances de temps et de lieu. La Conférence, en adoptant une convention, prévoit des normes moyennes et les Etats qui possèdent une législation avancée peuvent accorder leur ratification sans modifier pour autant leur droit national.

A l'inverse, des Etats moins évolués se trouvent poussés à ratifier des conventions dont les règles constitueront pour leurs travailleurs un progrès substantiel, et je pense par exemple à la ratification par la Jordanie de la convention de 1957 sur le travail forcé. Cette ratification avait une portée beaucoup plus grande que celle du Danemark ou de la Norvège.

Vous me direz : que signifie la ratification par tel ou tel pays d'une convention telle que celle sur le travail forcé ?

Je faisais allusion, il y a un moment, à la méthode très complexe selon laquelle sont contrôlées les ratifications des conventions internationales du travail. C'est très important. Les Etats sont tenus, par la constitution de l'O.I.T., d'envoyer au directeur général, chaque année, un rapport sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées. Ce rapport est examiné par un Comité d'experts

## Le travail et l'homme

indépendants, composé de hautes personnalités de renommée mondiale et dont l'indépendance d'esprit est connue, et il ne se gêne pas pour faire des observations parfois très acerbes. Le rapport de cette commission d'experts est revu ensuite à la Conférence par une commission tripartite qui ne se gêne pas, elle non plus, pour abonder dans le même sens quand elle estime que c'est nécessaire.

A la suite de cette procédure de contrôle serré, il y a une véritable pression sur la plupart des gouvernements, une pression qui provient de l'action de tous les gouvernements qui ont ratifié la Convention — et c'est là que joue la concurrence loyale de la part des employeurs et des travailleurs, les employeurs voulant l'égalité de charges, les travailleurs voulant l'amélioration de leur condition. Il y a une pression telle que c'est à peu près le maximum de ce que l'on peut souhaiter aujourd'hui. Mais c'est beaucoup, et nous pourrions citer des exemples, même dans des pays au sujet desquels on a l'habitude d'être le plus sceptique où, à la suite des observations qui ont été présentées par la commission d'experts ou par la Conférence internationale du Travail, des dispositions ont été prises pour que la législation nationale soit conforme à la convention ratifiée.

En définitive, il y a toujours ce qu'on a appelé à la dernière session de la Conférence une petite liste noire, mais très réduite, et qui ne comporte pas toujours les Etats que vous pourriez imaginer ; sur cette liste figurent une dizaine d'Etats au plus, alors qu'au total nous avons enregistré 2.000 ratifications émanant de près de soixante-dix Etats.

Donc, pas d'hermétisme : impossibilité de faire appliquer rigoureusement, partout, dans tous les pays, toutes les dispositions des conventions ratifiées, mais contrôle maximum, et je dirai même, en l'état présent du droit international, contrôle optimum.

**M. ALEXANDRE BERENSTEIN** : p.390 Lorsque les conventions ratifiées ne sont pas immédiatement appliquées, il n'en reste pas moins qu'elles permettent à la classe ouvrière d'exercer une action à l'intérieur de l'Etat, dans les pays non totalitaires.

Dans les pays démocratiques, lorsque la convention a été ratifiée, les organisations ouvrières s'adresseront au gouvernement lorsqu'elles constateront

## Le travail et l'homme

que la législation ne correspond pas aux termes de la convention, ou encore que la législation n'est pas appliquée. Elles disposeront ainsi d'une arme dont elles ne disposent pas lorsque la convention n'a pas été ratifiée.

D'autre part, M. Reymond-Sauvain l'a dit, même lorsque la convention n'a pas été ratifiée, elle joue tout de même un rôle de stimulant ; on se sert des dispositions de la convention comme modèle, dont on s'inspirera pour édicter une loi. En voici un exemple : La Suisse n'avait pas de législation maritime. Elle a créé une flotte. Où prendre sa législation ? On a pris dans le Code international du Travail à peu près toutes les conventions qui avaient été adoptées par la Conférence internationale du Travail en matière maritime et on a décidé que ces conventions feraient loi en Suisse. Alors même qu'elles n'ont pas été ratifiées, elles ont été considérées comme législation interne de la Suisse. C'est sur cette base que toute la législation maritime de la Suisse a été élaborée.

M. Berenstein tient encore à féliciter les organisateurs des R.I.G. d'avoir associé le B.I.T. à ses travaux. Soulignant l'importance souvent méconnue de cette organisation, il en salue les quarante ans d'existence et rappelle la publication dans la Collection « Que sais-je ? » d'un ouvrage sur l'O.I.T. dû à la plume de M. Monceau.

Je désirerais dire encore un mot. On n'a pas parlé de droit à ces entretiens ; je crois néanmoins qu'il existe un aspect juridique de la question, qui mérite d'être souligné. La constitution de l'Organisation internationale du Travail a, peut-on dire, contribué à humaniser le droit international. Et c'est pour la première fois, semble-t-il, qu'on a admis dans une institution internationale que non seulement les Etats, qui sont des abstractions, ont voix au chapitre, mais que des représentants directs des peuples, des représentants des gouvernements, des représentants des ouvriers, participent à la législation internationale dans le domaine du travail. L'O.I.T. est une institution tripartite, comme le rappelait si opportunément M. Wolf.

A la suite de cette nouvelle conception, la diplomatie internationale a cédé le pas, dans une certaine mesure, au parlementarisme international. On peut dire que nous avons affaire, au sens du droit international classique, à un monstre juridique, et cela préfigure l'avenir et permet aux individus d'être les sujets du droit international.

Quelle doit être l'activité de l'O.I.T. ? Si on ramène ce problème à des

## Le travail et l'homme

facteurs humains, on doit constater que l'O.I.T. ne peut faire que ce que décident ceux qui la composent : les représentants des gouvernements, c'est-à-dire des organisations patronales et ouvrières, et qu'elle ne peut pas faire plus que ce que décident, dans chaque Etat, les organes <sup>p.391</sup> responsables. C'est donc avant tout aux différents Etats que l'on doit demander de poursuivre leur action en faveur de la législation sociale internationale. Si l'O.I.T. n'est pas soutenue par ses composants — les Etats —, elle ne pourra évidemment rien faire ; c'est de ce côté qu'il y a lieu d'agir.

Je voudrais maintenant poser une question. Certains ont parlé de la nécessité d'instituer une pause dans l'élaboration des conventions internationales du travail ; on a déclaré, à un certain moment, que le Code international du Travail était très volumineux, très complexe, et qu'il fallait s'arrêter pour permettre aux différents Etats d'assimiler ces conventions avant d'aller plus loin.

Personnellement, je ne pense pas que cette opinion soit exacte. Il surgit toujours de nouveaux problèmes sur le plan de la législation internationale du travail. Je crois aussi qu'il y a beaucoup de problèmes anciens qui n'ont pas encore été résolus, et qu'on n'exige pas trop des gouvernements lorsqu'on les prie de bien vouloir soumettre une ou deux conventions par an à leurs parlements afin d'en obtenir la ratification. J'aimerais sur ce point recueillir des opinions plus autorisées que la mienne.

**LE PRÉSIDENT** : Etant donné l'heure tardive, je vous répondrai que vous avez répondu vous-même essentiellement aux différents points que vous avez soulevés. Je sais que M. Béguin veut encore poser une très brève question avant que la séance ne soit levée.

**M. BERNARD BÉGUIN** : La question que j'ai posée a pu laisser transparaître un certain scepticisme sur la valeur éducative des conventions portant sur des droits de l'homme dans certaines régions du monde où la conception de l'homme dans la société est fondamentalement différente de la nôtre.

Vous m'avez donné votre réponse en aparté, et je vais vous rendre la parole pour nous permettre de conclure sur la note optimiste qui convient.

## Le travail et l'homme

**LE PRÉSIDENT** : Je vous ai répondu que je suis convaincu de la portée éducative des instruments adoptés dans le cadre de l'O.I.T. suivant les pays, dans toutes les régions du globe.

Quelle que soit la situation, je crois effectivement, et nous en avons des exemples concrets, que les conventions internationales du travail ont eu une portée pratique indéniable, et à laquelle on doit précisément songer en établissant le programme de l'O.I.T.

J'espère que du débat que nous avons eu se dégagera un peu de lumière sur l'Organisation internationale du Travail, dont l'œuvre — c'est mon intime conviction — vient à l'appui de l'idée de Toynbee selon laquelle l'histoire retiendrait l'époque présente, non pas comme une ère de guerres dévastatrices ou de cruauté collective, mais comme une période où, pour la première fois dans l'histoire du monde, l'humanité a osé croire qu'il est possible de partager les bienfaits de la civilisation entre tous les habitants de la planète.

Je pense que l'O.I.T. contribue à affirmer cette idée exprimée par Toynbee et j'espère que le débat qui s'est engagé ici vous fera partager un peu ma pensée.

**M. ANTONY BABEL** : p.392 Au moment où nous prononçons la clôture de cet entretien, je tiens à remercier très vivement M. Wolf, qui a rafraîchi nos conceptions concernant le Bureau international du Travail et l'Organisation internationale du Travail. Il nous a apporté des éléments nouveaux et il a été le point de départ d'un entretien qui m'a paru très intéressant.

Je remercie tous les collaborateurs de M. Wolf et je le prie d'être l'interprète des Rencontres Internationales et de l'auditoire d'aujourd'hui pour exprimer nos sentiments de gratitude à M. Morse lorsqu'il sera rentré à Genève.

La séance est levée.

@

## INDEX

### Participants aux conférences et entretiens

@

- ABRAHAM, Pierre, 192.
- AMROUCHE, Jean, 343.
- ARMAND, Louis, **47**, 224, 225, 228, 230, 231, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 240, 242, 243, 244, 245, 247, 249.
- ASTIER (D'), Emmanuel, 275, 280.
- AUDRY, Colette, 166, 236, 307.
- BA, Ibrahima, 358, 362, 363, 364, 365.
- BABEL, Antony, 145, 153, 203, 223, 250, 280, 309, 321, 347, 360, 363, 367, 369, 386, 387, 388, 392.
- BALIMA, Albert, 354, 355, 361.
- BÉGUIN, Bernard, 383, 384, 385, 391.
- BERENSTEIN, Alexandre, 390.
- BERENSTEIN, Moïse, 240.
- BERLE, Adolf A., **71**, 256, 257, 258, 259, 260, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 274, 280, 287, 292, 295, 297, 301.
- BOISDEFFRE (DE), Pierre, 261, 360.
- BONDY, François, 284.
- BOREL, Alfred, 141.
- CAIN, Julien, 181.
- CAMPAGNOLO, Umberto, 215, 217, 267, 268, 269, 318, 328, 330, 354, 355.
- CASTIGLIONE, Tommaso Riccardo, 313.
- COLLINET, Michel, 163, 174, 194, 232, 242, 243, 244, 252, 299, 364.
- COTTIER, R. P., 258.
- DIEL, Paul, 248, 335, 336.
- DOLCI, Danilo, **105**, 306, 307, 310, 312, 313, 314, 315, 317, 318.
- ERARD, Maurice, 189, 223, 257.
- FANO, P., 378, 385.
- FESSARD, R. P., 187, 188.
- FIORE, Tommaso, 176.
- FRANTSEV, Youri, **33**, 188, 189, 191, 197, 199, 200, 201, 202, 205, 207, 208, 209, 210, 212, 215, 218, 219, 221.

## Le travail et l'homme

- GAGNEBIN, Henri, 181, 183, 185, 186, 188, 189, 190, 191, 192, 194, 199, 200, 202, 203, 205, 207, 208, 209, 210, 212, 215, 217, 219, 220, 221.
- GAVIN, Robert, 348, 354, 356, 363, 365, 366, 367.
- GBENOUDON, Aristide, 356.
- GIROD, Roger, 170.
- HALPERIN, Wladimir, 245, 316.
- HERSCH, Jeanne, 198, 210, 297.
- JACCARD, Pierre, 159, 220, 244, 387.
- JESSÉ (DE), François, 301, 337.
- JUHNKE, Ellen, 327.
- KOULISCHER, G., 380.
- LEENHARDT, Franz, 153, 287.
- LEFRANC, Georges, **11**, 156, 158, 161, 166, 169, 172, 174, 179.
- LUKIC, Radomir, D., 212, 214, 216, 217.
- LUNEL, Armand, 357, 359.
- MARTIN, Georges-Henri, 251, 252, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 263, 265, 267, 268, 269, 270, 273, 274, 275, 284, 285, 287, 289, 292, 294, 297, 299, 301, 303.
- MARTIN, Victor, 290, 305, 307, 312, 313, 314, 319, 331.
- MATIC, Dusan, 217, 234, 342.
- MENDRAS, Henri, 185.
- MINH (voir Vo).
- MOCH, Jules, **89**, 210, 214, 254, 255, 257, 260, 263, 265, 266, 269, 272, 274, 282, 284, 289, 292, 295, 302, 331, 355, 362, 376, 384, 385, 386.
- MONSOUR, Bernard, 323.
- MOREL, Bernard, pasteur, 305.
- MORIN, Edgar, 167, 207, 208, 209.
- MOULIN, Léo, 226, 251, 254, 255, 311.
- MURALT (DE), Alexandre, **121**, 239, 244, 256, 326, 328, 330, 331, 333, 335, 336, 338, 340, 341, 345.
- NICOD, Michel, 157.
- NOJORKAM, 334.
- PHILIPPART, Louis, 183, 214, 242.
- PICOT, Albert, 173, 270, 273, 365.
- REY, Paule, 217, 238, 338.
- REYMOND-SAUVAIN, Pierre, 177, 190, 285, 364, 387, 388.

## Le travail et l'homme

RIEDMATTEN (DE), R. P., 381.

ROCHEFAUCAULD (duchesse E. DE LA), 229.

SAFRAN, Grand Rabbin, 154.

SALATI, Vinicio, 312.

SECRETAN, Philibert, 337.

SOLAS-GARCIA, José, 340.

STAROBINSKI, Jean, 153, 154, 155, 157, 159, 163, 166, 173, 175, 176, 177, 179, 324, 326, 327, 328, 331, 335, 337, 338, 340, 341, 342, 343, 345.

VO TAN MINH, 234, 341.

WADE, Ira O., 200, 201, 202, 231.

WALTHER, Léon, 176, 324.

WIDMER, Gabriel, pasteur, 155, 203, 206, 225, 246, 294, 315.

WOLF, Francis, 370, 377, 380, 381, 383, 384, 385, 386, 387, 389, 391.

ZIEMLIKI, André, 219, 265.

\*

**Conférences** : [Lefranc](#) - [Frantsev](#) - [Armand](#) - [Berle](#) - [Moch](#) - [Dolci](#) - [Muralt](#)

**Entretiens publics** : [Premier](#) - [Deuxième](#) - [Troisième](#) - [Quatrième](#) - [Cinquième](#) - [Sixième](#) - [Septième](#)  
[Entretien privé](#) - [Entretien spécial 1](#) - [Entretien spécial 2](#)

@